



**HAL**  
open science

## Géographie du bal en France.

Dominique Crozat

► **To cite this version:**

Dominique Crozat. Géographie du bal en France.. Géographie. Université Lyon 2 Lumière, 1998. Français. NNT: . tel-01857990

**HAL Id: tel-01857990**

**<https://shs.hal.science/tel-01857990v1>**

Submitted on 22 Aug 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Géographie du bal en France

**par Dominique CROZAT**

Thèse de doctorat en Géographie, aménagement et urbanisme  
sous la direction de Jean-Pierre HOUSSEL  
soutenue le 4 décembre 1998

devant un jury composé de : Jean-Pierre HOUSSEL, professeur émérite à l'université Lyon 2  
Jean-Paul DIRY, professeur à l'université Blaise Pascal (Clermont-Ferrand) Robert MARCONIS,  
professeur à l'université Toulouse II Le Mirail Irène LEFORT, maître de conférence à l'université Lyon  
2 André VANT, professeur à l'université Jean Monnet (Saint-Etienne)



# Table des matières

..	1
<b>Remerciements . .</b>	<b>3</b>
<b>Résumé – Présentation .</b>	<b>5</b>
<b>Introduction . .</b>	<b>7</b>
<b>1- Le goût de la fête .</b>	<b>7</b>
<b>2- Une étude de géographie . .</b>	<b>8</b>
<b>3- Un bal politique . .</b>	<b>12</b>
<b>4- Une précision progressive . .</b>	<b>14</b>
<b>1<sup>re</sup> partie. Poser le bal comme objet géographique . .</b>	<b>17</b>
<b>Chapitre 1. Une étude de géographie culturelle . .</b>	<b>17</b>
1- La géographie culturelle .	17
2- Instituer les territoires .	20
3- Villes-campagnes et <i>suburbia</i> <sup>32</sup> .	23
4- Espace vécu, espace perçu .	25
5- La reconstruction permanente d'un bal patrimonial . .	29
<b>Chapitre 2. Etudier le bal en France .</b>	<b>33</b>
2-1 Richesses et limites de l'information disponible .	33
2-2 Les études . .	35
2-3 La production officielle de données . .	37
2-4 La SACEM . .	39
2-5 Une carte originale et précise .	41
2-6 Autres données : journaux et enquêtes . .	46
2-7 L'observation sur le terrain : la nécessaire empathie .	49
<b>Chapitre 3. Qu'est-ce que le bal ? .</b>	<b>50</b>
3-1 Définir le bal . .	51

<sup>32</sup> ROUX, J. M. *Enquête sur 23 millions de rurbains*. Paris, Nathan, 1990, 228p.

3-2 Les acteurs du bal: organisateurs et musiciens . .	57
3-3 Une longue tradition identitaire . .	73
<b>2<sup>e</sup> partie. La diversité du bal et de son public . .</b>	<b>83</b>
<b>Chapitre 1. La mutation du bal depuis les années 70 . .</b>	<b>83</b>
1-1 « Le bal n'est plus ce qu'il était... » . .	83
1-2 La crise des années 70 . .	84
1-3 Stabilisation et regain mais fragile . .	87
<b>Chapitre 2. L'inégale répartition des bals en France . .</b>	<b>90</b>
2-1 Bals nombreux, bals rares . .	90
2-2 Une inégale visibilité du bal . .	92
2-3 Des fréquences très contrastées . .	95
2-4 On danse encore beaucoup en France . .	99
<b>Chapitre 3. Les publics du bal . .</b>	<b>100</b>
3-1 Un public plus large mais moins d'habituéés . .	100
3-2 Deux publics très distincts . .	102
3-3 Des comportements économiques sans surprise . .	106
3-4 « Le bal des jeunes » . .	109
3-5 Une construction politique : le <i>bal populaire</i> . .	116
<b>Chapitre 4. Peut-on vraiment considérer le bal comme un loisir? . .</b>	<b>122</b>
4-1 De l' <i>otium</i> au loisir . .	123
4-2 Vacances et vacances : enfermer le temps libre . .	124
4-3 Bal et loisir, un même contrôle social ? . .	125
4-4 Le bal loisir socialement différencié et privatif ? . .	128
4-5 Le bal n'est pas un temps libre individualisé et privatisé . .	129
4-6 Le bal n'est pas un loisir mais il le devient . .	130
<b>Chapitre 5. Une activité économique qui manque singulièrement de rationalité . .</b>	<b>131</b>
5-1 Multiples marginalités du bal . .	132
5-2 La <i>part maudite</i> ou la notion de gaspillage . .	134
5-3 Combattre et théoriser le gaspillage . .	136

5-4 Une rationalité différente .	139
5-5 Les économistes s'efforcent de définir une rationalité <i>passionnelle</i> .	139
5-6 Les sociologues préfèrent la formation du groupe au marché .	142
5-7 La coexistence permanente de deux logiques contradictoires .	143
<b>Chapitre 6. Une économie paradoxale .</b>	<b>144</b>
6-1 Un milieu économique difficile à cerner . .	144
6-2 Stagnation mais à un bon niveau .	146
6-3 L'évolution de la consommation des ménages .	147
6-4 Un secteur économique à part entière .	150
6-5 Un rôle social majeur . .	152
6-6 Des disparités spatiales de comportement économique . .	154
<b>3<sup>e</sup> partie. Bals républicains et bals clos .</b>	<b>169</b>
<b>Chapitre 1. Le bal public . .</b>	<b>169</b>
1-1 Un bal avec bar .	170
1-2 Le bal du 14 juillet .	174
1-3 Le maintien de clivages politiques anciens .	179
1-4 Le 15 août .	183
1-5 Un bal estival et méridional .	186
1-6 Un recul important . .	192
1-7 Appauvrissement des bals publics .	194
1-8 Bal en déclin mais toujours dominant .	197
<b>Chapitre 2. Une pratique en développement : le repas dansant .</b>	<b>201</b>
2-1 Faux bals traditionnels, vraie modernisation du bal .	201
2-2 Un bal où on mange ? . .	202
2-3 Le réveillon du 31 décembre . .	206
2-4 Deux types de repas dansants définis par leurs organisateurs . .	208
2-5 Un bal du nord ? .	212
2-6 Riches repas dansants .	216
2-7 Un bal en progrès .	219

2-8 Bals associatifs et bals municipaux . .	222
<b>4<sup>e</sup> partie. Les territoires du bal . .</b>	<b>225</b>
<b>Chapitre 1. Les régions du bal . .</b>	<b>226</b>
1-1 L'impact économique du bal . .	226
1-2 Des comportements économiques très régionalisés . .	230
1-3 Simplifier la diversité . .	232
1-4 Des comportements orientés par la taille des unités urbaines . .	235
1-5 Beaucoup de micros-régions nettement délimitées . .	238
<b>Chapitre 2. Une géographie régionale des mentalités . .</b>	<b>240</b>
2-1 Pourquoi aller au bal ? . .	241
2-2 Des structures spécialisées prépondérantes . .	248
2-3 Quelle région rechercher ? . .	251
2-4 Bals du nord et bals du sud : diversité politique? . .	258
2-5 L'incidence limitée des mentalités . .	265
<b>Chapitre 3. Bals des villes et bals des champs . .</b>	<b>270</b>
3-1 La difficile distinction du rural et de l'urbain . .	270
3-2 Milieux de vie et types de bal sont liés . .	275
3-3 Est-il encore possible de distinguer le rural de l'urbain ? . .	281
3-4 Un bal rêvé : ruralité, tradition, régionalisme et désir du local . .	283
<b>Chapitre 4. Les organisateurs sont plus déterminants que les publics . .</b>	<b>290</b>
4-1 La recherche d'un profil du public des bals . .	290
4-2 Décalage entre pratique théorique et pratique réelle . .	292
4-3 On retrouve dans le réel les catégories valorisées dans l'imaginaire . .	294
4-4 Le poids de minorités actives . .	296
<b>Chapitre 5. Le territoire local . .</b>	<b>298</b>
5-1 Le bal public hérité de la société paysanne . .	299
5-2 Le bal d'association : un public de proches avec des liens spatiaux réduits. . .	311
<b>Chapitre 6. Les microcosmes contradictoires . .</b>	<b>319</b>
6-1 La place du village . .	320

6-2 Les bals clos .	331
6-3 Ne pas tout ramener à une opposition bals publics-bals clos .	342
<b>Conclusion .</b>	<b>349</b>
<b>1- Un outil original et pertinent .</b>	<b>349</b>
<b>2- Le portrait d'une France avec bals .</b>	<b>350</b>
<b>3- Deux modèles socio-spatiaux divergents .</b>	<b>352</b>
<b>4- Quelles perspectives ? . .</b>	<b>354</b>
<b>Bibliographie . .</b>	<b>361</b>
Autres documents cités . .	373





---

*Pour Rachel*



## Remerciements

Que tous les gens qui m'ont aidé dans cette étude soient remerciés, en particulier :

- Messieurs Crépin et Pinault de la SACEM.
- Messieurs Sigwalt, Garel, Legrand, Lartaud, Fischer, Crozat, Fontferrier, Deboulay et tous les autres membres d'orchestres, chefs, techniciens ou musiciens.
- Francis Marchan.
- Les organisateurs qui m'ont ouvert les portes de leur bals.
- Mesdames Cannac et Boisset de la bibliothèque de l'UFR de géographie de l'Université du Mirail à Toulouse.
- Rachel de Bonis, mesdames Anderlé et Doudelet.
- Madame Duployer pour ses lumières en économie.
- Messieurs Cassagne, rédacteur en chef, et Rollat, journaliste, de *La République des Pyrénées*.
- Madame Le Bihan (*Ouest-France*) et la rédaction de *Sud-Ouest-Pau*.

Ainsi que tous ceux, souvent anonymes, qui ont manifesté de l'intérêt pour le thème et prodigué leurs encouragements.



## Résumé – Présentation

La sortie au bal concerne chaque année 30 % des Français, le double dans plusieurs régions. A rebours d'une image désuète, cette activité bien vivante s'adapte aux mutations de la société et, avec 160 000 bals par an (1 pour 350 habitants), ne connaît pas le déclin qu'on lui prête. Pour le géographe, ils se révèlent intéressants à deux titres. Avec une moyenne de 4,5 bals par commune et par an, ils jouent toujours un rôle important dans la structuration des relations spatiales et l'institution des territoires. Ils facilitent aussi l'observation de celles-ci, généralement difficile à mener de manière rigoureuse.

Avec cette préoccupation, l'étude utilise des données nombreuses de très bonne qualité (les relevés de la SACEM, Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Musique). Pour montrer la diversité de cette activité à quatre niveaux d'échelle, du national au local, ces données sont aussi variées; on y adjoint donc des informations fournies par deux enquêtes, l'une auprès d'orchestres, l'autre réalisée dans des bals, et enfin une observation plus générale sur environ deux cent bals. S'y ajoutent des informations fournies par des organismes officiels: Ministère de la Culture, INSEE (RGP, enquête sociale, Inventaire Communal). La densité de cette information permet des synthèses précises, sous forme de graphiques ou de typologies. Cela a conduit à la réalisation d'environ cent cinquante cartes dont une soixantaine ont été retenues dans l'étude.

Celle-ci remet en question un certain nombre de clichés tels que ceux d'un bal des jeunes, d'un bal exclusivement rural, d'un bal populaire en soulignant son rôle politique. L'étude privilégie cet angle d'observation afin de mettre en valeur des évolutions importantes dans la relation des communautés à leur territoire.

Elle fait apparaître le recul du modèle dominant (60 % de l'ensemble des manifestations), le bal public, bal ouvert hérité de la tradition républicaine. Très encadré par les autorités municipales dont il renforce la légitimité, il contribue à la cohérence de la collectivité localisée et donne à ses membres une forte visibilité de celle-ci. Il reste néanmoins déterminant sur de vastes portions du territoire: le Massif Central, le Sud, particulièrement le Sud-Ouest, mais aussi -bien que différent et plus rare- dans le centre des grandes agglomérations; d'une manière générale, c'est le cas partout où la relative stabilité de la population ces dernières décennies n'a pas modifié trop en profondeur les liens forts du groupe au territoire et où les autorités municipales gardent une légitimité importante.

En même temps, se développent rapidement de nouvelles formes de socialisation plus sélectives, adaptées aux modes de vie spécifiques des populations très mobiles de larges périphéries urbaines. En effet, les repas dansants y progressent au rythme de 2 à 4 % l'an. On assiste ainsi à un processus d'autonomisation des comportements dans ces espaces considérés jusqu'alors comme intermédiaires entre villes et campagnes. Leur situation n'est plus transitoire avant une consolidation; il s'agit bien d'une pérennisation.

Ces bals reposent sur des associations dont la légitimité n'est plus la même que celle des autorités municipales. Refusant la large mixité sociale qui caractérise les bals ouverts, elle pratiquent la sélection de leur clientèle et se ferment pour éviter toute intrusion indésirable et déqualifiante. Elles la recrutent dans un réseau installé sur une aire beaucoup plus vaste et mal définie, sinon par la distance. Elles refusent ainsi l'idée de l'institution symbolique d'un territoire local commun à tous ses habitants. Du bal républicain on évolue ainsi vers les loisirs, mais on voit même parfois s'ébaucher la constitution de communautés rêvées, utopiques, politiquement

dangereuses.

L'ampleur de ces évolutions, surtout dans le nord et l'est du pays, montre que la déstructuration des liens spatiaux, sociaux et politiques est bien plus avancée qu'on le croit généralement.

En même temps, les espaces ruraux isolés en difficulté développent une forme propre de repas dansants adaptée à leur situation démographique qui cependant se rapproche des bals publics par leur logique républicaine. Mais il s'agit-là d'un repli vers une communauté protectrice qui révèle surtout sa fragilité et laisse planer un doute sur son avenir.

Dans tous ces bals, on fait apparaître le rôle déterminant de certains groupes peu nombreux dont l'influence est due à leur prestige renforcé par la capacité à structurer les sociétés locales par le biais de l'organisation de tels événements.

On semble donc basculer:

- d'une légitimité à caractère politique vers une privatisation
- d'une structuration des groupes territorialisés selon une logique spatiale à des logiques plus sociales et électives, voire ségrégatives
- du citoyen au consommateur et même au fidèle
- de l'élus représentant une communauté à un pourvoyeur de service quand ce n'est pas un leader charismatique
- d'une fête mythique car refondatrice à l'utopie, au rêve greffé sur un espace réel indistinct, dénué de signification symbolique territoriale.

# Introduction

## 1- Le goût de la fête

En 1997, près de 160 000 bals ont été organisés en France soit 4,5 bals par commune ou 1 bal pour 350 habitants. En moyenne en 1989, les adultes français sont allés danser 5 fois par an dans un bal public.

Ces chiffres soulignent l'importance considérable d'une activité dont on va s'efforcer de montrer que son rôle dépasse largement celui d'un simple loisir. Très simple en apparence ("le bal, tout le monde connaît" <sup>1</sup> ), le bal se révèle complexe car il a de multiples finalités.

En même temps ces moyennes se révèlent trompeuses : on constate de très fortes inégalités géographiques, qu'on s'intéresse à l'intensité avec laquelle il est pratiqué comme aux motivations du public.

Le bal c'est donc la fête. Comme la plupart des peuples, les français aiment faire la fête, et pas seulement danser ; on le redécouvre depuis quelques temps <sup>2</sup> : "Ils [les français] veulent retrouver le goût de la fête, de la sensualité, du partage et de la chaleur humaine." <sup>3</sup> Mais un regard plus attentif nous montre la constance de ces tendances:

---

<sup>1</sup> Exclamation d'un organisateur à qui je présentais l'objet de mon étude.



ainsi, malgré quelques inflexions durant la crise économique du début des années 90, le nombre de bals reste stable depuis une vingtaine d'années.

Or, la fête a, dans toute société, des fonctions importantes et variées. Dans le cas du bal nous allons voir qu'il permet tout d'abord -c'est peut-être même sa fonction principale- de contribuer à la constitution du groupe ou, le plus souvent, sa régulière refondation symbolique, en favorisant l'émergence d'un sentiment d'identité collective, locale mais aussi régionale.

On vient aussi dans certains bals pour y construire une identité personnelle par référence à un groupe plus réduit mais soigneusement choisi ; il n'est pas rare qu'on y recherche la fusion avec ce groupe pour se distinguer du reste de la société. Le bal est alors un moyen de se couper de l'ensemble de la société, de se replier sur sa communauté. Ces bals semblent se développer au détriment des précédents.

En même temps, le bal est un loisir ; à ce titre, il est devenu une activité économique importante, même s'il ne fonctionne pas toujours selon la logique la plus rationnelle.

On le voit, la complexité de l'activité tient à ces aspects multiples. Sa modernité aussi : le bal est bien moins archaïque, ou folklorique qu'il n'y paraît ; il s'adapte, évolue, parfois au prix de mutations importantes comme celles qu'il a connu durant les années 70-80. Le bal reflète bien la société française.

## 2- Une étude de géographie

Mais il ne s'agit pas seulement d'une étude de sociologie ; c'est d'abord un travail de géographie. Le bal intéresse le géographe pour plusieurs raisons : les très fortes inégalités spatiales déjà évoquées montrent que d'un bal à l'autre, on privilégie certaines des finalités qui viennent d'être présentées, sans que les autres soient systématiquement absentes pour autant, mais elles comptent moins. Cela nous amène à mettre en valeur des régions aux mentalités et comportements différenciés.

---

<sup>2</sup> La plupart des hebdomadaires ont consacré un numéro récent à ce sujet; citons plus particulièrement le *Nouvel Observateur* (semaine du 23 au 29 juillet 98), assez complet même s'il reprend certains poncifs sur lesquels nous auront à revenir.

<sup>3</sup> Xavier de Séguins, directeur de Radio Latina (Paris), interrogé dans *Le Monde*, dimanche 30 août 98, p. 29.

20 et 21 juin 98  
**Nespouls à BELVEYRE**  
**13<sup>e</sup> FOIRE AUX CHEVRES**

chèvres, chevrons, bovins, ovins, fromages, vins  
 expositions artisanales, musicales, etc.  
 DEMONSTRATION DE VIEUX VIEUX JUS

Samedi 14 h	CONCOURS DE PETAQUE
Dimanche 9 h	FOIRE AUX ANIMAUX
11 h	REMISE DES RECOMPENSES
12 h	<b>REPAS CAMPAGNARD</b>
14 h 30	DÉPART EN MONTGOLFÈRE (SUJVA NT CONDITIONS CLIMATIQUES) FOLKLORE: "LES COIMPACKONS DU MADOCH"
15 h 30	TIRAGE DE LA TOMBOLA A GAGNER Vo. libre d'une croate en montgolfière
20 h	REPAS: VEAU A LA ROCHE
21 h	GRAND BAL GRATUIT avec <b>MUSETTE DANSE</b> <b>FEU DE LA SAINT-JEAN</b> (sauf les éleveurs en procession à l'immatriculation le soir même)

Figure 1. Affiche annonçant la foire aux chèvres et les festivités du hameau de Nespouls, commune de Belveyre, près de Brive, sud de la Corrèze.

12/8	Concours de pêche
11/8	Foire aux produits régionaux Festas et soirée avec une banda (les Kanas)
12/0	Tourno de volley Concours de pétanque (officiel)
13/8	Tourno de volley
14/8	Tourno de volley Fodega Généralde et soirée avec banda (Jumbolycos) Festa te aux f ambeaux Ea avec Superstar avec bozega et karaoke
15/8	Massa Après concert Course cycliste Feu d'artifice Ea avec Superstar
15/0	Concours de pétanque (local) 1/2 finale du tournoi de volley Festas champêtre avec bal musette Ea disco avec Superstar
17/0	Tirage du tournoi de volley Ea avec Superstar

Figure 2. Affiche annonçant les fêtes du 15 août 1996 à Grondin (Gers), au nord-ouest du Gers à la limite entre Armagnac et Bas-Armagnac.

A une échelle plus précise, on va s'efforcer de mettre en valeur des processus de différenciation spatiale mais aussi des convergences : depuis le déclin des fêtes de quartier, l'image du bal est souvent celle d'un loisir rural comme l'illustre le programme présenté à la figure 1.

Figure 3. Programme des fêtes du 14-juillet 1998 à Toulouse diffusé par un prospectus d'information municipale.

13 Juillet	Place du Capitole et Port de la Daurade
20h	Ouverture des festivités, place du Capitole, par M. le Maire. Démonstration de groupes folkloriques et fanfares, animation de rues avec le Big-Barouf.
21h	Retraite aux flambeaux. (Trajet: Place du Capitole, Rue du Poids de l'Huile, Place Wilson, Rue Lafayette, Rue Alsace, Place Esquirol, Quai de la Daurade, Port de la Daurade).
22h	Spectacle du Big-Barouf au Port de la Daurade
22h	Concert de jazz place du Capitole avec l'Orchestre Tuxedo.
13 Juillet	Lac de Reynerie
17h/19h	Fête nautique ouverte à tous.
21h30	Grand bal public au lac de Reynerie avec l'Orchestre Cendrillon.
23h	Spectacle pyrosymphonique.
13 Juillet 21h	Palais de la Pétanque Concours de pétanque avenue Frédéric-Estèbe.
14 juillet 10h30	Centre Ville Défilé et revue des troupes boulevard Carnot. Lâcher de pigeons par le cercle Colombophile.
14h/17h	Régates sur la Garonne avec l'Aviron Club Toulousain.
14h30/17h30	Spectacle et jeux pour les enfants au Jardin des Plantes, clôturés par un concert de musique militaire à 17h00.
16h	Spectacle "Il était une fois l'Opérette" avec José Vilamor, au Théâtre du Capitole (dans la limite des places disponibles).
19h/21h	Animations musicales : de la samba brésilienne Place du Capitole, du jazz Place Wilson et des bandas Place Saint-Georges.
21h30	Grand bal public place du Capitole avec l'Orchestre Hippocampe.
14 juillet 20h/21h	Prairie des filtres Show nautique du ski-club de la Péniche.
22h	Concert de variétés, Claude Faur.
23h	Spectacle pyrosymphonique.
+	
13 juillet	Bal des pompiers (caserne du Port Saint-Sauveur)

Mais à la lecture des figures 2 et 3, on s'aperçoit que, dans un même ensemble régional, au-delà d'une adaptation évidente à la taille des agglomérations et surtout à leurs moyens, le fond des festivités proposées reste proche, qu'il s'agisse d'un hameau d'une vingtaine d'habitants dans une région restée très rurale et isolée (Nespouls), d'un chef-lieu de canton d'une campagne rénovée et assez riche (Grondin) comme d'une des principales métropoles françaises (Toulouse). On passe ainsi du feu de la Saint-Jean au feu d'artifice puis au *spectacle pyrosymphonique*, l'importance comme la notoriété et partant le cachet des formations engagées pour animer le bal augmente, mais l'organisation de base des festivités demeure la même.

Pourtant en même temps, à ces convergences régionales s'opposent des différenciations selon le type d'agglomération, valables sur une grande part du territoire national. A travers les comportements culturels et sociaux tels que révélés par le bal, l'étude permet de mettre en valeur de manière nette les processus de distinction entre trois niveaux :

- les espaces à dominante rurale, que l'INSEE appelait voici peu *profond* et qui ici correspondent aujourd'hui sensiblement à l'ensemble du rural dit *isolé* et à *faible influence urbaine*, ainsi qu'aux pôles ruraux.
- les espaces périurbains.
- les pôles urbains, pris dans une définition spatiale souvent très stricte qui correspond en général aux espaces de forte densité et excluent ainsi les quartiers de pavillons des villes-centre.

L'étude s'efforce donc de tenir compte de ces deux tendances, convergence des comportements à l'intérieur d'espaces régionaux vastes, et distinction selon la taille des agglomérations. A travers ces comportements, partout la structuration des sociétés locales est en jeu, mais à des degrés d'intensité variables et selon des modalités différentes.

En même temps, la modicité des études sur le sujet impose une approche souvent très large afin d'en cerner et définir tous les aspects, avant de pouvoir aborder les points qui viennent d'être évoqués. Comme dans les exemples qui précèdent, il est bien sûr aussi parfois nécessaire de s'intéresser à l'ensemble des festivités quand ce bal n'en est qu'un élément dont la compréhension se révèle indissociable. Dans la mesure du possible on s'efforce cependant de limiter ces situations : le sujet est vaste.

### 3- Un bal politique

L'objet de l'étude est ainsi limité : c'est le bal. Son cadre : la France, du territoire national jusqu'au niveau local.

L'idée centrale est celle d'un bal civique ou politique, ces termes ont le même sens ici. Cette étude veut montrer que le bal est un événement toujours important, souvent essentiel car structurant, dans la vie de la cité, d'où le titre de ce sous-chapitre. Il s'agit de s'entendre sur la terminologie employée.

Si pour définir le bal on passe du terme de **civique** évoqué plus haut à celui de **politique**, c'est dans le sens où il permet la mise en visibilité des modes de reconnaissance et d'organisation des relations de pouvoir à l'intérieur du groupe et accessoirement (ce n'est pas systématique) à l'extérieur de ce groupe. Le terme de **civil**, dont c'est aussi l'exacte définition, est parfois employé sans qu'il soit fait aucune allusion à l'opposition avec militaire ou religieux. Dans ce dernier sens, pour éliminer toute ambiguïté, on lui préférera le terme de **laïc**.

Tous ces termes sont utilisés de préférence à **socialisation** -mais qu'on emploie parfois avec un sens proche- car ils mettent clairement en valeur l'implication des individus, individus citoyens, dans une vie sociale essentielle à la cohérence de la communauté et dont chaque action publique a une traduction, même indirecte, dans la vie politique, la gestion des affaires.

Cette communauté est représentée par ses instances démocratiques, mais aussi de manière informelle bien que souvent très claire dans l'esprit des habitants d'un lieu, avec l'image d'un groupe au devenir commun sous l'effet d'un voisinage actif -ou pour le moins non-antagonique- et d'un projet collectif. Paradoxalement, on découvre que cette ouverture au futur passe souvent par la reconnaissance d'un passé commun, le rappel d'une mémoire collective.

Dans tous les cas, ce groupe s'identifie par un **territoire commun**, même dans le cas d'associations en apparence très éloignées de ces préoccupations : ainsi l'Association d'Hémato-Oncologie des Enfants précise bien sur l'affiche annonçant son bal qu'elle se localise par rapport à sa ville (*de Toulouse*) pour son aire de recrutement, mais aussi à l'hôpital concerné (en l'occurrence celui de Purpan) pour son action. Ces deux niveaux spatiaux se limitent parfois à un seul pour certains bals publics ; pour tous s'en ajoute un troisième : le **lieu** du bal, l'espace fortement symbolique mais bien réel, place ou salle, où il se déroule et où converge tout le groupe.

Très souvent, surtout dans les communautés les plus simples, les petits villages ruraux isolés par exemple, ces trois espaces s'imbriquent clairement les uns dans les autres comme des poupées russes. Leur articulation est au coeur de la vie de relation; leur fonctionnement est à la base de la démocratie locale.

Au-delà s'étend une aire de dimension nettement plus vaste, celle des régions du bal, où les pratiques restent proches et profondément compréhensibles. C'est sur ces bases que certains évoquent une **culture régionale** qui reposerait alors sur des bases acquises, héritées, plutôt que sur un contrat régulièrement réitéré de nature politique. Mais cette étude se propose aussi de montrer la difficulté à accepter une telle affirmation tant sont ténus -aujourd'hui du moins- les liens à l'intérieur de ce cadre régional. Il existe bien des régions du bal, où celui-ci joue un rôle important mais toujours à un niveau local. Ailleurs la diversité des comportements amène même à remettre en cause l'idée d'une région homogène.

S'intéresser aux acteurs c'est dans une telle optique penser bien sûr aux organisateurs dont le rôle politique peut sembler évident. Mais c'est aussi le public qui fréquente ces bals. Bien que de moindre intensité, son action est réelle et essentielle dans la vie des groupes. C'est ce qui justifie l'emploi des termes d'origine sociologique de **pratique, pratiquants**, en apparence assez neutres, surtout si on les entend avec la vision d'un bal-loisir dont la consommation resterait strictement économique. Mais le bal, n'est pas le Disneyworld décrit par Umberto Eco<sup>4</sup> où un public passif consomme une hyperréalité creuse, vidée de toute substance. Ici, il s'agit d'envisager une pratique active, certains parleraient de *praxis*. "La pratique fait les habitus et soutient les systèmes spatiaux."<sup>5</sup> On y ajoutera l'idée d'une implication, même minimale, souvent consciente de son action et plus souvent encore affective. Une participation qui vaut adhésion tacite. Que viendraient faire sinon les nombreux spectateurs non-danseurs des bals publics ?

On en revient donc encore à une dimension politique, même si on se garde d'en

<sup>4</sup> ECO, Umberto. *La Guerre du faux*. Grasset, Le Livre de Poche-biblio, coll. Essais, 1985, 382 p.

<sup>5</sup> BRUNET, R. et al. *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*. Reclus-La Documentation Française. 2<sup>e</sup> ed. 1993. p. 399.

surestimer l'intensité. Cela ne veut pas dire qu'on néglige d'autres éléments de compréhension : le bal est aussi un loisir, socialement très différencié ; il a une dimension économique qu'on ne doit pas négliger. Ces aspects, souvent mis spontanément en avant par les témoins, sous-tendent le projet plus civique, plus collectif, mais en général, à l'observation, ils se révèlent secondaires.

### 4- Une précision progressive

Le déroulement de l'étude s'efforce d'étayer ces affirmations en quatre parties, balancées deux à deux. On peut tout d'abord envisager de poser les enjeux et la définition du bal (première et deuxième partie). Ensuite, ce travail s'organise à des niveaux d'échelles à la précision croissante autour de l'idée centrale, mais pas unique, d'un bal politique: présentation détaillée des caractéristiques des différents bals au niveau de l'ensemble du territoire, puis analyse de son rôle structurant de la région au local (troisième et dernière partie).

Cette conviction d'un bal politique constitutif de l'identité territoriale s'appuie sur certains travaux qui, dans des domaines proches, ont pu mettre en valeur les mêmes idées. On ne peut donc négliger de les évoquer pour débiter.

La présentation des sources et les problèmes qu'elles posent sont l'autre préalable indispensable de cette première partie.

Pour l'achever, la définition du bal passe par sa distinction de la danse en général et des autres fêtes dansantes, beaucoup plus nombreuses. Il s'agit de montrer l'originalité des différents types de bals selon leurs organisateurs, leurs modes de consommation alimentaire et leur musique, mais aussi l'ancienneté du rôle social du bal.

La deuxième partie s'efforce de montrer l'importance et la diversité des bals : la mutation du bal n'a pas été distribuée uniformément ; surtout, le bal n'a pas partout la même importance ce qui explique donc son inégale répartition. C'est ce qui permet de dessiner des régions de pratique proche tant par leur intensité que leurs spécificités.

En même temps, le portrait du public permet de distinguer les pratiquants assidus, des plus modérés, lesquels sont les plus nombreux. On s'intéresse aussi à deux clichés, celui d'un loisir spécifique aux jeunes et aux catégories les plus populaires pour en montrer les limites : malgré de fortes nuances, on danse encore beaucoup en France, un peu partout et cela concerne aussi la plupart des groupes sociologiques. Sans parler d'uniformité, on peut néanmoins remarquer l'intérêt assez généralisé pour l'activité.

Cette importance amène à se poser la question de la finalité du bal : est-il loisir? activité économique à part entière ? En fait, ces éléments bien que souvent mis en avant apparaissent comme relativement secondaires.

L'essentiel, bien que plus discret, réside dans la fonction socialisante du bal, cette mise en évidence des groupes qui permet leur structuration. C'est l'objet de la troisième partie. Mais cette fonction est très différente selon les types de bals ; on montre donc les

particularités spatiales, calendaires et l'évolution du bal public, son rôle plus clairement politique mais aussi son recul face au repas dansant. Celui-ci permet de mettre en valeur les bals associatifs clos, plus discrets, plus récents, en progrès rapide et qui correspondent bien à l'évolution de la société, surtout dans le nord et l'est, et en général les régions urbanisées du pays.

Cette répartition contrastée amène à proposer pour débiter la quatrième partie une carte régionale des pratiques du bal. Il s'agit surtout ensuite d'essayer de l'expliquer pour en comprendre la genèse. Trois grands axes explicatifs sont abordés: les différences de comportement culturel, la diversité socio-démographique des populations concernées, le niveau et le type d'urbanisation. Chacun joue un rôle mais on voit l'importance déterminante des organisateurs et du degré d'urbanisation.

Celle-ci est particulièrement mise en valeur à grande échelle : le bal est d'abord et surtout un phénomène local. Qu'on s'intéresse aux publics comme à l'espace du bal, on y voit clairement deux projets de société foncièrement différents dont l'évolution laisse supposer une rupture majeure avec à terme l'abandon du modèle ancien de la *civitas*.

On le voit, le sujet est riche et permet un regard ambitieux qui justifie amplement la précision de l'étude préalable de la nature du bal.





# 1<sup>re</sup> partie. Poser le bal comme objet géographique

## Chapitre 1. Une étude de géographie culturelle

### 1- La géographie culturelle

---

“La géographie contemporaine est devenue sociale ; elle a appris à diversifier les modèles de la société qu'elle emploie et à prendre en compte les diverses facettes de l'économique, du social et du politique ; ces domaines ne sont pas clos, mais chacun traite de certains aspects d'une réalité complexe. La vie en groupe ne peut s'analyser sans faire référence à la manière dont l'expérience commune est vécue, aux sentiments que les gens se portent et aux solidarités dont ils font l'expérience. Il faut sortir du seul domaine des relations matérielles : les idées et les représentations jouent un rôle tangible dans l'organisation des groupes et de l'espace.”<sup>6</sup> Cette ambition, c'est celle de la géographie culturelle qui malgré cette profession de foi reste encore assez marginale : il suffit pour s'en convaincre de voir la place que lui accordent certains manuels récents<sup>7</sup>.

<sup>6</sup> CLAVAL, Paul. *Géographie humaine et économique contemporaine*. PUF, coll. Fondamental, 1984, p. 257.

Elle est pourtant ancienne, mais pendant longtemps ce fut une spécialité anglo-saxonne. Elle se structure dès le début du siècle autour de Sauer et de l'école de Berkeley qui se perpétue d'ailleurs encore. Mais ces aspirations apparaissent limitées à "une recherche naturaliste, tournée vers le paysage plus que vers les hommes et les institutions sociales"<sup>8</sup>. Après une éclipse partielle, la géographie culturelle revient dans les années 60 chez les anglo-saxons, plus récemment chez nous. Les préoccupations ont profondément changé de centre d'intérêts<sup>9</sup>. De nouveaux thèmes apparaissent tels que la place des minorités au sein des nations modernes. Mais on lui reproche d'avoir une approche plus politique que culturelle<sup>10</sup>. Par contre, le renouveau est sensible par l'intérêt pour les valeurs, idéologies et orientations collectives conçues comme facteurs géographiques<sup>11</sup>.

Mais l'étude de ces aspects n'est pas systématiquement étendue à tous les domaines : on reproche souvent son élitisme à la géographie culturelle, particulièrement aux Etats-Unis<sup>12</sup> : seules sont abordées des pratiques culturelles considérées comme nobles<sup>13</sup>, à moins qu'on ne s'intéresse à une société lointaine et assez différente pour ne pas prendre trop de risques<sup>14</sup>. Ce préjugé n'est pas le seul apanage des scientifiques : cette ignorance cachant un refus de la culture populaire est générale dans les représentations que la société se donne d'elle-même<sup>15</sup>. On verra que, quand ce n'est pas le cas, on la caricature à partir de quelques clichés.

Cet élitisme est très net dans le champ de recherches qui nous intéresse plus

<sup>7</sup> MERLIN, Pierre. *Géographie humaine*. PUF, coll. Fondamental, 1997, 576 p. L'expression géographie culturelle n'est jamais utilisée. L'idée de culture n'apparaît même pas dans les six pages consacrées aux liens entre géographie et sociologie; auparavant elle avait été réduite à une géo-anthropologie très critiquée et aussi vite évacuée...

<sup>8</sup> CLAVAL, Paul. *Géographie humaine*. Op. cit. p. 287.

<sup>9</sup> CLAVAL, Paul. Les géographes et les réalités culturelles. *L'Espace géographique*, n° 10, 1981, vol. 10, pp. 242-248.

<sup>10</sup> CLAVAL, Paul. *Géographie humaine*. Op. cit. p. 289.

<sup>11</sup> BONNEMAISON, J. Voyage autour du territoire. *L'Espace géographique*, n° 10, 1981, vol. 10, pp. 249-262.

<sup>12</sup> Mais en France la rareté des études ne désarme pas la critique, au contraire. Seule exception (de taille) la monumentale enquête (60 localités étudiées, 18 volumes publiés, *Les Archives de l'OCS*) du Programme d'Observation du Changement Social (OCS) menée en France de 1977 à 1981 sous l'égide du CNRS. Celle-ci sera beaucoup utilisée ici, bien qu'elle ait parfois vieilli.

<sup>13</sup> KONG, Lily. Popular music in geographical analyses. *Progress in human geography*, Arnold E. ed., Manchester, vol. 19, n°2, juin 1995, pp.183-198.

<sup>14</sup> Ainsi des études de Berque et Bel sur le Japon dont il n'existe pas vraiment d'équivalent pour la France.

<sup>15</sup> Il est symptomatique de voir sur la liste des pratiques culturelles retenues par les journaux à l'occasion de la parution de la dernière enquête du Ministère de la Culture, la rareté des mentions de pratiques plus populaires. Voir *Télérama*, semaine du 27 juin au 3 juillet 98 ou *Le Monde*, 24 juin 98.

particulièrement ici : l'étude de la musique, limitée ainsi à ses formes les plus savantes, est déjà ainsi une différenciation sociale de la part des observateurs comme du public. Il n'est pas étonnant que cette étude se révèle alors très peu curieuse, voire volontairement aveugle. Les critiques<sup>16</sup> sont sévères : absence de liens avec le contexte social et politique ; on ignore l'idée d'un espace socialement construit, il est considéré comme donné. Les processus de construction identitaire sont souvent ignorés.

Aussi, le réveil de ces dernières années apparaît-il novateur, même si -on le verra dans la présentation des études utilisées- la France reste en retrait. On peut signaler tout d'abord les travaux de Porteous<sup>17</sup> sur la géographie des sens, tout comme les ouvrages de Sansot<sup>18</sup>, dont la méthodologie a beaucoup inspiré cette étude.

On peut adopter à la suite de Kong<sup>19</sup> cinq champs d'analyse proches qui ne s'excluent jamais et recourent des préoccupations plus générales en sciences humaines telle l'idée d'une construction permanente du social.

L'analyse des significations symboliques et des valeurs : on explore les significations symboliques liées à un genre de vie et on attire l'intérêt sur les liens inextricables entre culture, temps et lieu.

L'étude de la musique populaire, pour nous limitée au bal, comme communication 1. culturelle : s'opposant aux formalistes et esthéticiens de l'art pour l'art, il s'agit de traiter la musique dans son contexte, son environnement social et politique et contribuer à la construction de signification sociale ; cela reprend les conceptions développées par Jakobson selon lesquelles la consommation comme la production culturelle permettent de se situer dans la société. Mais cette image de soi, de la société, et de soi dans la société évolue en permanence. Elle est transformée par les médias, pris dans un sens très large (tous les intermédiaires-médiateurs) dans une série d'aller et retour, dont chacun est susceptible de laisser des traces qui influent sur elle, jusqu'à la rendre progressivement méconnaissable ou au moins très différente. TOFFLER, Alvin. Les nouveaux pouvoirs (Powershift). Savoir, richesse et violence à la veille du XXIe siècle. Fayard, 1991, 658p.. Ces intermédiaires (appelés significativement brokers par les anglo-saxons) jouent ici un rôle considérable : dans notre cas on insiste sur les musiciens et les organisateurs. Les premiers choisissent le répertoire et situent ainsi le bal sur une échelle de modernité qui compte beaucoup

<sup>16</sup> KONG, Lily. Op. cit.

<sup>17</sup> PORTEOUS, J.D. Smellscape. *Progress in human geography*. Manchester, Arnold E. ed., n°9-85, pp.356-378. L'auteur a depuis publié un ouvrage (non lu) qui systématise ces idées: *Landscapes of the mind: worlds of sense and metaphor*. Toronto, Toronto University Press. présentation dans *Progress in human geography* de juin 1992. Un autre ouvrage s'intéressant à la question: RODAWAY, P. *Sensuous geographies*. London, Routledge, 1994, 198p. est traité dans la même revue (juin 95) mais semble plus éloigné de nos préoccupations.

<sup>18</sup> SANSOT, Pierre. *Jardins publics*. Payot, 1993, 272p.

<sup>19</sup> KONG, Lily. Op. cit.

dans la réussite du bal ; surtout, les seconds, acteurs majeurs au carrefour d'influences variées, sont déterminants dans l'analyse.

L'étude des politiques culturelles afin de mettre à jour les liens, systématiques et toujours sous-jacents, entre pouvoir politique et musique populaire. Les historiens sont bien plus avancés que les géographes dans cette direction ; les travaux de Muchenbled, Ihl et Corbin sont d'ailleurs souvent utilisés comme modèles voire comme sources. 2.

La mise en lumière des économies de la musique : les attitudes et échelles sont très variées, les intérêts souvent contradictoires. Il s'agira donc de s'efforcer d'expliquer des comportements logiques bien qu'aberrants en apparence.

Montrer comment s'effectue la construction sociale des identités : c'est un rôle important de la musique, particulièrement du bal. Dans les points précédents ont été évoqués des éléments qui permettent au groupe ou à l'individu de se situer par rapport à l'extérieur, à une société plus globale. Il s'agit d'envisager ici la production de sens tournée vers l'intérieur (du groupe, de l'individu) ; il n'existe pas d'identité naturelle, elle est toujours construite ; ce faisant, cette construction passe par la création d'espaces spécifiques à un groupe dans un espace plus large.

Une telle étude passe par une méthodologie spécifique. C'est d'ailleurs ce qui a nuit longtemps à l'image de la géographie culturelle : son approche plus qualitative semblait manquer de sérieux<sup>20</sup>. La nécessité de faire évoluer les méthodes d'analyse s'impose afin de tenir compte de l'imbrication des différents éléments ; on envisage donc une approche à la fois qualitative et quantitative, et surtout plus globale. Cela suppose une transgression des barrières entre spécialités universitaires dans une étude large qui s'intéresse aussi bien à la production qu'à la consommation de sens, aux médiateurs.

En même temps, on va voir en développant deux des points qui viennent d'être évoqués -le premier et le dernier- que resurgissent des problèmes géographiques bien connus qu'on voit traiter habituellement selon des procédures plus classiques. Cela va également nous permettre de mieux situer la géographie culturelle du bal.

## 2- Instituer les territoires

---

La géographie culturelle s'intéresse aux interactions entre l'espace et la culture. Elle permet d'expliquer comment se structurent les groupes, qui ainsi transforment en territoire un lieu qu'il s'approprient selon des modalités très différentes. La culture "pèse sur la structure spatiale des sociétés. La culture institue l'individu, la société et le territoire où s'épanouissent les groupes, et engendre des identités collectives qui limitent les emprunts extérieurs."<sup>21</sup>

"La vie sociale repose sur des organisations hiérarchiques institutionnalisées. Elle

<sup>20</sup> CLAVAL, Paul. *Géographie humaine*. Op. cit. p. 289.

<sup>21</sup> CLAVAL, Paul. *La géographie culturelle*. Nathan, coll. Fac-géographie, 1995, 384p.

implique également que les partenaires aient le sentiment d'appartenir à un même ensemble dont chacun se sent responsable et solidaire. Celui-ci prend dans certains cas une forme affective, celle de la communauté.”<sup>22</sup> C'est la *Gemeinschaft* de Tönnies, qui s'oppose à une société conçue comme plus contractuelle, la *Gesellschaft*. Les processus de constitution et de structuration de la première nous intéressent ici, mais on y voit que la distinction entre les deux se révèle souvent plus ténue que ne le pose le modèle théorique : pour les français, commune, municipalité, village sont souvent confondus dans un même ensemble collectif.

Claval distingue plusieurs types de communautés<sup>23</sup>. Nous avons affaire aux deux principaux: la communauté de lieu et celle de projet ou société utopique, mais partielle. Leur principale distinction tient dans l'idée de choix des partenaires, impossible dans le premier cas, à la base du projet de la seconde. De leur importance respective, leur répartition et leur évolution dépendent deux modèles de sociétés forts différents qui coexistent dans le pays. Le bal, ou plutôt les bals puisque chacun a son type de festivité distincte, nous permettent de les mettre en valeur. En effet, c'est un moment essentiel de l'institutionnalisation de la société et de son territoire.

Ce processus est essentiel : “il n'y a pas de société sans espace pour lui servir de support. L'institution de la société est donc toujours inséparable de celle de l'espace.”<sup>24</sup> Depuis longtemps, on admet comme évident que dans les sociétés traditionnelles cela passe par le mythe et s'accompagne de sacrifices : sacrifices propitiatoires avec les génies locaux mais aussi et surtout destinés à rappeler l'acte fondateur. On veut “renouer ainsi les liens par lesquels l'espace est institué. On peut, comme cela se fait à l'occasion de la lente déambulation des processions ou des cortèges, rétablir la sacralité contrôlée qui caractérise l'espace des hommes en passant par les points dont la charge symbolique est la plus forte, ou en faisant le tour de l'ensemble du territoire à purifier.”<sup>25</sup>

Nos sociétés, même dans les villes les plus grandes et les plus modernes, ont conservé ces rites à travers leurs fêtes : on songe aux corsos bien sûr, mais les grandes parades organisées chaque année à l'occasion de la Saint-Patrick à New-York, les cérémonies du bicentenaire de la Révolution française en 1989 à Paris fonctionnent selon les mêmes logiques.

Raviver les liens entre membres d'un groupe, lui consacrer un espace, voilà un rôle majeur du bal, “institution de régulation et de gestion des conflits, qu'elles simulent et transcendent. Certaines [fêtes] sont commémoratives et, contribuant à la mémoire collective, renforcent par là la cohésion et l'identité du groupe, de la nation. La fête a toujours une fonction d'expression, de défoulement, de dérèglement momentané et délibéré de l'ordre social pour mieux le reconstituer ensuite ; elle a un rôle essentiel dans

---

<sup>22</sup> Idem, p. 89

<sup>23</sup> Idem, p. 90-91.

<sup>24</sup> Idem, p. 170.

<sup>25</sup> Idem, p. 172.

la reproduction des systèmes, et dans la reproduction tout court.”<sup>26</sup>

Le bal est nécessaire pour perpétuer le territoire comme support du groupe. Ainsi en Vic-Bilh, un *pays* des Pyrénées-Atlantiques au nord-est de Pau, “trois villages réunis depuis 1842 en une seule commune (Maspie, Juillacq et Lalouquère) qui ne comptaient plus, au total, que 233 habitants en 1990, conservent toujours trois comités des fêtes, organisateurs de trois manifestations distinctes, même si celles-ci se résument désormais à un repas préparé et pris en commun, suivi d’un bal, auxquels participent la plupart des habitants du hameau et leurs invités.”<sup>27</sup>

A d’autres échelles le fonctionnement reste le même : “La France est un fait d’imagination<sup>28</sup>”, c’est ce qu’il s’agit de trouver afin de définir ce qui constitue l’être-ensemble, *l’habiter-ensemble* cher à Sansot<sup>29</sup>. Le 14-juillet en fournit l’occasion.

Plus denses, plus sophistiquées, les villes se distinguent par des procédures spécifiques d’institutionnalisation, mais le principe reste le même. Les principales concernent la délimitation de l’espace consacré. Ces limites sont doubles. Les plus extérieures “séparent le sauvage, le naturel, l’humanisé et l’habité, la forêt et la lande, la campagne et la ville, le sacré et le profane.”<sup>30</sup> En leur coeur, l’espace de fondation s’individualise aussi : c’est l’espace précis qu’organise le bal ; les guirlandes de lampions remplacent le sillon de Romulus. Lorsque Toulouse veut fêter la présence du Championnat mondial de foot-ball *en ses murs*, on organise un bal populaire. Et où ? sur la place du Capitole<sup>31</sup>.

L’autre limite, c’est donc celle qui sépare l’espace maîtrisé de l’espace sauvage, devenu dans nos sociétés le territoire de l’autre, l’étranger. Le bal draine un public soigneusement défini, au rôle précis selon qu’il vient de l’intérieur ou de l’extérieur des limites de la cité. Et gare, à qui enfreint les règles, à qui franchit sans y être invité les limites du *pomoerium* : toute symbolique qu’elle soit, la bagarre qui survient alors n’est pas factice. Sa rareté montre cependant que dans l’ensemble ces règles sont bien respectées.

Mais pour la population venue de l’intérieur de la cité, les règles sont strictes aussi : l’espace du bal est aussi un espace social; mieux, il l’institue, il définit et réactualise des ségrégations très précises.

---

<sup>26</sup> BRUNET et al. *Les mots de la géographie*. Op. cit. p. 215.

<sup>27</sup> DI MEO, G. (sous la dir.) *Les Territoires du quotidien*. L’Harmattan, 1996, 207p.

<sup>28</sup> SANSOT, Pierre. *La France sensible*. Payot, 1995, 255p.

<sup>29</sup> Idem, p. 245 et sq.

<sup>30</sup> CLAVAL, Paul. *La géographie culturelle*. Op. cit. p. 173.

<sup>31</sup> En fait deux bals sont même organisés, samedi 13 et dimanche 14 juin 1998.

### 3- Villes-campagnes et *suburbia*<sup>32</sup>

---

Or, l'espace de nos sociétés évolue aujourd'hui à grande vitesse. L'installation massive de population dans les lointaines périphéries urbaines qui vont *vivre à la campagne* mais restent très urbaines, a pour résultat de rendre nettement moins visibles les limites de la ville ; c'est l'âge de la ville *éparpillée*<sup>33</sup>. Si on parvient assez bien à décrire le phénomène<sup>34</sup>, cela pose deux problèmes : la structuration de ces territoires repose sur des bases nouvelles : les français sont aujourd'hui très mobiles, et leurs trajets multiples dans les métropoles dessinent des territoires éclatés entre chacune des activités qui composent la vie d'un homme.

Le second problème en découle : l'adéquation des territoires symboliques aux territoires réels, devient extrêmement difficile. Parmi les différents ensembles spatiaux fréquentés, lequel privilégier ? Chacun de ces parcours est personnalisé ; malgré des similitudes, aucun ne correspond vraiment à celui de mes voisins. En même temps, les différences socio-économiques s'accroissent depuis une vingtaine d'années. La grande liberté de la fin du XX<sup>e</sup> siècle se traduit d'abord par une grande solitude. Or, le travail d'institutionnalisation d'un territoire suppose qu'un maximum de valeurs communes soit partagé dans un même cadre spatial. Cela explique que ce travail se propose de rechercher comment se construisent aujourd'hui l'identité collective et l'identité spatiale.

Le mythe du quartier en entretient parfois l'illusion. Mais une réelle vie de quartier ne se développe guère que lorsque les conditions sociales ou de transport<sup>35</sup> sont insuffisantes pour permettre à leurs habitants de le quitter facilement dans la journée ou pour sortir, dans les bidonvilles par exemple<sup>36</sup>... Aussi, plus souvent la dimension réelle du quartier est-elle celle d'un micro-quartier, si même le terme est adapté vu l'absence de véritable structure et sa forte personnalisation en fonction de l'expérience de chaque habitant, comme le fait remarquer Sansot<sup>37</sup>. Tout autre revendication du quartier est souvent une supercherie destinée à masquer la prise en main de cet espace par un groupe, notamment aujourd'hui les classes moyennes intellectuelles, sans que cela suppose une adhésion effective de l'ensemble de la population<sup>38</sup> ; on a d'ailleurs recours

<sup>32</sup> ROUX, J. M. *Enquête sur 23 millions de rurbains*. Paris, Nathan, 1990, 228p.

<sup>33</sup> BAUER, G., ROUX, J.M. *La rurbanisation, ou la ville éparpillée*. Seuil, 1976, 190p.

<sup>34</sup> DEZERT, B., METTON A. et STEINBERG, J. *La périurbanisation en France*. SEDES, 1991, 226p.

<sup>35</sup> JOLIVEAU, Thierry. *Associations d'habitants et urbanisation. L'exemple lyonnais (1880-1983)*. Ed. du CNRS, 1987

<sup>36</sup> LOUREIROS DE MATOS, Fatima. *Habitação cooperativa no Grande Porto*. *Geografia*, Porto, 1994/95, vol. X/XI, pp. 19-38.

<sup>37</sup> SANSOT, P. *La France sensible*. Op. cit., p. 46-48.

<sup>38</sup> BENOIT-GUILBOT, O. *Quartiers d'ortoirs, quartiers villages: constitutions d'images et enjeux de stratégies localisées*. in *L'esprit des lieux. Localité et changement social*. Ed. du CNRS, 1986, pp. 127-156.



à l'image du village pour le valoriser.

Dès le début du siècle Simmel avait posé que le citoyen possède un moi segmenté, que les liens entre habitants d'une grande ville se relâchent. Aujourd'hui, l'analyse s'est affinée en même temps que les problèmes se renforçaient. Les États-Unis servent de laboratoire : Sennett parle d'une ville devenue illisible car ses habitants s'isolent, se cachent empêchant une existence commune<sup>39</sup>. "...on n'a plus affaire à des villes et à des cités politiques selon la définition de la civitas, la cité. Il ne s'agit plus d'une cité, il s'agit beaucoup plus d'un espace libéré, expansé mais où, en réalité, il n'y a pas de distance..."<sup>40</sup>; les villes sont constituées d'"une foule de territoires partiels" car "ce qui est visé, ce n'est pas l'équilibre des forces, ni des consciences, mais une sorte d'antagonisme, de défi des unes [les communautés ethniques] aux autres."<sup>41</sup>

Avec une ville éclatée, "en déficit de citoyenneté"<sup>42</sup>, où donc trouver des proches, nantis d'un même espace de référence ? le cadre associatif semble idéal car il permet d'éliminer tous ceux qui, bien que spatialement plus proches, seraient trop différents; on réunit des semblables, éparpillés dans un périmètre très élargi par rapport au champ de relation qui caractérisait la localité jusqu'à présent. Avec eux, il est possible de *faire* territoire : de tenter, entre autres au moyen de bals spécifiques, une institutionnalisation qui, à défaut d'être réelle, sera au moins imaginée. Le territoire comme catégorie de l'imagination ; le territoire devenu virtuel. L'évolution est majeure.

Car deux facteurs supplémentaires et un bémol doivent être introduits : on adhère à beaucoup d'associations et les groupes ainsi constitués sont sans cesse mouvants, différents : l'homogénéité relative mais réelle des groupes spatiaux, définis selon des critères plus traditionnels au sous-chapitre précédent, n'existe plus.

Cette divergence est encore renforcée par le choix : celui de l'association par ses postulants et la cooptation des nouveaux membres qui diminuent la diversité sociale des regroupements ainsi constitués. Cela pose un réel problème civique. Dans les communautés plus traditionnelles, instituées sur une base spatiale selon les modes évoqués dans le premier sous-chapitre, la diversité est plus grande, ce qui oblige à affronter les problèmes qu'elle pose et, même s'il est préférable d'éviter l'angélisme, permet d'en limiter les effets dévastateurs.

En même temps, ce processus de dilution est ralenti : même si le périmètre de ces territoires associatifs est vaste, on observe une relative concentration sur une partie d'aire urbaine : cela ne concerne sa totalité que s'il s'agit d'un ensemble urbain plus petit. De plus, les proches s'attirent et se retrouvent souvent comme résidents des mêmes banlieues. Cela contribue à recréer l'illusion ou l'amorce d'une institutionnalisation d'un

<sup>39</sup> SENNETT, R. *La ville à vue d'œil*. Plon, 1992, 314p.

<sup>40</sup> BAUDRILLARD, J. L'Amérique ou la pensée de l'espace. in *Citoyenneté et urbanité*. Esprit, coll. Société, 1991, pp. 155-164.

<sup>41</sup> Idem, p. 163.

<sup>42</sup> DOMINGUES, Alavaro. (Sub)úrbios e (sub)urbanos. O mal estar da periferia ou a mistificação dos conceitos? *Geografia*, Porto, 1995, vol. X/XI, pp. 5-18.

territoire plus classique, redéfini mais qui peut paraître stable. Territoire virtuel ou situation transitoire (c'est la théorie des *cycles de vie des villes* développée par les géographes américains), l'appréciation est variable selon le degré d'optimisme de l'observateur.

C'est cette situation que permet bien d'observer l'évolution du bal : on va identifier des comportements nouveaux en développement rapide (+4% par an pour les repas dansants) qui correspondent à ces nouvelles vies dans la périphérie des villes. Dans le même temps les comportements plus traditionnels, plus ruraux aussi, sont en recul (-0,5% en 97, parfois -5% au début de la décennie pour les bals publics), alors que la situation dans les villes-centre change peu.

Ces dernières années s'ébauche, entre la ville et la campagne, la description d'un troisième type d'espace <sup>43</sup>, de plus en plus distinct des deux premiers. Un espace en devenir: "le périurbain n'est pas encore constitué en véritable géotype. Par ailleurs, cette évolution socio-spatiale est inégale et plus ou moins discriminante, et n'autorise pas vraiment une approche commune et une solidarité entre tous les acteurs concernés ; alors que des caractères communs peuvent être mis en évidence." <sup>44</sup>

Nombre de problèmes dans ces espaces tiennent à ce flou, ce caractère provisoire. Il semble bien que la pérennisation de ces espaces nouveaux, voire même à terme la constitution probable d'un géotype, passe par leur identification <sup>45</sup> et leur individuation. Mais dans ce dernier cas, on aborde la géographie de la perception.

#### 4- Espace vécu, espace perçu

---

S'interroger sur l'espace c'est donc identifier les modes de description de l'espace, sans en escamoter les difficultés de toutes sortes, pour aborder un des problèmes majeurs de notre époque dont l'analyse sous-tend cette étude : l'évolution des rapports des individus et des groupes au(x) territoire(s) qu'ils occupent. *La Crise*, ce terme vague qu'on emploie beaucoup depuis vingt ans, n'est-elle pas aussi une crise d'identification spatiale ? Dans ce contexte son étude aura donc une finalité civique.

Pour décrire comment les hommes appréhendent l'espace, particulièrement au niveau local, les géographes ont introduit une distinction majeure. Pour vivre en un lieu, on doit vivre ce lieu, le transformer physiquement et surtout mentalement : les individus et les groupes s'efforcent de lui donner un sens. Ils construisent leur relation, se représentent cet espace selon deux sortes de modalités. Cette distinction fondamentale devenue classique amène à un foisonnement de concepts souvent proches. Frémont parle d'espace de vie et d'espace vécu : "nous appelons espace de vie (on pourrait aussi

<sup>43</sup> KAYSER, B., et SCHEKTMAN-LABRY, G. La troisième couronne périurbaine: une tentative d'identification. *Revue Géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, n° , 1982, pp. 27-34.

<sup>44</sup> JEAN, Y., et CALENGE, C. Espaces périurbains: au-delà de la ville et de la campagne? *Annales de géographie*, n° 596, juillet 1997, pp. 389-413.

<sup>45</sup> MARCONIS, R. Villes et campagnes: l'évolution des zonages statistiques en France. *Historiens et Géographes*, n° 356, février-mars 1997, pp. 181-189.

bien dire territoire) l'ensemble des lieux fréquentés habituellement par un individu ou par un groupe, et espace vécu cet ensemble de fréquentations localisées ainsi que les représentations qui en sont faites, les valeurs psychologiques qui y sont attachées.”<sup>46</sup> .

Le premier met donc l'accent sur les pratiques, les cheminements quotidiens et routiniers des individus résidant en un lieu donné, y compris la dérive exceptionnelle vers d'autres espaces (travail en déplacement, loisirs et vacances). C'est l'espace d'une expérience individuelle issue de nos pratiques propres. “La localité, lieu de résidence, de travail, de loisir et de consommation, de vie familiale et sociale élémentaire, c'est l'espace où se concrétisent, pour chaque individu, les rapports sociaux de production.”<sup>47</sup> Cette localité-là, c'est celle qui, immédiate, exprime les réalités économiques et matérielles. Nous lui devons des “cheminements, des expériences sensibles, des contacts humains localisés qui animent la vie quotidienne et en forment le contexte à la fois matériel et social”<sup>48</sup> .

Mais il serait vain de se limiter à cette seule expérience pour espérer décrire l'ensemble des relations de l'homme à l'espace : beaucoup trop utilitariste, elle se révèle réductrice et éventuellement conflictuelle du fait de la démultiplication des rôles, parfois contradictoires, que l'homme peut assumer, des groupes variés auquel il appartient. Une seconde dimension ou modalité d'appréhension de l'espace s'y ajoute qui permet de “donner du mou dans les articulations sociales”<sup>49</sup> . On dépasse les fréquentations réelles, ces repérages sensoriels, très (trop?) concrets, pour s'évader vers l'espace sans limites que les individus reconstruisent mentalement à partir de leur raison aussi bien que de leur imaginaire.

Ce faisant, à ce niveau, cela permet à l'homme de distinguer, sans en être toujours bien conscient, entre autonomie et dépendance. En effet, à la dimension proprement personnelle de l'espace issue de l'expérience de chacun, s'en ajoute une autre, “communication d'ordre ontologique entre l'homme et le monde, entre ses lieux de vie et les représentations qu'il s'en fait”<sup>50</sup> . Le territoire acquiert par-là même une dimension symbolique<sup>51</sup> , on en fait un *lieu* -le changement de terme marquant l'identification-, balisé, irradié par ses *hauts-lieux* chargés de mémoire<sup>52</sup> et produits par une culture, une idéologie<sup>53</sup> . Car c'est là que réside la socialité : les formes politiques et idéologiques des

<sup>46</sup> FREMONT, A. et al. *Géographie sociale*. Masson, 1984, p. 172.

<sup>47</sup> DI MEO, G. La genèse du territoire local: complexité dialectique et espace-temps. *Annales de Géographie*, n°559, 1991, pp.273-294.

<sup>48</sup> DI MEO, G. *Les Territoires du quotidien*. Op. cit. p. 87

<sup>49</sup> DI MEO, G. *L'Homme, la Société, l'Espace*. Anthropos, 1991, p. 284, citant Adorno.

<sup>50</sup> DI MEO, G. *Les Territoires du quotidien*. Op. cit. p. 87

<sup>51</sup> DEBARBIEUX, B. Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique. *L'Espace géographique*, n°2-1995, pp. 97-112.

<sup>52</sup> PIVETEAU, J.L. Le territoire est-il un lieu de mémoire? *L'Espace géographique*, n°2-1995, pp. 113-123.

rapports sociaux exprimées de façon tangible, perceptible, permettent de donner une cohésion à l'ensemble des expériences individuelles qui constituent l'espace de vie. Voilà l'évolution majeure : l'épuisement d'une partie des repères anciens, dans l'attente de nouveautés susceptibles de les remplacer. D'où aussi le recours fréquent au passé.

La dimension surtout économique fut longtemps essentielle et constitutive de l'espace local<sup>54</sup>. Or aujourd'hui, on constate un divorce entre un espace de vie éclaté des individus et leurs représentations, beaucoup plus homogènes de la territorialité<sup>55</sup>.

Ces deux problèmes constituent *La Crise*. Cette crise est identitaire car les dimensions spatiales et mentales divergent, alors même qu'on a une représentation de chacune, commune comme scientifique, à la fois simple, décalée et très confuse. Sa résolution ne peut passer que par une recomposition, une remise en phase de ces différents niveaux de structuration de l'espace : définition de l'espace de vie et adéquation de l'espace vécu qui correspond, et ce à plusieurs niveaux d'échelle, au-delà de celui auquel on destine habituellement ces termes.

Pourtant, en même temps, les deux ne se distinguent pas aussi clairement qu'on le voudrait toujours. Frémont y ajoute donc la notion, essentielle ici, d'*espace social* défini comme l'"association des lieux de fréquentation ainsi que les rapports et les usages sociaux qui accompagnent ces fréquentations."<sup>56</sup> Plus synthétiques, Di Méo ou Bourdieu font remarquer que souvent les conditions objectives (économiques ou sociales) d'existence (passées comme actuelles) jouent un rôle fondamental. Aussi préfèrent-ils parler, l'un de *métastructure spatiale*, l'autre d'*habitus*.

Bourdieu, s'intéressant aux mécanismes de reproduction sociale définit l'*habitus* comme *système de dispositions intériorisées* ou encore *matrice structurée de perceptions et d'attitudes*<sup>57</sup>. Ainsi l'*habitus* oriente chaque agent à l'intérieur de l'espace social, réglant à l'insu de son propre entendement ses choix, ses goûts et ses conduites. Les appareils idéologiques d'Etat seraient donc inutiles pour réactiver une violence symbolique qui se reproduit *naturellement* par l'intermédiaire de ces commutateurs culturels que seraient les *habitus*!<sup>58</sup> Ce conditionnement apparaît peut-être plus relatif chez Di Méo. Mais pour l'un et l'autre la souplesse efficace de la détermination sociale<sup>59</sup> amène à douter d'une distinction vraiment nette entre les différents aspects de la

---

<sup>53</sup> GENTELLE, P. Haut-lieu. *L'Espace géographique*, n°2-1995, pp. 135-138.

<sup>54</sup> DI MEO, G. Genèse du territoire local. Op. cit.

<sup>55</sup> DI MEO, G. Les territoires de la localité, origine et actualité. *L'Espace géographique*, n°4-93, pp. 306-307.

<sup>56</sup> FREMONT, A. et al. *Géographie sociale*. Op. cit., p. 173.

<sup>57</sup> BOURDIEU, P. Espace social et genèse des classes. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°52-53, 84.

<sup>58</sup> BOURDIEU, P. *Ce que parler veut dire*. Fayard, 1982, 304p.

<sup>59</sup> BEAUVOIS, Jean-Léon. Sommes-nous vraiment libres? *Sciences Humaines*, n° 48, mars 95, pp. 10-13.

construction d'une identité spatiale.

De fait, sans même recourir à une telle analyse, on va voir qu'il n'est pas très facile ni toujours indispensable de délimiter espace vécu et espace de vie : aux difficultés méthodologiques s'en ajoutent d'autres qui tiennent à la multiplicité des facteurs, conscients et inconscients, susceptibles de jouer dans la formulation d'un choix.

Ainsi, un danseur expliquait à son arrivée à St-André<sup>60</sup> (sud de la Haute-Garonne) que "ce soir, c'était un petit bal, probablement pas terrible, mais on a l'habitude ici, alors on va pas les<sup>61</sup> laisser tomber" alors même qu'un autre bal de même type était organisé à 5 km (Boussan) ! Et il précisait ensuite que lui et ses amis avaient un circuit de 3 communes où presque chaque semaine un bal était organisé (St-André, St-Ferréol et St-Laurent) et qu'ils n'en sortaient que rarement. A peine, pour venir à un bal organisé à St-André par l'autre association très active (*Le Lac*): "parfois on y passe, c'est quand même notre village".

Que l'on n'imagine pourtant pas le territoire ainsi couvert, homogène : bien que situées à moins de 20 km, les communes de ce petit réseau ne sont pas limitrophes et, comme ce soir-là, on ignore le plus souvent des bals plus proches. Un seul critère de choix peut apparaître correspondre à nos catégories : c'est la distinction entre bal des jeunes et bal musette ; on n'imagine pas un instant de passer à Lilhac (3 km) où justement le même jour un important bal de ce second type est organisé.

Là encore, les comportements peuvent surprendre : alors que deux bals musette ont lieu à quelques kilomètres (Lodes et Lilhac), l'organisateur du premier explique que l'affluence est à peine moindre que d'habitude : "ils [son public] ne s'y risqueraient pas trop". Le poids des habitudes, des traditions, des réseaux de connaissance apparaît toujours le plus fort.

En ville, singulièrement dans cette partie périphérique de la ville si nouvelle qu'on ne sait encore comment la nommer, d'autres logiques sont à l'oeuvre. La généralisation de la mobilité comme celle des outils de télécommunication s'est soldée, à la fin des années 70 et durant la décennie suivante, par une brusque inflation d'études prospectives destinées à cerner en quoi et comment l'extension de l'ubiquité médiatique allait agir sur les modalités de production de nos sociétés.

Presque toutes ces études ont alors prédit le futur remplacement des espaces territoriaux du lien social par une télé-socialité non spatialement définie<sup>62</sup>. Les identifications établies à partir d'un espace physique de référence devaient disparaître au profit d'échanges médiatiques noués autour de thèmes agglutinants. Dans le même temps, la distance avec des espaces proches mais socialement différenciés devait s'accroître au point de devenir différence, extériorité dangereuse<sup>63</sup>.

<sup>60</sup> Voir annexe 4

<sup>61</sup> Le comité des fêtes, composé des jeunes de la commune, qui organise une dizaine de bals par an.

<sup>62</sup> VIRILIO, Paul. Fin de l'histoire ou fin de la géographie? Un monde surexposé. *Le Monde Diplomatique*, Août 1997, p. 17.

<sup>63</sup> Idem.

Or, quinze ou vingt ans plus tard, qu'observe-t-on parmi les groupes qui sont au plus proche de la situation d'ubiquité médiatique alors imaginée, les plus mobiles? Un surprenant appel à ce qui semblait précisément voué à la disparition dans une société de communication: la proximité physique et le local. Seulement cette proximité change de nature, et c'est sur elle qu'il s'agit désormais de s'interroger.

Reproduisant à grande échelle des structures spatiales et sociales identiques, cet espace local apparaît atteint des mêmes syndromes que les espaces de plus large définition spatiale. Certains<sup>64</sup> parlent du "syndrome du zappeur" qui amène à idéaliser le local comme "métaphore spatiale de la stabilité". Le bal est au coeur de ce processus. Mais cette authenticité (à lire comme une stabilité) locale se révèle illusoire, voire dangereuse car ouverte au communitarisme tout en produisant un territoire conçu comme un objet de consommation<sup>65</sup>. Une vision plus optimiste peut cependant laisser ouverte la perspective d'une stabilisation, de la renaissance d'une nouvelle solidarité locale<sup>66</sup>. Dans les deux cas, les problématiques locales risquent de rester au coeur de la réflexion et du débat pour longtemps encore.

Mais selon leur évolution, en milieu rural comme urbain, des paramètres contradictoires orientent donc vers deux types de bals distincts. Les logiques économiques classiques n'apparaissent pas déterminantes même s'il est hors de question de les nier ; si pour certains la géographie du loisir quotidien est fortement marquée par les structures socio-économiques<sup>67</sup>, le bal semble nettement moins dépendant qu'on pourrait le croire ; mais peut-être est-ce parce qu'il est déjà difficile à classer comme loisir...

Que retenir alors ? un bal patrimonial ? c'est probablement le cliché le plus souvent véhiculé à son sujet, même si souvent c'est faux.

## 5- La reconstruction permanente d'un bal patrimonial

---

Dans la totalité des bals fréquentés pour cette enquête, la ruralité du bal n'est affirmée qu'en milieu urbain ; dans les campagnes, on préfère plutôt revendiquer la modernité de la manifestation qui est organisée. Seule exception qui confirme la règle: les quelques bals organisés pour les touristes, des urbains. Contradiction fréquente mais sans surprise, unanimité qu'il convient d'expliquer car elle est au coeur de notre définition, de notre projet à l'échelle nationale: expliquer le bal, c'est expliquer la France et le français, bien au-delà du cliché.

En France, la mise en lumière des problèmes de sociabilité engendrés par les

<sup>64</sup> JAURÉGUIBERRY, Francis. De l'appel au local comme effet inattendu de l'ubiquité médiatique. *Espaces et sociétés*, n°74-75, Les nouveaux territoires de la prospective, 1994, Ed. L'Harmattan, p. 117-133.

<sup>65</sup> Idem, p. 131.

<sup>66</sup> Idem, p. 132.

<sup>67</sup> DIENOT, J. L'approche géographique du loisir quotidien. *Réflexions théoriques. Norois*, n° 120, octobre 1983, pp. 491-496.

grandes villes a coïncidé avec l'essor urbain des années 50-60 et au développement d'une société de masse. Le phénomène s'est surtout amplifié avec l'extension massive des villes depuis les années 70, doublée d'une évolution économique particulièrement brutale. Nos villes ressemblent aujourd'hui beaucoup à ces villes américaines qu'on nous décrivait dans notre enfance comme une étrangeté : notre vie s'y disperse, selon les moments, les activités, à des endroits variés, sans jamais en maîtriser tout l'espace : "multiplication des pôles à vocation centrale aux dépens de la centralité même, cloisonnement des quartiers qui atteint parfois la mise en ghetto, pulvérisation de la vie sociale par les pavillons familiaux ; les aires métropolitaines, sans mesure ni centre ni repère, deviennent incontrôlables." <sup>68</sup>

Or, dans le même temps notre représentation de l'espace local n'a que peu évolué : c'est celle du village, un village mythique bien sûr, ou sinon le mythe du quartier mais conçu comme un village urbain : un cadre à dimension dite *humaine*, des rapports sociaux fortement imprégnés d'interconnaissance, un système local d'administration et de pouvoir qui permet la participation spontanée, l'expression de chacun au sein d'une petite communauté <sup>69</sup> .

Peu importe si en réalité, la plupart des villages se vident le matin pour ne retrouver de population que le soir, enfermée dans son pavillon de périphérie villageoise, de la même manière et à la même heure où on s'enferme dans son pavillon de périphérie urbaine. Ce décalage explique la transformation du territoire résiduel au-delà des métropoles en musée, en conservatoire ; l'appel à un passé reconstruit contre la dilution dans l'espace. Et il fonctionne à plusieurs niveaux spatiaux : le local bien sûr mais aussi national.

"C'est ça, la France : un pays où l'on danse en réfléchissant." <sup>70</sup> : à l'Exposition Universelle de Lisbonne, lors de la Biennale Internationale de danse de Lyon de 94, à Toulouse lors de la Coupe du monde de football, lorsque la France se met en scène, elle se montre sous cet angle : c'est un cliché à double sens. Il s'agit de dire : "cette France-là n'a rien à voir avec la globalisation Mac Do." <sup>71</sup> , et d'affirmer en même temps la permanence d'une tradition d'unité : le mythe du village gaulois n'est pas de l'auto-dérision, il est l'expression très sérieuse de notre identité nationale.

Mais il ne s'agit pas seulement de l'image donnée aux étrangers au pays, c'est aussi celle que l'on se donne soit-même comme référent. Aujourd'hui on va au bal pour y retrouver une tradition, un espace traditionnel, des relations traditionnelles.

De fait, il s'agit souvent d'une innovation permanente : le bal est aussi un espace évolutif parce qu'il s'efforce de perpétuer une tradition non écrite. Marc Bloch remarquait que la volonté conservatrice de la coutume médiévale lui avait paradoxalement permis

<sup>68</sup> PINET, J.M. La métropolisation du territoire français. *Historiens et géographes*, n° 356, février 97, pp. 195-208.

<sup>69</sup> KAYSER, B. Agriculture et monde rural en France: quel avenir? *Historiens & Géographes*, n°356, pp. 171-179.

<sup>70</sup> *Le Monde* (Véronique Mortaigne), 12 juin 98, p. 29.

<sup>71</sup> *Idem.*

d'être un vecteur d'adaptation et de changement sans précédent parce qu'elle était non écrite<sup>72</sup>. Le bal fonctionne ainsi : on s'efforce de "faire comme on a toujours fait" et, ce faisant, on fait du neuf... A Lisbonne, la France éternelle fait danser sur Les Rita Mitsouko et le *gwerz* techno "breton jusqu'aux dents." ; à Toulouse, (mais ils sont aussi à Lisbonne), les télévisions japonaises filment les bérets des *Fabulous Troubadours* sans comprendre un mot de leur rap occitan qui demande l'intégration des étrangers. A Sainte-Agathe-en-Donzy (Loire), plus modestement, on ne procède pas autrement : l'exposition de vieux phonographes jouxte la piste de danse où la disco-mobile prépare une débauche de lasers et autres effets lumineux sur un fond musical très moderne et revendiqué comme tel pour attirer le public.

On va retrouver en permanence cette association local-rural-tradition-populaire. Mais l'analyse détaillée de chacun de ces termes montrera une reconstruction permanente. "Elément du patrimoine, l'objet change de nature et de fonction. Il sert à autre chose."<sup>73</sup> : "Le "désenchantement" du modernisme est fatalement alimenté par les nostalgies et les fidélités propres à un vieux pays. Mais [...] c'est finalement pour y trouver un stock d'expériences à consulter et nous trouver moins démunis devant l'avenir, ou rien ne sera plus jamais simple."<sup>74</sup>

Voilà l'origine du succès du bal ; il permet en effet une identification : ses intervenants sont réputés tous proches, familièrement et spatialement. On va donc percevoir ce bal comme un moment fusionnel, au sens où l'entendent les ethnologues: un moment où la communauté s'identifie, se définit par rapport à *hier*, le temps simple, avant moi, avant que je n'ai à prendre de décisions, et par rapport à *l'autre*, situé au-delà de moi, au-delà de ceux qui me réfléchissent la preuve de mon existence, le cercle communautaire<sup>75</sup>. On transforme un espace de vie commune en territoire. Pour ce faire, les individus qui habitent cet espace doivent se l'approprier, s'y sentir "groupe" à l'occasion d'événements forts, d'un processus de reconnaissance collectif, l'institution évoquée plus haut.

C'est une dimension nouvelle que les sciences sociales commencent à peine à prendre en compte, mais la géographie est par contre plutôt en avance : "ce que les études économiques en termes de mondes communs et de mondes possibles ont déjà commencé à penser, à savoir ajouter au rapport de "pouvoir sur", celui de "pouvoir avec". Il ne s'agit pas de nier la dimension de la domination, mais de constater que, face aux logiques de pouvoir, une autre logique s'est exprimée qui valorise le lien social horizontal. C'est cette articulation entre verticalité et horizontalité qui doit être repensée par les sciences sociales..."<sup>76</sup>

---

<sup>72</sup> BLOCH, Marc. *La société féodale*. Albin Michel, Coll. Evolution de l'humanité, ed. de 1968, 702p.

<sup>73</sup> CHASTEL, André. La notion de patrimoine. in NORA, P. (sous la dir.) *Les lieux de mémoire*. Tome 1, Gallimard, coll. Quarto, 1997, pp. 1433-1469.

<sup>74</sup> Idem, p. 1465.

<sup>75</sup> BONNEMAISON, Joël et CAMBREZY, Luc. Le lien territorial. Entre frontières et identités. *Géographie et cultures*, n°20, hiver 96, pp.7-18.



Au village, et nous verrons plus loin que, même s'il s'adapte à l'évolution de cette notion, le bal reste souvent très rural, il est plus facile de voir se dessiner un espace bien délimité ; en ville, en général dans sa périphérie, cela se révèle plus ardu. Et pourtant, même au village la situation peut apparaître déjà complexe : lorsqu'on habite Tuchan (est des Corbières), on peut travailler à Perpignan ou dans sa zone d'emploi, on peut aller faire ses courses à Perpignan ou dans ce qu'Auchan va délimiter comme sa zone de chalandise, mais on reste à Tuchan pour le bal du village, on se définit comme de Tuchan<sup>77</sup>.

Si l'on va au bal du village voisin, c'est bien "en voisin", c'est à dire déjà en étranger, même proche et connu. Cette rupture sera encore plus nette si l'on aborde Perpignan et le pays catalan pourtant si proche et si connu : on y sera *gabache*, étranger voisin, le français de l'autre côté de la frontière. Au contraire, on ne l'était pas au supermarché. Surtout, l'émigré plus lointain, à Toulouse ou ailleurs, ne ratera pas le bal du village, il sera du village. Pourquoi ? non parce qu'il échappe au statut d'étranger mais parce qu'il possède "les codes qui permettent de survivre et d'être tenu dans le secret"<sup>78</sup>. Deux réalités s'opposent : "tout ce que nous acceptons de dire, c'est-à-dire le visible, ce qui se montre mais qui au fond n'a rien à voir avec l'existence"<sup>79</sup> et ce sentiment d'existence né du caché, du secret, peut-être dérisoire mais qu'importe. La fête, le bal en particulier sert à réinventer du secret, du codé, pour montrer qu'on existe.

Mais ce bal patrimonial n'est pas, n'est plus, seul à pouvoir assumer cette lourde charge. En même temps qu'on promeut le bal au rang de patrimoine vivant, on voit aussi apparaître de nouvelles formes de sociabilisation adaptées à l'évolution de la société, particulièrement les villes: le repas dansant déjà évoqué, les *raves techno*. "La fête est devenue un élément incontournable de toutes les politiques de la ville. Au même titre que les opérations anti-été chaud ou les rénovations de cage d'escalier. Tentative (ou illusion?) pour reconstruire une ville plus fraternelle."<sup>80</sup>

En effet, c'est la fête "utile" contre la fête futile des années 80, "car la fête est devenue aujourd'hui une manière d'oeuvrer pour la collectivité. Une forme d'action sociale. "A notre manière, nous participons au développement d'une nouvelle culture urbaine, explique Patricia Philippe, une des fondatrices de SOS-Racisme, aujourd'hui directrice d'Eventissimo, une boîte d'événements. Dans les grandes agglomérations, il faut recréer du lien, casser les ghettos, redonner une identité commune aux habitants. La fête fabrique du consensus. Elle ne fait pas débat. Les élus l'ont compris. Ils nous sollicitent de plus en plus".<sup>81</sup>

<sup>76</sup> DOSSE, François. *L'être-ensemble*. Espace-Temps, n°64-65, 2e trimestre 97, p. 36-37.

<sup>77</sup> Voir annexe 4

<sup>78</sup> DIBIE, Pascal. *Le village retrouvé*. Ed. de l'Aube, coll. Poche, 1995, 257p.

<sup>79</sup> idem

<sup>80</sup> *Le Nouvel Observateur*, 23-29 juillet 1998, p. 7. (Chantal de Rudder; Marie-France Etchegoin)

La fête en général est devenue indispensable; elle se réinvente donc. Mais en le faisant, elle s'adapte aux réalités du moment : un journaliste n'ironise-t-il pas dans la même revue sur un "sujet de thèse: la culture techno est-elle la passerelle vers le XXIe siècle, ou une réaction en forme de régression tribale ? Le meilleur moyen de répondre, c'est encore de se rendre à une rave pour jumper<sup>82</sup> jusqu'à l'aube : ainsi vous apparaîtront les codes, l'éthique, les attitudes, et surtout la vacuité des analyses sociologiques, anthropologiques, sémiologiques à propos de ce "phénomène sociétal". Car la techno ne se pense pas, elle advient : rythmes binaires accélérés, grosses caisses maousses, motifs sonores en boucles répétitives et surtout absence de texte donc de message explicite. [...] le truc de la techno, c'est la communication à travers la communion. La puissance du son fait qu'on ne peut pas se parler, alors on communique par des signes, des sourires, on jumpe... ça vaut mille discours, parce que ça court-circuite l'intellect pour passer direct dans le corps [...]"<sup>83</sup> C'est bien là le problème : si on s'efforce de réactualiser le rôle du bal et de la danse dans la structuration des relations entre individus, c'est parfois d'une manière surprenante voire inquiétante car cette rénovation a une logique qui est complètement opposée à celle qui jusqu'alors régissait nos liens sociaux. D'où l'urgence de l'étudier.

Le bal remplit ainsi une double fonction : catalyseur du processus et outil qui permet d'observer la vitalité de cette socialisation. On s'efforce de montrer dans l'étude qu'il est caractérisé par les structures sociales, économiques, démographiques de ses intervenants : public bien sûr, mais aussi et probablement surtout, organisateurs. Cette diversité explique des comportements si différenciés mais s'y ajoute aussi la prise en compte de décalages chronologiques entre régions, selon qu'elles sont plus ou moins touchées par l'évolution des modes de vie qu'on vient d'évoquer. La diversité régionale peut ainsi apparaître comme une conséquence de ces phénomènes plutôt qu'à leur origine.

On le voit, le sujet est riche et permet un regard ambitieux qui justifie amplement la précision de l'étude préalable de la nature du bal. Mais avant d'aborder la définition du bal, il convient d'évoquer un dernier préliminaire : la présentation des sources.

## Chapitre 2. Etudier le bal en France

### 2-1 Richesses et limites de l'information disponible

---

Cela nous amène à évoquer les sources d'information. Le problème majeur tient dans la

<sup>81</sup> Idem. (italique des auteurs)

<sup>82</sup> Participer à une rave: danser mais, ce faisant, communier avec l'ensemble des autres participants.

<sup>83</sup> *Le Nouvel Observateur* (Y. B.), 23-29 juillet 1998, p. 8. (italique de l'auteur)

modicité des études. On vient de voir que la musique populaire est étudiée par les géographes anglo-saxons<sup>84</sup> ; mais le thème reste imprécis et le bal plus rare que chez nous n'a jusqu'à présent pas intéressé les chercheurs.

En France, le bal n'est pas très valorisant, ni valorisé et donc négligé. Aucune étude globale du phénomène n'existe ; cela a imposé de s'en charger et d'élargir le champ de l'étude, initialement orientée vers les seuls problèmes d'identité spatiale. Cela explique ainsi la longueur de certaines présentations, par exemple en matière d'économie, qui peuvent parfois sembler loin du sujet abordé mais se justifient par la nécessité de traiter la totalité de la question afin de pouvoir s'appuyer dessus lors de développements ultérieurs.

Par ailleurs, les rares études existantes, pourtant très précises, sont parfois anciennes. Heureusement, jusqu'à présent les comportements n'évoluaient que lentement et des données vieilles de vingt ans pouvaient généralement se révéler très correctes. Hélas ! il semble que le bal, fidèle reflet de la société, connaisse aujourd'hui une mutation extrêmement rapide qu'il est souvent possible de percevoir en comparant des données de 1991 à d'autres de 1995 : dans un tel domaine, on peut parler de révolution. Ces études risquent donc de se trouver rapidement dépassées, surtout si elles s'intéressent à une région au comportement très spécifique.

Il est donc nécessaire de revenir systématiquement aux données de base. Contre toute attente, ces données sont assez nombreuses mais le principal problème tient à leur adéquation aux problèmes que nous nous posons. Comme les enquêtes sont généralement faites à d'autres fins, elles ne consacrent qu'une place très limitée à notre bal. Leur définition n'est pas toujours exactement celle que nous aimerions trouver : bals ouverts, bals clos... Il n'empêche qu'on trouve des éléments approchants d'une grande richesse.

On peut classer ces sources d'informations en trois groupes :

- les données statistiques officielles, essentiellement celles du Ministère de la Culture et de l'INSEE : fausement rares mais imprécises par la définition variable de l'objet à décrire (danse, bal, sorties...). Surtout l'absence de précision quant à la localisation et les différences de comportements se révèle parfois gênantes lorsqu'il s'agit de porter un regard plus précis sur ces attitudes. Mais ce n'est pas l'objectif de données nationales.
- les données statistiques de la SACEM : très riches et de grande qualité car presque exhaustives. A ce titre, leur exploitation est à la base de l'étude.
- les informations tirées d'enquêtes effectuées dans le cadre de cette recherche : très partielles mais extrêmement précises puisqu'elles correspondent au questionnement de l'étude. Elles fournissent un complément essentiel sur certains points.

Mais avant de s'intéresser à elles, on va commencer par dépouiller les études disponibles.

---

<sup>84</sup> KONG, Lily. Op. cit.

## 2-2 Les études

---

Elles sont de trois types : on trouve une production officielle, professionnelle, et universitaire.

La production professionnelle est maigre : l'étude de Patrick Renault pour et avec l'aide la SACEM<sup>85</sup> avait pour objectif de s'interroger sur la pérennité du bal et la violence. Elle est réalisée à partir d'une enquête qui s'appuyait sur quarante entretiens réalisés durant l'été 75 de Patrick Renault avec des intervenants (chefs d'orchestres, organisateurs, officiers de gendarmerie...) du Sud-Ouest et du Val de Loire. Ils étaient complétés par une seconde enquête : 1500 questionnaires détaillés (38 questions) remplis par les délégués de la SACEM auprès des organisateurs de 8 départements (Allier, Gironde, Loiret, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Bas-Rhin, Haute-Savoie, Sarthe) entre septembre 75 et mars 76. La bonne connaissance du bal et le sérieux de l'enquête expliquent que, malgré son âge (20 ans) et sa volontaire technicité, on l'utilise encore avec profit.

S'y ajoutent un certain nombre d'articles de niveau inégal publiés de loin en loin dans les revues professionnelles. Rares sont ceux consacrés seulement au bal : la plupart du temps, on y trouve des informations éparses au milieu de celles qui décrivent les discothèques, les comités des fêtes ou la situation des intermittents du spectacle. Par ailleurs, elles ne sont pas toujours très riches et recourent d'autres sources en les simplifiant. Enfin, souvent ces publications sont cloisonnées et ignorent ce qui peut exister par ailleurs. Il n'est donc pas surprenant de découvrir, à travers les remarques des acteurs du bal (membres d'orchestres ou organisateurs) que ce milieu professionnel se connaît mal, contrairement à d'autres activités, le cinéma par exemple.

Sont surtout utilisées des informations tirées d'un supplément épisodique à la revue *Sono* intitulé *Night Business Infos*<sup>86</sup> ; plus rarement des informations proviennent du Bulletin du GRISS (Groupement des Institutions Sociales du Spectacle), *Informations aux salariés*, qui gère la Sécurité Sociale des salariés du spectacle. Mais les travailleurs du bal y sont à peine majoritaires et complètement marginalisés : on n'en parle jamais. Il n'a pas non plus été possible de disposer de données directement fournies par cet organisme.

De même, *Spectacle Infos* est une revue tournée vers l'ensemble des professionnels du spectacle et à ce titre aussi, difficile à utiliser. Les revues destinées aux chefs d'orchestres, de même que celle de l'Association des Comités des Fêtes, de moindre intérêt, vieillottes et/ou à diffusion sporadique ne sont pas utilisées. A l'exception de la première citée, on ne peut donc que rarement s'appuyer sur ces études.

Les études universitaires sont plus rares encore ; elles se limitent aux travaux de Francis Marchan sur les orchestres de bal et ceux, plus marginaux, sur la danse sociale

---

<sup>85</sup> RENAULT, Patrick. *Les bals en France*. SACEM / Musique et Promotion, coll. Musique vivante, Paris, 1978, 94 p.

<sup>86</sup> SEMA-GROUP. *Sono*. Suppléments Night Business Infos.

menés autour de Rémy Hess<sup>87</sup> et Alexandra Weiland à Paris VIII. L'intérêt des études de ces derniers est extrêmement limité pour nous ; on peut néanmoins trouver quelques informations sur la perception de la danse dans les milieux cultivés, à Paris en particulier<sup>88</sup>.

Moins folklorique, le mémoire de DEA<sup>89</sup> et la thèse de doctorat<sup>90</sup> de Francis Marchan sont notre principal point d'appui en matière d'étude, le plus sérieux dans ce domaine. Lui empruntant souvent, mon travail s'inscrit dans la mesure du possible, lorsque ce n'est pas nécessaire à la problématique centrale, en complément de cette étude : renvoyant à Marchan, les orchestres et diffuseurs de musique ne sont que peu traités et cela se limite généralement à ceux que, du fait de leur définition régionale très précise, ces études laissent un peu de côté : les plus gros orchestres et les disco-mobiles.

Les études issues d'organismes officiels portent toutes sur des champs plus larges; elles ne mentionnent le bal que de manière incidente. Elles exploitent généralement des données produites par ces mêmes organismes, sont d'ailleurs parfois présentées dans le même ouvrage<sup>91</sup> et avec le même défaut : destinées à décrire une réalité nationale, elles sont souvent un peu trop générales, proposent des moyennes qui s'accordent mal avec les informations plus fines que nous possédons par ailleurs ; enfin leur analyse reste souvent limitée au champ de données utilisées, sans mise en perspective avec d'autres informations. Il est donc souvent préférable de revenir directement aux données.

La plus importante et la plus solide décrit *Les pratiques culturelles des Français (1973-89)*, réalisée par Olivier Donnat et Denis Cogneau<sup>92</sup>. Elle est complétée par deux études plus spécialisées sur les jeunes<sup>93</sup> puis le troisième âge<sup>94</sup> qui exploitent les mêmes données sans apporter d'informations nouvelles.

Deux études de même type que celle du ministère de la Culture, réalisées par des

<sup>87</sup> HESS, R. *La Valse, la révolution du couple en Europe*. Métailié, 1989, 206p.

<sup>88</sup> POUR, n°145, Danse, éducation, société. L'Harmattan, 1995.

<sup>89</sup> MARCHAN, F. *Les orchestres de bal: sociographie d'une population*. Mémoire pour le DEA de Sociologie, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, septembre 1986, 83p.

<sup>90</sup> MARCHAN, F. *Musiciens et orchestres de bal en Limousin*. Mémoire de thèse de doctorat nouveau régime, sociologie, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, mai 93, 299p.

<sup>91</sup> Ainsi l'enquête sur les pratiques culturelles des jeunes de 1994 dont nous allons reparler.

<sup>92</sup> DONNAT, Olivier et COGNEAU, Denis. *Les pratiques culturelles des Français (1973-1989)*. Département des Etudes et de la Prospective. Ministère de la Culture et de la Communication. La Découverte/La Documentation française. 1990.

<sup>93</sup> PATUREAU, Frédérique. *Les pratiques culturelles des jeunes*. Ministère de la culture et de la communication. Direction de l'administration générale. Département des études et de la prospective. La Documentation française. 1992.

<sup>94</sup> COLLECTIF. *Les publics de la danse*. Ministère de la Culture-La documentation Française, 94

équipes suisse<sup>95</sup> et belges<sup>96</sup> permettent de comparer les comportements sur l'ensemble de l'aire francophone européenne. Si les données de cette dernière étude datent de 1988, elle commencent cependant à dater un peu pour celle qui concerne la Suisse et il ne serait pas inutile de les actualiser. Par contre, d'origine universitaire, l'une et l'autre échappent à une production officielle et entendue ; aussi leur analyse se révèle de bien meilleur niveau que leurs équivalents français.

Plus originale, une autre analyse réalisée par Olivier Donnat<sup>97</sup> nous est très utile : datant de 1989 et exploitant des données de 1985, elle s'intéresse à l'économie des loisirs, de la danse (mais pas du bal) en particulier.

Un certain nombre de travaux se sont révélés très décevants : ainsi *Les publics de la danse*<sup>98</sup> se limite à la danse classique (2% des publics de la danse soient 5 à 6 % des français, sans rapport avec le bal). Il existe aussi une collection qui s'efforce de réaliser un annuaire statistique de la culture. L'analyse des résultats de plusieurs collectes de données réalisées par l'INSEE permet de disposer d'un ouvrage qui s'intéresse aux communes<sup>99</sup>, mais le bal n'y apparaît que sous forme de mentions rares, furtives, jamais chiffrées de manière distincte...

Ces lacunes imposent donc en général un retour aux données statistiques.

## 2-3 La production officielle de données

---

Deux grands producteurs de données nous permettent de réaliser ce travail : le Ministère de la Culture et l'INSEE. L'un et l'autre proposent plusieurs enquêtes. La plus intéressante, abondamment utilisée, est celle réalisée par quatre fois (1973, 1981, 1988 et 1997) par le Ministère de la Culture<sup>100</sup>. Elle s'efforce de cerner l'ensemble des pratiques culturelles et de loisir des français. Les pratiques dites nobles (théâtre, danse, musique classique, visites de musée, de monument historique...) sont privilégiées, mais le bal public y est clairement identifié<sup>101</sup> et cerné, de même qu'un certain nombre d'autres

<sup>95</sup> LALIVE D'EPINAY, Christian, BASSAND, Michel, CHRISTE, Etienne, GROS, Dominique. *Temps libre; culture de masse et cultures de classes aujourd'hui*. Pierre-Marcel Favre ed., coll. Regards sociologiques, Lausanne, 1982.

<sup>96</sup> BOUILLIN-DARTEVELLE, Roselyne, THOVERON, Gabriel, NOEL, Françoise. *Temps libre et pratiques culturelles*. Liège, 1991, Mardaga, coll. Création et communication, 277 p.

<sup>97</sup> DONNAT, Olivier. *Les dépenses culturelles des ménages*. Ministère de la Culture et de la Communication, Direction de l'Administration Générale et de l'Environnement Culturel, Département des études et de la prospective. La Documentation française, 1989.

<sup>98</sup> GUY, Jean-Michel. *Les publics de la danse*. Ministère de la culture et de la communication. Direction de l'administration générale. département des études et de la prospective. La Documentation française. 1992, 480 p.

<sup>99</sup> LEPHAY-MERLIN, C. *Les dépenses culturelles des communes. Analyse et évolution, 1978-1987*. Ministère de la culture et de la communication. Direction de l'administration générale. département des études et de la prospective. Collection "Annuaire statistique de la culture". La Documentation française. 1989. 256p.

pratiques dites populaires (les sorties au cinéma, dans une fête foraine ou un match de foot-ball par exemple).

Le problème vient de ce que, considérant le bal comme en voie de disparition, chaque enquête se révèle un peu moins précise que la précédente. Plus globalement, une stratégie plus modeste d'enquêtes ciblées semble se développer. La première concerne les jeunes <sup>102</sup>. Elle nous permet de disposer de données fraîches. D'autres devraient suivre. Comme l'enquête 97, elle est plus pauvre (un questionnaire limité au tiers des items) et présente l'inconvénient de parcelliser l'information. L'étude qui accompagne ces données se limite souvent à une simple lecture de celles-ci et ne tient que rarement compte des importants changements de comportements entre 12 et 25 ans... <sup>103</sup>

Parmi les données que fournit l'INSEE on distingue celles relatives aux comportements et celles qui s'intéressent à l'équipement de chaque commune. Ces dernières sont connues par l'intermédiaire de l'*Inventaire Communal*, un peu ancien <sup>104</sup>, ou des résultats du recensement de 1990.

Moins intéressantes sont les autres données de l'INSEE. Non pas que je rabaisse l'illustre maison au rang d'une obscure officine de sondages électoraux : d'autres enquêtes déjà citées ou utilisées dans la suite de l'étude <sup>105</sup> n'ont pas sa fiabilité. Les problèmes tiennent à la définition de l'objet décrit et ses modalités. Cela obligera à utiliser ces données avec circonspection et à les rapprocher d'autres informations de nature ou de provenance différentes.

En effet, le principal problème tient au fait que le bal n'est jamais identifié en tant que tel mais englobé dans la danse <sup>106</sup> ; par recoupement avec d'autres données, on sait que

<sup>100</sup> Collectif. *Pratiques culturelles des français. Description socio-démographique. Evolution 1973-81*. Ministère de la Culture et de la Communication, Direction du développement culturel, Service des études et recherches. La Documentation française, 1982. Collectif. *Enquête sur les pratiques culturelles des français*. Ministère de la Culture et de la Communication, Direction de l'Administration Générale et de l'Environnement Culturel, Département des études et de la prospective. La Documentation française, 1989. DONNAT, O. (sous la dir.). *Les pratiques culturelles des Français. Enquête 97*. Ministère de la Culture et de la Communication, Direction de l'Administration Générale et de l'Environnement Culturel, Département des études et de la prospective. La Documentation française, 1997.

<sup>101</sup> Annexe 2

<sup>102</sup> Collectif (sous la direction de Guy, Jean-Michel). *Les jeunes et les sorties culturelles. Fréquentation et image des lieux de spectacles et de patrimoine dans la population française âgée de 12 à 15 ans*. Ministère de la culture. Direction de l'administration générale. département des études et de la prospective. La Documentation française. 1995. 192 p.

<sup>103</sup> Les autres enquêtes du Ministère de la Culture ne s'intéressent qu'à la population âgée de 15 ans et plus.

<sup>104</sup> Les premiers résultats de la nouvelle enquête, en cours, ne seront disponibles qu'au cours de l'hiver 98-99.

<sup>105</sup> CSA / CEVIPOF. L'espace rural. in HERVIEU, B. et VIARD, J. *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*. L'Aube, coll. Essai, 1996, p. 119-156.

le public des bals représente environ la moitié des danseurs mais c'est inégal selon les groupes ; ainsi cette proportion baisse nettement chez les jeunes, qui fréquentent d'abord les discothèques, quand elle augmente pour les plus âgés. Par ailleurs, une part conséquente du public du bal ne danse pas mais ne doit pas être négligée pour autant.

Un autre problème important se pose pour l'ensemble des données y compris pour celles fournies par le Ministère de la Culture. On peut en effet se demander si les catégories sociales telles qu'elles sont définies par l'INSEE sont toujours pertinentes en matière de géographie culturelle et sociale.

De même, la définition des ensembles urbains et du rural ne correspond pas à l'objet de cette recherche. Par ailleurs, un ouvrier qualifié d'une petite ville isolée aura-t-il toujours les mêmes comportements que celui d'une ville de même taille située dans une région très urbanisée? On n'évoquera même pas l'idée de comportements régionalisés dont le principe est contraire à celui des études *nationales* de l'INSEE...

Enfin, le principe même de ces présentations est critiquable : les études qualitatives mettent toutes en valeur une individualisation croissante des comportements ; l'agglomération de ces attitudes très disparates voire contrastées finit par produire des moyennes très vagues et parfois dépourvues de signification.

On voit donc que des données existent pour peu qu'on n'hésite pas à les chercher. Mais c'est leur caractère trop général qui nuit le plus souvent à leur pertinence. On peut regretter que le caractère marginal du bal empêche parfois un approfondissement qui serait apprécié. Cela explique que les principales données utilisées proviennent de la SACEM.

## 2-4 La SACEM

---

La Société des Auteurs Compositeurs et Editeurs de Musique est chargée par ses membres, les artistes, de collecter les droits d'auteurs sur la diffusion de musique. Ceux-ci génèrent des sommes considérables (3,3 milliards de francs en 1997), en hausse régulière : à titre de comparaison ces perceptions n'étaient que de 2 milliards 345 millions de francs en 1990. Une gestion rigoureuse, bien que parfois critiquée, lui permet de disposer d'informations de premier ordre.

Ces droits sont en effet calculés en fonction du chiffre d'affaire de la manifestation où la musique a été diffusée. Ils sont collectés par un réseau de 95 délégations régionales (99 en 1985, 97 en 1991), relayées par 9 directions régionales plus vastes (carte 1). On comprend l'intérêt de disposer des résultats de chacune de ces entités territoriales. Sont donc ainsi disponibles<sup>107</sup> les montants des perceptions pour chacune des catégories de bals mais aussi le nombre de séances ou d'autres informations telles que la présence ou non d'orchestres, la qualité juridique des organisateurs ; s'y ajoutent des informations de même type sur un certain nombre d'autres manifestations relevant aussi de la culture

<sup>106</sup> INSEE. *Les pratiques de loisir. Enquête 1987-88*. INSEE Résultats, n°3, 1989.

<sup>107</sup> Annexe 1



populaire : une foule d'indications qui permettent de distinguer des comportements régionaux très caractérisés et constituent la base de l'étude qui s'appuie en général sur ce découpage territorial.

Les données utilisées dans cette étude sont essentiellement celles de l'année 1995. Elles sont mises en perspective avec celle de 1991. Sont également utilisées des données antérieures mais plus rares. Enfin, dans la mesure du possible, quelques données de 1997 sont utilisées mais pas de manière systématique vu le caractère tardif de leur compilation à Neuilly-sur-Seine, siège de la SACEM.

On doit comme toujours s'interroger sur la fiabilité des données : reconnaissons qu'elles se veulent exhaustives et à ce titre sont plus intéressantes que celles fournies par les enquêtes, toujours sujettes à caution du fait d'extrapolation à partir de sondages. Mais, malgré son sérieux, la SACEM est une société privée et n'a pas toujours le prestige qui s'attache à des organismes d'Etat disposant de moyens coercitifs et *a priori* plus désintéressés. Des accusations récurrentes de fraude pèsent sur elle : depuis 1991, deux auteurs-compositeurs contestent devant la justice les relevés d'écoutes de la SACEM dans les discothèques. Ils s'estiment lésés par les méthodes de perception et de répartition des droits d'auteur. Plus grave, ils estiment que la Société aurait falsifié certains documents, en aurait fait disparaître d'autres<sup>108</sup>.

Au-delà de cas, trop particulier pour nous concerner ici puisque nous ne nous intéressons pas aux types de musiques jouées, il demeure que des doutes peuvent parfois apparaître sur l'efficacité des contrôles et ainsi des données : on reparlera plus loin de la Corse où un seul repas dansant a été déclaré en 1995, alors que début août de cette année-là, nous avons pu voir sans recherche systématique des affiches qui invitaient à une dizaine d'entre eux sur les seules zones d'Ajaccio et Corte... Cette étude aurait dû s'intituler Géographie du bal en France *continentale* : elle mentionne certes la Corse dans toutes les cartes, mais sans qu'on puisse accorder une grande fiabilité à la présentation qui en est donnée.

Mais la dissimulation de manifestations qui généralement ne passent pas inaperçues est, sauf en Corse et peut-être à l'est de Paris<sup>109</sup>, exceptionnelle. Vu le nombre de bals relevés, on peut la considérer comme négligeable pour les bals publics. Selon divers acteurs du bal, chefs et membres d'orchestres, on l'estime à un niveau plus fort pour les bals clos, particulièrement dans le cas de bals organisés par des comités d'entreprise. Mais, même dans ce dernier cas cette fraude ne dépasse probablement pas quelques pour cent du total, si même cela atteint un tel niveau.

Cela a cependant une incidence sur la confiance qu'on peut avoir sur le nombre des

<sup>108</sup> *Le Monde*, 13 décembre 95, p. 27.

<sup>109</sup> Mais il s'agit-là pour partie (un tiers probablement) de manifestations répertoriées dans les délégations voisines, toujours à Paris ou sous une autre appellation. La véritable fraude, dans des proportions équivalentes, aurait deux origines: elle proviendrait de bals qu'on qualifie de bals ethniques, discrets (pas de publicité) et, selon un membre du personnel de cette délégation (affirmations non vérifiées), des arriérés de perception de sommes dues par la Mairie de Paris, indirectement organisatrice de la plupart des fêtes dansantes dans la capitale (voir note suivante). Enfin, on doit aussi souligner une moindre animation de certaines zones car un peu négligées par la mairie, renforcée par la mauvaise réputation de certains quartiers du nord et de l'est parisien.

repas dansants dans certaines délégations citées ici ainsi que Monaco pour les bals (sans qu'y soit nécessairement attachée la présomption de fraude). On peut raisonnablement s'interroger sur la fiabilité des autres données assez faibles pour avoir été peut-être sous-déclarées : dans le cas des deux derniers (8 repas dansants pour 325 bals à Paris-Est, 34 bals pour aucun repas dansants à Monaco) on peut avoir confiance puisqu'on constate des fréquences de bals (Paris) ou repas dansants (Monaco) égales voire inférieures dans la plupart des délégations proches. Pour la Corse avec un seul repas dansant et 107 bals, il s'agit manifestement de sous déclarations.

La principale fraude que la SACEM doit supporter tient plutôt dans la sous-estimation des recettes puisque les perceptions se font au pourcentage du chiffre d'affaires. Cela amène à se montrer prudent sur les données en matière d'argent, biaisées de 10 à probablement 20%. Plutôt que se priver de telles informations, je rappelle souvent ces doutes et j'intègre même une estimation de cette fraude en considérant celle-ci relativement homogène sur l'ensemble du territoire (ce qui n'est pas du tout certain mais impossible à évaluer dans le détail).

Il reste le cas de Dunkerque dont la redevance moyenne dans les 523 bals de 1995 atteint le montant de 1647 francs alors qu'en 1991 elle n'était que de 691 francs (+138%), il s'agit d'un report de perceptions de l'année précédente qui s'ajoutent aux perceptions normales de 1995 et gonflent ainsi exceptionnellement une moyenne plutôt inférieure à la moyenne nationale<sup>110</sup>. Ces perturbations d'origine comptables existent aussi dans d'autres cas mais moindres et négligeables. Enfin, ne sont pas comptabilisées ici les perceptions des *abonnés* : il s'agit généralement de mairies, plus rarement de grosses associations ou de professionnels, qui paient un forfait pour l'ensemble de l'année : un gros milliers de bals sont dans ce cas.

On peut donc accorder foi aux données fournies par la SACEM en sachant que s'il y a certainement une erreur, celle-ci reste marginale : les données sont exhaustives et concernent 160 000 bals et repas dansants; elles peuvent donc apparaître comme exceptionnellement fiables. Elles présentent surtout l'intérêt d'être disponibles en unités spatiales précises. Cette carte des délégations de la SACEM, à la base d'une étude qui se prétend géographique, doit être présentée.

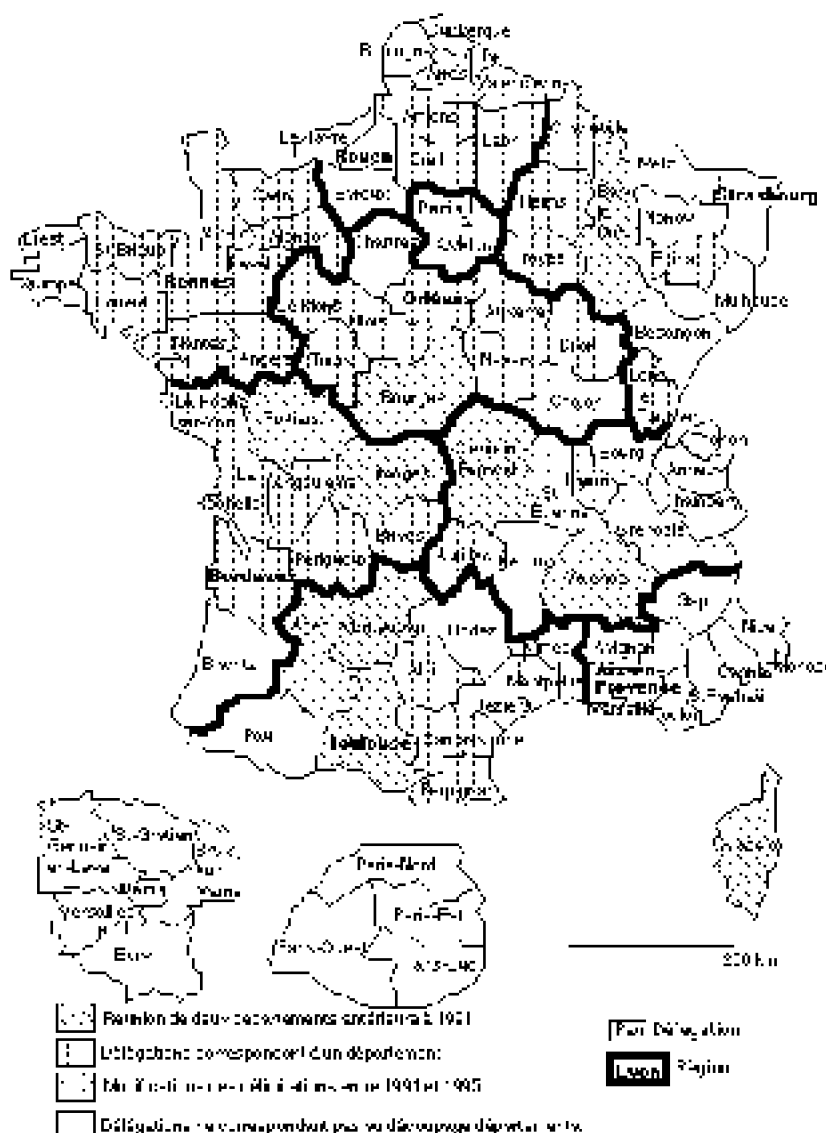
## 2-5 Une carte originale et précise

---

Jusqu'à une date récente, ces délégations correspondaient à des territoires souvent plus précis que les départements, isolant l'aire urbaine de plusieurs grandes métropoles des campagnes qui les entouraient : on trouvera dans l'étude de la région SACEM de Lyon à la fin de ce chapitre l'exemple d'une structuration selon les logiques qui présidaient à la construction de ces délégations en 1991 et leur évolution depuis cette date.

<sup>110</sup> La SACEM comptabilise un bal seulement lorsque ses perceptions ont été encaissées. La principale conséquence touche les fêtes de fin d'année: les réveillons dont les organisateurs traînent pour régler leur redevance sont, à partir de fin janvier en général, comptabilisés sur l'année suivante. La régularité de ces reports amène cependant à ne pas trop s'inquiéter pour la fiabilité de notre source.

Ce découpage est amené à évoluer vers une simplification progressive par la suppression de délégations trop peu actives (ce fut le cas de celle qui recouvrait le centre du piémont pyrénéen sous la dénomination Haute-Garonne-Ariège) ou bien desservies par les villes voisines (Lens absorbée par Arras). L'objectif vise à des économies (Roanne ou Niort) et à une départementalisation progressive des découpages dont la logique tenait auparavant surtout au réseau routier et aux temps de trajet des contrôleurs de la SACEM. A moyen terme, une dizaine d'autres délégations sont visées.



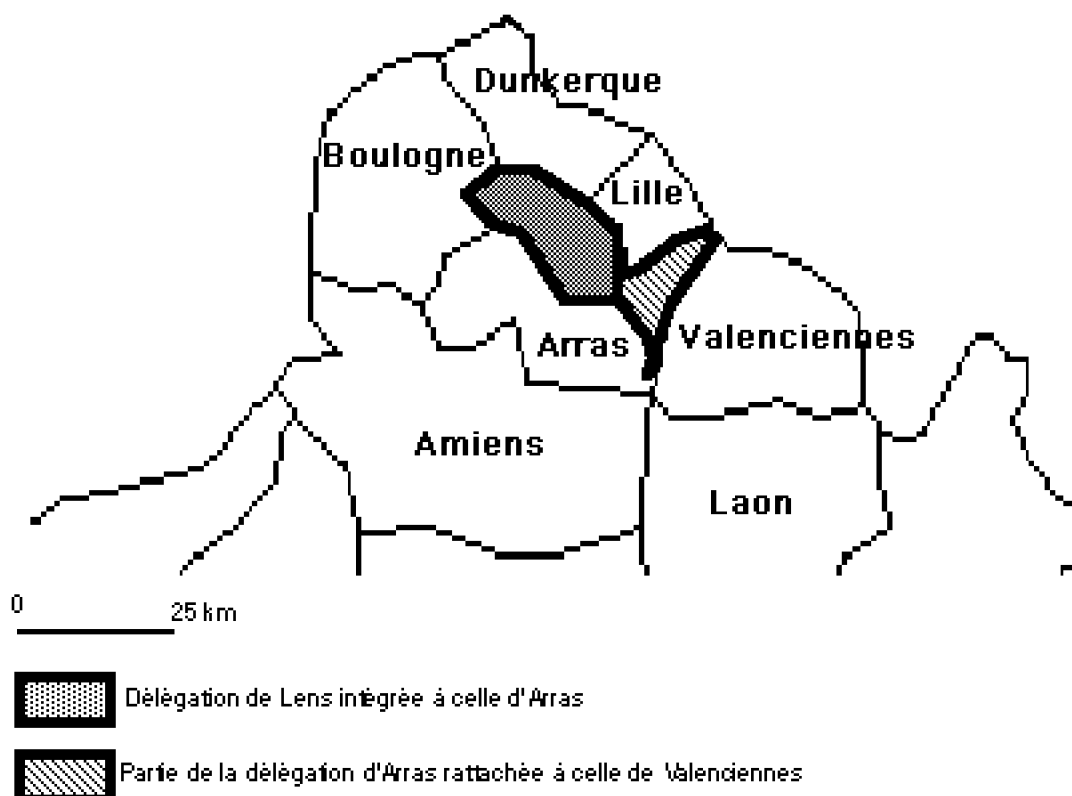
Carte 1. Le découpage des circonscriptions de la SACEM en 1995

Il demeure que plus du tiers des délégations correspondent déjà à un département ; près des deux tiers d'entre eux sont concernés si on y ajoute les délégations qui agrègent deux départements. Dans l'ensemble de l'étude, le terme de *délégation*, plus souvent que celui de département, désigne donc l'entité territoriale majeure. De même, le nom d'une ville désigne généralement l'ensemble de sa délégation. Dans les rares cas contraires, limités aux plus importantes agglomérations, la nuance compte nettement moins: la population des agglomérations de Montpellier ou de Lyon (en 1995) représente plus de

80% de celle de leurs délégations respectives, celle de Lille 95%; mieux, la délégation de Marseille ne contient pas toute l'agglomération ! Enfin, la région SACEM de Paris coïncide presque avec l'Île-de-France et présente les mêmes travers: populations urbaines du sud de l'Oise non intégrées, zones rurales des périphéries est et sud-ouest submergées dans la masse de la population urbaine.

Un problème de vocabulaire doit être réglé : dans quelques cas, il est préférable de parler de la région pour distinguer selon les circonstances, soit un ensemble plus vaste aux comportements homogènes, soit la micro-région qui entoure une ville, aire urbaine en général : Toulouse contraste ainsi souvent avec le reste de sa délégation éponyme. Dans ces situations, le découpage de la SACEM n'est que rarement utilisé et mention en est faite : pour reprendre le même exemple, *la région de Toulouse* désigne ainsi selon le contexte soit l'agglomération et ses environs immédiats, soit un vaste espace qui court de l'Atlantique à la Méditerranée et ressemble, bien qu'élargie, à la zone d'influence que dessinent de nombreuses études; mais cet espace sera systématiquement différent de *la région SACEM de Toulouse*.

La découpe de beaucoup de délégations qui ne correspondent pas au découpage départemental se révèle intéressante : c'est le cas du nord du pays mais aussi des délégations de Pau ou Béziers, de Brest ou Quimper, ainsi beaucoup plus homogènes. C'est ce qui explique qu'on puisse regretter pour notre étude l'évolution de cette découpe entre 1991 et 1995.



Carte 2. L'évolution de l'organisation territoriale de la SACEM dans sa région de Lille (1991-95).

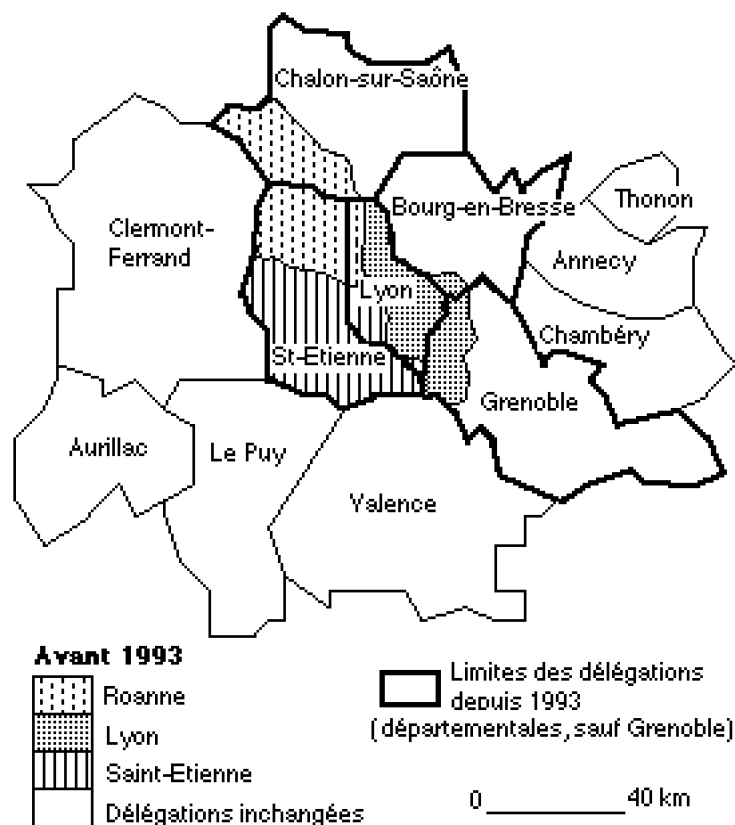
Mais la SACEM est une entreprise qui se veut sociale, surtout en période de

chômage important. Aussi, depuis 1992, la départementalisation progressive de ce découpage (carte 1) ne s'est pas poursuivie : on pourra donc, sans trop de difficultés comparer les deux séries de données, même si on peut regretter une légère perte de précision dans le regard porté sur les pratiques dans les régions de Lyon (carte 3) et de Lille (carte 2). S'intéresser à cette évolution permet en même temps de comprendre les logiques de construction des délégations.

L'ancienne découpe territoriale présentait l'intérêt de bien distinguer plusieurs ensembles nettement caractérisés : la délégation de Lens se superposait à la partie ouest du bassin houiller. Elle se rapprochait par ses caractéristiques socio-économiques comme ses comportements au bal de celle de Valenciennes. La délégation d'Arras, étirée jusqu'à Douai, était plus composite avec un profil sociologique moins typé que ses voisines. Celle de Lille se distinguait nettement des unes et des autres. Enfin, la façade maritime, un peu plus rurale, surtout Boulogne, reste inchangée et très différente. On pouvait ainsi corrélérer plus facilement qu'ailleurs les attitudes au bal à des groupes sociaux précis. Les changements de définition des délégations, tout autant que ceux induits par l'évolution socio-économique, rendent moins simple la lecture et l'interprétation des comportements.

Les modifications de l'organisation territoriale de la SACEM entre 1991 et 1995 dans le nord vont dans le sens d'une départementalisation : l'ancienne délégation de Lens est supprimée. Les délégations nouvelles correspondent à un département (Amiens, Laon), à un arrondissement (Lille, Dunkerque) ou deux arrondissements (Arras, Valenciennes).

La même évolution amène à regretter aussi l'évolution de la région lyonnaise pour sa perte de précision : l'ancienne découpe des délégations de Lyon et Saint-Etienne présentait l'avantage d'être plus resserrée sur les ensembles urbains. En même temps, Roannais, Charollais et monts du Lyonnais formaient une micro-région depuis longtemps très cohérente, rurale mais fortement industrialisée. Cette cohérence a sa traduction dans les comportements qui sont moins visibles depuis.



Carte 3. La départementalisation de l'organisation territoriale de la SACEM (1991-95; région de Lyon)

La région SACEM de Lyon, (carte 3) fait coexister en 1991:

- Une délégation correspondant à un département: Aurillac.
- Deux délégations comprenant deux départements: Clermont-Ferrand (Puy de Dôme, Allier) et Valence (Ardèche, Drôme).
- Une délégation comprenant un département entier et une part importante de département voisin: Le Puy (Haute-Loire et la majeure partie de la Lozère. Le reste du département est éclaté entre les délégations voisines de Rodez et Nîmes).
- Deux délégations comprenant des parts notables de deux départements: Roanne (arrondissements de Roanne et de Charolles, quelques cantons du nord-ouest du Rhône) et Grenoble (arrondissements de La Tour du Pin, de Voiron, de Grenoble et de Briançon).
- Quatre délégations comprenant la majeure partie d'un département: Saint-Etienne (arrondissements de Saint-Etienne, de Montbrison, quelques cantons de l'ouest et du sud du Rhône), Chambéry (presque toute la Savoie), Bourg-en-Bresse (l'Ain sauf deux cantons de la périphérie lyonnaise et la frontière suisse à Saint-Julien-en-Genevois). S'y ajoute le cas d'Annecy (une grande partie de la Haute Savoie, quelques cantons de la Savoie).

- Deux délégations complexes ne comprennent qu'une partie réduite de département: Thonon, menacée de disparition dès que l'occasion s'en présentera, et Chalon-sur-Saône qui n'appartient pas à la région de Lyon mais à celle d'Orléans.
  - Enfin, il reste Lyon, réduite à la part du Rhône la plus peuplée et accrue de l'arrondissement de Vienne et de deux cantons de l'Ain, soit la majeure partie de la zone urbaine.
- On le voit, c'est un ensemble composite qui reflète la quasi totalité des cas de figure possibles en matière de construction de délégations de la SACEM. Il permet de mettre en valeur la principale logique qui préside à ce type de construction: la proximité pour façonner des ensemble cohérents que les contrôleurs de la SACEM pourront facilement couvrir.
  - Il est prévu de longue date une restructuration de cette région. Le premier pas a été, en 1992, la suppression de la délégation de Roanne. Cela a permis une réorganisation complète des délégations voisines selon une logique purement départementale: Lyon couvre la totalité du Rhône, Saint-Etienne de la Loire, Chalon-sur-Saône de la Saône-et-Loire. Il est prévu lorsque l'occasion se présentera de procéder de même avec les Savoie.

Mais, même plus précises, ces données se révèlent parfois insuffisantes puisqu'il s'agit d'étudier un événement par essence local. Par ailleurs, on a pu signaler que les critères de classification retenus par la SACEM et surtout l'INSEE correspondent mal à nos objectifs. La recherche de données plus fines s'est donc révélée indispensable.

## 2-6 Autres données : journaux et enquêtes

---

Les relevés de calendriers effectués dans un certain nombre de journaux locaux se révèlent très complets sinon presque exhaustifs dans le cas de bals publics. La cartographie de ces données a généralement donné des résultats surprenants en permettant de surcroît de disposer d'informations à un niveau d'échelle, celui de la petite région, difficile à aborder par ailleurs.

Comme un dépouillement systématique était difficilement envisageable, on s'est contenté de quelques sondages en fonction des besoins : les bals du 14-juillet dans trois régions choisies car on disposait d'études complémentaires <sup>111</sup> (Béarn, Vendée et Sarthe), ceux du 15 août en sus pour le Béarn. Sont respectivement concernés : *La République des Pyrénées* et *Sud-Ouest*, éditions de Pau; *Ouest-France*, édition de La Roche-sur-Yon; *Ouest-France*, édition du Mans. L'édition de *Ouest-France* de Rennes a été rejetée bien qu'un doute subsiste : sa recension, payante <sup>112</sup>, était-elle incomplète ou le nombre de bals du 14-juillet et du 15 août est-il dans la région moindre que dans

---

<sup>111</sup> Di Méo pour le Vic-Bilh (Nord-Est du Béarn); Siegfried pour l'ouest; Bois pour la Sarthe. Références complètes en cours d'étude.

d'autres régions ?

Sont également utilisées, à d'autres périodes, des informations tirées de la *Dépêche du Midi*, éditions de Toulouse et Carcassonne, de *L'Indépendant* de Perpignan et du *Galibot*, journal publicitaire gratuit de Lille.

Les enquêtes, même limitées comme dans le cas de celles qu'on présente ici, doivent être distinguées de l'observation sur le terrain. Le caractère plus systématique des premières comme la méthode mise en oeuvre induisent une utilisation différente.

Dans les enquêtes, on s'efforce de rassembler une information qui puisse être généralisable, même si le nombre de bals ou d'orchestres concernés limité invite à la plus grande prudence: ce travail n'a pas vocation de produire des éléments statistiques mais des tendances, une objectivation pour amener l'explicitation. Il permet de souligner des caractéristiques souvent repérables à l'observation mais dont on veut cerner l'importance tout en ce dégageant de cette subjectivité qu'on réintègre par ailleurs comme on va le voir dans le sous-chapitre qui suit: "Le "traiter les faits sociaux comme des choses" renvoie à cette exigence de ne pas saisir le monde social du dedans, avec la vision subjective de chacun, les "sentiments", les valeurs qui se mettent de la partie. Dans le premier temps de l'analyse, il nous faut donc considérer les faits sociaux en eux-mêmes, détachés des sujets conscients qui se les représentent ; il faut les étudier du dehors comme des choses extérieures"<sup>113</sup>.

Elles permettent de travailler à des niveaux d'échelles qui ne sont pas abordables avec les données déjà présentées; elles en corrigent les manques (public, organisateurs) et surtout les lissages induits par des effets de moyennes qui agrègent des espaces ou des groupes très différents sur des circonscriptions ou des ensembles plus larges. Deux enquêtes ont été réalisées. Elle nous permettent de couvrir deux niveaux d'échelle différents.

La première<sup>114</sup> s'intéresse aux tournées d'orchestres afin de disposer d'informations sur les organisateurs et les types de bals concernés ; il s'agit surtout de fournir une information susceptible de permettre la définition précise des bals. Obtenir des informations, assimilées par les chefs d'orchestres à des secrets commerciaux dans un milieu où la concurrence fait rage, fut difficile. A la suite de trois envois de questionnaires entre 1992 et 1997, (158 exemplaires) seules une quinzaine de réponses, représentant près de 500 bals, me sont parvenues.

Parmi elles, la promesse de confidentialité affirmée dans la demande d'information n'a pas été suffisante pour éliminer toute méfiance: deux orchestres sont restés anonymes, deux ne donnent qu'un prénom et six se limitent à quelques informations sur

---

<sup>112</sup> Mais c'est aussi le cas des autres journaux utilisés avec une marge vérifiée: sur plus de 120 bals, 2 à 3 non mentionnés par *La République des Pyrénées*, 20 à 25 par *Sud-Ouest*. 9 sur 10 et 21 sur 21 (2 vérifications) sont signalés dans *La Dépêche du Midi*.

<sup>113</sup> DE SINGLY, F. *L'enquête et ses méthodes: le questionnaire*. Nathan-Université coll. 128, 1992, p. 17-18 En italique. l'auteur cite Durkheim

<sup>114</sup> Annexe 3



leur calendrier et ses lieux d'exécution (souvent même seulement le département concerné).

De même, mais c'est sans importance, plusieurs orchestres ont donné des informations sur la tournée réalisée un, deux voire trois ans auparavant. Pour tout l'ouest et le nord du pays, la rareté des réponses et le caractère régional des tournées ne permettent guère une exploitation des informations obtenues, elles-mêmes très limitées. On peut le regretter puisqu'il s'agit d'une région mal connue, où les informations issues de l'observation sont rares. Cela accentue le déséquilibre avec le sud et l'est du pays où les questionnaires les plus complets sont remplis par des orchestres connus et où s'y ajoute une observation plus importante. Mais le recoupement des nombreuses sources de diverses natures comme l'utilisation des travaux de Marchan, permettent de pallier ces manques sans trop de déformation.

Les questionnaires les plus complets, particulièrement trois d'entre eux, sont extrêmement intéressants. Si leur exploitation statistique n'a qu'une valeur indicative, leur convergence, fréquente et très nette, alors même qu'ils sont de tailles ou de régions différentes permettent d'en tirer une information précieuse.

La deuxième enquête <sup>115</sup> s'efforce de déterminer l'aire d'origine du public d'un certain nombre de bals. Il était prévu de s'installer à l'entrée de certains bals pour interroger le public. Pour diverses raisons pratiques, cette solution s'est avérée difficile à mettre en oeuvre : répugnance fréquente des personnes interrogées à répondre, dans deux cas évidemment rejetés plusieurs entrées au bal orientaient les réponses vers une seule origine géographique, un cas de refus des organisateurs de laisser se réaliser l'enquête. Aussi, n'a été retenu qu'un seul résultat d'enquête obtenu de cette manière. Très précis et conforme à l'observation dans d'autres manifestations de même type, il se révèle cependant intéressant.

Pour pallier ces difficultés, une autre stratégie a été mise en oeuvre. Elle consiste à relever sur le parking les indications du département d'origine des véhicules du public : pour améliorer la précision, plusieurs bals ont été étudiés dans la région de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) car on s'y trouve à proximité de 3 autres départements (Gers, Hautes-Pyrénées, Ariège). Surtout, l'information la plus riche est donnée par les fréquentes publicités de garagiste qui se trouvent sur le véhicule. Plus de la moitié des véhicules sont concernés dans les cas étudiés. La principale et plus fiable indication est celle figurant sur la plaque d'immatriculation ; pour les véhicules plus anciens s'y ajoute la mention du garage qui a procédé au contrôle technique.

Ces informations permettent ensuite de dresser des cartes très utiles dont la concordance entre elles et avec d'autres marqueurs indique la fiabilité. Elles présentent cependant quelques défauts : elles sous-estiment l'importance du public d'origine locale venu à pied. Mais, celui-ci est minoritaire car à la campagne ou dans les périphéries urbaines l'utilisation de la voiture est générale et presque systématique. De plus, la comparaison entre le nombre de véhicule et l'affluence dans la salle permet de l'évaluer grossièrement. L'utilisation des deux méthodes (questionnaires et relevé) dans un cas a

<sup>115</sup> Annexe 4

confirmé la convergence des résultats dans les deux approches. On peut donc surtout regretter que les informations obtenues soient plus réduites dans ce deuxième cas : le questionnaire permettait de disposer d'indications sur la structuration et les motivations du public. Enfin, cette méthode amène à surreprésenter les villes importantes au détriment des plus petites agglomérations. C'est ainsi très net dans les relevés réalisés dans l'Aveyron, trop près de Rodez pour que son influence ne soit pas exagérée.

Mais quelques questions complémentaires obtenues des organisateurs tout autant que l'observation ont souvent permis de compléter le portrait du public des 11 bals concernés.

## 2-7 L'observation sur le terrain : la nécessaire empathie

---

L'observation est nécessaire et particulièrement utile alors même qu'on utilise autant de données traitées statistiquement. Prudente, elle se doit d'éviter de généraliser si d'autres éléments ne permettent pas de la faire. Enfin, la multiplicité des regards est intéressante car elle évite les déformations.

On a déjà signalé que certains préjugés, autant que la méconnaissance, expliquent à la fois le manque d'étude et de données précises. Parler du bal dans un auditoire qui le pratique peu (et c'est le cas des producteurs de données et d'études), c'est généralement se confronter à de nombreux clichés auxquels cette étude s'efforce de faire un sort. Il est donc évident que les informations fournies dans ces conditions sont susceptibles d'être biaisées ou appauvries en toute bonne foi.

L'empathie, voire la subjectivité se révèlent nécessaires. Ce débat important chez les anthropologues ne concerne pas encore beaucoup les géographes. Pourtant, "tenter de rendre compte de la logique sociale d'un objet suppose que l'on se pénètre dans un premier temps de sa logique interne, en toute subjectivité. Seule une empathie authentique [...] semble autoriser cette imprégnation à laquelle la filiation universitaire de la démarche risque de porter préjudice dans le rapport dissymétrique à la culture qu'elle introduit implicitement."<sup>116</sup>

Cette ouverture, si on veut tenter un terme plus neutre, permet donc d'explicitier des processus incompréhensibles au non-initié, rares ici, mais aussi de débusquer le détail important et discret (ainsi des rapports à l'argent dans le bal). Sa confrontation avec d'autres données est seule susceptible de valider l'analyse d'une réalité trop complexe pour les outils statistiques classiques.

Enfin, l'observation sur le terrain; *le terrain*, dont la pratique s'apparente à une véritable mystique de la géographie, au moins son enseignement, se situe toujours dans le visuel, le temps long et, mais c'est moins systématique, des échelles souvent assez larges. Au paysage, se substitue la compréhension de mécanismes sociaux. Ici, les logiques de cette observation sont donc plus proches de celles développées par le sociologue.

Deux périodes sont à distinguer: l'immersion réelle originelle, sans projet d'étude sur

---

<sup>116</sup> MARCHAN, F. Thèse. Op. cit. p.2

la question mais qui permit la formulation des premières remarques sur ce qui allait devenir ensuite la thèse de ce travail. Cette première phase a consisté en une activité professionnelle dans le milieu de la musique dont environ cent bals de 1983 à 1986.

Cette information de l'intérieur est complétée par la connaissance de membres des professions du spectacles engagés entre autres dans le bal et qui constituent une source d'information précieuse et précise. De même type, s'y ajoutent aussi les informations obtenues en mars 98 lors d'un entretien avec Jo Dona, animateur depuis 30 ans de l'émission spécialisée de France-Inter, *Inter-danse*. Enfin, un entretien informel en janvier 98 avec un délégué de la SACEM bon connaisseur de ses circonscriptions d'affectation successives (Alençon surtout puis Saint-Raphaël) se révèle fructueux.

Ces informations peuvent être considérées comme intermédiaires, distancées par ce relais entre le témoin et l'analyste mais aussi par la réflexion que procure l'expérience envisagée ici comme une standardisation de la perception. A ce titre elle rejoint la deuxième phase. En même temps, elle garde son originalité qui la distingue de toute autre : l'expérience différente de ces professionnels introduit un regard biaisé. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer les exemples cités avec ceux de Marchan, plus proche d'orchestres amateurs ou semi-professionnels.

La deuxième phase, plus classique, est celle de l'étude. Sa durée permet de fréquenter un nombre important de bals<sup>117</sup>, mais cette fois en observateur, attentif à leurs caractéristiques, à choisir les plus pertinents. Sans qu'il soit question d'entretiens systématiques, beaucoup d'informations ont alors été glanées en discutant avec les organisateurs, des membres du public et deux maires.

Les sources de cette étude semblent donc assez nombreuses et diversifiées pour embrasser la complexité de la question. Le plus difficile tient dans leur synthèse et leur analyse. Mais encore faut-il d'abord définir avec précision l'objet de l'étude. Qu'est-ce qu'un bal ? Ou plutôt: quels bals allons nous étudier ?

### Chapitre 3. Qu'est-ce que le bal ?

***“Le bal était autrefois un lieu où l'on venait danser en groupe. Ce n'est plus sa seule fonction. Ce n'est même plus, dans la majorité des cas, sa fonction essentielle. Malgré cette rupture dans les traditions, il conserve de nombreux adeptes: dans la plupart de nos régions, il reste la principale distraction sociale et même parfois un des rares buts de sortie, pour les jeunes, notamment. Cette désaffection pour la danse, plus que pour le bal, varie suivant le genre de ces manifestations.”***<sup>118</sup>

*Danse et bal, danser en groupe et adeptes, sorties, distraction sociale et manifestation: la*

---

<sup>117</sup> Annexe 5

<sup>118</sup> RENAULT, Patrick. *Op. cit.*

définition de ces différentes activités nous amène au coeur du sujet. Il s'impose donc de procéder maintenant à une définition précise de l'objet à étudier: qu'est-ce que le bal aujourd'hui ? Quels types de bals peut-on identifier ? Quelles sont les caractéristiques des uns et des autres ?

On doit donc d'abord distinguer un lieu où on danse, une activité sociale, et l'organisation de sa manifestation.

## 3-1 Définir le bal

---

### 3-1-1 Distinguer la danse et le bal

Dans l'imaginaire commun le bal répond à un certain nombre de clichés dont beaucoup, sans être toujours inexacts, sont pourtant à fortement nuancer car ils ne concernent jamais l'ensemble des bals. Cela amène donc à le définir de façon à cerner l'objet de l'étude. Afin d'établir des types efficaces il convient de distinguer les quatre éléments qui font le bal: c'est un lieu où l'on danse, un public, des organisateurs, la musique.

L'étude du bal devrait recouvrir tous les endroits où l'on danse. On pourra donc recenser:

- Les bals publics
- Les bals privés
- Les discothèques

Les fêtes privées.

De fait, seuls les deux premiers seront abordés ici. Les discothèques sont certes une des formes modernes de la danse en public. Dans les années 70, elles ont même paru représenter le seul avenir au terme d'une évolution où les pessimistes voyaient disparaître le bal plus traditionnel.

Aujourd'hui le monde des discothèques est en crise <sup>119</sup>, une crise qui tient autant à un problème d'image (stéréotypée) qu'à leur multiplication et à la rénovation du bal. "Les droits provenant des exploitants de discothèques sont en baisse de 19,1 % par rapport à 1993. Ce type de loisirs semble moins répondre aux attentes des jeunes, comme les bals et repas dansants animés par des disc-jockeys, en baisse également, avec 68 000 séances contre 70 000 en 1993." <sup>120</sup>

En conflit depuis 1976 avec la SACEM, notre principale source documentaire, ces discothèques sont difficiles à cerner statistiquement: on en recense 5400 mais nombreuses sont celles qui ont disparu et il n'en resterait plus que 3000 aujourd'hui. Une étude distincte serait nécessaire, d'autant que leur répartition, probablement peu

---

<sup>119</sup> SEMA-GROUP. Evaluation et perspectives des discothèques en France. *Sono*, juin-septembre 1990. Suppléments Night Business Infos.

<sup>120</sup> MALLEK, Alain. Le rapport annuel 1994 d'activité de la SACEM. *Sono magazine*, novembre 1995, p. 229.

homogène sur l'ensemble du territoire français, peut expliquer dans certains cas les différences régionales de comportement du bal.

De plus, leur fréquentation est très différente selon l'âge: elles intéressent massivement les jeunes qui les préfèrent de plus en plus au bal: pour les moins de vingt-cinq ans, la pratique des deux activités étaient équivalente il y a vingt ans <sup>121</sup>; l'écart est aujourd'hui <sup>122</sup> du simple au double, les gains de l'une étant d'ailleurs équivalents au recul de l'autre. Mais depuis quelques années, des fêtes moins privatisées, les *raves*, se développent à nouveau et bénéficient d'une image très positive auprès des jeunes. Semi-clandestines à l'origine, de plus en plus officielles, il s'agit là d'une des formes de rénovation du bal.

Quant aux fêtes privées, familiales ou amicales, elles sont probablement les plus nombreuses mais malheureusement presque impossibles à cerner: le domaine privé échappe (heureusement) à toute évaluation statistique. Quelques estimations sont parfois tentées; toutes insistent sur l'importance du phénomène. La demande auprès des petites disco-mobiles, très impliquées, suggère qu'elles sont probablement deux ou trois fois plus nombreuses que les bals.

On laissera donc dans l'ombre un des lieux majeurs de sociabilité, sûrement très différencié selon les régions. On peut cependant le regretter car c'est le principal espace d'initiation à la fête et aussi parce que la frontière entre ces fêtes et les bals plus "officiels" est parfois ténue: les disquaires de bal <sup>123</sup> interrogés reconnaissent souvent (surtout dans les petites entreprises) que ces fêtes, notamment les mariages, représentent une part très importante de leur activité. Certains des gros orchestres interrogés signalent des prestations importantes dans des bals de comités d'entreprise, pas toujours déclarés à la SACEM, et présentés comme fêtes privées, avec pourtant parfois plus de 500 participants et des budgets de 100 000 francs...

### 3-1-2 Différents bals

Nous nous intéresserons donc surtout aux bals publics et privés. Par *bal public* on entend généralement un bal ouvert à tous, souvent gratuit, et organisé par un organisme qui en général vise à une animation la plus large possible (mairies, comités des fêtes). Le prototype du bal public, en France, c'est le bal du 14 juillet. Dans l'imaginaire collectif, c'est le seul auquel on pense généralement: *aller au bal*, c'est aller au bal public. Cela remonte à l'Ancien Régime, conforté par la Révolution.

Bien que plus fréquent, le **bal privé** est moins facile à délimiter. C'est généralement le bal organisé par une association. Celle-ci a plusieurs stratégies possibles:

Ouvrir sa fête à une clientèle la plus large possible et extérieure à l'association; on fait

<sup>121</sup> Ministère de la culture. *Enquête pratiques*, 73.

<sup>122</sup> Ministère de la Culture. *Enquête jeunes*, 94.

<sup>123</sup> Plutôt que cette formule un peu désuète et inusitée, j'utiliserai dorénavant l'expression courante anglo-saxonne de disc-jockey, DJ pour les initiés (prononcer deijei)

alors de la publicité, la gratuité est fréquente bien que moins systématique que dans le cas précédent. Cela devient de fait un bal public et il est classé comme tel dans les statistiques.

Ouvrir sa fête à une clientèle large mais identifiée. Il s'agit des associations qui disposent d'une notoriété importante. Cela leur permet un tri de leur clientèle, laquelle aura un lien, même ténu, avec les organisateurs. Cela dispense généralement d'une publicité, contradictoire puisqu'elle appellerait alors un public "tout-venant". Ces bals constituent l'autre grande catégorie de bals, probablement la plus intéressante car elle permet de voir cette France des réseaux qui se développe face à la France des territoires du bal public (bal de quartier, bal au village), bien que dans les faits les deux se recoupent très souvent (club sportif, sapeurs pompiers par exemple). J'évoquerai donc ces organisateurs sous le seul nom d'associations.

Dans une même perspective mais beaucoup plus restrictive, l'organisateur sélectionne sa clientèle, parfois même sur invitation. Généralement moins connues au niveau local, ces associations visent souvent un public de meilleur niveau social et économique: Croix-Rouge, Rotary... Par la suite, ces organisateurs seront parfois désignés sous l'appellation d'associations fermées; leurs bals sont des bals clos. Deux modes de sélections peuvent être retenus et souvent s'ajouter: le paiement d'un droit d'entrée élevé et l'invitation.

Il apparaît que ces distinctions remontent au XIX<sup>e</sup> siècle: à Paris, sous le second Empire, alors que la mode des bals fait rage, on se garde bien de laisser se mêler les clientèles des bals de l'Opéra et des guinguettes<sup>124</sup>.

Mais cette distinction n'est pas toujours aussi claire: dans les données dont nous disposons, le bal public est souvent le seul concerné. Or celles du Ministère de la Culture lui opposent les fêtes privées, quand la SACEM distingue le bal public des repas dansants. Tous les repas dansants ne sont pourtant pas privés. Pour la SACEM, en accord avec les lois sur la propriété intellectuelle et la reproduction des oeuvres, le bal est public quand il accueille des danseurs qui n'appartiennent pas au cercle des familiers de l'organisateur, assimilé à la famille (cela déclenche alors le paiement de droits) et ne comporte pas un repas. Mais on verra plus loin que cette dernière distinction est appliquée avec souplesse. Pour le Ministère de la Culture, le bal est public quand son entrée est ouverte à tous sans condition restrictive (adhésion en général).

Si les deux coïncident souvent, il existe toujours une marge imprécise difficile à apprécier. D'autant plus difficile que la loi -très mal respectée dans la pratique- interdit dans la plupart de nos cas la sélection à l'entrée ! On ne peut donc guère compter sur les organisateurs pour laisser apparaître une telle sélection dans des statistiques officielles, surtout si elle s'apparente à une ségrégation. Les enquêtes auprès des orchestres permettent de préciser l'interprétation: la plupart des bals associatifs payants sont à classer dans la catégorie des bals privés; plus souvent encore, un bal gratuit est un bal public: les rares exceptions se rencontrent surtout parmi les bals d'entreprise. Quand aux repas dansants, ils sont généralement privés sauf dans les campagnes les moins

<sup>124</sup> GERBOD. Op. cit.

urbanisées; cette répartition se révèle d'ailleurs extrêmement riche d'informations dans la troisième partie de l'étude.

On retiendra donc aussi que si dans l'enquête du Ministère de la Culture près d'un tiers des français déclarent aller au bal, il s'agit du bal public; en réalité, si on y ajoute les bals privés cette proportion est nettement plus élevée. Ainsi, leur fréquentation des bals est beaucoup plus importante que celle cernée par les statistiques.

### 3-1-3 Une typologie plus précise: celle de Renault

L'étude de Patrick Renault<sup>125</sup> débute par une présentation de son objet d'étude. Il paraît intéressant de proposer sa typologie, fort rigoureuse et en même temps très pragmatique dans le sens où elle privilégie le point de vue des organisateurs (et donc l'aspect économique, la réussite du bal). Elle est d'ailleurs suivie au chapitre suivant d'une typologie des organisateurs qui nous sert en fin de chapitre.

“Il nous a semblé qu'on pouvait distinguer différents types de bals selon l'importance de l'audience a priori de l'organisateur de la séance, du “noyau central” qui constitue sa clientèle acquise quoi qu'il advienne. Nous avons ainsi relevé quatre catégories de bals: - le bal privé, fermé au grand public, dont la clientèle est sélectionnée. - le bal semi-privé, à fort noyau central de clients acquis mais qui s'est ouvert sur l'extérieur. - le bal public “identifié”: l'audience a priori dont il bénéficie en raison de la notoriété de l'organisateur est fluctuante mais toujours minoritaire. - le bal “grand public”: pas d'identité propre de l'organisateur, donc aucune clientèle acquise de ce fait.”

“1- Les bals privés Lors des entretiens, plusieurs chefs d'orchestre ont mentionné l'existence de ces bals mais, en fait, aucun de leurs organisateurs n'a été interviewé. Ces séances se caractérisent par un public d'habitues, appartenant à un groupe précis (club, profession, amicale) et à des classes sociales très voisines. Soigneusement sélectionnée, voire invitée à participer à la soirée (moyennant un prix d'entrée souvent assez élevé) sa clientèle est d'âge moyen, largement supérieur à celui de la majorité des bals. Le cas type en est le bal du Rotary ou du Tennis Club. Assurés d'un public fidèle et plus nanti que la moyenne, les organisateurs rencontrent généralement peu de difficultés dans l'organisation et l'animation de leur séance. 2- Les bals semi-privés Ils ont, eux aussi, une clientèle de base qui se compose d'habitues, mais ils se sont ouverts à un nouveau public: les jeunes. Le noyau central peut être constitué, par exemple, de membres et de sympathisants d'une société régionaliste, ou encore de représentants d'une profession et de ses sympathisants. Ce bal accueille aussi une autre clientèle, que séduit l'attrait d'une ambiance, d'un orchestre (attraction conjoncturelle), ou le désir de s'intégrer à un groupe défini, voire à une classe sociale jugée supérieure (désir d'assimilation). Sans exiger une carte d'invitation ou une recommandation spéciale, les organisateurs procèdent, à l'entrée, à un tri sérieux de la clientèle. Tous ces bals, privés ou semi-privés, sont généralement implantés en secteur urbain ou semi-urbain et s'installent dans des salles “consacrées” dont l'image de marque est respectable. Traditionnellement, on y danse beaucoup. 3- Les bals publics “identifiés” Ils possèdent, eux aussi, un noyau de clients acquis, la plupart du temps en raison de la notoriété, de la personnalité des associations

<sup>125</sup> RENAULT, Patrick. Op. cit. p. 15

qui les organisent. Toutefois, l'importance de ce noyau peut varier: par exemple, un bal d'association sportive verra son audience de fidèles varier en fonction de la valeur et des résultats de l'équipe qui l'anime. Ces bals sont très ouverts sur l'extérieur et les jeunes les fréquentent beaucoup: ce sont eux qui constituent la majeure partie du public. On y rencontre moins souvent que précédemment le phénomène d'appartenance aux mêmes classes sociales ou à un groupe bien défini. En conséquence, l'organisateur se trouve en face d'un public qui ne présente pas de caractéristiques homogènes et qui, dès lors, est plus difficile à prospecter et surtout à satisfaire, donc à conserver. 4- Les bals "grand public" Leurs organisateurs n'ont pas une grande notoriété et ils ne disposent pas d'une clientèle acquise a priori: ni noyau central ni habitués. Leur public se compose uniquement de jeunes et son importance varie beaucoup en fonction de la concurrence des autres bals et d'autres modes de loisirs. Ces organisateurs sont à la recherche de "ce qui plaît", mais, parfois, faute de connaître les jeunes et leurs attentes, ils ne savent pas très bien comment les satisfaire. Ces bals populaires sont surtout implantés en secteur rural, semi urbain et en banlieue; ils s'installent volontiers dans des salles moins "consacrées", sous des chapiteaux ou dans des lieux ouverts: places, etc. Leur public principal, jeune, danse moins qu'avant."

Pour intéressante et instructive que soit cette approche, nous devons nous défier de certaines affirmations un peu rapides qui demandent confirmation et sont parfois infirmées par le reste de l'étude. Par ailleurs, nous nous limitons souvent à des critères moins précis: dans bien des cas nous manquons d'information permettant d'asseoir ces distinctions. Surtout, l'observation sur le terrain montre qu'elles sont loin d'être toujours aussi nettes.

Si les différents bals s'efforcent de se différencier les uns des autres, les attitudes dans certains cas sont parfois très proches car on copie les plus prestigieux. Beaucoup de modes sont passées de l'un à l'autre, modes spécifiques à la danse mais aussi diffusion de comportements sociaux à travers la société. Ces mouvements sont sociaux et spatiaux: généralement, le mouvement a lieu dans un sens descendant depuis les manifestations les plus prestigieuses qui rassemblent une élite sociale, ou identifiée comme telle, vers d'autres groupes plus populaires mais aussi souvent spatialement plus périphériques: le bal bourgeois (ainsi ceux de l'Opéra au XIX<sup>e</sup> siècle évoqués plus haut) est très central puisqu'il veut justement affirmer la place prépondérante de ses participants, il est donc très urbain particulièrement centré sur certains arrondissements de la capitale et sa périphérie ouest.

La diffusion des modes suit ainsi un itinéraire spatial et social en direction des périphéries urbaines d'hier<sup>126</sup> comme d'aujourd'hui et des campagnes, souvent touchées plus tard car ce trajet introduit un gradient temporel<sup>127</sup> avec une accélération des transferts qui réduit les écarts: les fêtes très urbaines appelées *raves*, apparues au début des années 90, pénètrent déjà les campagnes. En même temps, dans d'autres domaines, on met ici en valeur des décalages chronologiques restés importants entre ville et

---

<sup>126</sup> JOLIVEAU, Thierry. Op. cit.

<sup>127</sup> N'utilise-t-on pas l'expression "être en retard" pour désigner un décalage de ce type ?



campagne. Ce mouvement peut aussi s'inverser sous l'effet de modes: le bal du village fournit un modèle qui est réintroduit en ville alors même qu'on le voit en recul dans les campagnes.

Il demeure qu'on ne négligera pas les informations que cette typologie fournit, notamment en matière de localisation des différents types de bals.

### 3-1-4 Boire ou manger

Un élément majeur de différenciation tient dans le complément alimentaire qui vient avec le bal. Le bar est systématique dans les bals publics; c'est la plupart du temps essentiel pour sa réussite financière. On peut au passage rappeler que l'image sulfureuse du bal vient en partie d'éléments extérieurs à la danse: sexualité, violence et ivresse. La consommation d'alcool qu'on y fait est vue de manière très négative ou au contraire très positive mais rarement neutre.

Dans les bals privés, surtout si la clientèle est sélectionnée, il serait par contre malséant de boire au delà d'une limite très précise et variable avec le degré de respectabilité qu'on veut introduire dans la soirée. On trouve donc très souvent un repas. De là l'apparition d'une catégorie statistique riche en information, celle du repas dansant. Celui-ci se caractérise en effet par une clientèle plus âgée et pourrait révéler une convivialité plus traditionnelle. Or, cette étude montre que c'est l'exact contraire. Mais ce n'est pas systématique: le *bal de la classe*, l'ancien bals des conscrits qui se maintient plutôt bien, s'accompagne souvent d'un repas.

Le prototype du repas dansant, c'est le réveillon de la Saint Sylvestre. Mais on doit immédiatement nuancer la remarque puisque les réveillons se distinguent souvent des autres repas dansants par leur organisateur. Pour des raisons pratiques, il s'agit dans la plupart des cas, d'un bal privé, généralement à l'intérieur. En effet, les variations saisonnières sont également importantes: bal d'hiver souvent, il s'oppose au bal public, plus fréquemment extérieur, sans repas et estival, et surtout au public plus ouvert, moins identifié, souvent plus jeune.

Les énormes écarts de pratique d'une région à l'autre peuvent révéler le maintien ou le développement de comportements culturels très différenciés et parfois d'origine ancienne. On oppose alors ainsi la tradition du nord et de ses fortes communautés associatives à celle du sud où l'espace public est nettement plus balisé par la puissance politique. Mais cette affirmation demande la plus grande prudence et reste à prouver....

On a vu d'autre part ce qu'on pouvait dire des traditions en ce domaine: il suffit qu'on les invoque, c'est à dire qu'on s'efforce de les reconstruire, pour qu'elles changent. Il semble que ce soit le même cas qui concerne le repas dansant. En effet, paradoxalement, c'est la catégorie qui se développe le plus actuellement, s'appuyant sur les associations. Pratique moderne ? Pratique traditionnelle ? C'est donc ce qu'il s'agit de déterminer à travers un regard plus précis. Il est certain qu'on trouve-là un des domaines où la société donne à voir les changements qui la touchent aujourd'hui. Cela induit la nécessité d'introduire d'autres critères de différenciation. Les plus importants concernent les acteurs du bal.

## 3-2 Les acteurs du bal: organisateurs et musiciens

---

On vient de voir à travers les critères choisis par Renault que les organisateurs sont des acteurs incontournables. Leur statut et leurs pratiques sont essentiels pour cerner des distinctions sociales ou géographiques: ce sont ceux qui décident d'un bal pour animer un village, une ville ou pour financer une association. En fonction de ces critères financiers, tout autant que de leurs comportements culturels personnels, cela détermine la forme qu'adoptera le bal. On doit toujours s'en rappeler avant d'évoquer systématiquement une pratique culturelle propre à une région: une banale logique de l'offre peut souvent l'expliquer, mais elle n'est jamais seule à intervenir. S'y ajoutent des éléments importants qui tiennent aux modes, aux comportements culturels spécifiques au groupe d'où est issu l'organisateur, de désirs et non-dits collectifs qu'il s'efforce de traduire en réalité.

Malheureusement, il est difficile de bien connaître les organisateurs tant les informations statistiques sont indigentes. Retenons donc pour l'instant les différents statuts possibles, avant d'en développer ensuite l'étude: la principale concerne l'opposition mise en valeur par le nom de la manifestation: bal public ou privé. Ces organisateurs peuvent être des associations ou des structures liées aux municipalités, plus rarement des professionnels.

### 3-2-1 La difficile persistance d'organisateur professionnels

Les professionnels sont à l'origine d'un nombre réduit de bals publics et de repas dansants. Une des caractéristiques de notre époque c'est leur recul très important, on peut même parler de quasi disparition alors que ces professionnels avaient toujours joué un rôle majeur dans l'histoire du bal, inventant même le bal moderne.

Les données de la SACEM sont précises dans le cas des bals publics. Dans le cas des repas dansants, elles ne mentionnent pas le statut juridique de l'organisateur. A la place, elles précisent simplement si l'organisateur est *sédentaire* ou *itinérant*. Cette indication spatiale (carte 5) ne doit cependant pas être négligée. Comme les deux cartes coïncident assez sensiblement, cela laisse supposer que les mêmes traditions se retrouvent dans les deux situations.

On peut donc estimer que les organisateurs professionnels de bals publics sont en voie de disparition: ils organisaient un quart des bals dans l'après-guerre, 10% en 70, encore 4% vers le milieu des années 80. Mais ils sont balayés par la crise du bal au début de la décennie: 0,8% en 92<sup>128</sup>. Depuis, on assiste à une stabilisation à ce très faible niveau.

Ils ont supporté la conjonction de plusieurs facteurs: la construction de nombreuses salles des fêtes les prive d'un de leurs principaux atouts, la fourniture du chapiteau, la tente, le fameux *parquet* où avait lieu la manifestation. Par ailleurs, le redéploiement actuel des populations se fait dans des campagnes où souvent ils étaient peu implantés.

---

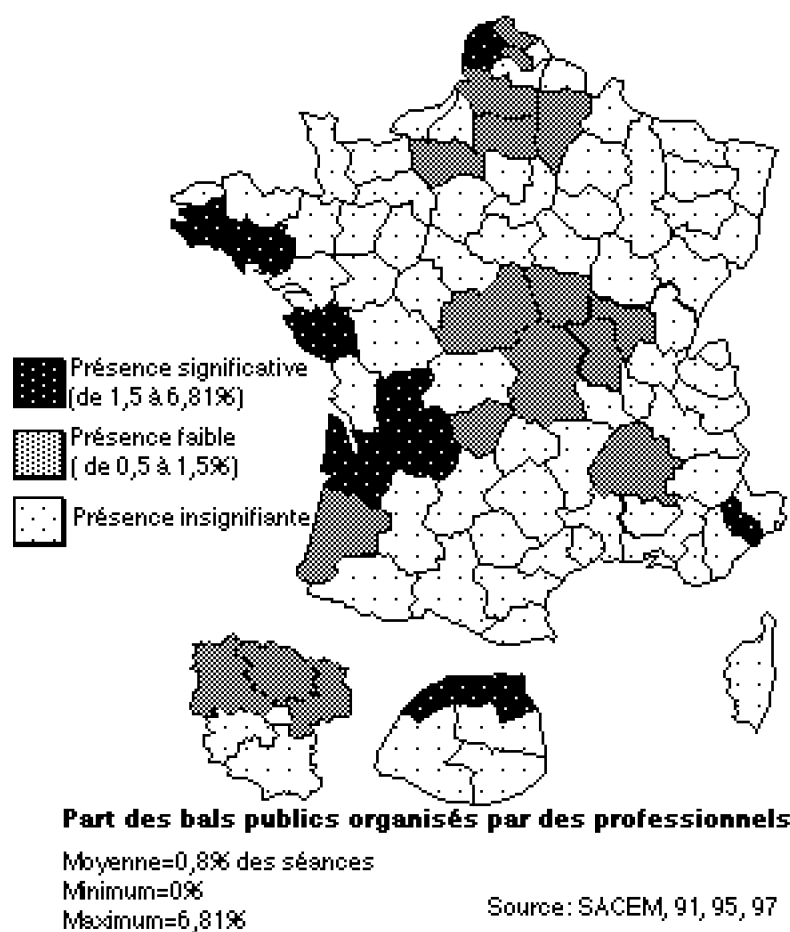
<sup>128</sup> Mais ce recul est exagéré aussi par la transformation (illicite) de beaucoup d'entreprises du second type en associations (voir note suivante). La part réelle est probablement deux à trois fois supérieure.

Surtout, les populations rurales modernisées ont adopté des formes d'organisation plus urbaines; le développement des associations en milieu rural est très important. Plus nombreuses, mais aussi plus solides, elles n'hésitent pas à prendre le risque de l'organisation d'un bal dont, en même temps, les coûts calculés en francs réels ont reculé.

Qui sont ces organisateurs ? Des professionnels qui proposent des manifestations d'assez grande ampleur. A l'origine, issus des parquets de danse de l'entre-deux-guerres, on y trouve aujourd'hui trois types d'organisateur :

Les professionnels, entrepreneurs de spectacles, notamment dans le cas de tournées<sup>1</sup>. de vedettes (André Verchuren, Marcel Azzola, Jean-Claude Borelly...). Cela s'apparente alors le plus souvent à un spectacle: lors de la dernière tournée d'Yvette Horner au milieu des années 80, des chaises étaient disposées dans la totalité de la salle, preuve qu'il n'était pas prévu de danser. Dans ces cas, les repas sont assez peu fréquents.

D'anciens chefs d'orchestres ou directeurs de disco-mobile qui devant la crise ont 2. élargi le champ de leurs prestations. Changeant de statut juridique "Depuis la loi du 26 décembre 1969, les artistes du spectacle n'ont pas le droit d'obtenir une licence d'agent artistique et, partant, de placer des formations ou d'organiser des bals [...]" MARCHAN, F. Thèse. Op. cit. p. 171. Mais certains résolvent le problème en fondant une association dite d'animation qui leur sert à tourner la loi., ils se sont souvent confondus avec les rares survivants des bals avec parquet qui avaient échappé à la crise. On parle d'ailleurs souvent de bals sous tente, notamment dans l'est du Massif Central ainsi l'entreprise Discovery en Roannais et Charollais qui organise elle-même ou propose à des organisateurs des bals classiques comme des repas dansants avec une très importante disco-mobile, en prenant tout en charge, du chapiteau au traiteur. Dans certaines régions rurales mal équipées et en difficulté démographique, cela suscite une animation que les maires encouragent souvent, faute d'avoir les moyens, humains plus encore que matériels, de la susciter.



*Carte 4. Vers la fin des bals sous tente.*

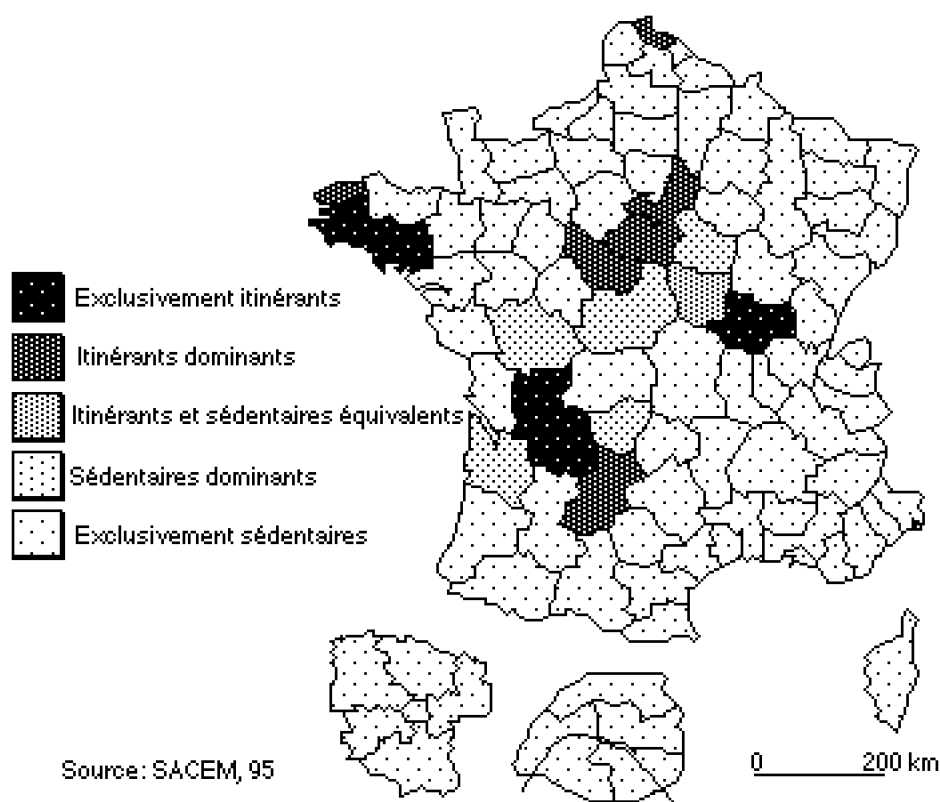
les professionnels organisateurs de réveillons: ceux-ci n'apparaissent pas sur la carte 1. 5 car il s'agit de restaurateurs et traiteurs généralement originaires de la délégation où a lieu la manifestation. Les réveillons étant concentrés dans les régions urbaines, leur répartition correspond grossièrement à celle des populations urbaines. Elle se révèle donc assez sensiblement différente de celle des catégories de professionnels qui précèdent, issus d'un milieu, d'une culture professionnelle complètement étrangère à celle des traiteurs. Une part majeure des organisateurs professionnels disparaît ainsi de notre champ d'observation.

Bien que rares, on s'aperçoit (carte 4) que leur activité est surtout située dans les régions de l'ouest du pays, souvent sur des périmètres relativement réduits: dans la région SACEM de Bordeaux, en 1991, 3 délégations concentraient 190 séances sur 215; sur celle de Lyon, Roanne et Valence représentent les trois quarts des bals professionnels... Dans bon nombre de régions, ils ont presque disparu; ainsi dans le sud-est: sur l'ensemble de la région SACEM d'Aix-en-Provence, on passe de 4 séances sur 5587 en 1991 à 17 séances (dont 16 à Cannes) sur 5216 en 1997. Autre région où ils sont rares, le grand nord-est (1 seule séance sur 13 départements !) et le sud. Dans ces deux dernières régions ces professionnels n'ont jamais joué un rôle très important et leur recul

semble avoir été précoce.

Dans le cas des repas dansants (carte 5) les mêmes tendances apparaissent. La quasi totalité ont des organisateurs *sédentaires*, c'est à dire originaires de la délégation, ce qui indique une relative proximité. Mais il n'est pas inutile de s'intéresser aux exceptions: les organisateurs *itinérants* dominent, ou ont, au moins, le mérite d'exister dans quelques délégations concentrées sur deux zones:

- un grand arc de cercle qui ceinture le Massif Central de Montauban à Chalon-sur-Saône par le Val de Loire.
- une partie de la Bretagne, ce qui met en valeur au passage la diversité des comportements de la région.



Carte 5. L'importance des itinérants dans la diffusion du repas dansant

Mais ce dernier exemple amène aussi à signaler qu'il s'agit-là, en général, de régions où les repas dansants sont rares. Ils semblent donc s'être installés sur un créneau qui leur garantit une originalité, probablement limitée à quelques années.

Partout, même lorsqu'ils gardent une présence réelle comme en Aquitaine et Bretagne du sud, la situation de ces professionnels est fragile: ainsi dans cette dernière sont concentrées la plupart de leurs séances dans la région de Rennes; la SACEM recensait 65 séances en 1991, 104 en 95, 33 en 97. L'irrégularité indique bien à quel point l'activité semble marginalisée.

Toujours à Rennes, on s'aperçoit aussi que ces professionnels n'organisent en

moyenne qu'entre une et deux séances annuelles, autant que les autres catégories d'organisateur, municipalités et associations. Le recul est net puisqu'il y a vingt ans ils en organisaient en moyenne six <sup>129</sup>. La moitié d'entre elles étaient alors proposées par des entreprises importantes qui organisaient plus de 20 séances. Ils s'agissait des organisateurs qui réussissaient le plus souvent leur bal, en retirant des bénéfices substantiels <sup>130</sup>. Ce sont ces entreprises qui ont disparu, ne laissant subsister que quelques entités de plus petite taille qui subsistent en pratiquant des activités multiples comme dans le cas cité en Roannais.

L'aspect marginal de l'activité des professionnels explique qu'à l'exception de l'étude approfondie du réveillon du 31 décembre, on ne revienne pas sur eux dans la suite de l'étude. La presque totalité des repas dansants sont en effet organisés par des associations ou des municipalités.

### 3-2-2 Les associations

Le rôle des associations est important dans les bals publics; il devient prépondérant dans les repas dansants. Ce dynamisme festif est la traduction logique de la situation des associations en France; une vitalité qui se double d'une grande discrétion. On les connaît fort mal, et il est permis de se demander si cette ignorance ne tient pas à une volonté assez unanime de laisser dans l'ombre un espace de liberté majeur plutôt que le problème d'outil statistique généralement invoqué.

Leur répartition semble assez uniforme sur tout le territoire mais cela ne préjuge pas de leur niveau et forme d'activité qui semble plus important (niveau) et spécifique (forme) dans le nord et l'est. Quinze à vingt millions de personnes, soit près d'un homme sur deux et une femme sur trois <sup>131</sup> sont concernés mais les adhésions sont souvent multiples si bien qu'on considère qu'elles possèdent environ 40 à 45 millions de membres et emploient entre 785 000 <sup>132</sup> et 1,3 millions de personnes <sup>133</sup>. On les répartit généralement <sup>134</sup> entre plusieurs groupes mis en perspective ici selon leur nombre dans un ordre grossièrement décroissant où les trois premiers représentent l'essentiel de l'effectif:

Associations sportives: la quasi totalité des clubs. 1.

Associations culturelles, de loisirs, amicales diverses, mouvements de jeunesse. On y2.

<sup>129</sup> RENAULT, P. Op. cit.

<sup>130</sup> Idem, pp. 65-68.

<sup>131</sup> Ministère de la culture. *Enquêtes pratiques*, 1989. Op. cit.

<sup>132</sup> MARCHAL, Emmanuelle. Le développement de l'emploi dans les associations et le phénomène de professionnalisation des activités associatives. *Problèmes économiques*, n° 2047, novembre 1987, p. 21.

<sup>133</sup> INSEE. *Répertoire SIRENE*, 1994.

<sup>134</sup> DEFASNE, Jean. *La Vie associative en France*. PUF, coll. Que sais-je?, n°2921, 1994, 128 p.

trouve aussi ceux des comités des fêtes les plus émancipés de la tutelle municipale. Mais, même dans ce cas, on les classe parmi les bals municipaux, puisque leur finalité est générale et différente de celles de la plupart des associations.

Associations à but social: du club de troisième âge aux associations familiales en passant par les colonies de vacances, les crèches ou les foyers de travailleurs. 3.

Associations d'entraide: humanitaire certes mais surtout patriotiques (anciens combattants), consuméristes et d'usagers. Les associations professionnelles peuvent y être agrégées. Comme les précédentes, elles organisent beaucoup de repas dansants. Ceux-ci comme leurs bals publics sont payants, souvent assez sélectifs et destinés au financement de l'association. 4.

Associations d'opinions: mouvements politiques, philosophiques, religieux. On peut y adjoindre les associations de contestation et de revendication. Organisent rarement des bals, mais dans ce cas très sélectifs. 5.

Associations éducatives: l'enseignement privé dans sa presque totalité mais aussi les mouvements laïques d'éducation populaire voire le scoutisme. Si on les retrouve dans les kermesses, ce n'est guère le cas du bal. Une exception: les associations de parents d'élèves, mais plutôt à classer dans le 2e groupe. 6.

Para-associations d'origine publique: issues des collectivités locales ou de l'administration et destinées à contourner la rigidité des règles de fonctionnement et de contrôle légal grâce à la souplesse de fonctionnement des associations. 7.

Marginales (voire critiquables) dans leur principe, elles jouent cependant un rôle important dans de nombreux domaines économiques. Nous n'avons que fort peu affaire à elles sauf pour les comités des fêtes assez strictement contrôlés par les municipalités, rares, surtout localisés dans le midi. On les range alors dans la catégorie des bals municipaux.

Para-entreprises, privées: le cadre de l'association permet de contourner la législation. Moins rares qu'il n'y paraît. Ne nous intéressent pas, sauf pour les organisateurs professionnels ainsi déguisés. 8.

La plupart des bals sont organisés par les deux premiers groupes, même si certains des suivants peuvent aussi jouer un rôle. Il demeure que cette classification est loin d'être rigide: nombre d'exemples cités dans cette étude montrent la variété des situations souvent renforcée par les activités multiples de beaucoup d'associations. Ainsi, les associations familiales peuvent aussi bien s'occuper de procurer à leurs membres une aide familiale que proposer des voyages organisés et en même temps faire office de comité des fêtes si d'autres associations n'existent pas. De nombreux clubs sportifs ne sont qu'une des activités d'associations de jeunesse et d'éducation populaire. La spécialisation ne concerne que les villes d'une taille déjà importante, et encore des traditions anciennes, les aléas de l'histoire locale peuvent rendre la situation plus compliquée.

Les différents types de bals mis en valeur, eux-mêmes très nuancés, ne recourent pas parfaitement cette typologie: les bals publics et repas dansants ouverts à toute une population villageoise sont certes les seuls organisés par les associations

para-municipales, mais les associations de type 1, 2 voire 3 ou 4 peuvent selon leur configuration, leur rôle local, leur représentativité en organiser aussi: c'est le cas de la Commission des fêtes de bienfaisance d'Azille dans l'Aude qui sert aussi de comité des fêtes à vocation communale. Les bals des clubs sportifs sont aussi bien des bals ou des repas dansants à public choisi, que des manifestations très ouvertes. Là encore, tout dépend de la situation locale.

Mais, dans l'ensemble, celles qui ont le plus grand succès, notamment les associations sportives et les clubs du troisième âge, massivement fondés dans les années 70<sup>135</sup>, ne correspondent guère à la définition volontariste du mouvement associatif et sont plutôt des prestataires de loisirs. C'est d'ailleurs le secteur associatif où l'emploi s'est le plus développé ces dernières années: entre un doublement<sup>136</sup> et un triplement de 1980 à 1988<sup>137</sup>. Dans la catégorie des "Services récréatifs, culturels et sportifs à caractère non marchand" de l'INSEE, ils représentent la quasi totalité de l'emploi (environ 150 000 personnes<sup>138</sup>). Beaucoup d'entre elles sont assez sélectives quand elles recrutent leur public. Mais cette sélectivité se révèle très variable.

A l'inverse, la défense de convictions générales (politiques, humanitaires, religieuses, consuméristes...), souvent invoquée quand on évoque les associations, ne mobilise que des minorités, sans parvenir à détrôner les formes d'associations plus conventionnelles que sont le syndicalisme ou l'amicalisme<sup>139</sup>. Elles éprouvent même des difficultés à recruter depuis une vingtaine d'années<sup>140</sup>.

Dans leur cas, il faut donc ramener "le renouveau associatif" à des proportions plus modestes qu'on ne l'a dit et bien cerner son public, recruté d'abord parmi les classes supérieures et, spécialement ses fractions intellectuelles<sup>141</sup>. Les associations culturelles, sportives et du troisième âge ont cependant une composition qui se rapproche plus de celle de l'ensemble de la population bien que les catégories intermédiaires et supérieures y restent surreprésentées. Par contre, leur répartition recoupe celle de la population, avec seulement une légère sous-représentation des communes rurales<sup>142</sup>.

<sup>135</sup> JOHO, J. *Guide pratique des associations (loi du 1er juillet 1901)*. Colmar, ed. J. Joho, 15<sup>e</sup> édition, 1997, 506 p. Plusieurs milliers sont alors fondées chaque année!

<sup>136</sup> MARCHAL, Emmanuelle. Op. cit.

<sup>137</sup> INSEE. *Répertoire SIRENE*, 1994.

<sup>138</sup> Idem.

<sup>139</sup> HERAN, François. Un monde sélectif: les associations. *Economie et statistiques*. N°208, mars 1988.

<sup>140</sup> Idem.

<sup>141</sup> Ministère de la culture. Enquête 1988.

<sup>142</sup> Idem.



Le manque de précision des études, comme de cette description, tient à la souplesse de l'ensemble. Dès l'origine, la fameuse loi de 1901 (mais leur apparition est plus ancienne) le législateur a voulu trouver un cadre pratique. Il répondait à plusieurs objectifs précis<sup>143</sup> : être polyvalent tout en parcellisant avec prudence et en évitant de voir se former des contre-pouvoirs reconstituant des pouvoirs intermédiaires de type corporatistes, ou à vocation nationale. Diviser pour régner tout en laissant un espace de liberté et de sociabilisation actif et efficace. A cet égard, c'est parfaitement réussi. Cela explique aussi que, malgré une influence indiscutable, les associations ont souvent un pouvoir reconnu plus limité que dans les pays anglo-saxons où elles sont tout aussi nombreuses.

Cependant, aujourd'hui "le contrôle social institutionnalisé sur l'espace (Etats, entreprises) perd en quelques sortes son statut de déterminant structurel exclusif pour laisser place à d'autres facteurs."<sup>144</sup> L'éclatement des réseaux de sociabilité de proximité amène à privilégier d'autres formes de participation moins spatialisées: "on serait passé à une géographie des réseaux, qui s'opposerait et s'éloignerait d'une géographie des kilomètres carrés, plus traditionnelle."<sup>145</sup>

Dans ce contexte, l'association se révèle un instrument très pratique; on comprend donc mieux l'explosion des créations. Leur nombre est considérable: selon les estimations du Ministère de l'Intérieur ou de l'INSEE, elles seraient entre 700 et 900 000 en fonctionnement<sup>146</sup>. Jamais elles ne s'étaient autant développées qu'aujourd'hui: de 18 000 créations annuelles en 1970, on est passé à plus de 70000 depuis le début de la décennie<sup>147</sup>, on atteint les 200 créations quotidiennes! Il s'agit-là d'un phénomène de société majeur qu'on sous-estime peut-être souvent.

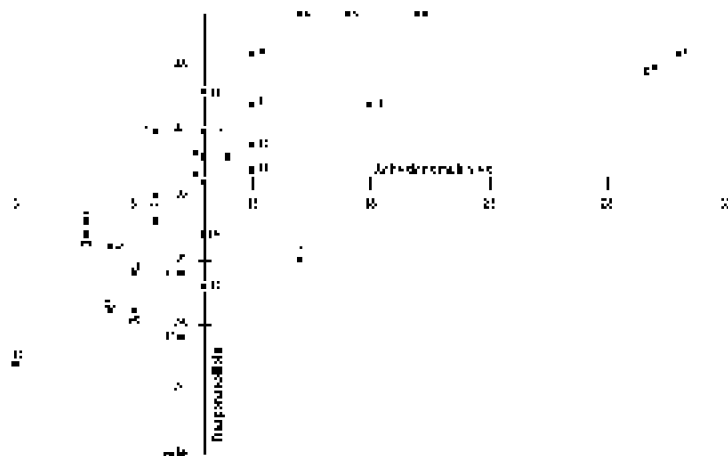
<sup>143</sup> ROSANVALLON, P. *L'Etat en France de 1789 à nos jours*. Le Seuil, coll. l'univers historique, 1990, 363 p.

<sup>144</sup> BAKIS, Henry. *Les réseaux et leurs enjeux sociaux*. PUF, coll. Que sais-je?, 1993.

<sup>145</sup> Idem.

<sup>146</sup> JOHO, J. Op. cit.

<sup>147</sup> Idem.



*Graphique 1. L'intensité de la pratique associative*

Source: Ministère de la culture, enquête 89.

N°	Critères	N°	Critères	N°	Critères
1	Cadres, prof. intellectuelles supérieures	12	55-64 ans	21	CAP, BEP
2	Etudes supérieures	13	U.U. moins de 20 000 hbts	22	Employés
3	Prof. intermédiaires	14	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	23	U.U. plus de 100 000
4	BAC	15	25-34 ans	24	65 ans et plus
5	Agriculteurs	F	FRANCE	25	20-24 ans
6	35-44 ans	16	Reste de l'agglomération parisienne	26	Ouvriers non qualifiés agricoles
7	Paris ville	17	BEPC	27	Veuf, divorcés
8	45-54 ans	18	Retraités	28	Ouvriers qualifiés
9	Mariés	19	Célibataires	29	Aucun diplôme ou CE
10	U.U. 20 000-100 000 hbts	20	15-19 ans	30	Autres inactifs
11	Communes rurales				

Or la pratique associative varie selon les classes sociales et selon le degré d'intégration à la vie urbaine, devenue la norme jusque dans une grande partie des campagnes. De plus ces réseaux relationnels nouveaux ont une intensité et une durée très inégale, toujours moindre que les anciennes sociabilités localisées. Enfin, on "empile" de nombreux réseaux, on vit à plusieurs niveaux de relations où on ne joue pas le même rôle. Cela constitue un super-réseau mouvant, personnalisé et en perpétuelle redéfinition qui structure l'identité de chacun. C'est le *zapping spatial* de Piolle <sup>148</sup>.

On comprend donc que ce soient les plus mobiles, cadres supérieurs, fonctions intellectuelles supérieures, voire, mais en retrait, les professions intermédiaires, qui adhèrent majoritairement aux associations: un tiers d'entre eux s'impliquent dans au moins une association, au même niveau certes que les agriculteurs ou retraités, mais loin devant si on s'intéresse aux adhésions multiples et surtout nettement plus rares à n'adhérer à aucune association.. On ne s'étonne pas non plus de découvrir qu'ils font aussi partie du groupe qui se retrouve le plus souvent aux fonctions dirigeantes des associations <sup>149</sup>. Ces caractéristiques sont nettement mises en valeur si on limite l'observation aux deux critères les plus déterminants, les adhésions multiples et la prise de responsabilités (graphique 1). Cette particularité des dirigeants est importante car la suite de cette étude montre le rôle majeur des organisateurs dans la détermination des caractéristiques du bal; à travers leurs choix, ils ont donc tendance à logiquement privilégier leurs conceptions, leurs modes de vie.

En même temps, ce développement achève de déstructurer l'espace puisque celles qui sont spécialisées, particulièrement en ville, ont pour but de sélectionner les plus proches parmi les habitants d'un territoire.

Cabanes montre <sup>150</sup> qu'elles sont devenues indispensables depuis les années 70

<sup>148</sup> Piolle, X. Mobilité, identités, territoires. *Revue géographique de Lyon*, 1990, n° 3, pp. 149-154.

<sup>149</sup> Ministère de la culture. *Enquête pratiques 1988*. Op. cit.

dans les processus de territorialisation, en remplaçant les relations de classe. Si elles posent problèmes, c'est à cause de leur plus grande sélectivité: les ouvriers sont ainsi nettement moins concernés et elles correspondent surtout aux aspirations des nouvelles classes moyennes, plus individualistes. Leur objet, toujours intéressé et en même temps fragmenté, rend difficile la mise en cohérence d'un projet collectif. Par ses deux biais, elles introduisent toujours une ségrégation, même involontaire, qui est probablement à l'origine de l'éclatement de certains liens sociaux. Enfin, si leur action peut se révéler plus efficace dans les villages voire les petites villes, il estime que c'est un échec dans les grandes villes <sup>151</sup>. L'association apparaît aujourd'hui en contradiction avec les principes républicains de ceux qui ont mis en place le cadre juridique de la loi de 1901 parce qu'elle nie la diversité, refuse l'universalisme en fragmentant le corps social.

Cette évolution n'est pas seulement celle des associations: le problème est celui de l'ensemble des relations sociales. François Héran montre ainsi <sup>152</sup> que les relations de voisinage sont *choisies* par les professions intellectuelles et les cadres quand à l'inverse pour les agriculteurs elles demeurent dans l'ordre des choses, elle se perpétuent, s'entretiennent d'une génération à l'autre, dans un cadre territorial fixé.

L'évolution du bal est ainsi caractéristique de cette évolution plus globale de la société. On voit à la troisième partie qu'on passe d'un bal plus traditionnel et ouvert, fortement territorialisé, le bal public, au bal clos, associatif, limité à une population de proches, d'égaux, moins strictement définie dans l'espace.

Dans la suite de cette étude, on réserve à ce bal clos l'usage exclusif, sauf mention contraire, de l'appellation de **bal associatif** ou bal d'association. Dans le même souci, l'expression **bal municipal** désigne tous les bals organisés par des municipalités mais aussi surtout des associations plus ou moins liées aux municipalités. On n'hésitera pas à y intégrer les bals ouverts à tous les publics organisés par des associations à vocation généraliste (pompiers, beaucoup d'associations sportives...)

Ce bal clos peut cependant combiner des caractéristiques des bals publics comme des bals fermés lorsqu'il s'agit du repas dansant organisé par des municipalités ou associations proches, particulièrement en milieu rural. C'est le repas dansant du second type. Par rapport au bal public, il marque un changement majeur puisqu'on le destine à une population très nettement identifiée, celle du village. L'étude des publics permet pourtant de montrer en général une moindre rigueur de cette sélection que dans le bal strictement associatif. On parle alors de repas dansant rural, l'expression bal public clos ou semi-fermé n'étant pas très claire même si, au-delà du paradoxe apparent qu'elle contient, elle se révèle très juste.

Les relations sociales évoluent en profondeur, particulièrement dans leurs rapports au territoire et entre groupes sociaux. La forte spécificité des bals associatifs les oppose

---

<sup>150</sup> CABANES, R. Les associations créatrices de localité. in *L'esprit des lieux. Localité et changement social en France*. Ed. du CNRS, 1986, p. 209-231.

<sup>151</sup> Idem.

<sup>152</sup> HERAN, F. Les relations de voisinage. *Données sociales*, INSEE, 1987, pp. 326-336.

donc souvent aux bals municipaux.

### 3-2-3 Les organisateurs municipaux

Ce n'est guère utile de s'attarder longuement sur les caractéristiques des bals municipaux: tout d'abord parce qu'ils s'opposent pour partie aux bals associatifs qu'on vient de décrire et s'en déduisent par contraste. Mais il s'agit aussi du type de bal majeur de l'étude et il serait donc vain d'espérer en épuiser le propos. Enfin, au contraire des associations, les municipalités françaises sont bien connues par ailleurs et sous des angles variés mêmes s'ils se révèlent très différents de notre approche<sup>153</sup>.

Les municipalités sont de grandes organisatrices de bals, souvent assez importants. Mais, du fait de l'existence de très nombreuses associations extra-municipales, ces communes disparaissent des statistiques: en 1995, en effet ne sont visibles que 757 bals organisés par les mairies sur un total de 14 459 dans le région de Bordeaux et 445 sur 16 002 dans celle de Lyon. D'autres pistes d'information sont donc nécessaires afin de les mettre en valeur. La principale provient des orchestres interrogés. Ils montrent que les bals municipaux, même organisés par un comité des fêtes ou une association écran ou relais, représentent plus de la moitié des bals.

Est donc utilisée dorénavant l'expression *bal municipal* pour désigner une manifestation à vocation collective pour l'ensemble de la communauté territorialisée (partie de commune, commune, plus rarement groupe de communes) ou qui s'efforce d'être représentative de l'ensemble de la population d'une commune.

En matière de droit, l'attitude est partout très pragmatique; c'est l'objectif à atteindre qui prime pour les organisateurs de ce type d'événements, le cadre juridique importe peu. Cela explique la multiplication des remarques à ce sujet de la part des Cours des Comptes Régionales qui ne parviennent pas à comprendre qu'une municipalité puisse être organisatrice ou associée à l'organisation d'une telle fête, voire même, suprême hérésie, qu'elle puisse financer un bal sur son budget.

Plus difficile à comprendre encore: que la municipalité puisse prendre dans certains cas, l'initiative du bal et ensuite demander aux bars situés à proximité de la place où il a lieu de participer au paiement du cachet des musiciens. Ce type d'*arrangement*, théoriquement libre, mais en fait très contraint pour les tenanciers de bars, s'accorde mal avec la rigidité de la règle juridique ou administrative.

On voit donc que là encore, comme dans le cas des associations, ce qu'on recherche c'est de la souplesse: il s'agit de permettre le fonctionnement d'un objet non identifié clairement car dans l'informulé, le flou. Cette institutionnalisation du territoire ressort du symbolique, mal pris en compte par la législation française. On l'estime nécessaire, indispensable et on fait en sorte de l'accorder avec une autre logique considérée ici comme secondaire mais contraignante; l'institutionnalisation est prioritaire mais incompréhensible à l'étranger des Cours des Comptes Régionales; c'est un bricolage aux

---

<sup>153</sup> RICHARD, P., COTTEN, M. *Les communes françaises aujourd'hui*. PUF, coll. Que sais-je?, 1983, 127 p. BROWAEYS, X., CHATELAIN, P. *La France des 36 000 communes. Méthode et documents pour une étude locale du territoire*. Masson, 1991, 345 p. PIATIER, A. et al. *Radioscopie des communes de France. Ruralité et relations villes-Campagnes*. Economica, 1979, 541 p.

marges de la légalité.

L'observateur se trouve donc souvent confronté au manque de traces nettes susceptibles de lui fournir une information précise, tant sur les associations que sur les municipalités.

Les mêmes remarques peuvent être formulées lorsqu'on s'intéresse à la musique et aux musiciens en particulier: cette "ambiguïté acceptée"<sup>154</sup> des hommes de l'art est celle du bal en général.

### 3-2-4 La musique et les musiciens

Bien sûr, musique et danse sont liés et même indissociables dans notre contexte. La musique est intéressante à deux titres dans une étude comme celle-ci. Elle permet d'abord de cerner la rénovation du bal depuis les années 70, et ensuite de mettre en valeur des différences de pratiques régionales.

Comme annoncé plus haut l'étude des orchestres est limitée puisqu'il existe une bonne synthèse<sup>155</sup>. Elle n'est envisagée dans ce chapitre que comme complément de l'étude de Marchan, en insistant sur la situation des professionnels, un peu négligés parce que moins fréquents en Limousin que dans d'autres régions et en même temps très changeante. Par la suite, on l'aborde seulement dans le cadre des problématiques qui sont les nôtres, notamment afin de s'intéresser à l'existence de comportements culturels régionaux. Pour ce faire, j'utilise dans le cours de l'étude deux marqueurs: la pratique et la diffusion orchestrale, très variables, et la pénétration très inégale des disco-mobiles ou bal avec disques.

Du fait du caractère synthétique des données, il est regrettable de ne pouvoir envisager une étude régionale systématique des types de musiques jouées mais on s'efforce de l'aborder de manière fragmentaire ou indirecte. Par exemple, un des atouts des disco-mobiles, c'est qu'elles diffusent massivement - mais pas systématiquement- le "top 50" et les musiques modernes. Leur surreprésentation dans certaines régions permet d'en tirer des indications intéressantes. A l'inverse, les repas dansants attirent une clientèle plus âgée, ouverte *a priori* à l'écoute plus fréquente (mais de moins en moins systématique) de musiques traditionnelles, ou, du moins, plus anciennes.

Mais ces indications peuvent parfois se révéler contradictoires et sont donc à manier avec prudence: la musique vient aussi de connaître une phase de changements très importants depuis 20 à 30 ans. Aussi la distinction entre musiques traditionnelles et musiques modernes n'a plus grand sens aujourd'hui: presque toutes les musiques sont récentes et certaines commencent à s'enraciner pour devenir à leur tour des musiques traditionnelles. On peut ainsi penser à certains airs de Johnny Halliday, de Sardou ou d'autres artistes des années 60-70, voire la *Danse des Canards*, tube de 1976, qui sont aujourd'hui des classiques incontournables des bals les plus traditionnels.

Le répertoire de la plupart des orchestres ne varie pas d'une région à l'autre. De

<sup>154</sup> MARCHAN, F. *Thèse*. Op. cit. p. 199.

<sup>155</sup> MARCHAN, F. *Thèse*. Op. cit.

même, "le même orchestre animera successivement le bal du foot dans une commune rurale et le bal du Lion's Club de la capitale régionale. Deux soirées différentes avec des musiciens identiques et un même répertoire et pourtant, deux mondes étanches, deux types de sociabilité sans comparaison possible." <sup>156</sup> Malgré de nombreux discours, la musique n'est donc pas un grand indicateur de différenciation culturelle et partant sociale ou régionale. Seules quelques pratiques provisoirement marginales peuvent un temps se distinguer: le *rock* dans les années 70, la *techno* ou le *rap* aujourd'hui; mais très vite, ces musiques disparaissent ou sinon investissent tout l'espace, comme dans les trois cas cités ici.

Enfin, n'oublions pas un des intérêts majeurs de la musique: étant taxée (droits d'auteur), elle est notre principale source d'information statistique, notamment en matière de données spatiales.

Les orchestres connaissent un rythme de disparition très rapide depuis quelques années (tableau 1): de 1982 à la fin 1985, leur population a été divisée par trois.

Tableau 1. L'évolution du nombre et de l'activité des orchestres

Période	Nb de séances*	Nb d'orchestres	Nb de séances / orchestre	
			semestriel	annuel
1° semestre 82	45 690	20 845	2,19	
2° sem. 82	59 318	17 574	3,38	5,5
1° sem. 83	44 416	15 969	2,78	
2° sem. 83	55 610	16 012	3,47	6,25
1° sem. 84	41 499	13 150	3,16	
2° sem. 84	53 425	12 632	4,23	7,4
1° sem. 85	40 044	6 132	6,53	
2° sem. 85	50 403	6 176	8,16	14,7
<b>Evolution 82-85</b>	<b>+10,32%</b>	<b>-70,37%</b>		<b>+267,27%</b>
1991 (année entière)	71 651	5 342 (actifs)		13,4
1995	81 153	5 285 (actifs)		15,5

\* Séances de bals ou repas dansants avec orchestre.

Source: F. Marchan, 85; réactualisation SACEM, 91, 95

Ce mouvement spectaculaire n'a pas cessé depuis, même si les données de la SACEM, confirmées par certains musiciens, montrent qu'il s'est ralenti depuis 85. Ces orchestres sont officiellement aujourd'hui 7000 <sup>157</sup>, mais qu'on ne s'y trompe pas: la SACEM n'en recense que 1027 qui ont travaillé plus de 8 fois en 1992 et 1658 formations n'ont déclaré aucune activité dans l'année. Le mouvement de recul constaté depuis deux décennies semble donc se poursuivre mais à un rythme très ralenti avec la progression, après deux décennies de baisse, du nombre de séances de bals avec orchestres.

<sup>156</sup> Idem, p. 5

<sup>157</sup> Source: CNAM. Serveur minitel 36-15 code Musique.

Le bal "machine", avec des disques, a pour lui de se révéler bien moins cher et reste prisé par les organisateurs, même si sa progression a cessé (68 000 séances contre 70 000 en 1993), même si le public dit s'en lasser<sup>158</sup>. Par ailleurs, il est impossible d'évaluer le nombre de disco-mobiles officiant en France. En apparence, plus encore que dans le cas des orchestres, beaucoup ne sont pas professionnels. N'étant pas considérés comme artistes, ni techniciens du spectacle<sup>159</sup>, on ne dispose pas à leur sujet d'information très précises.

L'émiettement et la parcellisation semble la règle, qu'il s'agisse des musiciens comme des orchestres. Si on constate dans le tableau 1 un recul rapide du nombre d'orchestre, on peut y voir également que le nombre de séances moyen joué par orchestre augmente régulièrement. Cela montre bien que les petites formations (celles qui jouent peu) disparaissent les premières. En effet, il ne s'agit pas d'un milieu homogène: c'est une population très mouvante et dont l'activité est variable. 80% des orchestres ont une durée de vie inférieure à dix ans<sup>160</sup>. La plupart des orchestres ont une activité limitée: 95% d'entre eux jouent moins de 4 fois par mois<sup>161</sup>, activité moyenne minimale afin de bénéficier d'une protection sociale et donc seuil du professionnalisme.

Sur les 6075 orchestres qui ont réalisé les 41 528 séances de bal avec orchestre de 1985, Francis Marchan<sup>162</sup> relève que les 3/4 ne jouent en moyenne que 2,7 fois par semestre. Un cinquième des orchestres parvient à assurer une activité régulière (26 à 27 séances par an): par commodité, on peut les appeler orchestres semi-professionnels, bien qu'en réalité leurs statuts soient très variés. Enfin, seuls les 5% restant peuvent être considérés comme professionnels. Ils tournent beaucoup, parfois plus de 200 séances annuelles. Moins précaires, ils sont cependant fragiles.

Les femmes musiciennes ou chefs d'orchestres sont rares<sup>163</sup>: reléguées au chant et à la danse, elles ont du mal à s'insérer dans le milieu très "macho" du bal. Enfin, l'éclatement et l'extrême variété des statuts, la concurrence entraînent une très faible syndicalisation.

Pour être considéré comme musicien professionnel par les caisses d'assurance maladie et chômage, 43 prestations annuelles étaient nécessaires. Mais la sévère

---

<sup>158</sup> MALLEK, Alain. *Le rapport annuel 1994 d'activité de la SACEM*. Sono magazine, novembre 1995, p. 229.

<sup>159</sup> Les disques-jockeys des boîtes de nuits sont rattachés aux personnels de services et d'hôtellerie quand les disco-mobiles itinérantes relèvent des conventions collectives de l'électricité pour les employés, de l'artisanat pour les indépendants. Pour beaucoup, par exemple ceux dont on peut trouver la publicité dans les journaux gratuits, c'est une seconde activité, généralement non déclarée.

<sup>160</sup> SACEM in Marchan, *DEA*. Op. cit.

<sup>161</sup> Marchan, F. *DEA*. Op. cit.

<sup>162</sup> Idem

<sup>163</sup> MARCHAN, Francis. Op. cit.



limitation depuis fin 1992 du système d'assurance chômage pour certaines catégories d'intermittents du spectacle (dont les musiciens de bal représenteraient plus du tiers <sup>164</sup>) accélère le mouvement de concentration: 64 prestations sont maintenant nécessaires.

Jusqu'à présent disparaissaient surtout les petits orchestres; les professionnels sont maintenant aussi touchés. Pourtant, hors Paris et, dans une moindre mesure, quelques grandes métropoles régionales, ces professionnels du bal représentent la majorité des artistes de province: en 1989, près de 80% des "vignettes" (cotisations intermittentes de sécurité sociale des artistes) vendues dans le département de la Haute-Vienne concernaient les orchestres de bal. Cette situation se retrouve probablement dans beaucoup de départements.

Nombre d'orchestres ne sont en fait composés que d'un seul professionnel: le chef d'orchestre, le "patron", tandis que les musiciens exercent une autre profession en semaine, à moins qu'ils ne comptent sur le RMI, complété avec des cachets non déclarés, de plus en plus fréquents; la réorganisation et le renforcement des régimes de protection sociale au début des années 80 avait pourtant pour fonction de limiter ce travail non déclaré.

On devine bien sûr que les revenus de la profession sont difficiles à connaître. Une seule certitude: quelques stars disposent de cachets qui peuvent concurrencer ceux des vedettes de la chanson (Verchuren, Yvette Horner...); leurs musiciens sont généralement (mais pas toujours) bien payés. A l'inverse, la plupart des orchestres ne procurent à leur membres que des revenus faibles assortis d'une protection sociale très incomplète, quand elle existe.

Professionnellement, le bal est donc toujours aussi marginal qu'hier. Jadis peu concerné par la logique économique, domaine d'artistes locaux ou régionaux qui s'efforçaient d'échapper aux contraintes d'une société rigide, il cultivait une spécificité présentée comme "bohème". Aujourd'hui, sa professionnalisation s'accroît, les impératifs de gestion deviennent souvent aussi importants que dans d'autres secteurs économiques. Mais, comme dans l'ensemble du spectacle et des loisirs, c'est un domaine où le rôle de l'Etat est des plus limités et même recule: une véritable "zone grise" où les fonctions de régulation et de contrôle traditionnelles (faire et faire respecter la légalité, fonctions de redistribution) de la puissance publique sont souvent inexistantes: fraude massive et systématique, droit du travail très réduit ou non appliqué. Dans la profession, on n'imagine ainsi guère pouvoir compter sur un préavis de licenciement, pourtant obligatoire, quand la plupart des musiciens professionnels n'ont de contrat que verbal, quand les fiches de paie sont aléatoires et souvent peu conformes à la réalité des cachets réellement perçus...

Restent à évoquer les relations entre musiciens de bal, plutôt méprisés, et de concert (musique noble). En fait, elles sont multiples. Signalons d'abord que le bal est traditionnellement un lieu de formation où les conditions de travail très dures et les

---

<sup>164</sup> LIBERATION. 15 juillet 1992. Affirmation à vérifier, si même une comptabilité statistique est possible tant souvent les différents milieux de la musique se révèlent imbriqués: on aimerait connaître l'origine de cette information. Bon nombre de musiciens de jazz ou de rock ne peuvent survivre que grâce aux "cachetons" qu'ils font dans les bals; de fait, la proportion réelle est d'ailleurs probablement supérieure.

nécessités commerciales "professionnalisent" en quelques "saisons" les jeunes musiciens de jazz ou de rock. Comme on vient de le signaler, c'est par la suite un complément essentiel de l'activité de ces musiciens. Mais ces rôles vont diminuant et c'est un milieu mal aimé, qu'on vit comme une tache, sans toujours oser l'avouer.

Dans le cas de la musique de variété, les relations sont plus ambiguës, puisqu'à l'exception de quelques "produits" créés de toutes pièces par les grandes maisons d'éditions de disques (Les Boys Band ou Vanessa Paradis par exemple), la plupart des auteurs de "tubes" ont déjà réalisé une carrière dans le bal; le prototype était le groupe Gold dans les années 80 ou Patricia Kaas. Cependant, et bien que le bal soit un élément essentiel de la promotion de cette musique de variété, on ne trouve plus guère de groupes de bals qui jouent leur propres compositions ou de vedettes qui se produisent dans de telles manifestations: on préfère l'image du concert rock à l'anglo-saxonne, plus valorisante. C'était pourtant très fréquent jusqu'à la fin des années 70.

Mieux, on voit maintenant des groupes de bals, tel California dans le midi, qui proposent un spectacle aussi visuel que dansant, basé sur la reprise de grands succès rock. Ces orchestres répondent à la demande d'un public souvent délaissé par les organisateurs de concerts, concentrés sur un nombre sans cesse plus limité de grandes métropoles. Ils montrent bien que pour beaucoup de jeunes la frontière entre les différentes catégories de spectacles est moins nette que ne pourraient le laisser croire les catégories statistiques, très urbaines.

Souplesse et marginalité des structures d'organisation, comme des conditions d'embauche et de travail des musiciens: une marginalité mais en même temps une "modernité" qui semble préfigurer l'évolution de l'ensemble de la société. Voilà bien deux caractéristiques qu'on ne va pas cesser de retrouver. Des caractéristiques qui se révèlent anciennes: le bal fut toujours un véritable laboratoire socio-spatial, notamment en matière d'intégration de populations immigrées dans les villes. Dans le même temps, il permet à chaque groupe de bien se situer dans la hiérarchie sociale et l'espace balisé selon ses logiques.

### 3-3 Une longue tradition identitaire

---

#### 3-3-1 Un dévouement faussement innocent

Cette définition du bal serait incomplète si on ne s'intéressait pas à un dernier élément. A cette souplesse et la discrétion qui l'accompagne s'ajoute en effet un élément majeur: la dimension identitaire. Celle-ci est essentielle car le bal est un processus d'institutionnalisation du territoire: on s'efforce de rappeler les liens qu'un groupe entretient avec l'espace mais aussi entre ses membres, on valorise ce qui le structure.

Toujours associé à une image passéiste, ce bal reste paradoxalement en permanence très moderne et ouvert. On est frappé de voir comment cette tradition se maintient vivante grâce à une évolution permanente. Le terme de laboratoire socio-spatial qu'on vient d'employer se justifie donc bien.

Il s'agit de cerner quelle évolution a pu connaître le bal jusqu'au 20<sup>e</sup> siècle et plus

particulièrement ces dernières années afin de montrer qu'on ne peut parler de disparition et surtout pas fossilisation dans des formes anciennes.

Définir le bal est essentiel; c'est nous dit Paul Gerbod "une forme de loisir propre à des rencontres régulières ou épisodiques entre personnes des deux sexes, et à toute une expression corporelle rythmée par la musique. Par-là même il a toujours été et demeure encore aujourd'hui un espace de sociabilité " <sup>165</sup> .

Les dictionnaires n'ajoutent rien à cette définition, sinon qu'ils font assez nettement apparaître la notion de populaire <sup>166</sup> . En effet, dès la fin du moyen âge, on oppose le bal et le ballet. Dans ce dernier, aristocratique, prime la dimension relationnelle, laquelle n'inclut pas une participation très active. Dans le bal au contraire, "le dévouement l'emporte sur l'expression chorégraphique" <sup>167</sup> . De Bruegel et sa *Danse des paysans* aux *Bals populaires* de Michel Sardou, la continuité du phénomène semble évidente. S'il y a emprunts du ballet au bal, c'est en supprimant "leur caractère mélodique semi-improvisé" et "des danses réputées lascives [...] n'évoquent plus rien de tel après avoir été intégrées dans le ballet." <sup>168</sup>

On comprend que clore une Biennale de la danse lyonnaise par un bal puisse apparaître comme une confiscation: la danse de ballet est une idéalisation quand le bal est suggestion. Qu'on regarde *West Side Story*; ces gangs sont bien loin du réalisme de *Last exit to Brooklyn*, écrit pourtant à la même époque ou surtout de la sombre et violente réalité des gangs américains et de leur rap aux textes incendiaires. Le désir des élites de s'encanailler -mais en toute sécurité- n'est pas nouveau.

Le bal poursuit cependant une vie propre. Très tôt, il devient urbain. Ce faisant, il acquiert une visibilité, certes encore limitée -c'est toujours le cas- mais meilleure que dans les campagnes. C'est aussi de la ville que viennent les innovations. C'est la Révolution qui marque l'explosion <sup>169</sup> de ce phénomène d'urbanisation, notamment à Paris dans des salles spécialisées. Selon leur position, elles ne jouent pas le même rôle: on retrouve la même opposition.

Les plus innocentes sont périphériques: les guinguettes <sup>170</sup> , taverne semi-rurales de la sortie de ville où on sert à l'origine le mauvais vin produit sur les coteaux nord, le *guinguet*. Guinguer veut dire sauter: on privilégie l'idée de la danse. Plus tard, la ville s'étendant et le chemin de fer l'y aidant, ces aimables lieux de délasserment vont

<sup>165</sup> GERBOD, Paul. Op. cit.

<sup>166</sup> COLLECTIF. *Dictionnaire de notre temps*, Hachette. Article BAL, p.118: "1-Réunion consacrée à la danse. (...) 2-Local où se donnent les bals publics. *Les petits bals des bords de la Marne. Aller au bal chaque samedi. Bal musette: bal populaire.* "

<sup>167</sup> COLLECTIF. *Encyclopedia Universalis*, article BAL. Index 1, p.266.

<sup>168</sup> Idem.

<sup>169</sup> OZOUF, Mona. *La Fête révolutionnaire 1789-1799*. Gallimard, 1976.

<sup>170</sup> GASNAULT, François. *Guinguettes et lorettes. bals publics à Paris au XIX<sup>e</sup> siècle*. Aubier, coll. historique, 1986, 344 p.

connaître leur apogée sur les rives de la plupart des affluents de la Seine, mais aussi sur les îles qui jalonnent celle-ci. C'est ici que la bourgeoisie vient s'encanailler toujours à peu de frais. On passe de la guinguette à la goguette, réjouissance, ripaille qui devient symbole de dérive sans but, mais aussi de mixité sociale avec cependant une signification différente selon sa position<sup>171</sup>. Comme dans le ballet aristocratique, on a une situation de contact entre groupes sociaux très différents. Ce contact ne débouche pas sur de grands changements sinon quelques emprunts édulcorés, beaucoup de clichés.

### 3-3-2 Un bal novateur en permanence

Plus dangereux et novateurs sont les bals situés dans le centre. Il ne s'agit plus de refouler dans une lointaine périphérie: on se trouve-là dans le coeur de la ville, la zone d'affrontement politique et social. Cela explique que le niveau social des bals soit en ville plus strictement défini. En même temps, ce bal urbain, huppé ou plus populaire, est celui qui innove, qui invente le bal moderne, avec à chaque tournant de siècle des périodes plus intenses. C'est ce bal que le discours commun présente comme immuable; celui qui aujourd'hui connaît une autre mutation créatrice.

Paradoxalement les bals prospèrent particulièrement durant les pires années de la Révolution. N'imaginons pas Paris triste et figé sous la Terreur : on y atteint le chiffre effarant de 640 bals fixes; il y en aura même 1800 sous le consulat<sup>172</sup>. La chanson est aussi utilisée durant toute la période pour célébrer la nation puis le consulat et l'empire. Ce bal nous intéresse à deux titres: il innove en permanence et donne au bal sa forme très codifiée; c'est aussi un espace politique et social strictement défini.

C'est l'espace d'innovation véritable du bal. C'est ici qu'on le voit prendre les formes qui vont rester les siennes jusqu'à notre époque: datent ainsi de la révolution, l'organisation de la piste, l'éclairage au lampion, mais aussi cette tendance à consommer jusqu'à saturation des chansons vite renouvelées au gré de l'actualité avec des airs proches ou même identiques, nous dirions des *tubes* aujourd'hui. Tous les deux, trois ans apparaît une nouvelle danse, en général inventée de toutes pièces, mais avec quelques connotations exotiques qui assurent son succès: à la vieille contredanse s'ajoutent ainsi les danses allemandes, les valse, les sauteuses, les petite et grande cosaque, la cosaque polonaise, anglaise, bernoise, suivront plus tard scottich, polka.

Pendant la dernière partie du 19<sup>e</sup> siècle on met au point bon nombre de danses considérées aujourd'hui traditionnelles (cancan, java) à l'aide d'un nouvel instrument: l'accordéon qui remplace la vielle dite musette. L'expression bal musette date du début du 20<sup>e</sup> siècle, apogée de sa phase la plus traditionnelle, marquée par la multiplication des bals du 14-juillet sur les places publiques. Le musette est en effet inventé en 1905 par un auvergnat de Paris, le joueur de cabrette Bouscarel, associé à un italien, Perugi<sup>173</sup>.

---

<sup>171</sup> BALLANT, R. Les goguettes rurales autour de Paris au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. *Ethnologie française*, vol. XII, n°3-1982, pp. 247-260.

<sup>172</sup> DECITRE, Monique. Musiciens et maîtres à danser des bals de société et bals populaires au service et à la gloire du Consulat et de l'Empire. in CORBIN, A., GERÔME, N., TARTAKOWSKY, D. *Les usages politiques des fêtes aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*. Actes du colloque de Paris (Nov. 1990), Publications de la Sorbonne, 1994, pp. 63-76.

L'entre-deux guerres voit se multiplier dans le pays les lieux de bals clos, alors qu'ils commencent déjà à décliner dans la capitale<sup>174</sup>. Ces espaces sont relayés, dans les zones rurales par les chapiteaux des "entrepreneurs de bal qui se déplacent avec leur parquet"; il s'agit de ceux-là qu'on voit disparaître aujourd'hui. On estime qu'ils sont encore près de deux mille après 1945<sup>175</sup>. C'est aussi l'époque où on importe et adapte de nombreuses danses d'Amérique du sud comme du nord. Commence à se développer aussi le bal privé ou bal d'association, devenu aujourd'hui si important.

### 3-3-3 Intégrer des individus dans un groupe

Le bal est un espace d'intégration sociale; on y valorise aussi des groupes et partant, il acquiert ainsi une fonction civique et politique. C'est donc un espace social particulier, un réduit pour intégrer les marginaux: bal initiatique lorsqu'il s'adresse à des individus; bal politique pour les groupes. Distinguer les deux est peut-être un peu artificiel puisque le propre du bal, une de ses principales originalités, est de confondre ces différentes opérations. Ainsi, cette socialisation se produit sans qu'il existe des fêtes proprement initiatiques pour les jeunes: la *boom* des années 60 et 70, la *rave* des années 90 sont des copies, des variantes de la fête plus globale qui s'adresse à la société entière. De même, les bals ethniques se fondent très vite dans l'ensemble. C'est bien à cette capacité intégratrice qu'il doit son importance.

Le bal offre en effet une palette de plaisirs assez rare parmi les activités de loisir: on n'y vient pas seulement pour danser, c'est évident, mais donc aussi pour draguer, rencontrer des amis, boire (boire pour *s'éclater*, boire pour s'affirmer, boire pour oublier son quotidien), observer l'évolution du village, du quartier, se situer dans le village, s'intégrer au village. Il est de fait bien rare que l'on vienne au bal pour une seule de ces fonctions. Objectifs multiples, stratégies multiples et publics multiples vont donc le caractériser: on n'a jamais un seul bal à la fois mais plusieurs.

Sauf s'il s'agit d'un bal charitable<sup>176</sup>, l'Eglise condamne le bal jusqu'au milieu de notre siècle<sup>177</sup> lui préférant les concours de rosières et les kermesses<sup>178</sup>, puis est contrainte de l'accepter à condition qu'il reste "un délassement sain et innocent"<sup>179</sup>. Car

<sup>173</sup> GEO. Auvergne. N°162, Août 1992.

<sup>174</sup> Il est révélateur que c'est à cette époque que leur public s'élargit: c'est-là que les surréalistes vont, à leur tour, s'encanailler à peu de frais. A ce sujet, lire Pierre Mac Orlan, Maurice Dekobra ou Claude Dubois.

<sup>175</sup> GERBOD, Paul. Op. cit.

<sup>176</sup> IHL, O. Op. cit. p. 163. On abordera plus loin le contrôle politique et social sur les individus qui motive cette pruderie.

<sup>177</sup> GERBOD, Paul. Op. cit. Dans sa bibliographie, Marchan recense une dizaine de titres d'opuscules édifiants à destination des "Pères de famille et au clergé", "aux maîtres de pension".

<sup>178</sup> Ces kermesses deviennent alors, au XIX<sup>e</sup> siècle, plus familiales, même si très souvent à l'origine elles se terminent par un bal.

<sup>179</sup> GERBOD, Paul. Op. cit.

la danse, c'est l'affirmation du corps, la symbolisation de l'acte amoureux, voire même sa suggestion.

Cette image ambiguë est en effet nécessaire à son succès. Le bal est la fête et donc procède de deux logiques contradictoires: c'est un événement qui scande un rythme (retour dans le calendrier) au moyen de rites (codification, souvent tacite, des usages, des danses...), magnifiant ainsi la continuité du temps social, la cohésion du corps social mais qui induit aussi une rupture proprement dionisiaque dans cette continuité: le sexe, l'excès, la déraison, l'ivresse, la violence... ouverture et renouvellement indispensable à l'adaptation et à la survie du corps social. "Il y a quelque chose de contradictoire à organiser des réjouissances spontanées, à dire nunc est bibendum, etc. La fête dépasse ce que l'individu peut en comprendre raisonnablement, elle est indiscreète, on y perd son autonomie. La fête "fait bouger les choses" à travers un délire (...) codifié et socialement institué"<sup>180</sup>.

Suivant les cas, la fonction sociale et la forme du bal vont donc évoluer selon les publics auxquels il s'adresse: "la forme de défoulement y est plus ou moins précise, la qualité des transgressions plus ou moins accentuée"<sup>181</sup>. Une *boom* d'adolescents va privilégier la consommation d'alcool et le *dragage* car il s'agit d'une fête à caractère proprement initiatique où la transgression de l'interdit est primordiale. Un bal d'association au contraire sera plus ritualisé: souvent accompagné d'un repas arrosé, il limitera les excès mais privilégiera plutôt "bavardages et commérages [...] Ainsi se concrétise un aspect convivial encore important dans la vie de relations d'aujourd'hui."<sup>182</sup> Dans le cas de bals de minorités ethniques (bals d'associations d'immigrés de la péninsule ibérique, antillais ou mariages arabes), les transgressions seront encore plus sévèrement interdites: placé sous la contrainte d'un double rite, celui, fossilisé, du pays d'origine, et celui, caricaturé, du pays d'accueil, ils ne laissent plus guère d'espace à l'expression d'une quelconque fantaisie<sup>183</sup>. Mais chacun s'imposera ces rites avec passion jusqu'à la caricature.

Le bal est associé à la formation du couple, dans toutes les catégories sociales, des plus populaires où l'on *drague*, à la bourgeoisie du siècle dernier où l'on réserve sa place dans le carnet de bal plusieurs mois à l'avance. Les *apaches* y recrutent des *grisettes* pour les mettre ensuite sur le trottoir, les bourgeois y montrent leurs filles à marier.

En même temps, il s'agit d'intégrer les couples à la société. Longtemps, le bal de mariage fut d'ailleurs un bal public<sup>184</sup>. Sa description par Pierre Jakez Hélias<sup>185</sup> est un

---

<sup>180</sup> POIRIER, M. *La fête*. CNED Toulouse, préparation au CAPES de philosophie, 1986.

<sup>181</sup> Encyclopedia Universalis. Art. cit.

<sup>182</sup> GERBOD, Paul. Op. cit.

<sup>183</sup> JACOB, Etienne. *Les bals populaires des antillais en région parisienne*. Thèse de Doctorat de 3<sup>e</sup> cycle de sociologie, Université Paris VIII, 1986, 247 p.

<sup>184</sup> SEGALIN, Martine. Robe blanche et photo de noce. in *Autrement*, n° 7, La fête, cette hantise!, nov. 1976, pp. 10-21.

modèle qui pourrait être transposé dans bien d'autres régions. Les participants "sont en représentation". Il s'agit de s'intégrer au groupe villageois. Cette double fonction reste d'actualité aujourd'hui: si les *slows* tardent à venir les couples (ou futurs couples) viennent promptement les réclamer aux musiciens, à moins que l'organisateur, qui compte sur les esseulés pour remplir son bar, ne l'ait déjà fait.

Pour les jeunes, le bal est aussi l'espace de liberté qui permet de "s'éclater sauvagement"<sup>186</sup> comme le disait plus haut Michel Vovelle; "tout est mis en oeuvre pour asservir l'ouïe et contribuer à une délire collectif"<sup>187</sup>; "ce que veulent les danseurs, c'est dépouiller le vieil homme, s'arracher à ce qui constitue leur vie dans un monde organisé, se dépouiller des signes et des indications de la vie quotidienne, inventer leurs propres signes."<sup>188</sup> On veut abandonner toute intelligence comme dans la citation<sup>189</sup> au sujet d'une *rave* à Amiens. La tolérance à l'alcool dans les bals, aujourd'hui les drogues de synthèse dans les *raves*, trouve-t-elle là son origine?

De là, vient aussi l'accusation d'être un lieu de violence et de tapage nocturne. Mais cela concerne aussi alors une autre dimension plus importante encore: l'affirmation du groupe par rapport à la société globale.

Cette accusation, comme celles sur la perversion sexuelle ou les ravages de l'alcool, apparaît exagérée la plupart du temps. Mais il est certain que cette violence s'accroît aux périodes de tensions sociales: deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>190</sup>, années 70, 90: elle ne concerne alors que moins de deux bals sur cent<sup>191</sup> mais compte surtout la perception qu'on en a: cela débouche donc sur un arsenal législatif important dont la loi du 31 décembre 1974. On pronostique la disparition prochaine du bal<sup>192</sup>... Cette violence est alors étudiée par les sociologues<sup>193</sup> qui mettent en valeur le nécessaire dévouement que représente le bal, surtout pour des catégories sociales à cheval sur deux champs culturels parfois difficiles à concilier. C'est que, collectivement aussi, ces bagarreurs ont besoin

<sup>185</sup> HELIAS, Pierre Jakez. *Le cheval d'orgueil*. Plon, coll. Terre humaine, 1975, page 510 et suivantes.

<sup>186</sup> VOVELLE, M. *L'historien et la découverte de la fête aujourd'hui*. in *La fête en milieu rural*. Etudes rurales, n°86, avril-juin 1982, pp.9-17.

<sup>187</sup> Idem.

<sup>188</sup> DUVIGNAUD, Jean. *Fêtes et civilisations*. Weber, 1973, 247 p. Ouvrage bien vieilli par ailleurs.

<sup>189</sup> P. 27.

<sup>190</sup> GERBOD, Paul. Op. cit. et GASNAULT, F. Op. cit.

<sup>191</sup> RENAULT, Patrick. Op. cit.

<sup>192</sup> Rapportée systématiquement: Gasnault ou Dubois (XIX<sup>e</sup> siècle), Renault (années 70), Joho (aujourd'hui, mais, d'une édition à l'autre, il répète le même paragraphe depuis 25 ans!)

<sup>193</sup> CORBEAU, Jean-Pierre. Le dévouement du samedi soir. *Autrement*, n°7, La fête, cette hantise!, nov.1976, p. 46-49.

d'affirmer leur existence.

### 3-3-4 Intégrer des groupes dans un espace politique

La mise en forme du bal *traditionnel* débute aux débuts de la III<sup>e</sup> République, à l'occasion de l'institution du 14-juillet<sup>194</sup>, à vocation nettement politique. Sa rencontre avec le musette parisien généralise ce modèle et y ajoute une dimension plus sociale. Le bal achève durant l'entre-deux guerres de prendre la forme que nous lui connaissons. Son succès reste bâti sur "l'étonnante capacité d'adaptation rythmique et musicale"<sup>195</sup> des orchestres. Son image de lieu trouble, espace de sociabilisation parce qu'aux limites de l'espace social lui apporte une fonction importante: il permet d'intégrer, lorsqu'elles deviennent conséquentes, de nouvelles catégories de population: citadins sous la révolution, ouvriers au XIX<sup>e</sup>, jeunes et personnes âgées au XX<sup>e</sup>, minorités ethniques aujourd'hui.

Cette intégration est sociale et politique. Si elle s'adresse à des réprouvés, elle concerne en fait toute la société. Apaches des années 1900, beurs aujourd'hui, cela lui vaut souvent une réputation sulfureuse<sup>196</sup>: "aux yeux de l'opinion, ils font figure de cours des miracles qui enlaidissent, mais plus pour longtemps, la ville lumière. [...] "bals abjects du Paris crapuleux", "curiosités repoussantes", "bals de rebut": telles sont les définitions ordinaires du musette."<sup>197</sup>

La fin du siècle dernier est révélatrice: qui crée ce bal dit *traditionnel*, considéré comme l'expression du génie français? les auvergnats et les italiens, immigrés récents de l'époque<sup>198</sup>. Ils y trouvent une structuration de leur communauté qui leur faisait défaut; en même temps, reprenant et assimilant des traditions françaises, ils en font un instrument d'intégration<sup>199</sup>. Cet investissement dans le bal est si important que leurs communautés le dominant à tour de rôle dans la capitale. La transition des auvergnats aux italiens, à l'occasion de l'adoption de l'accordéon déclenche *la guerre du musette* qui dure vingt ans et dépasse largement le cadre de leurs communautés.

Mais aujourd'hui on retrouve les mêmes tendances à travers le *rap* et ses concerts qui, dans le midi notamment et les banlieues urbaines en général, dépasse le cadre limité des communautés immigrés et s'adresse à l'ensemble de la jeunesse populaire, par opposition à la musique *techno* et ses *raves*, ouverte vers les classes moyennes: "la race

---

<sup>194</sup> IHL, Olivier. *La fête républicaine*. Gallimard, Bibliothèque des histoires, 1996, 402 p.

<sup>195</sup> GERBOD, Paul. Op. cit.

<sup>196</sup> DUBOIS, Claude. *Apaches, voyous et gonzes poilus, le milieu parisien du début du siècle aux années 60*, Paris, Pangramme, 1989, 140 p.

<sup>197</sup> GASNAULT, F. Op. cit.

<sup>198</sup> Idem.

<sup>199</sup> DUBOIS, Claude. *La Bastoche, bals musettes, désir et crime (1750-1939)*. Editions du Félin, 1997, 413 p.



est blanche, la classe sociale moyenne -quelquefois juste au dessus”<sup>200</sup>. Le *rap* est une des rares musiques qui propose aujourd’hui un discours clairement politique dans ses textes. Pas de texte -on les refuse même- dans la *techno*.

On retrouve cette capacité à travers l’évolution après la guerre de 1870 des kiosques de l’Avesnois<sup>201</sup>. L’industrialisation et l’urbanisation y sont rapides et brutales pour la population rurale. Cette acculturation se révèle incomplète, aussi durant une phase transitoire tente-t-on de concilier les *habitus* ruraux et urbains. La bourgeoisie locale craint aussi que les socialistes n’exploitent ce déracinement. On installe donc dans la plupart de ces nouvelles villes peuplées de nouveaux citadins un équipement d’origine rurale, le kiosque à danser mais aussi à diffuser une musique plus édifiante, le répertoire patriotique. On s’efforce de concevoir cette ville encore très informelle, dans la réalité tout autant que dans les têtes, comme un village industriel. Le kiosque à danser, en bois, sur le modèle de celui qu’on connaissait dans son village, est un véritable moyen de passage à l’espace urbain.

Mais, au début du vingtième siècle, alors que cette transition s’achève, la génération suivante, devenue urbaine dans des villes qui s’efforcent de ressembler à des villes, s’approprie ces kiosques et les transforme. Ceux-ci deviennent des monuments dont l’architecture se distingue de plus en plus de ceux de la génération précédente, par l’utilisation d’une ferronnerie qui rappelle la fortune et la fierté des villes de la région. Le processus d’intégration est achevé.

A travers cet exemple, on comprend qu’il soit nécessaire dans cette étude de s’intéresser à l’équipement qui accompagne le bal. On voit bien le rôle que joue souvent le bal. Son importance comme vecteur d’identification explique que très tôt, chaque groupe se donne des lieux et des formes de bals distincts: à Paris, la Bastille s’oppose, parfois avec violence<sup>202</sup>, à l’Opéra<sup>203</sup>; dans le pays, les bals champêtres s’opposent aux bals urbains; le bal des uns peut emprunter à celui des autres mais c’est toujours en le modifiant pour se l’approprier: la valse devient populaire mais perd un temps. La plupart des emprunts se font d’ailleurs dorénavant dans ce sens, des milieux bourgeois vers le peuple urbain puis ensuite les campagnes<sup>204</sup>.

Il est donc faux d’imaginer le bal comme seulement populaire: il est une activité qui structure l’ensemble de la société. On comprend mieux aussi pourquoi l’image des guinguettes susceptibles de rassembler harmonieusement des population mixtes apparaît

---

<sup>200</sup> *Le Nouvel Observateur*, 23-29 juillet 98. p. 8. Op. cit.

<sup>201</sup> ALLAIN, J.M., GARNAUD, D. *Les kiosques à musique. Patrimoine ethnologique, espace musical et symbolique urbaine*. Compte-rendu d’une recherche d’ethno-architecture. Projet n° 84NPC.24 réalisée pour la Mission du Patrimoine. Agence d’urbanisme du bassin de la Sambre. Ministère de la Culture. 1984, 267 p.

<sup>202</sup> GASNAULT, F. Op. cit.

<sup>203</sup> DUBOIS, C. *La Bastoche*. Op. cit.

<sup>204</sup> GERBOD, P. Op. cit.

comme une reconstruction, une idéalisation fautive: elle provient de la frange de la bourgeoisie qui s'enhardit scandaleusement à les fréquenter. Mais elle est soutenue par les catégories populaires les moins pauvres, capables de s'offrir une journée en périphérie et désireuses de montrer leur ascension sociale puisqu'elles fréquentent des groupes plus riches. Bien sûr, cela se produit dans un espace neutre, en évolution, déjà plus rural, pas vraiment urbain encore; hors de la ville, où les règles de ségrégation sociale et spatiale sont nettement plus difficiles à faire évoluer.

Aussi cette dimension donne très tôt au bal une importance politique qui n'échappe pas aux dirigeants révolutionnaires, et surtout à Napoléon Bonaparte<sup>205</sup>. Puisqu'on danse beaucoup pour fêter les événements importants, la propagande officielle va donc prendre en charge l'organisation de fêtes et la production de nouvelles chansons à danser: le principal compositeur devient même secrétaire général de la Préfecture de police et gare aux compositeurs qui voudraient s'affranchir de ce contrôle ! On les envoie à Cayenne<sup>206</sup>.

Le bal est ainsi un lieu essentiel pour la construction des identités territoriales, qu'il s'agisse des individus dans le groupe social ou local comme de ce groupe dans la société globale. On se gardera pourtant d'avoir l'image d'un bal homogène et uniforme partout en France. Les changements qui le caractérisent s'accompagnent de fluctuations spatiales et sociales.

---

<sup>205</sup> DECITRE, M. Op. cit.

<sup>206</sup> Idem.



## 2<sup>e</sup> partie. La diversité du bal et de son public

### Chapitre 1. La mutation du bal depuis les années 70

#### 1-1 « Le bal n'est plus ce qu'il était... »

---

Le bal est-il condamné à disparaître ? C'est la question qui peut se poser à l'écoute des plaintes fréquentes des organisateurs ou de spectateurs: "Avant, quand on était jeune, dans le coin, toutes les fins de semaine, on pouvait choisir entre trois ou quatre bals. Aujourd'hui, c'est tout juste si tu en trouves un." Cette remarque, un soir de juillet 1990, dans le sud de la Loire, qui ne l'a pas entendue un peu partout en France ? Et d'incriminer en vrac, la télévision, les boîtes de nuit, la crise économique, la mollesse de la jeunesse, les campagnes désertes ou toute autre cause locale, parfois cocasse: tel qui, dans les Pyrénées, reproche à la nouvelle route (elle a trente ans) de permettre aux jeunes d'aller passer leurs soirées plus loin; ou cet autre, dans le Gard, qui soupçonne les touristes allemandes de la côte d'attirer plus les garçons du coin que les filles du village ! Sans oublier (entendu plusieurs fois) les récriminations contre les gouvernements pour cause de chômage et surtout, suprême infamie, les lois limitant la consommation d'alcool et les

contrôles routiers subséquents. Ce type de remarque est généralement à nuancer, même s'il recouvre parfois, localement, une part de vérité: la nouvelle route répond à de nouveaux besoins et ceux-ci ne passent plus toujours par le bal ! Il n'empêche que dans les Pyrénées comme dans le Gard on va peut-être plus loin mais c'est généralement pour aller dans un autre bal...

On va voir que, après une crise grave le mouvement de désaffection pour ce loisir s'est nettement ralenti. En même temps cela ne veut pas forcément dire que le bal est redevenu un loisir d'avenir: il reste fragile, au moins sous sa forme actuelle. De fait, il apparaît à l'étude que cette crise est un des moments d'une mutation en deux temps. Mutation importante qu'on peut maintenant, avec plus de vingt ans de recul, commencer à présenter.

Elle débute par une crise du bal sous la forme devenue classique parce que figée depuis la première moitié du siècle et la Libération, moment important de son histoire. Cette crise se traduit certes par un recul de la participation du public mais surtout du nombre de bals. En fait, il s'agit d'un mouvement de concentration au profit des bals les plus gros, les plus rentables aussi, dans les zones rurales moins concernées par la dépopulation induite par l'exode rural de l'après-guerre, alors que les villes, notamment les grands ensembles, n'ont pas vu de créations nombreuses malgré l'arrivée d'une nouvelle population.

Depuis une quinzaine d'années, la situation semble s'être stabilisée mais la mutation se poursuit, plus qualitative: le bal change et s'adapte à une société elle-même en mutation. Cela se traduit par une stabilisation du nombre de bals sans que cela exclue des crises ponctuelles mais d'origine externe. S'y ajoutent une érosion lente mais régulière de la participation du public le plus assidu, le renforcement de la présence de groupes jusqu'alors peu pratiquants, le mouvement de concentration des orchestres déjà évoqué. Le principal changement tient dans l'évolution des formes et des lieux du bal: développement des repas dansants périurbains au détriment des bals publics plus ruraux, adoption progressive dans les campagnes de ces formes urbaines avec, cependant, en même temps un discours contradictoire qui vante jusqu'au coeur des grandes métropoles, les bals publics ruraux.

On peut donc parler d'ajustement à l'évolution démographique du pays avec un temps de retard systématique (10-15 ans). Le recul de la première phase, suivi d'une érosion plus lente depuis, concerne surtout les zones touchées par la dévitalisation. Le développement dans les villes ne se fait que dans la seconde phase, essentiellement dans les zones périurbaines et s'adapte aux réalités de ce nouveau type d'habitat.

On peut essayer de voir ces processus plus en détail.

### **1-2 La crise des années 70**

---

Le bal a connu un recul important dans les années 60-70. On le voit clairement dans le tableau 2: on passe de 235 000 séances en 1970 à 153 000 en 1977. C'est considérable, même si on peut remarquer que ce dernier chiffre reste conséquent.

Tableau 2. Nombre de séances annuelles de bals

Année	Séances	Année	Séances
70	235 830	85	184 314
71	242 382	86	173 970
72	242 166	87	180 441
73	222 981	88	186 912
74	204 260	89	177 658
75	*	90	168 404
76	*	91	159 150
77	153 885	92	142 500
78	167 303	93	142 000
79	179 619	94	148 000
80	182 464	95	151 019
81	175 359	96	153 276
82	173 343	97	156 457
83	173 595	moyenne 70-97	179 223
84	182 766	moyenne 77-97	167 247

Source: SACEM

Le Directeur Général de la SACEM, Jean-Loup Tournier, reconnaît alors <sup>207</sup> que le revenu de la société ne progresse plus aussi régulièrement: "il a seulement doublé en 10 ans, alors que triplait la totalité des droits d'auteurs" sur l'ensemble des utilisations de la musique. Une situation cependant enviable pour un secteur en déclin qui laisse supposer un mouvement de concentration dans les plus grands bals. Il constate que "...la danse ne connaît plus la même vogue qu'autrefois: en 1968, une enquête de Georges Fouchard <sup>208</sup> montrait déjà qu'elle n'arrivait plus qu'en cinquième position dans le classement des loisirs des jeunes français."

Ces constatations vont motiver l'enquête de Patrick Renault qui veut alors cerner les causes de ce recul; il s'intéresse notamment aux causes financières et à la violence: les publics seraient effrayés par la violence qui semble frapper alors les bals. En conséquence, on pense que les organisateurs voient reculer leur profit et qu'ainsi ils se détournent du bal pour d'autres animations susceptibles de se révéler plus rémunératrices pour leur associations et plus sûre pour leur public. De fait, l'enquête de Patrick Renault montrera que la violence reste rare et n'est probablement pas en hausse; seuls ont changé l'origine du public et surtout le regard qu'on porte à la violence et au bal en général.

Aussi, d'autres s'interrogent sur des causes plus profondes de cette désaffection; Edgar Morin <sup>209</sup> puis Jacques Attali <sup>210</sup> mettent en valeur l'impact grandissant de la radio et surtout de la télévision et du disque, l'importance de l'exode vers la ville et ses nouveaux

<sup>207</sup> TOURNIER, Jean-Loup. Introduction à l'ouvrage de Patrick Renault.

<sup>208</sup> Référence non citée.

loisirs, cinéma, discothèque, sur les jeunes ruraux. Il est certain que le bal perd alors beaucoup de son prestige et son statut de loisir unique pour les ruraux, phénomène amplifié par la possibilité qu'ont les jeunes qui travaillent de s'acheter une voiture et partir vers les villes où, plus souvent, dans ces discothèques qui fleurissent alors un peu partout dans les campagnes et dont le premier élément attracteur semble être le grand parking.

Pascal Dibie montre <sup>211</sup> bien comment alors la jeunesse des campagnes "perd ses repères spatiaux" quand, dans les années 60 "la culture urbaine va faire son entrée au village" alors que "la jeunesse devient mobile. L'espace domestique n'a pu faire autrement que s'ouvrir, éclater. L'urbanisation n'est pas du tout ressentie comme une agression, au contraire, et c'est la raison de sa force, elle a opéré par séduction. Jouant sur les phénomènes de mode, elle a d'abord conquis la jeunesse puis, apportant avec elle les loisirs, un phénomène pratiquement inconnu dans les campagnes jusqu'à la dernière guerre, elle a séduit les classes plus âgées.

Il a fallu attendre la voiture et nos dix-huit ans pour pouvoir aller chercher les bals assez loin. Après avoir copieusement arrosé, entre hommes, la fin de la semaine avec force pastis et autres *Pec*, on rentrait chez soi avaler un morceau et, vers neuf-dix heures, la caravane de 2 CV pleines à craquer quittait le village en direction des bals annoncés dans l'*Yonne Républicaine*. On cherchait surtout les bals *pop*. La musette était bonne pour les vieux, les gens mariés. On préférait quant à nous aller écouter des gars comme les Chaps. Là, il y avait de l'ambiance."

Mais bientôt apparaissent les limites de ce désir de changer: "de bal en bal, inquiets, on circulait sans but, cherchant des buts-prétextes, faisant étape dans les bistros, toujours pressés de repartir, en fuite de nous-mêmes." <sup>212</sup> Il faut réinventer l'occasion "de se retrouver entre "jeunes", "aînés" et "Anciens" du village, au cours de soirées, de bals, de séances de ball-trap" <sup>213</sup>. L'occasion c'est la création, précoce en Bourgogne (1967), du Foyer des jeunes. Plus tardif ailleurs, il relaie et complète les foyers ruraux, plus anciens, qui avaient diffusé l'esprit laïque dès la première moitié du siècle. Il est souvent complété, dans le cadre des contrats de pays, par la construction d'une salle des fêtes.

Ici il s'agit du *circuit court* avec un retour rapide au village (espace et communauté). Mais au delà des modalités, on en comprend bien le processus: désaffection pour le bal du village, vieillissement, et départ vers la ville ou les villages des environs: bals traditionnels ou discothèques, puis déception rapide pour ces nouveautés. Cela génère un retour, d'abord lent et plutôt marginal, puis finalement une stabilisation avec néanmoins une érosion lente car en fait ce retour n'est qu'un pis aller: si on peut trouver mieux, on n'hésitera pas.

---

<sup>209</sup> MORIN, Edgar. *Commune en France. La métamorphose de Plodemet*. Fayard, 1967.

<sup>210</sup> ATTALI, Jacques. *Bruits, essai sur l'économie politique de la musique*. PUF, 1976.

<sup>211</sup> DIBIE, Pascal. Op. cit., p. 41-42.

<sup>212</sup> Idem, p. 43

<sup>213</sup> Idem, p. 44

Paul Gerbod le reconnaît: “il apparaît toutefois que dans le cours du siècle, la fascination du bal tend à décliner”, “même si elle demeure encore aujourd’hui vivace”<sup>214</sup>. C’est aussi la conclusion à laquelle arrivent les autres observateurs du bal: Patrick Renault conclut son étude de 1977 en précisant que “danser le samedi soir dans une salle de fêtes ou sous un chapiteau ne sera sûrement pas le principal loisir collectif de l’an 2000 mais rien ne nous indique que le bal aura alors disparu, surtout s’il se transforme, s’il évolue.”<sup>215</sup> Et c’est bien ce qui s’est passé.

### 1-3 Stabilisation et regain mais fragile

---

En effet, derrière ce reflux, la situation n’est pas si désespérée: on a déjà signalé que durant ces mêmes années 70 les résultats de la SACEM enregistrent un doublement des perceptions malgré un recul d’un tiers du nombre de séances. Ces perceptions étant prélevées en proportion du chiffre d’affaire de la manifestation, cela indiquerait donc un accroissement de la taille de ces bals concomitant à la disparition des plus petits, banal phénomène de concentration favorisé, comme on vient de le voir, par des déplacements plus faciles et l’usage de la publicité, nouveauté que tous les organisateurs n’avaient pas encore intégrée.

Il semble que ce mouvement de déplacement du public, plus que de recul de la pratique, touche l’ensemble des sorties et ce, à une échelle européenne. Seul le cinéma, jusqu’à un renouveau récent, semble plus touché<sup>216</sup> quand la danse progresse faiblement à partir de la fin de la décennie 70. Une étude réalisée en Belgique<sup>217</sup> mais valable pour l’ensemble des pays européens met en valeur le même phénomène.

Dans le même temps, les études réalisées en Belgique<sup>218</sup> francophone et en Suisse<sup>219</sup>, montrent que les pratiques respectives de la danse et des *bals de village* sont stables sur la même période. Il est regrettable de ne pas disposer pour cette période de comparaisons internationales portant sur le nombre de séances.

En 1985, s’intéressant à celle-ci, Francis Marchan est plus précis mais ne dit pas autre chose que Patrick Renault: “ainsi l’activité de la danse occasionnelle connaît dans son ensemble et pour ces dernières années une croissance qui ne menace pas son existence à très court terme.”<sup>220</sup>

<sup>214</sup> GERBOD P. Op. cit.

<sup>215</sup> RENAULT, P. Op. cit.

<sup>216</sup> OLIVIER, Richard. Nous n’irons plus au cinéma. *Revue de l’Institut de Sociologie*, Bruxelles, 1985, n° 3-4, p. 388.

<sup>217</sup> JAUMAIN, Michel et VANDENBULCKE, Guy. L’exploitation cinématographique en Belgique: audience et mutation de l’offre. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, Bruxelles, octobre 86, n° 1129-1130.

<sup>218</sup> BOUILLIN-DARTEVELLE, Roselyne et al. Op. cit.

<sup>219</sup> LALIVE D’EPINAY et al. Op. cit.



Ainsi il y aurait croissance ? En effet, la projection des données de la SACEM pour la période 1970-1997 (graphique 2), malgré les difficultés d'évaluation dues à des changements de méthode de comptage et l'absence de données pour 1975 et 76, montre certes une crise et un reflux rapide au début des années 70, mais elle met clairement en valeur une reprise de 20% de 1977 aux années 80. Et encore, en 1977 aux 150 000 bals publics s'ajoutent 270 000 bals de sociétés, galas, festivals de danse<sup>221</sup>, qui ne sont pas comptabilisés comme bals mais comme spectacles. Cette proportion n'a pas du sensiblement changer depuis.

L'importance de ces derniers incite au passage à réfléchir sur un discours fréquent: les progrès des pratiques culturelles dans les années 70, qu'on a alors beaucoup commentés, tiennent pour partie à un flottement en matière de dénomination statistique. En effet, s'il y a progrès il est dû en partie à un meilleur niveau scolaire tout autant qu'à un pouvoir d'achat plus élevé, les politiques culturelles semblent n'y avoir joué qu'un rôle secondaire, marginal<sup>222</sup>. Cela a certes amené une demande culturelle plus forte, mais aussi à l'intégration partielle de ces 270 000 galas et bals de sociétés, proches des loisirs, dans la catégorie des pratiques culturelles. Or les séances de spectacles liées aux loisirs sont deux fois plus nombreuses que celles de spectacles à vocation plus culturelle au sens classique... On devine l'impact sur les statistiques d'un glissement de quelques pour cent !

On trouve alors jusqu'aux Maisons des Jeunes et de la Culture, par exemple, qui se financent souvent grâce à ce type d'activité; cela ne veut pas dire que, parce qu'organisé par la MJC, ce bal devient toujours un spectacle, mais ce n'est pas rare. Autre glissement, des municipalités sont abonnées à la SACEM au forfait pour l'ensemble des manifestations qu'elles organisent dans l'année. En conséquence, certaines manifestations<sup>223</sup> apparaissent comme des spectacles !

La vision qu'on a du recul du bal est ainsi amplifié par un effet statistique. Il s'agit néanmoins de trouver d'autres explications plus satisfaisantes. Nous allons tout d'abord explorer l'hypothèse d'un tassement généralisé de la pratique culturelle ou de loisirs. C'est la plus plausible.

En effet, on vient d'évoquer l'idée que, contrairement à une idée reçue qui a fait la fortune politique d'un ministre de la culture particulièrement populaire, la culture, même la plus prestigieuse, ne progresse guère durant les années 80: les dépenses en francs constants<sup>224</sup> stagnent quand elles ne baissent pas dans certains secteurs et les pratiques mesurées par les enquêtes régulières du ministère de la culture<sup>225</sup> montrent au mieux

---

<sup>220</sup> MARCHAN, Francis. Op. cit.

<sup>221</sup> RENAULT, Patrick. Op. cit.

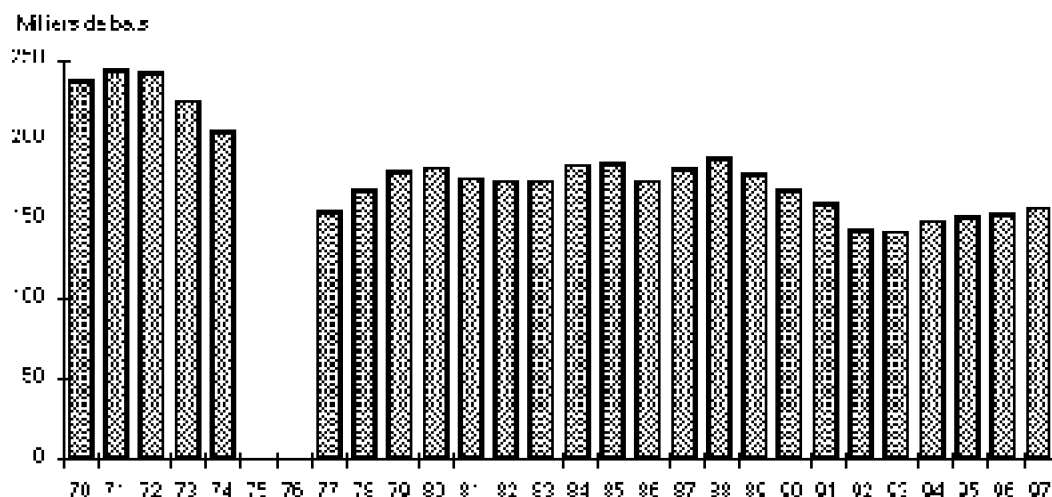
<sup>222</sup> DONNAT, O., GIRARD, A. Avant-propos *Enquête pratiques 1988*. Op. cit.

<sup>223</sup> Cependant elles semblent demeurer marginales (2-3%) au regard des bals recensés comme occasionnels.

<sup>224</sup> DONNAT, O. *Dépenses culturelles* Op. cit.

une hausse modérée mais le plus souvent un léger recul.

Le “rustique” bal apparaît donc dans une honnête petite moyenne, plutôt en bonne santé durant les années 80, en recul au début des années 90. La reprise de ces dernières années reste à confirmer car on a atteint en 1992 et 93 des niveaux d'étiage, avec de 1992 à 1996 un nombre de bals inférieur aux pires années de la décennie 70 (153 885 en 1977). Malgré une reprise depuis, les résultats de 1997 (156 457 bals) restent d'ailleurs nettement en deçà des moyennes de ces vingt dernières années, généralement supérieures d'une dizaine de milliers de séances.



Graphique 2. Evolution du nombre de séances de bals.

Source SACEM

Aujourd'hui, nous sommes confrontés, semble-t-il, à des changements de pratique massifs que révèlent les pratiques des jeunes<sup>225</sup>. Mais cela reste à prouver dans les années qui viennent: la reprise récente se révélera peut-être durable, confirmant ainsi les propos de Dibiau mais aussi certains discours journalistiques qui glosent sur un besoin actuel de se ressourcer, de “revenir aux racines” ou simplement de faire groupe.

Reprise après une crise ou changement plus profond, structurel, les années qui viennent seront donc très importantes pour l'avenir de ce loisir. Mais, même en recul, le bal reste un événement majeur dans la vie des communautés: le nombre de séances le montre bien.

Les acteurs du bal (organisateur, membres d'orchestres) avancent souvent une explication conjoncturelle; mais qu'il s'agisse des craintes suscitées par les vagues d'attentats ou des périodes de crise économique, aucune n'est satisfaisante. Au-delà des explications seulement statistiques, on pouvait incriminer les difficultés économiques du pays pour expliquer le tassement du nombre de séances au début des années 80, suivi d'une reprise évoquée par la citation de Francis Marchan.

<sup>225</sup> DONNAT, O. *Pratiques culturelles*. Op. cit.

<sup>226</sup> Ministère de la Culture. Enquête 94. Op. cit.

Les difficultés nées des attentats en 1986-87 et surtout la Guerre du Koweït auraient provoqué un recul net. Le bal, particulièrement le bal public, parce que plus anonyme et donc difficile à sécuriser (ou très sensible aux effets de psychose...) paraît, généralement, particulièrement touché dans les périodes d'attentats: un des membres d'orchestres interrogé signalait ainsi six annulations sur une vingtaine de dates durant le seul automne 1990.

Mais on peut remarquer que la baisse est surtout nette à partir de 1992 et que 1995, année marquée par d'autres attentats, est en reprise. La crise de cette période semble donc plutôt coïncider avec la crise économique, même si sur l'ensemble de la période considérée dans le graphique 1, la courbe ne correspond pas plus à celle de l'évolution du PIB dès qu'on remonte au-delà de 1990, qu'à celle des périodes d'attentats (74-76; 86-87; 90-91; 95-96).

Malgré cette difficulté à mettre en valeur un lien net avec l'actualité, il demeure que le bal y est sensible et ainsi bien moins immuable ou détaché du réel qu'il n'y paraît. Ces trois explications, recul des pratiques, peur des attentats et crise économique, probablement conjuguées, contredisent en effet l'image du bal traditionnel, hors du temps, que beaucoup voudraient garder.

Au-delà de cette relative stagnation, c'est surtout la nature des bals qui évolue. Les bals publics, plus traditionnels, sont en recul, au mieux se maintiennent les meilleures années et encore n'est-ce pas systématique. Ainsi en 1997, leur nombre a reculé de 1,5% à 91 552 séances. Dans le même temps, les repas dansants continuent leur progression, même durant les années de crise. Toujours en 1997, ils ont progressé de 4% pour frôler les 65 000 séances.

Aussi derrière une relative stabilité d'ensemble, il faut voir-là un changement qualitatif majeur car ces différents bals ne se répartissent pas uniformément sur tout le territoire, n'évoluent pas partout de la même manière et enfin ne recouvrent pas exactement les mêmes activités. C'est bien ce qui motive la suite de l'étude. Cette osmose entre les deux types, ce glissement du bal vers le repas dansant ne correspond pas seulement à une commodité de perception de la SACEM <sup>227</sup>, il est révélateur de comportements spatialement et socialement diversifiés. C'est ce qu'on va voir maintenant.

## Chapitre 2. L'inégale répartition des bals en France

### 2-1 Bals nombreux, bals rares

---

Autour de 160 000 bals chaque année en France, cela représente donc une moyenne de

<sup>227</sup> On explique plus loin que les perceptions de la SACEM y sont plus modérées, d'où la tendance à parfois transformer un bal public en repas dansant sans grand changement apparent: c'est ainsi le cas de certains thés dansants. Le phénomène ne doit cependant pas être exagéré.

4,5 bals par commune, ce qui n'est pas négligeable. Mais il est évident que cela s'accompagne d'une grande diversité de situations:

- elle reproduit la diversité des communes (démographique, structurelle notamment le nombre de noyaux villageois qui les compose) laisse supposer que dans les moins peuplées<sup>228</sup> ce nombre est moindre.
- les communes urbaines ont une pratique proportionnellement moindre que le reste du territoire.
- les comportements sont différenciés selon les régions .

Aussi, il importe de tenter une approche spatiale très progressive afin de distinguer ce qui ressort de chacun de ces éléments.

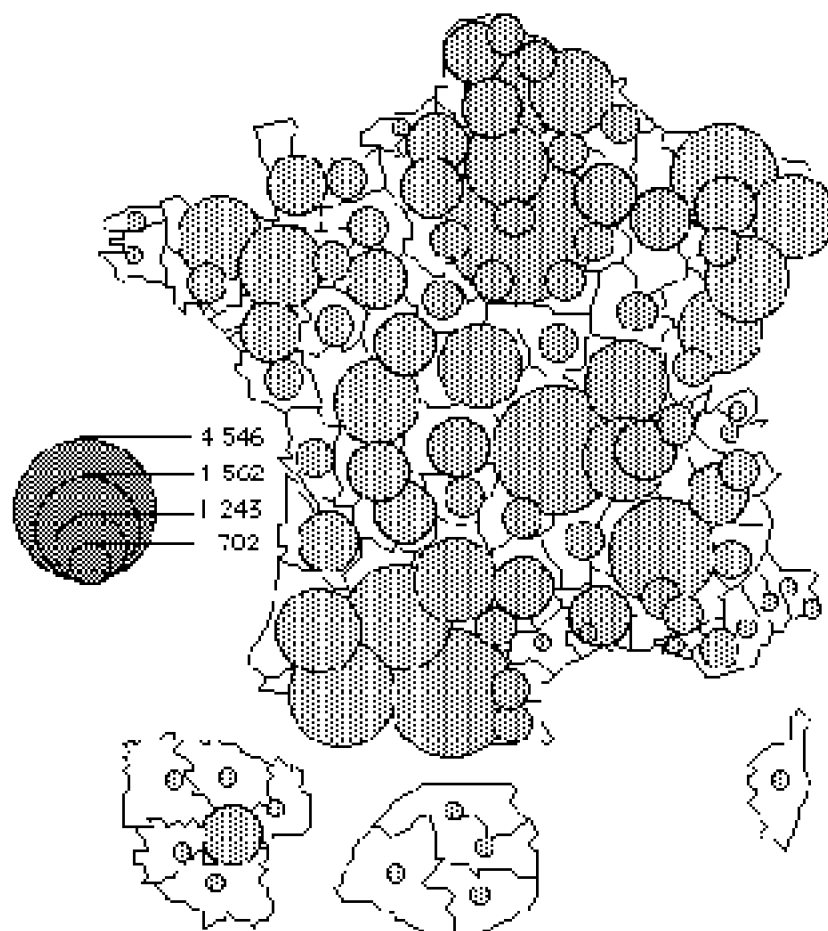
Sur la carte 6, relevons tout de suite les énormes contrastes entre maxima et minima: de 632 (Annecy, mais Quimper ou le Havre sont proches) à 4 546 bals et repas dansants par délégation (Clermont-Ferrand) avec une moyenne assez importante de 1601. On retrouve ces contrastes tout au long de l'étude.

Si on excepte les cas de Monaco, très peu peuplé<sup>229</sup>, et Ajaccio on trouve une grosse dizaine de délégations où moins de mille bals ont eu lieu en 1995, la plupart se situant même autour de 500. On les localisera surtout dans la région parisienne, mais aussi quelques grandes agglomérations (Marseille, le Havre, Nice, Brest voire Quimper ou Annecy). Cet ensemble peut sembler hétéroclite; il représente cependant, si on y joint quelques autres délégations à peine moins faibles non citées, généralement très urbanisées, une quinzaine de millions de français pour qui le bal n'existe pratiquement pas, à la fois parce qu'on y va très rarement, mais aussi parce qu'on n'en entend même pas parler dans la ville.

Cet aspect met en valeur les forts contrastes de pratiques culturelles. Ainsi, à l'inverse des zones évoquées à l'instant, le nord, l'est, le sud-ouest et le Massif Central se distinguent: qu'on imagine l'impact des 4546 bals de la délégation de Clermont-Ferrand, des 3366 qu'on organise autour de Pau (mais Biarritz n'est pas loin, Agen fait plus encore). Il est évident que ces manifestations seront dans ces cas-là un élément important de la vie de l'ensemble de la population, même si on n'est pas un pratiquant assidu: bien qu'un tiers à la moitié de la population adulte de ces régions n'aille jamais au bal<sup>230</sup>, il est difficile à quiconque d'en ignorer l'existence.

<sup>228</sup> Dans notre cas, près du quart des communes françaises, avec moins de 250 habitants, sont concernées. Ainsi en 1997, dans la seule délégation SACEM de Saint-Raphaël, qui inclut une large bande d'arrière-pays, y compris dans le département des Alpes de Haute Provence, on en trouve 6 avec moins de 60 habitants dont 3 inférieures à 20 qui n'organisent aucun bal. Les 44 communes de moins de 300 habitants n'en organisent que 119 soit 2,5 par commune.

<sup>229</sup> 28 000 habitants quand la moyenne des autres délégations de la SACEM dépasse les 600 000. On trouve le minimum de 90000 habitants à Gap (mais Ajaccio et Aurillac, les suivantes ont déjà respectivement 141 000 et 158 000 habitants). En ce qui concerne le maximum, les délégations de Bry-sur-Marne (banlieue est de Paris) et Lyon se disputent la prééminence avec près de 1,7 million d'habitants. Dans onze autres délégations la population atteint ou dépasse le million d'habitants (Bordeaux, Lyon, Nantes, Lille, Strasbourg, Metz, Toulouse, S<sup>t</sup>-Gratien (banlieue nord de Paris), Evry, S<sup>t</sup> Germain en Laye, Versailles). Par ailleurs, une dizaine de délégations représentant toutes les autres grandes métropoles françaises s'en approchent. (données RGP, 90 mais découpe SACEM de 1995).



**Répartition de l'ensemble des bals (bals publics et repas dansants)**

Moyenne = 1612 bals et repas dansants  
 Écart-type = 970  
 Minimum = 34  
 Maximum = 4546

Total = 150 458 bals et repas dansants  
 Source: SACEM, 95  
 D. CROZAT

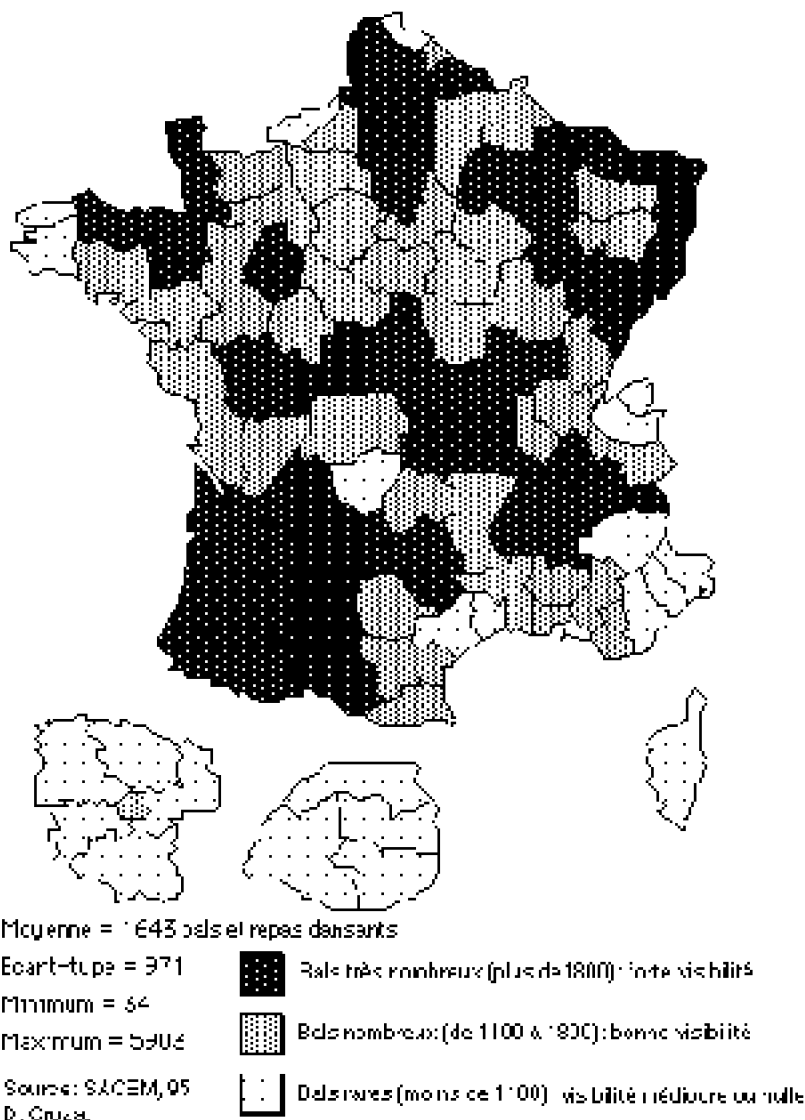
Carte 6. Répartition des séances de bals et repas dansants par délégation de la SACEM

## 2-2 Une inégale visibilité du bal

Cet impact du bal est difficile à cerner. On peut déjà considérer qu'il joue un rôle secondaire dans la plupart des délégations où il est très rare. La carte 7 s'efforce d'en souligner les contrastes. Elle reste grossière puisque qu'elle ne prend pas en compte les spécificités locales. Ainsi dans la délégation de Lyon, le bal est une réalité qui compte dès que la ville s'étale moins dense: dans la vallée de la Saône avant même Neuville, les périphéries est et sud de Meyzieu à Corbas ou Chaponnay, tout comme sur le versant ouest des Monts du Lyonnais (Lentilly, La Tour-de-Salvagny).

<sup>230</sup> Evaluation d'après les résultats de l'enquête du ministère de la Culture: dans les régions de forte pratique on peut assez logiquement supposer que la proportion d'adultes français qui vont au bal au moins une fois dans l'année augmente de 50 à 100% par rapport aux 30% moyen de l'ensemble du pays.

On voit ainsi que certaines parties du pays relativement peu peuplées ont une offre de bals très importante, alors que toutes les métropoles n'émergent pas avec la même netteté: c'est ainsi le cas de Marseille, 525 bals quand la délégation proche de Gap en accueille 1125. D'autres s'en sortent mieux: ainsi Lille (1377 séances) mais, là encore, les délégations voisines de Boulogne sur Mer et surtout Arras et Valenciennes (deux fois plus de séances) sont loin devant.

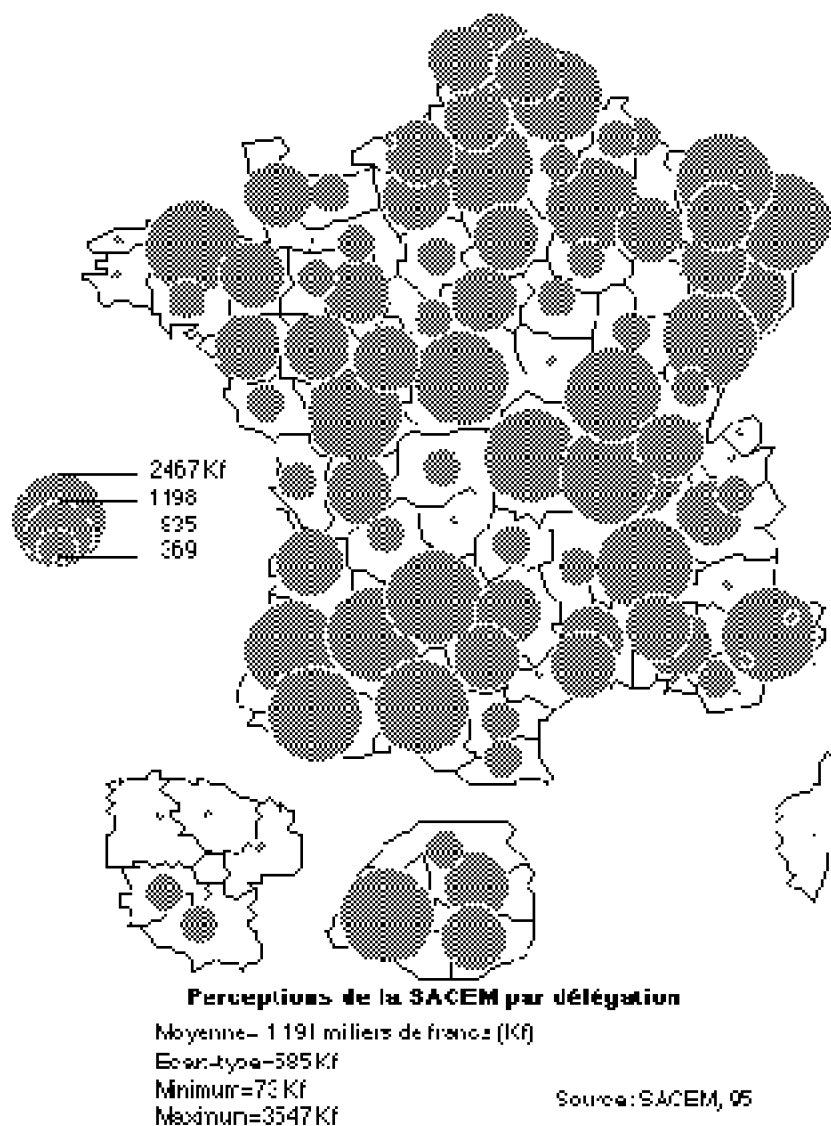


Carte 7. Inégale importance du bal dans la vie sociale: premier essai d'évaluation

Plus probants sont les cas de Strasbourg qui, comme Toulouse (4274 séances), dominant chacun une région très active, la palme revenant nettement au sud-ouest. Dans ces cas, il apparaît à l'observation que les métropoles éponymes ont une activité relativement limitée et surtout concentrée sur leurs périphéries par rapport à leur délégation, très vivante. Une étude plus fine montrerait cependant que les bals sont cependant proportionnellement plus nombreux à Toulouse ou Strasbourg que dans la plupart des autres grandes villes du pays.

Quant à la région parisienne, elle peut certes aligner près de 6 000 séances mais c'est pour toute la métropole, soit bien peu de chose rapportée à la population gigantesque de cet ensemble: ici l'impact sera minimal, à l'exception de la délégation de Melun où le poids des zones rurales de la Seine et Marne est important. Qu'on enlève celles-ci et on découvre que 9,5 millions de franciliens n'ont pas à leur disposition plus de bals que le million de Haut-Garonnais et Ariégeois, bien moins que les auvergnats de Clermont-Ferrand (Puy de Dôme et Allier)... On comprend l'intérêt de passer à une observation plus fine et d'intégrer la taille de ces manifestations comme des populations concernées.

Dans le premier cas, il est possible d'avoir une idée de cette importance en étudiant le montant des perceptions de la SACEM dans chacune des délégations (carte 8).

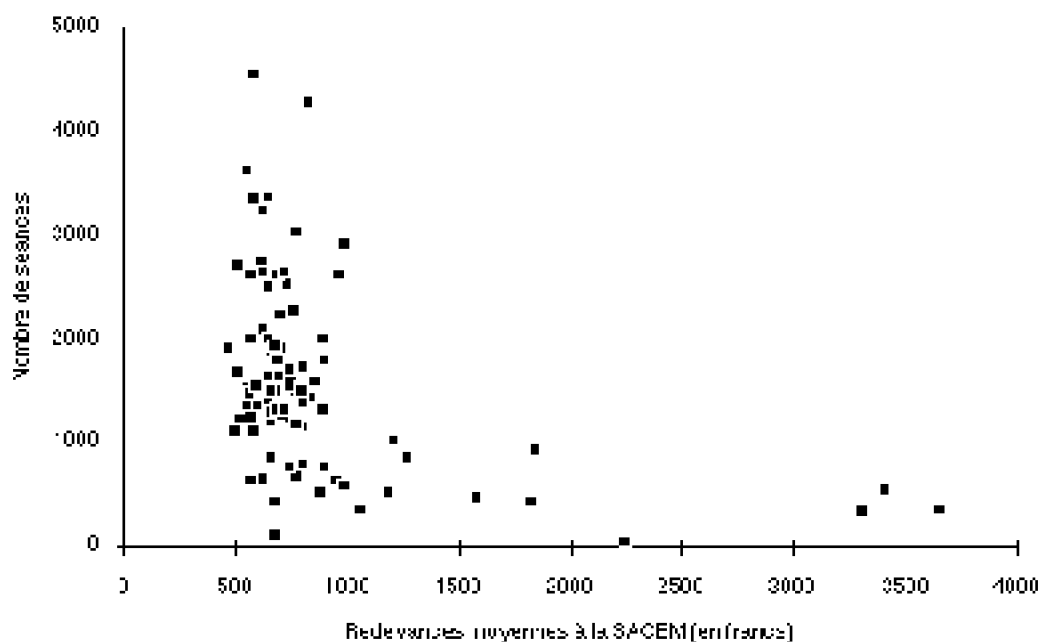


*Carte 8. Total des perceptions de la SACEM par délégation*

Avec une variation entre les extrêmes de 1 à près de 50, de 1 à 8 pour les délégations les plus représentatives, les écarts sont énormes et illustrent bien la diversité

des situations en France. Les mêmes régions se distinguent: sud-ouest et nord-est en tête. Mais ce regard n'est pas non plus parfait puisqu'il ne tient pas compte non plus du niveau des prix, en général plus élevé dans les grandes villes. Cela permet ainsi à Cannes une visibilité qui ne correspond guère à la fréquence des bals. Ils y sont plus importants mais cette caractéristique est manifestement exagérée. L'autre critique tient au fait que ce marqueur ne prend pas en compte le type de bal considéré: la gratuité de l'entrée minore considérablement les perceptions dans des délégations où on danse beaucoup ainsi Bordeaux et Périgueux, quand, à l'inverse, sa rareté dans les Vosges<sup>231</sup> exagère l'importance du bal.

Il demeure qu'on peut remarquer qu'en général, il existe bien un rapport inverse) entre le nombre de séances de bal et le montant moyen de redevances perçues par la SACEM (graphique 3). Les exceptions, plus souvent des écarts à la moyenne du fait de l'homogénéité des comportements, se révèlent intéressantes car elles signalent des particularités locales, ainsi des exemples cités au paragraphe précédent. On peut aussi signaler que les délégations comprenant les grandes métropoles sont celles dont les redevances moyennes sont les plus élevées.



Graphique 3. Des comportements homogènes

Source: SACEM, 95

On peut compléter ce regard avec des informations qui prennent en compte la taille des populations considérées.

## 2-3 Des fréquences très contrastées

<sup>231</sup> Voir annexe 3, questionnaire n°3.

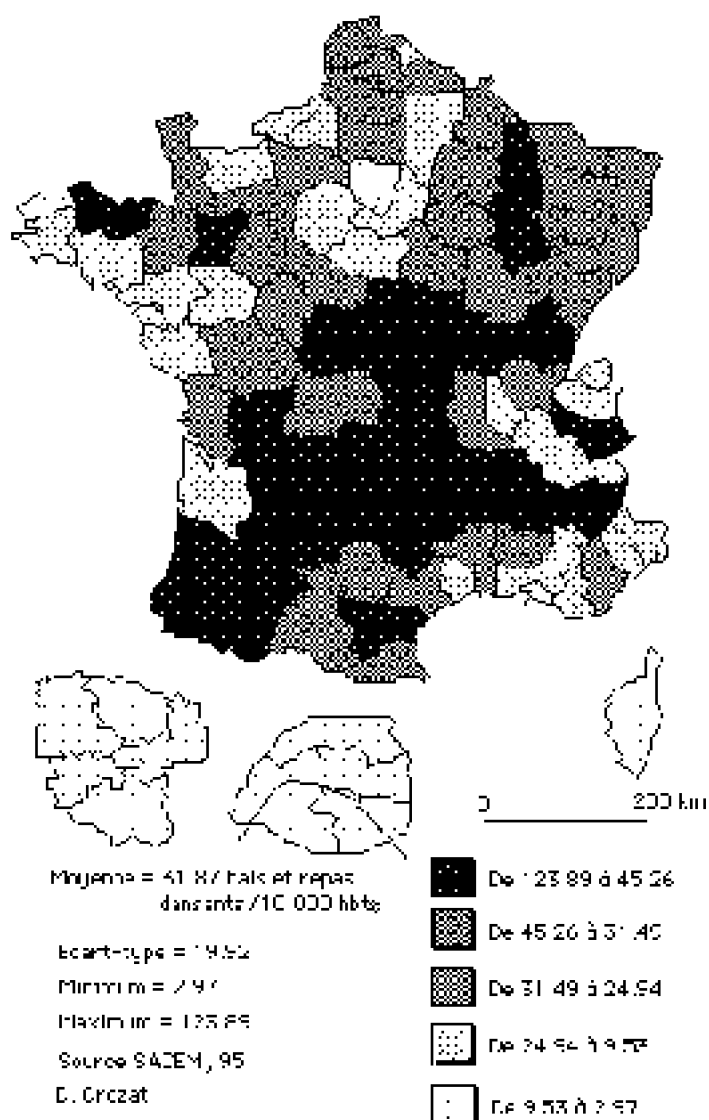


Afin de compenser les inégalités démographiques, on a comparé le nombre de séances à la population de la zone considérée lors du recensement général de la population de 1990. Cela permet donc de disposer d'un indicateur (exprimé en nombre de séances pour 10 000 habitants) des différences de pratiques selon les régions. A population comparable, les écarts deviennent alors bien plus conséquents et révélateurs.

Lorsqu'on considère la carte 9, on a confirmation des suppositions proposées: les inégalités sont particulièrement marquées d'une région à l'autre. Débarrassés des inégalités de population, les écarts se creusent par rapport aux données brutes: la forte visibilité des manifestations (carte 7) se double alors d'une forte pratique.

Déjà importants en ce qui concerne les perceptions, ces écarts<sup>232</sup> le restent dans le cas des fréquences de l'ensemble des bals: de 1 à 42 entre Saint-Gratien et Gap, de 1 à 13 (de Brest à Gap) si on retranche la région parisienne, Ajaccio et Marseille. La fréquence des bals et repas dansants renforce donc la perception qu'on peut avoir de ces contrastes. Surtout, on s'aperçoit que les valeurs moyennes sont elle-mêmes très étagées et que ces contrastes ont une assise très spatialisée.

<sup>232</sup> On peut comparer avec quelques autres marqueurs nationaux courants, économiques ou démographiques: en matière de revenus ou de chômage les écarts se limitent (heureusement) à un rapport de 1 à 2; la fécondité, la part des moins de 20 ans ou des plus de 60 ne varient que de 1 à 1,3... Seules la part des immigrés (1 à 10) et la densité départementale de la population (1 à 20) permettent de voir apparaître des contrastes aussi forts. Un rapprochement utile pour la suite.



Carte 9. La fréquence des bals et repas dansants par délégation de la SACEM

Les délégations du Sud-Ouest et du Massif Central, déjà cités, dominent nettement. S'y adjoignent, d'autres régions peu denses où les bals paraissent parfois rares dans la carte 6: le Languedoc, à l'exception de Montpellier, le sud des Alpes et une large bande qui, jusqu'à la frontière luxembourgeoise, isole les zones fortement urbanisées de Rhône-Alpes, de l'Alsace, de la Provence et de la Côte d'Azur et surtout du Bassin Parisien, ce dernier clairement délimité d'une double auréole à l'est et au sud.

On aura reconnu là, la fameuse "diagonale du vide" et la quasi totalité des départements signalés comme en difficulté démographique. La cinquantaine de délégations supérieures à la moyenne ne représente d'ailleurs pas même le quart de la population totale du pays, malgré la présence de Toulouse, Limoges, Clermont-Ferrand et d'une quinzaine d'agglomérations qui approchent ou dépassent les 60000 habitants!

A l'inverse, parmi les régions de faible fréquence, on trouve d'abord les métropoles importantes, à l'exception de Toulouse et, dans une moindre mesure, celles du nord-est,

Nancy-Metz et Strasbourg. On peut donc proposer une première constatation: le bal apparaît comme un phénomène plutôt rural, même s'il influence des villes parfois importantes. La situation démographique semble jouer un rôle majeur dans sa répartition.

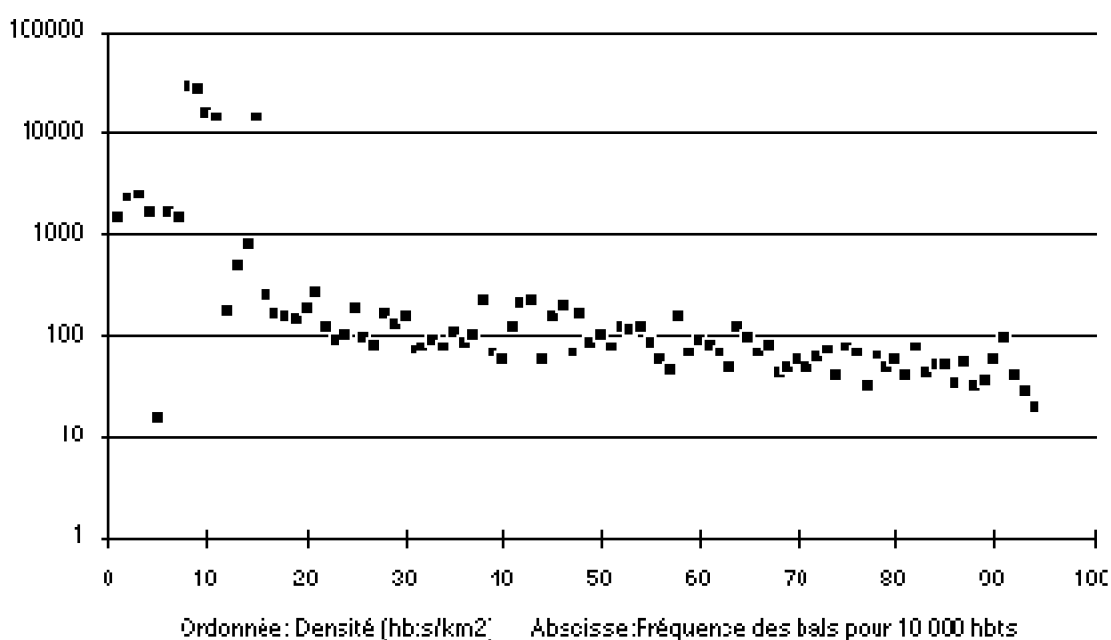
Mais il nous faut immédiatement nuancer: en effet, s'ajoutent aussi aux régions de faibles fréquences très urbanisées, les régions de campagnes rénovées fortement peuplées dont les taux, bien que moins modestes, n'atteignent pas la moyenne: littoraux atlantique, provençal, extrémité atlantique du Val de Loire, Savoie. Dans ce groupe, on a quelques exceptions cependant: les délégations de Touraine ou même la Franche-Comté qui combinent les deux types de campagnes; c'est le cas aussi dans la délégation d'Avignon grâce aux bals importants et à forte audience qui s'y tiennent l'été.

Cela nous amène à signaler un risque: celui de confondre cette fréquence des bals et leur fréquentation, beaucoup plus difficile à appréhender à travers les données dont nous disposons. L'importance des redevances dans certaines délégations, laisse supposer qu'on y trouve des bals plus importants mais peut-être assez rares, susceptibles d'attirer un public nombreux: outre le Vaucluse, c'est le cas en Alsace, et dans les Vosges, dans la Loire Atlantique ou encore en Savoie.

A l'inverse, les écarts importants de population en France peuvent fausser l'appréciation et par un effet de lissage statistique (taille des délégations notamment, mais pas seulement) mettre sur le même plan des populations assez nombreuses et pratiquantes de bals importants, avec des populations très peu nombreuses où les bals seront petits et n'attireront qu'une population totale fort réduite. Bien qu'il soit difficile de démêler les uns des autres, c'est probablement le cas dans certains départements de la lointaine couronne du Bassin Parisien ou peut-être même en Languedoc.

Le bal semble donc une activité plutôt campagnarde donc, mais sans conclure sur le type de campagnes: si les plus rénovées semblent moins pratiquantes et se rapprochent de comportements urbains, cela ne signifie pas que les bals seront automatiquement nombreux dans les campagnes moins peuplées: la Vendée, le pays de Caux, la Sologne, la Beauce ou l'est de la Picardie le prissent peu. On a déjà vu aussi que les plus petites agglomérations en organisent peu.

Il demeure que, peut-être plus net encore que la relation entre fréquences et redevance (graphique 3), un lien semble bien exister entre les densités, surtout les plus faibles, et les fréquences (graphique 4). Cette relation n'apparaît moins évidente que dans les délégations les plus urbanisées, faiblement pratiquantes pour d'autres raisons. Ailleurs, le lien est particulièrement fort.



Graphique 4. Des bals plus ruraux ?

Source: SACEM, 95

Enfin, on peut remarquer à l'étude de la carte 9 que des régions qui, dans le discours courant, sont souvent présentées comme culturellement très homogènes ne le sont pas toujours dans leur pratique du bal: c'est particulièrement le cas de la Bretagne, voire de la Bourgogne ou du nord du pays. Déjà visibles en ce qui concerne les redevances à la SACEM, ces partitions doivent rendre méfiant vis à vis du discours régionaliste, notamment en Bretagne où le bal possède un nom spécifique, le *fest-noz*, et serait, selon le discours commun "l'expression d'une culture populaire authentique qui n'a jamais été si vivante"<sup>233</sup>, surtout sur la côte sud. Or, les bals se concentrent en Côtes-d'Armor où ils sont dans leur grande majorité très classiques. Cette situation n'est pas rare: dans de nombreuses régions, une étude plus précise permet de mettre en valeur des comportements beaucoup plus parcellisés, à l'image de ceux qu'on voit émerger dans un grand sud-est ou dans le nord.

## 2-4 On danse encore beaucoup en France

Pour récapituler, la pratique du bal en France apparaît tout d'abord comme très contrastée. Si les zones urbaines de grande taille le pratiquent peu, on le trouve partout ailleurs à des niveaux remarquables; enfin, il apparaît souvent très fort dans les régions moins peuplées et celles du centre et du sud-ouest du pays.

Deuxième remarque qui reprend ce qui précède et confirme des idées évoquées au chapitre précédent: si on tente une évaluation par grandes masses, à l'exception de deux régions de la SACEM de très faible pratique et de deux autres où elle se révèle faible (mais souvent très peuplées: Paris, Aix-en-Provence et Rouen), on danse encore

<sup>233</sup> *Le Nouvel Observateur*, 23-29 juillet 98, p. 12 (Ursula Gauthier).

beaucoup en France puisque l'on trouve neuf régions sur treize proches ou supérieures à la moyenne nationale. Mais le poids démographique de l'agglomération parisienne, très peu pratiquante, fausse l'appréciation qu'on peut avoir du phénomène. Dans le cas de Aix, signalons cependant qu'elle est très contrastée: ses résultats modestes dans l'ensemble, ne doivent pas cacher qu'elle comprend aussi certaines des délégations à la fréquence par habitant parmi les plus élevées du pays.

N'exagérons pas ce trait: à l'inverse, les régions les plus peuplées se montrent globalement dans une honnête moyenne: Lyon (mais elle-même très diversifiée), ou Lille, voire légèrement supérieure (Strasbourg). Il demeure que les meilleures fréquentations sont celles des régions les moins peuplées: Toulouse (dont la région SACEM s'étend jusqu'au Rhône) ou Bordeaux, singularisent un grand sud qu'on retrouvera.

Aussi, il s'agit maintenant d'étudier plus finement les inégalités de comportement. Les publics du bals sont aussi diversifiés et demandent un regard précis.

## Chapitre 3. Les publics du bal

### 3-1 Un public plus large mais moins d'habitué

---

Les français dansent donc encore beaucoup: 160 000 bals par an, ce n'est pas rien. En moyenne, 1 bal pour 350 français de tout âge. Certes il y a beaucoup de bals, les perceptions de la SACEM en hausse semblent indiquer un succès croissant mais peut-on raisonnablement évaluer le public qui fréquente ces bals ? L'enquête du Ministère de la Culture de 1997 affirme que 30% des français vont au bal public au moins une fois dans l'année et celle de 1989 que, parmi eux, 23% y vont même cinq fois<sup>234</sup>.

Si on garde à l'esprit que les régions de très faible pratique -essentiellement l'agglomération parisienne-, les bals non répertoriés, les bals privés ou semi-privés et les français de moins de 15 ans pèsent d'un poids démographique important sur les moyennes nationales, on ne peut que répéter la conclusion de la première partie qui mettait en valeur l'aspect important de cette activité.

Le bal est une des principales activités de masse des français (tableau 3).

Depuis 1973, on constate une évolution divergente des deux principaux marqueurs de la pratique du bal. La pratique occasionnelle progresse lentement mais régulièrement, passant de 25 à plus de 30% des adultes. Sur la même période, l'opéra, pourtant plus prestigieux, n'en a attiré que 3%...

Dans le même temps, la pratique régulière (plus de 5 fois par an) régresse dans des proportions bien plus importantes de 1973 à 1988 et ce mouvement s'est probablement<sup>235</sup> poursuivi depuis: chez les jeunes, groupe d'âge le plus assidu, on semble assister à un effondrement de la pratique entre 1988 et 1994<sup>236</sup>. Le nombre moyen de bals fréquentés

<sup>234</sup> DONNAT, Olivier et COGNEAU, Denis. Op. cit.

dans l'année passe ainsi de 8,5 en 1973 à 5 en 1988 <sup>237</sup> (tableau 4). Elle reste cependant à un niveau élevé puisque l'enquête révèle que le quart des pratiquants (26% au lieu de 37% en 73) est dans cette catégorie. Mais l'importance de la variation sur un temps aussi court est considérable pour des comportements qui généralement n'évoluent que lentement.

**Tableau 3. L'évolution des pratiques culturelles des français de 1973 à 1997**

Evolution	Pratique dans l'année				Pratique régulière <sup>1</sup>		
	1973	1981	1988	1997	1973	1981	1988
	%	%	%	%	%	%	%
cinéma	52	50	49	49	58	60	53
fête foraine	47	43	45	48	15	12	10
musée	27	30	30	33	15	14	16
bal public	25	28	28	30 +2 <sup>2</sup>	37	29	26
match sportif payant	24	20	25	25	47	45	41
exposition d'art	19	21	23	25	15	17	19
zoo	30	23	22	26	4	6	6
théâtre professionnel	12	10	14	16	25	17	15
concert de rock ou de jazz	6	10	13	13	15	21	22
cirque	11	10	9	13	non significatif: 2		
concert de musique classique	7	7	9	9	14	16	16
opéra	3	2	3	3	non significatifs:2		
<sup>1</sup> pourcentage de pratiquants ayant fréquenté 5 fois ou plus l'activité dans l'année.							
<sup>2</sup> en 1997 la fréquentation des <i>rave parties</i> est comptabilisée dans une rubrique distincte.							

Source: Ministère de la Culture, 73-81-88-97

Sur la même période, les sorties populaires les plus pratiquées (fête foraine et cinéma) connaissent une évolution proche <sup>238</sup>.

Au moins pendant les années 80, le discours sur le repli vers la sphère privée est fondé, de même que nos doutes -et ceux d'Olivier Donnat- quant à une explosion de la pratique culturelle: les français sont plutôt moins assidus dans l'ensemble des pratiques de masse, alors que les enquêtes montrent par ailleurs que les pratiques personnelles

<sup>235</sup> L'enquête du Ministère de la Culture de 1997 n'évalue plus ce critère dans le cas du bal public.

<sup>236</sup> Ministère de la culture. Enquête 94. Op. cit. Mais les modes de mesure, comme les populations concernées, ne correspondent pas exactement; de plus la pratique des *rave parties* n'est pas prise en compte bien que ses adeptes soient en général des pratiquants très assidus.

<sup>237</sup> DONNAT, Olivier et COGNEAU, Denis. Op. cit.

<sup>238</sup> On assiste surtout à un mouvement d'exurbanisation avec, pour le cinéma, les nouveaux complexes multi-salles de périphéries urbaines. Les forains sont aussi concernés, ce qui les inquiète (*Le Monde*, 21 juin 98, p.9; P. Kremer) tandis que leur public évolue comme celui du bal: hausse de la pratique moyenne, recul sensible des habitués.

progressent lentement. Dans notre cas, il est probable que grâce à la hausse des revenus et la baisse du prix des prestations musicales (petites disco-mobiles) les fêtes privées et familiales sont bien plus importantes qu'auparavant.

Tableau 4. L'évolution de l'intensité de la pratique du bal en 1973 à 1988

	1973	1981	1988
<b>Taux pratique</b>	25%	28%	28%
<b>Nombre de bals</b>	8,5	5,9	5
<b>En 1988</b>			
<b>N'y vont jamais</b>	<b>fréquence: 1 ou 2</b>	<b>fréquence: 3 ou 4</b>	<b>fréquence: 5 et +</b>
25%	53%	21%	26%
<i>(1) Part de la population de plus de quinze ans ayant participé à au moins un bal dans l'année précédente</i>			
<i>(2) Nombre moyen de bals fréquentés par les pratiquants dans l'année précédant l'enquête.</i>			

Sources: Ministère de la Culture (81, 88)

### 3-2 Deux publics très distincts

Au vu de ces données, les français forment trois groupes représentés dans le graphique 5 :

- Un quart ne vont jamais au bal. C'est considérable mais on peut aussi en déduire *a contrario* que les trois quarts des français de plus de quinze ans pratiquent plus ou moins souvent le bal. Cela illustre bien l'importance de ce loisir. (Groupe C)
- Ceux qui n'y vont qu'une fois ou deux dans l'année. Mais n'oublions pas que les bals privés et fêtes de famille au moins aussi nombreux que les bals publics ne sont pas comptabilisés dans ces données. Ces pratiquants occasionnels, représentent la moitié des pratiquants. S'ils forment le gros des troupes, ne nous illusionnons donc pas non plus sur l'importance de leur pratique: quelque soit leur discours vis à vis du bal (paradoxalement c'est parmi eux qu'on rencontre la plupart des nostalgiques du bal traditionnel), ils n'y attachent qu'une importance limitée. Il demeure que ce groupe se diffuse dans toutes les catégories de la population et donne au bal cette image de loisir de masse. On va voir que ce sont ceux dont la présence s'accroît. (Groupe B)
- Restent les assidus: ceux qui fréquentent souvent ou très souvent les bals représentent la moitié des pratiquants. Ce sont eux qui font la vie du bal, notamment les très assidus: leur pratique est importante, parfois quasi hebdomadaire<sup>239</sup>, au point de donner pour l'ensemble des pratiquants une moyenne de près de 6 bals par

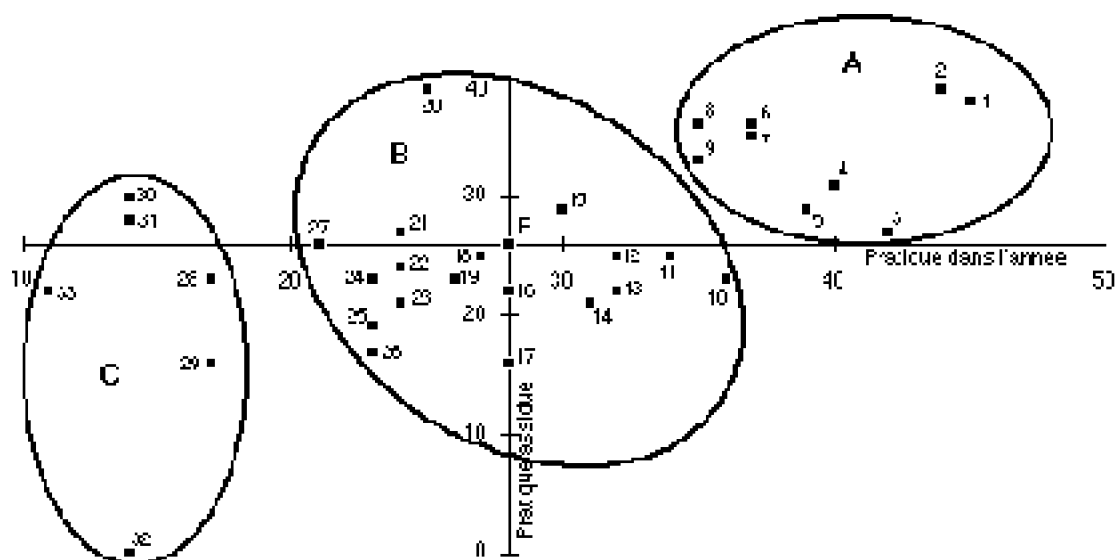
<sup>239</sup> C'est ce que montre l'enquête sur la pratique de la danse de l'INSEE, plus précise: 12% des adultes vont danser au moins une fois par mois, dont 4% "presque chaque semaine". Diverses évaluations reprises dans cette étude permettent d'affirmer que le bal public représente environ la moitié des sorties danse.

an en 1981, de 5 en 88. Mais c'est aussi le groupe dont l'importance décroît le plus. Cette dernière catégorie, on le voit dans le graphique 4, puise ses effectifs dans quelques groupes, qui donnent son image au bal: les jeunes, les agriculteurs et les ouvriers, les ruraux. (Groupe A)

Retenons donc l'image d'un public stable qui s'élargit lentement sur vingt ans. Dans le même temps, la pratique est plus uniforme, puisqu'on y va moins souvent. Cela recoupe les constatations faites plus haut qui indiquaient que les goûts du public changent aussi: on fréquente plus les repas dansants et ce type de bal s'adresse à une clientèle moins spécialisée, souvent plus âgée. On imagine généralement le bal comme "une pratique populaire, jeune et rurale"<sup>240</sup>. L'étude fine de ce public permet aussi de mettre en valeur une évolution récente: ce n'est plus tout à fait le même public qui va à des bals différents.

Retenons donc l'idée de deux publics différents mais qui tendent à se fondre. De fait, dans le graphique 4, seuls deux groupes se distinguent nettement: les jeunes de moins de 20 ans et les agriculteurs. Le reste du groupe A, les forts pratiquants, se rapproche nettement de l'énorme groupe B, celui des pratiquants occasionnels. Il garde cependant une relative homogénéité: les jeunes, les ruraux et les groupes disposant d'un bagage éducatif mais inférieur au bac. Bref, on retrouve-là quelques clichés qu'il faut aborder: le bal des jeunes, le bal populaire et le bal des champs.

Enfin, le groupe B se distingue clairement du groupe des non ou faibles pratiquants, lequel se révèle d'ailleurs assez hétéroclite avec deux tendances: les intellectuels, de préférence parisiens, et les personnes âgés.



Graphique 5. Les publics du bal

Source: Ministère de la Culture, 88

Légende du graphique

<sup>240</sup> Ministère de la culture. Enquête 81. Op. cit.



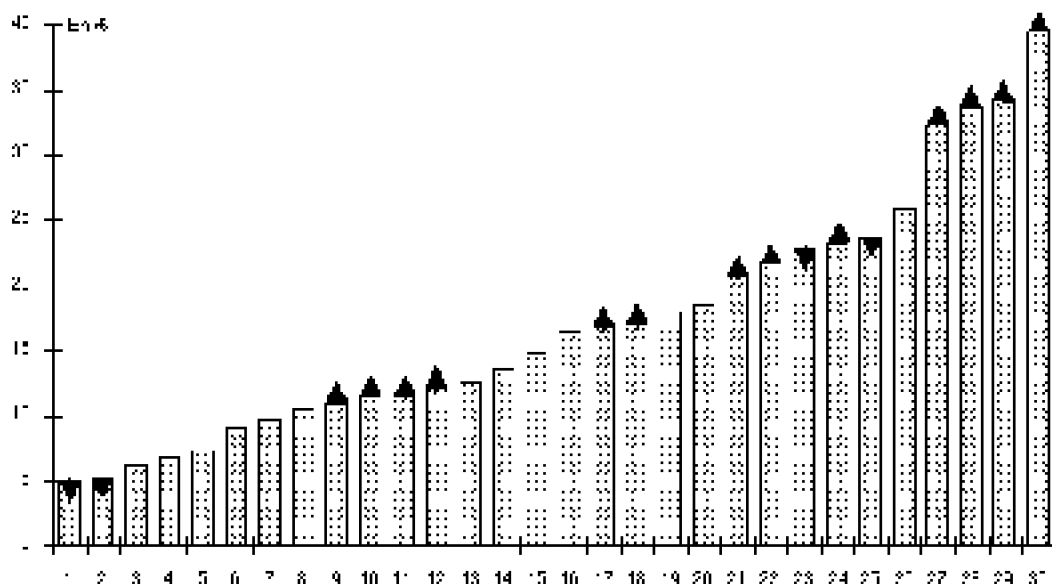
Code	GROUPE A	Code	GROUPE B	Code	GROUPE B	Code	GROUPE C
1	15-19 ans	10	niveau BEPC	18	U.U. 20 000 -100 000 hbts	28	Niveau études sup
2	agriculteurs	11	employés	19	femmes	29	cadres, prof. intelle sup.
3	ouvriers qualifiés	12	U. U. < 20 000 hbts	20	autres inactifs	30	Veufs, divorcés
4	étudiants, élèves	13	25-34 ans	21	aucun diplôme, CEP	31	retraités
5	niveau CAP	14	35-44 ans	22	plus de 100 000 hbts	32	Paris
6	célibataire	14	45-54 ans	23	professions intermédiaires	33	plus de 65 ans
7	ouvriers non qualif., agric.	15	hommes	24	Niveau bac		
8	20-24 ans	F	<b>FRANCE</b>	25	agglomération parisienne		
9	commune rurale	16	vie en couple, marié	26	femme au foyer		
		17	prof. indépendante	27	55-64 ans		

Mais, si les groupes les plus nombreux dans la population du pays se retrouvent surtout dans le groupe B, on doit s'efforcer d'affiner la description. Deux outils proches nous permettent d'appréhender ce public. La structure des clientèles telle qu'elle ressort de l'enquête de 1981, et la pratique combinée à l'assiduité dans l'enquête de 1988.

Le meilleur cliché que nous puissions avoir de ce public est celui révélé par l'enquête du Ministère de la Culture de 81, présentée dans le graphique 6: on découvre en effet *la structure des clientèles*, c'est-à-dire la répartition du public par groupe pour 100 pratiquants. On peut d'ailleurs regretter que la précision de l'enquête se dégrade d'enquête en enquête. Cependant ces résultats de 1981 restent valables, à condition de ne pas oublier d'actualiser certaines données démographiques qui ont depuis sensiblement évolué: ainsi le recul du nombre d'agriculteurs. N'oublions pas aussi que les comportements peuvent aussi évoluer; ainsi dans les cas divergents des jeunes et des retraités.

Le graphique 6 met en valeur le poids réel de chaque groupe dans le public, selon son assiduité au bal mais aussi son poids démographique. Si les ruraux et les titulaires d'un diplôme secondaire restent parmi les plus nombreux, leur poids est ainsi relativisé, de même que celui des autres groupes qui émergeaient dans le graphique 5: aucun n'atteint les 40% du public dans la catégorie considérée<sup>241</sup>.

<sup>241</sup> 6 catégories, très traditionnelles, sont ainsi considérées: âge, CSP du chef de ménage, CSP de l'interviewé, taille de l'agglomération, diplôme de fin d'étude, situation de famille. Le sexe a été négligé, bien que la part dans la clientèle des hommes et des femmes soit inversée par rapport à celle qu'ils occupent dans la population totale (52/48%). Pour la même raison, sont éliminés aussi les gens mariés (65% de la population et 60% de la clientèle). Par commodité, ne sont représentés que les groupes qui disposent d'une importance réelle (plus de 5% du public). Ces restrictions expliquent que le total théorique de 600% pour l'ensemble des groupes ne soit pas tout à fait atteint.



Graphique 6. Structure des clientèles du bal en 1981

6 séries de 100%.

Source: Ministère de la Culture, 81

V - Nettement surreprésenté dans la clientèle par rapport à sa part dans la population totale

Δ - Nettement sous-représenté dans la clientèle.

Code	Groupe	Code	Groupe	Code	Groupe
1	veufs divorcés	11	CM agriculteurs	21	CM ouvriers qualifiés et contremaîtres
2	CM autres inactifs	12	ouvriers qualifiés et contremaîtres	22	15-19 ans
3	CM cadres sup. et prof. libérales	13	CM cadres moyens	23	CEP
4	agriculteurs	14	de 20 000 à 100 000 hbts	24	CM OS, manoeuvres, pers. de serv.
5	CM petits commerçants et artisans	15	de moins de 20 000 hbts	25	40-59 ans
6	CM employés	16	Bac ou plus	26	plus de 100 000 hbts
7	cadres moyens	17	OS, manoeuvres, pers. de serv.	27	rurale
8	agglomération parisienne	18	20-24 ans	28	25-39 ans
9	Etudiants, élèves	19	Femmes au foyer	29	célibataires
10	employés	20	aucun diplôme	30	Brevet ou CAP

Non représentés: gros commerçants et industriels; 70 ans et plus; CM gros commerçants et industriels; cadres et prof. libérales; CM retraités; Paris; 60-69 ans; retraités; petits commerçants et artisans; autres inactifs (moins de 5% des clientèles). Mariés (plus de 60 % des clientèles).

Ce graphique nuance la présentation faite par le précédent: on voit ainsi plus nettement la place réelle qu'occupe chaque groupe. Retenons dès l'abord le caractère populaire du bal mais aussi son public urbain. La forte pratique des agriculteurs est ainsi considérablement atténuée.

Là encore, ce qui compte c'est le poids des groupes de pratiquants moyens: ces 18 groupes représentent entre 10% et 25% du public de leurs catégories respectives. A l'autre extrémité les groupes non représentés car insignifiants sont sensiblement les mêmes que ceux déjà mis en valeur: les personnes âgées, les parisiens; s'y ajoutent quelques groupes, notamment socio-professionnels, statistiquement très minoritaires dans la population française.

Surtout, il est important de distinguer une autre dimension: la sur ou la sous-représentation dans le public par rapport à la réalité démographique. En effet, à la réalité du public telle qu'elle se dessine au graphique 6, se superpose, à travers cette information mais aussi celles proposées par le graphique 5, la représentation de l'activité qu'en ont les différentes catégories de population.

Enfin, pour être complet, on peut aussi enrichir la description de ces pratiques en l'élargissant aux comportements économiques. Celles-ci, dans l'ensemble confirment ce portrait, mais avec quelques nuances de taille.

### 3-3 Des comportements économiques sans surprise

---

Les données à caractère économique mettent en valeur les fortes disparités des dépenses consacrées à la danse et aux sorties en 1985<sup>242</sup> et 1989<sup>243</sup>. Deux critères nous intéressent: le montant moyen des dépenses, fort variables (de 1 à 418 francs); la part de la danse dans l'ensemble des sorties (1 à 67% des dépenses engagées). La représentation de ces deux variables sur le graphique 7 permet de distinguer nettement trois groupes assez proches de ceux déjà mis en valeur.

Le groupe A est celui des *gros consommateurs*, où on met en exergue les *très forts consommateurs*: les ménages d'agriculteurs pour qui le bal est la sortie par définition et qui y consacrent des sommes importantes et des célibataires de moins de 35 ans, plus variés dans leurs loisirs.

Les *forts consommateurs* sont un groupe plus composite centré autour des familles d'âge mur; il s'agit du groupe dont les revenus sont plus importants et de ménages souvent avec enfants déjà âgés où on a de fortes chances de retrouver aussi des jeunes célibataires. Enfin, souvent proches, on peut signaler les professions indépendantes: leurs revenus élevés tout autant qu'une vie sociale plus intense aux préoccupations très locales expliquent ces comportements. Pour tous, la danse représente généralement le

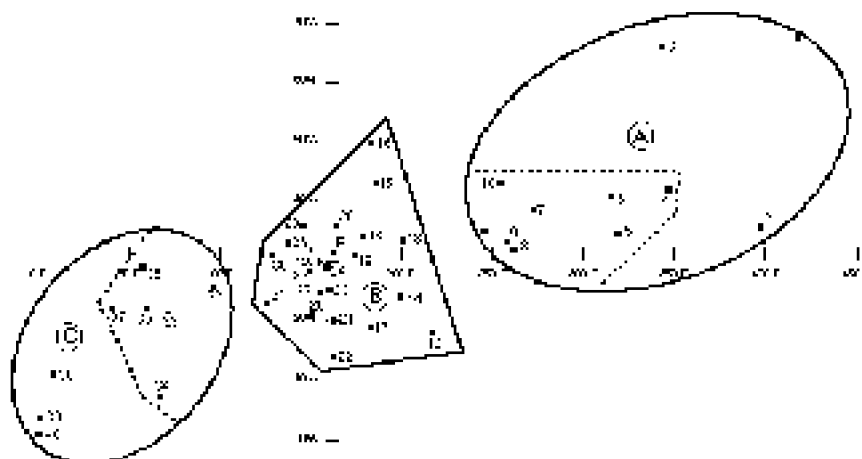
---

<sup>242</sup> DONNAT, Olivier. *Dépenses*. Op. cit.

<sup>243</sup> ENEAU, D., HOURRIEZ, J.M. ET MOUTARDIER, M. Radioscopie du budget des ménages. Tome 3. *INSEE-RESULTATS*, n° 50-51, 1993, 250p.

tiers à la moitié des dépenses en sorties: c'est une indication importante sur les pratiques.

Le groupe B se révèle dense avec des comportements très proches. Il se distribue autour de la dépense moyenne nationale; la part de celle-ci dans l'ensemble des sorties est aussi homogène (autour du tiers), malgré quelques exceptions sans surprise, notamment dans le cas des ruraux et ouvriers. Cette importance et cette homogénéité explique qu'il soit plus difficile d'y faire émerger des catégories sociologiques aussi nettes que dans les groupes A et C. C'est la France du bal qu'on vient de mettre en valeur au graphique 5.



Graphique 7. Typologie des comportements économiques dans les sorties "danse"

(Source: O. Donnat, 1986-89)

**Légende du graphique** : Critères choisis: catégories socio-professionnelles, activité de l'épouse<sup>244</sup>, tranche d'âge, type de ménage, type d'urbanisation<sup>245</sup>.

<sup>244</sup> L'activité professionnelle de l'épouse ne semble guère influencer les comportements. Le budget danse diffère peu de celui d'un chef de famille de même catégorie, se contentant le plus souvent de simplement le modérer quelque peu. Une telle atonie peut surprendre, car il s'agit d'un marqueur important dans l'enquête réalisée en Suisse. Celle-ci révèle qu'en matière de pratique (nous ne disposons pas des dépenses) la profession de l'épouse joue un rôle très inégal selon la catégorie socio-professionnelle. Ce comportement sera modérateur chez les ouvrières et femmes d'ouvriers, alors qu'à l'inverse les employées, femmes d'employées, cadres moyen et femmes de cadres moyen pousseront à consommer plus ce type de loisir. Les variations dans un sens comme dans l'autre sont importantes: du simple au double. Cette différence marquée peut laisser supposer des comportements beaucoup plus autonomes de nos voisins suisses. On expliquerait ainsi dans le cas des professions indépendantes françaises, un important accroissement. Une telle remarque demanderait une étude plus fine, région par région ou selon le type de structure urbaine, afin de mettre en valeur des inégalités de comportements probablement très fortes.

<sup>245</sup> On peut regretter de ne pas disposer du niveau d'instruction.

## Géographie du bal en France

Code	GROUPE A	Code	GROUPE B	Code	GROUPE B	Code	GROUPE C
1	agriculteurs	12	cadres, prof. intellectuelles sup.	F	FRANCE	32	célibataire féminin
2	personne seule < 35 ans	13	Autres ménages sans enfant	23	35-44 ans	33	personne seule > 35 ans
3	épouse agricultrice	14	professions intermédiaires	24	employés	34	couple sans enfant > 35 ans
4	45-54 ans	15	ouvriers	25	autres ménages: 3 pers.	35	couple ss enfant > 35 ans
5	épouse prof. indép.	16	commune rurale	26	agglo. parisienne	36	retraités
6	couples avec 3 enfants	17	épouse cadre	27	couples avec 1 enfant	37	65-74 ans
7	couples avec 2 enfants	18	épouse employée/ouvrière	28	U.U. 20 000 -100 000 hbts	38	plus de 75 ans
8	moins de 25 ans	19	U.U. plus de 100 000 hbts	29	épouse inactive	39	personne seule > 75 ans
9	autres ménages: 4 pers.	20	55-64 ans	30	U. U. < 20 000 hbts	40	couple sans enfant > 35 ans
10	profession indépendante	21	autres inactifs	31	25-34 ans		
11	célibataire masculin	22	Paris				

On peut cependant pointer quelques exceptions: les cadres et professions intellectuelles supérieures, surtout ceux des plus grandes villes sont bien placés: hauts revenus et sorties plus fréquentes l'expliquent.

Signalons ensuite qu'ici le lieu de résidence est un critère secondaire puisque tous se retrouvent dans ce même groupe B. On constate une relative homogénéité des dépenses: l'écart maximal est de 55 francs soit 20% par rapport à la moyenne. A rebours d'une image plutôt rurale voire provinciale de ce loisir, les grandes villes surclassent assez nettement les plus petites et sont les plus proches de la moyenne nationale. On a la demi-surprise d'y découvrir que les consommations des parisiens se montent à 163 francs, soit un niveau assez proche de celui des ruraux (184 francs); proximité trompeuse puisqu'elle cache de grandes disparités de pratique. En fait, les parisiens vont rarement danser, et encore plus rarement au bal, mais leurs sorties sont onéreuses (carte 8), quand, au contraire, les ruraux fréquentent avec beaucoup plus d'assiduité des bals très bon marché.

Il demeure que rapportées à l'ensemble du budget "sorties", ces sommes sont très inégales: de 50% chez les ruraux, elles tombent à 14% chez les parisiens... Pour les urbains des grandes agglomérations, il ne s'agit que d'une consommation parmi d'autres loisirs. On distinguera donc trois ensembles: les communes rurales, Paris, le reste du pays, périphéries parisiennes comprises, ayant un comportement homogène très proche de la moyenne nationale.

Le groupe C est nettement celui des *faibles*, voire *très faibles consommateurs*. Il s'agit des catégories pour qui la danse est une activité rare voire exceptionnelle et qui de surcroît dépensent peu. Il est très nettement centré sur les personnes âgées mais aussi

des catégories de population où les ménages reproduisent souvent moins la structure familiale classique.

Les représentations du public proposées par les graphiques 5, 6 et 7 mettent en valeur des constantes de comportement. Le graphique 6 insiste particulièrement sur certains groupes surreprésentés par rapport à leur importance réelle dans la population française. C'est bien là qu'on revoit les trois clichés attachés au bals: bal des jeunes, bal populaire et bal des champs, bien que ce dernier aspect soit moins net, particulièrement dans le cas des agriculteurs. Réservant celui-ci pour une étude ultérieure plus complète dans le cadre de l'analyse des partitions régionales, on va maintenant aborder les deux premiers aspects.

### 3-4 « Le bal des jeunes »

---

On va voir que, comme souvent en pareil cas, le premier des deux clichés analysés maintenant est largement erroné, même s'il conserve partiellement et surtout régionalement (le sud du pays) quelques éléments de pertinence.

Le bal, c'est connu, est fréquenté par la jeunesse. Il n'en a pas toujours été ainsi: Emmanuel Le Roy-Ladurie<sup>246</sup> signale bien sûr que son organisation était une de leurs prérogatives dans les villages de la vieille civilisation rurale et bon nombre de chansons traditionnelles s'en font l'écho. Mais longtemps ces jeunes y sont très surveillés<sup>247</sup> et gare à celui qui, comme le jeune Restif, s'aventure au delà de ce qui est permis<sup>248</sup>. D'ailleurs, tous les auteurs insistent sur l'idée que le bal, trop difficile à contrôler pour les familles<sup>249</sup>, n'est pas spécifiquement destiné au mariage, d'autres lieux, d'autres modes d'appariement sont réservés à cet usage.

Paul Gerbod<sup>250</sup> montre aussi que le bal du XIX<sup>e</sup> siècle est plutôt un bal d'adultes, tout au plus de jeunes adultes dans les banlieues nouvelles. Et ce n'est seulement "qu'au XX<sup>e</sup> siècle, [que] l'espace du bal s'est ouvert aux jeunes et aux personnes âgées". De fait, dès avant la révolution mais cette caractéristique s'est renforcée avec elle<sup>251</sup>, le bal est d'abord un événement politique<sup>252</sup> et à ce titre réservé aux groupes d'hommes en âge d'y

<sup>246</sup> LE ROY LADURIE, Emmanuel. Du social au mental: une analyse ethnographique. In *Histoire de la France rurale*. Tome 2: L'Age classique des paysans de 1340 à 1789. Paris: Seuil, coll. Point Histoire, 1992. Troisième partie, p. 431-497.

<sup>247</sup> FLANDRIN, J.L. *Les amours paysannes (XVI<sup>e</sup> -XIX<sup>e</sup> siècles)*. Gallimard, coll. Archives, 1975, 255p.

<sup>248</sup> LE ROY LADURIE, Emmanuel. Op. cit.

<sup>249</sup> FARGE, A. et FOUCAULT, M. *Le désordre des familles*. Gallimard, coll. Archives, 1980, 243p.

<sup>250</sup> GERBOD, Paul. Op. cit.

<sup>251</sup> OZOUF, Mona. Op. cit.

<sup>252</sup> DECITRE, Monique. Op. cit.

participer.

Aujourd'hui, les plus jeunes font partie des pratiquants assidus (graphique 5 à 7) malgré une évolution très récente. Cette constatation amène Olivier Donnat<sup>253</sup> à mettre en valeur deux points relatifs aux 15-24 ans pour définir un groupe de sorties qui leur seraient spécifiques:

- "Si les jeunes dominent la majorité des sorties et visites, l'ampleur de cette domination est très variable. Dans quatre cas, le passage aux tranches d'âge supérieures s'accompagne d'une chute brutale des taux de pratique: il s'agit du cinéma, du concert rock et des deux sorties pour danser (le bal public et la discothèque). Ces quatre sorties constituent incontestablement le "noyau dur" de ce qu'il est convenu d'appeler les "sorties jeunes" (...) - "Si les 20-24 ans devancent les 15-19 ans dans dix-huit sorties sur vingt-quatre, ces derniers arrivent en tête dans les six cas suivants: le cinéma, le bal public, le match sportif, le musée, le parc d'attraction et la fête foraine."

Tous les indices placent les jeunes parmi les plus intéressés par la danse en général et le bal en particulier. Mais une évolution rapide est en cours: ainsi l'enquête de 1981 du ministère de la Culture précisait que les 15-19 ans allaient au bal public en moyenne 8,8 fois par an. Chez les 20-24 ans cette fréquence montait même à 10,5 bals par an avant de chuter à 3,7<sup>254</sup> pour les 25-39 ans. On retrouvait aussi cette forte fréquence chez les célibataires (9,5 sorties au bal par an, en moyenne).

Ces chiffres sont en baisse assez sensible et régulière depuis 1981. Selon l'enquête de 1988, les 15-19 ans y sont allés dans 45% des cas et cette proportion reste forte jusqu'à 39 ans (le tiers sont pratiquants). Plus de la moitié des 15-24 ans étaient pratiquants (près de 60% pour les 15-19 ans). L'enquête de 1994<sup>255</sup> montre la poursuite du processus puisque seuls 34% des 15-19 ans sont allés au bal dans l'année précédente. En même temps, l'intensité de cette pratique a chuté dans de plus fortes proportions. Les jeunes dansent moins ? La discothèque garde son attrait et connaît même semble-t-il un succès croissant avec une pratique deux fois supérieure.

Aujourd'hui<sup>256</sup>, le mouvement semble se stabiliser avec 35% des 15-19 ans et 38% des 20-24 ans: un niveau à peine supérieur à celui de leurs aînés qui eux progressent. S'y ajoute la *rave party*, comptabilisée séparément: 2% des français y vont, mais plus de 9% des 20-24 ans. Et encore, ce chiffre est probablement largement dépassé du fait de la libéralisation et de la multiplication des manifestations depuis un an. Aussi, il est préférable de ne pas trop exagérer l'ampleur de la baisse: le bal, sous toutes ces formes attire encore les jeunes.

Le bal progresse donc chez les plus âgés: après 45 ans (+ 6,2% entre 81 et 88) et surtout 55 ans (+ 7,8% entre 81 et 88; + 60% depuis) on le fréquente de plus en plus. Cet

---

<sup>253</sup> DONNAT Olivier. *Pratiques culturelles*. Op. cit.

<sup>254</sup> Moyenne toutes catégories confondues: 5,9 sorties annuelles au bal public.

<sup>255</sup> Ministère de la culture. Enquête jeunes, 94. Op. cit.

<sup>256</sup> Ministère de la culture. Enquête 97. Op. cit.

accroissement concerne d'abord les jeunes retraités puisque les 60-65 ans représentent l'essentiel des pratiquants du troisième âge <sup>257</sup>. N'exagérons pas non plus l'opposition: les 15-24 ans sortent encore deux fois plus souvent dans les bals publics que leurs grands-parents...

Plus globalement, on s'aperçoit qu'on va ainsi vers un nivellement progressif des pratiques puisque, de 15 à 65 ans, la fréquentation du bal est très homogène et supérieure à la moyenne nationale (comprise entre 33 et 38% des populations de cet âge). On peut donc parler d'un changement qui dépasse l'effet de mode: le bal redevient une sortie d'adultes. Il n'aura été une sortie spécifique aux jeunes que de la Libération aux années 80.

Ces remarques sont complétées par celles de Olivier Donnat <sup>258</sup> sur les dépenses engagées. On a ainsi la demi-surprise de constater que ce sont encore les français âgés de 45 à 54 ans, catégorie la plus aisée de la population, qui dépensent le plus pour danser, devant les 15-24 ans.

Les enquêtes, réalisée en Suisse <sup>259</sup> et en Belgique francophone <sup>260</sup>, permettent de compléter et d'affiner ces résultats. Certes en Suisse le bal est cerné moins précisément; on parle de "fréquenter les fêtes villageoises (vogues, kermesses, bals, etc.)". Mais c'est aussi parce que ces activités sont très souvent liées comme le montre l'enquête sur le terrain <sup>261</sup>.

On constate que dans l'ensemble les comportements sont les mêmes qu'en France, bien que généralement un peu plus faibles en Suisse. Les jeunes (moins de 30 ans) fréquentent beaucoup ces manifestations, particulièrement les moins de 20 ans. Ensuite, la fréquentation chute fortement entre 30 et 35 ans, comme Olivier Donnat le signalait aussi en France, pour ensuite remonter mais à un niveau plus faible que chez les jeunes. Cette fréquentation décroît ensuite régulièrement à l'exception d'un sursaut chez les 65-69 ans, qui correspond aux premières années de retraite.

En Belgique, plus encore qu'en France et en Suisse, le bal est un loisir jeune et populaire <sup>262</sup>, proche des fêtes villageoises. Par contre sa pratique décroît beaucoup plus régulièrement tout au long de la vie, surtout après 45 ans.

---

<sup>257</sup> Mais les plus de 65 ans sont passés de 5 à 15% de pratiquants entre 81 et 97!

<sup>258</sup> DONNAT, Olivier. *Dépenses culturelles des ménages*. Op. cit.

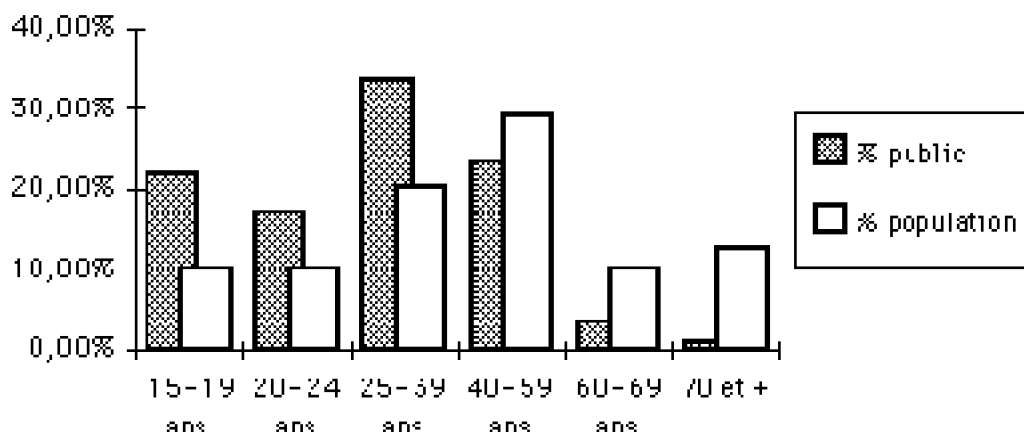
<sup>259</sup> LALIVE D'EPINAY, Christian et al. Op. cit.

<sup>260</sup> BOUILLIN-DARTEVELLE, R. et al. *Temps libre et pratiques culturelles*. Op. cit.

<sup>261</sup> Voir annexe 2: enquête sur quelques tournées d'orchestres. La présence d'une fête foraine ou d'une autre manifestation est signalée presque systématiquement dans le midi de la France en été.

<sup>262</sup> BOUILLIN-DARTEVELLE, R. *Temps libre et pratiques culturelles*. Op. cit. fig. XV, p. 218.





Graphique 8. Répartition du public par classes d'âge

Structure du public pour 100 participants ; Source Ministère de la culture, 81.

Un regard plus précis (graphique 8) est intéressant, à condition de se rappeler que depuis la récolte des données (1981), qu'on considère la situation démographique comme les comportements au bal, la position des jeunes s'est effritée tandis que celle des plus âgés se renforçait légèrement.

Il demeure qu'en 1981, les bals publics sont surtout fréquentés par les jeunes et même les très jeunes: les moins de 25 ans représentent près de 40% du public, c'est considérable. Mais c'est seulement 40%: les adultes sont majoritaires. Le bal public compte moins qu'auparavant pour les jeunes mais il reste important jusqu'à 40 ans.

Mais les résultats de l'enquête sont probablement biaisés par ce que Donnat appelle "les stratégies, conscientes ou non, d'auto-valorisation développées par les enquêtés eux-même." Dans les années 70-80, les plus jeunes, pour qui le bal a une fonction initiatique indéniable, ont tendance à surestimer leur pratique<sup>263</sup>, ou du moins ne la minimiseront pas. Au contraire, chez les plus âgés (surtout les 25-40 ans, particulièrement dans les villes) on n'insiste pas, on minore même cette activité sans grand prestige. La même remarque est faite par les auteurs de l'enquête suisse.

Or, il est probable que ces valorisations se sont inversées: les adultes ont aujourd'hui fait du bal une activité valorisée pour la convivialité qu'elle permet. Chez les jeunes, c'est plus compliqué: "en définitive, les bals publics ne rencontrent pas un engouement très prononcé chez les jeunes de 12 à 25 ans qui ne sont que 8% à ranger cette activité parmi leurs trois préférées.[...] Ils sont même 27% à dire ne pas aimer du tout cette activité, surtout les parisiens (44%) et les jeunes qui résident dans le centre-ville des grandes agglomérations de province (44%). Cette tendance est accentuée par le fait que ce sont surtout les jeunes de milieu cadre qui dédaignent le plus ce genre de sortie (39% contre 22% pour les jeunes de milieu ouvrier)." <sup>264</sup>

<sup>263</sup> D'où aujourd'hui des taux de pratique surprenants chez les plus jeunes de 12 à 14 ans dans l'enquête de 1994.

<sup>264</sup> Ministère de la culture. Enquête jeunes, 94. Op. cit p. 36.

La pratique revendiquée nuance le propos: la même enquête montre que parmi les jeunes de moins de 25 ans, les facteurs sociaux n'induisent pas de grandes différences de pratiques, bien moindres d'ailleurs que chez les adultes puisque l'ensemble des groupes sociaux sont concentrés sur dix pour cent de variation. Par contre le lieu de résidence semble jouer un rôle majeur: seuls 13% des jeunes de l'agglomération parisienne y sont allés dans l'année quand c'est le cas de 44% des jeunes habitants une commune rurale<sup>265</sup>.

En même temps, l'étude réalisée récemment par Frédérique Patureau<sup>266</sup> semble aussi montrer des nuances importantes selon la taille de la commune de résidence et surtout le milieu socio-culturel. Cela infirme assez logiquement une étude réalisée en Allemagne<sup>267</sup> qui concluait à l'inverse que les comportements des jeunes étaient les mêmes, quelques soient les régions et les milieux de vie.

Il n'empêche que, logiquement, partout le vieillissement de la population s'accompagne d'un vieillissement du public. L'observation montre en effet que les *bals des jeunes*, annoncés sous cette appellation sur les affiches publicitaires, sont cantonnés dans les campagnes, particulièrement celles des régions les plus dépeuplées et les plus vieilles. Cela expliquerait-il que dans de nombreuses régions, particulièrement le midi où les gens âgés sont surreprésentés dans la population, on éprouve le besoin de préciser sur les affiches s'il s'agit d'un bal des jeunes: pourquoi le ferait-on s'il n'y avait risque de confusion ? Pour les différencier des bals musette ? A moins qu'il ne s'agisse d'une volonté délibérée d'exclusion, ces bals du midi accueillant généralement une population plus variée... une question à creuser, au-delà du champ du bal, celle des représentations régionales des différentes catégories d'âge. Mais cela ressort peut-être d'une fonction différente des bals selon les régions.

Il est en effet surprenant que ce soit des régions où justement ces jeunes sont plutôt moins nombreux que dans le reste du pays. C'est ainsi le cas observé à Saint-André (Haute-Garonne): la fête est organisée par un comité des fêtes qui ne comprend que des jeunes et revendique une dizaine de bals par an. Un seul a lieu en été; ils sont donc vraiment destinés à la population résidente.

Il semble qu'on ait ici la volonté de l'ensemble de la population de favoriser une animation susceptible de fixer une population jeune, qu'on sait attirée par la ville, et dont le maintien au pays apparaît crucial pour l'avenir du village. On laisse donc une très grande autonomie à ces jeunes avec des moyens parfois considérables pour la communauté: mise à disposition d'une salle des fêtes<sup>268</sup>, garantie financière au moins partielle<sup>269</sup>, mise à disposition des services et du matériel municipal<sup>270</sup>. Cette situation

<sup>265</sup> Par contre la fréquentation des discothèque est remarquablement uniforme, quelque soit le lieu de résidence des jeunes.

<sup>266</sup> PATUREAU, Frédérique. Op. cit.

<sup>267</sup> WEBER, Peter. Le comportement des jeunes dans leur temps libre. *Noröis*, vol.30, n°120, octobre-décembre 1983.

<sup>268</sup> Dans nombre de petites communes aux moyens limités, c'est un équipement important qui pèse lourd. A Saint-André, les jeunes en sont les principaux utilisateurs et rassemblent chaque fois un public deux fois plus nombreux que la population du village.

concerne aussi des régions déjà assez urbanisées, mais toujours dans le sud, ainsi à proximité d'Alès (Gard), Saint-Rémy-de-Provence ou Noves (Bouches-du-Rhône).

Archaïsme ? Ce n'est pas si sûr: les *bals des jeunes* sont modernisés avec une utilisation accrue de la disco-mobile voire, pour les plus importants, la venue d'orchestres qui évoluent vers une forme proche du concert de rock (ainsi le groupe California) ou la transformation en *rave partie* comme dans le cas d'Ambérieux-en-Bugey (Ain).

Par ailleurs, à l'exception de certains bals de classe <sup>271</sup>, cela concerne presque exclusivement des bals publics, rarement payants ou alors bon marché. Car les jeunes sont surtout fidèles à ce type de bal. Ils pratiquent peu les repas dansants. Le développement de ces derniers est d'ailleurs révélateur du vieillissement du public.

On peut donc estimer que si en 1981 la présence des plus âgés restait nettement inférieure à sa part dans la population, aujourd'hui ce retard est rattrapé mais pas forcément dans les mêmes bals: la spécialisation des bals selon l'âge s'est sûrement nettement renforcée. Mais l'étude se propose de montrer que c'est aussi valable pour d'autres critères. Il demeure que le public des bals est plus âgé qu'on l'imagine généralement. Dans la pratique, trois remarques sont nécessaires:

- Sans que leurs définitions soient très éloignées, on constate, à l'observation, des différences de public importantes d'un bal à l'autre. C'est révélateur de l'importance d'autres facteurs d'origine locale, qui transcendent le cadre d'une simple activité de loisir et font du bal un rassemblement identitaire dont l'écho sera variable selon les lieux. L'étude ne doit donc pas se limiter à ces variables statistiques, très réductrices.

D'autre part, les bals publics, s'ils attirent plus de jeunes, rassemblent en général une population plus variée que les repas dansants.

Le mode de fréquentation est aussi différent: le bal public reste très convivial puisqu'on y va seul dans seulement 2% des cas, mais généralement avec des amis (65%) et/ou des parents (55%) <sup>272</sup>. Au bal public, on privilégie le groupe, particulièrement chez les jeunes, même si une plus grande variété de situations est visible. C'est d'ailleurs une conséquence de la remarque précédente sur la structuration par âge. A l'inverse, l'observation montre qu'on va au repas dansant en couple, rarement en célibataires, même si c'est pour y retrouver des amis, il s'agira alors de couples amis. Seules exceptions: les repas dansants du troisième âge qui évoquent plutôt les bals publics et les

<sup>269</sup> Deux cas cités par un membre d'orchestre près de Nérac (Lot-et-Garonne) et Eauze (Gers) où le cachet est payé directement par mandat administratif de la perception, c'est-à-dire le budget municipal, pour des bals organisés par des comités des fêtes dont la description correspond à celui de Saint-André.

<sup>270</sup> Monistrol-sur-Loire (Haute-Loire).

<sup>271</sup> Même dans ce cas, c'est rare: on a souvent plusieurs bals et un seul est plus restrictif, accompagné d'un repas dansant. Dans certaines communes, ce sont les plus âgés qui organisent, avec le soutien actif de la mairie, le bal destiné aux jeunes (Pélussin, Loire; Monistrol-sur-Loire, Haute-Loire).

<sup>272</sup> Ministère de la culture. Enquête 88. Op. cit

grands bals urbains et où les deux situations se retrouvent.

Ce vieillissement amène à s'interroger sur des phénomènes liés. Va-t-on moins au bal pour trouver l'âme soeur ? C'est probable et même certain, au point de justifier plus loin un développement spécifique, mais n'en exagérons pas l'importance. Cette attractivité décroît indiscutablement dans le cours de la vie: la citation précédente de Donnat sur le seuil des 25 ans, comme la remarque qu'un couple sans enfant dépense chaque année cinq fois moins qu'un célibataire du même âge, le prouvent. Cependant, malgré l'accroissement du nombre de célibataires dans la population, leur proportion recule au bal dans des proportions plus fortes. A l'inverse, la proportion de gens mariés y augmente (c'est l'effet du repas dansant).

Serait-ce une évolution majeure du bal où l'on allait depuis deux ou trois générations rencontrer sa promise ? Cette fonction, éphémère puisqu'on l'a vue limitée à notre siècle, devient secondaire en tous cas; d'autres lieux de sociabilité se dégagent qui jouent ce rôle: écoles et universités, discothèques... Rappelons que le "quart d'heure" de slows (plusieurs dans la soirée) reste incontournable, quelque soit le type de bals: pour rêver autant que pour s'aimer, c'est toujours un des temps forts qui rythment la soirée, plus indispensable encore que la "série" de pasos et de valse destinées aux *anciens* et qui elle aussi se maintient bien.

Malgré un lent mouvement de nivellement des pratiques, les comportements selon le sexe sont différents quand on est célibataire: les hommes dépensent beaucoup, surtout les plus jeunes: plus forte consommation au bar ? Reste de traditions chevaleresques qui interdisent à un homme d'honneur de laisser sa compagne payer ? Les deux. Il resterait à savoir si les sorties "entre filles" sont plus importantes qu'auparavant. Ce n'est pas certain. Ces chiffres sont des moyennes, lissées et donc très atténuées: il suffit de rester une heure à proximité du bar de n'importe quel bal un peu important pour être convaincu par la remarque d'un organisateur<sup>273</sup> qui estimait qu'un "gars qui travaillait" [donc susceptible de disposer d'un revenu] et allait au bal ou en discothèque toutes les semaines "y laissait 500 balles par week-end en comptant l'apéro".

A l'autre bout de la vie de notre public, le développement rapide depuis quelques années des associations du troisième âge a fait multiplier les bals et repas dansants où ils sont plus nombreux. L'appellation "bal du troisième âge" est d'ailleurs assez rarement utilisée, au contraire du "bal des jeunes", plus valorisant: nos panthères grises françaises sont moins revendicatives de leur spécificité que leurs voisines d'outre-Rhin. Du fait de la particularité démographique de cette tranche d'âge, ce sont aussi les seuls bals<sup>274</sup> où les femmes sont fréquemment plus nombreuses que les hommes; mais les écarts sont minimes et s'atténuent. De même, si les enquêtes soulignent la présence croissante des veufs et divorcés, c'est d'abord parce que la proportion des premiers, moins concernés car souvent plus âgés, diminue au profit des seconds, bien plus assidus.

La SACEM signale par ailleurs que l'essor de ces repas dansants fait plus que compenser le recul des bals sous tentes. Un remplacement statistique qui cependant

---

<sup>273</sup> A Rozier-en-Donzy (Loire) en 1986.

<sup>274</sup> On retrouve assez souvent cette caractéristique dans les dancings.

cache probablement un glissement géographique, ces repas dansants étant particulièrement localisés dans le quart nord-est et le centre du pays. On peut aussi en déduire qu'il est probable que la structure par âge des publics n'est pas la même selon les régions: plus jeune au sud, plus âgée au nord. Il existe bien, selon les régions, une différence dans la fonction du bal.

Il est probable aussi que les déplacements pour aller au bal sont plus importants dans le cas des jeunes; les adultes se contentant plutôt des bals de la ville ou du village de résidence. Mais attention: dans ce domaine comme d'autres, la mobilité de l'ensemble de la population s'accroît: les bals musette étudiés à proximité de celui de Saint-André (Lodes et Lilhac)<sup>275</sup> ne montrent pas une grande différence dans l'aire de recrutement du public.

La spécialisation des bals en fonction de l'âge reste encore partielle: les bals des jeunes et bals musette, à public désigné, ne représentent qu'une minorité des bals publics; la plupart restent largement ouvert à un public très varié. Même s'ils sont plus restrictifs, les repas dansants ont souvent les mêmes caractéristiques.

Surtout, la spécificité des bals des jeunes, comme celui de ces bals musette en plein essor, montre bien que le bal a dans les deux cas pour fonction d'intégrer des groupes bien définis à la communauté. Le bal n'est plus alors un simple loisir récréatif. Son enjeu est beaucoup plus important; il s'affirme alors clairement -mais il l'était déjà- identitaire.

Or, s'il est une image identitaire très forte du bal c'est bien celle d'un loisir spécifique aux classes laborieuses. On vient de voir que le cliché d'un public jeune résiste mal à l'analyse. Il est déjà certain que celui d'un bal populaire ne convient guère pour le public le plus jeune. Est-ce le cas pour l'ensemble du public ?

### 3-5 Une construction politique : le *bal populaire*

---

Un autre cliché attaché aux bals est celui de son caractère populaire. Il s'agit-là d'une constante puisque, nous l'avons vu, les bals populaires s'opposent toujours à ceux des catégories sociales plus favorisées: bal contre ballet dès la fin du Moyen-Age. Cette différenciation fut marquée par le nom et le type de danses pratiquées sous l'Ancien Régime.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, le bal participe à la mise en place d'une ville spatialement différenciée selon les catégories sociales<sup>276</sup> : bals de l'Opéra, de l'Hôtel de Ville, du Bois de Boulogne et du Châtelet pour les riches parisiens, guinguettes et salles des quartiers nouveaux de l'est ou du nord pour les ouvriers, péjorativement appelés *apaches*<sup>277</sup> avec un sens qui correspond assez bien à notre *loubard* contemporain et au *blouson noir* qui l'a précédé: classes populaires, classes dangereuses, particulièrement lorsqu'elles se défoulent, d'où

<sup>275</sup> Annexe 4.

<sup>276</sup> GERBOD Paul. Op. cit.

<sup>277</sup> DUBOIS, Claude. *Apaches, voyous* ...Op. cit.

la nécessité de contrôler ce dévouement et d'éduquer à travers des loisirs plus sains. Dès le milieu du siècle, il est ainsi remarquable de voir que ce sont des membres de la bourgeoisie qui magnifient les guinguettes du bord de Marne, lesquelles sont surtout fréquentées par des employés et les moins misérables des ouvriers ou sinon les membres de milieux interlopes. On y va pour s'encanailler. Le bal populaire est présenté comme un bal de marginaux.

Les danses aussi s'opposent: au relatif égalitarisme de la révolution et de l'Empire qui a surtout permis de renouveler le répertoire<sup>278</sup> du bal bourgeois, par emprunt au répertoire populaire, succède à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle une stricte distinction: valse et polkas pour les uns, bourrées et javas pour les autres; leurs modes de reproduction aussi: Offenbach et des orchestres de parfois plus de 100 exécutants face à la vielle puis l'accordéon avec des formations de taille réduite.

Pour passer de ce bal de marginaux au *bal popu* une nouvelle transition se produit à la fin du siècle. Sa réhabilitation, partielle seulement, tient à deux causes: contrairement à un discours fréquent sur cette époque, l'attitude des autorités vis à vis des immigrés (auvergnats, italiens) laisse s'installer un communitarisme culturel limité et transitoire. Sans pour autant relâcher totalement les contrôles, les préfets de police de l'époque se révèlent ainsi très tolérants<sup>279</sup>: on attend des lieux de bal qu'ils permettent une structuration et un contrôle par la communauté des populations nouvelles et hâter ainsi leur intégration. On voit ainsi les auvergnats puis les italiens proposer leurs bals, s'en disputer le monopole (*la guerre du musette*), tout en les rénovant. Le bal populaire devient ainsi un bal d'immigrés. Mais si ce mouvement rénove le bal, il fait peu évoluer sa réputation.

L'autre élément, c'est son exploitation par les socialistes qui fait du bal le symbole d'une culture distincte qu'on oppose à celle de la bourgeoisie. Développée dès le tournant du siècle, la fête populaire intègre "au plus haut point de fusion les ingrédients qui composent la kermesse moderne [...] en tentant de récupérer à son profit l'essentiel de la festivité traditionnelle: éléments de sociabilité simple, telle l'agape, individualisée (friture) ou collective (banquet), éléments de spectacle simple, que l'exhibition soit artistique ou sportive, enfin éléments complexes de participation, allant du jeu au bal."<sup>280</sup>

Cette valorisation sera intensifiée surtout par le Parti Communiste dans l'entre-deux-guerres: "dans le souci léniniste du poisson dans l'eau l'idée pointée déjà de ce qui deviendra une caractéristique de la fête communiste et un gage de son succès; la fête politique ne peut fonctionner comme instrument de renforcement partisan, en terme d'audience, d'adhésion, de légitimité, que sous la condition de s'appuyer sur des traditions festives populaires."<sup>281</sup> Et l'auteur évoque même un *système festif* communiste

<sup>278</sup> DECITRE, Monique. Op. cit.

<sup>279</sup> DUBOIS, C. *La Bastoche*. Op. cit.

<sup>280</sup> ORY, Pascal. Théorie et pratique de "l'art des fêtes" sous le Front Populaire. in CORBIN, A., GEROME, N. et TARTAKOWSKY, D. (sous la dir.) *Les usages politiques des fêtes aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*. Actes du colloque organisé à Paris les 22 et 23 novembre 1990. Publications de la Sorbonne, 1994, p.284-85.

qui depuis des centaines de fêtes de sections, de cellules, une centaine de fêtes fédérales, culmine à la *fête de l'Humanité*.

On n'imagine pas les grèves de 1936 sans l'image d'une fête à l'atelier autour d'un accordéon. Mais c'est une image de propagande dont les photos, toujours les mêmes car peu nombreuses, sont diffusées massivement par les communistes. Pourtant, la fête officielle devient alors clairement politique et fait l'objet d'une mise en scène spécifique, d'une théâtralisation qui noie la kermesse dans des rappels de la fête de la fédération de 1790 et l'exaltation des provinces et traditions folkloriques<sup>282</sup>. C'est par ce biais que les communistes préparent ainsi leur ralliement à la nation et à l'idée nationale, effectif avec la guerre<sup>283</sup>. On n'en supprime pas le bal: il perdure aujourd'hui encore dans bon nombre de fêtes locales<sup>284</sup> et ce sont les communistes qui dans l'après-guerre vont le relancer; mais il est précédé de pièces et spectacles édifiants: c'est l'apogée du grand mouvement d'éducation populaire.

Cette volonté de prise en main par la kermesse et l'éducation mélangés, nous la retrouvons à la même époque dans les fêtes de la droite populiste. Proches de celles organisées par les communistes elles s'en différencient par leur image champêtre<sup>285</sup> et notamment le grand bal qui se maintient jusqu'à aujourd'hui: resté très attaché aux rituels de ses ancêtres des années 30<sup>286</sup>, le Front National est ainsi le parti politique actuel qui organise le plus grand nombre de bals dans ses fêtes, surtout locales et le plus souvent en périphérie urbaine.

Le bal populaire se construit donc comme un moment politique important dans un désir fusionnel: "parce qu'ils procurent aux participants ou exaltent chez eux le sentiment d'appartenance à une communauté. Ce sont des liens mobilisés."<sup>287</sup>. Mais *populaire* prend alors souvent un sens qui ramène au folklorique, au traditionnel, au champêtre. Pourtant, la distinction sociale plus classique perdure: elle s'exprime dans la fréquence (les fêtes sont exceptionnelles) et des lieux de convivialité très précisément définis.

<sup>281</sup> MOLINARI, J. P. Les moissons de la fête. in CORBIN, A., GEROME, N. et TARTAKOWSKY, D. (sous la dir.) *Les usages politiques des fêtes aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*. Actes du colloque organisé à Paris les 22 et 23 novembre 1990. Publications de la Sorbonne, 1994, p.336-347.

<sup>282</sup> ORY, Pascal. Op. cit.

<sup>283</sup> Idem.

<sup>284</sup> MOLINARI, J. P. Op. cit.

<sup>285</sup> TARTAKOWSKY, D. De la banlieue verte à la banlieue rouge, les fêtes ouvrières et leur espace. in GEROME, N., TARTAKOWSKY, D., WILLARD, C. *La banlieue en fête*. PUV, 1988, pp. 173-185.

<sup>286</sup> TARTAKOWSKY, D. Les fêtes de la droite populaire. in CORBIN, A., GEROME, N. et TARTAKOWSKY, D. (sous la dir.) *Les usages politiques des fêtes aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*. Actes du colloque organisé à Paris les 22 et 23 novembre 1990. Publications de la Sorbonne, 1994, pp. 304-316.

<sup>287</sup> MOLINARI, J. P. Op. cit.

En effet, à la même époque, la naissance des premières boîtes de nuit, leur développement depuis 45, très urbaines et réservées à un public plus favorisé, permettent d'exprimer cette volonté de se distinguer de la masse. Les bals participent aussi de cette volonté de différenciation: "Le bal bourgeois se distingue du bal populaire(...<sup>288</sup>) Aux dancings chics de l'entre-deux guerres, s'opposent dans la capitale les petits bals de quartier ou des bals publics comme la salle Wagram ou l'Elysée-Montmartre. La différenciation peut être d'origine ethnique avec les bals de "colonies" étrangères ou provinciales établies notamment dans la capitale<sup>289</sup>. L'espace de bal en arrive ainsi à contribuer à une certaine ségrégation sociale et limite ses possibilités de sociabilité.<sup>290,</sup>"

C'est bien la caractéristique de cette évolution: la reconstruction sociale du bal, très artificielle, vise en fait à des formes de ségrégation que nous aurons à commenter car il s'agit-là du prototype d'un bal qui se développe beaucoup aujourd'hui. Mais il s'agit d'une reconstruction, d'une perception travaillée: quelle est la réalité ?

Les données statistiques disponibles confirment cette vision d'un bal souvent plus populaire quand les classes sociales favorisées s'inventent d'autres loisirs. Les données des enquêtes du Ministère de la Culture (graphique 5) mais aussi l'étude de l'IAURIF<sup>291</sup> montrent que les parisiens, d'un niveau social plus favorisé dansent moins que les banlieusards et les français en général; parmi eux, les professions intermédiaires ont une pratique proche de la moyenne quand les cadres et les professions intellectuelles supérieures sont très en deçà, et les ouvriers ou agriculteurs au-delà: il existe bien un aspect populaire du bal. Les données de l'enquête suisse montrent aussi une pratique nettement plus développée des ouvriers. La fréquentation d'ensemble restant cependant inférieure à celle de la France.

---

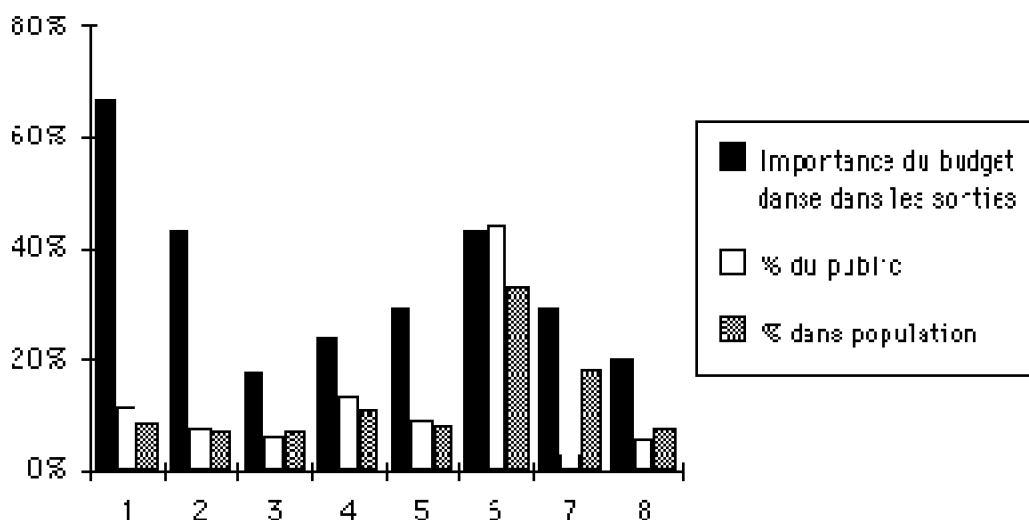
<sup>288</sup> L'auteur cite ici deux études sur Rouen (M. Quoist: La ville et l'homme, Rouen. Etude sociologique d'un secteur prolétarien, 1952) et Annecy (J. Dumazedier et A. Ripert: le loisir et la ville, 1966) qui mettent en valeur la ségrégation sociale que permet le bal.

<sup>289</sup> Mais parfois aussi en province: le bal des Aveyronnais de Toulouse en 1989 rassemblait près de 2000 personnes au Palais de Sports. Lire aussi les annonces et publicités de *L'Auvergnat de Paris*, riches en information à ce sujet.

<sup>290</sup> GERBOD Paul. Op. cit.

<sup>291</sup> COLLECTIF. Culture droit de cité. *Les cahiers de l'IAURIF* (Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Ile de France), n°99, Octobre 1991.





Graphique 9. Répartition du public par catégories CSP

1- agriculteurs 2- artisans, commerçants, chefs d'entreprises 3- cadres, PI supérieures 4- professions intermédiaires 5- employés 6- ouvriers 7- retraités 8- autres inactifs Part du public pour 100 participants Source: Ministère de la Culture, 1981; INSEE,85

Car il faut très vite nuancer: chez les jeunes, on a déjà pu voir qu'au niveau de la perception du bal plus encore que de sa pratique, l'opposition est encore plus marquée. Les populations juvéniles urbaines sont partagées entre deux styles de musique: *techno* contre *rap*; le premier dans les discothèques et les *rave parties*, le second plutôt à l'occasion de concerts avec exhibition de danse (et d'ailleurs une moindre pratique du public). Le bal classique est laissé, avec un certain mépris, aux ruraux où il intéresse les jeunes d'origine, mais surtout de culture plus populaire. Ainsi, ce type de bal apparaît surtout comme plus rural que populaire. Pour l'ensemble de la population (graphique 6): les ouvriers sont surreprésentés dans le public mais ils n'en représentent pas plus de 40% (graphique 9).

Il ressort de ces remarques que l'image du bal comme sortie populaire se justifie peut-être un peu mieux que celle de bal des jeunes. On s'aperçoit néanmoins que, à l'exception des ouvriers et retraités, il y a peu de variation entre la composition de la population totale et celle du public de bal: le bal est dans l'ensemble une sortie relativement bien partagée. On constate en effet (graphique 8) que les catégories où cette variation est positive en faveur du bal représentent la majorité de la population, catégories moyennes, ni trop pauvres, ni riches. On en déduit, d'une part, que s'il y a différence, elle sera donc plutôt culturelle que sociale, les publics se distinguant surtout en fonction de leur niveau d'étude.

Le niveau de diplôme atteint (tableau 5) se révèle le marqueur le plus précis: depuis le BEP/CAP (seule catégorie au dessus de la moyenne) jusqu'au 3° cycle universitaire il y a traditionnellement un repli régulier. Le groupe "sans diplôme/CEP" peut surprendre par ses résultats moyens. Il s'agit d'un groupe où les tranches d'âge supérieures à 40 ans, moins pratiquantes, sont surreprésentées bien que les agriculteurs pratiquent plus cette

activité. Mais les jeunes agriculteurs, ceux qui vont le plus souvent au bal, les jeunes ouvriers, les plus nombreux, sont tous diplômés aujourd'hui. On ne s'étonnera donc pas de trouver le BEP/CAP comme un marqueur indiscutable. Le niveau de diplôme se révèle bien plus déterminant que le groupe social.

**Tableau 5. Pratique du bal selon le niveau de diplôme**

Niveau de diplôme	Aucun	CEP	BEPC/CAP	Bac	1°cycle	2°/3°cycle
Taux pratique (81)	24,40%	23,50%	36%	25,70%	(a)	(a)
Taux pratique (88)	24%	(b)	36%	23%	22%	13%
Taux pratique (97)	26%	(b)	32/39%	32%	28%	(c)
part dans public (81)	18,40%	22,80%	39,50%	16,30%	(a)	(a)
part ds population (81)	21,10%	27,40%	30,80%	17,80%	(a)	(a)
<i>( a) En 81: catégorie "bac et plus"</i>						
<i>(b) En 88: catégorie "aucun diplôme" qui inclut le CEP</i>						
<i>(c) En 97: on distingue (dans l'ordre) BEPC et BEP/CAP; On regroupe en une rubrique l'ensemble des études supérieures</i>						

Source: Ministère de la culture 81, 88.

Mais une évolution se dessine: les progrès des diplômés du bac et au-delà, très nets depuis la fin des années 80. Leur nombre s'accroît aussi très vite. Ce sont les nouveaux pratiquants du bal, qui remplacent peu à peu les moins diplômés dont l'importance numérique se réduit. Cela induit deux remarques.

Tout d'abord, la filiation culturelle passe probablement beaucoup plus par la famille que le diplôme: ces nouveaux publics plus cultivés, sont les enfants de ceux moins qualifiés qui dominaient auparavant le bal.

Ensuite, plus qu'un bal populaire, c'est celui d'une France moyenne qui se dessine donc: les inactifs ou les moins instruits sont plus rarement concernés. Depuis le début des années 70, les deux catégories les plus intéressées par le bal, agriculteurs et ouvriers, sont celles qui connaissent un fort recul démographique. S'y ajoutent, depuis une dizaine d'années, les progrès rapides de l'éducation. On comprend mieux que, chez les jeunes de 1994, les différences mises en valeur pour l'ensemble de la population de 1981 tendent à s'estomper.

Le bal populaire est-il condamné par la disparition des classes populaires dans une société ? Non, car il n'y aura pas de disparition totale et ces catégories ne représentaient en 1981 qu'un tiers de son public. Néanmoins, on peut certainement s'attendre à un recul du bal dans les années qui viennent si d'autres catégories de population ne le fréquentent pas. Celui-ci est masqué pour l'instant par les progrès des retraités, plus actifs, plus nombreux et dont le niveau d'éducation reflète encore bien celui le plus favorable à l'activité. Cela constitue cependant une fragilité pour cette activité et nuit à son image: la désaffection des jeunes, bien réelle, est mal compensée par le désir des plus âgés de retrouver au bal une sociabilité plus forte. Car ces publics nouveaux (retraités, diplômés) ne sont pas aussi assidus. Cela explique que, malgré un accroissement de la population qui les fréquente, les bals peinent à maintenir leur nombre.

On n'est pas non plus surpris de voir une évolution des pratiques, du bal public vers le repas dansant. Ce dernier correspond à un public différent, issu des classes moyennes, plus soucieux de sa singularité, de sa distinction, qu'il s'agisse de se garantir un public socialement trié, pour les catégories plus riches et plus éduquées de la population ou, souvent, et plus prosaïquement, de s'assurer un bal où on n'entendra pas trop de musique "yé-yé", pour une partie du public plus âgée bien que les musiques plus récentes ne soient pas absentes, loin s'en faut, de ces bals. Des considérations plus sécuritaires entrent-elles aussi en ligne de compte ? C'est probable, mais elles ne sont pas forcément prépondérantes; dans les périphéries urbaines, elles se confondent souvent avec une volonté de distinction sociale.

S'il est bien un lieu de ségrégation sociale, si celle-ci se renforce, le bal est donc faussement populaire: cette image est largement construite et entretenue avec d'ailleurs un sens qui évolue. D'autre part, plus que vraiment populaire, le bal fut longtemps un espace de revendication d'une spécificité, espace identitaire mais par défaut puisque c'était surtout parce qu'il s'agissait du seul domaine où ces groupes peuvent se singulariser, se distinguer; les autres catégories socio-professionnelles étaient en tête dans la plupart des autres pratiques de loisir. C'est ce qui explique aujourd'hui l'intérêt des classes moyennes, devenues dominantes dans la société.

Mais se pose alors le problème de la définition de ce bal comme un loisir: ce glissement d'un groupe social vers un autre ne cache-t-il pas une évolution plus importante de la nature du bal ? Cette alliance de l'éducatif et de la kermesse survit-elle ? Le caractère élitiste des loisirs amène à s'interroger sur la spécificité du bal: s'agit-il vraiment d'un loisir ?

## Chapitre 4. Peut-on vraiment considérer le bal comme un loisir?

A la suite des réserves et limites déjà évoquées, il semble que le bal est plus une pratique identitaire qu'un loisir. Il répond en effet surtout à une logique collective qui s'oppose à une des principales caractéristiques actuelles du loisir: la personnalisation et l'individualisme à l'intérieur d'un cadre où la massification est la règle. Mais le bal évolue et s'en rapproche de plus en plus.

Second élément: l'antériorité historique. Le temps libre et les loisirs correspondent à un certain type de société et surtout d'organisation socio-économique et n'apparaissent donc qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle. Au contraire, le bal est ancien et s'est adapté à chacune des sociétés qu'il a connu mais avec toujours un temps de retard. Le but de cette étude est d'ailleurs d'étudier l'adaptation aux changements actuels.

Enfin, le bal ne répond pas aux logiques constitutrices du loisir-temps libre, liées aux valeurs apparues avec la révolution industrielle, qui forment souvent contrepoint du travail. Cette définition du loisir, où plutôt des loisirs, procède par élimination: nous allons voir que le bal s'accorde mal à la plupart des aspects qui les caractérisent.

## 4-1 De l'*otium* au loisir

Alain Corbin montre bien dans ses ouvrages comment se forme et se définit peu à peu le loisir. A l'origine, à la fin du XVIII<sup>e</sup> et dans le demi-siècle qui suit, on reprend l'antique notion d'*otium* : un loisir cultivé qui s'adresse à une élite raffinée. "A ce propos, il importe de se garder de l'anachronisme. L'*otium* antique, tel qu'il se dessine dans l'esprit de l'homme des Lumières, n'est pas synonyme d'oisiveté; il diffère profondément de ce repos imposé par la rationalisation ultérieure du temps, que nous appelons vacances. Le primat de la visée éthique induit un *otium*, cum dignitate, vécu comme mode de construction de soi. Dans l'oeuvre de Cicéron, l'*otium* indique un loisir choisi, réservé aux optimates oublieux pour un temps de la quête des magistratures, un fragment de vie privée que l'individu organise à sa guise, en évitant le double écueil de la paresse et de l'ennui; espace de détente qui autorise le jeu de l'intelligence et, au besoin, prépare l'action future; temps de ressourcement qui, paradoxalement, s'accorde à l'éthique triomphante de l'Angleterre des Whigs et de la Glorieuse révolution de 1688<sup>292</sup>".

Cet usage n'est pas exclusif: sans en référer aux antiques et sans développer une analyse aussi poussée de la pratique, l'idéal du voyage selon Montaigne n'en est pas très loin: "Le voyage me semble un exercice profitable. L'âme y a une continuelle exercitation à remarquer des choses inconnues et nouvelles et je ne sache point meilleure école, comme je l'ai dit souvent, à former la vie, que de lui proposer incessamment la diversité de tant d'autres vies, fantaisies et usances, et lui faire goûter une si perpétuelle variété de formes de notre nature (...) Moi qui le plus souvent voyage pour mon plaisir ne me guide pas si mal. S'il fait laid à droite, je prends à gauche; si je me trouve mal propre à monter à cheval, je m'arrête. (...) Ai-je laissé quelque chose à voir derrière moi ? J'y retourne; c'est toujours mon chemin. Je ne trace aucune ligne certaine, ni droite, ni courbe.<sup>293</sup>". On le voit ainsi, durant son périple thermal de 1580-1581, multiplier les détours afin de visiter tel érudit local ou autre monastère fameux et regretter parfois quand ce détour s'avère impossible<sup>294</sup>.

Ce type de voyage, longue pause sabbatique dans une carrière (Montaigne interrompt son périple afin de rentrer à Bordeaux où il vient d'être élu maire) ou prélude à une carrière (le *Grand Tour* des jeunes britanniques) demande des moyens et une disponibilité importants qui en limitent l'accès à certains individus seulement. C'est alors qu'intervient un second aspect plus intéressant pour nous: le voyage au loin et la découverte ne sont pas indispensables; on peut se contenter d'une maison confortable à proximité, point trop loin afin d'y faire de fréquents séjours, mais assez pour qu'une rupture d'avec l'ordre quotidien et le cadre de vie courante soit possible.

<sup>292</sup> CORBIN, Alain. *Le territoire du vide. L'occident et le désir du rivage (1750-1840)*. Paris, Flammarion, coll. Champs, 1990, p. 284.

<sup>293</sup> MONTAIGNE, Michel de. *Les Essais*, III, 9; *De la vanité*. Paris, Gallimard, coll. Folio, n° 291.

<sup>294</sup> MONTAIGNE, Michel de. *Journal de voyage en Italie par la Suisse et l'Allemagne*. Paris, Le livre de poche, 1974.

Corbin insiste sur cet aspect dans sa description de la redécouverte de l'*otium* par les Lumières: "Plus tardivement, les conseils de Sénèque incitent à identifier *otium* et vie contemplative, à la manière stoïcienne. L'*otium* implique l'*amoenitas* de cette villa de plaisance dont il a contribué à dessiner l'image. (...) Le Romain d'élite aime, du moins on le dit alors, que son oreille soit caressée par les bruits agréables de la nature, par le murmure de la fontaine, par le souffle du vent dans les arbres, par la percussion rythmée des vagues sur le rivage.(...) L'*otium* implique la variété; lecture, plaisirs de la collection et de la correspondance, temps accordé à la contemplation, à la conversation philosophique et à la promenade se goûtent en alternance."

Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, le succès de ce mode de loisir va déboucher sur un vaste mouvement de recherche de la villégiature de week-end (et l'invention du week-end lui-même): "La mode de la maison de campagne se diffuse alors dans toute l'Europe septentrionale, selon des modèles variés. Les Britanniques et les Provençaux n'en ont pas le monopole. Les voyageurs la remarquent en Hollande comme au Danemark."<sup>295,</sup>

Aujourd'hui cet aspect du loisir perdure et s'est même développé: le loisir est conçu différemment selon le niveau culturel<sup>296</sup>: si les groupes les moins cultivés préfèrent des loisirs peu actifs, ceux de niveau d'étude élevé multiplient les activités selon ce modèle, et aisance matérielle aidant, sont plus souvent concernés par une résidence secondaire.

### 4-2 Vacances et vacances : enfermer le temps libre

---

Le bal évite-t-il les pièges du loisir-vacances ? En écrivant leur histoire, Alain Corbin s'est efforcé d'inscrire *l'Avènement des loisirs*<sup>297</sup> dans une réflexion sur "les usages du temps". Le projet recoupe nos préoccupations mais permet aussi d'en distinguer le bal: si l'auteur distingue deux usages du temps des loisirs, le bal va se révéler différent puisqu'il s'inscrit dans une absence de temps, sa négation momentanée (bal public) ou, la recherche d'une autre temporalité (repas dansant).

La première idée essentielle de Corbin concerne la notion même de temps libre, inséparable des bouleversements de l'âge industriel. Au temps discontinu et *poréux* qui était celui du village par l'interpénétration constante entre travail et loisir (Muchembled<sup>298</sup> parle aussi de temps *dilué*, *flottant* mais distingue bien les loisirs et l'oisiveté, souvent forcée), l'économie industrielle substitue d'autres rythmes.

Le temps libre qui émerge alors n'est pas du temps mort, contrairement au temps de la fête; c'était un élément constitutif du temps de travail, de son apprentissage, garant de l'efficacité de la production moderne. Les auteurs montrent d'ailleurs que cette

<sup>295</sup> CORBIN, Alain. Op. cit. (*Le territoire du vide.*), p. 287.

<sup>296</sup> COGNEAU, Denis. Op. cit. 89.

<sup>297</sup> CORBIN, Alain et al. *L'Avènement des loisirs (1850-1960)*. Paris, Aubier, 1995, 472p.

<sup>298</sup> MUCHEMBLED, R. *Culture populaire et culture des élites dans la France moderne (XV<sup>e</sup> -XVIII<sup>e</sup> siècle)*. Flammarion, coll. Champs, 1978, 398p., p. 58 à 79.

généralisation progressive du repos dominical et des congés payés doit autant aux luttes ouvrières qu'à la multiplication des recherches sur le surmenage et la fatigue à partir du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle: le temps libre est donc en fait conçu comme un élément susceptible d'accroître l'efficacité économique.

Il apparaît ainsi lié à ce vaste mouvement hygiéniste dont nous voyons plus loin qu'il est étranger au bal. Il n'est pas un temps différent, un temps cosmique, comme la fête, il est un temps complémentaire, *co-substantiel* du temps de travail. Le temps du bal public ne peut donc être considéré, dans son principe, comme un temps de *vacances*: il est *vacance* et à ce titre semble ainsi éviter le piège dans lequel les loisirs ouvriers se sont laissés enfermer: le *temps libre* n'est surtout pas libre.

En ce sens, le temps libre, dont les progrès suivent ceux de l'industrialisation, Grande-Bretagne en tête, s'oppose aussi à l'*otium* cultivé par la *classe de loisirs*. On comprend mieux les distinctions: l'homme est libéré du temps dans la fête, ou libéré économiquement de la vente de son temps lorsqu'il est un des *optimates*. Par essence, c'est aussi un moment où il est sensé échapper aux contingences de sa classe, dont la principale: paraître. A l'inverse, pour l'ouvrier, ce temps libre ne sera donc pas un temps libéré. C'est la raison pour laquelle les petits commerçants, les paysans n'accèdent au temps libre, depuis les années 50, qu'après la transformation qui en a fait des producteurs économiques aux normes gestionnaires de la société industrielle. Mais cette échéance chronologique coïncide avec le début de la crise du bal et sa transformation actuelle en repas dansant.

Ce décalage tient à une différence essentielle: les formes que prend le contrôle social dans chacune des deux situations.

### 4-3 Bal et loisir, un même contrôle social ?

---

Les loisirs sont triplement contrôlés; quand le bal est concerné, c'est souvent selon des modalités différentes.

Apparaît d'abord la hantise pour les élites du *mauvais loisir*. Il faut entendre par cette expression un loisir populaire. On retrouve aussi, toujours valable, la thèse développée par Muchembled pour l'époque moderne selon laquelle "La culture de "masse" qui apparut en France vers le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle [...] tout en diffusant les notions de soumission et d'immobilisme social, qui assureraient la cohésion et la permanence de la société établie, contribuait efficacement à développer l'unification culturelle du pays [...]."

299

Deux objectifs pour une même confiscation des loisirs du peuple. Aussi ces élites s'efforcèrent-elles en permanence de modeler, moraliser les usages. Après la révolution, le relais est pris par ceux qui dominent alors la société, ces nouveaux capitalistes, du moins ceux qu'inquiètent l'agitation née de la misère et de l'application trop brutale des idées libérales. S'y ajoutent ceux qui comptent *émanciper* ainsi les *masses*, les mouvements socialistes désireux de construire une contre-culture, miroir du monde qu'il

<sup>299</sup> MUCHEMBLED, R. Op. cit. (*Culture populaire*) p. 380

veulent détruire.

Sont concernés aussi, dans les campagnes peu industrialisées, les notables de villages qui atteignent alors leur apogée. La première phase de "centralisation culturelle" (à partir de la fin du XVI<sup>e</sup>) leur doit beaucoup et ils en ont retiré de nombreux avantages: "les notables ruraux, eux, profitèrent de l'occasion pour renforcer leur puissance locale et pour la légaliser en se présentant aux autorités comme les champions des valeurs nouvelles, comme les courroies de transmission d'une société hiérarchique en voie d'unification".<sup>300</sup> Avec la révolution a disparu leur grand rival, le seigneur; mais ils restent les interlocuteurs privilégiés, renforcés, du pouvoir central représenté par le préfet. A ce titre, et c'est utile avec des régimes socialement assez conservateurs tout au long du siècle, ils sont devenus les champions de la stabilité sociale et des *valeurs* traditionnelles. Ils sont utiles car les populations des campagnes sont bien moins souvent salariées et donc moins *encadrées*. Ils en seront récompensés par les nouveaux pouvoirs qu'on va leur confier dans le cadre de la commune. Mais ici, l'absence ou la faiblesse du deuxième interlocuteur aux préoccupations productives, l'industriel, infléchit nettement, voire pervertit l'évolution et en atténue l'intensité: on reste attaché au contrôle des esprits dans un cadre collectif, une morale communautaire dont nous pouvons à travers le bal exhumer les vestiges, parfois encore forts vivaces, dans les bals publics de certaines régions.

Du côté des loisirs, au contraire, vaste unanimité: des sociétés de tempérance aux réalisations des régimes totalitaires (le *dopolavoro* italien par exemple) en passant par l'Eglise ou ces mouvements culturels dont l'obédience reflète la palette complète des champs politique et syndical de la période 1850-1950, sans compter les innombrables initiatives indépendantes ou patronales, les associations de toutes sortes, etc... massivement, obsessionnellement, dans une unanimité totale, on s'efforce de surveiller, d'encadrer, de normaliser le loisir ouvrier. Le sport, principal support choisi, lui doit beaucoup.

Le sport mais aussi les cours du soir, les voyages... et les fêtes: on vient de voir que le Parti Communiste et les mouvements d'extrême-droite sont de grands organisateurs de bals jusqu'à notre époque. Mais c'est toujours à la fin de la fête: puisqu'on ne peut supprimer le bal resté assez libre, on lui adjoint un programme à vocation éducative ou édifiante. Cette liberté explique les réticences de l'Eglise ou de Pétain qui interdit les bals durant toute la guerre et suscite ainsi l'essor de bals clandestins<sup>301</sup> avant l'explosion de la Libération...

Dans les campagnes à l'écart de l'industrialisation, voire toutes les petites villes peu touchées par la grande industrie, ce contrôle fut plus difficile. A cela une raison simple et déjà évoquée: une part majoritaire de la population n'est pas salariée ou sinon dans de petites entreprises à caractère artisanal. Cela amène donc, on vient de le voir, à substituer un contrôle politique au tutorat paternalisant des grandes entreprises.

Mais le support pose aussi problème: paysans et indépendants ne disposent pas de

---

<sup>300</sup> idem, p. 386.

<sup>301</sup> MARCHAN, F. *Thèse*. Op. cit.

congés de même nature que les salariés, leur éparpillement en unités réduites empêche la massification. Corbin estime que “partir à la quête de la naissance d'un véritable temps libre dans le monde rural d'avant 1950 [est] vain.”<sup>302</sup> La fête, particulièrement le bal ont ainsi le rôle dévolu ailleurs aux loisirs: le rassemblement n'est pas seulement destiné à donner visibilité à la communauté mais aussi à encadrer, s'assurer d'une normalité satisfaisante des populations. Mais, à la différence des loisirs urbains, celle-ci reste donc collective quand ceux-là sont privatisés, individualistes, même si leur apparence est celle d'une masse.

Second contrôle: le temps libre n'est pas libre du temps. Il est investi peu à peu par la discipline horaire, celle de l'horloge, de l'agenda, de l'*emploi du temps*: l'expression est en elle-même éloquente; il s'agit d'éduquer au temps, entreprise qui débute avec la naissance du salariat et impose l'installation d'horloges: le temps mesuré est co-substantiel au capitalisme et ce dès la fin du XII<sup>e</sup> siècle<sup>303</sup>. Ainsi, le sport se dote progressivement d'un dispositif complexe de mesure du temps: chronométrage, calendriers et programmes, tyrannie de la performance et du record. On n'évacue pas le temps, on l'exalte. A la scansion régulière du temps par le bal et la fête pour en magnifier le perpétuel recommencement cyclique (oublier le temps, le nier), on préfère le record dont l'étymologie est antinomique.

On contrôle aussi, mais c'est complémentaire, en adaptant au temps libre les normes du temps productif, industriel ou commercial: méthodes, objectifs et contraintes. Aux normes de productions les plus performantes possibles répondent la consommation de masse et le marketing; l'économie du loisir a connu un essor sans précédent depuis la Seconde Guerre Mondiale et ainsi le seul tourisme déplace chaque année près de 500 millions de personnes hors de leurs frontières. Quant au sport, après s'être inspiré de la production, il devient même le modèle à suivre: le culte de la performance, puis la gestion de la performance, de la saison, de la carrière.

Bref, à peine libéré, le temps des loisirs se trouva quadrillé, institutionnalisé et intégré dans une économie générale du temps, soucieuse de réglementation et de productivité. Le sport devenu professionnel illustre bien ce mouvement qui finit par dissoudre l'hypothétique frontière entre temps de travail et temps libre; le premier annexant le second.

Au contraire, le bal ne se coule pas facilement dans ce moule; d'ailleurs un des problèmes des organisateurs et des chefs d'orchestres fut longtemps, et reste encore d'actualité pour beaucoup d'entre eux, la difficulté à lui donner une gestion *moderne*, aux normes de celles que nous connaissons par ailleurs. Ces bals sont souvent gérés et organisés sans que domine une logique rigoureuse à laquelle leurs acteurs sont pourtant habitués dans leur vie professionnelle.

Et cela va au-delà de la simple gestion: les chefs d'orchestres parlent de la difficulté d'obtenir des contrats. Les organisateurs n'assurent pas souvent leur spectacle et il n'est

---

<sup>302</sup> CORBIN, Alain et al. Op. cit. (*L'Avènement des loisirs*)

<sup>303</sup> DOCKES, P. et ROZIER, B. *L'histoire ambiguë. Croissance et développement en question*. PUF, coll. Economie en liberté, 1998, p. 84-88.



pas rare de voir comme à Sauveterre-de-Comminges (Haute-Garonne) en juillet 1989 annuler un bal pour un coût considérable parce qu'on n'a pas prévu de bâcher la scène un jour de pluie... Sans parler de la tendance fréquente à abreuver fortement les musiciens au risque de perturber leur prestation...

A l'inverse le repas dansant semble mieux adapté à ce schéma: il propose un *produit* plus normalisé, rationalisé, modernisé (public bien défini, lieu nettement circonscrit, disco-mobile plus fréquente...) et surtout une scansion du temps complètement différente avec une alternance d'agapes et de danse, voire le rite du champagne à minuit ou mi-fête (pas seulement dans les réveillons).

### 4-4 Le bal loisir socialement différencié et privatif ?

---

Malgré la volonté extérieure de normaliser, d'unifier les comportements, les bénéficiaires de ce temps libre restent partiellement hermétiques à ces injonctions. Dans quelle mesure ? Là réside le problème, la discordance entre une abondance de sources écrites, produites par d'autres que les intéressés et selon d'autres logiques, parfois complètement contradictoires, et la nécessité de cerner des conduites et des comportements qui n'ont guère l'habitude de laisser de traces, surtout écrites<sup>304</sup>.

Son accès plus ou moins tardif selon les groupes est révélateur: on a déjà évoqué le cas des campagnards des régions peu ou pas industrialisées, des paysans et artisans. Pour les femmes ouvrières, par exemple, le loisir ne fut longtemps qu'un *plaisir dérobé*; l'est-il aujourd'hui pour tous ? Le discours actuel sur la réduction du temps de travail est contradictoire avec le temps partiel imposé contre leur gré à beaucoup de gens mal payés. De même, la nouvelle organisation du travail qui imagine des loisirs occupés par des périodes de formation, s'adresse aux catégories les plus formées, quand à l'inverse, cette pause est surtout fréquente pour les moins qualifiées et s'appelle chômage...

S'il est donc un domaine où le bal peut sembler répondre à la définition que Corbin<sup>305</sup> donne du loisir c'est bien dans sa capacité à différencier des groupes sociaux: peu de pratiques sociales apparaissent aussi différenciées que celles du loisir. Ce dernier se révèle un impérieux *marqueur social* qui accuse les frontières entre groupes, âges, sexes, lieux et modes de vie. Mais, dans le cas du bal public, ce processus s'effectue à l'intérieur; à l'inverse, pour les loisirs comme les formes rénovées du bal, la différenciation se fait à l'extérieur, entre différentes manifestations ou formes de loisirs. L'espace du bal public se signale donc par une mixité sociale plus importante. Par contre, ce n'est pas le cas du repas dansant qui pratique la sélection, mais en amont de l'événement.

Le bal répond à des besoins complexes. Il doit fournir à des groupes numériquement nombreux qui n'ont qu'un accès limité à d'autres formes de spectacle, la mise en scène des rapports sociaux; cette fonction symbolique peut aller très loin dans l'expression de certains mythes. Seuls certains sports, ceux qui parviennent à jouer le même rôle

<sup>304</sup> MUCHEMBLED, R. Op. cit. (*Culture populaire*), Avant-propos p. 7 et sq.

<sup>305</sup> CORBIN, Alain et al. Op. cit. (*L'Avènement des loisirs*)

d'institutionnalisation de la société, peuvent se révéler aussi riches de diversité que le bal public: les travaux de Bromberger sur le stade et son public<sup>306</sup> montrent que le stade de Marseille est un espace de forte mixité sociale mais très strictement ségrégué.

En l'absence de nouveaux modes de mise en relation des individus (la soirée barbecue dans les lotissements reste trop limitée) son avenir est assuré mais sa forme évolue avec la société. C'est bien ce que propose le repas dansant: une privatisation par le choix qui s'offre aux individus d'*adhérer* à telle ou telle association quand le voisin peut s'offrir un choix différent.

Dans le bal public, beaucoup plus territorialisé, ce choix est impossible: on va au bal du village ou on le refuse, mais on est impliqué, sans autre solution possible. Si on va au bal voisin on ne sera qu'étranger, invité. Passant d'un modèle exclusivement *public* (le terme est explicite) à un modèle privatisé (le repas dansant) le bal connaît, avec un retard considérable, la révolution que l'extension massive du salariat a introduite dans les loisirs. Pour le bal, le vecteur, c'est l'évolution des modes de vie, l'éclatement de la sociabilité dans les mégapoles, leur désarticulation.

Il nous reste à aborder un élément essentiel de distinction entre les loisirs et le bal, si ces premiers sont souvent plus simples, comme on vient de le voir, ils s'adressent aussi plus souvent à l'individu.

#### 4-5 Le bal n'est pas un temps libre individualisé et privatisé

---

Du fait de cette dimension symbolique qui amène le bal public à figurer une société locale, un microcosme, autant qu'à mettre en jeu la substance sociale, celui-ci peut donc difficilement se conformer à un des éléments essentiels des loisirs: la privatisation croissante de leurs usages. Corbin<sup>307</sup> montre bien que, face à la mise en place d'un contrôle complexe des temps libres, une des principales tendances pour échapper à celle-ci fut de s'enfuir hors du collectif pour s'enfermer dans le privé.

Ce phénomène correspond à plusieurs logiques, s'adapte différemment selon les groupes: il est ainsi très lisible dans les campagnes où la veillée perd toute dimension communautaire pour se refermer peu à peu sur la cellule familiale, préparant l'avènement du repli télévisuel. Pour les élites, par contre, il s'agit d'un repli surtout dicté par le mépris qu'inspirait la démocratisation des loisirs. Cela renforça le mouvement vers la résidence secondaire et suscita un nouvel essor de l'idéal d'*otium*. *Otium* limité cependant, puisqu'on y distingue une contamination par des logiques qui sont celles du loisir de masse: l'enrichissement culturel et l'épanouissement personnel originels se transforment ainsi en un stakhanovisme de la lecture du journal dominical à l'anglaise, dont de surcroît une bonne part est consacrée à des sujets très liés aux activités productives de la semaine...

En ville aujourd'hui, c'est l'origine du succès des réseaux câblés de télévision, aptes à

<sup>306</sup> BROMBERGER, Christian. Le stade de football: une carte de la ville en réduction. *Mappemonde*, n° 2, 1989, pp. 37-40.

<sup>307</sup> CORBIN, Alain et al. Op. cit. (*L'Avènement des loisirs*)

vous distinguer du vulgaire puis de l'autre. Dans le repas dansant la même tendance s'observe bien sûr dans les fêtes entre collègues d'une même entreprise. La logique peut être poussée à l'extrême lorsqu'il s'agit de retraités: le cas le plus intéressant est celui du repas dansant des *Anciens d'Austerlitz* (juin 98) à Luchon (Haute-Garonne): réservé aux nombreux émigrés de la région pyrénéenne ayant travaillé au centre de tri des PTT de la gare de Paris-Austerlitz, il combine une double particularité; c'est à la fois un loisir très professionnel mais qui s'organise selon une logique spatiale originale.

Le plus souvent le repli sur la sphère privée procède des progrès de la culture de masse et de ses impératifs de consommation. S'y ajoute la quête d'un temps pour soi, progressivement perçu comme un élément constitutif de l'identité individuelle et sociale. Ainsi la démarche serait alors complètement opposée à celle du bal public où la même recherche se pratique par l'immersion dans une foule identifiée mais diversifiée. Parmi les pratiques en cause citons le jardinage, pourtant longtemps très contrôlé par le monde du travail par le biais des jardins ouvriers, du bricolage, de la pêche.

### 4-6 Le bal n'est pas un loisir mais il le devient

---

Il apparaît, à travers les différents aspects des loisirs mis en valeur par Corbin, que le bal public traditionnel se conforme mal à cette idée de loisir telle qu'elle s'est peu à peu mise en place depuis le début de l'ère industrielle. Mais il ne s'y oppose pas non plus systématiquement, les liens sont nombreux, chacun semble souvent attiré vers l'autre, souvent parce qu'ils se pratiquent dans les mêmes temps et surtout parce que son évolution (plus grand nombre de bals clos, rationalisation progressive de l'activité) les amène à se confondre.

Le temps libre est codifié et commercialisé à l'extrême, alors que les progrès dans ce sens du bal sont réels mais lents et inégaux avec un décalage spatial qui explique en partie l'importante diversité régionale de sa pratique. Malgré sa massification, souvent symbolisée depuis les années 50 par le déferlement sur les plages, le temps des vacances n'en demeure pas moins un moment de liberté, en partie affranchi des contraintes ordinaires et où s'exprime, notamment dans le rapport à la nature et au corps, le sentiment d'un projet de réalisation de soi.

Le bal envisage lui aussi le même objectif: désir de liberté, affranchissement des contraintes ordinaires mais diverge vite: le rapport au corps est très différent, beaucoup plus sexuel quand une vision hygiéniste domine dans le temps libre. Le rapport à la nature passe le plus souvent par l'idéalisation d'un espace vierge dans un cas, du village dans l'autre, même si depuis quelques années ce dernier attire les uns et les autres, mais c'est un village reconstruit et idéalisé.

Surtout, le projet de réalisation de soi suppose un retour à soi dans l'isolement, même si c'est pour s'endormir ou lire sur la plage, alors que le bal envisage l'immersion dans la foule identifiée, balisée, *repérée*, bref au moins domestiquée sinon fusionnelle et non dans la masse, par essence anonyme. D'ailleurs, en vacances on va surtout danser dans les "boîtes", bars et dancings, on reste surtout entre touristes. Au village, deux solutions: soit le bal est destiné aux touristes nombreux et les habitants en organisent un autre plus

tard qui leur est destiné, soit les touristes sont peu nombreux et ils s'immergent dans la vie du village, ou du moins croient le faire. Ils posent alors sur la fête un regard "anthropologique", distancé qui les amène à une pratique qui singe celle des habitants, lesquels les ignorent à peu près totalement.

Les pratiques de bal se révèlent donc bien plus complexes que de simples loisirs dont Corbin nous montre qu'ils sont essentiellement complémentaires du travail. Mais se développe, surtout dans les bals d'associations, particulièrement les repas dansants, un bal plus proche du loisir au moins dans la pratique: le discours, lui, reste beaucoup plus traditionnel. Le bal serait alors une des facettes, collective, de l'épanouissement personnel, des activités multiples durant ces temps libres permettant d'en compléter d'autres aspects. Le bal n'est pas vraiment un loisir mais il le devient.

Parce qu'elle est liée, que les mêmes problèmes et évolutions s'y posent, on peut proposer d'étendre cette idée à l'économie. Mais on va voir que c'est beaucoup plus compliqué.

## Chapitre 5. Une activité économique qui manque singulièrement de rationalité

Par les enjeux qu'elle soulève, plus d'ailleurs que son poids réel, l'économie de la danse n'apparaît pas aussi anodine qu'on pourrait le croire au point qu'il est nécessaire d'y consacrer deux chapitres successifs.

L'objectif est double: à la suite de ce qui précède, on s'efforce de montrer que le bal reste vivace et important. Par ailleurs, il évolue vers des pratiques plus coûteuses avec de fortes nuances régionales. Cela impose auparavant de s'efforcer d'introduire l'idée d'une utilité sociale du bal. En effet, s'intéresser à l'économie de la danse pose plusieurs problèmes: comme l'ensemble des activités artistiques, celle-ci ne répond pas toujours aux critères habituels de l'économie; on peut même parler dans certains cas d'une dépense improductive.

Entretenir le sentiment communautaire justifie-t-il un sacrifice économique relativement conséquent? Une rationalité collective justifierait-elle cette attitude économique surprenante au regard d'une rationalité individuelle ? On rejoint la préoccupation centrale de cette étude...

Pourtant, en général, les économistes ont choisi d'ignorer la contradiction: l'importance du phénomène, même élargi à l'ensemble des activités culturelles voire de loisir, le rendait marginal jusqu'à une époque récente. Aussi, on l'envisageait comme un résidu que la science économique ne pouvait résoudre encore mais qu'à terme, la précision des modèles s'améliorant, on pourrait l'intégrer. Cependant, avec le développement d'une société dite de loisirs, les dimensions économiques du problème changent, il devient difficile de l'ignorer.

En revanche, la question de la dépense improductive a depuis longtemps intéressé

les chercheurs d'autres spécialités: anthropologues, sociologues, historiens. On va donc aborder la question par ce biais en montrant l'importance du phénomène.

### 5-1 Multiples marginalités du bal

---

Il n'est pas très facile d'envisager l'économie du bal: cela tient à sa relative marginalité et celle-ci a deux conséquences. Tout d'abord, on cerne mal le bal dans les différentes et abondantes séries de données fournies essentiellement par l'INSEE. Cela explique qu'on soit souvent contraint d'élargir le regard à la danse, mieux connue que bal. On s'efforcera cependant le plus souvent possible de distinguer la part de l'un dans l'autre. Par ailleurs, le bal lui-même, du moins ses acteurs, ses participants comme ses organisateurs ou musiciens, reste souvent volontairement discret et même secret.

On peut très prosaïquement l'expliquer par le fait que, secteur mal cerné par le contrôle social (d'où sa mauvaise lisibilité statistique), ses acteurs s'efforcent de se faire oublier dans un cadre (économique) où une meilleure connaissance se traduirait d'abord par de plus forts prélèvements d'impôts directs et indirects et surtout, principal point faible, des perceptions sociales. C'est le "pour vivre heureux, vivons cachés". Rentable marginalité.

Cependant cette explication peut apparaître un peu courte: plus de 15 millions de français vont chaque année au moins une fois<sup>308</sup> dans un des 160 000 bals recensés, ceux-ci sont bruyants, occupent un espace collectif (places ou salles des fêtes) important; on les signale souvent avec des feux d'artifice coûteux ou une fête foraine et généralement une abondante publicité: voilà qui n'est guère discret. Il s'agit donc bien d'une tolérance du corps social qui laisse ainsi une liberté importante à une activité partiellement hors du champ économique. Volontaire marginalité.

Voici une activité souvent méprisée, réputée vulgaire et démodée, pas vraiment culturelle, au point que, dans les enquêtes, une partie de la population minimise sa participation. Or, on constate que celle-ci est plus importante qu'imaginée. C'est parmi les groupes les plus critiques à son égard, dont les préoccupations apparaissent les plus éloignées, les conduites affirmées comme les plus rationnelles, qu'on y dépense le plus: à Paris, la part de ces dépenses dans l'ensemble de celles consacrées aux sorties a doublé depuis les années 30! Paradoxale marginalité.

Il n'est pas rare, au mépris de toute logique commerciale, que se multiplient les bals dans un périmètre très réduit: à Arzens et dans les communes voisines situées à l'ouest de Carcassonne, 6 bals à moins de 20 km le week-end qui suit la fin des vendanges; à Salies-de-Bearn (64) et dans les environs pris au sens large (de Orthez à Saint-Jean-Pied-de-Port) on peut compter une trentaine de bals le soir du 15 août.

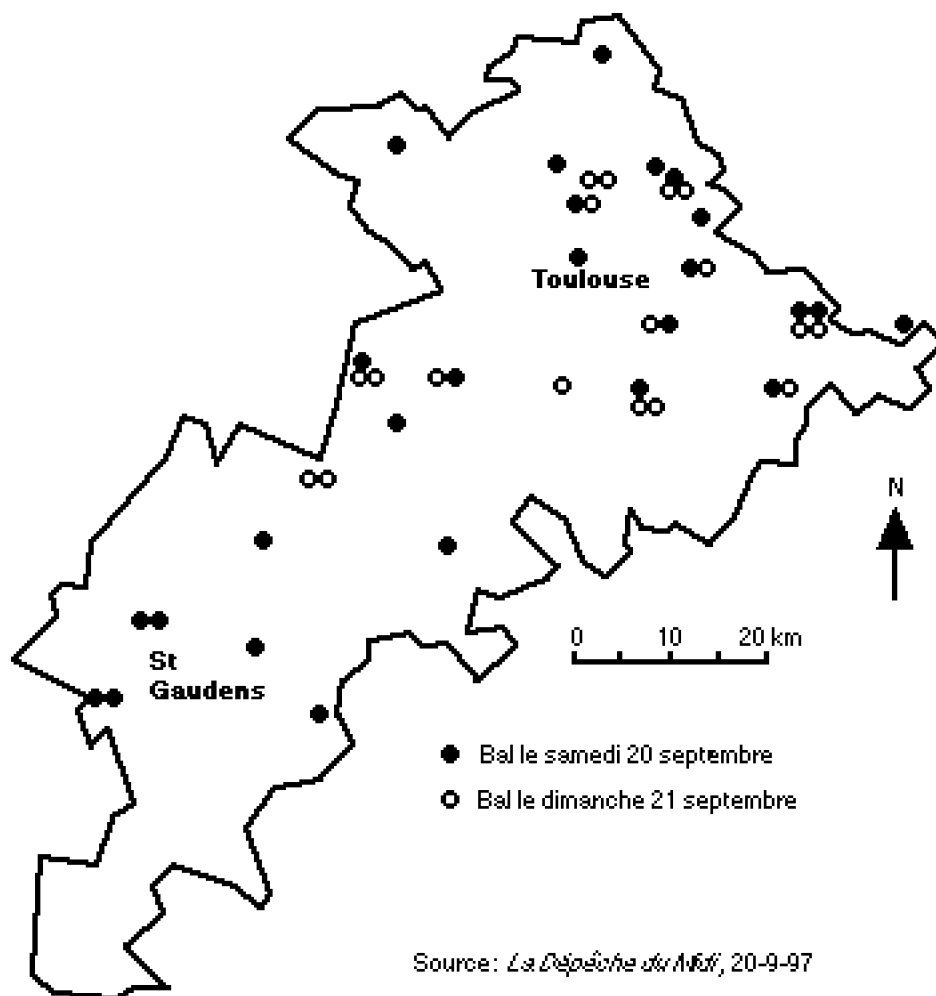
A la même date, la lecture de la *Dépêche du Midi* nous apprend que l'ouest gersois en compte autant; un banal samedi de novembre, le public d'un seul canton du sud de la Haute-Garonne se voit proposer six bals<sup>309</sup>; un autre week-end banal, sur l'ensemble du

---

<sup>308</sup> Même en tenant compte de la moindre assiduité des nouveaux publics du bal, cela représente environ 50 à 60 millions d'entrées.

département, on en annonce 44 (carte 10). La plupart sont à quelques kilomètres les uns des autres, jusqu'à quatre en deux jours dans la même commune...

De plus, si l'économie du bal est affectée par l'évolution de l'économie du pays, ces soubresauts sont atténués. Paris excepté, à travers les cartes des dépenses dans les bals on ne retrouve pas la carte des revenus, ni l'opposition entre régions dynamiques et en crise. Comment comprendre que même en difficulté, on consacre des sommes parfois conséquentes à une activité en apparence superflue ? Existe-t-il aujourd'hui beaucoup de domaines de notre société à ce point à l'écart de l'économie ? Archaïsme qui marginalise ? Pas certain: le bal se modernise comme jamais...



Carte 10. Un week-end de bals en Haute-Garonne<sup>310</sup>

Mais, l'archaïsme concerne surtout sa gestion. Lorsqu'on l'étudie en détail on est parfois surpris par le comportement de tel président d'association qui dans sa vie privée

<sup>309</sup> Carte en annexe 4.

<sup>310</sup> On notera au passage que la ceinture périurbaine de Toulouse se découpe avec netteté. Par ailleurs, il ne s'agit que des bals ayant fait l'objet d'une publicité. Les mentions bal (presque toujours au singulier...) en matinée et en soirée sont comptées comme deux bals distincts.

ou professionnelle sera d'une rigoureuse rationalité et, comme organisateur, se révèle peu préoccupé de la moindre rentabilité, ne cherche pas à maximiser ses gains. Rappelons <sup>311</sup> l'attitude de nombreux chefs d'orchestre: patrons de véritables petites entreprises de 5 à 20 personnes, ils sont souvent incapables d'une gestion qui apparaîtrait élémentaire.

Généraliser ces remarques à l'ensemble de l'activité peut apparaître comme abusif, surtout alors qu'une des principales mutations récentes tient à l'apparition de ce souci de gestion rigoureuse chez certains organisateurs et chefs d'orchestres. Il demeure que c'est une nouveauté et que ses résultats restent souvent aléatoires. Comment expliquer une telle incapacité, un tel décalage avec la société ? Marginalité technique ?

Or l'essentiel n'est pas dans la technique: on peut affirmer sans grand risque de se tromper que le bénévolat, les dons et les prêts gratuits représentent sans doute plus de la moitié du chiffre d'affaire *réel* du bal; les valeurs que nous pouvons mettre à jour ne sont donc que partielles. Nous avons pu voir plus haut que, de la même manière, une part importante des fêtes dansées disparaissent des statistiques pour diverses raisons: une vision trop exclusivement confiante dans les valeurs chiffrées risque d'apparaître réductrice, ou du moins éloignée du réel. Dans un tel contexte, les techniques de gestion courantes sont incapables de saisir toute la complexité du phénomène. Si on s'en tient aux résultats (le bénéfice), comparée aux critères habituels d'une bonne gestion commerciale, l'économie du bal se révèle ainsi finalement très efficace.

Etranges constatations. Est-il impossible de réaliser l'étude de l'économie du bal ou du moins de la danse ? Non pas, mais il faut rester prudent et faire appel à d'autres facteurs plus discrets et plus puissants, déterminants, qui poussent à cette relative mise à l'écart des circuits économiques.

## 5-2 La *part maudite* ou la notion de gaspillage

---

Le bal est un exutoire facilement accessible et bien balisé à un contrôle social considéré comme pesant: en cela il semble correspondre -au moins partiellement- à la *part maudite* de Bataille. Dans un essai de 1933, *La notion de dépense* <sup>312</sup>, repris et développé 30 ans plus tard, celui-ci s'efforce de montrer que la survie des sociétés n'est possible qu'au prix de *dépenses* improductives considérables qui pourtant sont niées: "elle (l'humanité consciente) se reconnaît le droit d'acquérir, de conserver ou de consommer rationnellement, mais elle exclut en principe la dépense improductive." <sup>313</sup>

Pourtant, cette rationalité reste en partie apparente et il s'efforce de mettre à jour *Le principe de la perte*: "L'activité humaine n'est pas entièrement réductible à des processus de production et de conservation et la consommation doit être divisée en deux parts

<sup>311</sup> MARCHAN, F. *DEA et Thèse*. Op. cit.

<sup>312</sup> BATAILLE, Georges. *La Notion de dépense*. La Critique sociale, n° 7, janvier 1933. rééd. en introduction à *La part maudite*. coll. Points-Civilisation, 1971, 250 pages.

<sup>313</sup> Idem p. 25

distinctes. La première, réductible, est représentée par l'usage du minimum nécessaire, pour les individus d'une société donnée, à la conservation de la vie et à la continuation de l'activité productive: il s'agit donc simplement de la condition fondamentale de cette dernière. La seconde part est représentée par les dépenses dites improductives: le luxe, les deuils, les guerres, les cultes, les constructions de monuments somptuaires, les jeux, les spectacles, les arts, l'activité sexuelle perverse (c'est-à-dire détournée de la finalité génitale) représentent autant d'activités qui, tout au moins dans les conditions primitives, ont leur fin en elles-mêmes. Or, il est nécessaire de réserver le nom de dépense à ces formes improductives, à l'exclusion de tous les modes de consommation qui servent de moyen terme à la production. Bien qu'il soit toujours possible d'opposer les unes aux autres les diverses formes énumérées, elles constituent un ensemble caractérisé par le fait que, dans chaque cas, l'accent est placé sur la perte qui doit être la plus grande possible pour que l'activité prenne son véritable sens.”<sup>314</sup>

Il s'efforce ensuite de cerner des situations où cette dépense improductive apparaît évidente: luxe, sacrifice, jeux, art... avant de tenter d'en expliquer l'origine<sup>315</sup> dans un vaste tour d'horizon des sociétés traditionnelles ou contemporaines.

Bataille estime avec Tawney que le processus de consommation improductive des richesses du moyen âge fut remplacé ensuite par une accumulation dynamique susceptible de déterminer une croissance de l'appareil de production. A un monde *donné*, c'est à dire où l'action de l'homme est négligeable et qui pouvait se permettre de ce fait de gaspiller sans retenue une ressource rare mais irrégulièrement présente, se substitue un monde où des doctrines morales strictes amènent à faire primer l'action et ainsi la recherche d'une efficacité pratique: dorénavant, “l'homme était (...) voué sans réserve au travail, à la consécration des richesses (...), au développement de l'appareil de production.” et ajoute Tawney, “la recherche individuelle du profit”<sup>316</sup>.

Cette conviction est formalisée plus nettement au XVIII<sup>e</sup> siècle: Georges Bataille cite Franklin et sa fameuse formule: “rappelle-toi que le temps est de l'argent. (...) L'argent produit d'autant plus qu'il y en a davantage, de telle sorte que le profit croît de plus en plus vite. Celui qui tue une truie anéantit sa descendance jusqu'au millier. Celui qui tue une pièce de cinq shilling assassine tout ce qu'elle aurait pu produire: des colonnes entières de livres sterling.” et Bataille conclut “rien n'est plus cyniquement contraire à l'esprit du sacrifice religieux (...)”<sup>317</sup> ...

Cette volonté d'accumulation va être à l'origine de la révolution industrielle et y trouver son amplification. Ce mouvement sera renforcé par l'adoption des mêmes principes par Marx et une partie des socialistes: la *réalisation*, c'est à dire “une indépendance radicale de *la chose* (de l'économie) par rapport à d'autres soucis (religieux

<sup>314</sup> Idem, p. 26-27. La fin de la citation est soulignée par mes soins.

<sup>315</sup> BATAILLE, Georges. *La part maudite*. Les Editions de Minuit.1967. Réed. coll. Points-Civilisation, 1971, 250 pages.

<sup>316</sup> Idem.

<sup>317</sup> Idem, p. 177



ou, généralement, affectifs).”<sup>318</sup> Ce n’est qu’après avoir achevé sa libération que l’homme pourra envisager de revenir à cette intimité qu’il abandonne: “un chapitre nouveau commencerait, où l’homme aurait enfin la liberté de revenir à sa propre vérité intime, de disposer à son gré de l’être qu’il sera, qu’il n’est pas aujourd’hui puisqu’il est servile.”<sup>319</sup>

### 5-3 Combattre et théoriser le gaspillage

---

On voit bien là qu’il s’agit d’un puissant courant d’idées qui s’oppose à cette notion de gaspillage sacrificiel. Certains groupes sociaux doivent modifier leurs comportements et parfois en subir les répercussions économiques. Ils sont institués (les aristocraties héritées du féodalisme) ou plus informels (les femmes<sup>320</sup>, le peuple<sup>321</sup>): il demeure qu’une part importante de la société s’est longtemps opposée à toute évolution, a freiné cette transition.

Muchembled<sup>322</sup> a montré que c’est l’enjeu des luttes qui opposent du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle les élites dominantes et rénovées aux groupes traditionnels pour le contrôle des fêtes et manifestations publiques. Dans la fête médiévale, prolongée à l’époque moderne dans les milieux populaires, la rationalité économique est abandonnée dans une marge volontaire. Selon Bataille, cette marge, *besoin solaire*, constitue même le cœur des systèmes économiques concernés, tant elle est importante.

Un quadrillage social plus léger (mais qui demeure bien réel), une inorganisation au moins apparente permet aux tensions sociales accumulées de déborder. De là, la nécessité de bouger, d’exprimer un corps dont le contrôle<sup>323</sup> devient un enjeu majeur, politique<sup>324</sup> mais aussi économique<sup>325</sup>.

La résistance à ces contraintes fortes doit pouvoir s’exprimer au moyen de gaspillages modérés, bien délimités, afin d’éviter une explosion qui générerait alors des gaspillages bien plus importants. Ces gaspillages répondent donc à une logique, même s’ils apparaissent comme des formes d’échanges économiques non-rationnels c’est à dire

<sup>318</sup> Idem, p. 186.

<sup>319</sup> Idem, p. 187

<sup>320</sup> OPITZ, Claudia. Contraintes et libertés (1250-1500) in *Histoire des femmes en Occident*. Tome 2: le Moyen-Age, chapitre 9, p. 277-235. Paris, Plon, 1991.

<sup>321</sup> DOCKES, Pierre et ROSIER, Bernard. Op. cit.

<sup>322</sup> Muchembled, Robert. *Culture populaire et culture des élites dans la France moderne*. Op. cit.

<sup>323</sup> Muchembled, R. Op. cit.

<sup>324</sup> CORBIN, Alain, GERÔME, Noëlle et TARTAKOWSKY, Danielle (sous la dir.). *Les usages politiques des fêtes aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*. Actes du colloque organisé les 22 et 23 novembre 1990 à Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, 440 p.

<sup>325</sup> DOCKES, Pierre et ROSIER, Bernard. Op. cit. p. 84: l’évolution intellectuelle et le temps.

destinés à souder un groupe, à renforcer la cohésion des participants à l'échange et non pas à enrichir les individus impliqués.

Cette idée, ce sont les anthropologues qui les premiers, à la suite de Mauss, l'ont explorée: à travers l'étude des comportements de quelques groupes bien délimités, on a mis en valeur la place subalterne de l'économie, englobée dans l'ensemble plus vaste des relations sociales.

Pour les sociétés qui ne fondent pas leur économie sur le marché et l'intérêt individuel, les travaux de Karl Polanyi, au milieu du siècle, se sont imposés. L'idée centrale est qu'on ne peut leur appliquer la *théorie économique*. Dans ces sociétés, l'économie est *encastrée, englobée* dans l'ensemble des relations sociales. Autrement dit, les activités et les relations que nous appelons économiques n'obéissent pas, comme chez nous, à la logique *coût minimal/satisfaction maximale*, car le mobile proprement économique n'apparaît pas: "La découverte la plus marquante de la recherche historique et anthropologique récente est que les relations sociales de l'homme englobent, en règle générale, son économie. L'homme agit, de manière, non pas à protéger son intérêt individuel, à posséder des biens matériels, mais de manière à garantir sa position sociale, ses droits sociaux, ses avantages sociaux. Il n'accorde de valeur aux biens matériels que pour autant qu'ils servent cette fin."<sup>326,</sup>

Des systèmes d'échanges très compliqués se mettent en place au mépris de toute logique apparente et pourtant "l'erreur est de croire que nous serions en présence d'un échange marchand primitif visant à l'acquisition de biens utilitaires au meilleur prix. Nous sommes plutôt dans le cadre d'une relation sociale très codifiée et visant avant tout l'établissement de liens sociaux."<sup>327,</sup> On retrouve ainsi l'idée avancée plus haut.

Mais ces études sont effectuées dans des sociétés isolées du Pacifique. Qu'en est-il pour nous ? De fait, beaucoup de relations économiques y correspondent à ce que certains économistes nomment la *réciprocité*: "la relation de réciprocité met en présence des groupes et non des individus: il s'agit avant tout de renforcer le lien communautaire et les alliances entre groupes *par des obligations mutuelles*. Il ne peut être question de *valeur* ou *d'équivalence* au sens du *calcul économique*. *La réciprocité exige une réponse adéquate non une égalité mathématique*. Cette adéquation fait référence avant tout au statut des partenaires et à la signification symbolique *des biens et services échangés*. En fait, *tous les échanges s'effectuent comme des dons gratuits dont on attend qu'ils soient payés de retour, quoique pas nécessairement par le même individu*. Le rapprochement s'impose avec la théorie de M. Mauss [...] à propos du don/contre-don et son célèbre théorème de *l'obligation de donner, de recevoir, de rendre*: le don est à la fois volontaire et gratuit mais aussi obligatoire et à l'origine d'un contre-don."<sup>328</sup>

**"Le don est aussi moderne et contemporain que caractéristique des sociétés**

<sup>326</sup> POLANYI, Karl. *La Grande Transformation*. 1954, rééd. Gallimard, 1991.

<sup>327</sup> SERVET, J.M. *Du troc au réseau, les marchés dans l'Histoire*. Sciences humaines, n°3, nov-déc. 93, *Le marché, loi du monde moderne ?*

<sup>328</sup> SILEM, A. *Encyclopédie de l'économie et de la gestion: la réciprocité en anthropologie économique*. Hachette éducation, 1991.

**archaïques; [...] il ne concerne pas seulement des moments isolés et discontinus de l'existence sociale, mais sa totalité même. Aujourd'hui encore, rien ne peut s'amorcer ou s'entreprendre, croître et fonctionner qui ne soit nourri par le don. A commencer par le commencement, autrement dit par la vie elle-même, au moins pour quelques temps encore, ni achetée, ni conquise, mais bel et bien donnée, et donnée, généralement au sein d'une famille, légitime ou illégitime. Or tout porte à croire, [...] que les familles se dissoudraient instantanément si, répudiant les exigences du don et du contre-don, elles en venaient à ne plus ressembler qu'à une entreprise ou à un champ de bataille. A continuer par les relations d'amitié, de camaraderie ou de voisinage qui, elles non plus, ne s'achètent ni ne s'imposent par la force ou ne se décrètent, mais présupposent réciprocité et confiance. A finir, provisoirement et pour ne pas allonger une liste qui menacerait d'être interminable, par les entreprises, l'administration ou la Nation, dont il est clair que toutes périliteraient rapidement si des salariés ne donnaient pas plus que ce que rapporte leur salaire, si des fonctionnaires ne faisaient pas preuve de quelque sens du service public et si un nombre suffisant de citoyens n'étaient pas prêts à mourir pour la Patrie.”<sup>329</sup> [...]**

Et, il en conclut qu'“on peut même penser qu'ils [les dons] ont une importance telle dans la société actuelle que cela en fait une caractéristique propre à cette société. Ce qu'on appelle par exemple la vie associative constitue un domaine riche et varié. Cet univers tend à être proche de l'esprit du don dans la mesure où la naissance des associations est un acte libre et où leurs membres ne visent pas le profit.”

De même, il n'apparaît pas imaginable qu'un homme puisse dépenser inconsidérément sans désir de s'enrichir: c'est l'ambiguïté du mot *gratuit*, qu'on retrouve exagérée en anglais (*free*): rien n'est moins libre que cet objet sans prix parce qu'on en espère un retour sur investissement; on est incapable d'imaginer une dépense qui n'ait pas un autre objectif. Chez nous, Corbin<sup>330</sup> a bien montré que l'adjectif *libre* condense l'ensemble de ces ambiguïtés et même plus encore lorsqu'il est utilisé dans l'expression *temps libre*: c'est alors l'exact contraire de l'*otium* romain.

La notion de liberté est souvent étrangère à la fête: l'institution d'une société est affaire trop sérieuse pour être inorganisée et abandonnée aux pulsions de chacun. On parle donc plutôt d'une inorganisation apparente qui suppose un organisateur dont l'importance est essentielle à la compréhension de la manifestation.

Quant à la dépense effectuée dans le bal, il est hors question de la considérer comme *gratuite*: on en attend un retour, qu'il s'agisse de considération, de visibilité sociale ou, plus prosaïquement, une plus grande efficacité des pompiers. Mais là encore, il est difficile de démêler dans le cas d'un bal des pompiers ce qui ressort de l'efficacité économique (les revenus du bal servent à financer une partie de l'activité) et d'un soutien moral, d'un encouragement à poursuivre l'activité avec détermination: l'essentiel des revenus d'un corps de sapeurs-pompiers provient de subventions, très peu des bals qu'ils organisent...

---

<sup>329</sup> GODBOUT, Jacques. *L'Esprit du don. La Découverte, 1989, rééd.1992.*

<sup>330</sup> CORBIN, Alain. *L'Avènement des loisirs (1850-1960)*. Op. cit.

---

## 5-4 Une rationalité différente

---

C'est là que se niche un des débats majeurs des sciences sociales: la validité de la théorie du *rational choice* ou la généralisation à l'ensemble des activités humaines de ces présupposés économiques à l'origine. Demeulnaere montre <sup>331</sup> que sa généralisation dans l'*homo oeconomicus* est une construction récente, à vocation idéologique et que son dogmatisme est à l'origine des échecs contemporains de l'économie.

Claval <sup>332</sup> se montre aussi très critique: son succès vient "de ce qu'il [le rational choice] constitue le complément naturel des modèles d'équilibre et de jeu des feed-back qu'autorisent les marchés." Cela permet à la géographie (mais la remarque vaut pour toutes les autres sciences sociales) de s'intégrer à un ensemble rationnel et simplifié dominant: "l'espace n'intervient que dans le jeu proprement économique - il est obstacle aux transports nécessaires à la vie de relation et d'échanges."

A ce titre, on va nier sous le vocable très péjoratif de *relations de proximité* le rôle des partis, syndicats, églises ou associations, trop difficiles à intégrer. "Les implications géographiques du modèle de l'homo rationalis sont peu nombreuses et presque toutes négatives, car la vision de la nature humaine sur laquelle il est bâti est très pauvre. Ce qu'il nous suggère ce n'est pas de nous intéresser aux particularités des individus, mais de les négliger comme secondaires et sans pertinence pour qui veut comprendre le monde." <sup>333</sup>

L'échec de l'aménageur réside souvent dans l'incapacité d'intégrer ces rationalités: les contraintes de l'économie et les cadres socio-politiques face aux citoyens ordinaires dont les cheminements "rusent" avec la première pour reprendre l'expression de Di Méo <sup>334</sup>.

C'est bien là que demeure une question essentielle pour les économistes: comment rendre compte d'attitudes non-économiques, c'est à dire répondant à une autre rationalité, qui perdurent dans un monde qui pourtant est marqué par le triomphe de l'économique ? Que peut-on gagner en allant dépenser de l'argent pour danser ? En quoi l'intérêt d'un individu serait-il menacé s'il ne participait pas au bal du village ? Deux approches sont possibles; les économistes insistent sur les motivations individuelles tandis que les sociologues privilégient la formation du groupe.

---

## 5-5 Les économistes s'efforcent de définir une rationalité

---

<sup>331</sup> DEMEULENAERE, Pierre. *Homo oeconomicus. Enquête sur la constitution d'un paradigme*. PUF, coll. Sociologies, Paris, 1996, 288 p.

<sup>332</sup> CLAVAL, Paul. *Géographie humaine et économique contemporaine*. Op. cit., p. 236.

<sup>333</sup> Idem

<sup>334</sup> DI MEO, Guy (sous la dir.) *Les territoires du quotidien*. Op. cit., 207p.

## ***passionnelle***

---

Rendant compte d'une étude que le CREDOC (Centre de recherche pour l'études et l'observation des conditions de vie) consacre aux marchés culturels, Serge Moati montre l'imbrication des deux logiques. Il propose un idéal-type du marché culturel qui est profondément marqué par la rationalité *passionnelle* des opérateurs qui s'y rencontrent. Rationalité *passionnelle*: étrange association; pourtant ces termes sont moins antinomiques qu'il n'y paraît:

***“Les consommations culturelles d’un individu obéissent à un ensemble complexe de déterminants sociaux, économiques et psychologiques. Il est possible de synthétiser le jeu de ces déterminants de la manière suivante. Comme l’ensemble des activités de loisirs, les pratiques culturelles s’inscrivent dans l’utilisation du temps et du revenu non contraints par les activités objectivement définies auxquelles l’individu doit faire face (le travail, le temps de transport lié au travail, les travaux ménagers, l’éducation des enfants,[...]). Les pratiques culturelles ouvertes à un individu sont définies par l’intersection entre l’ensemble des pratiques franchissant le filtre des contraintes, et l’ensemble des pratiques compatibles avec l’“univers” de l’individu. L’âge, le niveau de revenu, la taille de l’agglomération de résidence, de même que le temps de loisirs disponible ou le niveau de pénibilité du travail, autorisent ou ferment, objectivement, l’accès à certaines pratiques culturelles. Par exemple, la fréquentation des musées d’art moderne sera objectivement entravée par une résidence en milieu rural, ou une forte fréquentation des spectacles lyriques est généralement incompatible avec des revenus modestes. L’univers de l’individu est conçu comme une vision du monde cohérente, composée de connaissances, de jugements de valeurs, de normes de comportement... qui fonctionnent comme un filtre dans la perception et le décryptage des messages émis par son environnement. Le choix des consommations culturelles ne s’effectue alors que sur les formes effectivement perçues et jugées compatibles avec le contenu de l’univers.”***<sup>335</sup>

Mais l'auteur identifie deux biais majeurs dans ce marché, particulièrement intéressants dans le cas du bal: l'un concerne la filière de l'offre qui "est constituée de créateurs et d'intermédiaires chargés de porter le produit culturel sur le marché. On peut admettre, en première approximation que la rationalité du créateur est étrangère à une pure logique marchande. [...] Pourtant ce qui fait la spécificité de l'idéal-type du marché culturel est la présence d'opérateurs intermédiaires animés par une rationalité de "passionnés". Cette spécificité découle de l'existence d'un biais important dans les mécanismes de recrutement du personnel de la filière qui dépasse les critères de qualification usuels. L'orientation culturelle de l'activité économique de la filière exerce un puissant effet d'attraction sur les individus. Travailler dans le domaine culturel est valorisant: le prestige de l'activité culturelle retentit sur le personnel de sa filière d'offre; on y rencontre des gens "importants"; c'est un moyen de rester quelque peu en marge du cœur du système économique... Ce type d'attraction est beaucoup plus difficile à imaginer pour l'offre de turbines ou de pâtes alimentaires. Si cette attraction s'exerce sur une large part de la

<sup>335</sup> MOATI, P. *Economie appliquée. in Manuel de Sciences économiques et sociales, classe de 1<sup>e</sup> ES, Belin, coll. A. Gédéon, avril 1992.*

population, les individus “passionnés” par l'activité culturelle en question sont généralement les mieux armés pour occuper ces fonctions économiques. [...] Les membres passionnés du personnel de l'offre sont caractérisés par des motivations liées à leur passion.”<sup>336</sup>

L'auteur précise alors son enquête avec des entretiens réalisés dans les filières d'offre de romans et de spectacles théâtraux mais parfaitement adaptable au bal: la précarité de la situation des musiciens et l'importance considérable du bénévolat chez les organisateurs l'illustrent. Comme dans les entretiens réalisés par Renault<sup>337</sup> ou Marchan<sup>338</sup>, il dégage un certain nombre de traits partagés par une grande part du personnel intermédiaire:

“- ils sont unanimes à rejeter l'argument pécuniaire comme motivation de leur engagement professionnel (le niveau effectif des rémunérations, même aux plus hauts niveaux, en donne la preuve); - face à un problème de choix, ils ont tendance à privilégier leur goût personnel; - ils sont sensibles à l'idée de participer à un processus de création; - ils jouissent d'être en contact étroit avec des artistes; - ils parlent le même langage, ils partagent les mêmes références, et souvent, ce sont les mêmes origines sociales, le même cursus d'études, voire les mêmes traits psychologiques qui les ont conduits à devenir passionnés de l'activité culturelle en question. [...] Les comportements des opérateurs passionnés de la filière de l'offre sont donc susceptibles de s'écarter de manière significative des comportements maximisant le profit.”<sup>339</sup>

Enfin, au-delà de l'offre, au-delà de ces intervenants économiques *passionnés*, on trouve aussi une consommation elle-même biaisée: “Sur l'idéal-type du marché culturel, le consommateur passionné est d'un poids économique important et d'une plus grande visibilité aux yeux des offreurs. Le personnel intermédiaire de la filière de l'offre est lui-même issu pour une grande part de cette population de passionnés, et partage ainsi une “culture” avec ce qui constitue le cœur du marché. Le public passionné peut donc constituer une image privilégiée de la demande, que cette image soit ou non représentative des caractéristiques de l'ensemble de la demande. L'ajustement tant quantitatif que qualitatif, entre l'offre et la demande s'opère donc de façon spontanée sans que l'offre ne recherche particulièrement à satisfaire ni à modeler cette demande. On assiste ainsi à une structuration conjointe de l'offre et de la demande. [...] L'influence sur le fonctionnement du marché de ce mécanisme de coordination étranger au système de prix est très importante: elle porte notamment sur les caractéristiques des produits échangés sur le marché, et par là elle contribue à définir la dimension du marché en dehors des considérations classiques de prix.”<sup>340</sup>

<sup>336</sup> Idem

<sup>337</sup> Op. cit.

<sup>338</sup> MARCHAN, F. Thèse . Op. cit.

<sup>339</sup> MOATI, P. Op. cit.

<sup>340</sup> Idem.

Serait donc enfin expliqué l'inexplicable; on réintègre l'individu dans un processus qui redevient cohérent. Ce raisonnement diffère de ceux évoqués plus haut car il minimise le rôle des dépenses réalisées pour favoriser l'affirmation d'une identité de groupe; il s'efforce de dégager une rationalité économique de l'action de chaque individu, distinct du groupe. Or, cette négation n'est guère satisfaisante car l'observation montre que les efforts consentis par bon nombre d'acteurs du bal n'ont de sens pour eux que par rapport à une référence collective.

## 5-6 Les sociologues préfèrent la formation du groupe au marché

---

A l'inverse, chez les sociologues on donnera plutôt la préférence au groupe. Bourdieu<sup>341</sup> évoque même un *champ de production*. "Le producteur de la valeur de l'œuvre d'art n'est pas l'artiste mais le champ de production en tant qu'univers de croyance qui produit la valeur de l'œuvre d'art comme fétiche, en produisant la croyance dans le pouvoir créateur de l'artiste. Étant donné que l'œuvre d'art n'existe en tant qu'objet symbolique doté de valeur que si elle est connue et reconnue, [...] la science des œuvres a pour objet non seulement la production matérielle de l'œuvre mais aussi la production de la valeur de l'œuvre ou, ce qui revient au même, de la croyance dans la valeur de l'œuvre."

***"[...] Cet univers relativement autonome [...] fait sa place à une économie à l'envers, fondée, dans sa logique spécifique, sur la nature même des biens symboliques, réalités à double face, marchandises et significations, dont la valeur proprement symbolique et la valeur marchande restent relativement indépendantes.[...] Il est à la fois vrai et faux de dire (avec Marx par exemple) que la valeur marchande de l'œuvre d'art est sans commune mesure avec son coût de production: vrai, si l'on prend en compte seulement la fabrication de l'objet matériel, dont l'artiste (ou du moins le peintre) est seul responsable, faux, si l'on entend la production de l'œuvre d'art comme objet sacré et consacré, produit d'une immense entreprise d'alchimie symbolique à laquelle collaborent, avec la même conviction et des profits très inégaux, l'ensemble des agents engagés dans le champ de production, c'est-à-dire les artistes et les écrivains obscurs aussi bien que les maîtres consacrés, les critiques et les éditeurs autant que les auteurs, les clients enthousiastes non moins que les vendeurs convaincus."***<sup>342</sup>

Bourdieu peut donc conclure en affirmant que "commerce des choses dont il n'y a pas de commerce, le commerce d'art pur appartient à la classe des pratiques où survit la logique de l'économie précapitaliste."

On en reviendrait donc à notre point de départ ou presque ! Surtout, on s'aperçoit que dans ce débat sur le rôle dominant des logiques individuelles ou du groupe persistent souvent les présupposés initiaux de chacune des sciences qui en abordent l'étude: rôle déterminant de l'individu chez l'économiste, du groupe pour le sociologue. Mais est-il bien nécessaire d'opposer deux rationalités, individuelle et collective ?

<sup>341</sup> Bourdieu, Pierre, *Les règles de l'art*. Editions du Seuil, coll. Libre examen, 1992.

<sup>342</sup> *Idem.*

## 5-7 La coexistence permanente de deux logiques contradictoires

---

Dans le cas du bal, il faut objecter à Bourdieu que les deux logiques, marchande et non marchande s'interpénètrent en permanence. L'idée d'un "champ de production" n'est donc pas satisfaisante car son autonomie comme sa permanence sont discutables. Les deux logiques, sans se nier l'une l'autre, coexistent.

Caillé montre que le don permet à celui qui le reçoit de se sentir admis dans un cercle d'élus ainsi identifiés. *Aveuglé* par ce sentiment, il adopte alors un comportement économique aberrant dont le donateur tire un bénéfice accru, justifiant ainsi la dépense. Pour ce dernier, le don suscite aussi la même réaction: mon apparent désintéressement me permet de marquer plus fortement mon intérêt pour le groupe à qui j'offre un bien rare, temps, compétence ou argent.

Dans le bal, cela permet d'expliquer des contradictions parfois en cascade. Les musiciens vont *cachetonner*, c'est pour gagner de l'argent, rationnellement; acte économique très cohérent. Mais, ce faisant, on accepte souvent des conditions susceptibles de déclencher une véritable révolte dans toute autre entreprise. De même, un organisateur va discuter avec acharnement le cachet de la disco-mobile ou de l'orchestre mais refusera d'accepter une publicité payante dans la salle. Tel autre ne veut pas du même placard publicitaire mais accepte d'utiliser pour un gain dérisoire les affiches mises à sa disposition par Ricard ou Le Crédit Agricole. Motif de ces deux dernières situations: la salle doit rester un espace vierge, ou du moins préservée de toute allusion à un monde pénétré d'économisme. Et pourtant, les bals en question sont destinés à recueillir des fonds pour des associations...

Le bal se trouve au carrefour de trois domaines que l'économie peine à appréhender: l'art, les loisirs et les pratiques communautaires. Il en combine toutes les contradictions et les archaïsmes. En même temps, c'est aussi un domaine très moderne: les modes d'organisation économiques des musiciens préfigurent à bien des égards ceux qu'on annonce pour l'ensemble de la société dans un futur proche...

La pensée libérale peine donc à intégrer ce désir de la population d'une fusion identitaire tant il est contradictoire avec l'idée d'une société de contrat entre individus autonomes. En fait, au-delà de l'explication choisie, se pose toujours le problème de départ: peut-on étudier l'économie de la danse ?

En général, les économistes ont choisi d'ignorer la contradiction: l'importance du phénomène, par définition, quoiqu'en disent Bataille ou Godbout, le rendait marginal à tous les sens du terme jusqu'à une époque récente. Aussi, on n'envisageait le gaspillage que comme un résidu abandonné provisoirement, qu'on pourrait un jour expliquer.

D'autres ont pu adopter une autre stratégie: celle de la superficialité. Elle revient à considérer, sans s'inquiéter sur leur fondement, les domaines où se réfugie ce besoin de gaspillage comme autant de secteurs économiques distincts qu'on étudie alors dans une logique économique en insistant sur leur rentabilité, leur apport à l'économie générale: dans cette optique la bataille pour ou contre l'exception culturelle européenne marquait justement la négation de cette exception culturelle. Le débat sur l'assurance-chômage



des artistes ressort de la même casuistique. Cette attitude est critiquable car elle induit la fragmentation et ainsi appauvrit le sens d'une action qui se définit par sa globalité.

Cependant, avec le développement d'une société dite de loisirs, les dimensions économiques du problème changent, il cesse d'être marginal: aux Etats-Unis, les activités d'*entertainment* sont devenues la première ressource d'exportation et concerneraient plus de 10% des actifs. On comprend alors qu'on préfère insister sur l'aspect ludique<sup>343</sup> pour les agréger dans un secteur économique à part entière, sans se préoccuper de leurs spécificités éventuelles, nier la dimension collective de certains de leurs aspects...

Ainsi l'économie de la danse n'apparaît pas si anodine. Chaque fois qu'on l'aborde, on s'efforce de la décrire en évitant un certain nombre d'écueils:

- le manque de données précises la concernant, assez logique si on réfère à ce qui précède... mais il est cependant possible de dépasser ce handicap.
- l'économicisme le plus étroit, stérile et vain, puisque la danse a un rôle social important qui, à notre avis, prime souvent sur les aspects économiques. Préoccupation renforcée par le fait que cette étude s'efforce de mettre en valeur la dimension sociale du bal.

l'explication exclusivement ethno-psychanalytique, *fusionnelle*, à la suite de certains courants d'idée des années 60 et 70, défaut exactement inverse du précédent et tout aussi réducteur.

## Chapitre 6. Une économie paradoxale

### 6-1 Un milieu économique difficile à cerner

---

Il s'agit maintenant de cerner l'économie du bal et mettre en valeur son utilité.

L'image de départ est celle d'un bal en évolution mais encore puissant, sans exagérer pour autant son importance. Les revenus que les artistes retirent de la danse sont nettement plus substantiels que ceux procurés par les spectacles et même les subventions. La danse apparaît donc comme un acteur majeur du monde artistique car elle en permet partiellement la survie. On lui trouvera également un intérêt dans le sens où elle produit aussi du lien social mais aussi les moyens d'entretenir ce lien social dans d'autres activités. Agent discret et efficace au service de pratiques plus "nobles", cette activité mérite donc qu'on s'arrête un instant à tenter d'en décrire l'importance économique.

Il demeure qu'évaluer l'importance globale du phénomène reste difficile. Sans vouloir reprendre l'étude des sources d'information<sup>344</sup>, on doit évoquer quelques spécificités de celles concernant l'économie. Nous disposons d'indicateurs (4 de l'INSEE, 1 de la

<sup>343</sup> *Entertainment* signifie amusement, divertissement.

SACEM<sup>345</sup>) dont la principale caractéristique est le manque de précision. Les deux principales séries fournies par l'INSEE ne distinguent ainsi pas, à l'intérieur de la rubrique "danse", les différents lieux où l'on danse (bal, discothèque, dancing...). Or ces lieux déterminent des pratiques, attirent des publics différents. De plus, il s'agit des ménages soit près de 3 personnes par budget<sup>346</sup> sans que l'on puisse toujours bien distinguer entre leurs membres dont les préoccupations et occupations ne sont pas homogènes.

Certaines données sont encore plus imprécises et complexes car elles se réfèrent soit à l'ensemble du budget culturel (culture seule, *sorties* comprises), difficile à distinguer du budget culture et loisirs ou du budget *loisirs-spectacles-enseignement-culture*. En 1985, le budget *sorties* s'élève à 517 francs et le *budget culturel* à 4261 francs. En 1989, le budget *sorties* (avec cette fois les *spectacles sportifs*, non intégrés en 1985) représente 743 francs par ménage, quand l'ensemble des dépenses *loisirs-spectacles-enseignement-culture* atteint 12 222 francs (8% du budget total des ménages). Mais la précision devient alors très insuffisante car ces données agrègent des éléments très différents, des pellicules photographiques aux bateaux de plaisance, jeux de hasard ou remontées mécaniques...<sup>347</sup>

Quant à l'étude plus spécifique sur les dépenses de loisirs de 1970 à aujourd'hui<sup>348</sup>, elle repose une fois encore la question de la distinction entre loisirs et culture. En effet, elle intègre dans les loisirs les achats de plantes, d'aliments pour animaux... Surtout, cette étude est réalisée à partir de données fournies par les Comptes de la Nation qui, bien que très fiables, se contentent de donner les résultats en grandes masses, sans distinctions ni sociales, ni professionnelles.

L'étude la plus précise, mais déjà un peu vieillie, reste donc celle d'Olivier Donnat<sup>349</sup>. L'auteur s'est efforcé de rassembler l'ensemble des données de l'INSEE afin d'analyser la consommation culturelle des ménages. Elle est complétée par l'analyse du budget des ménages en 1989<sup>350</sup>. Nous disposons ainsi d'un regard sur 10 ans (de 1978-79 à 1989). Il n'est pas possible pour l'instant de disposer de données plus récentes aussi précises.

On va donc s'efforcer de dresser le tableau d'ensemble de l'activité puis on veillera à s'intéresser aux différences sociales et spatiales de comportements.

<sup>344</sup> 1ère partie, chapitre 2.

<sup>345</sup> Il s'agit en outre d'un indicateur multiple puisque sont détaillées les perceptions selon les différents types de bals.

<sup>346</sup> Respectivement 2,8 et 2,6 personnes par ménage.

<sup>347</sup> INSEE. *Tableaux de l'économie française*. Ed.94-95, p. 46

<sup>348</sup> LEGER, Jacqueline. *Les dépenses pour les loisirs depuis 1960*. INSEE Première, n° 306, mars 94, 4 pages.

<sup>349</sup> DONNAT, Olivier. *Dépenses*. Op. cit.

<sup>350</sup> ENEAU, D., HOURRIEZ, J.M. ET MOUTARDIER, M. Op. cit.

### 6-2 Stagnation mais à un bon niveau

---

La danse collective reste une activité prisée des français. C'est aussi, on va le voir bientôt et insister sur ce sujet, le principal moyen de financement des associations en France. Il importe donc d'évaluer son importance économique. Le bal est un des principaux domaines du monde du spectacle.

Il est certain aussi que le bal est rentable. Patrick Renault<sup>351</sup> fait ainsi le bilan de son enquête en signalant que "le bal reste un moyen d'animation vivant et rentable: 66% des bals se soldent par un bilan positif (...). Le bal public, dont on prédit régulièrement la mort, se porte donc beaucoup mieux qu'on ne le croit généralement. le nombre de séances a certes diminué depuis quelques années (...) la clientèle des pistes de danses a changé (...) mais les chiffres sont-là qui montrent qu'un bal sur cinq seulement échoue."

Plus récemment, lorsqu'il interroge des chefs d'orchestres à ce sujet, en Limousin, Marchan<sup>352</sup> obtient les mêmes conclusions. De fait, c'est assez logique: l'organisateur engage des sommes conséquentes; si le risque était plus élevé, il est probable que beaucoup abandonneraient et on n'aurait pas un nombre aussi important de bals. Les orchestres dont les tournées sont ici étudiées<sup>353</sup> reviennent souvent dans les mêmes lieux d'une année sur l'autre, gage de succès, d'autant plus net que la plupart des formations étudiées demandent des cachets importants.

A plus petite taille, lors de l'enquête en Haute-Garonne<sup>354</sup>, certains comités des fêtes (par exemple Saint-André) ou associations (à Lodes) ont déclaré organiser un dizaine de bals par an: des échecs répétés les inciteraient à en limiter le nombre.

Le bal est rentable: dans son bilan des perceptions de 1990<sup>355</sup> (tableau 6) la SACEM reconnaît que les "spectacles avec danse" ont représenté 13,3% de ses gains<sup>356</sup>, lesquels représentaient alors près de 2,5 milliards<sup>357</sup>. Cela place la danse loin devant les autres spectacles (sans danse) qui ne représentent que 8% de ces gains, ou le cinéma (2,2%) et à un niveau proche de celui des perceptions sur la vente de disques et de vidéos (16,5%). En 1997, le montant total des perceptions dans les bals approchait les 112 millions de francs. Pour de nombreux artistes de variétés, ceux qui produisent les

<sup>351</sup> Renault, P. Op. cit.

<sup>352</sup> MARCHAN, Francis. Thèse, op. cit.

<sup>353</sup> Annexe 3

<sup>354</sup> Annexe 4.

<sup>355</sup> Depuis le début de la décennie, la présentation des comptes a changé, rendant les comparaisons difficiles.

<sup>356</sup> SACEM. *La musique, toutes les musiques*. Bilan d'activité 1990.

<sup>357</sup> Plus de 3 milliards depuis 1994.

*tubes*, anciens ou récents, c'est une source de revenus majeure. On mesure ainsi mieux l'importance du bal en France.

**Tableau 6. L'origine des droits de la SACEM**

	Perceptions	1991 (%)		1993 (%)
SPECTACLES AVEC DANSE	312,3	13,32	SPECTACLE VIVANT	8
dont: discothèques	179,3	7,65	(dont bals avec orchestre)	
bals avec disques	64,4	2,75		
bals avec orchestre	60,6	2,58	DIFFUSION PUBLIQUE DE	
cabarets dancing	4,1	0,17	MUSIQUE ENREGISTREE	21
casinos	3,2	0,14	(dont bals avec disques)	
SPECTACLES SANS DANSE	187	7,97		
CINEMAS	53,2	2,27	CINEMAS	2
TELEVISIONS	452,5	19,30	TELEVISIONS	22
RADIO	107,2	4,57	RADIO	7,5
DROITS PHONO ET VIDEO	388,4	16,56	DROITS PHONO ET VIDEO	21,5
DROITS ETRANGER	414,8	17,69	DROITS ETRANGER	17,5
AUTRES	429,56	18,32		
TOTAL	2344,96	100		99,5

Source: SACEM, 91 et 94 ; Perceptions en millions de francs

On évoque pourtant souvent une désaffection récente pour la danse; qu'en est-il? Sur une période longue, ces perceptions dans les bals diminuent. Elles représentaient un peu plus de 50 millions de francs en 1977 contre un peu moins de 112 aujourd'hui. Si l'on tient compte de l'érosion monétaire (il faut lui appliquer un coefficient de transformation de 2,65<sup>358</sup>), les 50 millions deviennent alors 132,5 millions.

Cela correspond, bien qu'un peu plus marqué, au recul enregistré dans le nombre de séances.

### 6-3 L'évolution de la consommation des ménages

S'il s'avère impossible de distinguer dans les données de l'INSEE, le bal de la discothèque, on peut voir (tableau 7) évoluer le secteur selon les mêmes logiques. Chaque ménage y a dépensé en moyenne 157 francs en 1989, en recul depuis 85 (162 francs). Soit le même niveau que le cinéma (158 francs). Mais il convient de signaler que sur la période 78-89 "cette progression des dépenses (...) paraît être dûe plus à l'augmentation des prix (...) qu'à une augmentation effective des pratiques concernées"<sup>359</sup>

<sup>358</sup> INSEE et Banque de France. Le pouvoir d'achat du franc (1901-1992). Tableau de conversion diffusé régulièrement dans le *Bulletin mensuel de statistique*.

<sup>359</sup> DONNAT, Olivier. *Dépenses*. Op. cit.

**Tableau 7. Evolution des dépenses culturelles et des sorties des ménages**

BUDGET	1978-79	1984-85	1989
danse	175 (75)	194 (162)	157
cinéma	223	223	158
théâtre, concerts, musées, expositions	130	143	170 (4)
music-hall, chansons	55	60	82
total sorties culturelles	583	620	567
total culture	4946	5113	5786
total dépenses ménages	147 202	151 148	153 800

En francs 89. Transformation selon l'indice spécifique des prix. Entre parenthèse les valeurs en francs courants. Source: O. Donnat, INSEE. Radioscopie du budget des ménages, INSEE

Si on transpose les valeurs de 1979 (75 francs deviennent 175) et 1985 (162 francs deviennent 194) en francs 89, on s'aperçoit que le recul est grave après un progrès au début des années 80 qui correspond à une hausse du nombre de séances (tableau 2).

Mais il s'agit de l'ensemble de la danse. En fait, les discothèques ont connu alors un recul marqué: "ce type de loisirs semble moins répondre aux attentes des jeunes" mais "comme les bals et repas dansants animés par des disc-jockeys, en baisse également"<sup>360</sup>. On peut donc supposer un recul plus net des discothèques dans la deuxième moitié des années 80. Le bal connaissait au même moment une stagnation que marquent les chiffres de perceptions assez stables de la SACEM jusqu'en 1990. C'est ensuite que le bal aurait connu le même recul.

Ainsi on assiste probablement, au-delà d'une simple évolution de modes, à un changement de comportements doublé d'un phénomène baisse des prix. Il est en effet probable que les deux phénomènes, sociologique et économique, sont liés.

Le travail de Donnat et l'enquête de l'INSEE de 89 amènent à trois constatations. La première est générale: elle incite à "relativiser ou remettre en cause un certain nombre d'idées reçues. L'explosion culturelle, par exemple, que la France aurait connue au début des années 80 apparaît pour une large part comme un mythe"<sup>361</sup>. En effet, la part du budget total des ménages qu'ils consacrent à la culture<sup>362</sup> (tableau 8) est en léger recul.

**Tableau 8. Evolution de la part des différents types de sorties de 1978 à 1989**

<sup>360</sup> MALLEK, Alain. *Le rapport annuel 1994 d'activité de la SACEM*. Sono magazine, novembre 1995, p. 229.

<sup>361</sup> Avant-propos d'Augustin Girard à l'ouvrage de Donnat.

<sup>362</sup> Pourtant ce mot est pris au sens le plus large possible: du bal à l'achat de la télévision et sa redevance en passant par les jeux vidéos et la presse.

BUDGET	Part en 1978-79		Part en 1984-85		Part en 1989	
	du budget culturel	des sorties	du budget culturel	des sorties	du budget culturel	des sorties
danse	3,54%	30,04%	3,80%	31,33%	2,71%	27,69%
cinéma	4,51%	38,27%	4,73%	35,98%	2,73%	27,87%
théâtre, concerts, musées, expo.	2,62%	22,22%	2,79 %	23,02%	2,94%	29,98%
music-hall, chansons	1,12%	9,47%	1,17%	9,67%	1,42%	14,46%
total des sorties culturelles (1)	11,79%	100%	12,13%	100%	9,80%	100%
total dépenses ménages	3,7 %		3,4 %		3,6 %	

*(1) Part des sorties culturelles (total des sorties hors spectacles sportifs et entrées dans une piscine, une patinoire, un tennis...) dans l'ensemble des dépenses culturelles (à l'exception des dépenses de loisirs)*

Sources: O. Donnat, INSEE. Radioscopie du budget des ménages, INSEE

La seconde constatation concerne les sorties de danse qui ne se distinguent guère de l'ensemble avec une baisse plus marquée, mais moindre que le cinéma. Il demeure que la danse représente près du tiers du budget sorties. A ce titre on peut vraiment parler de l'importance du secteur à défaut d'en garantir le dynamisme.

Enfin, il semble donc difficile d'invoquer seulement, comme le font de nombreux organisateurs, la guerre du Golfe et Vigipirate puis la récession économique pour expliquer cette crise dont le bal paraît aujourd'hui sortir; des modifications de comportement plus profondes sont probablement à l'oeuvre.

Mais ces tendances ne doivent pas masquer une extrême diversité des comportements. Il importe en effet de ne pas se laisser engourdir par ces moyennes très modérées. Les données utilisées ici introduisent deux biais:

Il s'agit tout d'abord de dépenses par ménage qui ne tiennent par compte du nombre de ses membres (2,8 en 1989) et de leur âge. Par comparaison les enquêtes de pratiques du Ministère de la Culture ne s'intéressent qu'au public âgé de plus de quinze ans et sont individualisées. On découvre ainsi que du fait de l'évolution de la composition des ménages, la part consacrées à la danse stagne quand globalement elle semblait régresser; elle passe de 57,8 francs (valeur 89) par personne et par an à presque 60 francs. La perception moyenne de la SACEM confirme cette évaluation: par habitant elle s'établit à 2,71 francs en 1995. Ce qui donne une dépense moyenne annuelle dans les bals et repas dansants légèrement supérieure à 55 francs.

En effet, le second point susceptible d'atténuer fortement la représentation de cette dépense tient au fait que seule une part mineure, même importante (30%), de la population adulte participe à cette dépense quand la moyenne est réalisée sur l'ensemble du corps social. Sans chercher à calculer une valeur précise qui serait très aléatoire, on en déduira que la consommation individuelle annuelle d'un danseur approche les 200 francs.

Mais il faut rester prudent: la pratique de plus de la moitié des participants (53% en 1989) se limite à une ou deux séances annuelles, soit nettement moins que la somme évoquée. A l'inverse les 26% des pratiquants qui vont au bal au moins cinq fois dans

l'année (mais souvent plus), représentent les piliers de cette activité et dépensent sûrement une somme nettement supérieure: en 1992, les garçons d'un groupe de jeunes participants du sud de la Loire et du nord de l'Ardèche, questionnés de manière informelle affirmaient ainsi dépenser 500 francs par fin de semaine. Résultat sans surprise confirmé par un des organisateurs qui laisse supposer sur l'année un débours de 20 000 à 25 000 francs si la dépense est vraiment systématique tous les week-ends... pour beaucoup ce sera donc souvent la principale dépense, supérieure aux dépenses pour la voiture, les deux représentant les 2/3 du revenus disponible !

De même, évaluée à l'aide de la perception moyenne de la SACEM par habitant, les inégalités spatiales en matière de dépense sont importantes entre le maximum de Gap (une dépense de 160 francs par personne) et le minimum de Saint-Gratien (7 francs)<sup>363</sup>.

Ainsi, donc les 60 francs de dépense moyenne des français, les 200 francs des français participants au bal, s'inscrivent en réalité dans une fourchette comprise entre 0 et 20 000 francs: la diversité des comportements apparaît extrême.

### 6-4 Un secteur économique à part entière

---

Le même type de calcul présente un autre intérêt: il permet d'évaluer grossièrement la dimension économique de la danse dans l'économie nationale. Un calcul simple à partir des données du tableau 7 montre qu'en 1985 les 20 millions de ménages français y auraient donc dépensé 162 francs chacun, soit 3 milliards 250 millions de francs courants pour l'ensemble du pays. En 1989, cette somme se monterait à 3,3 milliards de francs courants.

Cette première évaluation peut trouver une confirmation, elle aussi très prudente, en s'intéressant aux données de la SACEM: si cette dernière prélève entre 3 et 5% du chiffre d'affaire des bals<sup>364</sup>, les 128 millions de francs de perceptions de 1995 laissent supposer un chiffre d'affaire du bal compris entre 2,5 milliards de francs (prélèvement de 5%) et 4,2 milliards (prélèvement de 3%) pour les seuls bals. En 1997, bien que la moyenne des

<sup>363</sup> Ajaccio non compris.

<sup>364</sup> Il est impossible de donner un chiffre fixe car la redevance à la SACEM est prélevée sur les recettes. Le pourcentage varie selon les situations: par exemple, pour un bal sans attraction dans une enceinte de plus de 200 m<sup>2</sup>: - 8,8% sur les recettes des entrées et 4,40% sur les autres recettes si les entrées sont payantes. - 6,6% sur la totalité des recettes brutes si l'entrée est gratuite. Ces taux et forfaits sont majorés de 25% quand il s'agit de musique avec disques. En fait, afin de favoriser la diffusion de la musique, l'application de ces tarifs est très souple. Des conditions préférentielles sont prévues pour les membres d'organismes représentatifs ayant signé des accords avec la SACEM: confédération musicale de France, fédération française des maisons de jeunes et de la culture, fédération française du bénévolat associatif, association des maires de France. Par ailleurs, la loi impose des réductions pour les communes organisant leurs fêtes locales et publiques et les sociétés d'éducation populaire agréées par le ministère de l'éducation... S'y ajoutent chaque année plusieurs milliers de dons à des associations à caractère social, humanitaire ou philanthropique sous formes d'autorisations gratuites. Bref, une majorité de bals bénéficient de réductions aussi mes évaluations sont-elles plutôt prudentes et ne tiennent pas compte de la fraude et des sous-estimations qui, même minimales, représentent sûrement 10 à 20% des montants perçus (c'est la moyenne estimée pour les impôts et taxes perçus par l'Etat). On peut donc, à bon droit considérer que la perception réelle de la SACEM est plus proche de 3% du chiffre d'affaire que 5% (tableau 5).

perceptions dans les bals soit en recul, on parvient à des résultats proches du fait de l'accroissement du nombre de séances.

On peut donc en rester à environ 3 milliards de francs, en se rappelant toutefois qu'elle est aussi fortement sous-estimée du fait de l'importance du non-économique: prêt, bénévolat, voire -mais nettement moindres- sous imposition et fraudes (SACEM, charges sociales, TVA, non imposition partielle des plus petites associations). En y ajoutant les transferts sur d'autres postes budgétaires et statistiques, on peut ainsi logiquement considérer que cette somme ne représente que la moitié du chiffre d'affaire réel.

Il demeure que trois milliards, c'est peu et beaucoup en même temps. C'est peu si on met ce chiffre en perspective avec quelques paramètres majeurs de notre économie nationale: moins d'un demi pour mille du PIB brut total: voilà qui rend bien présomptueux le titre du paragraphe. De même le chiffre d'affaires du bal serait inférieur à celui de chacune des cent premières entreprises françaises, ou sinon il représenterait la moitié de l'ISF, l'impôt sur la fortune, pourtant réputé peu productif.

Rapporté à certaines données du domaine de la musique <sup>365</sup>, ce chiffre reste limité bien que moins dérisoire: "en 1997, l'ensemble des crédits d'intervention de la direction de la musique et de la danse (DMD) pour les musiques actuelles s'est élevé à 67 millions de francs, contre 630 millions pour le seul Opéra de Paris. Le chiffre d'affaire de l'industrie discographique atteint les 10 milliards de francs, dont 80% relèvent de musiques actuelles. L'Etat encaisse 2 milliards de francs de TVA soit l'équivalent du budget de la DMD pour 1997 (1,973 milliards de francs)." <sup>366</sup> Cela représente aussi le coût de la construction de l'Opéra Bastille (2,4 milliards 1984 soit 3,1 milliard 1995) <sup>367</sup> ou celui du Grand Stade de France à Saint-Denis (3,5 milliards).

On ne saurait donc considérer le bal comme un secteur économique dominant; on peut même se demander s'il s'agit vraiment d'un secteur économique... On va voir que, plus que pour son importance réelle, cette dénomination se justifie en fait par sa structure et son fonctionnement, d'une part, par son utilité sociale d'autre part.

C'est en effet une somme qui n'est pas négligeable mais qu'on a parfois tendance à sous-estimer du fait de l'atomisation de cette activité entre des milliers d'intervenants, qu'il s'agisse des professionnels du milieu comme des fournisseurs et surtout des organisateurs. Cette atomisation même fait son importance car elle irrigue et fait survivre un réseau de micro-entreprises souvent très marginales.

Hors de Paris, et, dans une bien moindre mesure, de quelques grandes villes, elle génère une part notable des revenus des musiciens et techniciens du spectacle dont on a

---

<sup>365</sup> L'ensemble du secteur représenterait 40 milliards de francs, ce qui semble exagéré au vu des précisions qui suivent.

<sup>366</sup> DUTILH, Alex (sous la dir.) *Rapport de la Commission nationale des musiques actuelles*. 1998, en cours de publication. Disponible sur le site internet du Ministère de la Culture: [www.culture.fr](http://www.culture.fr).

<sup>367</sup> Les grandes créations culturelles ont un coût pharaonique: 800 millions pour le musée Guggenheim de Bilbao mais 5,6 milliards pour le Grand Louvre, 7,9 milliards pour la Très Grande Bibliothèque; au total 30 milliards pour les *grands travaux* de l'époque Mitterrand...



vu récemment les problèmes de survie. Souvent cette part est équivalente à celle des prestations de l'ASSEDIC, ou chômage des artistes: l'ensemble de celles-ci se sont en effet montés à 2,8 milliards de francs de prestations en 1995<sup>368</sup> mais elles concernaient tout le secteur de cinéma-spectacle, audiovisuel compris, soit des effectifs probablement trois fois plus nombreux<sup>369</sup>

C'est donc un rôle essentiel à la vitalité de l'économie de la culture mais plus encore car essentiellement social: si le système d'indemnisation du chômage apparaît comme un mode de subvention à la culture<sup>370</sup>, que dire du bal qui fait vivre tous les musiciens professionnels dans beaucoup de départements ? Rappelons aussi qu'en 1991 les entrées des spectacles plafonnaient à 8% des perceptions de la SACEM.

Il permet ainsi le maintien d'une certaine vie culturelle autonome (minimale certes) dans bien des villes en favorisant la survie de métiers du spectacle (régisseurs de son ou d'éclairage) qui disparaîtraient sans les dépenses culturelles des collectivités locales et ces apports.

### 6-5 Un rôle social majeur

---

Surtout, principal moyen de financement des associations, cela lui confère une fonction sociale indéniable. Un guide très sérieux et plutôt juridique de gestion des associations<sup>371</sup> comporte ainsi un chapitre spécifique intitulé *Comment organiser un bal* dont l'introduction débute ainsi: "Rares sont les associations qui à un moment ou à un autre de leur existence n'organisent pas un bal. C'est un moyen intéressant pour renflouer sérieusement leur trésorerie. Cependant il faut reconnaître que ces dernières années, les bals connaissent une certaine défaveur de la part du grand public. Cela serait dû à un certain nombre de raisons qu'il serait trop long d'analyser dans ce chapitre: évolution des goûts de la clientèle vers d'autres formes de loisirs, problème de la violence et des bagarres, problème de l'alcoolisme... En France, se plaindre est traditionnel: ces problèmes étaient déjà évoqués à la fin de l'après-guerre et après tout dans ce domaine les choses ont peu changé depuis. Il semble qu'en fait l'échec soit souvent dû à une mauvaise préparation. Aussi, il semble très raisonnable d'envisager de recourir à un ou deux bals annuels, mais bien préparés, pour permettre à votre association de disposer d'une trésorerie plus confortable."

On a vu que selon l'étude de Renault, une bonne partie (4 sur 5) des organisateurs réussissent leur bal et ainsi les deux tiers engrangent un bénéfice généralement substantiel alors qu'au contraire seuls 21% des bals échouent. On comprend qu'un recul

<sup>368</sup> BAUDET, Marie-Béatrice. La spécificité du régime en question. *Le Monde*, mercredi 18 décembre 1996.

<sup>369</sup> Au total, tous secteurs confondus, près de 40 000 artistes et techniciens ont été indemnisés en 1995.

<sup>370</sup> PIOT, Olivier. L'enjeu est au-delà de la question sociale. Interview de Jean-Pierre Vincent, directeur du Théâtre des Amandiers, dans *Le Monde* du 18 décembre 1996.

<sup>371</sup> JOHO, Jean. Op. cit.

généralisé puisse avoir des conséquences sur l'activité de milliers de sociétés, associations, clubs sportifs locaux. Si la reprise actuelle de l'activité ne se confirme pas, révélant ainsi un changement plus profond de comportements, il faudra probablement trouver d'autres sources de financements pour un secteur associatif en pleine expansion.

**Tableau 9. Evaluation du chiffre d'affaire moyen dans les bals**

	Nombre de bals concernés	Perception SACEM	Estimation CA (perception 3%)	Estimation CA (perception 4%)	Estimation CA (perception 5%)
Moyenne France	150 458	855 f.	28500 f.	21 375 f.	17 100 f.
Minimum Bals et Repas Dansants (Périgueux)	1919	466 f.	15533 f.	11 650 f.	9 320 f.
Minimum Bals (Laval)	738	351 f.	11700 f.	8775 f.	7020 f.
Maximum Bals et Repas Dansants (Paris Sud)	416	3655 f.	121 833 f.	91 375 f.	73 100 f.
Maximum Bals (Paris Sud)	229	4656 f.	155 200 f.	116 400 f.	93 120 f.

Source: SACEM, 95

De plus, toujours à l'aide des évaluations proposées plus haut on peut enfin estimer que le chiffre d'affaire officiel moyen des 160 000 bals oscille de 17 à 20 000 francs. L'observation et l'avis des professionnels convergent en ce sens. Enfin, l'utilisation de la perception moyenne de la SACEM corrobore cette estimation: 855 francs avec un prélèvement de 5%, cela nous donne un chiffre d'affaire compris entre 17 et 18 000 francs. Mais la diversité des situations est considérable: les écarts entre les maxima et minima de perception de la SACEM le montrent bien (Tableau 9).

S'y ajoute la diversité statistique susceptible d'en fausser l'appréhension: dans le sud du pays, la plus grande occurrence des bals publics, notamment municipaux, dont la perception à la SACEM est moindre, contribue probablement à minorer la perception qu'on peut avoir de la taille de ces bals; à l'inverse, le poids des repas dansants est peut-être légèrement sur-estimé pour des raisons inverses.

Pour une foule de petits bals obscurs et anonymes où le recours à la disco-mobile permet de réduire considérablement les frais, cela apparaît considérable: l'observation de beaucoup de ces manifestations permet de proposer d'évaluer, sans grand risque d'erreur sinon une probable sous-estimation de leur nombre, qu'une bonne moitié des bals ont un chiffre d'affaire inférieur à 10 000 francs avec des frais de disco-mobile (2000 à 4000 francs) représentant l'essentiel de la dépense. Par contre, pour la minorité des bals de plus grande taille, les coûts augmentent très vite: qu'il s'agisse de la musique -rares sont les orchestres dont le cachet est inférieur à 10000 francs- ou des frais annexes, tels que la location d'une salle de grande taille (de 2000 à 50 000 francs), de sécurité, d'assurance voire même de restauration ou de publicité. Ce sont donc ces bals de grande taille (un quart tout au plus, probablement moins) qui expliquent la moyenne. Une fois de plus, on voit que les situations diffèrent sensiblement.

Surtout, on constate que cela ne recouvre qu'une part des chiffres d'affaires réels: cette somme suffirait à peine à payer les orchestres dans bon nombre de cas. N'oublions

donc pas non plus que dans la plupart des cas le recours au bénévolat, aux prêts gratuits de salles et de matériels, notamment municipaux permettent de compresser les dépenses. Cette part représente souvent des sommes considérables: beaucoup de communes accordent ainsi à leur association la jouissance gratuite ou à bas prix d'une salle une fois par an. Quand on sait que dans les rares créneaux où ces salles sont libres, une association d'une commune voisine ou un particulier se voient réclamer des sommes qui oscillent, selon la taille de la salle et surtout la commune<sup>372</sup>, entre 1000 et 10 000 francs par soirée, on mesure le poids d'une telle aide sur l'ensemble de l'année et on comprend mieux l'importance du mouvement de construction de salles des fêtes dans les années 70-80.

On voit donc que dans ce domaine, si les chiffres proposés sont plausibles, il est néanmoins préférable de rester prudent et de se contenter d'évaluation dont les résultats ne doivent pas nous impressionner outre mesure. Aborder en détail les dépenses du public amène à constater les mêmes écarts.

## 6-6 Des disparités spatiales de comportement économique

---

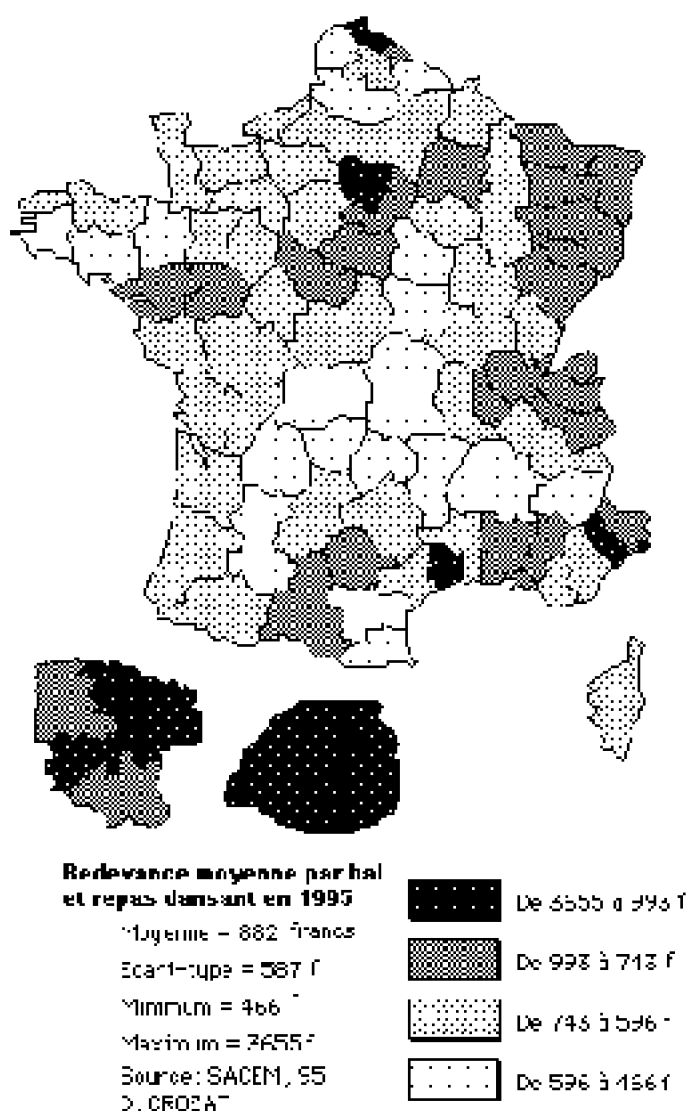
### 6-6-1 De forts contrastes

En France, des inégalités marquées de comportement économique se dessinent. Pour les mettre en valeur, les perceptions moyennes par séance de la SACEM en 1995 sont intéressantes.

La classification adoptée dans la carte 11 utilise quatre niveaux de redevance qui ont une identification spatiale nette, où on retrouve à grands traits la structure démographique et urbaine de la France; réapparaît ainsi le lien déjà mis en valeur (graphique) entre densité et dépense.

---

<sup>372</sup> Les tarifs correspondent souvent grossièrement au degré d'urbanisation, autant qu'à la taille des communes; interviennent aussi le prestige de certaines communes périurbaines, de certaines salles, à réputation (souvent injustifiée) plus calme. Jouent également un rôle de nombreux autres éléments subjectifs dont le moindre n'est pas la force de l'habitude pour les bals qui reviennent régulièrement, ainsi que la politique municipale. Finalement, la taille de la salle est souvent secondaire. Ce facteur intervient probablement pour beaucoup dans le montant élevé des perceptions parisiennes de la SACEM alors qu'il est négligeable dans les zones rurales. Bien sûr, on n'aborde pas ici le cas des très grandes salles (jusqu'aux Palais des Sports) dont les tarifs de location sont considérablement plus importants.



Carte 11. La faiblesse de la redevance moyenne à la SACEM par bal en 1995

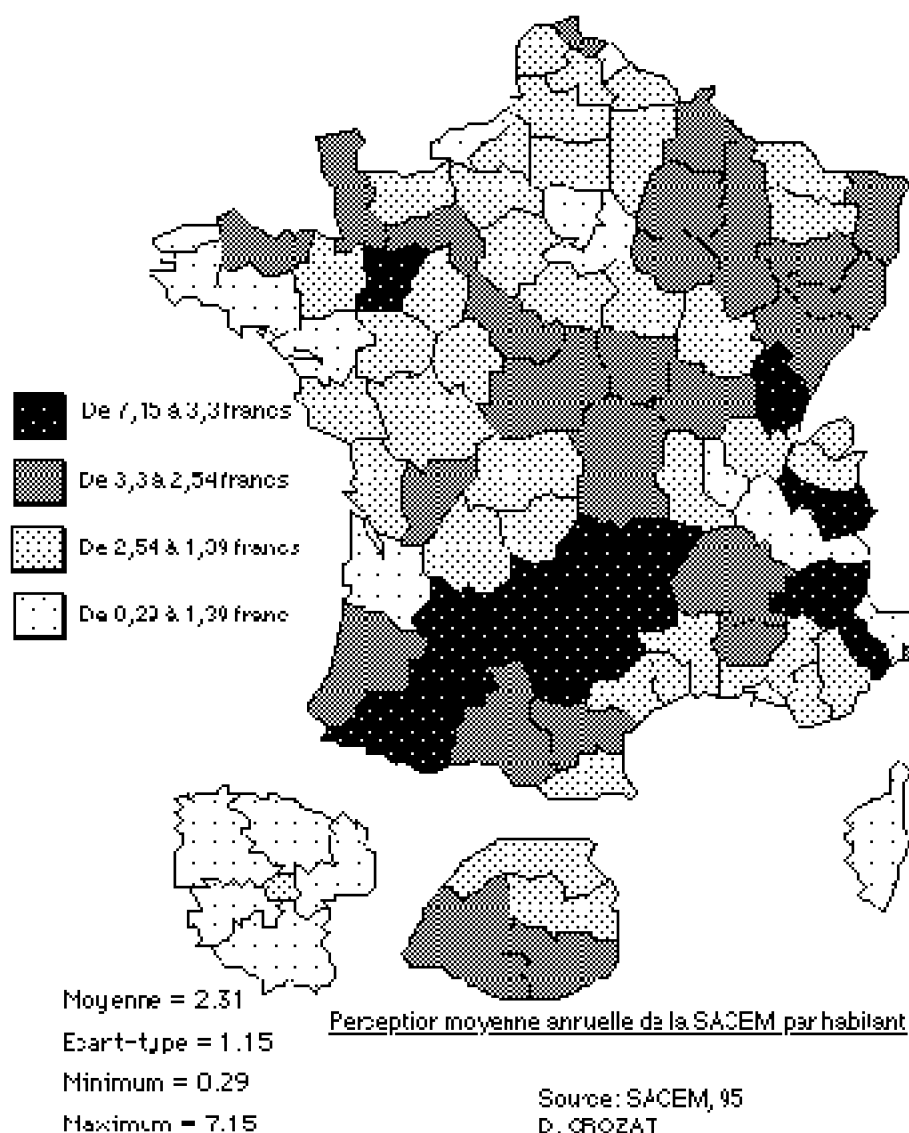
les fortes redevances sont d'abord parisiennes. On distingue deux groupes: la moitié supérieure de l'échantillon à Paris, les autres délégations concernées, à l'exception de Monaco, marginale, sont toutes inférieures à la moyenne de l'échantillon: il s'agit surtout de la Côte d'Azur et des banlieues parisiennes. Les spécificités de ce groupe justifient un paragraphe distinct dans les pages qui suivent, le cas de Montpellier y sera aussi évoqué. Dunkerque s'y trouve pour des raisons statistiques.

Les redevances moyennes sont clairement agrégées en ensembles fortement caractérisés: nord-est, Val de Loire et est du bassin parisien, Rhône-Alpes, basse vallée du Rhône, région toulousaine. A l'exception de Bordeaux, il s'agit des principales villes du pays et des régions les plus urbanisées du pays.

Les redevances faibles, nettement inférieures à la moyenne nationale (de -15 à -35%) concernent le tiers des délégations. On y trouve les délégations centrées autour d'une agglomération majeure, à de rares exceptions près (Clermont-Ferrand, Rennes,

Valence et Perpignan). Leur répartition recoupe celle des axes secondaires de population du pays, auxquels s'ajoute la vallée de la Seine, peu pratiquante.

Enfin les très faibles redevances (jusqu'à la moitié du montant moyen national) concernent surtout des régions en grande difficulté socio-économique et démographique qu'il s'agisse de régions du rural profond dont l'armature urbaine se caractérise par sa faiblesse ou de régions en reconversion difficile (Valenciennes, Amiens, St-Etienne). Mais dans ces derniers cas, on peut aussi se demander si cela ne révèle pas que la déstructuration s'étend aux liens sociaux. La situation d'une partie de la Bretagne semble pouvoir être corrélée à la très faible pratique: ce n'est pas une activité très prisée.



Carte 12. Perceptions annuelles de la SACEM par habitant

Contrairement à une idée reçue, en matière économique du moins, le bal semble donc bien dépendre d'abord de la taille des villes. Pourtant, on doit s'astreindre à la plus grande prudence car on ne tient pas compte ici de la pratique, fort différente et même souvent inversement proportionnelle à la perception.

Par ailleurs, si on rapporte ces perceptions à la taille de la population concernée (carte 12) cette particularité n'apparaît plus, les principales métropoles, à l'exception du sud de la Capitale, étant même à la traîne ! Dans leurs cas, on peut conclure à l'existence de bals de plus grande taille qu'ailleurs. On retrouve une situation exactement inverse dans les régions plus isolées.

Retenons aussi de ces deux cartes que le niveau des perceptions est important, surtout si on se rappelle que la SACEM ne prélève que quelques pour cent du chiffre d'affaire<sup>373</sup> (tableau 9). Les dépenses sont ainsi évaluées de 7 francs à Saint-Gratien et 160 francs à Gap. Les disparités apparaissent donc extrêmement fortes.

### 6-6-2 Extrême concentration des grands bals prestigieux

De fait, certains bals très prestigieux, notamment ceux des grandes écoles, ont des budgets d'organisation qui approchent le million de francs. Quant à connaître le chiffre d'affaire, c'est un secret... Ils embauchent trois à cinq orchestres et proposent une véritable promenade dans plusieurs salles à leurs milliers d'*invités*, lesquels ont en fait payé fort cher leur participation (de 200 à plus de 1 000 francs, sans compter le prix des consommations, à l'avenant: une bouteille de champagne peut coûter 700 francs).

La région parisienne concentre une part importante de ces manifestations mais elle n'en n'a pas l'exclusivité: l'imitation ancienne de la capitale<sup>374</sup> renforcée par la décentralisation d'un certain nombre de grandes écoles leur a permis d'essaimer. Les villes d'eaux et les préfectures qui depuis le second Empire concentraient ces manifestations sont en recul très net devant les progrès des Ecoles.

Les bals gigantesques du Conservatoire des Arts et Métiers de Cluny, de l'école d'aviation militaire d'Istres ou ceux de la Croix Rouge Monégasque sont réputés depuis longtemps... Les institutions militaires, du moins leur état-major de région (c'est ainsi le cas à Lyon et Toulouse), et certaines associations puissantes (le Rotary Club d'une métropole par exemple, mais souvent encore la Croix Rouge) permettent à des villes de province de voir se dérouler des bals d'importance moindre mais non négligeable: un orchestre prestigieux, plusieurs centaines voire un millier d'invités...

On constate donc sans surprise que les perceptions sont nettement plus élevées dans les régions les plus riches, régions urbaines surtout. Le caractère urbain du bal n'a donc pas disparu: moins nombreux, les bals s'y sont concentrés, particulièrement les plus grands et les plus riches. Sur le long terme, cette importance de la danse et du bal semble même se renforcer: d'après les Comptes-rendus financiers de l'Assistance publique de Paris qui perçoit depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle le *droit des pauvres* sur les spectacles et loisirs de la ville on connaît bien l'importance du phénomène. En 1936, les recettes des bals et dancings de la capitale représentent 7% des sorties de loisirs des Parisiens<sup>375</sup>: on

<sup>373</sup> Rappel: cette évaluation et toutes celles qui suivent sont calculées sur la base d'une redevance moyenne à la SACEM uniforme pour tout le territoire et tous les types de bals de 4,5%.

<sup>374</sup> MARTIN-FUGIER, Anne. *La vie élégante ou la formation du Tout-Paris. 1815-1848*. Paris, Fayard, 1990, 265 p.

<sup>375</sup> GERBOD, Paul. Op. cit.

a vu qu'en 1985 cette part est passée à 14%. Et pourtant, si on considère l'évolution de la population parisienne durant cette période, la part des ouvriers, très pratiquants, a nettement régressé quand augmentait dans les mêmes proportions celle des personnes âgées, moins assidues.

Il est nécessaire d'introduire une nuance: tous les bals parisiens ne sont pas aussi gigantesques que ceux décrits plus hauts. Les associations de quartiers restent nombreuses à proposer des manifestations de plus petite taille. Mais ces bals sont insuffisants pour influencer beaucoup sur les moyennes statistiques; surtout, même petits à l'échelle parisienne, ils sont vite plus grands et d'abord plus chers qu'ailleurs dans le pays.

### 6-6-3 Bals nombreux, bals pauvres

Au contraire de cette France du bal urbain et riche, les perceptions les plus faibles dessinent bien la ligne des régions en difficulté démographique, notamment le Massif Central. Les bals de campagne sont fréquents et ils serait inimaginable pour leur public qui y consacre déjà 50 à 67 % de son budget "sorties", de déboursier des sommes plus importantes.

S'y ajoute le sud de la Bretagne, toujours nettement individualisé. Dans l'ensemble, les suds du pays ont généralement des perceptions plus faibles, tout comme l'extrême nord du pays, mais ici la variété des situations traduit la complexité des comportements.

Ailleurs, seules Montpellier et surtout Cannes et Monaco se rapprochent des grandes villes. Pour Montpellier, l'originalité vient de ce qu'on y marie deux situations habituellement contradictoires: il semble que les campagnes très urbanisées qui l'entourent se caractérisent par la taille importante des bals publics organisés à l'occasion des fêtes de villages: l'observation de celles-ci à Lattes, Pérols, surtout Mauguio et St-Jean-de-Védas semble le confirmer.

On remarquera aussi dès maintenant que le quart nord-est du pays, une grande partie de Rhône-Alpes et la vallée de la Loire s'individualisent nettement, de même qu'on opposera la côte Atlantique et l'intérieur des terres.

Si on veut récapituler, deux faits peuvent donc être retenus: l'extrême importance des écarts, qu'on a découverte bien supérieure aux écarts réels de revenus, et l'opposition presque systématique entre perception et fréquences des bals (graphique 3).

La culture et les loisirs sont des domaines où les inégalités sociales sont parmi les plus importantes: des inactifs aux cadres supérieurs, le budget culturel total oscille de 2600 à près de 10000 francs<sup>376</sup>. Mais l'inégalité la plus marquée tient en fait à d'autres causes que les revenus: le niveau culturel et le lieu de résidence. Evoquer une éventuelle identité culturelle régionale n'apparaît guère probant.

Dans notre cas ces écarts sont ainsi encore plus importants que ceux révélés par les revenus et l'ensemble des consommations culturelles. Ils révèlent des inégalités sociales, territoriales, certes mais également les différents types de bals qu'on peut trouver sur le territoire: les plus prestigieux, rares partout sauf en certains points de la région parisienne,

---

<sup>376</sup> DONNAT, O. *Dépenses*. Op. cit.

ne rassemblent pas le même public, ne se déroulent pas dans les mêmes lieux et surtout n'ont pas la même fonction sociale que la fête de village dans la délégation d'Aurillac. Ils sont les héritiers des bals donnés à l'Opéra Garnier sous le Second Empire<sup>377</sup> : "bals bourgeois" qui permettent de situer les notables<sup>378</sup>, de marier leurs filles et s'opposent au "bals populaires", c'est-à-dire ceux du reste de la population française. Mais cette répartition des bals à petit chiffre d'affaires tient aussi beaucoup à leur gratuité, plus fréquente dans le midi en particulier et les régions rurales en général.

Enfin, moins on danse, plus on paie cher; à l'inverse, généralement, plus ces bals sont nombreux par rapport à la population, moins ils donnent lieu à une perception importante. C'est la sortie nettement dominante, alors qu'ailleurs elle se révèle très secondaire.

### 6-6-4 Relative stabilité et concentration

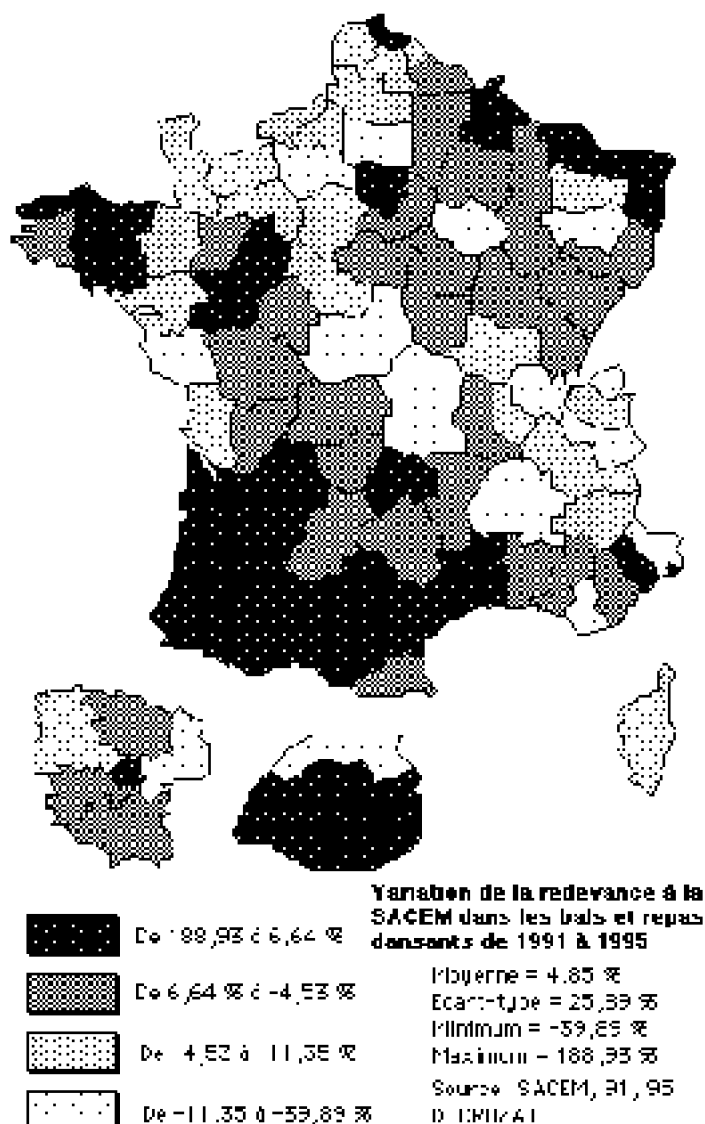
Les perceptions de la SACEM entre 1991 et 1995 sont stables (carte 13): la moyenne augmente légèrement de 831 à 882 francs mais en francs constants, il y a un léger recul (il aurait fallu percevoir 905 francs en 1995) qui s'ajoute au recul de leur nombre (5%).

---

<sup>377</sup> GERBOD, Paul. Op. cit.

<sup>378</sup> JOLIVEAU, Thierry. *Associations d'habitants et urbanisation. L'exemple lyonnais (1880-1983)*. Editions du CNRS, Paris, 1987.





Carte 13. Variation de la redevance moyenne à la SACEM par bal entre 1991 et 1995

Peut-on pour autant parler d'une difficulté à en maintenir l'importance ? Ce n'est pas certain car d'autres indices montrent qu'il s'agit surtout d'une baisse des coûts: les orchestres comme les disco-mobiles se plaignent tous d'un recul important des cachets perçus (20 à 25%), suffisant pour expliquer le décalage vu l'importance de ce poste dans le budget des organisateurs. On se montrera par contre plus circonspect sur les plaintes des organisateurs qui, avec constance, signalent un recul des dépenses du public. La remarque est ancienne: Dibie<sup>379</sup>, en Bourgogne, Renault<sup>380</sup>, comme Corbeau<sup>381</sup> ou Bessaignet<sup>382</sup> le signalent dès les années 70. Il est néanmoins possible que cette

<sup>379</sup> Dibie, Pascal. Op. cit.

<sup>380</sup> Renault, P. Op. cit.

<sup>381</sup> Corbeau, Jean-Pierre. Le défouloir du samedi soir. in *La fête, cette hantise!* Autrement, 1976, p. 46-49

consommation soit sensible aux aléas économiques plus généraux mais il semble alors que c'est de manière moins marquée que pour d'autres consommations, justifiant ainsi les remarques faites au début de ce chapitre sur le caractère particulier de ce type de dépenses. D'ailleurs, on ne retrouve pas dans cette carte celle des régions en difficultés économiques: progrès de Metz, Saint Etienne, Charleville-Mézières ou Valenciennes<sup>383</sup> et recul des délégations savoyardes.

Cette érosion très modérée s'accompagne surtout de deux phénomènes contradictoires en apparence:

Les écarts se creusent légèrement, mais la période est trop courte pour que cette remarque puisse garder toute sa pertinence.

Les régions où les perceptions étaient les plus faibles rattrapent leur retard, ce qui pourrait inciter à évoquer une homogénéisation progressive des comportements. Les redevances minimales à la SACEM ont fortement augmenté: de 395 francs par bal en 1991, elles atteignent en 1995 le niveau de 466 francs (+18%).

De fait, ces résultats sont tirés par ceux de deux groupes de délégations: celles qui déjà payaient le plus en 1991 connaissent une progression marquée sauf en Rhône-Alpes, en net recul. C'est cette progression qui explique l'accroissement des écarts et l'impression d'inégalités croissantes. Dans le même temps, les délégations qui payaient le moins connaissent une évolution sensible de leurs résultats: le sud-ouest, le Languedoc et la Bretagne se distinguent ainsi. Entre ces deux extrêmes peu de changement, beaucoup de petites baisses mais souvent très nettement situées: ouest et nord-ouest ou Rhône-Alpes. Le nord-est poursuit sa progression.

Si on retranche les délégations de la région parisienne dont les perceptions sont maximales, on s'aperçoit que l'ensemble des autres entités se regroupent dans un rapport de 1 à 2, nettement moins important qu'en 1991 (presque 1 à 3). Cela participe probablement d'un processus déjà assez avancé d'homogénéisation des comportements sur l'ensemble du territoire.

Il est caractérisé par un phénomène de concentration qui depuis les années 70 touche peu à peu toutes les régions: les bals sont moins nombreux parce que les plus petits bals reculent, même s'il apparaît exagéré d'affirmer qu'ils disparaissent (ils représentent encore plus de la moitié de l'ensemble). Le mouvement a d'abord concerné les régions urbaines et plus peuplées. Aujourd'hui, ce phénomène touche, semble-t-il les délégations plus isolées et restées à l'écart qui voient ainsi leur chiffre d'affaire moyen augmenter arithmétiquement. Dans le même temps le nombre et la fréquence des bals et repas dansants diminuent dans ces délégations quand les progrès sont plutôt le fait de régions plus urbanisées.

Dans ce contexte économique, la progression récente des orchestres peut sembler une de ces contradictions pointées au chapitre précédent. C'est partiellement vrai mais

---

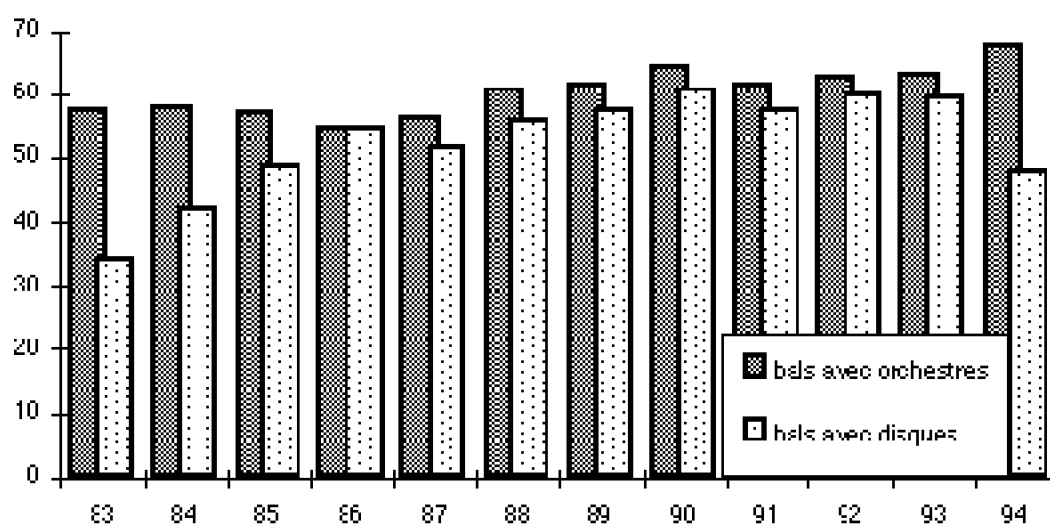
<sup>382</sup> Bessagnet, Pierre. Les citadins et les symboles de la vie rustique. in *La fête, cette hantise!* Autrement, 1976, p. 72-79.

<sup>383</sup> Mais peut-être s'agit-il d'un rattrapage dans des délégations où le niveau des perceptions est resté à un niveau très bas depuis les années 70 et parfois avant.

cela découle aussi de ce phénomène de concentration autant que d'autres tendances moins économiques de la société.

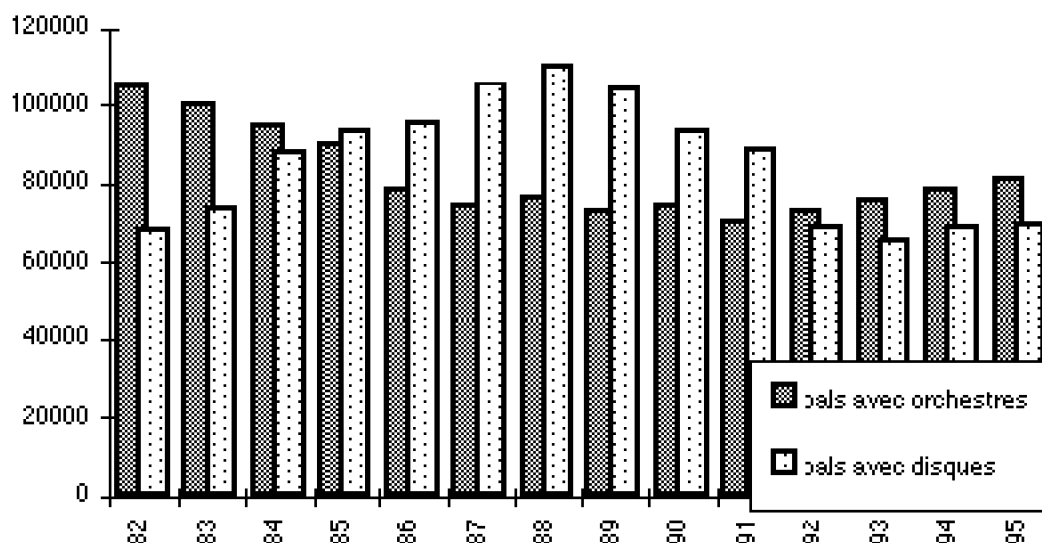
### 6-6-5 Le retour des orchestres

En effet, des bals plus grands c'est aussi des budgets plus importants donc la nécessité d'être attractif. La relative homogénéité est trompeuse; les comportements s'individualisent à travers l'évolution des différents types de bals: les bals avec orchestres, après une grave crise où beaucoup les voyaient disparaître, retrouvent une dynamique nouvelle au dépend des disco-mobiles dont on avait un peu trop vite pronostiqué le succès (Graphiques 10 et 11).



Graphique 10. Evolution de la part des redevances à la SACEM dans les bals selon le type de diffuseur de musique (en %)

Source: SACEM in Mallek, 95

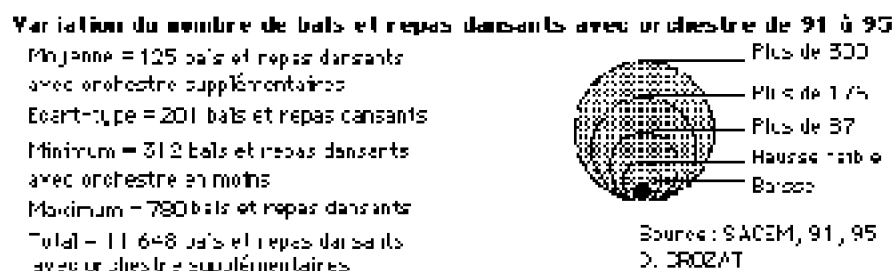
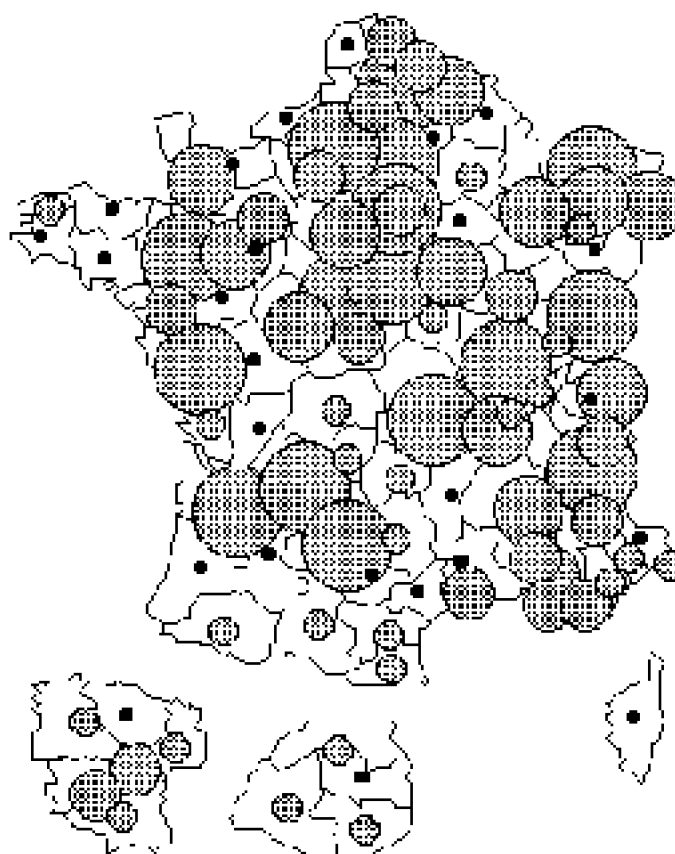


Graphique 11. Evolution du nombre de séances de bals selon le type de diffuseur de musique

Source: SACEM in Marchan, 93

Le phénomène est très net: entre 1991 et 1995, 11 648 bals avec orchestres en plus (malgré, rappelons-le, un recul de 8589 bals au total) soit une progression de 10,6% dans l'ensemble des bals et repas dansants. Ils redeviennent ainsi majoritaires dans les bals publics comme les repas dansants sans que la différence entre les deux soit très significative (+2% en faveur des bals publics). Enfin, le phénomène concerne presque tout le pays, qu'on s'intéresse à leur nombre (carte 14) comme à leur progression (carte 15). Cette dernière carte permet cependant de voir que la progression est souvent la plus forte dans les régions où les orchestres avaient le plus régressé.

On avait annoncé que les orchestres ne pourraient survivre avec des coûts de main d'oeuvre trop élevés, il fallait mécaniser à tout prix. Mais les prix des orchestres n'augmentent plus, voire diminuent, depuis quinze ans. A cela trois raisons, l'une technique, l'autre socio-économique, la dernière purement économique.

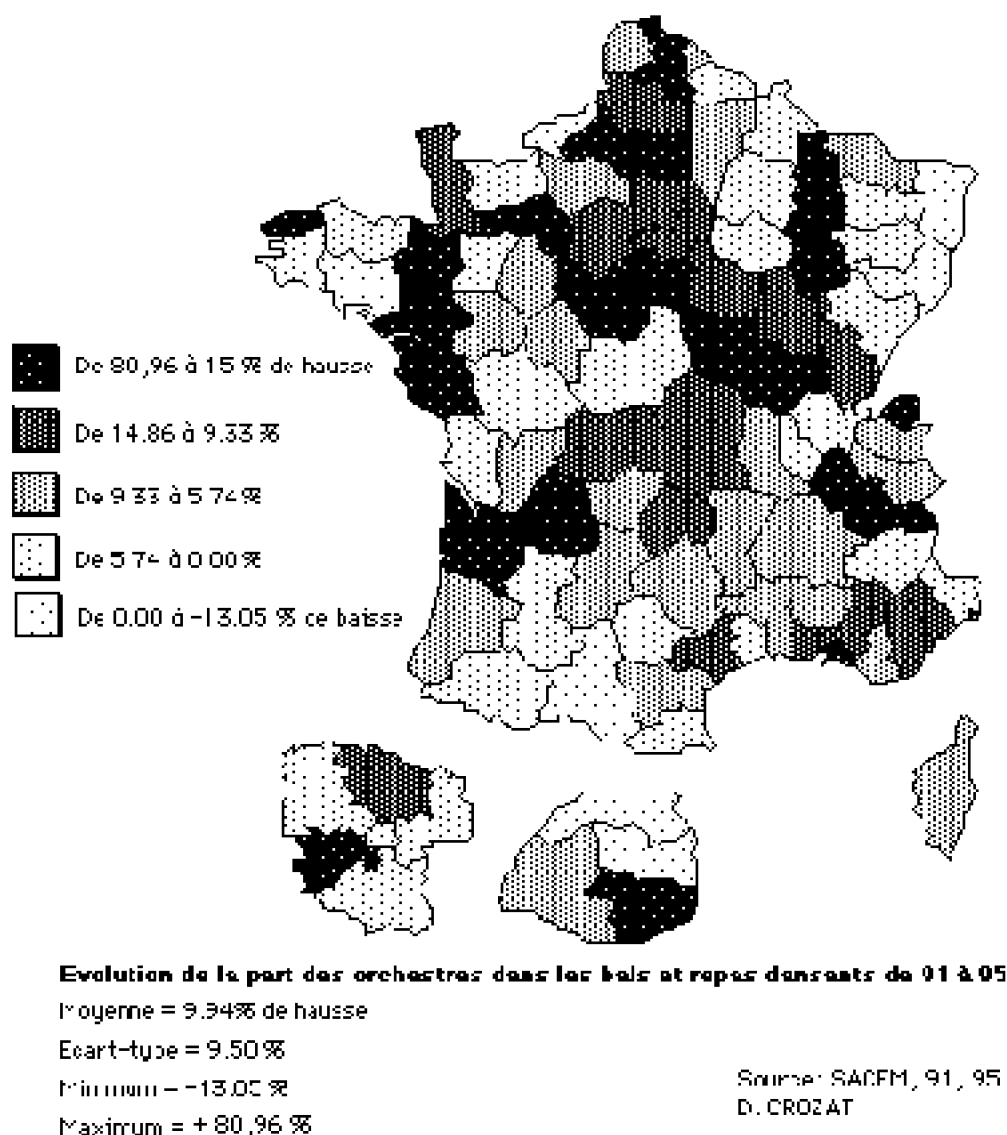


Carte 14. La multiplication des bals avec orchestre

On assiste tout d'abord à une mécanisation limitée des orchestres. L'échantillonnage<sup>384</sup>, les progrès faits en matière de sonorisation, notamment le mixage, et d'éclairage permettent de proposer à moindre coût des spectacles dont la qualité a très nettement progressé. De plus, les possibilités croissantes des synthétiseurs leur permettent de bien imiter un nombre croissant d'instruments, suscitant ainsi une réduction du nombre de musiciens, notamment aux dépens des sections de cuivre<sup>385</sup>, qui a une influence non

<sup>384</sup> L'échantillonnage (en anglais *sampler*) combine l'utilisation de l'ordinateur et du synthétiseur: l'ordinateur analyse un morceau de musique enregistrée et règle à l'identique le synthétiseur qui mérite ainsi son nom. Cette technologie devenue très abordable depuis la fin des années 80 permet aux orchestres de proposer une prestation dont la qualité se rapproche de celle des disques d'origine tout en restant *live*: musique vivante, jouée à l'instant par opposition à la musique mécanique, c'est à dire enregistrée ou au *play-back*, lorsque les musiciens miment l'exécution du morceau tandis qu'on diffuse la disque (rare dans les bals). Cependant, les techniciens et musiciens contactés signalent qu'après une période d'excès l'utilisation de l'échantillonnage est beaucoup plus modérée aujourd'hui.

négligeable sur les cachets demandés.



*Carte 15. Bals avec orchestre: la reconquête*

Par ailleurs, et c'est probablement le principal facteur de progrès des orchestres, la mise en place et la généralisation du système particulier de chômage a permis de laisser stagner souvent même de diminuer les cachets des musiciens. L'accélération de ce phénomène depuis le début des années 90, qui concerne aussi d'autres secteurs (salles de spectacles, télévisions privées, discothèques) a pour corollaire une nette précarisation des musiciens évoquée par ailleurs<sup>386</sup>. En revanche, cela s'accompagne d'une professionnalisation accrue des orchestres précipitant le recul des amateurs<sup>387</sup>.

<sup>385</sup> Des professionnels font cependant remarquer que depuis le début des années 90, ce mouvement semble s'être arrêté, voire même inversé dans le cas des orchestres de taille moyenne. Le mouvement de baisse des coûts porte aujourd'hui surtout sur les cachets.

<sup>387</sup> MARCHAN, F. *Thèse*. Op. cit.

S'ajoute souvent à ce problème l'absence de disco-mobiles de haut niveau capable de proposer, même à un prix plus élevé des prestations d'excellente qualité. Le problème vient d'abord des organisateurs qui préfèrent payer un prix très bas mais ensuite se plaignent du manque de qualité. On a ainsi depuis une quinzaine d'années une relative spécialisation qui se renforce encore: le *bas de gamme* pour les disco-mobiles, et les autres bals pour les orchestres, ces derniers ayant reconquis le segment déterminant des bals moyens, rassemblant généralement de 300 à 600 voire 800 personnes et -plus pertinent- des chiffres d'affaires qui dépassent 10 000 francs.

Ainsi, pour un coût qui reste raisonnable, un nombre croissant d'organisateur préfèrent souvent déboursier trois à dix fois plus et s'offrir un orchestre, plus prestigieux et plus attractif au moment où on voit les bals se concentrer.

Peut-on pour autant utiliser la diffusion des bals avec disco-mobiles comme marqueur des petits bals? Il est préférable de rester prudent: l'implantation plutôt septentrionale et urbaine de la disco-mobile coïncide avec les régions où les perceptions sont plus élevées.

Dans le sud et le centre, les aides municipales fréquentes et la multiplication des bals qui s'équilibrent les uns et les autres sur l'année, permettent aux organisateurs de proposer des bals avec orchestres à des publics relativement réduits: ainsi l'enquête réalisée dans le sud-ouest où une vingtaine de bals d'assez petite taille (150 à 300 personnes)<sup>388</sup> pouvaient proposer un orchestre. C'est notamment le cas lorsqu'il s'agit de bals musette avec un public moins exigeant sur la reproduction à l'identique de *tubes*.

Enfin des facteurs statistiques sont susceptibles de fausser l'évaluation de chacun des critères: toujours à Paris -mais c'est probablement valable pour bien d'autres délégations- coexistent de grands bals avec orchestre(s) et de petits bals avec disco-mobiles alors que la catégorie intermédiaire des bals de moyenne taille, de plus en plus fréquents dans le pays, est ici très réduite. Les grands bals très riches poussent à la hausse la moyenne des redevances occultant les petits tandis qu'à l'inverse le nombre important des petits bals masque les plus grands si on s'intéresse aux caractéristiques par séance.

Au-delà, les difficultés à relier redevances et disco-mobile autant que l'importance de la progression des orchestres amènent à douter de la logique économique d'un tel mouvement: en effet, l'évolution va dans le sens d'une atténuation de la différence entre les deux autant pour des raisons techniques que sociologiques. Le succès foudroyant du *karaoke*, dont l'apparition date seulement de la fin des années 80, incite la plupart des disco-mobiles à proposer de telles animations, plus actives.

En même temps, les progrès chez les jeunes de la musique *techno* et du *rap* amènent les disc-jockeys à jouer de leurs platines, complétées par un synthétiseur pour créer ainsi sur place leur musique, ce qui d'ailleurs suscite des stars comparables à celles

---

<sup>386</sup> On signale même le cas d'orchestres où les musiciens acceptent de ne pas recevoir de cachet en échange d'une déclaration d'emploi auprès des organismes sociaux (la fameuse vignette dans le jargon professionnel) pour un cachet fictif leur permettant d'envisager de percevoir ensuite des indemnités chômage: une sorte de *travail au noir* à l'envers.

<sup>388</sup> Annexe 4

qui interprètent les *tubes* de variété <sup>389</sup> .

Dans les années 70 et surtout 80, la recherche de la qualité passait par une reproduction techniquement parfaite des succès du moment. On voit aujourd'hui une demande générale de plus de musique *vivante* <sup>390</sup> , mais de bonne qualité, plus professionnelle, quitte à payer plus cher ou aller moins souvent au bal. En fait, ce changement résume bien l'évolution d'ensemble du bal, de son public et de son économie en particulier: stagnation apparente qui cache un renouvellement avec le recul des formes traditionnelles et l'émergence -à rythme et propagation variables- de nouveautés.

Aussi le regain d'intérêt pour les orchestres n'est pas la seule caractéristique intéressante. S'ajoutent à cette évolution des mouvements proches mais plus profonds car ils amènent à mettre en valeur un changement d'objet du bal sous l'effet d'une évolution majeure de la société. Cela explique certaines aberrations économiques même si le milieu du bal se normalise peu à peu. Cela implique aussi l'évocation de la forme des bals et ses mutations dans les pages qui suivent.

---

<sup>389</sup> *Le Monde*, 16 décembre 1994. Laurent Garnier au Rex. Le virtuose des platines. (Stéphane Davet).

<sup>390</sup> C'est l'appellation des orchestres par la SACEM qui éprouve des difficultés statistiques mais aussi juridiques (procès) pour classer les nouveaux disc-jockeys.





## 3<sup>e</sup> partie. Bals républicains et bals clos

Dans les troisième et quatrième parties, on se propose de montrer à travers l'étude à plusieurs niveaux d'échelle des différents types de bals qu'ils jouent un rôle important dans l'institution des territoires.

Mais l'extrême diversité des situations mises ainsi en valeur amène à nuancer la vision qu'on peut en avoir: acteur majeur dans certaines régions, il sera secondaire voire inexistant dans d'autres.

Surtout, cette diversité montre, qu'en beaucoup d'endroits, une mutation importante des modes de constitution des territoires est en cours, qui contraste avec la relative stabilité, l'évolution plus lente, d'autres lieux. Plusieurs définitions du territoire coexistent ainsi aujourd'hui en France.

Débuter par l'étude des différents types de bals permet de mettre en valeur dans la troisième partie, l'opposition entre les bals publics, bals ouverts, et les repas dansants, bals clos. En même temps, dans l'un comme l'autre la dimension politique de ces fêtes se confirme.

### Chapitre 1. Le bal public

Il convient tout d'abord de s'entendre sur la terminologie employée. Ce type de bal est le

plus fréquent et souvent le seul auquel on pense. Se pose donc le problème de la dénomination: on adopte donc à la suite de ce chapitre celle, simplificatrice, de *bal* et, seulement si un risque de confusion se présente, celle de *bals publics*; cette simplification n'induisant pas une erreur bien grave.

On emploie aussi l'expression *bals traditionnels* car c'est ainsi qu'il est perçu, à la fois dans un sens patrimonial, celui de la coutume -et cet aspect est un point majeur de l'étude- tout autant qu'avec un sens historique puisque malgré son ancienneté, le repas dansant n'a connu qu'un essor récent susceptible d'être statistiquement significatif et de justifier alors la création par la SACEM d'une catégorie spécifique mais prometteuse depuis une vingtaine d'année.

Dans ce chapitre, on s'efforce donc de définir ce type de bal. On y voit qu'on peut aussi parler d'un bal républicain.

### 1-1 Un bal avec bar

---

Un des principaux marqueurs de la pratique du bal tient dans la consommation alimentaire qui l'accompagne. Cette affirmation se vérifie parfaitement: le bal public ne comporte généralement qu'un simple, mais souvent important, bar; le repas dansant propose une sortie double, qui concurrence le restaurant. Bien plus qu'un droit d'entrée au rendement aléatoire cette consommation permet, dans la plupart des cas, le bénéfice de l'organisateur. En effet, sans entrées payantes, ne restent alors plus que trois moyens de financement: les subventions municipales dont la mention fréquente ne doit pas exagérer l'importance, les droits versés par des commerçants et forains installés dans le périmètre de la fête, secondaires en général. Reste donc surtout le bar.

Mais ce choix est conditionné aussi par le lieu et a une incidence sur le type de bal et de public: il est en effet très difficile de faire payer une entrée quand le bal est à l'extérieur, particulièrement sur une place. De plus, l'intervention active de la mairie rend insupportable par principe l'idée d'un droit à percevoir sur les participants s'ajoutant à une aide publique: un bal municipal est donc presque toujours gratuit. Les bals publics payants le sont souvent d'ailleurs autant pour sélectionner la clientèle, que pour un gain qu'il ne faut alors cependant pas trop sous-estimer: 300 entrées à 30 francs rapportent quand même de quoi payer un petit orchestre.

L'enquête auprès des orchestres montre d'ailleurs que l'entrée d'une très nette majorité des bals publics concernés, particulièrement ceux plutôt localisés dans le grand sud en été, est gratuite<sup>391</sup>. A l'inverse, les prestations hivernales, celles réalisées souvent plus au nord, sont majoritairement des bals payants, en majorité des repas dansants.

Ce choix nous intéresse à double titre: d'abord par cette localisation susceptible de révéler des pratiques sociales largement répandues dans chaque région mais différentes sur l'ensemble du territoire. Ensuite parce que ces différences s'appuient sur des organisateurs souvent différents dont la diversité révèle des publics de composition elle-même variée selon les régions.

---

<sup>391</sup> Annexes 3: particulièrement orchestres 1, 3, 5 et 12

Le bar ou la buvette est un des espaces majeurs du bal; à la différence de la scène, on s'en approche très près. Espace majeur mais pas central, qui, plus encore que la piste de danse, voit passer la plupart des participants au bal.

Son évocation est systématique et on n'imagine pas un bal sans sa buvette: Renault<sup>392</sup> ou Joho<sup>393</sup> la conseillent aux organisateurs pour réussir financièrement leur bal. Bien sûr, suivent quelques recommandations pratiques: l'ouverture de la buvette est soumise à autorisation municipale; celle-ci est limitée à une licence 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>e</sup> catégorie: sans alcool dans le premier cas, elle permet dans le second, plus fréquent, de vendre du vin, de la bière, du cidre et autres produits bénéficiant du régime fiscal du vin, avec un titre d'alcool limité. "Par contre, il ne peut être vendu ou offert sous quelque forme que ce soit les vins de liqueur, les apéritifs à base de vin et de liqueur et tous les alcools de distillation (whisky, cognac...). Gare aux contrôles !" <sup>394</sup>

De fait, même l'ivresse du bal reste très nationale: on se limite aux alcools les plus courants, la bière en général. Souvent d'ailleurs on propose aussi des produits très locaux, cidre dans l'ouest, bières spécialement brassées pour l'occasion dans le nord, vin dans les vignobles, mais aussi de fréquents mélanges bon marché à base de vin blanc: *rince-cochon*, *ginette*, *pec*<sup>395</sup> et autre marquisette: l'alcoolisme aussi peut avoir des spécificités géographiquement très diversifiées...

Le bar, plus qu'un lieu de consommation est d'abord un point de rencontre et de situation par rapport aux autres participants. Corbeau<sup>396</sup> comme Dibie<sup>397</sup> y voient un des points forts de la sociabilité du bal; dans sa chanson<sup>398</sup>, Sardou le présente comme le point d'ancrage, la base d'où l'on rayonne vers les autres lieux de la fête. Dans le tableau de Steinlen (fig. 4), c'est l'angle d'où on aborde le bal et ses autres finalités: danser, s'agiter en groupe, constituer un couple apparaissent comme relativement secondaires. C'est aussi un endroit très respectable, fréquenté par les familles, sans grand changement depuis.

## A SCANNER

<sup>392</sup> RENAULT, P. Op. cit.

<sup>393</sup> JOHO, P. Op. cit. p. 414.

<sup>394</sup> Idem. Il s'agit des contrôles des services fiscaux, les redoutées *contributions indirectes*.

<sup>395</sup> DIBIE, P. Op. cit.

<sup>396</sup> CORBEAUX J.L. Op. cit.

<sup>397</sup> DIBIE, P. Op. cit.

<sup>398</sup> REVAUX J., SARDOU M. ET BUGGY, V. *Les bals populaires*. Philips, M 6009 008, 1969. Texte en annexe 5.

Figure 4. Théophile Steinlen: bal du 14 juillet. Paris, Bibliothèque du Trocadéro.

Si la danse évoque le sexe et provoque ainsi une des réactions négatives au bal, l'autre c'est l'ivresse et la violence qui parfois l'accompagne. Il est pourtant surprenant de remarquer que, parmi les nombreuses sources citées, l'ivresse n'est que rarement dénoncée pour elle-même par les milieux hygiénistes: les ligues de tempérance, nombreuses à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, semblent discrètes à ce sujet.

L'Eglise aussi tonne souvent<sup>399</sup>, mais son problème principal n'est pas l'alcool, c'est le sexe, "la lascivité" de la danse. Si, d'exception<sup>400</sup>, on s'inquiète des dégâts que peut causer l'alcool chez les jeunes mâles à marier, incapables de procréer, c'est au milieu de très nombreuses autres mentions de l'usage immodéré de la boisson et on sait aussi que, dans l'imagerie populaire la consommation de vin est souvent valorisée pour ses qualités viriles; "elle fait l'homme".

Quelques initiatives, de portée encore limitée, ont pu voir le jour; récemment, en Belgique, ont fleuri les spots télévisés qui invitent les jeunes au bal à se choisir parmi eux un *Bob*, celui qui restera abstinent pour ramener les autres, libres de consommer comme bon leur semble; mais dans leur cas, c'est une invite implicite aux excès.

Depuis trois ans, une charte lie 32 comités des fêtes du sud du département de la Haute-Garonne et la gendarmerie de Saint-Gaudens. Cette action de prévention (les gendarmes contrôlent l'alcool au bar du bal), pourtant sans excès de zèle comme constaté à Arbas (2 août 97) a permis de diminuer de moitié le nombre d'accidents en 1996.

D'ailleurs, si dans l'article de Corbeau, le titre<sup>401</sup> dénonce les mêmes excès, on voit bien qu'en fait, il y a reconnaissance sociale de la valeur initiatique de cette ivresse qui permet de franchir aujourd'hui comme hier une frontière de la vie. Dans d'autres types de bals pour les jeunes qui se développent en zone urbaine, les *raves*, la critique<sup>402</sup> porte plus sur la nature du produit consommé, des drogues de synthèse, que sur le principe d'une ivresse -on dit alors une *défonce*- implicitement reconnue comme nécessaire. On retrouve-là la remarque de Vovelle: "...le vrai carnaval aujourd'hui, c'est la sortie du bal du samedi soir quand les Hells Angels du coin "s'éclatent sauvagement!"<sup>403</sup>

De fait, cette ambiguïté est prolongée par l'origine presque exclusivement politique de la plupart des critiques: Amalvi<sup>404</sup> montre que celles-ci émanent de la droite la plus

<sup>399</sup> GERBOD, P. Op. cit.

<sup>400</sup> FLANDRIN, J. L. *Les amours paysannes (XVI<sup>e</sup> -XIX<sup>e</sup> siècle)*. Gallimard-Julliard, coll. Archives, 1975, 256 p.

<sup>401</sup> CORBEAU, J. L. Op. cit.

<sup>402</sup> *Le Monde*, mardi 17 février 1998, p. 8.

<sup>403</sup> VOVELLE, M. Op. cit.

<sup>404</sup> AMALVI, C. Le 14-juillet. Du *Dies Irae* à *Jour de fête*. in NORA, P. (sous la dir.) *Les lieux de mémoires*, Gallimard, coll. Quarto, 1<sup>e</sup> ed 1984, ed. de 1997, tome 1, pp. 383- 423.

traditionaliste de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qui trouve vulgaires ces débordements de la “populace avinée” avec des “hurlements sauvages et des cris féroces”. Chez Dujardin<sup>405</sup>, on découvre la permanence des mêmes critiques des “orgies”(1889), “les ripailles et les saouleries”(1930), de la part de “ceux qu’indignent les bals publics et les sarabandes devant les églises”(1984). C’est d’ailleurs un des prétextes invoqués par Pétain lorsqu’il interdit les bals durant toute la seconde guerre mondiale, au motif qu’ils “dégradent notre jeunesse”.

A l’extrême-gauche, mêmes dénonciations en des termes proches voire presque semblables, renforcés par le dessin de caricature: “l’un souligne que si le 14-juillet est jour de gloire pour les autorités, pour l’électeur c’est le jour de boire. La légende d’un second dessin qui représente l’accolade de deux ivrognes, résume probablement le jugement de Delannoy sur la beuverie nationale.”<sup>406</sup> On dénonce l’avilissement du peuple dans “les bals de quartiers organisés par les cafetiers bien en cours à la Mairie [de Lyon], où des couples dansèrent dans la poussière et les relents de la sueur et du vin”, “Alcool, sueur, tabac, pieds, vinasse, rots et pets”, et “cet état nauséux inspiré par le spectacle de la vulgarité festive”<sup>407</sup>.

Cette dimension politique est longtemps revendiquée avec un sens positif: la distribution de vivres aux indigents est systématique dans les communes républicaines à l’occasion du 14-juillet, soutenues financièrement par le Ministère de l’Intérieur qui diffuse de nombreuses circulaires pour les encadrer<sup>408</sup>. Les communes conservatrices s’y refusent alors qu’elles le pratiquaient sous l’Empire.

Mais très souvent, à la place de cette distribution le maire offre à boire à tous les citoyens: ce “quart d’heure de Rabelais”<sup>409</sup> donne parfois lieu à des excès: ainsi dans la Meuse en 1885 dans “la commune d’Euville, bourg de cent quatre-vingt quatre électeurs, où ont été bus en un jour quatre cents litres de vin, deux cents litres de limonade, cent trente-deux litres de bière et vingt bouteilles de sirop d’orgeat” payés sur le budget municipal!<sup>410</sup>

Bien qu’interdites depuis 1880, ces coutumes se maintiennent, plus modérées: avant le bal du soir, les apéritifs ou vins d’honneur offerts par la mairie ne sont pas rares, particulièrement dans le midi et le centre du pays. Une clause fréquente dans les contrats

<sup>405</sup> DUJARDIN, P. D’une commémoration l’autre: un rituel décrié ou la fête profanatrice, in CORBIN, A., GEROME, N. et TARTAKOWSKY, D. *Les usages politiques des fêtes aux XIX<sup>e</sup> -XX<sup>e</sup> siècles*. Actes du colloque organisé les 22 et 23 novembre 1990 à Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, pp. 399- 414.

<sup>406</sup> AMALVI, C. Op. cit.

<sup>407</sup> DUJARDIN, P. Op. cit.

<sup>408</sup> IHL, Olivier. *La fête républicaine*. Gallimard, coll. Bibliothèque des Histoires, 1996, 402 p.

<sup>409</sup> Idem, p. 148.

<sup>410</sup> Idem, p. 147.

des orchestres leur demande de jouer quelques morceaux à ce moment. Lorsque le bal ne possède pas de bar et qu'il a lieu sur la place, ce sont très souvent les cafetiers qui paient le cachet des musiciens. L'*aubade* (sic) se transforme alors en une tournée parfois longue (deux heures à Chateaurenard, Bouches-du-Rhône, en juillet 94) dans chacun des établissements concernés.

Mais cette indulgence n'empêche pas le maintien d'un code moral précis: la vieille interdiction (1881)<sup>411</sup> d'organiser des bals publics dans les salles de classe est toujours bien respectée, même par les associations de parents d'élèves.

Discrétion unanime, voire compréhension du bar et de l'alcoolisme, condamnés seulement par les opposants les plus vigoureux au régime: le bar est depuis longtemps un espace politique tout autant que convivial. D'ailleurs, une partie des critiques reprises dans ces citations sont formulées à l'occasion du 14-juillet, fête la plus politique du pays qu'on n'envisage pas de conclure autrement que par un bal public.

### 1-2 Le bal du 14 juillet

---

Symboles du bal, les seules manifestations du 14 juillet, représentent en deux jours environ 10 000 séances (sur 91 000) ! Son succès en a fait le modèle du bal public imité par tous les autres. Si d'aventure, une émission de radio évoque exceptionnellement le sujet qui nous intéresse dans cette étude, c'est à cette occasion<sup>412</sup>. Pour la plupart des participants peu assidus, la *visite*<sup>413</sup> au bal se limite à ce jour-là. Ce type de bal s'est construit aux débuts de la III<sup>e</sup> République et depuis il n'a que peu changé. Surtout, il est finalement devenu la norme du bal public, justifiant ainsi l'appellation de bal républicain.

Le débat entre historiens sur son origine nous amène dès l'abord dans notre propos: il est institué à leur corps défendant sous la pression populaire par les pères de la III<sup>e</sup> République selon Rosemonde Sanson<sup>414</sup>. Mais Olivier Ihl montre<sup>415</sup> qu'en fait, discrètement, le pouvoir soutient et encourage les initiatives, quand il ne s'efforce pas de les susciter; il réprimande aussi les maires qui le refusent...

Le 14-juillet est et reste d'abord la fête du peuple. Cette spécificité est au coeur de notre organisation politique et sociale depuis deux siècles: le rôle du peuple n'est toujours pas défini clairement. Dès le début de la Révolution, on joue sur son ambiguïté sémantique: Mirabeau<sup>416</sup> en appelle à la fois à *populus* au sens de nation et *plebs*, beaucoup plus restrictif puisqu'il ne désigne alors plus que les tiers-état, voire, pour d'autres, la partie la plus populaire de ce dernier (*vulgus*), excluant la bourgeoisie.

<sup>411</sup> Idem, p. 164.

<sup>412</sup> FRANCE INTER, *Le téléphone sonne*, 13 juillet 1994. Bon résumé de l'ensemble des clichés accumulés sur le sujet.

<sup>413</sup> Repris de propos tenus par une vieille dame à Ispagnac (Lozère), le terme en lui-même mériterait d'ailleurs commentaire.

<sup>414</sup> SANSON, Rosemonde. *Le 14-juillet: fête et conscience nationale, 1789-1975*. Flammarion, 1976, 221 p.

<sup>415</sup> IHL, O. Op. cit.

De cette définition multiple découlent bien des affrontements de la Révolution puis de l'ensemble du XIX<sup>e</sup> siècle: si elle induit l'intégration politique précoce de l'ensemble de la population, elle amène aussi à exclure le champ social du débat et oblige l'Etat à en assumer la régulation<sup>417</sup>.

Pour les théoriciens comme les hommes politiques le problème se pose en termes simples: ce peuple (au sens sociologique, c'est à dire restrictif) envahissant, comment s'en débarrasser sans en avoir l'air ? Comment en minimiser l'importance afin de privilégier la définition la plus large du mot ? Comment en même temps susciter et renforcer son adhésion à la République naissante ? Les solutions qui s'imposent finalement sous la III<sup>e</sup> République furent celles d'un système représentatif qui ne laisse que des pouvoirs limités hors des périodes de consultation électorale, un encadrement très strict (éducation, réseau de maires républicains) et le 14-juillet...

Ce jour-là, donc, comme dans la chanson, "c'est la fête à Neuneu", c'est à dire, qu'après la réaffirmation matinale du pouvoir, de ses notables à travers les défilés et cérémonies officielles, l'après-midi et la soirée sont laissées à la foule<sup>418</sup>: l'expression *défolement populaire* se révèle très descriptive. Si on commémore la prise de la Bastille comme événement politique<sup>419</sup>, c'est aussi la fabrication d'un mythe fusionnel entre classes sociales destiné à fonder la nation comme un ensemble homogène qui dépasse les individus et les groupes: un "transfert de sacralité"<sup>420</sup>. Mais aujourd'hui? qu'en reste-t-il ? "il y a passage de l'histoire à la mémoire, du politique à l'anthropologique et au folklorique."<sup>421</sup>

Folklorique ? Oui, à condition de le prendre en bonne part: si le débat n'est pas aussi apaisé qu'il y paraît et que l'affirment certains auteurs, le terme de ritualisation semble plus adapté, malgré un certain apaisement, l'événement garde sa portée politique et il s'agit bien de reprendre le plus à l'identique possible une manifestation où les innovations sont rares et souvent vouées à l'échec: l'intégration du feu d'artifice dans un spectacle qui se démarque des traditions ne réussit que si celui-ci est porteur d'une mémoire collective locale et populaire (à Ispagnac en Lozère). Mais il rencontre des difficultés pour se perpétuer si le projet est plus artistique (un conte sous la forme d'un spectacle son et lumière à Saint-Paul-en-Jarez dans la Loire) ou précédé d'un divertissement simplement ludique, même dénudé et racoleur (une revue cabaret à Rive-de-Gier).

<sup>416</sup> Cité dans JULLIARD, J. Le peuple. in NORA, P. (sous la dir.) *Les lieux de mémoires*, Gallimard, coll. Quarto, 1<sup>e</sup> ed 1984, ed. de 1997, tome 2, pp. 2359-2393.

<sup>417</sup> ROSANVALLON, P. *L'Etat en France de 1789 à nos jours*. Le Seuil, coll. l'Univers Historique, 1990, 378 p.

<sup>418</sup> SANSON, Rosemonde. Op. cit.

<sup>419</sup> On peut rappeler Mona Ozouf: dès le lendemain de sa prise, sur les ruines toutes fraîches de la Bastille on avait apposé un panneau "Ici on danse" et des bals réguliers et fréquents s'y déroulaient.

<sup>420</sup> OZOUF, Mona. *La Fête révolutionnaire 1789-1799*. Gallimard, Bibliothèque des histoires, 1976, 340 p.

<sup>421</sup> SANSON, Rosemonde. Op. cit.



Comme l'ordre des cérémonies, comme les fameux lampions bleu-blanc-rouge, comme le bal, les feux d'artifice sont repris de la fête nationale du 15 août célébrée sous l'Empire. Si certains aspects de la fête, tels que la lumière et l'éclairage, ne sont pas abordés ici, il ne faut cependant pas les sous-estimer et leur étude reste à faire: ils participent aussi de la distinction entre types de festivités selon des règles tacites mais assez strictes: on n'emploie guère les lampions -dont la décoration de la plupart des modèles vendus est d'ailleurs souvent limitée aux couleurs nationales- en d'autres circonstances. Ces éléments du rituel -et le bal en est un des moments marquants- sont porteurs de sens, y compris et surtout politique: Dujardin évoque la notion, à l'origine chrétienne, de *consignation* pour désigner "la procédure par laquelle un rituel imprime, sur une multitude d'objets ou d'opérations, sa trace, sa marque"<sup>422</sup>. Il s'agit de l'appropriation du mesquin, du trivial, de l'économique pour permettre sa sublimation, sa transformation en élément sacré.

Même si on pavoise beaucoup moins, ces éléments gardent toute leur force symbolique. D'où la permanence et la virulence des critiques à ce sujet: en 1994, le journal d'extrême-droite *Présent*, s'insurge contre l'habitude de "pavoiser partout y compris les guinguettes, les pistes de danse, jusqu'aux latrines" en des termes presque semblables à ceux de *L'Express*, journal anti-républicain lyonnais, en 1885: "Nous demandons une disposition légale qui interdise de faire du drapeau le jouet des ribotes et le pavillon des guinguettes"<sup>423</sup>.

Dès l'origine, la fête est populaire au deux sens du terme: par son public comme son succès. C'est la fête de la foule. Mais plus que le simple *défouloir*, il s'agit d'abord d'une sacralisation de la foule: c'est elle qu'on fête, elle participe à sa propre commémoration renouvelée annuellement. Il existe bien d'autres fêtes où la nation se met en spectacle, se refonde, à commencer par la commémoration des victoires de 1918 et 1945, jours fériés aussi, mais aucune ne donne lieu à ce type de manifestations. C'est par elle que la citoyenneté s'est introduite "dans le grain le plus fin des relations sociales"<sup>424</sup>.

Parce qu'elle s'y substitue, on retrouve parfaitement à cette occasion les caractéristiques de la fête ancienne décrite par Muchembled<sup>425</sup>: par la fête, la collectivité reprend possession de son espace<sup>426</sup>, ici national<sup>427</sup> quand la plupart des bals publics, notamment les fêtes de village, ont vocation locale très précise. Car dans l'imaginaire

<sup>422</sup> DUJARDIN, P. Op. cit.

<sup>423</sup> DUJARDIN, P. Op. cit.

<sup>424</sup> IHL, O. Op. cit. p. 134.

<sup>425</sup> MUCHENBLED, R. *Culture populaire et culture des élites dans la France moderne (XV<sup>e</sup> -XVIII<sup>e</sup> siècle)*. Flammarion, 1<sup>e</sup> ed. 1978, ed. 1991, coll. Champs, 398 p.

<sup>426</sup> Op. cit. p. 64

<sup>427</sup> SANSON, R. Op. cit.: "on rentre chez soi, fourbu et poussiéreux; mais on ne regrette pas sa fatigue: on a senti que la France existe encore."

collectif, un groupe est toujours territorialisé<sup>428</sup>. La collectivité reprend possession de son temps, par la répétition régulière, la scansion qu'elle introduit dans l'année<sup>429</sup>. Parmi les quatre éléments qu'il voit structurer les fêtes: la fertilité, l'émotion, le groupe d'âge et la définition de la société<sup>430</sup>, c'est ce dernier qui est ici en action: la réaffirmation d'une conscience commune<sup>431</sup> et partant le passage du magique au politique<sup>432</sup> car un système culturel est toujours relié à une forme précise de pouvoir<sup>433</sup>. Il apparaît donc difficile de le suivre lorsque lui aussi banalise les fêtes et parle de passage au folklore au XIX<sup>e</sup> siècle, de disparition du sens rituel de la fête populaire<sup>434</sup>.

On le voit d'autant mieux à travers les critiques formulées à l'encontre de la fête: leur permanence, seulement marquée par le passage d'une condamnation "en 1889 et 1939 au nom de droits de Dieu opposables à de prétendus droits de l'Homme [à celle des] excès que l'on condamne aujourd'hui au nom même des droits de l'homme, signe d'une appropriation religieuse de l'idéologème droits de l'homme (...)"<sup>435</sup>. D'où sa critique comme une souillure, une profanation, une pollution par ses adversaires.

Si Pétain maintient le 14-juillet c'est parce qu'il est trop ancré dans l'imaginaire. Aussi on s'emploie à le travestir: il s'agit de faire prévaloir "le principe d'une communauté tour à tour ethnique, corporative et confessionnelle. D'où la vigueur retrouvée du schéma organiciste, avec sa rhétorique de prédilection centrée autour de la famille: "La nation comme une famille a ses fêtes qui réunissent tous ses enfants" [...] sous la subordination à la fois politique et religieuse du Maréchal."<sup>436</sup> On s'efforce donc de mettre en place des processions, curé en tête, avec des feux de joie et beaucoup de gentil folklore. Point de bal: Pétain condamne "l'esprit de jouissance, les fastes décadents de la III<sup>e</sup> République<sup>437</sup>" et la République avec...

Cela n'empêche ni les grandes manifestations hostiles à Vichy du 14 juillet 1942 dans une quinzaine de grandes villes du sud du pays<sup>438</sup>, ni que Maurras et bon nombre

<sup>428</sup> MUCHENBLED, R. Op. cit. p. 54

<sup>429</sup> Cf. dans Ihl (p. 142), la vivacité du débat sur la date d'organisation de ce 14 juillet.

<sup>430</sup> Idem p. 76

<sup>431</sup> Idem p. 157

<sup>432</sup> Idem p. 183

<sup>433</sup> Idem p. 227

<sup>434</sup> Idem p. 388

<sup>435</sup> DUJARDIN, P. Op. cit.

<sup>436</sup> IHL, O. Op. cit. p. 370.

<sup>437</sup> Idem. p. 372.

d'ultras du régime ne s'insurgent: "on espérait l'année dernière en avoir fini avec le culte des causes de notre décadence et de nos désastres. On s'y obstine. On s'y cramponne."

439

Surtout, on voit alors le bal, tous les bals et pas seulement celui du 14-juillet, devenir des fêtes de la République; participer au bal c'est résister: "Mon premier bal clandestin était en 1943, j'avais 14 ans [...] J'avais un vieux vélo qui avait bien 30 ans et c'est avec ça que je partais jouer, avec l'accordéon sur le dos, c'était pas du gâteau. [...] J'étais tout seul."<sup>440</sup>. Cela explique l'explosion des bals à la Libération, "on danse partout: dans les gares de marchandises, dans les chapelles désaffectées. On improvise des salles des fêtes pour laisser éclater sa rage de vivre, le bonheur d'être encore là, en vie."<sup>441</sup> C'est l'union sacrée pour la reconstruction mais aussi de manière symbolique dans les fêtes, particulièrement celles du Parti Communiste: chaque cellule de quartier organise au moins un bal par semaine. Une nouvelle danse au destin éphémère fait fureur: l'*atomic*.

Paradoxalement, cette période est peu étudiée par les historiens alors que les témoins de cette époque mentionnent systématiquement le fait. C'est pourtant le moment où s'achève cette transformation, l'élargissement du sens collectif du bal du 14-juillet à l'ensemble des bals publics. Ils deviennent vraiment des bals républicains: celui de la mise en scène d'un groupe territorialisé autour de valeurs communes.

Enfin, si cette fête apparaît comme nationale quand la plupart des bals publics ont vocation locale, il importe de ne pas négliger quelques précisions. Tous les historiens insistent pour montrer qu'à l'origine, le 14-juillet s'est opposé à la fête locale considérée comme trop cléricale; on veille à l'en distinguer, même si sa date vient à coïncider<sup>442</sup>.

Aujourd'hui, le renouvellement annuel de l'adhésion à la communauté nationale se double souvent d'une affirmation du cadre local: c'est "la dialectique habituelle en France du national au local, du tout et des parties"<sup>443</sup> que nous serons amenés à évoquer plus loin. On l'a vu à travers l'exemple du feu d'artifice d'Ispeygnac mais on le retrouve partout, le plus souvent dans le désir de faire mieux que le village ou la ville voisin. Dans un cadre très ritualisé cela ne laisse qu'une marge de manoeuvre limitée qui trouve surtout à s'exprimer dans la concurrence entre grandes villes pour avoir le plus beau (et le plus cher) feu d'artifice, le plus grand nombre de bals de quartiers<sup>444</sup>. Dans les villages, cette volonté de briller sera marquée par l'organisation ou non d'un feu d'artifice mais aussi

<sup>438</sup> Idem. p. 373.

<sup>439</sup> Idem. p. 370.

<sup>440</sup> Un chef d'orchestre in MARCHAN, F. *Thèse*. Op. cit. p. 79.

<sup>441</sup> Commentaire dans *France, années zéro: le grand chantier*, documentaire sur la reconstruction en 45-47, diffusé à la télévision (France 3; Les Dossiers de l'histoire) en juillet 98. Références précises non connues.

<sup>442</sup> IHL, O. Op. cit.

<sup>443</sup> DUJARDIN, P. Op. Cit.

dans la qualité et le renom de l'orchestre qu'on a réussi à embaucher ce soir-là. Cette dualité est originelle: ce sont les villes (entre autres Nantes et Lyon) qui, en prenant l'initiative d'organiser des festivités, ont poussé l'Etat à proclamer ce jour fête nationale<sup>445</sup>

Enfin, la plupart des grandes villes se singularisent en n'organisant pas elles-même les bals de quartiers mais en en laissant l'initiative aux pompiers<sup>446</sup>. Chaque caserne peut ainsi animer les quartiers qu'elle couvre, non pour le gain que procure le bal, dérisoire par rapport à ses coûts de fonctionnement, mais plutôt afin de renouer annuellement un lien distendu par la professionnalisation du corps et la taille importante de la communauté urbaine.

Ailleurs, la persistance du volontariat permet de s'en dispenser: on organise le bal des pompiers à une autre date, souvent proche comme à la Terrasse-sur-Dorlay (Loire), bien qu'il ne soit pas rare que ce soit le même week-end: ainsi dans les Pyrénées-Atlantiques à Bedous, Laruns ou Sauveterre-de-Béarn. Mais dans tous les cas, il s'agit bien d'associer à la fête fondatrice, les membres les plus visibles de la communauté, un *corps* à forte charge symbolique qui fait l'unanimité. Mais pas n'importe quel corps: le 14-juillet est une fête civile et depuis 1881, il est interdit d'organiser le bal dans le cour de la gendarmerie, ce qui était fréquent auparavant.

### 1-3 Le maintien de clivages politiques anciens

Ce caractère très politique du bal du 14-juillet, sa capacité à cristalliser l'affrontement entre les deux grands groupes d'opinion du pays, perdure. A Castelnayran (Tarn-et-Garonne), dans les années 50 "les républicains et les cléricaux gardent leur distance et se vouent une haine éternelle. Les uns fréquentent le café Bayron, les autres le café Bouche; la jeunesse de gauche se réunit dans une salle de bal qui lui est réservée; celle de droite a la sienne aussi."<sup>447</sup>

Si un doute subsiste c'est bien dans l'ouest du pays où longtemps cette date est restée très conflictuelle qu'on en trouve l'illustration: aujourd'hui encore, malgré l'apaisement évoqué par Amalvi mais justement récusé par Dujardin<sup>448</sup>, les bals y sont nettement moins nombreux qu'ailleurs à l'occasion de la fête nationale.

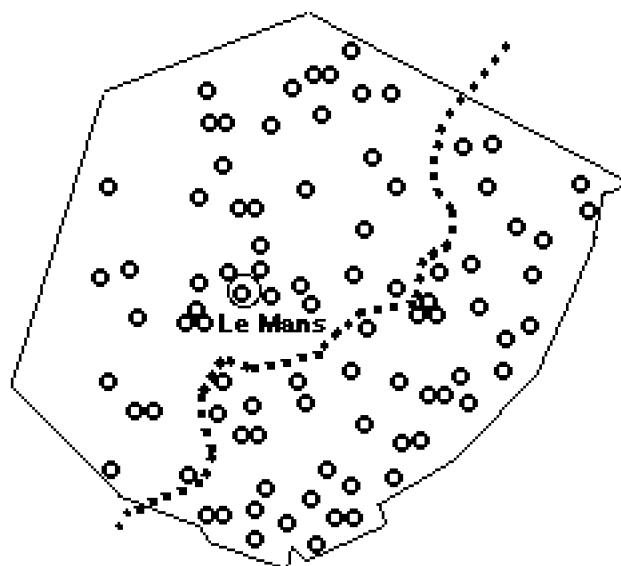
<sup>444</sup> Ainsi, à Paris, c'est la ville, pas l'Etat, qui organise toujours le spectacle de pyrotechnie qu'on présente chaque année dans les journaux télévisés avec forces détails techniques et sur son coût. En 1992, à Lyon, Michel Noir signale (et *Le Progrès* se dépêche de le relever) que dans la ville et à Villeurbanne sont organisés autant de bals de quartiers qu'à Paris, ce qui d'ailleurs reste à prouver...

<sup>445</sup> SANSON, R. Op. cit.

<sup>446</sup> D'où le mauvais jeu de mot dans l'article déjà cité de *Présent* parlant d'une "mascarade pompeuse au profit des pompiers alors que d'autres incendies plus urgents sont à éteindre".

<sup>447</sup> OZOUF, Jacques. *Nous, les maîtres d'écoles*. Julliard, coll. Archives, 1966. cité in ORMIERES, Jean-Louis. Les rouges et les blancs. in *Les lieux de mémoire* (sous la dir. de Nora P.), tome 2, 1<sup>e</sup> ed.1984, réed. 1997, Gallimard, coll. Quarto, p. 2395-2432.

Ainsi en Vendée où les bals de 14-juillet sont très rares (43 pour une moyenne nationale de 110 par département) et concentrés selon une répartition qui recoupe celle des opinions politiques: assez fréquents autour de la Roche-sur-Yon, Challans, Les Sables-d'Olonne, Montaigu ou Chaillé-les-Marais, ils deviennent exceptionnels dans de nombreux cantons (Saint-Fulgent, Luçon, Beauvoir-sur-Mer, Fontenay-le-Comte, Les Herbiers, Sainte-Hermine, Talmont-Saint-Hilaire, Les Essarts, La Chataigneraie ou Mouilleron).



- Bal du 14 juillet dans le département de la Sarthe
- ..... Limites de l'Ouest politique au XIXe siècle selon Siegfried

Carte 16. Les héritages politiques anciens perdurent

Source: Ouest-France, éditions du 10 au 16 juillet 97

Dans la Sarthe, leur nombre plus important (88) ne cache pas un net décalage qui permet de retrouver (carte 16) d'anciennes lignes de fractures mises en valeur par André Siegfried<sup>449</sup> ou Paul Bois<sup>450</sup>. Plus nombreux à l'est et surtout au sud du département où ils se signalent aussi par l'homogénéité de leur répartition, ils perpétuent, avec de nombreuses nuances, une tradition.

Même atténuée, la remarque de Siegfried y reste toujours valable<sup>451</sup>: "il n'est pas excessif de dire que, sur plus d'un point, la guerre civile continue dans les esprits".<sup>452</sup>

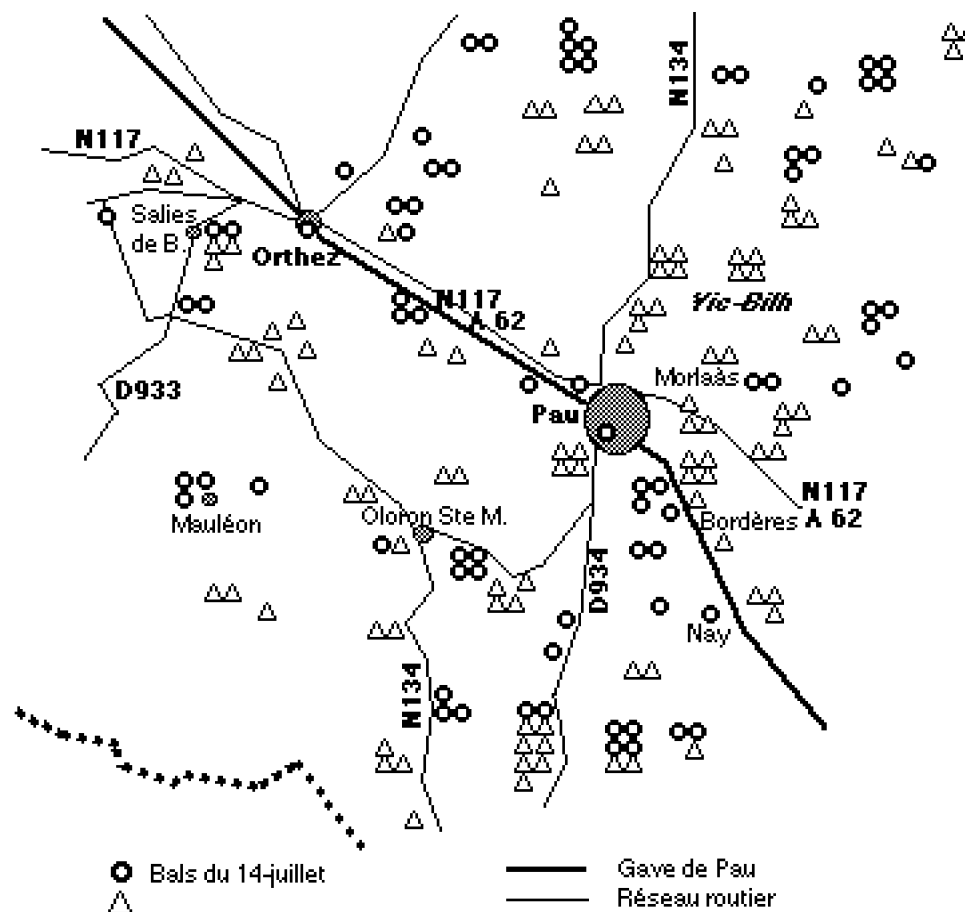
Dans les cas de liens aussi anciens, aussi imprégnés dans les moeurs, on peut

<sup>448</sup> Mais Amalvi nuance son propos (il parle de *banalisation*, de *folklorisation*) en montrant pourtant qu'en 1983 encore, cela suscite des heurts entre droite et gauche. Surtout, rappelons qu'il écrit avant les cérémonies du Bicentenaire de la Révolution en 1989 où Dujardin puise un corpus copieux de citations montrant la permanence du conflit comme des arguments invoqués par ses adversaires... La remarque vaut pour l'ouvrage de Rosemonde Sanson sur le 14-juillet cité plus loin, d'ailleurs plus nuancé.

<sup>449</sup> SIEGFRIED, A. *Tableau politique de la France de l'Ouest*, 1<sup>e</sup> ed A. Colin, 1913, ed. de 1964.

<sup>450</sup> BOIS, Paul. *Paysans de l'Ouest*. Flammarion, coll. Champs, 1971, 405 p.

même parler de bals patrimoniaux: la tradition politique sans cesse renouvelée se confondant avec un folklore destiné à la perpétuer. Mais des situations aussi nettes restent relativement rares: le lien entre opinions politiques et bal est surtout valable sur des espaces de taille plus réduite que les départements. Une étude plus précise permet de mettre en valeur des micro-régions comme le Béarn à la pratique fort inégale (carte 17).



Carte 17. Les bals du 14-juillet et du 15 août en Béarn et Sioule

Source: La République des Pyrénées, éditions du 10 au 16 juillet et du 13 au 17 août 1997 ; Sud-Ouest, éditions des 11 au 14 juillet et 14 au 16 août 1997

Sont ici recensés tous les bals annoncés par l'édition de Pau des journaux locaux, *La République des Pyrénées* et *Sud-Ouest* lors des fêtes de mi-juillet et mi-août. Si d'abord on est surpris par le grand nombre de bals organisés à cette période, c'est parce qu'il n'est pas rare que le 14-juillet déborde sur la semaine en servant de support aux 3 et parfois 4 jours de fête du village; cela suscite parfois, notamment lorsque les villages

<sup>451</sup> En juin 1994, interrogé à 7h30 sur France Inter par monsieur Paoli sur le nouveau spectacle du Puy du Fou, à la question de savoir si la représentation du 14 juillet serait marquée d'un cachet spécial, monsieur de Villiers répondit par un laconique: "un jour comme les autres"...

<sup>452</sup> SIEGFRIED, A. Op. cit.

voisins le boudent un effort surprenant: la carte 17 cartographie jusqu'à cinq bals en 4 jours dans des communes dont la plupart ont moins de 500 habitants. Ici, les fêtes du village se confondent avec la fête nationale. On est cependant encore loin du *Juillet* des territoires d'outre-mer, particulièrement aux Marquises, susceptible de générer un mois de festivités...

Surtout, on voit persister des comportements anciens qui révèlent des clivages politico-religieux encore très présents: autour d'Orthez ou au sud de Pau <sup>453</sup>, le vote à gauche lors du second tour de la dernière élection présidentielle reste plus fort <sup>454</sup> alors que les bals du 14-juillet y sont nettement plus nombreux, notamment autour de bastions radicaux-socialistes comme vers Nay. Cette particularité est renforcée autour d'Orthez où les protestants, traditionnellement très attachés à la République sont nombreux <sup>455</sup>. Enfin, la vallée du Gave de Pau accueille depuis longtemps une industrie dynamique et les flux migratoires (régionaux comme extérieurs) y sont nettement positifs sur une longue période.

A l'inverse, si on franchit la frontière marquée par le Gave, l'est et le nord-est de Pau correspond au Vic-Bilh étudié par Di Méo et Anglade <sup>456</sup> comme une micro-région particulièrement traditionaliste, vieillie, très agricole (près de 25% de la population active) et encore peu marquée par la périurbanisation. De plus, c'est "un angle mort", "un espace oublié", à l'écart des grandes voies de communication, qui le transforme en "isolat" <sup>457</sup>. Sinon, au sud, le long du Gave, il s'agit-là de campagnes catholiques progressistes marquées par un impact fort de la J.A.C. et une rénovation précoce, souvent entreprise dès l'entre-deux-guerre <sup>458</sup>. Les démocrates chrétiens y sont anciennement implantés, avec pour figure majeure M. Minjuc à Morlaàs qui suscita les débuts en politique de monsieur Bayrou, originaire de Bordères. Les deux micro-régions se signalent par un vote traditionnellement bien plus à droite <sup>459</sup>, une pratique religieuse plus forte <sup>460</sup> et un recours fréquent à l'enseignement privé catholique <sup>461</sup> alors même que les bals du 14-juillet y sont

<sup>453</sup> Seule exception notable mais qui confirme notre propos: Jurançon où le vote à droite domine difficilement et qui organise une importante série de bals et fêtes du 15 août..

<sup>454</sup> *La République des Pyrénées*, édition du 8 mai 1995; *Le Monde*, mardi 9 mai 1995, cahier spécial élections.

<sup>455</sup> ISAMBERT, J.A., TERRENOIRE, J.P. *Atlas de la pratique culturelle des catholiques en France*. Presses de la FNSP et Editions du CNRS, 1980.

<sup>456</sup> DI MEO, G. et ANGLADE, M. *Les Territoires du quotidien*, Op. cit.

<sup>457</sup> idem p. 95

<sup>458</sup> PRAT, G. *L'Action Catholique Rurale: de la JAC au MRJC*. Centre d'Histoire Contemporaine du Languedoc-Roussillon, Montpellier, 1977, 306 p.

<sup>459</sup> Le nord généralement conservateur, le sud modéré.

<sup>460</sup> ISAMBERT, J.A., TERRENOIRE, J.P. Op. cit.

rares, plutôt périphériques, remplacés par de très nombreux bals du 15 août !

C'est donc eux qu'il s'agit maintenant d'aborder en contrepoint du 14-juillet.

## 1-4 Le 15 août

L'autre temps fort pour l'organisation des bals publics, c'est en effet le week-end du 15 août: à peine moins nombreux que ceux du 14-juillet mais géographiquement beaucoup plus inégalement répartis. L'enquête auprès des orchestres révèle que c'est un autre temps fort majeur dans leur calendrier.

On les trouve d'abord dans les régions touristiques: placé au coeur des vacances, le 15 août marque l'apogée de l'été. Après un échec au début du siècle, le pouvoir politique n'a d'ailleurs jamais songé sérieusement à remettre en question le jour férié attaché au 15 août. On doit donc attirer les visiteurs sous peine de les voir partir chez le voisin, surtout sur les côtes où -hasard chanceux- la Vierge est aussi la patronne des gens de la mer: en 3 jours (1995), de Perpignan à la frontière (Cerbère) on pouvait ainsi dénombrer 28 bals sur 40 kilomètres. Cette chance est largement partagée par bon nombre de communes françaises<sup>462</sup> voire de régions; en carte 17, ces bals à vocation touristique expliquent la situation autour de Laruns voire de Salies de Béarn à St-Jean-Pieds-de-Port (30 bals sur 70 km en 1997).

Mais on les trouve aussi très nombreux ailleurs: au XIX<sup>e</sup> siècle, bon nombre de communes ont placé là leur fête, généralement fête patronale. Celle-ci, souvent cléricale à l'origine s'opposait alors au 14-juillet républicain.

C'est à l'origine une fête agraire qui coïncide généralement avec la fin des moissons. Il s'agit donc de ce que Muchenbled appelait les fêtes de fertilité<sup>463</sup>. Mais il montre que sous l'Ancien Régime, dans ce grand mouvement d'éradication des fêtes populaire et de prise de contrôle par les autorités, l'Eglise l'a très tôt investie<sup>464</sup> bien qu'en s'efforçant, sans succès, d'y interdire la danse<sup>465</sup>. C'était d'autant plus important que cela correspondait à un de ses objectifs majeurs: la promotion des fêtes mariales.

Cette imbrication entre le politique et le religieux va rester la principale caractéristique du 15 août alors qu'au XIX<sup>e</sup> siècle son poids se renforce. Elle reste une fête religieuse

<sup>461</sup> Simple évaluation réalisée en situant les écoles primaires publique et privées du secteur mentionnées sur l'annuaire du téléphone, sans tenir compte de leurs effectifs respectifs. Mais les situations sont très contrastées et cette évaluation est confirmée par le rédacteur en chef du journal local, bon connaisseur de la situation.

<sup>462</sup> Selon La Poste et divers annuaires télématiques, près de 100 communes ont un nom qui commence par Sainte-Marie, sans compter celles où la mention termine le nom et les écarts inclus dans d'autres communes. Les plus nombreuses sont celles où aucune mention n'en est faite dans l'appellation.

<sup>463</sup> MUCHENBLED, R. Op. cit. p. 76

<sup>464</sup> MUCHENBLED, R. Op. cit. p. 216

<sup>465</sup> MUCHENBLED, R. Op. cit. p. 260



importante car les mouvements ultramontains poussent au culte marial<sup>466</sup>. Ils se plaisent à rappeler que la Vierge est la patronne de la France<sup>467</sup>.

C'est surtout le choix de cette date comme fête nationale par Napoléon I<sup>er</sup> en 1806, puis sa reprise par Louis-Napoléon Bonaparte en 1852 qui en font un événement d'abord politique. Tous deux désirent recréer une fête du monarque (l'Assomption est aussi la saint Napoléon) en se conciliant les milieux catholiques.

“Par ailleurs les finalités se recoupent: consacrer le régime, forger une mentalité collective, sceller l'adhésion du peuple au gouvernement. En matière de divertissement, le Second Empire calque les fêtes nationales de la Monarchie de Juillet et la III<sup>e</sup> République plagie le Second Empire avec quelques variantes dues au contexte.”<sup>468</sup>. Napoléon III synthétise donc le rituel des éléments de la fête nationale par emprunt aux différentes fêtes royales de la première moitié du siècle: parade militaire/ cérémonie religieuse/ kermesse populaire l'après-midi/ feux/ bal en soirée.

Après 1880, reprenant ces formes ritualisées pour le 14-juillet, on se contentera de supprimer le *Te Deum* et la messe. Cette fête est conçue comme un plébiscite, mais malgré cette convergence vers le religieux, son succès, réel, restera ambigu: elle est adoptée comme une fête nationale et, à ce titre, populaire. Mais elle ne suscite pas d'adhésion forte à la personne de l'Empereur, et provoque la demi-hostilité du clergé<sup>469</sup>.

De fait, c'est par son aspect local que la fête s'est perpétuée: l'Empereur impose aux mairies une organisation précise, en fonction des ressources municipales certes, mais systématique partout<sup>470</sup>. La volonté d'en faire une fête populaire est manifeste: la matinée débute par des dons aux pauvres, suivent les cérémonies officielles où le peuple n'est que spectateur. Aussi, pour contrebalancer, “comme tout peuple heureux danse, les municipalités s'efforcent d'organiser un bal, lieu de retrouvailles des jeunes et des moins jeunes”<sup>471</sup>.

Ces caractères multiples, religieux, local et populaire très marqués sont restés: le 15 août est aujourd'hui d'abord une fête locale; l'effondrement de l'Empire puis le succès du 14-juillet lui ôtent rapidement tout caractère national et, officiellement du moins, politique. Il demeure cependant, aux débuts de la III<sup>e</sup> République, que des considérations

<sup>466</sup> ELLEINSTEIN, J. (sous la dir.) *Histoire de la France contemporaine*. Tome 3 (1835-1871), p.49. Editions sociales, 1979.

<sup>467</sup> Aujourd'hui, une des premières décisions des municipalités d'extrême-droite consiste à placer leur commune sous la protection de la vierge.

<sup>468</sup> SANSON, Rosemonde. Le 15 août: fête nationale du Second Empire. in CORBIN, A., GEROME, N. et TARTAKOWSKY, D. *Les usages politiques des fêtes aux XIX<sup>e</sup> -XX<sup>e</sup> siècles*. Actes du colloque organisé les 22 et 23 novembre 1990 à Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, pp. 117-136.

<sup>469</sup> Idem

<sup>470</sup> Idem

<sup>471</sup> Idem

politico-religieuses sont souvent présentes dans le désir de perpétuer ce jour <sup>472</sup>. Aujourd'hui encore, dans les villages en fête, la messe fréquente garde une solennité qui le montre bien: il n'est pas rare qu'elle ait lieu en plein air, parfois sonorisée avec les moyens techniques de l'orchestre qui se produira le soir. En Béarn (carte 17), un tiers des festivités cartographiées comportent une messe <sup>473</sup>, souvent qualifiée de *solennelle* et elle a lieu 8 fois en plein air: on quitte l'église pour accueillir un public plus nombreux mais aussi et surtout pour sanctifier le village.

Aux facteurs d'individualisation géographique déjà évoqués s'en ajoutent d'autres, d'origine historique. La reconquête catholique d'une région très marquée par la Réforme a été engagée en la consacrant à la Vierge bien que la toponymie ne le révèle guère <sup>474</sup>; on comprend mieux le poids des fêtes du 15 août. Sur l'ensemble du Béarn les bals de 15 août sont nettement plus nombreux que ceux du 14-juillet: 94 contre 71 alors qu'au niveau national cette proportion est grossièrement inverse. Mais une étude plus fine permet de voir que les clivages ne correspondent pas à ces conversions: les traces en sont partiellement brouillées par d'autres éléments qui ont modifié le peuplement: la désertification des montagnes, le peuplement des régions industrialisées.

Seule perdure peut-être la frontière établie dès le IX<sup>e</sup> siècle <sup>475</sup> le long du Gave en amont de Pau, au sud de Morlaàs et la forte individualisation du Vic-Bilh, "centre et noyau de la nationalité béarnaise" <sup>476</sup>. Mais, trace la plus profonde, ce fut surtout pendant longtemps une frontière, une marche, dressée en face des comtés de Bigorre et d'Armagnac <sup>477</sup>. Ce secteur est aussi celui resté majoritairement catholique lors de la Réforme <sup>478</sup>: peut-on conclure alors, au-delà de la seule période révolutionnaire et de l'enracinement de la République à la persistance, pour d'autres raisons, d'une nécessité d'affirmer son identité menacée? La coïncidence est troublante. Dans son analyse, Di Méo reprend le concept d'*idéologie territoriale* <sup>479</sup>, susceptible de traduire la convergence d'héritages historiques et d'une individualisation géographique en un discours et des

<sup>472</sup> Idem

<sup>473</sup> Aucune pour le 14-juillet.

<sup>474</sup> D'une manière générale, sur l'ensemble du département, on est surpris par la rareté des toponymes religieux, qu'il s'agisse de noms de saints comme d'autres lieux attestant une présence religieuse (Charité, Sauveté...). Cet indice, dans une étude comme la nôtre, montre donc ses limites.

<sup>475</sup> Coll. *Inventaire topographique: Vic-Bilh, Morlaàs et Montanerès*. Ministère de la Culture, Direction du Patrimoine, 1989.

<sup>476</sup> Idem

<sup>477</sup> DI MEO. *Territoires*. Op. cit. p. 93-94.

<sup>478</sup> LEONARD, Emile. *Histoire du protestantisme*. PUF, Paris, 1980, 438 p.

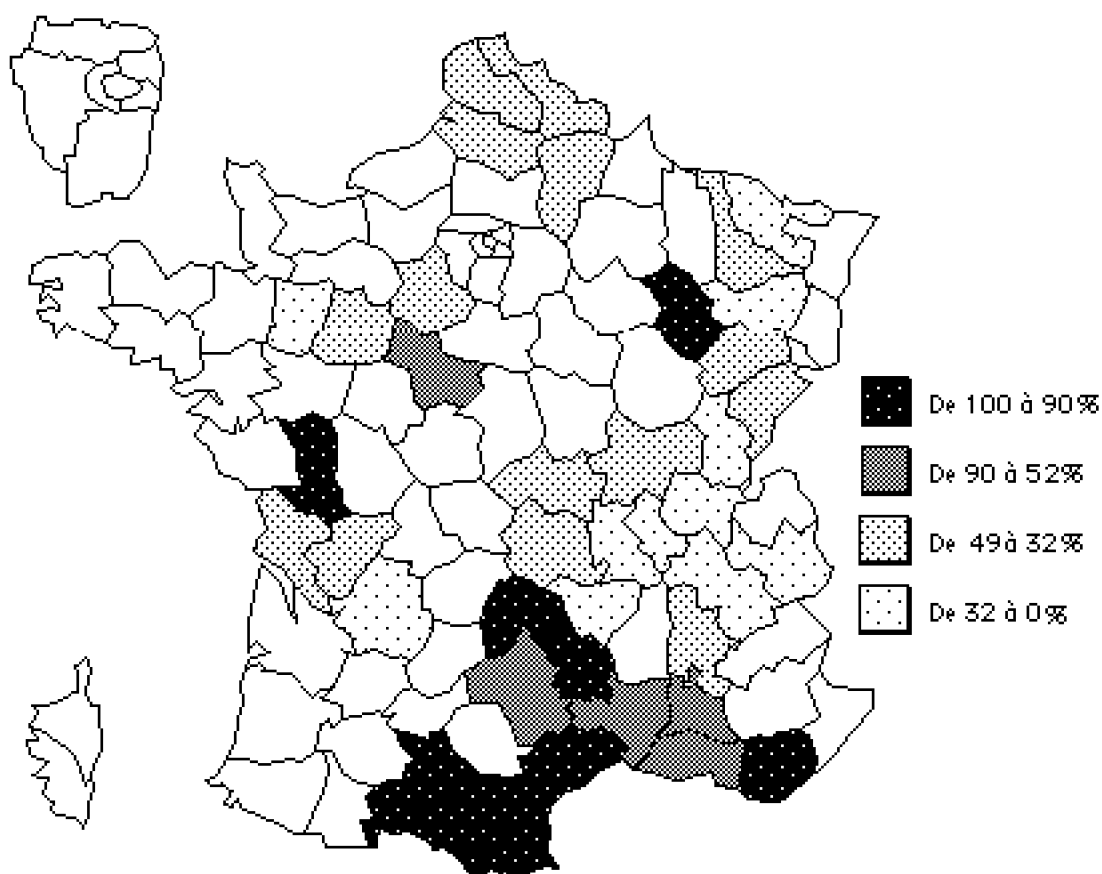
<sup>479</sup> DI MEO, G., GARAT, I. Le quartier dans la ville, idéologie territoriale ou espace vécu? *Villes et Territoires*, Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 1993.

comportements culturels spécifiques.

Il demeure donc, au même titre que le 14-juillet, que l'aspect religieux et politique de la fête du 15 août ne doit pas être évacué comme folklorisme sous prétexte d'apaisement des conflits: les clivages demeurent. Ces deux événements jumeaux et rivaux continuent de marquer la saison et les territoires. Cette concurrence n'est pas sans conséquence sur leur forme: ils ont beaucoup de points communs. Ce sont des bals toujours très populaire au rituel fixe: commémoration de la commune, kermesse et bal, souvent feu d'artifice, en représentent l'essentiel. Seule exception, emblématique, la messe pour l'Assomption.

### 1-5 Un bal estival et méridional

Si le 14-juillet et le 15 août représentent 20 % des bals publics, ces caractéristiques calendaires ne sont les seules. Ce type de bal se définit aussi par son caractère plutôt estival et méridional. L'utilisation des calendriers des tournées des orchestres (carte 18) permet d'en évaluer grossièrement l'importance<sup>480</sup> et met en valeur un indéniable tropisme.



Part des bals d'été (juin-septembre) dans l'ensemble des tournées d'orchestres étudiées

□ Pas de données ou moins de 3 bals dans l'année  
Echantillon de 471 bals

Moyenne=53%  
Ecart-type=34%

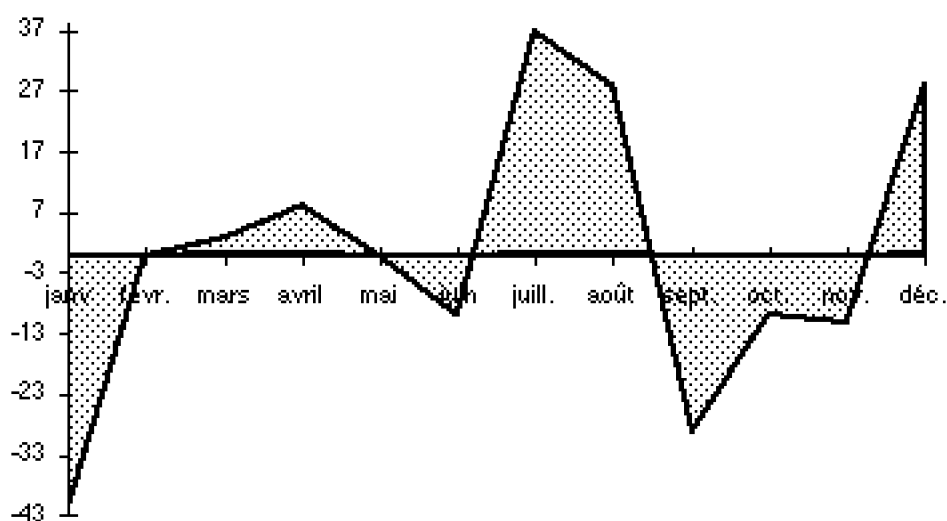
<sup>480</sup> Voir annexe 3 pour les précautions indispensables avant d'utiliser cet indicateur.

*Carte 18. Bals d'été au sud, bals d'hiver au nord*

Cette évaluation est confirmée par Marchan pour le Limousin (graphique 12). Dans une région moins touristique, les contrastes y sont atténués mais demeurent avec aussi une importance de décembre plus forte qu'ailleurs.

On voit ainsi apparaître une opposition saisonnière nord-sud: pour les musiciens des orchestres professionnels un peu importants, tourner en été, revient d'abord à tourner dans le sud. C'est très net: parmi les dix départements les plus fréquentés en été, huit sont situés dans le tiers sud du pays.

A la lecture des enquêtes les plus complètes, cette caractéristique se double de remarques qui peuvent apparaître comme évidentes pour les professionnels et dont nous retrouvons la trace plus loin en utilisant d'autres marqueurs: les bals d'été du sud sont plutôt des bals de plein air, assez importants, presque toujours gratuits et surtout ce sont systématiquement des bals publics. Au nord, les bals d'hiver sont très souvent des repas dansants, payants et bien sûr d'intérieur. Sans surprise, les bals estivaux sont aussi plus fréquents: la moitié de l'échantillon est concentrée sur les seuls mois de juillet et août. Parmi les dates hivernales, seul émerge très nettement le 31 décembre, date-clé du repas dansant.



*Graphique 12. Les saisons du bal en Limousin*

En % par rapport à la moyenne mensuelle (87 bals publics) Ensemble des bals réalisés dans la délégation de Limoges en 1988 et 1989 (échantillon de 2085 bals publics)  
Source: SACEM Limoges, 1989 in MARCHAN, F. Thèse. Op. cit. p.190

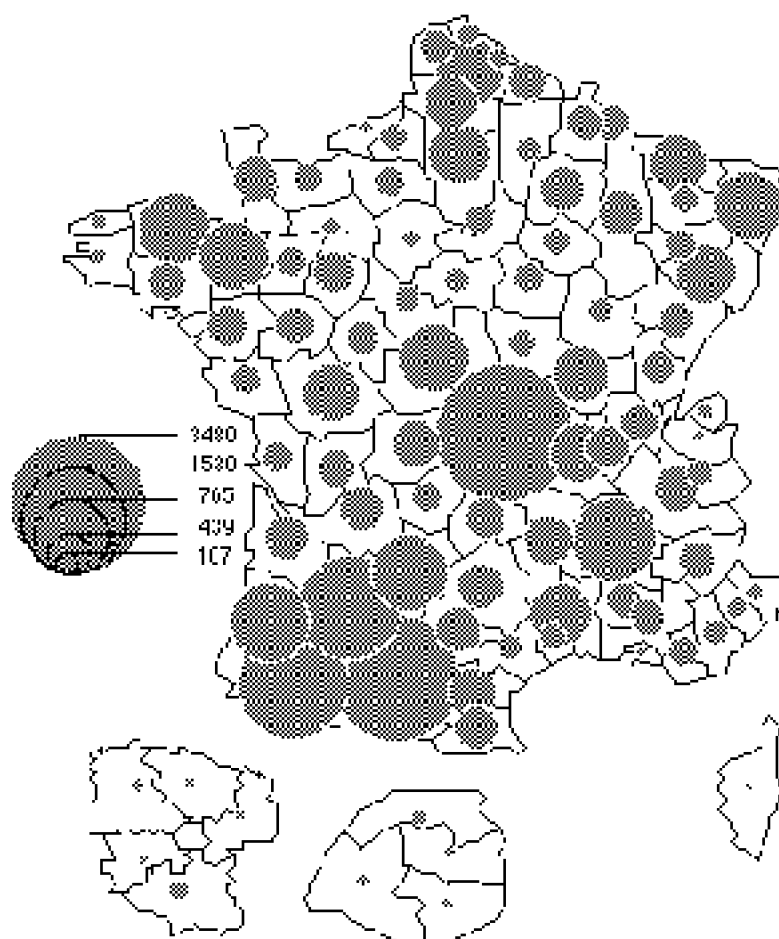
Au-delà, des grandes tendances qui apparaissent-là, il en existe d'autres qui tiennent souvent à des caractéristiques locales: ainsi sur les rives de la Méditerranée, mais c'est valable dans d'autres régions touristiques, les bals d'été sont-ils surtout destinés aux visiteurs quand ceux de l'arrière saison, plus petits, s'ouvrent d'abord aux résidents permanents.

Cette dualité saisonnière se double alors fréquemment d'une autre, spatiale celle-là: les bals d'été touristiques le long des côtes sont souvent importants alors que ceux de l'arrière-pays restent plus locaux, plus petits, mais plus nombreux. C'est ce que montre assez bien l'étude du public du bal de Tuchan<sup>481</sup>, dans l'Aude. Même dans les Corbières, à 40 km de la mer et en pleine saison touristique, l'impact du tourisme ne semble pas très important: 10% des véhicules seulement sont concernés. Il s'agit bien d'un bal organisé pour les gens du pays. Cette opposition est particulièrement forte le long des Côtes d'Azur et Varoise, bien que la forme des délégations de la SACEM ne permette guère leur mise en valeur statistique.

Au niveau national, cette forte attirance pour le sud se retrouve si on s'intéresse à la répartition de l'ensemble des bals. C'est la principale cause des fortes inégalités: sur un total de 91 000 séances on a de 107 bals (voire aucun à Monaco) à 3480 à Clermont-Ferrand; 15% des délégations représentent un tiers du total des séances dont près de 20% pour les 6 plus importantes ! A l'inverse, les deux tiers de celles-ci enregistrent une activité inférieure à la moyenne avec un nombre de séances à peine supérieur au tiers du total national et 20 délégations, pourtant souvent très peuplées, ont moins de 500 bals par an...

Cette situation extrêmement contrastée n'est pas aléatoire; elle est complétée par une répartition (carte 19) qui souligne certains ensembles régionaux et recoupe la répartition de l'ensemble des bals et repas dansants: le sud-ouest d'abord avec quatre des 6 délégations désignées comme très fortes organisatrices (Biarritz, Pau, Agen et Toulouse) et ailleurs des résultats partout nettement supérieurs à la moyenne nationale comme par exemple à Montauban.

L'autre pôle majeur c'est le Massif Central compris avec ses extensions parfois assez lointaines (Bourges, Valence) mais dont les résultats sont parfois minorés du fait de la dépopulation qui caractérise ses périphéries, surtout au sud-ouest. D'autres pôles, mais secondaires, apparaissent: le nord de la Bretagne (Rennes, Saint-Brieuc), la Picardie et l'Artois, l'Alsace et la Lorraine du nord.



**Répartition de l'ensemble des bals publics en France en 1995**

Progression linéaire	Moyenne = 978 bals
Ecart-type = 633	Total = 01 113 bals
Minimum = 177	Source: SuCEN, 95
Maximum = 3480	D. CROZAT

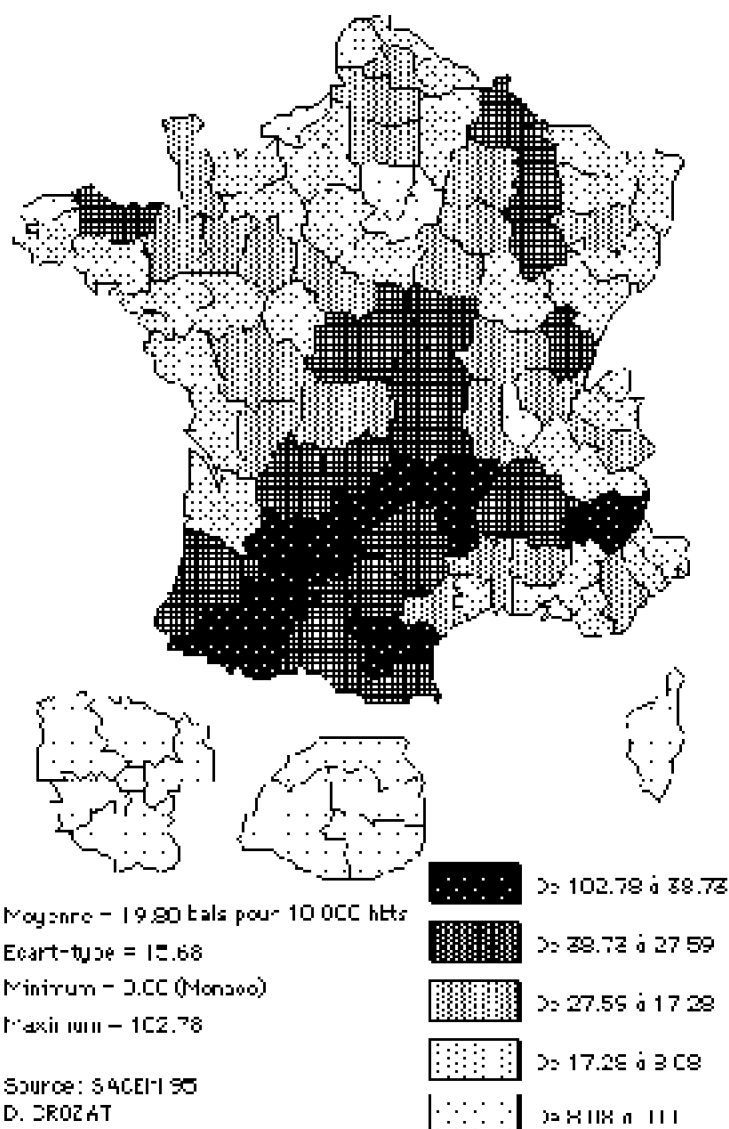
*Carte 19. La répartition très inégale des bals en France*

A ces zones de fortes concentration, s'opposent des ensembles où ce type de bals est rare: l'ouest et le sud de la Bretagne (extraordinaire opposition entre Saint-Brieuc et Brest !), l'est de Rhône-Alpes. Se distinguent le pourtour méditerranéen, la région parisienne et une grande bande de territoire qui coupe la France en deux entre Caen et Lons-le-Saunier.

Vu l'importance des bals publics dans la vie des collectivités, on conçoit bien que c'est ici que joue le plus une idée déjà évoquée: dans le Gers (délégation d'Agen), un samedi d'août, on est certain de trouver trois ou quatre bals, parfois importants, dans un rayon de moins de 20 km ! Cela va bien sûr avoir un impact maximal et faire du bal une des activités majeures: les panneaux d'informations municipales sont couverts d'affiches, les bords de route voient fleurir les panonceaux et le soir, selon le vent on déduira que la musique qu'on entend provient du bal de Mouchan plutôt que de celui de Grondin.

L'ensemble de la population va alors se sentir concernée: on passe au bal du village

voisin pour dire bonjour afin que la politesse vous soit rendue quelques semaines plus tard; on mesure le degré de renouveau des villages à leur capacité d'organiser un plus ou moins grand bal, quitte pour cela à faire massivement appel aux *présents-absents*<sup>482</sup> venus passer l'été en touristes parfois très actifs comme dans le cas du président de Matra dans son village éponyme de Lagardère.



Carte 20. La fréquence des bals traditionnels par habitants

Cependant ce premier regard est insuffisant: comme plus haut, cette visibilité du bal sera encore atténuée dans une grande agglomération quand, à l'inverse, un simple dénombrement en masque l'importance dans le Cantal ou en Corrèze. Il importe donc de s'intéresser aux fréquences par habitants (carte 20): avec des écarts d'un facteur 100, les contrastes sont encore plus marqués que tout ce que nous avons pu voir auparavant et les régions, plutôt rurales, plutôt dans le Sud-Ouest et le Massif Central, le sud contre le nord du pays, qui s'étaient dégagées des cartes précédentes s'individualisent un peu

<sup>482</sup> KAYSER, B. *La renaissance rurale*. Armand Colin, coll. U, 1990, 316 p.

plus. Apparaissent clairement les zones souvent signalées dans d'autres études comme démographiquement fragiles: la fameuse diagonale du vide.

Quant aux grandes agglomérations situées hors de ce périmètre, elles ont toutes un niveau d'activité si faible que Montpellier et Lyon, malgré leur résultats plus que médiocres (respectivement 12,29 et 7,13 bals pour 10 000 habitants) se singularisent... Le lien entre densité et fréquence mis en valeur au graphique 4 concerne donc surtout le bal public.

Les zones plus peuplées qui font exception sont relativement rares et souvent périphériques: les délégations de Saint-Brieuc, d'Arras, Saint-Etienne, voire Charleville-Mézières, Nîmes ou Avignon incluent souvent dans leur périmètre de vastes portions de ces régions dépeuplées, mais leur poids démographique reste négligeable du fait de l'importance d'un ensemble urbain majeur.

Une étude plus fine serait nécessaire afin de distinguer ce qui ressort dans ces pratiques des zones urbanisées, des campagnes plus vives ou des campagnes en difficulté, importantes dans chacun de ces ensembles territoriaux relativement vastes et variés. Car il s'agit souvent de régions engagées dans une reconversion économiques difficile, souvent aussi en déclin démographique et tout aussi fragilisées que leurs voisines rurales.

Peut-on alors reprendre et étendre à notre sujet la remarque de Wallerstein qui suppose à propos du racisme qu'on passe d'un refuge à l'autre, pour privilégier l'identitaire quand, dans le contexte d'une "économie-monde capitaliste où la hiérarchisation économique l'emporte donc sur toute autre relation", l'universalisme se montre momentanément inefficace à contrer le processus d'accumulation<sup>483</sup> ? Ce serait conclure un peu vite à un bal qui, de collectif, deviendrait systématiquement identitaire.

De surcroît, avec de tels *a priori* on devrait alors parler d'une identité biaisée, peu fiable car circonstancielle, susceptible d'être remise en cause à la faveur d'une amélioration de la situation de ces régions. Et justement ce qui caractérise l'identité c'est sa relative pérennité. Pour renforcer ce doute, on peut remarquer que d'autres délégations dans une situation socio-économique et démographique proche ont une pratique du bal traditionnel modérée voire faible: ainsi Le Havre, Toulon, Ajaccio, Marseille ou Brest.

D'une manière plus générale, et hors de ces espaces en difficulté, on peut remarquer de moindres contrastes dans le nord, peu pratiquant en général, y compris dans des zones assez rurales confrontées aux mêmes problèmes: Basse Normandie, Boulonnais, et nord-est du pays.

Il est donc préférable de ne pas se montrer trop catégorique avant de conclure à l'automatisme de cette relation à la densité et l'opposition entre régions fragilisées et plus dynamiques. S'il y a déclin, il semble bien que ce soit d'abord celui du bal public mais, là encore, on va voir que la réponse est nuancée.

<sup>483</sup> BALIBAR, Etienne, WALLERSTEIN, Immanuel. *Race, nation, classe. Les Identités ambiguës*. La Découverte/Poche, 1997, 310 p. "la nation, la race et, oui, la classe elle-même restent des refuges pour les opprimés dans cette économie-monde capitaliste où la hiérarchisation économique l'emporte donc sur toute autre relation".



## 1-6 Un recul important

---

Depuis le début de la décennie, la stagnation du bal est due au recul du bal public: près de 14 000 bals publics en moins soit 15% quand l'ensemble des bals ne perd que 6000 séances (moins 4%). On passe ainsi d'une fréquence nationale de 18,64 à 15,8 bals publics pour 10000 habitants.

Ces remarques sont cependant à nuancer: les observations et déclarations plus récentes des organisateurs et des orchestres signalent un redémarrage de ce type de bal; les données de la SACEM le confirment pour 1996 mais en 1997 <sup>484</sup> un léger recul pousse à croire qu'on est arrivé à un palier, au moins provisoire, avec même une progression très sensible dans certaines délégations (Avignon +28%, Cannes +19%, Marseille +78%).

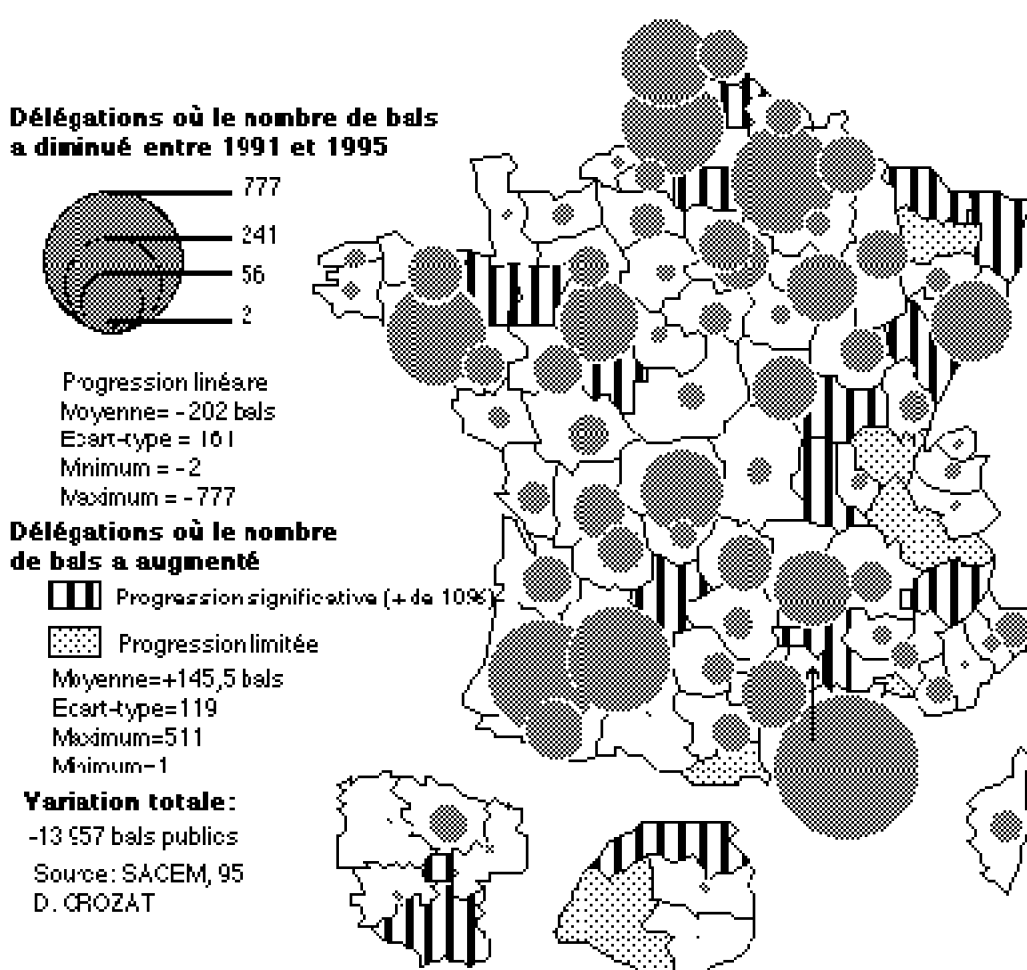
Car la répartition de ce mouvement (carte 21) est loin d'être uniforme: de 1991 à 1995 seul un quart des délégations est proche de la moyenne, quand la moitié d'entre elles régressent dans des proportions nettement plus marquées qui peuvent atteindre une division par deux du nombre de bals. Mais à l'inverse 23 délégations (compte non tenu de cinq délégations provençales en progrès en 1997), soit un autre quart de l'ensemble progresse, parfois très significativement.

Pour poursuivre le questionnement engagé plus haut: ces évolutions ont-elles une logique ? Les reculs des zones les plus peuplées sont-ils aussi ceux des régions les plus dynamiques ? *A contrario* est-ce que les progrès concernent plutôt les zones où la situation socio-économique et démographique s'est aggravée ? Ou alors, dans la logique de processus identitaires plus *classiques*, plus territorialisés, voit-on se renforcer les silhouettes déjà bien ébauchées de régions pratiquantes, par vocation culturelle plus que rejet du processus global d'évolution socio-économique ?

La carte 21 montre les délégations où le nombre de bals publics a augmenté entre 1991 et 1995. Peu nombreuses, ces délégations réalisent cependant des progrès substantiels: en moyenne 145 bals supplémentaires soit un gain de presque 15%; dans un tel contexte ce n'est pas négligeable.

Il faut cependant nuancer cette remarque: 6 délégations concentrent les deux tiers des bals supplémentaires. Dans deux cas (Arras et Saint-Etienne), il s'agit de progrès purement artificiels puisqu'elles ont bénéficié de l'apport de la majeure partie de délégations supprimées entre les deux dates (Lens et Roanne). Si on essaie de comparer grossièrement les situations de 1991 et 95 on découvre que cette fusion masque même des reculs importants. Quant aux gains importants de Paris Nord (+210%), ils semblent aussi avoir une origine statistique. Il faut donc se garder de tout optimisme: les progrès sont surtout marginaux. Par contre, ils infirment définitivement l'idée d'un bal identitaire de refus dans les zones en difficulté socio-économique.

<sup>484</sup> Données encore provisoires et non consolidées.



Carte 21. Un recul massif, des gains marginaux

Si on s'intéresse maintenant à la répartition des autres délégations en progrès, on met en valeur deux phénomènes discrets mais à ne pas négliger: une relative concentration sur la moitié nord et est du pays, mais on vient de signaler que les premières indications, encore provisoires, pour 1997 semblent indiquer une extension de cette situation au sud (région d'Aix-en-Provence) à défaut d'une généralisation à l'ensemble du territoire, ainsi que sur des ensembles urbains de grande taille: toutes zones qui se signalaient par un niveau d'activité plutôt faible en 1991.

S'agit-il du signe d'un renouveau de ce type de bal dans les grandes villes et le nord du pays? Du signe de la précocité de la mutation dans ces villes qui y aurait minoré précocement les résultats de 1991? C'est peu probable car le bal y est depuis longtemps très marginal; il s'agit donc plus probablement d'un léger rattrapage.

Les résultats d'ensemble font apparaître l'ampleur du mouvement de baisse, les 3/4 des délégations sont concernées. Et la perte n'est pas négligeable: 202 séances en moyenne (20%). Dans un domaine où on se plaît à croire les évolutions lentes, cette évolution prolonge celle des années 70 et montre que les comportements s'adaptent très vite à l'ensemble des changements de la société. L'image d'un bal immuable semble donc à proscrire définitivement.

Ces pertes se répartissent de manière assez homogène, bien que l'est, la Normandie et le sud du bassin parisien soient moins concernés. Ce sont souvent des délégations fort pratiquantes qui connaissent un recul important: Nîmes mais aussi Agen, Biarritz, Béziers ou Albi.

Ces cas, confortés par l'évolution de 1995 à 1997 des régions d'Aix et Rennes amènent donc à se demander si on n'a pas ici, plus simplement, un phénomène de crise marquée par un fort recul suivi d'une stabilisation, voire même quelques gains résiduels. Cette crise aurait touché d'abord les entités les plus urbanisées avant de se décaler progressivement vers des zones de moins en moins dense. Si cette hypothèse se vérifie on devrait d'ici la fin du siècle voir la situation se stabiliser dans les délégations de taille moyenne et la crise toucher surtout les régions les plus rurales et les moins peuplées.

La remarque est d'importance: cela indiquerait que les comportements sont moins régionalisés qu'il n'y paraît avec un gradient chronologique -une grosse dizaine d'années- selon le niveau d'urbanisation qui traduirait le rythme de pénétration des modes de vie urbains dans les campagnes.

### 1-7 Appauvrissement des bals publics

---

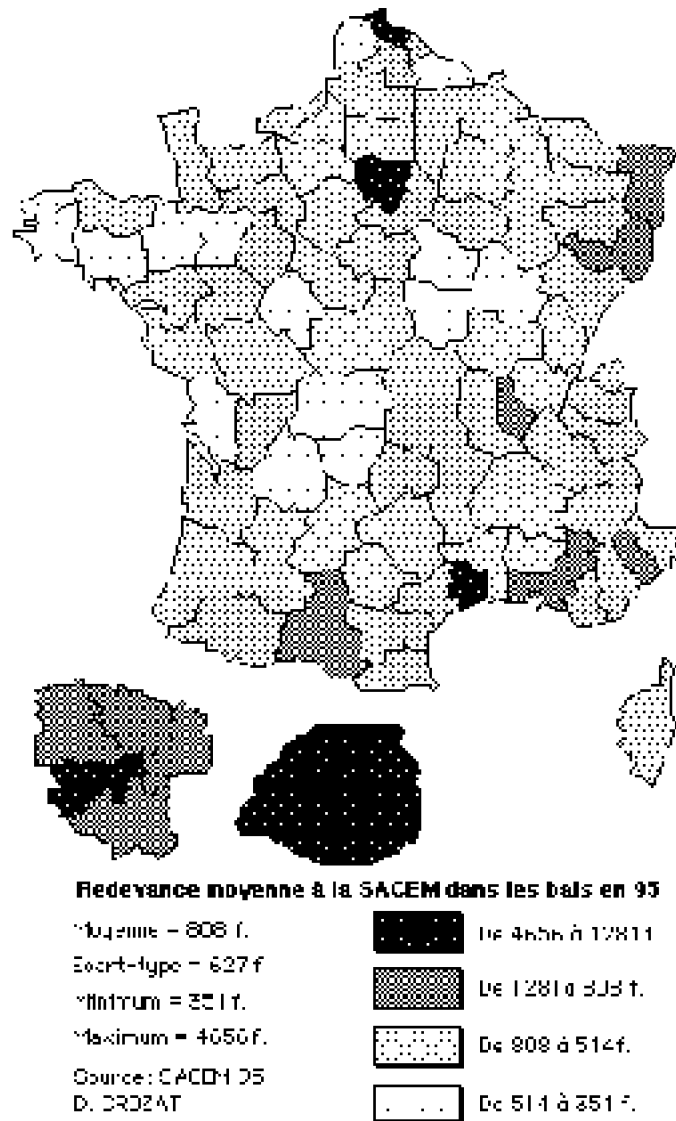
A ce recul du bal public s'ajoute une faiblesse croissante si on considère celui-ci sous son aspect économique. Les redevances à la SACEM y apparaissent modiques et très homogènes. Pourtant, on y trouve les redevances les plus faibles mais aussi les plus fortes.

L'explication de ce paradoxe, qui n'en est pas un, tient à un contraste très net. D'une part les cinq sixièmes des délégations (carte 22) ont des résultats inférieurs à la moyenne, pourtant peu élevée. Dans celles localisées dans l'ouest du Massif Central, la Bretagne, la Bourgogne on tombe même à des niveaux extrêmement modestes -des chiffres d'affaires moyens inférieurs à 10 000 francs- qui laissent supposer de très petits bals locaux comme ceux qu'on retrouve dans l'enquête en Haute-Garonne et la dernière étude de Francis Marchan<sup>485</sup>. S'il est un marqueur des difficultés que connaît le bal "classique" en voici un.

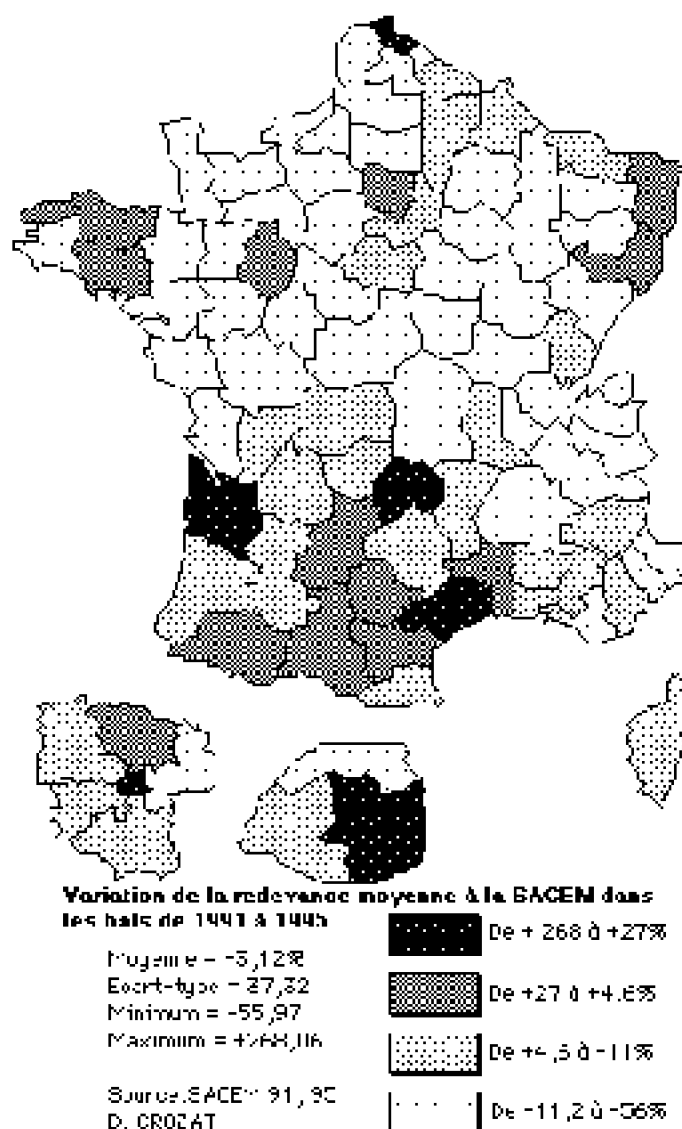
D'autre part, se distinguent quelques régions auxquelles nous sommes déjà habitués: Paris toujours, plus nettement différent du reste du pays que jamais. Au-delà, quelques métropoles émergent (Montpellier, Aix-Marseille, Toulouse, Lyon, Cannes) et, comme toujours, l'Alsace plutôt plus dépensière dans ses bals, quelqu'en soit le type.

---

<sup>485</sup> MARCHAN, Francis. Thèse. Op. cit.



Carte 22. Redevance moyenne à la SACEM dans les bals en 1995



Carte 23. Evolution de la redevance moyenne à la SACEM dans les bals de 1991 à 1995

Plus préoccupant encore: le niveau moyen des redevances par séance sur l'ensemble du territoire, déjà peu élevé, est lui-même en baisse: 813 francs en 1991, 778 en 1995 et 634 en 1997. Mais, la situation ne peut se résumer à la présentation d'un déclin, car une étude plus détaillée de la carte 23 montre qu'en fait il faut distinguer deux France:

Celle où les redevances à la SACEM (et donc le chiffre d'affaire) du bal connaît un recul marqué, supérieur à 11%, susceptible dans quelques cas d'atteindre même un recul d'un tiers (fréquent dans l'ouest) ou exceptionnellement une division par deux ! Ces régions se concentrent surtout sur la moitié nord du pays et le sud est. Dans ce cas le déclin est indiscutable et s'ajoute à celui du nombre de séances.

Celle où les chiffres d'affaire semble progresser et ce de manière souvent assez nette: Alsace, Bretagne, Paris et sa région, y compris une périphérie est et nord-est fort lointaine, Midi-Pyrénées, et surtout Languedoc et Gironde. Les progrès y sont souvent

supérieurs à celui de l'ensemble du bal. Ici, on a affaire à un mouvement de concentration; on évolue vers des bals publics plus rares et plus grands. Ce mouvement est très ancien dans les grandes villes. Une grande partie du pays avait déjà connu le même phénomène, plus précoce et étalé sur une quinzaine d'année (70-85). Il débute à peine dans bon nombre de délégations du sud-ouest.

Cela suscite deux remarques:

- Sur une large partie du pays (en gros le nord et l'est), on peut donc parler du déclin d'un modèle de bal public centenaire qui correspondait à un projet politique: assurer au moyen d'une fête simple et ouverte la cohérence d'une communauté locale de citoyens définie comme une "territorialité républicaine". On peut donc légitimement s'inquiéter pour l'avenir de cette dernière.
- La régionalisation des comportements tiendrait donc bien à un décalage chronologique. Mais cela induit une situation, probablement transitoire, où on assiste à un renforcement des spécificités apparentes de quelques grandes régions. C'est là qu'une analyse un peu superficielle pourrait amener à conclure à l'émergence de particularismes culturels.

Il reste à voir si l'évolution des années qui viennent confirme cette hypothèse. Le rythme des changements récents laisse supposer que cela devrait être rapide. On peut pourtant tempérer ce pessimisme en rappelant que le bal public reste encore le modèle dominant.

## 1-8 Bal en déclin mais toujours dominant

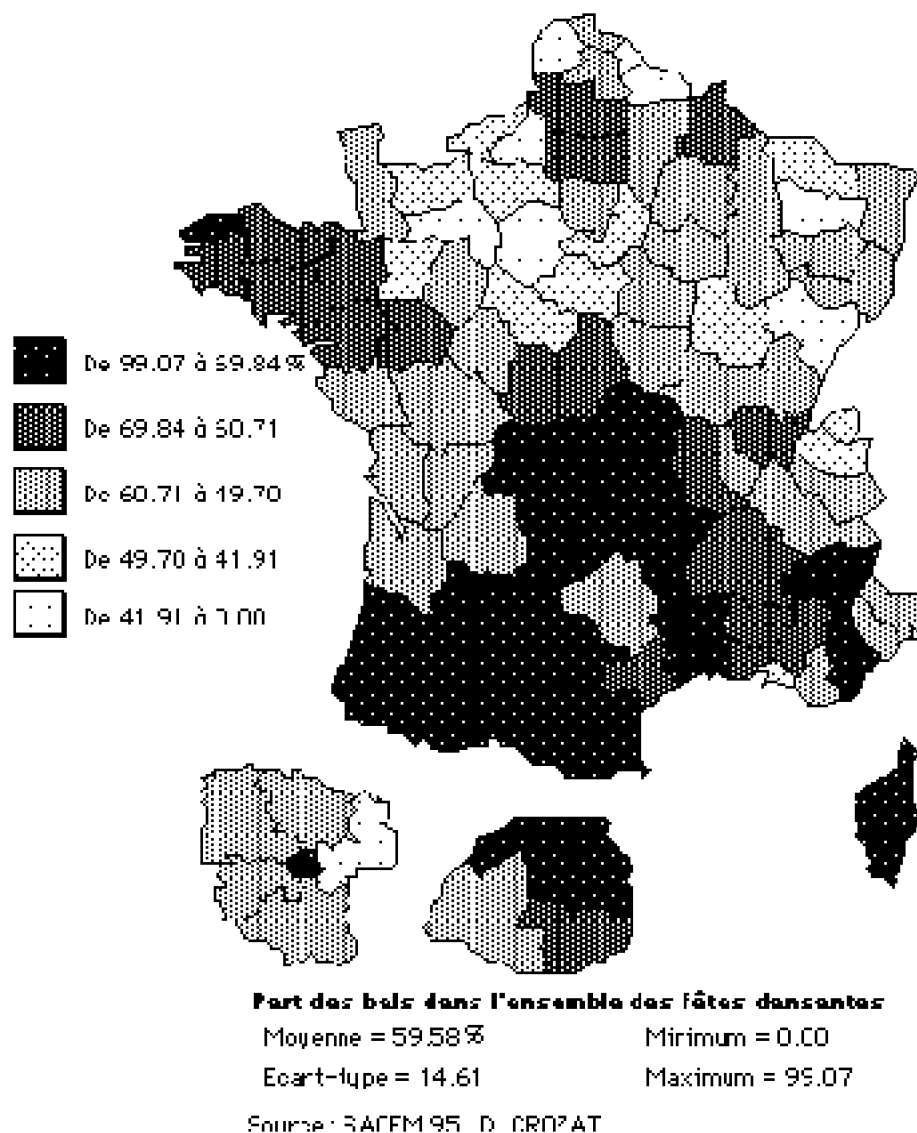
---

Au delà du recul constaté dans les paragraphes précédents, deux faits majeurs sont à signaler: tout d'abord, malgré une érosion parfois rapide, ce type de bals reste nettement dominant dans l'ensemble des fêtes dansantes pour une grande part du pays: près de deux bals sur trois sont encore des bals publics traditionnels. D'autre part, à l'observation, ces comportements apparaissent très régionalisés.

La carte 24 est remarquable par son objet comme pour ses contrastes. En effet, parce qu'elle met nettement en valeur des comportements et des pratiques sur un des marqueurs majeurs de l'étude, cette carte est importante dans une perspective ethno-géographique. On retrouve la nette caractérisation de grands ensembles régionaux qu'on vient d'évoquer. Les seuils introduits à la cartographie sont explicites:

- les deux premières classes concernent les zones où le bal public représente une part supérieure à la moyenne nationale. Elles se concentrent au sud d'une ligne très nette qui joint le Mont-Saint-Michel au Queyras ou, pour reprendre une ancienne délimitation que nous aurons à commenter, Saint-Malo-Genève. Cette découpe ne souffre que de rares exceptions bien délimitées: au nord, la Bretagne, pour une fois homogène, la Picardie, les Ardennes et Paris. Au sud, c'est surtout l'ouest Atlantique mais aussi l'Aveyron et les zones les plus urbanisées de la Côte provençale.
- La troisième classe concerne les zones où le bal reste dominant (plus de la moitié des fêtes dansantes) mais dans des proportions moindres que la moyenne nationale.

Ce sont d'une part, les zones de contact entre autres toutes les exceptions déjà signalées au sud ainsi relativisées, ou Rhône-Alpes. D'autre part, au nord, les régions où nous avons vu que le bal sous toutes ses formes est plus répandu (cartes 6,7 et 9): Alsace, lointain pourtour est du bassin parisien. S'y ajoute la banlieue parisienne, secondaire. Vu son poids, le bal public apparaît ainsi logiquement déterminant dans l'appréhension globale du phénomène.



Carte 24. Le bal public est toujours nettement dominant

Les deux dernières classes désignent les régions où le bal est une pratique minoritaire voire secondaire: elles sont toutes situées au nord sauf Monaco et Marseille<sup>486</sup>. On remarque aussi que, contrairement à une idée reçue et aux constatations induites par le graphique 4, les plus faibles pratiques du bal dit traditionnel sont, au nord, le plus souvent le fait de zones où le poids du rural est

<sup>486</sup> Mais la situation y est inversée en 1997 (+78%) après une progression de 21% entre 1991 et 1995.

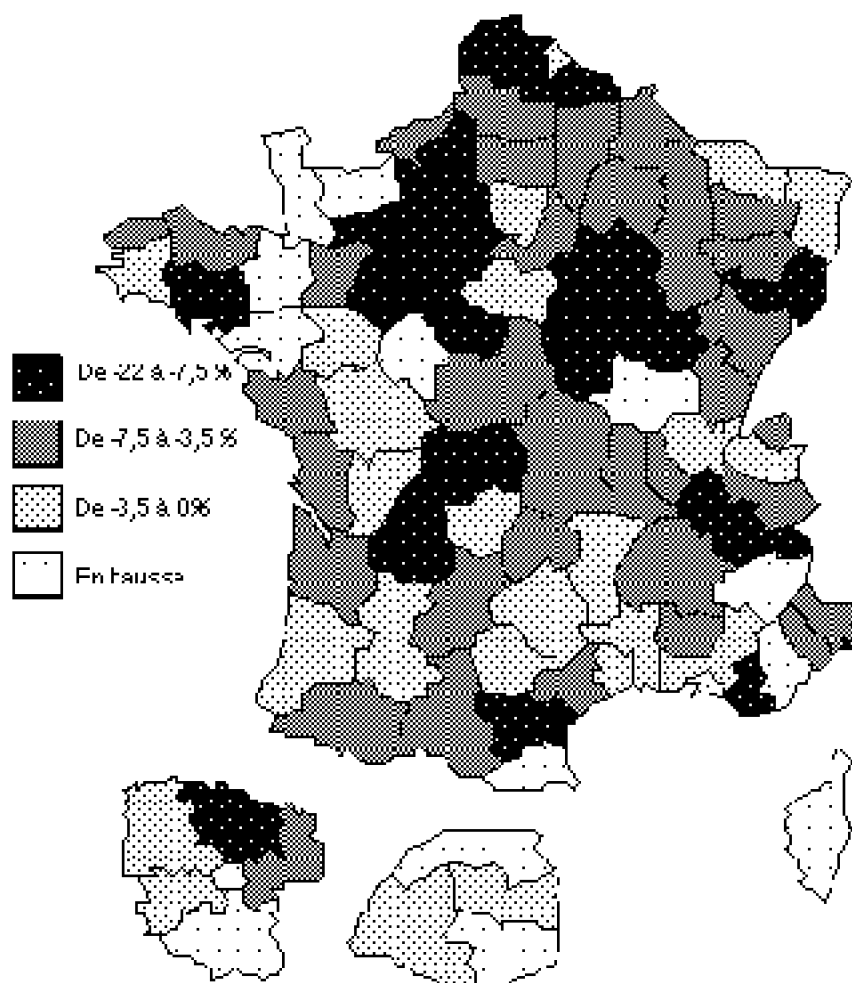
important.

Une évolution paradoxale se dessine en effet si on s'intéresse à l'évolution qu'a connu le marqueur précédent entre 1991 et 1995 (carte 25).

On retrouve le recul déjà évoqué: même lorsque le nombre de bals publics a augmenté (carte 24) cela n'empêche pas toujours un recul de son importance (Strasbourg, Arras, Besançon, Saint-Etienne). Les cas inverses restent rares (Nantes, Caen). Mais s'opposent des mouvements contradictoires de rattrapage et de renforcement:

Dans les délégations du sud où le bal public était et reste très nettement dominant, ce recul marque un mouvement lent et logique de rattrapage pour des repas dansants très minoritaires: Carcassonne, Toulouse, Montauban, Pau, Valence, Clermont-Ferrand sont dans ce cas. Mais il ne faut pas en exagérer l'importance: à Pau, malgré un recul de 4,32%, le bal public représente encore 84% de l'ensemble... Au nord, Tours et Caen connaissent le phénomène inverse: peu de bals publics en 1991 et des progrès depuis. Dans ces cas, on semble donc évoluer vers une lente uniformisation des pratiques.





**Variation de la part des bals traditionnels dans l'ensemble des fêtes dansantes de 91 à 95**

Moyenne = -4,38 %  
Ecart-type = -5,84 %

Minimum = -22,41 %  
Maximum = 21,2 %

Source: SACEM 91, 95 D. CROZAT

*Carte 25. Des pratiques divergentes*

Le recul le plus important du bal traditionnel a cependant lieu dans les régions où ce type de bals était déjà moins fréquent: c'est très net pour tout l'ouest du bassin parisien où en 1991 on avait déjà des taux très faibles: Rouen, Chartres, Blois, Alençon, Le Mans mais valable aussi pour Boulogne ou Dijon. Dans l'ensemble, le recul est plus net dans tout le nord à l'exception de la région parisienne. Au sud, les mêmes phénomènes mais inversés s'observent notamment à Gap et Perpignan.

Il se confirme que ce mouvement de concentration est donc bien une caractéristique des régions du sud. Au nord, c'est plus souvent une substitution et les différences entre les deux s'accroissent. Comportements régionalisés ou modernisation progressive? La question reste donc ouverte. Il est certain que, malgré la rapidité de l'évolution, sans savoir non plus si elle perdurera, l'uniformisation des comportements entre nord et sud ne semble pas pour demain. Le rôle croissant du repas dansant apparaît donc en permanence en creux derrière l'étude du bal public. Il n'en est pourtant pas l'exact contrepoint; il s'en démarque parfois nettement et n'est souvent pas plus simple à définir.

## Chapitre 2. Une pratique en développement : le repas dansant

### 2-1 Faux bals traditionnels, vraie modernisation du bal

Il pourrait sembler facile de déduire de la situation du bal public les caractéristiques du repas dansant: ce serait donc un bal avec repas, un bal du nord et un bal en développement. C'est vrai pour ce dernier point. Ce n'est pas faux pour les précédents, mais il est préférable de nuancer: la nature du repas dansant se révèle plus complexe à appréhender.

En effet, ces progrès, tout autant que la surprenante diversité de la catégorie, nous intéressent car ils paraissent significatifs d'une évolution des comportements marqués par une présence sociale accrue de groupes (organisateur, public, les deux étant liés et très proches) nouveaux ou du moins plus importants. Les inégalités de répartition seront donc extrêmement révélatrices de ces changements et de modes de structuration sociale et spatiale variés -même s'il s'agit probablement d'une situation transitoire- d'une région à l'autre.

Dans le discours commun, le repas dansant apparaît à beaucoup comme très traditionnel et c'est probablement son principal paradoxe: incarner le maintien de coutumes anciennes, tout en étant l'instrument d'une modernité que nous allons nous efforcer de mettre en lumière. A rebours des évidences, il semble que cette modernité ne réside pas dans le mode consommation alimentaire qu'on y fait et qui lui donne son nom, mais plutôt dans les formes de sociabilité que permet son fonctionnement. D'où la nécessité de l'appréhender avec prudence.

Sans aller jusqu'à évoquer le peu historique repas qui clôt chacune des aventures d'Astérix, songeons à Bruegel, au *Roman de la Rose* comme au *Roman de Renart*, à Rabelais ou à cet étrange bal précédé de ripailles décrit par Erasme dans *L'éloge de la folie*, voire les imprécations des hommes d'Eglise qui ne distinguent pas le festin de la danse dans leurs condamnations. On le retrouve à l'origine de nombreuses coutumes locales à contenu alimentaire, telles certaines fouaces ou pastis qui accompagnaient souvent les fêtes<sup>487</sup>.

En réalité, il semble, mais aucune étude ni donnée précise ne vient le confirmer, que sa pratique a fortement régressé pendant au moins un siècle. Sa présence semble plus rare et surtout son image devient alors vieillotte quand, au contraire, les grands bals publics s'inspirent des modèles des dancings et bals itinérants sur parquet, ou sinon du 14-juillet: au triomphe de la commune correspond celui de son bal, identification entre une

<sup>487</sup> Pour plus de précisions, voir les abondantes bibliographies de Paul Gerbod et Francis Marchan ou l'ouvrage de Baril: *L'histoire de la danse en Occident*. Paris, Le Seuil, 1964, hélas difficile à trouver en bibliothèque.

communauté et un territoire.

Ce mouvement semble s'être inversé voici déjà une génération: alors même que débutait pour le bal public une mutation que, du fait de sa prépondérance, on a un peu vite confondu avec celle du bal dans son ensemble, les repas dansants ont repris de la vigueur. Leur retour fut discret mais assez net pour que la SACEM éprouvât le besoin d'en tenir une comptabilité spécifique dès les années 70.

Mais l'appellation ne recouvre que mal la variété des situations nouvelles.

### 2-2 Un bal où on mange ?

---

Or, ce développement s'accompagne aussi d'une diversification: on assiste ainsi actuellement, probablement sous l'influence d'une émission de télévision à succès<sup>488</sup>, tout autant que de l'accroissement de la population âgée désireuse de mener une vie active, au développement des thés dansants. Il y a là convergence entre un modèle: répertoire plus ancien (antérieur au rock au départ, aux années 70 depuis), horaire en matinée, sociabilité appuyée mais très respectueuse (le ton du présentateur, la possibilité d'être simple spectateur sans danser, la collation voire le type de danses et même le décor) et un public nouveau qui va donc en reprendre le principe pour l'adapter à de nombreuses manifestations.

On peut affirmer, tant à la lecture des annonces dépouillées dans les journaux régionaux que des observations de Jo Dona au sujet des demandes de participation à son émission radiophonique<sup>489</sup>, que le développement des thés dansants est extrêmement rapide. Les périphéries urbaines sont particulièrement concernées mais le phénomène est général et atteint même les campagnes, parfois située dans le rural profond; ainsi à Saint-Pantaléon-de-Larche (Corrèze) en avril 98. Leur taille augmente aussi: la simple réunion d'amis ou de pensionnaires d'une maison de retraite est devenue aujourd'hui une manifestation d'importance. A Pérols-sur-Vézère (Corrèze), grâce au passage de l'émission qu'on vient d'évoquer, elle bénéficie d'une publicité nationale et a lieu sous chapiteau car la salle des fêtes n'est pas suffisante. Ces thés dansants représentent un quart à un tiers du calendrier d'*Inter-Danse*. Sur l'ensemble des bals, leur proportion reste cependant bien moindre: quelques pour cents, mais révélateurs.

On le voit, malgré son nom, la spécificité alimentaire de la catégorie semble secondaire: comparés à ces thés dansants, certains bals publics huppés proposant un buffet paraissent, faussement, plus proches du modèle du repas dansant. A l'inverse, d'autres bals publics originaux qui se développent aussi rapidement, les *raves parties*<sup>490</sup>, s'apparentent plutôt au repas dansant par leurs modes d'organisation et de

<sup>488</sup> *La chance aux chansons*, 2<sup>e</sup> chaîne, chaque jour vers 15 heures.

<sup>489</sup> *Inter-danse*, France-Inter.

<sup>490</sup> Mais dans les statistiques de la SACEM, si les thés dansants sont récapitulés dans la catégorie des repas dansants, les *raves parties* sont rattachées aux bals publics, dans la mesure où celles-ci, souvent clandestines jusqu'à une date récente sont comptabilisées...

fonctionnement, même si les principales consommations qu'on y fait sont des boissons (pas toujours alcoolisées) et une drogue de synthèse, l'*ecstasy*. Plus compliqué encore: on peut trouver des thés dansants où l'on mange (fig. 5) !

## Figure non disponible

Figure 5. Publicité pour un bal de rencontres à St-Amand-les-Eaux (Valenciennois)

Source: Le Galibot, Lille, n° 452, 21 septembre 98, p. 46

Les repas dansants comportent donc souvent un repas, généralement avant même que ne débutent les danses, mais pas systématiquement. Celui-ci joue le rôle du bar dans le bal public: il favorise la convivialité entre les participants. On se rencontre, on échange plus longuement et plus facilement car en général le niveau sonore est moindre. Souvent aussi, le public, moins nombreux que dans les bals publics, se connaît mieux: cette interconnaissance plus forte est importante car elle est probablement la clé du succès de ce bal.

Ainsi, il n'est pas rare que dans le cadre des fêtes de village, des bals distincts soient organisés: repas dansant pour la population du village, bal public pour un public plus large. Considérons ainsi le cas de trois villages: dans la Loire à La-Terrasse-sur-Dorlay<sup>491</sup> comme en Aveyron à Moyrazès<sup>492</sup> et La Primaube<sup>493</sup>, on s'aperçoit que le repas est destiné aux gens du village et aux proches. Les organisateurs l'affirment clairement en précisant bien que le bal destiné à un public plus large -bal public- a lieu la veille (La Terrasse) ou dans la suite de la soirée en Aveyron, avec un orchestre différent, sur une scène légèrement décalée.

Avant (Moyzarès) ou le plus souvent après, le bal lié au repas rassemble les participants pour une fête qui s'efforce de rester très restrictive dans le choix du public comme dans l'espace: les organisateurs montent une garde particulièrement rigoureuse pour éviter l'intrusion d'autres danseurs: à La-Terrasse où le repas a lieu en plein air, 30 à 50 mètres sont inutilisés entre l'entrée et les premières tables. Il s'agit bien de mettre-là une distance symbolique.

Cette sélectivité, par le repas qu'il faut payer en sus et surtout réserver à l'avance, ce qui implique une relative proximité spatiale, complétée par un filtrage aux entrées, est un élément important: il implique une volonté claire de se retrouver entre soi. Cette remarque

<sup>491</sup> Observations réalisées de 1985 à 1988 et en 1993. Les pompiers organisent le dernier week-end de juillet ce qui apparaît comme la fête du village.

<sup>492</sup> Programme des bals de la classe 98 pour la St Médard à Moyrazès (12): Samedi 7/6/97. Début de soirée: bal musette avec *Les baladins du Segala*, repas aligot. 21h30: bal "disco" avec *Mégawatt*. Dimanche 8. Concours de quilles, animation de village, repas aligot.

<sup>493</sup> Programme des fêtes du village à La Primaube (12) / 13/6/97. Feu de la St Jean et soirée jazz. 14/6. Après-midi: animation de village; Soir repas dansant (aligot) avec *Sandrine Tarayre* 23h00 bal avec *Leaders*. 7/2/98. Bal avec *Leaders*

est renforcée si on s'intéresse aussi aux menus servis: simples (repas campagnard dans la Loire, aligot en Aveyron), ils montrent clairement que l'aspect alimentaire est d'abord prétexte à retrouvailles. Ils sont aussi volontairement bon marché (les organisateurs le revendiquent clairement à La Terrasse et Moyzarès) pour ne pas empêcher les plus démunis d'y participer. Le repas apparaît donc comme symboliquement rassembleur de la communauté.

A La Terrasse, l'observation attentive du public sur plusieurs années fait apparaître qu'on y trouve un fort noyau d'habitants anciens (*autochtones* selon la définition qu'en donnent Di Méo et Pradet<sup>494</sup>). Mais s'y ajoute une proportion moindre mais conséquente de *néos*<sup>495</sup>, nouveaux habitants désireux de s'intégrer, qu'on retrouve aussi très impliqués dans d'autres associations actives au village: parents d'élèves ou association familiale rurale. L'organisateur interrogé à La Primaube le remarque également.

C'est ce que Bessagnet<sup>496</sup> avait déjà mis en valeur, dès les années 70 près de Nice où les néo-ruraux organisaient et constituaient même l'essentiel du public, les restructurant selon des logiques urbaines. Il s'agit de cas proches, bien que moins nets, dans les cas de La Terrasse-sur-Dorlay et La Primaube. A Moyzarès et surtout dans le cas des situations décrites par l'ancien délégué de la SACEM à Alençon, on trouve au contraire la volonté de resserrer les liens entre les membres d'une communauté villageoise fragilisée par la dépopulation. C'est probablement l'explication des très fortes pratiques de l'Orne et celle, conséquente, de l'Aveyron mais on le retrouve aussi dans les Vosges<sup>497</sup>.

Dans les deux types de situations, le développement des repas avec le bal apparaît donc comme une réponse à la crainte d'une disparition ou d'une dilution du lien communautaire, voire même la volonté d'en susciter la résurrection lorsque la population a été beaucoup modifiée. Dans le cas des repas dansants des périphéries urbaines, les plus nombreux, il s'agit même d'une définition différente de la communauté.

Il ne faudrait cependant pas en déduire que le repas n'est qu'un prétexte pour se retrouver afin de renforcer la sociabilité communautaire dans des situations de fragilité. Ce type de repas est aussi une pratique de substitution partielle: moins cher, plus facile d'accès, moins intimidant que le restaurant classique, le repas dansant apparaît comme une forme de sortie gastronomique; visiblement, dans les cas cités une proportion non négligeable des participants n'est pas là pour danser mais pour manger. D'ailleurs, il est révélateur qu'à La Terrasse-sur-Dorlay en 1993, malgré la simplicité du repas, une vieille dame ait pu conclure à son départ "on a bien gueuletonné", approuvée sans réserve par ses deux voisines: pour certaines catégories de la population, faibles pratiquantes du

<sup>494</sup> DI MEO, G., PRADET, J. Territoire vécu et contradictions sociales: le cas de la vallée d'Aspe. in *Les Territoires du quotidien*, Op. cit., pp. 51-86.

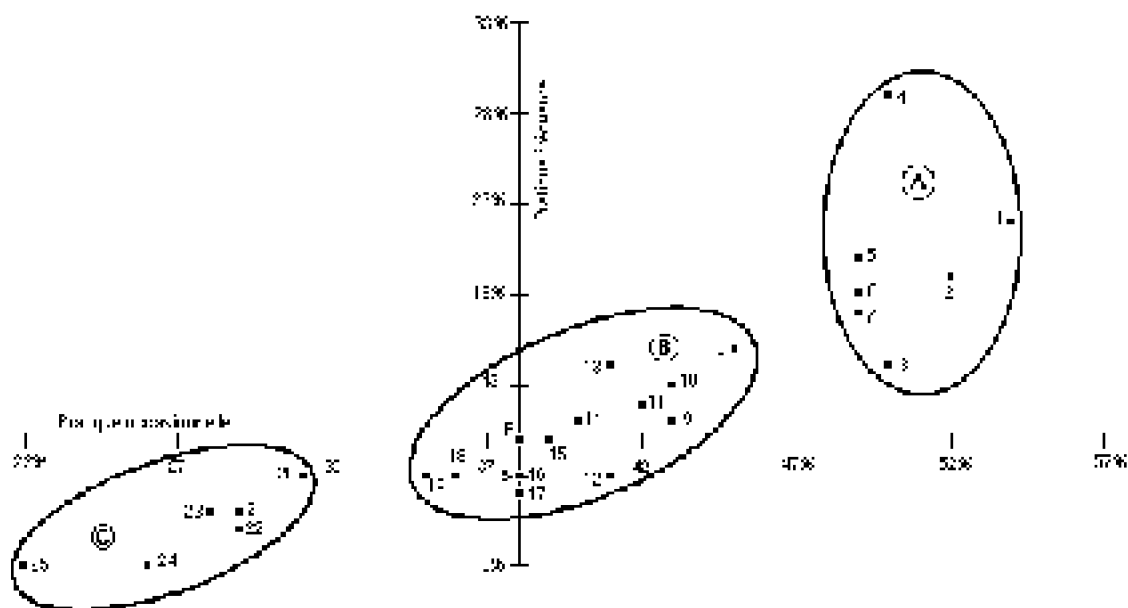
<sup>495</sup> idem

<sup>496</sup> BESSAGNET, P. Les citadins et les symboles de la vie rustique. in *La fête cette hantise*. Op. cit.

<sup>497</sup> Annexe 3, orchestre n°3.

restaurant, c'est ainsi, avec les fêtes de famille et les banquets dont la fonction se rapproche de celle du repas dansant, que se conçoivent les sorties pour manger hors du domicile.

Le recul, qu'il ne faut cependant pas exagérer, de la sociabilité familiale comme celui, plus net, des banquets d'associations ou groupes<sup>498</sup> se traduit par une demande que les repas dansants sont de plus en plus souvent amenés à satisfaire. A moins qu'on puisse y voir un enrichissement, un élargissement du banquet. Cela peut donc expliquer en partie les décalages importants entre pratique du bal et du restaurant (graphique 13) pour les ruraux, particulièrement les agriculteurs, et pour la tranche d'âge 55-64 ans, voire même pour les ouvriers.



Graphique 13. La pratique des sorties au restaurant

Critères choisis: catégories socio-professionnelles, niveau de diplôme atteint, tranche d'âge, taille de l'agglomération. Pratique occasionnelle: au moins une fois dans l'année; pratique fréquente: plus de 5 fois dans l'année. Sont exclus de l'enquête les repas de midi pour les actifs et la cantine. Source: Ministère de la Culture, Enquête 88

<sup>498</sup> La SACEM ne recense que les banquets avec musique, soit une faible part de l'ensemble. Il est cependant symptomatique de voir que leur nombre s'est littéralement effondré (trois fois moins) en une quinzaine d'années...

	Groupe A: forts pratiquants		Groupe B		Groupe C: faibles pratiquants
1	Cadres, professions intellectuelles sup.	8	25-34 ans	20	Autres inactifs
2	Etudes supérieures	9	Etudes niveau CAP, BEP	21	Agriculteurs
3	Professions intermédiaires	10	Employés		Aucun diplôme
4	Paris ville	11	35-44 ans	22	Communes rurales
5	Reste de l'agglomération parisienne	12	45-54 ans	23	55-64 ans
6	Etudes niveau Bac	13	Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	24	Retraités
7	20-24 ans	14	U.U. plus de 100 000 hbts	25	65 ans et plus
		15	Etudes niveau BEPC		
		F	FRANCE		
		16	15-19 ans		
		17	U.U. 20 000-100 000 hbts		
		18	Ouvriers		
		19	U.U. moins de 20 000 hbts		

C'est souvent ainsi qu'il faut comprendre le plus fréquent des repas dansants, même s'il se révèle très particulier: le réveillon du 31 décembre.

## 2-3 Le réveillon du 31 décembre

Avec le 14-juillet et le 15 août, c'est la troisième date majeure dans la répartition calendaire des bals et des repas dansants. Si les deux premiers représentent ensemble peu ou prou 20% des presque 100 000 bals publics, la proportion des réveillons parmi les repas dansants est aussi forte: presque 8 000 sur un total de 64 000. Il est surtout limité à une seule date quand les bals de 14-juillet et 15 août, à peine plus nombreux, s'étalent sur deux, trois voire quatre jours. On parle d'ailleurs le plus souvent du *réveillon*, sans mention de date, car elle apparaît implicite.

Il se développe régulièrement: moins de 6000 réveillons étaient recensés au milieu des années 70. Cette tendance à la concentration des fêtes sur des dates phares peut apparaître comme une caractéristique de notre époque. Elle est particulièrement renforcée dans le cas du réveillon, probablement du fait de son caractère plus consumériste: ses progrès coïncident avec les périodes d'élévation du niveau de vie. Car, malgré son importance, le réveillon n'est pas aussi représentatif des repas dansants que le sont ses concurrents estivaux pour les bals publics. Ses caractéristiques en font un événement à part.

Sa différence majeure c'est son caractère plus privé, et d'une manière générale, plus personnel. Un bal de 14-juillet entre amis à la maison n'aurait aucun sens. Au contraire, si les réveillons se développent vite c'est d'abord parce que bon nombre de français qui auparavant préféraient le fêter entre eux à la maison sortent et permettent ainsi de rendre statistiquement visible une pratique autrefois plus concentrée dans des fêtes privées, non

recensées mais toujours très nombreuses. Mais, plus visible ne signifie pas différent par nature et dans la forme: le réveillon a gardé beaucoup de traits d'une fête privée. Il ressemble plutôt aux mariages qu'aux autres bals, y compris les autres repas dansants.

C'est aussi le bal qui s'apparente le plus à une sortie au restaurant: des deux aspects de la fête, c'est d'ailleurs le repas qui domine dans sa représentation alors qu'on vient de voir que dans d'autres repas dansants, on peut souvent parler d'un prétexte gastronomique. On mange plus et mieux au réveillon, on y vient pour manger.

C'est très visible lorsqu'on s'intéresse aux organisateurs: ce sont massivement des restaurateurs et des traiteurs et, lorsqu'il s'agit d'une association, elle fait appel aux services d'un traiteur. Une fête doublement privée, donc: par les préoccupations de ses participants comme celles de ses organisateurs. En conséquence, le bénévolat y joue un rôle nettement plus réduit que dans les autres bals.

Ce caractère plus commercial a des conséquences sur sa forme: comme dans d'autres fêtes privées proches, entre autres les mariages, on y mange mieux et on mélange plus repas et musique. Fête privée et comportements commerciaux expliquent aussi que les cachets versés aux musiciens soient, en général, doublés. Même si on invoque parfois la durée de la prestation<sup>499</sup>, cette tradition qui semble ancienne<sup>500</sup> est justifiée le plus souvent par le fait que la disponibilité ce soir-là implique un plus gros sacrifice de sa vie privée par le musicien.

S'ajoutant au coût supérieur du repas, à un bénévolat moins fréquent, cela explique que le prix d'entrée des réveillons commerciaux soit généralement élevé: les prix constatés oscillent entre 500 et 2000 francs par personne. Même dans le cas de ceux organisés par des associations, il descend rarement en dessous de 300 francs, ce qui est considérable comparé aux 160 francs de dépense moyenne annuelle des français dans les bals.

Les impératifs commerciaux sont aussi nettement visibles dans le public. Afin de rentabiliser l'opération, les traiteurs et restaurateurs ont tendance à augmenter le nombre de convives: des réveillons avec 500 participants ne sont pas rares alors que c'est exceptionnel dans les repas dansants. Comme à Pérols-sur-Vézère on choisit alors le thé dansant plutôt qu'un repas afin d'attirer plus de monde (environ 7 à 800 personnes) et limiter les problèmes d'organisation autant que les risques financiers.

Le public des réveillons organisés par des professionnels apparaît très différent. D'abord, on y vient en couple ou en groupe réduit et ainsi le niveau d'interconnaissance est-il relativement limité: c'est le seul bal dans ce cas. De plus, à l'observation, le nombre d'enfants y apparaît nettement moindre que dans les autres repas dansants, souvent très familiaux. Ces réveillons, tous organisateurs confondus, sont très urbains et leur coût élevé les réservent à une clientèle plus riche: c'est d'ailleurs, du moins à l'origine, ce qui sous-tend une autre caractéristique, la consommation systématique de champagne, rare

---

<sup>499</sup> Mais les repas dansants organisés par les grandes associations à d'autres périodes de l'hiver durent souvent aussi longtemps pour un cachet simple...

<sup>500</sup> GASNAULT, François. Op. cit.



dans les autres bals, sauf les plus huppés. On veut paraître riche à défaut de l'être.

C'est l'anti 14-juillet: on a ici un bal très particulier, plus individualiste. Les progrès du réveillon du 31 décembre correspondent donc bien à l'évolution de la société. On retrouve, exagérée, la thèse qui sous-tend cette étude, celle du recul d'un bal destiné à renforcer les liens dans un groupe, local, en réseau ou social, auquel on veut appartenir. Tout au plus peut-on trouver dans le choix de la somme qu'on va y consacrer une volonté de s'agréger à d'autres dont les revenus sont proches.

Mais il importe d'apporter deux nuances à cette remarque: les progrès rapides du réveillon dans les années 70 et 80 semblent marquer le pas au dire des professionnels. C'est à vérifier mais cela traduirait un retour du désir de donner un sens collectif à la fête, perceptible à travers d'autres marqueurs, à moins que ce ne soit, plus banalement, la conséquence de la stabilisation des revenus.

Le deuxième bémol vient de la nécessité de ne pas oublier les nombreuses associations, qui organisent des réveillons dont la finalité est, avant le repas, de retrouver des proches, favoriser la sociabilité. C'est alors un repas dansant comme les autres, simplement un peu plus important. La difficulté vient de l'impossibilité à distinguer dans les données la part des uns, les professionnels, particulièrement restaurateurs et traiteurs, et des autres, essentiellement des associations, plus rarement des municipalités<sup>501</sup>, même s'il est indéniable que la part des premiers, très mineure voire quasi inexistante dans d'autres types de bals, semble ici prépondérante.

A travers ce cas, on voit bien que dans le repas dansant comme le bal public le rôle des organisateurs est essentiel pour en appréhender la nature profonde.

### **2-4 Deux types de repas dansants définis par leurs organisateurs**

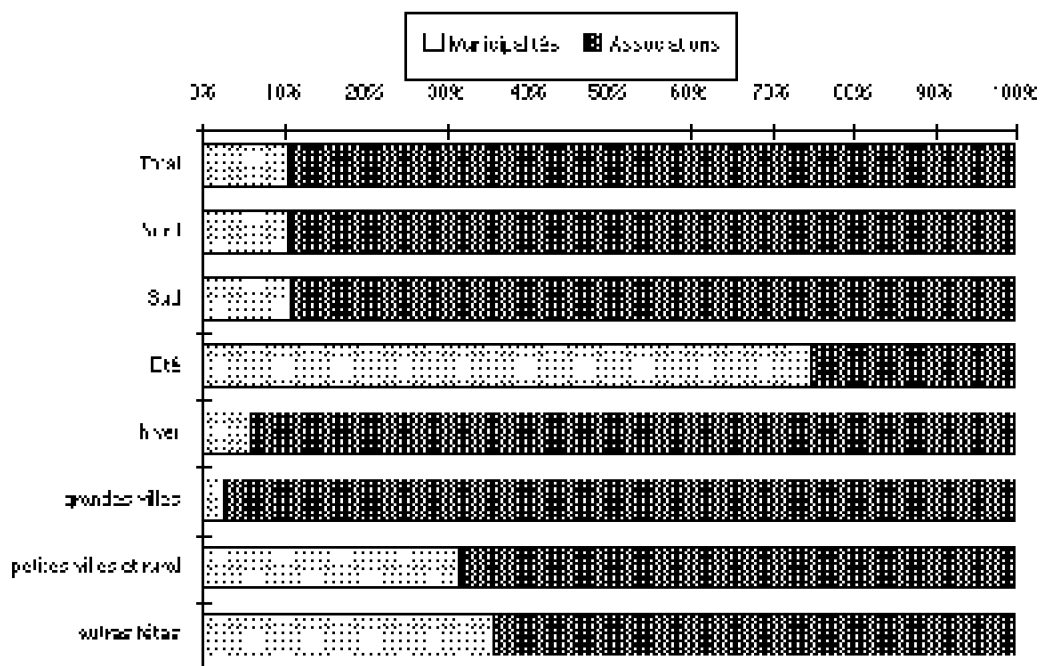
---

Il ne faudrait par déduire des exemples évoqués dans les paragraphes précédents, que les repas dansants sont surtout organisés par des villages soucieux d'ancrer l'identité de leur communauté ou des professionnels préoccupés de leur chiffre d'affaire: plus encore que les bals publics, les repas dansants sont organisés par des associations.

On a déjà signalé, pour les repas dansants, l'absence de toute mention utile à ce sujet dans les données de la SACEM. Les informations fournies par les enquêtes<sup>502</sup> les plus complètes auprès des orchestres vont y suppléer. Bien qu'elles soient plus limitées, leurs contrastes sont cependant assez nets pour supprimer toute ambiguïté.

<sup>501</sup> Dans leur cas, surtout limités aux grandes villes, la préoccupation sociale est dominante: il s'agit le plus souvent de rassembler les membres du troisième âge de la commune car esseulés. Par contre, je ne connais pas d'exemple de réveillon de village ou de quartier. Seule exception, mais il s'agissait d'une fête privée, un hameau de la commune de Saint-Front (Haute-Loire), sous l'impulsion des néo-ruraux et résidents secondaires.

<sup>502</sup> Synthèse repas dansants: annexe



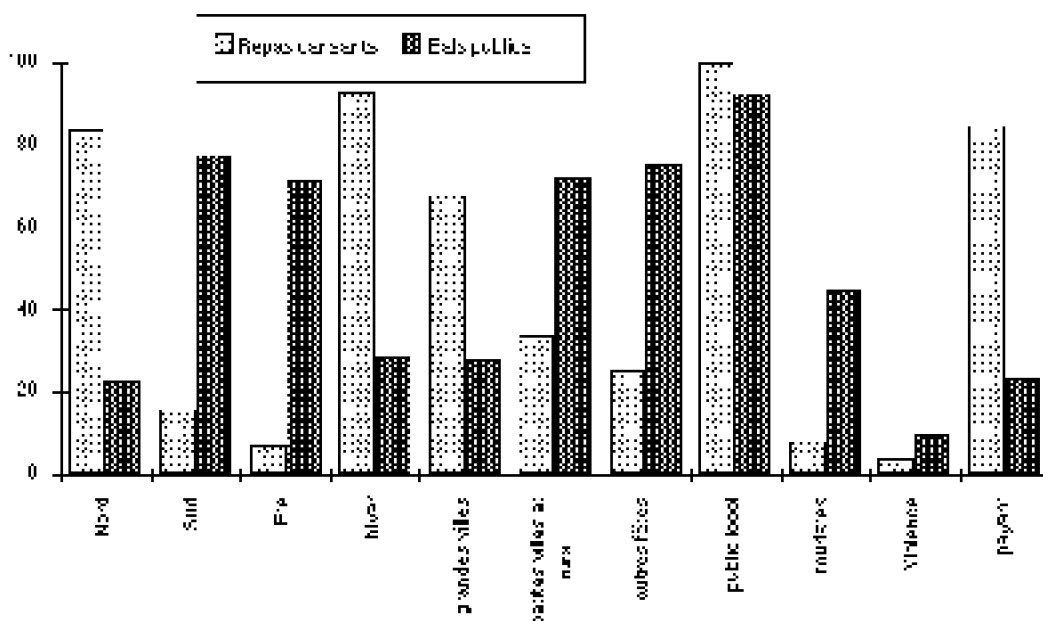
Graphique 14. Les associations organisent les repas dansants

Source: enquête personnelle (89-96): repas dansants; orchestres n°1, 2, 3, 4, 5, 6 et 8

Les repas dansants apparaissent ainsi massivement comme d'origine associative (graphique 14): les professionnels (3,5% de l'échantillon) n'y sont pas représentés car secondaires<sup>503</sup>, bien que moins marginaux que dans les bals publics (0,6%). Dans les deux cas, leurs bals ont des caractéristiques qui d'ailleurs les rapprochent beaucoup des repas dansants. Aux associations sont ici agrégés les comités d'entreprises et groupements professionnels qui ne se distinguent que parce qu'ils sont les seuls à être gratuits.

Ces repas dansants ont surtout lieu au nord et en hiver: respectivement 85 et 93% de l'échantillon (graphique 15). Ils sont nettement plus urbains que les bals publics: les grandes villes et leurs périphéries représentent plus des deux tiers de l'ensemble alors que les bals publics de la même enquête étaient aux trois quarts localisés dans des petites villes isolées ou des villages.

<sup>503</sup> A l'exception des dancings dans le cas de l'orchestre n°3 (17% de ses prestations); mais ceux-ci ne nous intéressent pas dans cette étude et ont donc été éliminés.



Graphique 15. Deux types de bals très différents

En pourcentage. Source: enquête personnelle (89-96); orchestres n°1, 2, 3, 4, 5, 6 et 8

Enfin, l'environnement de ces repas dansants est radicalement différent de celui des bals publics: ils ne s'insèrent que rarement dans un ensemble de fêtes, n'accueillent qu'exceptionnellement des touristes et, on le verra en détail, sont peu concernés par les bagarres. Il s'agit bien d'un événement isolé quand au contraire on a vu que les bals publics ont vocation à s'insérer dans la vie de la localité.

Mais il est préférable de ne pas entrer dans le détail, car ces caractéristiques se révèlent différentes si on distingue deux types de repas dansants selon leurs organisateurs: municipalités ou associations. Ces derniers composent le premier type, majoritaire. Ils représentent probablement aujourd'hui un quart à un tiers des bals organisés en France.

Le graphique 15 montre donc un bal nettement urbain: les deux tiers des séances recensées ont lieu dans des agglomérations de plus de 10 000 habitants. Ces séances urbaines se partagent en gros pour moitié dans les villes centre et pour l'autre moitié dans leurs périphéries. Mais cette proportion est probablement exagérée en faveur des premières par le fait que plusieurs des orchestres pris en compte sont des formations assez importantes et que les disco-mobiles interrogées n'ont pas répondu à cette partie du questionnaire. Dans le cas de l'orchestre n°3, plus petit, l'inflexion est ainsi nettement caractérisée.

Mais il importe d'expliquer ici comment se distinguent rural et urbain dans le bal. Un certain nombre de communes dites ici rurales sont souvent dans la lointaine mouvance d'une agglomération, notamment en matière économique. On a tenu compte du fait que, à l'observation autant que dans de nombreuses études<sup>504</sup>, des comportements plus ruraux semblent y perdurer, même si les modes de vie peuvent en surface apparaître plus

urbains. Il est cependant évident que certains cas sont ambigus: n'imaginons surtout pas une limite stricte, la diversité et la nuance sont la règle.

Par ailleurs et pour les mêmes raisons, cette localisation urbaine des repas dansants du premier type est renforcée encore par le fait que, dans cette répartition, on place les petites villes isolées dans la même catégorie que les communes rurales. La limite nominale se situe autour de 5 à 10 000 habitants. Cependant, il a d'abord été tenu compte surtout de la situation et des comportements (autres bals organisés): la plus peuplée de ces petites villes classée dans le rural est ainsi Pamiers (15 000 habitants) mais Megève ou Barcarès, au public très touristique dans les cas considérés, figurent parmi les grandes villes.

Cette manière de procéder n'a pas résolu tous les problèmes: comment classer par exemple St-André-le-Gaz (Isère) ou les petites villes industrielles des vallées vosgiennes<sup>505</sup> ? C'est la principale caractéristique de ce premier groupe qui justifie qu'on l'appelle repas dansant urbain.

De tous les bals, c'est celui qui draine le public le plus local: aucune mention de touristes. Enfin, on verra que c'est un bal calme: les actes violents, exceptionnels, concernent surtout le second type de repas dansants.

En apparence, ces deux catégories de repas dansants ont un point commun, leur saisonnalité: ils semblent tous massivement organisés de septembre à juin quand c'est l'inverse pour les bals publics. Mais, l'observation suggère d'apporter quelques nuances que la taille relativement importante des orchestres étudiés ne permet pas de mettre en valeur. Cela permet aussi de caractériser le second type de repas dansants, ceux organisés par les municipalités, comités des fêtes, et autres associations d'animation communales: nombre de petits repas dansants ruraux du midi sont organisés en été entre les membres d'un village, ainsi à Ostabat dans les Pyrénées Atlantiques pour le 15 août, mais c'est aussi valable pour les cas signalés par Di Méo en Vic-Bilh<sup>506</sup>: sur la place on dresse les tables sous une tente et tous les membres du village participent. En fait, le premier type de repas dansants évite presque systématiquement l'été, quand le second s'en préoccupe moins.

Il s'agit d'un bal comme ceux qu'on a déjà présenté en Aveyron, particulièrement celui de Moyzarès: plus facilement estival, souvent inclus dans un ensemble d'autres fêtes et généralement très rural. Il a pour objectif de rassembler les membres du village: cela correspond bien à ce que souligne le délégué de la SACEM dans l'Orne. Ces bals y sont nombreux et en progrès rapide. Ils caractérisent les villages en difficulté démographique où on a conscience d'une perte de cohésion. A ce titre, on peut le considérer comme un bal public où on mange.

---

<sup>504</sup> KARNOUOH, C. La démocratie impossible. Parenté et politique dans un village lorrain. *Etudes rurales*, n°52, octobre-décembre 1973, p. 24. DIBIE, P. *Le village retrouvé*. 2<sup>e</sup> ed., Ed. de l'Aube, 1995, 257 p. ZONABEND, F. Les morts et les vivants. Le cimetière de Minot en Châtillonnais. *Etudes rurales*, n°74, avril-juin 1979, p. 51.

<sup>505</sup> Sur l'ensemble des bals de l'échantillon, une quinzaine de cas ont posé problème.

<sup>506</sup> DI MEO, G. *Territoires*. Op. Cit.

C'est lui et lui seul qui correspond vraiment au repas du village gaulois dans Astérix. C'est lui aussi qu'on s'efforce de recréer dans beaucoup de repas dansants du premier type, organisés dans les campagnes périurbaines. D'ailleurs le discours produit par les organisateurs pour expliquer la finalité de leur repas dansant est souvent le même partout, même si on verra que l'appel à l'idée de renforcement de la cohésion de la population de la commune est très ambigu dans le cas de périphéries urbaines récentes.

Dans les campagnes plus dynamiques, généralement en progrès démographique, comme dans les petites villes, on voit souvent coexister les deux types de repas dansants. C'est le cas dans l'exemple de La Terrasse-sur-Dorlay. Mais celui de La Primaube, qui ressort des deux finalités montre qu'il ne faut pas exagérer la rupture: elle se fait en douceur, sans que leurs acteurs, organisateurs ou public, en aient bien conscience.

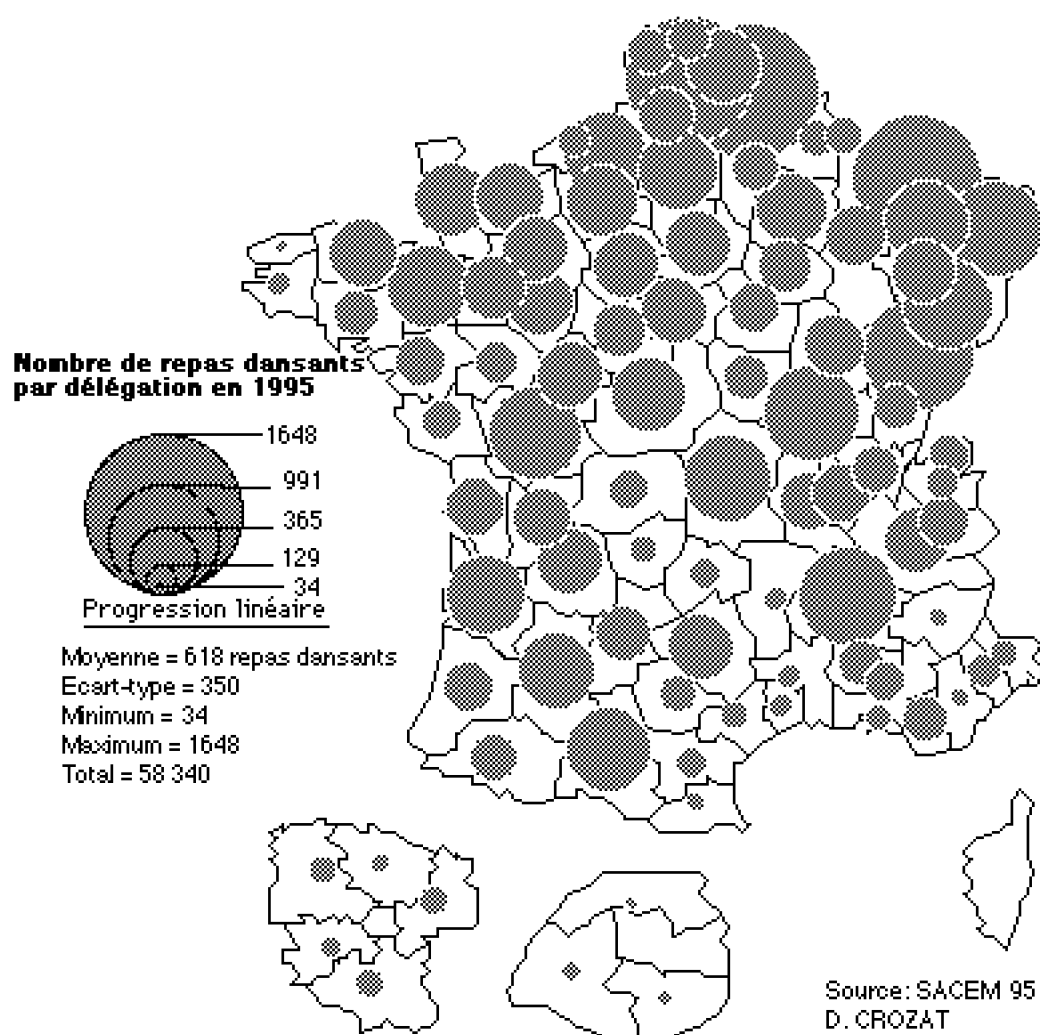
L'opposition entre ces deux types de repas dansants n'est donc surtout pas tranchée. Dans toute une frange intermédiaire composée de communes rurales proches des villes et repeuplées par une population qui en vient et y travaille encore, on trouvera souvent des repas dansants qui intègrent des aspects des deux types.

De même, dans les petites villes isolées, déjà peuplées mais encore fortement liées aux campagnes environnantes, qui ont des caractéristiques proches en ce qui concerne les bals publics, on peut voir se succéder dans l'année les deux types, dans des bals distincts et mieux caractérisés. Cependant ces comportements ne sont pas normatifs, de nombreuses nuances amènent à constater une diversité qui correspond bien à celle des publics.

## 2-5 Un bal du nord ?

---

Au-delà de cette distinction entre rural et urbain, l'autre marqueur majeur du repas dansant semble être sa répartition sur le territoire national, mais, comme en ce qui concerne le repas, on doit rester prudent. Le graphique 15 oppose nettement le repas dansant au nord et le bal public au sud. Les données de la SACEM le confirment (carte 26), entre autres au nord et au nord-est du pays, mais la carte montre cependant une répartition beaucoup plus uniforme que celle des bals publics (carte 19).

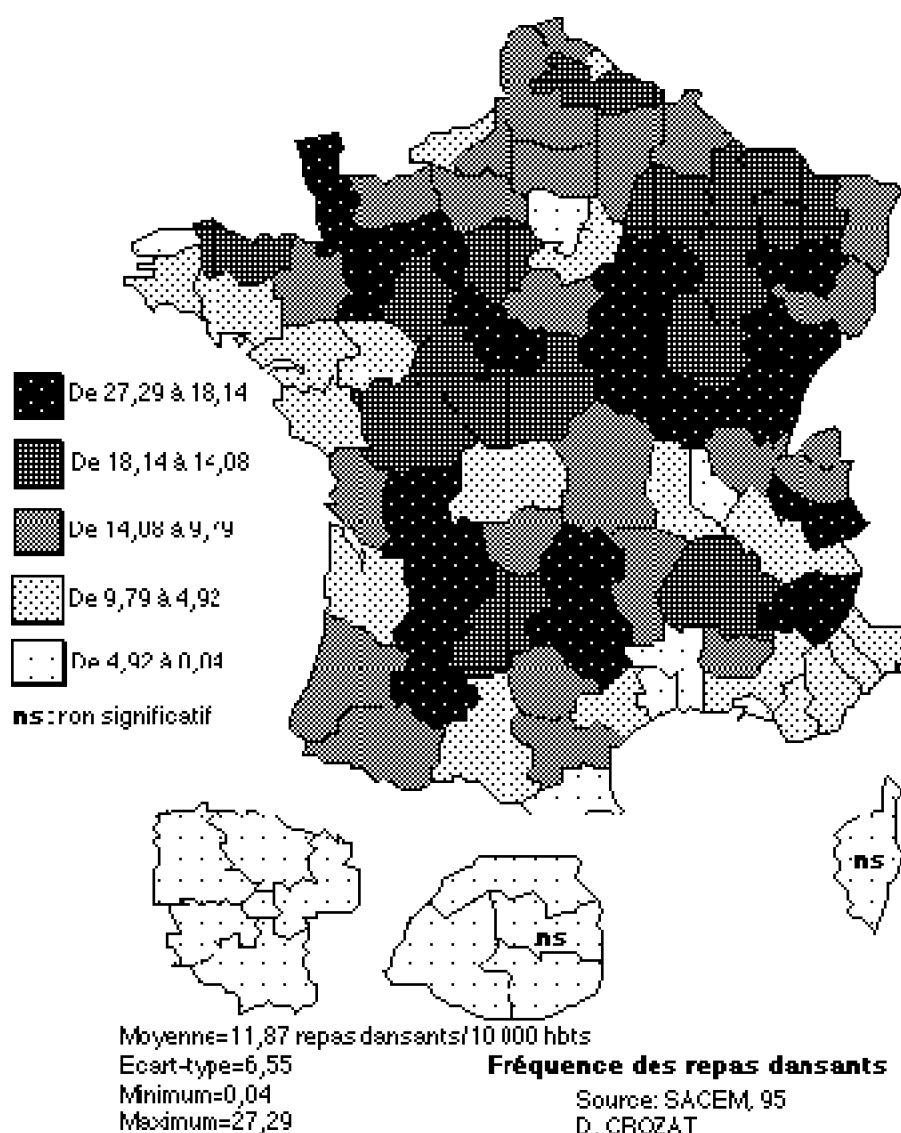


Carte 26. Répartition des séances de repas dansants

La carte 27 renforce même ce sentiment d'homogénéité: l'écart-type est un des plus faibles de toutes les données utilisées, près d'un tiers des délégations sont à moins de 2 repas dansants pour 10 000 habitants de la moyenne, un autre tiers à moins de 6. La moitié nord du pays est plus uniformément concernée par ces caractéristiques: les exceptions, plutôt dans le sens d'une surreprésentation, restent assez rares. Le sud et la bordure atlantique se révèlent plus contrastés.

Il demeure que l'écart entre minima et maxima reste important, même si on fait abstraction des cas d'Ajaccio et Paris Est<sup>507</sup>: de moins de 2 à presque 30 repas dansants pour 10 000 habitants. Certes, c'est la moitié voire le quart de l'intervalle constaté dans la plupart des autres indicateurs, mais de vastes régions, souvent déjà identifiées pour leurs comportements spécifiques, se distinguent par un très faible intérêt pour ce type de bal: la région parisienne, le littoral méditerranéen, le sud de la Bretagne. En général, se distinguent ainsi les régions les plus urbanisées du pays, outre celles déjà citées, Lille, les départements les plus peuplés de Rhône-Alpes, Le Havre, Bordeaux, Toulouse...

<sup>507</sup> Respectivement 1 et 8 repas dansants déclarés en 1995 (3 et 1 en 1991).



Carte 27. La relative homogénéité de la répartition des repas dansants

La contradiction avec les données fournies par les orchestres n'est qu'apparente puisque les manifestations de grande taille, concentrées dans la ville centre des agglomérations un peu importantes, sont surreprésentées dans notre échantillon. Par contre, l'autre surreprésentation, celle de repas dansants de taille moyenne dans des agglomérations plus petites ou rurales au nord-est, particulièrement les Vosges dans le cas de l'orchestre n°3, est logique.

Les écarts de forte fréquence du repas dansant, qu'on constate sur la carte, ont donc une origine qui tient beaucoup plus à des comportements différenciés: on voit ainsi émerger un grand arc qui, de la Manche à la Moselle, contourne par le sud la région parisienne, tandis qu'à l'ouest apparaît une ligne nord-sud, exceptées la côte et la délégation de Limoges. Ces deux espaces s'expliquent par la fréquence accrue des repas dansants du second type, plus rural.

Dans d'autres zones, plus peuplées, plus urbanisées, cela souligne la part croissante

des repas dansants urbains, surtout périurbains. C'est le cas des vallées lorraines, de la Savoie, du Val de Loire mais aussi du Nord. Cela explique que cette carte se distingue de celle des bals publics (carte 19).

Enfin, on peut sur l'ensemble probablement pointer quelques véritables comportements culturels différenciés: nombre de régions très intéressées par les repas dansants se signalent souvent déjà par une pratique importante des bals publics; il existe réellement des régions où la sociabilité passe plutôt par la danse. A l'inverse, le désintérêt persistant de la Bretagne du sud ou des grands ensembles urbains montre bien que celle-ci n'y joue qu'un rôle mineur sous quelque forme que ce soit, particulièrement celle-ci.

Plus subtils, les contrastes marqués entre l'un et l'autre des indicateurs (carte 24) mettent en valeur avec plus de précision des comportements bien définis ainsi dans les délégations du sud, particulièrement Perpignan, c'est une animation secondaire. Les zones où les repas dansants dominent sont au nord: Bourgogne, Lorraine, Normandie. Ce n'est donc vraiment un bal du nord que sous cet angle.

Les exceptions y sont rares et il s'agit alors des régions où les bals publics sont nombreux: Picardie-Boulonnais et à l'est, l'ensemble Haute-Marne-Meuse-Ardenne. Ces exceptions sont à minimiser: les repas dansants y sont en effet aussi très fréquents. Il semble bien que la primauté du repas dansant soit surtout une caractéristique par défaut, surtout dépendante de la faiblesse des bals publics.

On le voit clairement aux extrémités méridionales est et ouest de cet arc si bien dessiné, qui signalent que la part du repas dansant est supérieure à la moyenne nationale. Cette carte 24 ne vaut que pour les régions qui sont susceptibles de se signaler par un niveau d'activité correct pour l'ensemble des bals (carte 6). Bordeaux et la Côte d'Azur ne se distingue que par leur désintérêt encore plus net pour le bal public. La remarque inverse est aussi valable pour la Bretagne du sud. Cela explique aussi les résultats très contrastés mais peu significatifs de la région parisienne. Dans ce cas, il demeure cependant une opposition entre Paris (bals publics dominants) et sa couronne (repas dansants deux à trois fois plus fréquents).

La découpe entre Nord et Sud adoptée dans le traitement des données de l'enquête auprès des orchestres est tirée de cette carte 24<sup>508</sup>. Sur l'ensemble des bals<sup>509</sup>, l'opposition nord-sud est mise en doute si on s'intéresse à la pratique de chacun des deux ensembles spatiaux (tableau 10): on y voit clairement une pratique d'ensemble plus forte du sud mais la différence tient aux bals publics plus nombreux car les repas dansants y sont aussi fréquents, à la décimale près.

Le poids plus fort de l'urbanisation dans le nord, du moins les grandes métropoles, explique cette minoration. Cependant, cela montre surtout qu'il n'y a pas réellement substitution du bal public par les repas dansants, à l'exception de ceux du second type,

---

<sup>508</sup> Avec deux exceptions mineures dues à l'agrégation par la SACEM des données du département de l'Allier à la délégation de Clermont et de celles de l'arrondissement de Briançon à Grenoble.

<sup>509</sup> Données SACEM.



plus proches. Il s'agit bien d'une autre activité spécifique.

**Tableau 10. Répartition Nord-Sud des bals et repas dansants**

SUD (32 délégations)	Population (1)	Bals	Repas dansants	NORD (63 délégations)	Population (1)	Bals	Repas dansants
Total	15 333	39174	15792	Total	41 303	51939	42500
Ecart-type	479	866	310	Ecart-type	666	452	359
Moyenne par délégation	279	1224	494	Moyenne par délégation	349	824	675
Fréquence moyenne (2)		25,55	10,30	Fréquence moyenne (2)		12,58	10,30
Moyenne générale bals et repas dansants		1718		Moyenne générale bals et repas dansants		1500	
Fréquence générale (2)		35,85		Fréquence générale (2)		22,88	
(1) Population 1992 en milliers d'habitants							
(2) Nombre de bals et/ou repas dansants pour 10 000 hbts							

Source: SACEM, 1995

Malgré quelques réserves le repas dansant est donc surtout un bal du nord par défaut. Néanmoins on va voir que c'est peut-être une situation transitoire.

## 2-6 Riches repas dansants

Si le repas dansant se distingue, c'est bien par ses dimensions économiques. Les perceptions moyennes de la SACEM y sont plus élevées: en 1997, 829 francs par séance contre 634 francs dans les bals publics. Cet écart pourrait sembler logique puisque une restauration s'ajoute au bal lui-même et accroît ainsi le chiffre d'affaire mais n'oublions pas que le public est généralement moins nombreux: un grand bal public urbain peut attirer plusieurs milliers de personnes; un repas dansant apparaît gigantesque avec 400 ou 500 convives. La plupart d'entre eux rassemblent 100 à 200 participants contre le double dans les bals publics.

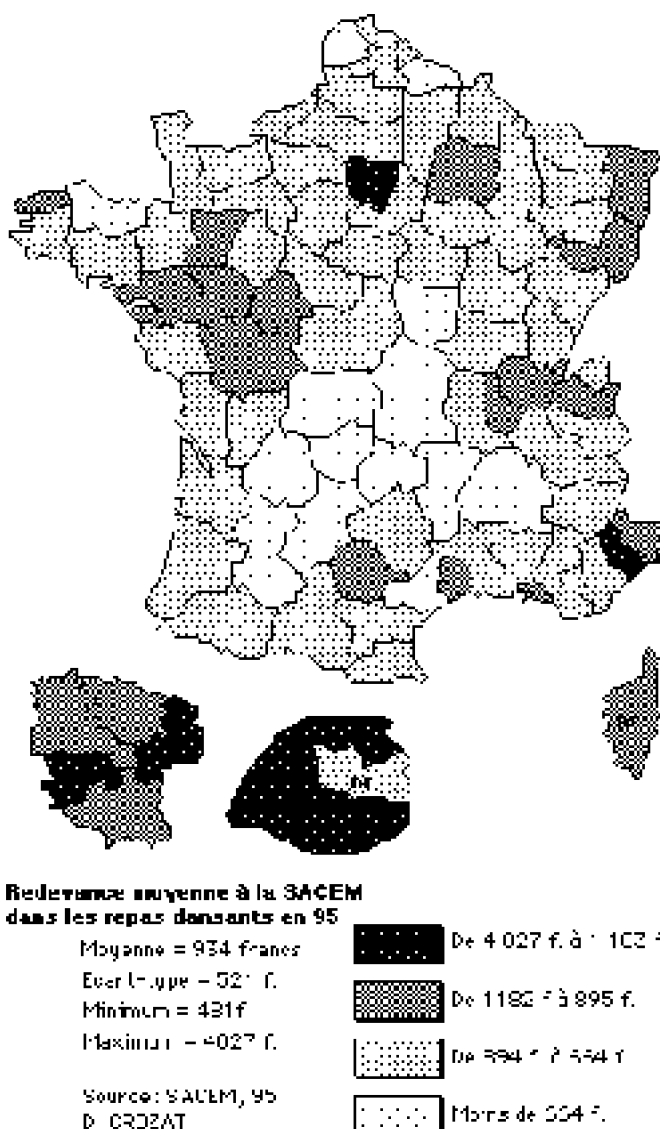
Il faut donc convenir que son public, à la fois plus âgé et souvent plus aisé, dépense des sommes supérieures à celles laissées dans les bals classiques. N'oublions pas qu'il s'agit de ce nouveau public qui fréquente moins le bal, et est prêt à y consacrer, une ou deux fois dans l'année, une dépense supérieure à celle d'un pratiquant assidu; sans oublier des prix probablement plus élevés en ville. Rien de déterminant, mais l'addition de tous ces facteurs permet d'expliquer le décalage.

Il importe néanmoins de se méfier des moyennes trop globales: lorsqu'on s'intéresse en effet à la répartition (carte 28) des redevances moyennes payées par les organisateurs des diverses régions trois cas se présentent:

- les chiffres d'affaires importants qui génèrent des redevances élevées: c'est surtout la région parisienne mais on peut y ajouter la Côte d'Azur, l'Alsace, le nord et le nord-est

de Rhône-Alpes, la basse vallée de la Loire.

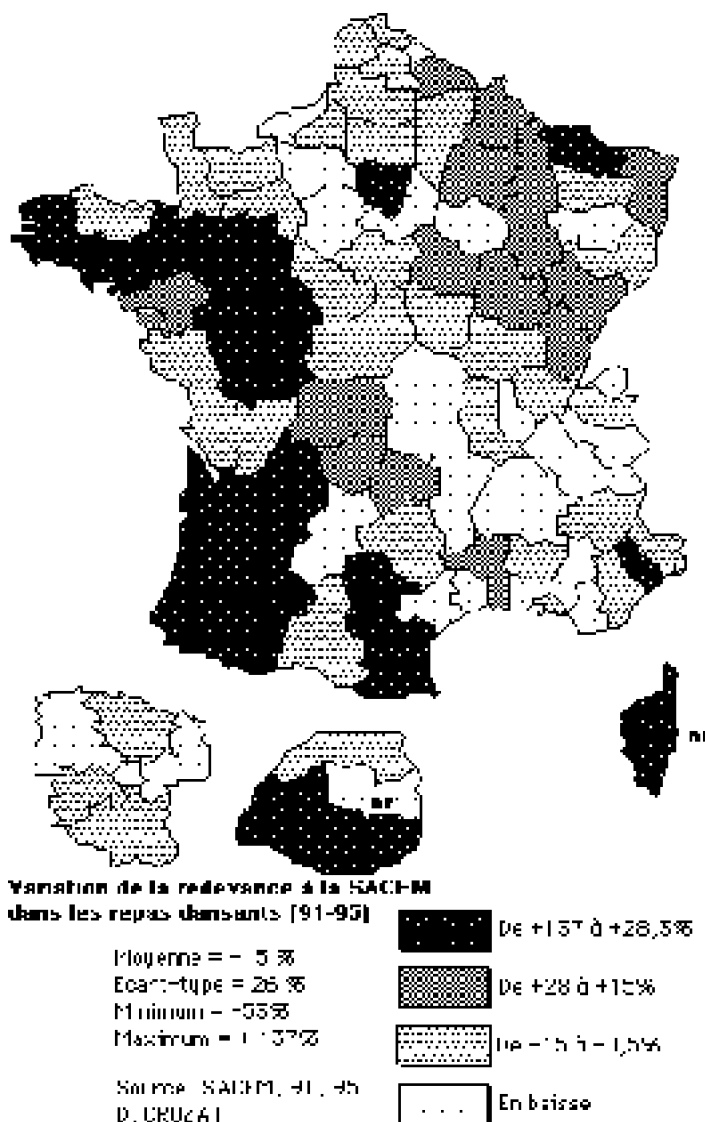
- La majeure partie du territoire, surtout le nord du pays, se révèle très homogène, mais à un niveau inférieur à la moyenne des repas dansants mais aussi à la moyenne de l'ensemble des bals.
- Un noyau de petites perceptions révèle un type de bals complètement différents dans le Massif Central (sauf l'Aveyron et le Tarn) et une grande partie du sud-ouest. C'est la région des bals pauvres où déjà les redevances des bals publics étaient les plus faibles. Il semble correspondre aussi à un type de manifestation différent: plus petit, plus rural et probablement socialement (et donc économiquement) moins différencié. La même situation, bien qu'atténuée, semble se dessiner dans le nord du pays: Valenciennes, Boulogne.



Carte 28. Redevance moyenne à la SACEM dans les repas dansants en 1995

nr: échantillon non représentatif

A cette première tendance -des repas dansants de nature, et de publics, très différenciés- s'en ajoute une autre, plus générale. Alors que la redevance moyenne prélevée par la SACEM dans les bals publics connaît un recul régulier et conséquent (de 813 francs en 1991 à 634 en 1997), celle des repas dansants stagne (de 813 à 829 francs sur la même période). Elle a même connu une très nette hausse puisqu'en 1995, elle s'est élevée à 923 francs; celle-ci ne s'est pas confirmée si bien que la carte 29 est donc à prendre avec prudence. Mais les inégalités spatiales qu'elle met en valeur se révèlent intéressantes. La plupart des délégations sont alors concernées et les exceptions restent minoritaires. Surtout, on voit très nettement se dessiner des aires régionales assez vastes aux comportements homogènes.



Carte 29. Evolution de la redevance moyenne à la SACEM dans les repas dansants entre 1991 et 95

nr: échantillon non représentatif

Deux situations semblent l'expliquer: un renforcement des régions les plus

pratiquantes, aux redevances déjà souvent un peu supérieures aux autres, ainsi à l'ouest ou en Alsace, mais c'est valable pour tout le nord-est. Reste Paris où la danse se porte bien: les perceptions déjà élevées y augmentent fortement, mais les repas dansants ne sont un peu plus fréquents qu'en banlieue où l'évolution est médiocre.

Par ailleurs, quelques îlots se signalent par un rattrapage depuis des niveaux faibles. Mais il s'agit surtout de régions du sud où les repas dansants sont un peu plus fréquents (littoral aquitain par exemple).

Enfin, la zone de forte pratique qui coupe la France en deux depuis la Normandie jusqu'au sud du bassin parisien se signale par un recul. Le même processus pousse à la baisse les résultats de nombre de délégations du Massif Central.

Le principal intérêt de cette carte réside dans sa capacité à mettre en valeur un découplage selon le type de bals: les régions où les repas dansants urbains sont nombreux, du fait d'un réseau de villes plus dense, progressent. Celles où les repas dansants ruraux priment sont en recul. On a déjà signalé ce second type comme proche des bals publics par ses organisateurs et, en partie, son public; voici un nouveau point de convergence.

Une richesse relative donc mais réelle, des repas dansants urbains. Surtout, on met encore en valeur un renforcement des particularités de comportement de grands ensembles régionaux. On va en avoir confirmation.

## 2-7 Un bal en progrès

Le repas dansant se porte bien. C'est surtout valable si on s'intéresse à l'évolution récente du nombre de séances. La crise du bal ne l'a pas touché: de 1991 à 1995, son nombre total se maintient quand les bals publics enregistrent un recul très net.

Depuis, la reprise de l'activité, ces deux dernières années, lui a profité en priorité: de 1995 à 1995, la SACEM enregistre un gain de 7000 séances soit une progression annuelle qui oscille entre 4 et 8%. Deux situations sont possibles (tableau 11). Dans les régions moins touchées par la crise comme celle de Rennes, le repas dansant stagne en 1991 et 1995 et enregistre depuis des gains annuels conséquents (+10,8% en 1997) quand le bal public stagne (+0,19%) après une crise sévère (-14,2%). Pour la région d'Aix-Marseille, plus sévèrement touchée, on constate de 1991 à 1997 un recul de 2% du bal public, largement compensé par l'évolution très positive des repas dansants (+17%).

Tableau 11. L'importance des variations dans deux régions

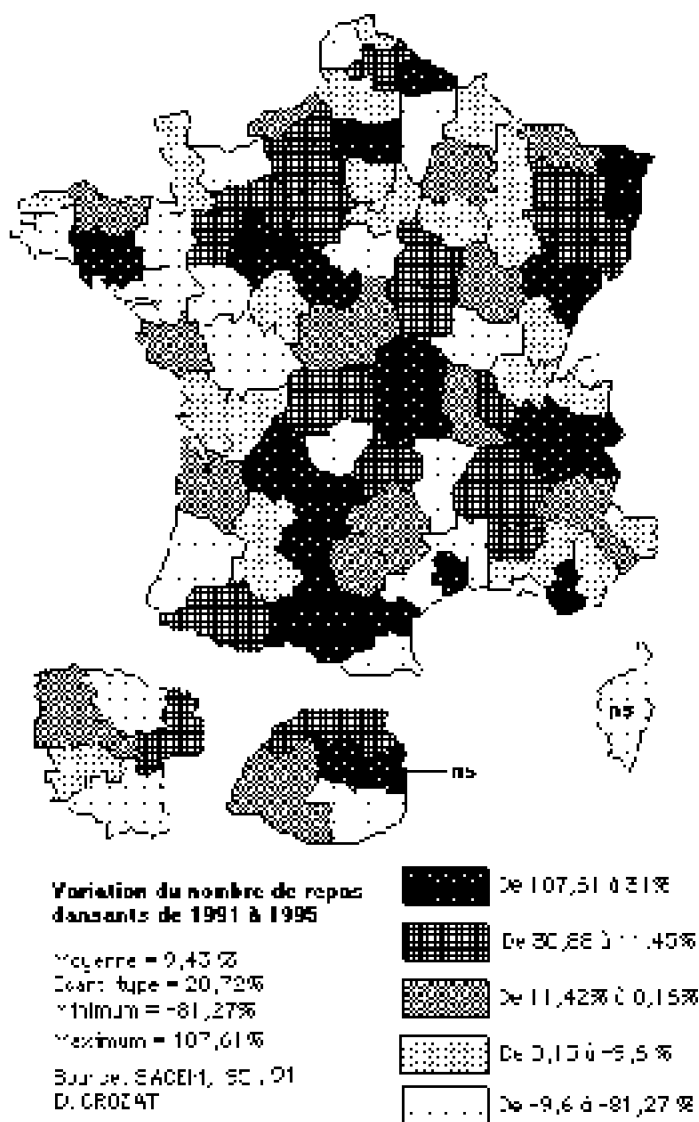
Rennes	91-95	95-96	96-97	91-97
Repas dansants	+0,325	+3,55	+10,8	14,20
Bals publics	-14,2	+1,77	+0,19	-11,92
Aix	91-95		95-97	91-97
Repas dansants	-19,28		+30,19	+16,73
Bals publics	-25,21		+18,56	-1,97

Source: SACEM, délégations régionales, 97

protégé en vertu de la loi du droit d'auteur.

Le détail de ces chiffres montre l'extrême réactivité de l'activité, à l'encontre de l'idée d'un bal figé et immuable; les variations sont importantes et rapides. On peut parler de volatilité si on s'intéresse aux délégations elles-mêmes: une hausse de 35% en un an à Brest ou de 45% en deux ans à Saint-Raphaël, il est vrai avec un nombre de séances assez réduit. Même des délégations importantes comme Nantes ou Aix-en-Provence connaissent pourtant des variations significatives, à la hausse comme à la baisse.

Si on s'intéresse à la localisation de ces gains entre 1991 et 1995, on s'aperçoit qu'ils sont assez régulièrement répartis (carte 30). Cependant, comme en ce qui concerne les hausses de perception, souvent dans les mêmes délégations, on peut distinguer plusieurs comportements.

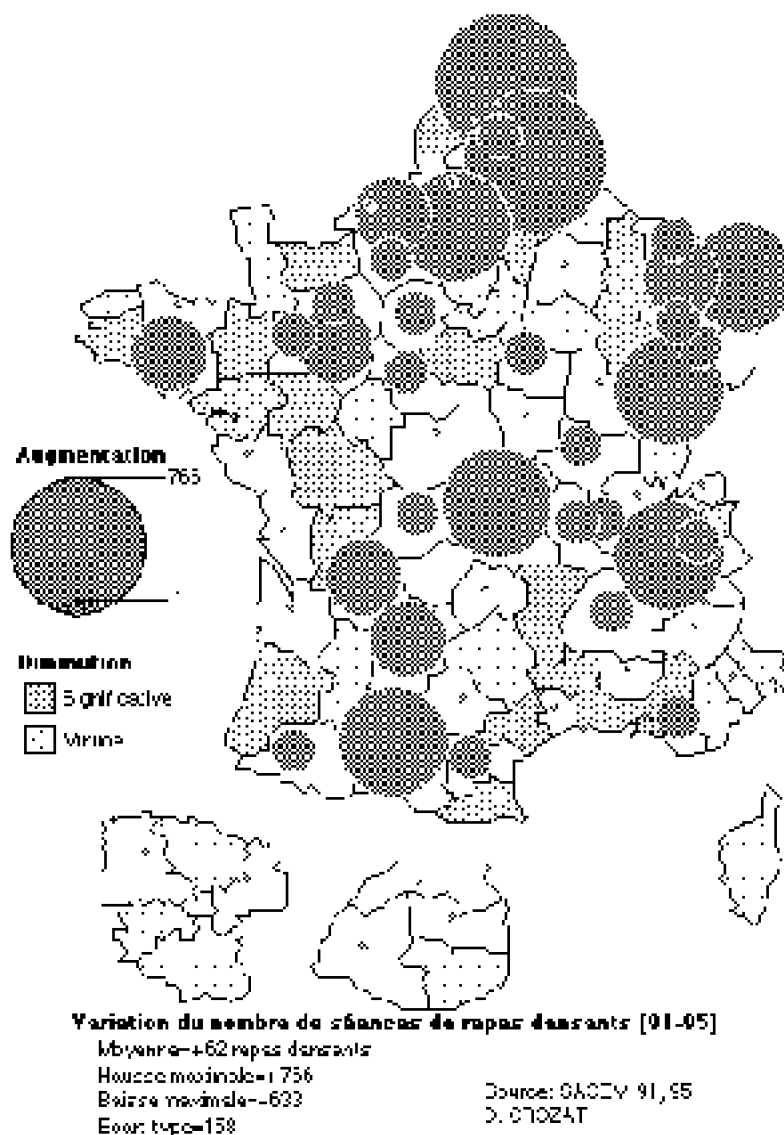


Carte 30. Un bal en progrès: le repas dansant

Un effet de rattrapage dans les délégations de faible fréquence: c'est le cas à Toulouse, Montpellier ou Marseille, mais aussi Lorient. Cependant ce phénomène reste relativement limité, souvent dans des délégations les moins pratiquantes. Mieux, on

retrouve bon nombre d'entre elles parmi les délégations qui stagnent ou reculent: Perpignan, Nîmes, Nice, Evry, Saint-Gratien, la basse vallée de la Loire. On l'a compris, ce mouvement de rattrapage ne doit pas être exagéré.

Surtout, ces reculs sont à rapprocher de la principale cause de progression: le renforcement de régions entières déjà très concernées par les repas dansants. Dans ce cas, les progression sont particulièrement significatives: n'oublions pas (carte 31) que, calculées en pourcentage sur des totaux déjà élevés, elles représentent des gains bien plus spectaculaires que les progrès signalés dans le paragraphe précédent. Sont particulièrement concernées quatre zones déjà mises en exergue: le nord-est, le nord et l'ouest intérieur, surtout en Normandie et, bien moins net, l'Aquitaine au sud.



Carte 31. Les variations du nombre de repas dansants entre 1991 et 95

Il est finalement difficile de trouver des délégations fortes pratiquantes en recul: Poitiers et, dans une moindre mesure, la Manche font figure d'exception. On peut donc bien conclure au renforcement de particularismes: si le repas dansant n'est pas encore

vraiment un bal du nord, il semble le devenir. Selon les cas, les progrès concernent les deux repas dansants mais plus souvent le type urbain. Il se renforce moins dans les plus grandes agglomérations que dans les régions irriguées par des semis de villes moyennes nombreuses: Nord, nord-est, Rhône-Alpes, Haute-Normandie). Au sud et dans l'ouest, surtout dans les zones où l'urbanisation est la moins dense, le deuxième type, plus rural, domine nettement. Mais les deux peuvent se combiner ainsi dans les délégations de Valence ou Clermont.

### 2-8 Bals associatifs et bals municipaux

---

Pour conclure ces deux chapitres, on peut donc dresser un tableau des différents types de bals. Plus que la consommation alimentaire qu'on y fait, c'est donc le statut des organisateurs qui caractérise le mieux les uns et les autres. Tout autant que l'influence de comportements régionaux, de modes, le choix du type de bal est fortement déterminé par les goûts, les désirs, les présupposés de ces organisateurs.

Les repas dansants sont organisés surtout par des associations. Cette spécificité a plusieurs conséquences: elle fait leur modernité par une capacité d'adaptation plus rapide aux évolutions de la société. En effet, leurs organisateurs sont beaucoup plus proches des publics qui fréquentent les manifestations qu'ils mettent en oeuvre, ne serait-ce que parce que la diversité de ce public y est moindre que dans les bals publics. La diversité des organisateurs est ainsi révélatrice de la diversité des publics: les repas dansants urbains sont *associatifs*, les repas dansants ruraux et les bals publics sont *municipaux*; les deux adjectifs se révèlent riches de connotations.

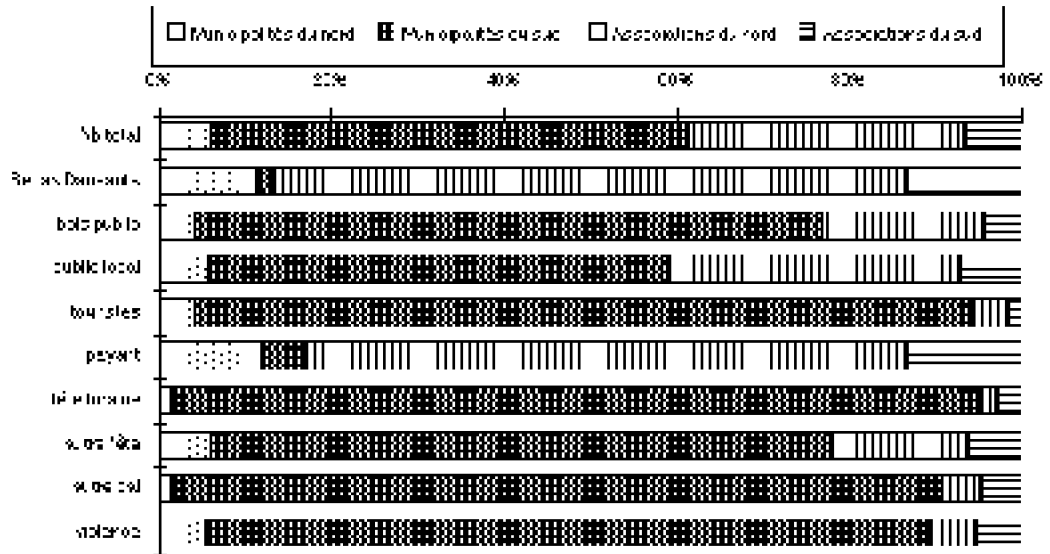
On met en valeur des formes d'organisation des sociétés locales assez différentes d'un type de bal à un autre, même s'il ne faut pas non plus oublier que les convergences sont importantes et, surtout, les situations intermédiaires fréquentes. Les repas dansants sont des bals qui apparaissent traditionnels par le public qui les fréquente, la musique qui s'y joue, mais en fait, l'innovation peut aussi venir de groupes plus âgés, surtout si ceux-ci connaissent une mutation rapide de leurs modes de vie. A l'inverse, dans les bals publics, le public de jeunes est souvent plus important, la musique plus moderne voire très à la mode; mais ces bals sont structurés par des relations qui se révèlent très traditionnelles, on a parlé de ritualisation.

Le graphique 16 nous présente les caractéristiques des bals de l'enquête auprès des orchestres selon leur type d'organisateur, mais aussi leur situation géographique. Du fait de la forte saisonnalité déjà remarquée, l'analyse de la période s'est révélée superflue.

Les repas dansants sont majoritairement organisés par des associations, les bals publics par des municipalités. On se souviendra qu'apparaissent mal un nombre important de repas dansants ruraux organisés par des municipalités et qui se rapprochent des bals publics. Ces bals municipaux sont au sud quand les associations sont nettement au nord du pays. Les repas dansants ruraux sont à peine mieux répartis de part et d'autre de cette ligne de clivage majeure.

L'un et l'autre ont une vocation locale indiscutable, même si elle est exclusive dans le cas des repas dansants (des deux types). Les rares touristes se concentrent dans

certaines bals publics municipaux méridionaux. On voit bien là l'intérêt d'étudier les bals lorsqu'on vise une définition des processus de territorialisation au niveau local.



Graphique 16. Caractéristiques des bals selon le type d'organisateur

Source: enquête personnelle (89-96); orchestres n° 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 8

Presque tous les repas dansants sont payants, quand c'est nettement plus rare dans le cas des bals publics, surtout les bals municipaux. On a vu qu'il s'agit alors souvent d'une forme de sélection du public qui les rapproche des bals associatifs clos. Ceci explique que les mentions peu fréquentes d'incidents violents soient concentrées dans les bals publics, mais rares dans les repas dansants ruraux: la sélection du public y limite les risques. Mais n'oublions pas que la principale cause tient à ce que, à la différence d'une collectivité, le bal n'est pas pour de nombreuses associations une fin en soi: il s'agit de collecter des moyens de poursuivre une autre activité, pas de se contenter de couvrir les frais avec la buvette pour animer la vie locale.

Enfin, les bals associatifs urbains ne s'insèrent que rarement dans un ensemble de fêtes à caractère local. Il s'agit d'événements isolés, à public certes local, mais coupés de la vie de la localité. C'est un des principaux éléments de distinction entre les deux types de repas dansants car il révèle bien les ambitions divergentes des organisateurs. Certes, la fête foraine se limite souvent à faire venir quelques baraques de friandises, de loterie et un manège pour les enfants (ainsi à Cuxac-Cabardès, dans l'Aude), parfois moins encore: un seul manège et une baraque à chichis (Aussillon dans le Tarn, St-André, Haute-Garonne), mais c'est l'occasion de manifester la volonté d'intégrer le bal dans un ensemble de fêtes plus large. Pour les bals associatifs, si une autre fête existe, elle sera généralement celle de l'association, rarement sinon exceptionnellement, celle de la communauté locale.

De même, placer son bal la veille ou le lendemain d'un autre bal manifeste clairement qu'on intègre son action dans l'ensemble de la vie locale. Très souvent sur les affiches on parle *des fêtes*, le pluriel révélant autant la diversité des animations que celle des



intervenants. Seuls les bals municipaux ont cette ambition, c'est même ce qui justifie l'intervention publique dans cette activité comme dans les villes plus grandes l'intervention culturelle publique; d'ailleurs de nombreux comités d'animation ont le statut d'association déclarée d'utilité publique...

D'un côté on a un bal idéologiquement construit au point qu'on peut même parler de bal républicain. De l'autre, voici un loisir à vocation économique. A ce titre, la ligne de partage majeure entre les deux conceptions est celle qui distingue les deux types de repas dansants, hélas difficiles à distinguer dans l'ensemble des données dont nous disposons. Deux modèles, avec chacun des variantes, divergent nettement, l'un centré sur la collectivité, l'autre sur un groupe plus restreint d'individus qui privilégient d'abord leur intérêt, leur plaisir ou tout simplement leur existence en tant que groupe. Le premier a vocation à rassembler le plus largement possible, le second à délimiter nettement un groupe en excluant tout intrus. Deux conceptions fondamentalement opposées qu'on va s'efforcer maintenant de définir avec une précision croissante afin de voir ce qu'induisent les changements en cours.

Un premier regard à une échelle moyenne permet de mettre en valeur des espaces régionaux aux conceptions divergentes.

## 4<sup>e</sup> partie. Les territoires du bal

Depuis le début de cette étude se dégagent avec plus ou moins de régularité certaines constantes spatiales. Il importe maintenant d'en tenter une synthèse. Elle s'efforce en deux temps, économique puis général, de délimiter quelques ensembles régionaux aux caractéristiques proches.

Mais la définition des régions serait secondaire si elle n'était complétée par une tentative d'explication de cette diversité. L'analyse s'intéresse tout d'abord à certains facteurs liés au bal: le rôle de la musique, de l'infrastructure festive, de la recherche du conjoint, de l'éducation. Ceux-ci nous renvoient pourtant eux-mêmes à une diversité régionale des comportements; s'agit-il de ces territoires culturels revendiqués par certains régionalismes ?

Il faut donc confronter ces régions du bal à des constantes: la découverte de la diversité régionale n'est pas une nouveauté; les régions historiques, les oppositions nord-sud, droite-gauche, catholiques-laïques peuvent-elles expliquer la diversité du bal ?

A moins qu'il soit nécessaire de remettre en cause la pertinence de cette idée de région et évoquer plutôt des comportements liés aux différents milieux de vie. Si la distinction marquée entre ville-centre, périurbain et rural est souvent évoquée dans cette étude, n'est-ce pas d'abord par la médiation d'intermédiaires, de *passseurs*, les organisateurs en particulier, dont l'importance ne cesse d'apparaître comme essentielle ?

Cette personnalisation amène alors à aborder la question à une échelle plus précise, le local. C'est-là que le bal joue un rôle: rôle structurant, rôle symbolique. En même

temps, il reflète la mutation profonde de la société dans laquelle il s'insère.

Un regard en abyme, donc, d'un espace aux dimensions nationales jusqu'à la place du village, pour s'efforcer de comprendre comment, aujourd'hui, en France se structurent les territoires.

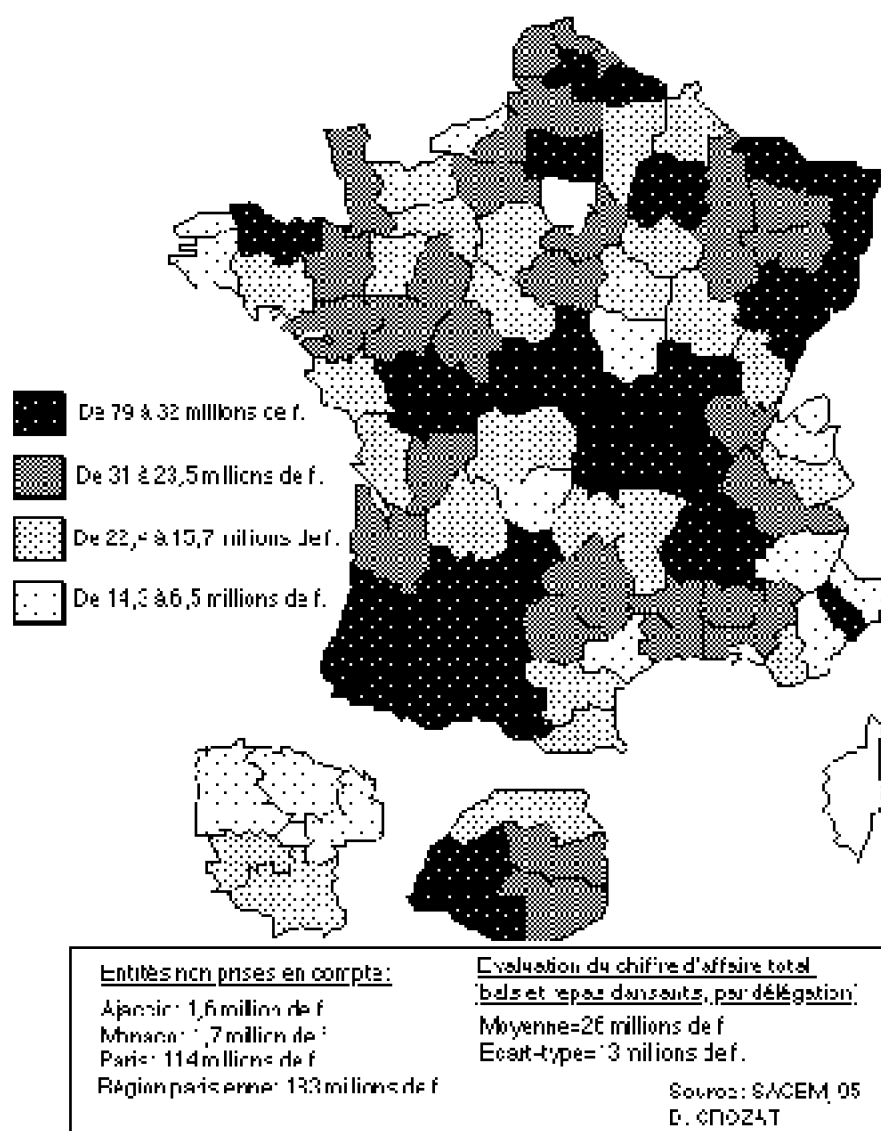
## Chapitre 1. Les régions du bal

### 1-1 L'impact économique du bal

---

La carte 7 tente de montrer comment l'impact du bal peut être différent d'une région à l'autre. Mais c'est un regard partiel: la rareté ou la présence plus ou moins fréquente du bal ne saurait tout expliquer. Elle permet cependant de signaler des "rugosités de l'espace" (Brunet) intéressantes.

Il en est de même de l'économie. On sait que ce n'est pas toujours la préoccupation première des organisateurs et leur public. Mais cet inégal intérêt répond à des logiques spatiales. On peut donc tenter de les mettre en valeur.



Carte 32. L'importance économique réelle du bal

Si dans l'ensemble de l'économie du pays le bal peut apparaître comme marginal, son poids économique est réel dans certaines régions (carte 32). Individuellement, sa pratique représente une dépense conséquente (carte 12) qui laisse supposer que la population concernée y consacre un véritable budget. Collectivement, cette incidence sera très différente selon la nature du bal : il s'agit d'une dépense de la collectivité lorsque la municipalité contribue, même partiellement, à l'organisation d'un bal public. Plus souvent, on l'envisage comme une recette pour les associations organisatrices.

Dans cette optique, on peut considérer cette importance sous deux angles: sa dépense et sa collecte. Sur la carte 32, le poids brut du chiffre d'affaire, calculé en l'estimant à partir des perceptions de la SACEM, apparaît conséquent. On comprend mieux que les orchestres n'hésitent pas à se déplacer parfois de fort loin. Cependant, au regard des populations, aussi bien que de la richesse de leur entité, les 14,3 millions de francs de chiffre d'affaire de Gap représentent probablement plus dans cette délégation que les 183 millions de la région parisienne; pour compléter cette approche, il apparaît

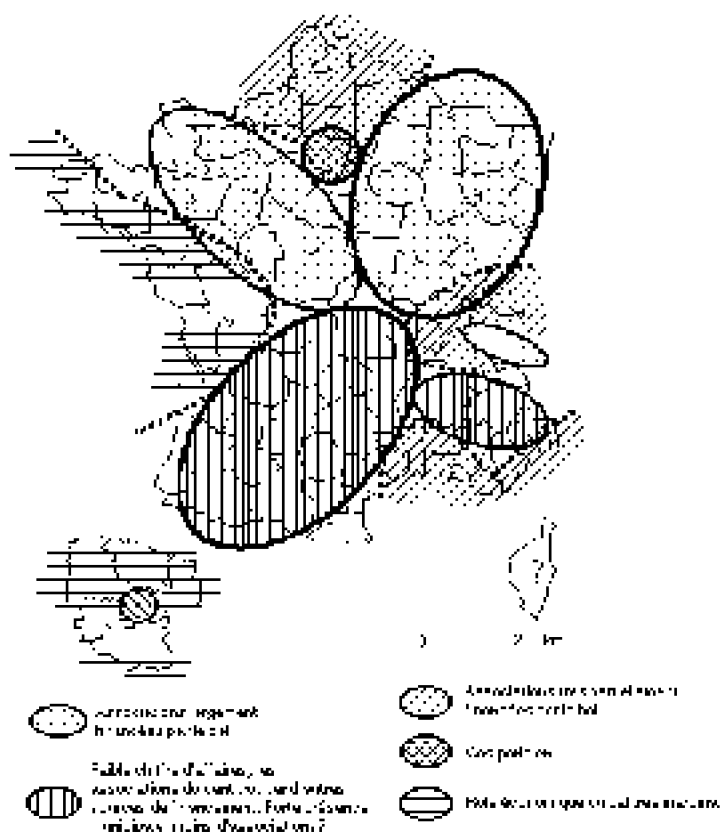
plus représentatif de le rapporter aussi à la population de la zone considérée (carte 12), à défaut d'y adjoindre aussi un indicateur de la richesse de chacune.

L'aspect collectif de cette appréciation est essentiel, si on se rappelle qu'une partie de cet argent est destiné à financer les associations; les différences constatées laissent donc supposer que la vitalité du milieu associatif sera très différente selon les régions. Mais il est difficile d'évaluer les différences de densité du tissu associatif d'une région à l'autre, pourtant probablement très importantes.

A ce niveau de l'étude, on dispose cependant d'assez d'informations pour pouvoir déduire quelques éléments de l'importance des différents types de bals. Cela permet de cerner deux grandes régions où le bal joue un rôle majeur dans le financement des associations (carte 33): le nord-est et, à un niveau moindre, l'ouest de la Normandie et au Val de Loire; s'y ajoute la Savoie. Très vivant, le tissu associatif y semble plus actif et peut-être plus dense qu'ailleurs. On peut d'ailleurs voir qu'il se finance aussi par d'autres fêtes (carte 34).

Dans de vastes régions urbanisées ce rôle est dilué, à la fois parce que la pratique du bal, sous toutes ces formes, y est moindre, mais aussi du fait de l'importance de la population (près de la moitié des français): c'est le cas des banlieues parisiennes, de la vallée de la Seine, du Nord, de Rhône-Alpes et de la Côte méditerranéenne mais probablement aussi de bon nombre d'agglomérations incluses dans d'autres zones.

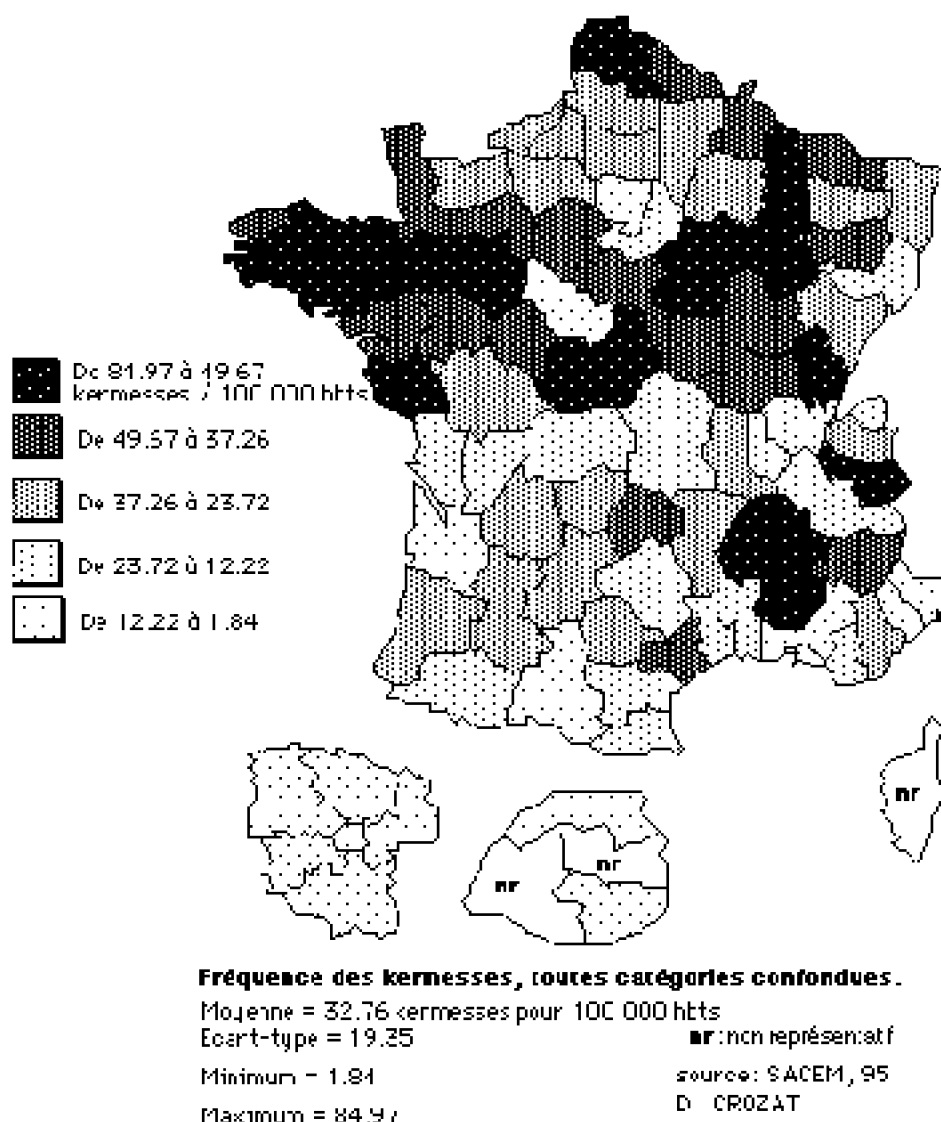
Dans le sud, le faible chiffre d'affaire, plus que la prépondérance des bals publics organisés par les mairies, prive les associations d'une partie des financements qu'elles pourraient espérer. C'est probablement ce qui explique le développement, important dans ces régions, des lotos appelés *rifles* dans le midi toulousain. Ceux-ci peuvent être parfois très importants et rassembler plusieurs centaines de personnes: l'ADAPEI de Haute-Garonne organise le sien dans un hall du Parc des Expositions à Toulouse. On peut d'ailleurs aussi se demander -mais ce serait l'objet d'une autre recherche- si le tissu associatif y est aussi dense que dans le nord-est: les mairies semblent en effet y jouer un rôle plus important en matière d'animation (pas seulement en ce qui concerne les loisirs) du corps social.



Carte 33. La place du bal dans le financement des associations

C'est aussi le cas à Paris où les données de la SACEM sont plus précises: les associations n'y organisent la moitié des bals qu'à Paris Sud, et sont presque invisibles au nord et à l'est.

Enfin, à l'ouest, de la Bretagne à Bordeaux, la faiblesse de la plupart des indicateurs laisse supposer que le bal ne joue, pour les associations, qu'un rôle marginal: ainsi dans la délégation de Brest, les bals ne dégagent qu'un chiffre d'affaires estimé de 6,5 millions de francs. D'autres formes de financement sont alors recherchées comme les kermesses, même si la carte 34 fait aussi apparaître le poids des associations d'enseignement privé pour qui c'est la fête privilégiée. Plus au sud, la place assez importante laissée aux professionnels, tout autant que la médiocre fréquence des repas dansants et le faible montant de leurs perceptions, laissent supposer que, de la Côte Atlantique au Massif Central, on ne compte guère sur le bal pour financer les associations.



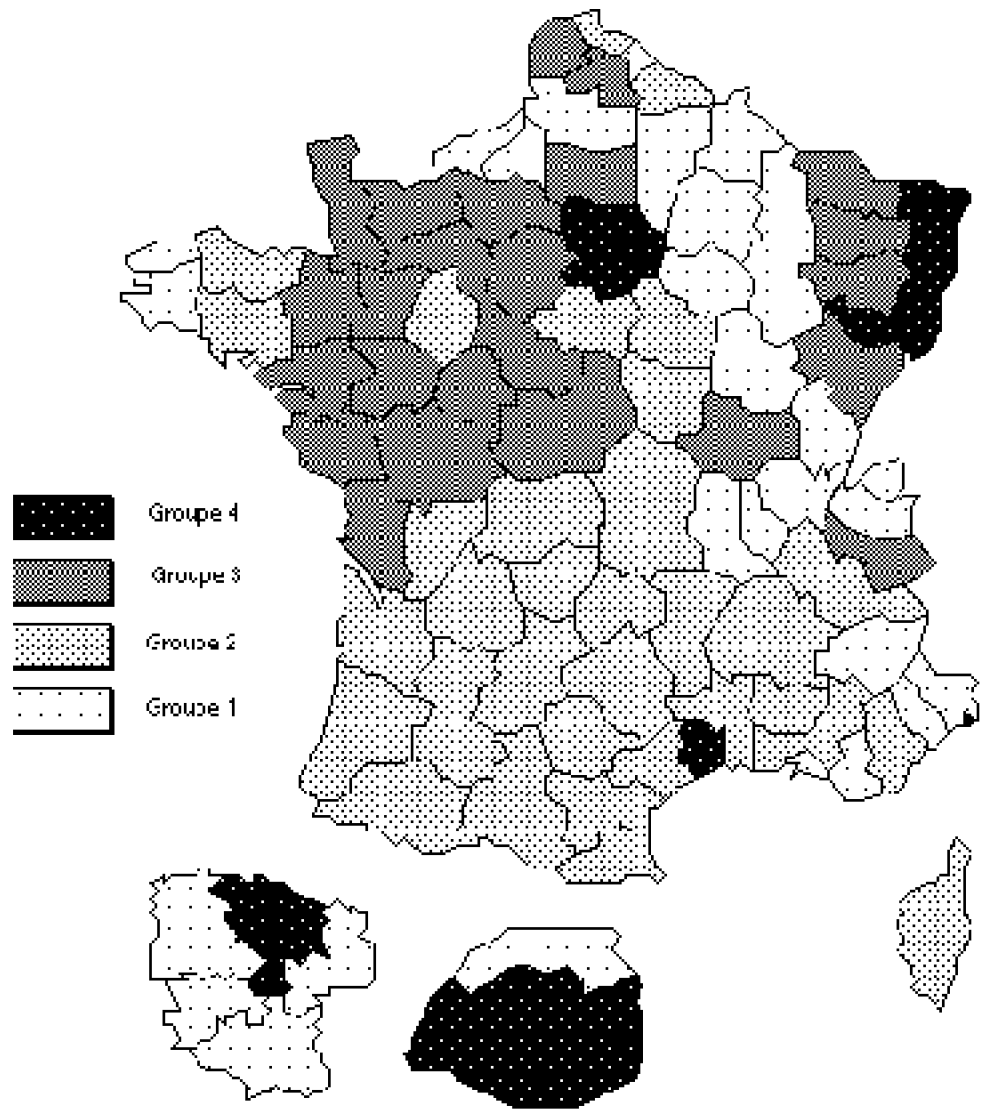
Carte 34. La forte concentration des kermesses

## 1-2 Des comportements économiques très régionalisés

Si on élargit le regard à l'ensemble des dépenses des français dans le bal, on peut voir s'esquisser un premier portrait d'ensemble de l'activité qui dépasse la dimension économique. Il est caractérisé par une remarquable régionalisation des comportements (carte 35).

**Le groupe 1** est celui du bal de l'est, de Lyon aux Ardennes, bien qu'il s'étende jusqu'en Picardie et Normandie, mais avec des comportements qui sont alors souvent proches de ceux du groupe 3, ou à la périphérie parisienne (gros écarts à la moyenne et proches du groupe 4). Avec 932 francs, c'est le groupe dont la perception moyenne de la SACEM dans l'ensemble des bals est la plus proche de la moyenne française. Les autres caractéristiques recoupent celles qui concernent la pratique: le bal classique y connaît des résultats médiocres et déclinants face à des repas dansants florissants, l'utilisation des

orchestres, plus rare qu'ailleurs, ne génère pas des revenus très importants malgré des progrès tant en pratique qu'en redevance à la SACEM.



Carte 35. Typologie des comportements économiques dans les bals et repas dansants.

	BALS					REPAS				DANSANTS	
	Montants	Evolution	91-95	MV	91-95	Montants	Evolution	91-95	MV	91-95	
Modèle	Comportement	Relatif	Comportement	Relatif	Comportement	Comportement	Comportement	Relatif	Comportement	Relatif	Comportement
1	moyens	moyens	recul +	recul	fort	hausse	fort	moyen	hausse	hausse	moyen
2	faible	fort	hausse	hausse	moyens	recul	faible +	faible	hausse	baisse	faible
3	faible	faible	recul	recul	faible	hausse	fort	moyen	moyenne	moyenne	faible
4	fort	fort	hausse	hausse	fort	recul	fort	fort	hausse	hausse	fort

Note : pour plus de précision, on distingue **comportements** (les perceptions par séance de la délégation sont comparées à celles des autres délégations) et comportements **relatifs** (les perceptions de l'ensemble de la délégation sont comparées à celles des autres délégations dans le même type de bals ou repas dansants). **MV**: musique (bals avec orchestre) Paris Est, Ajaccio: repas dansants non pris en compte; Monaco: bals non pris en compte



Sources: perceptions moyenne à la SACEM, 1991, 1995.

**Le groupe 2** est celui du bal du très grand sud: public ou avec repas, c'est un petit bal. La redevance moyenne de 641 francs, au maximum 830 francs (Toulouse et Orléans) n'est que partiellement compensée par l'importante fréquence des bals. Ces bals sont souvent plus "classiques": malgré des progrès, les repas dansants ne comptent que peu dans l'ensemble, les bals avec orchestre y sont nettement plus nombreux mais peu importants et leur chiffre d'affaire est en recul.

**Le groupe 3** est l'autre bal pauvre (682 francs), celui de l'ouest, encore plus homogène: un maximum de 800 francs à Blois et des délégations qui sont très proches, à quelques francs près en général. Deux caractéristiques majeures les distinguent: plus encore que le groupe 2, les bals avec orchestre procurent des revenus réduits mais à la différence de ce dernier, le poids des repas dansants y est nettement plus conséquent, tant par leur taille que leur nombre.

Un sous-groupe original se distingue à l'est, de la Lorraine à la Franche-Comté, avec des bals un peu plus riches et ce surtout au profit des bals avec orchestre. A l'inverse, les franges normandes comme celles du Pas de Calais se rapprochent nettement des moyennes évoquées pour le groupe 1: Caen, Arras et Creil, comme Amiens et Le Havre plus haut, sont à quasi égale distance statistique, très proches des deux modèles.

**Le groupe 4** est celui des bals riches. Deux ensembles assez différents le composent: l'Alsace (970 francs) et la région parisienne (2575 francs). Dans le premier, la plupart des indicateurs sont élevés et en hausse. Dans le second, le profil est semblable mais à un niveau plus important encore. Les deux se caractérisent par le poids des bals plus classiques et de ceux avec orchestre en particulier. Montpellier est à part et se distingue de sa région tant par le niveau de perception (double) que la pratique (moins d'orchestres, moins de bals).

L'approche par l'économie reste limitée; les cartes 7 et 9 nous fournissent d'autres éléments mais se révèlent insuffisantes: seule est prise ici en compte l'intensité de la fréquence des bals et repas dansants. D'autres particularités, bien que secondaires, n'en sont pas moins révélatrices de comportements spécifiques: la pratiques orchestrale par exemple. Afin d'en tenir compte, une synthèse complète semble nécessaire.

### 1-3 Simplifier la diversité

---

La carte 36 est une synthèse des grands types de comportements en matière de bals. S'inspirant d'un précédent travail <sup>510</sup>, elle s'efforce de l'améliorer tout en en reprenant les principes <sup>511</sup>: il s'agit d'une typologie automatique qui, si elle n'est pas toujours assez nuancée, permet pourtant des rapprochements intéressants. Ainsi, au nord du pays, est mise en valeur la présence d'îlots (délégations d'Amiens, Charleville, St-Brieuc) dont le

<sup>510</sup> DEA Villes et Sociétés, Université Lyon II Lumière, 1993.

<sup>511</sup> Présentation technique détaillée en annexe 2.

comportement se rapproche de ceux rencontrés au sud; de même, cela a permis la distinction entre trois modèles urbains. Dans ces cas, vu le très grand nombre de variables <sup>512</sup>, il aurait été difficile de les identifier aussi nettement au moyen d'une simple observation.

Celle-ci doit cependant être utilisée pour corriger, dans le commentaire, le caractère abrupt d'une telle représentation d'un milieu au contraire très nuancé. De même, la définition des différents types a-t-elle été affinée d'après une première ébauche fournie par l'ordinateur. Enfin, le recours régulier à la machine et aux statistiques favorise un certain recul balançant la nécessaire empathie pour l'objet étudié.

Dans ce travail, sont mis en perspective quinze <sup>513</sup> descripteurs, déjà tous abordés depuis le début de cette étude. Il s'agit surtout de l'intensité de la pratique des différents types de bals et de leur rapport mais aussi, bien que plus secondaires, leur évolution, des comportements économiques et de l'utilisation plus ou moins fréquente des orchestres.

A la différence du précédent travail, les marqueurs explicatifs sont éliminés, bien que leur identification se révèle parfois difficile: la présence d'un comité des fêtes, par exemple, est-elle susceptible d'initier certains comportements ou, au contraire, en découle-t-elle ? Bien que la suite de l'étude montre que la première hypothèse soit la bonne, on l'a en fait rejeté pour des raisons pratiques: l'adéquation des circonscriptions statistiques de l'INSEE et de la SACEM se révèle difficile pour une trentaine de délégations.

La même question s'est posée pour la densité de la population; il a paru préférable de la retenir -tout en la minorant- pour deux raisons: la densité révèle l'impact qu'aura l'organisation d'un tel événement sur l'ensemble de la localité (très faible en milieu urbain, fort en milieu rural). De plus, dans le cas des repas dansants, elle souligne aussi les régions où ils sont fréquents, en distinguant repas dansants ruraux et urbains ou semi-urbains. Pour les bals la séparation est plus simple puisqu'on dispose de la part des bals officiellement et directement organisés par les mairies. A défaut d'informations plus précises, on a supposé que sa sous-estimation était relativement homogène, ce qui reste à prouver.

Enfin, on vient d'évoquer une hiérarchisation des critères en trois niveaux selon leur importance: la fréquence des différents types de bal et leur part respective est considérée comme majeure. Les descripteurs les plus nombreux viennent ensuite: musique, importance économique, évolution récente des types de bals et de leur répartition. L'évolution récente de ces descripteurs secondaires, organisateurs, densité, n'interviennent qu'à la marge. Cela permet d'éviter de noyer le regard dans une foule de détails tout en dégagant les principaux axes.

Cette hiérarchisation est réalisée en utilisant deux modes de standardisation des données différents, et en élargissant plus ou moins les bornes des différentes catégories selon les critères. Les termes *moyen* ou *fort* auront un sens très précis et restreint pour

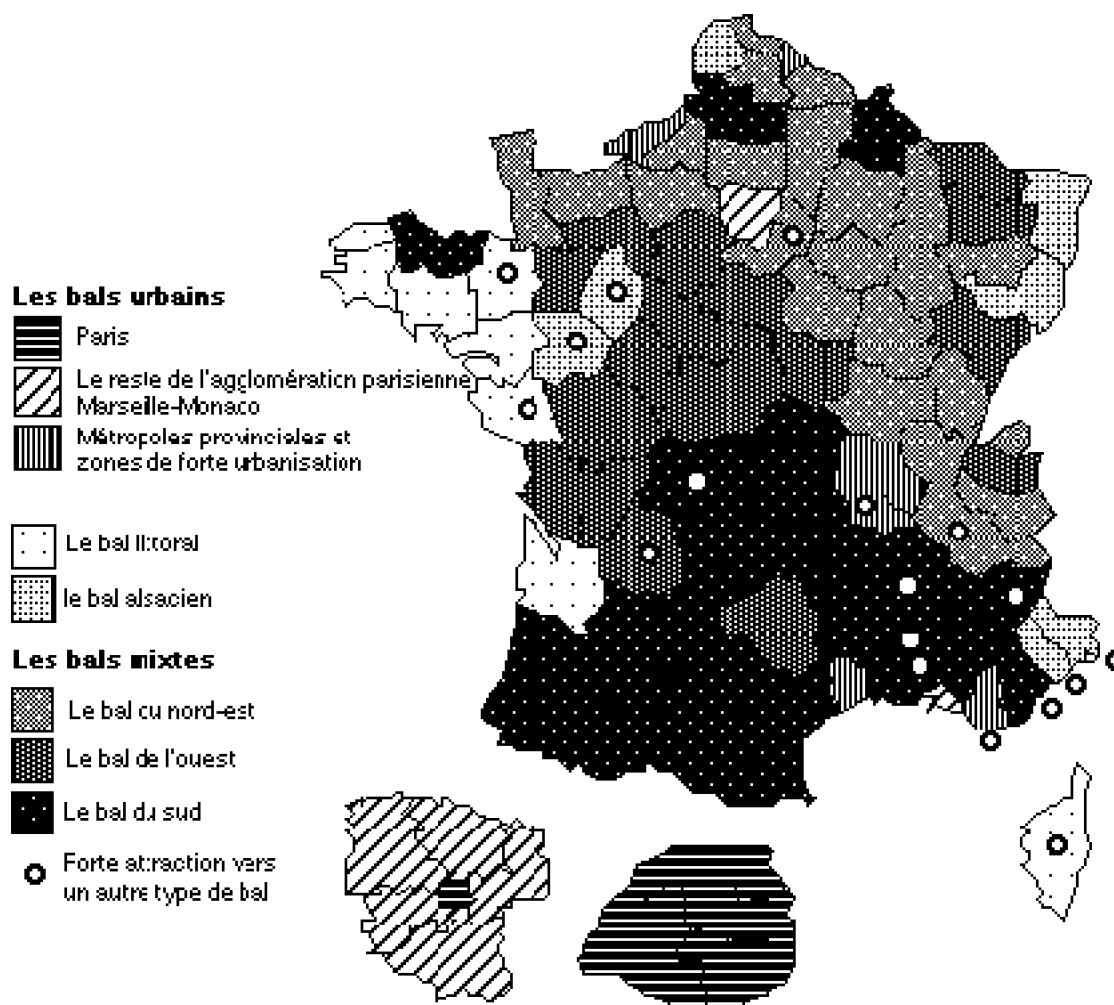
<sup>512</sup> 15 descripteurs d'inégal intérêt pour 98 entités territoriales soit 1470 variables.

<sup>513</sup> Au lieu de dix dans la précédente étude. Liste en annexe.

les marqueurs majeurs, qui s'atténuaient avec les autres.

Enfin, à l'issue de la classification, un certain nombre de délégations se situent parfois à la limite entre deux voire trois types de bals (Grenoble, Limoges, La Roche-sur-Yon, Amiens, Charleville). Ils sont signalés sur la carte 36; leur concentration en quelques régions se révèle instructive.

Ces précisions posées, il s'agit maintenant d'aborder cette description des paysages du bal en France.



Carte 36. Typologie des pratiques du bal

**RD**: repas dansants. **MV**: *musique vivante*; bals avec orchestre dans les relevés SACEM. **Red.**: montant des redevances moyennes à la SACEM. **F** et **TF**: indice élevé; **f** et **Tf**: indice faible; **M**: indice proche de la moyenne. **Descripteurs majeurs** / descripteurs secondaires / *descripteurs mineurs*.

	RD	Evol.	Bals	Evol.	Part Bals	Evol.	Part Bals MV	Evol.	RD MV	Evol.	RD	Evol.	Bals Red.	Evol.	Dens.
Bal parisien	Tf	M-	f	M	F	F	Tf	M	TF	M	TF	M	TF	F	TF
Agglo. parisienne	Tf	f	Tf	M	f	F	F	M	f	M	F	f	F	f	F
Autre urbain	f	M	f/Tf	M	M-	M	f/Tf	TF	f/Tf	M	M-	f	M/F	M	M+
Bal du sud	M-	M	F/TF	M	F/TF	M	F	M	f	M	f/Tf	M	M/f	M+	Tf
Bal du nord-est	F/Tf	M	M-	M	M-	M	F/f	M-	f	M-	f	M	M-	M-	f/Tf
Bal du centre-ouest	M/F	M	M	M	f	f	F	M+	F	M	f	M	f	M-	Tf
Bal du littoral	f	f	f	M/f	M+	M/F	F/M	M+	F	M-	M-	M/F	f	M	Tf
Bal alsacien	M-	M	f	M-	M	M-	F/TF	M-	TF	M-	F	M	F	M	M-

## 1-4 Des comportements orientés par la taille des unités urbaines

Le premier regard permet d'identifier nettement trois ensembles: les bals des grandes régions très urbanisées, ceux qui couvrent de vastes espaces du pays où la ruralité joue encore un rôle, et enfin deux modèles plus spécifiques à certaines régions.

Les plus fortes intensités de pratique se trouvent dans le groupe dit *mixte*, particulièrement **le bal du sud**, centré sur le bal public. Ce type de bals apparaît bien comme le coeur de la France du bal plus traditionnel, celui qu'on décrit généralement comme le bal dans le discours commun, celui qu'on oppose souvent aux autres pratiques dans cette étude. Mais on y distingue deux sous-ensembles; le Sud-Ouest et surtout le Massif Central sont très proches du modèle, alors qu'à partir des délégations de Nîmes et Valence, la vision perd de sa netteté: moindre intensité de la plupart des marqueurs, proximité d'autres catégories. Dans une région aussi contrastée que le sud-est, il serait nécessaire de réaliser une étude très précise afin de distinguer les zones de forte densité de population et leur arrière-pays.

En poursuivant selon une décroissance de l'intensité, le nord se divise en deux ensembles. **Le bal du nord-est** couvre un territoire qui pourrait mériter l'appellation plus simple de bal du nord: de la pointe du Cotentin à Rhône-Alpes, mais les délégations de Valence, Gap ou Toulon en sont proches. La Bourgogne et la Normandie en constituent les points forts: le repas dansant y est dominant et compense en grande partie un bal public déclinant. C'est une région où le repas dansant rural, petit et donc souvent sans orchestre n'est pas beaucoup plus fréquent qu'ailleurs, mais son rôle y est renforcé du fait de la relative faiblesse des autres pratiques.

**Le bal du centre-ouest** se signale par une intensité globale légèrement inférieure mais mieux équilibrée bien que les bals ne soient pas toujours majoritaires et soient progressivement grignotés par les progrès des repas dansants. Repas dansants souvent ruraux, et peut-être plus qu'ailleurs comme en témoigne la part accrue des municipalités. Petits bals avec beaucoup de petits orchestres, moins fréquents dans les repas dansants, ce type s'étend sur une aire vaste, susceptible d'être accrue sensiblement à ses périphéries ouest et sud. Cela concerne aussi un certain nombre de délégations de l'est (Metz, Nancy, Besançon, Chambéry). Ces délégations se distinguent par l'importance

accrue des repas dansants, ruraux mais aussi périurbains, doublée d'une baisse logique de l'intensité car il s'agit de délégations plus urbanisées. On peut donc parler d'une assimilation par défaut.

Ces trois types de bals, pour lesquels les fréquences sont élevées ou proches de la moyenne, représentent l'essentiel du territoire, là où la part des populations rurales reste dans l'ensemble la plus forte. On peut donc parler des trois grands types de bals ruraux ou mixtes puisque cette population des campagnes reste minoritaire dans la population totale et semble jouer un rôle inégal selon les cas: induisant les comportements dans l'un (bal du midi), adoptant ceux des villes dans l'autre (bal du nord-est) avec des situations de repli (repas dansants ruraux au nord-est et centre-ouest).

On voit ainsi que l'urbanisation plus importante d'une délégation semble avoir une influence sur les comportements. On veillera cependant à ne pas l'exagérer: Rouen, Arras ou Valenciennes sont très urbanisées, avec des comportements qui diffèrent peu de ceux qu'on rencontre dans des délégations voisines beaucoup plus rurales.

Lorsque ce lien entre densité et pratique semble ne pas vraiment fonctionner, cela a motivé une catégorie spécifique, particulièrement nette en **Alsace**<sup>514</sup>. C'est aussi ici qu'on trouve les comportements les plus souvent proches des moyennes. Il s'agit en quelque sorte d'un bal proche de celui du sud, très traditionnel, mais qui s'en distingue par sa fréquence moindre et sa richesse nettement supérieure. Lorsqu'on s'en écarte, c'est pour voir apparaître des bals publics riches, avec orchestre en général: ainsi à Cannes et Nice, l'intensité baisse tandis que la richesse s'accroît en proportion. C'est exactement l'inverse dans les bals du sud, tout comme à Boulogne. Dans l'ouest (Le Mans, Angers), cette pratique plus forte se répartit entre bals publics et repas dansants.

Catégorie par défaut, **le bal du littoral** se caractérise surtout par la faiblesse d'ensemble de la pratique et ses exceptions. Avec une majorité de bals publics (sauf à Bordeaux), de fréquents orchestres, c'est aussi un bal traditionnel mais cette relation entre intensité et richesse n'y fonctionne plus: les bals sont rares (à l'exception de Rennes) et petits. Cependant la plupart des indicateurs signalent des progrès, même en matière de repas dansants.

Les exceptions et variantes sont nombreuses: Ajaccio, plus proche du type du sud, mais avec des fréquences dérisoires; Bordeaux plus marqué par les repas dansants; Rennes aux bals comme aux repas dansants plus nombreux qui ressemble beaucoup à ses voisins, La Roche-sur-Yon et ses progrès du côté des repas dansants...

Comme dans le précédent cas, vu l'importance des distorsions entre délégations, on peut difficilement parler de culture régionale: la fragmentation de la Bretagne l'illustre bien. C'est plus net pour l'Alsace, très cohérente, mais quels rapports avec Nice ou Boulogne? Cela amène pourtant à évoquer une caractéristique importante qui motive l'utilisation répétée des descripteurs d'évolution: partout, la différenciation entre modèles et régions s'accroît. Cela touche généralement les principaux marqueurs: part des bals publics dans le sud, des repas dansants dans le nord-est. On l'a aussi remarqué dans l'étude des comportements économiques. Si on ne peut vraiment conclure à l'existence de

---

<sup>514</sup> Avec le sud du pays, il s'agit des délégations qui se rapprochent le plus du modèle de référence statistique.

comportements régionaux, il semble que ceux-ci s'ébauchent à travers des comportements de plus en plus divergents.

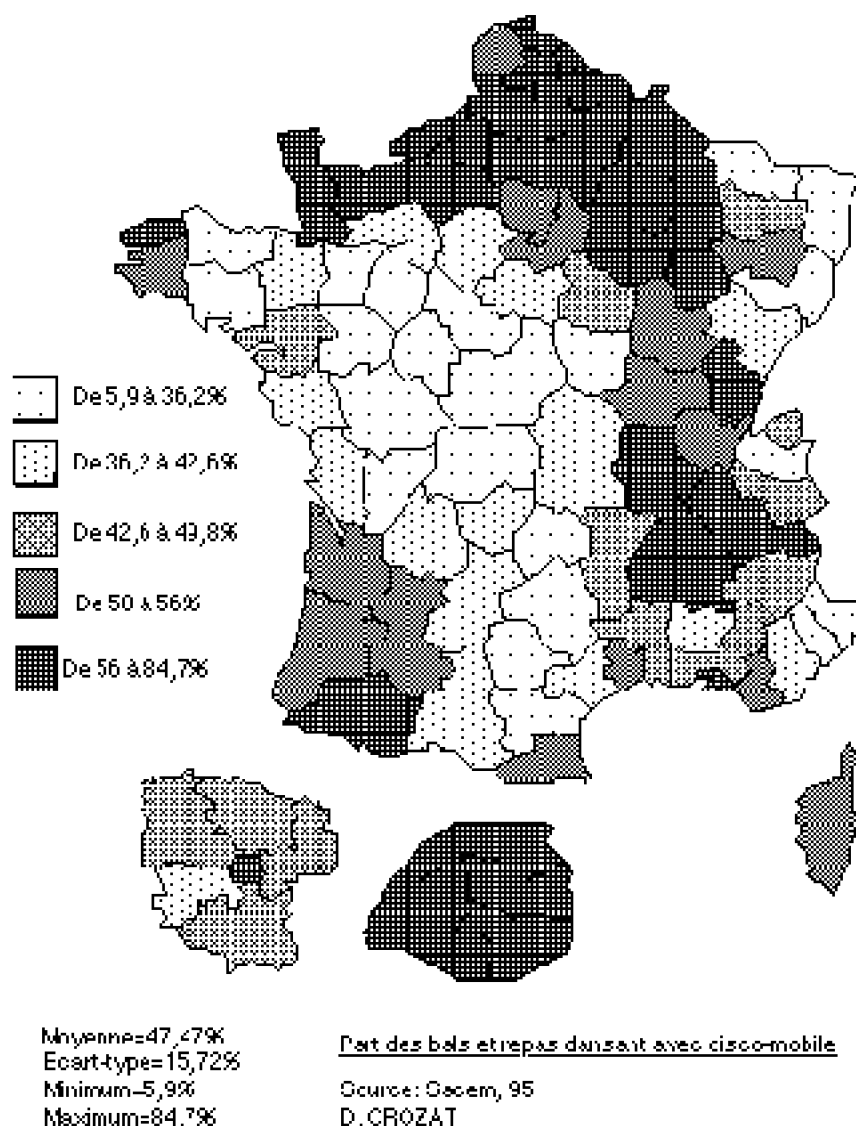
Avec 28% de la population mais seulement 9% des bals, il peut sembler paradoxal que les bals urbains fassent l'objet de trois catégories distinctes. Il s'agit de tenir compte de cette importante population et surtout de différences de comportement. Mais le faible nombre de manifestations n'accentue-t-il pas les contrastes? Car leur principal point commun tient à la faiblesse de la pratique du bal, moins liée à la densité puisque ce sont les **banlieues parisiennes**, avec Marseille et Monaco, qui présentent les plus faibles fréquences. On y voit aussi que les repas dansants y occupent une place plus importante, de même que dans les **autres grandes villes françaises**.

C'est dans ces deux groupes qu'on peut le mieux voir apparaître le repas dansant périurbain; il est souvent plus fréquent ailleurs, mais statistiquement moins net: la faiblesse générale de l'activité dans le périmètre urbain a pour conséquence de minimiser le poids des unités urbaines, de les diluer dans leurs campagnes, parfois fort vastes et dynamiques. Pour des raisons purement statistiques (la découpe des délégations de la SACEM), ces comportements apparaissent plus nettement au Havre et à Montpellier car ils sont partiellement isolés des campagnes. C'est la raison d'être de cette précision; elle permet de mettre en valeur des comportements spécifiques, qui concernent en fait une part bien plus importante de la population française, mais à une échelle plus grande que celle de la délégation.

On voit donc s'opposer Paris et les deux autres groupes, relativement proches. Ces derniers se distinguent l'un de l'autre par une accentuation des caractéristiques, mais aussi une atténuation très forte de la pratique dans la banlieue parisienne. Tous trois ont en commun des progrès souvent sensibles: peut-on parler d'un retour du bal en ville? Vu les niveaux d'activité très faibles ce serait prématuré mais ce frémissement est cependant intéressant.

**Paris** présente par contre un profil plus original, bien qu'il soit préférable de ne pas exagérer son homogénéité: deux délégations ressemblent au modèle (Paris Ouest et Est), quand les deux autres s'en écartent un peu. On y voit se dessiner le profil d'un bal moins rare, important (redevances très élevées) et plus traditionnel (bal public dominant) que dans les banlieues. La seule surprise vient d'une utilisation moindre que supposée des orchestres pour les bals de très grande taille.

Il s'agit probablement de l'impact des bals avec disco-mobile qu'on trouve de plus en plus souvent associée aux bals pour jeunes urbains, du fait de la multiplication des musiques synthétisées et remixées (*rap, techno...*). Le caractère urbain de la disco-mobile est très net (Carte 37). Si ailleurs, le retour des orchestres est synonyme de retour à l'authenticité, ici c'est l'inverse mais avec les mêmes intentions: les disc-jockeys sont considérés comme des artistes. Et les jeunes français sont des stars internationales particulièrement appréciées dans les pays anglo-saxons et au Japon. Aussi, derrière le recul de la disco-mobile plus *classique* -mais toujours très présente dans l'extrême sud-ouest-, se cachent les progrès de ses formes les plus novatrices.



Carte 37. L'utilisation très urbaine de la disco-mobile

## 1-5 Beaucoup de micros-régions nettement délimitées

Le problème de la trop grande taille des entités spatiales, ici, ne se pose pas seulement pour les villes: il existe un grand nombre de micros-régions d'une taille inférieure à la délégation (c'est à dire le plus souvent inférieure au département) dont les comportements s'individualisent très nettement. Quelques cas sont révélateurs d'une diversité généralisée: la Sarthe ou le Béarn (carte 16 et 17) ne sont pas des exceptions. Le plus souvent ces ruptures sont entre zone urbaine et rurale: la situation de Montpellier est sûrement celle de Bordeaux, et explique les caractéristiques contradictoires de cette dernière.

La recomposition de la délégation de Saint-Etienne (carte 3) est aussi révélatrice. Si on s'intéresse aux données en 1991, on met en valeur des comportements complètement différents: la délégation de Roanne ressemblait beaucoup au type que nous avons

identifié comme le bal du sud, avec seulement une légère surreprésentation des repas dansants (attraction du bal du nord-est). Celle de Saint-Etienne était alors, bien plus nettement qu'en 1995, à rattacher au modèle des bals de grandes villes. Mais l'observation montre que ses périphéries nord (arrondissement de Montbrison) et sud (Pilat et versant rhodanien) ont des comportements proches des bals du sud. On voit donc s'esquisser une partition très stricte des comportements avec une zone de transition très courte, moins d'une dizaine de kilomètres où les comportements changent.

Au nord, cette frontière suit la Loire jusque vers Andrézieux puis part à l'est en direction des Monts du Lyonnais (Saint-Galmier) qu'elle contourne par le sud sans les pénétrer. Au sud, les premières pentes du Pilat sur toute leur longueur font transition. Bref, on isole clairement l'agglomération stéphanoise, selon les mêmes logiques que celles constatées plus haut. Mais qu'en est-il dans des zones moins contrastées?

Moins contrasté, le même cas se présente avec la suppression de la délégation de Lens, démembrée entre celles d'Arras et de Valenciennes (carte 2). La délégation de Lens épousait les contours du Bassin minier, de Bruay jusqu'à la frontière en passant par Douai. Or, si en 1991 les comportements étaient proches, quelques nuances révélatrices distinguaient les deux délégations: un peu plus rurale, Arras avait plus de bals et ceux-ci étaient nettement plus souvent des bals publics, quand bals et repas dansants s'équilibraient mieux à Lens. De même, la présence orchestrale, faible dans l'ensemble était plus marquée à Arras. Des divergences modestes mais révélatrices.

Si on élargit le regard à l'ensemble de la région, fragmentée en 6 délégations pour deux départements, on voit une véritable marqueterie de comportements très nuancés mais distincts: Lille plus urbaine, Dunkerque et Boulogne plus rurales, se différencient des trois autres délégations.

Cette diversité, on la retrouve sur les bords de la Méditerranée; dans la région d'Aix-Marseille, il faut opposer en permanence la côte et l'arrière-pays. La vallée du Rhône a des comportements qu'on retrouve aussi dans l'immense délégation de Valence: le long du fleuve, vit la majeure partie d'une population relativement moins concernée par le bal avec des particularités qui la rapprochent du type du nord-est: majorité de repas dansants, associatif développé. A l'intérieur de l'Ardèche et de la Drôme, par contre, les comportements sont clairement ceux du bal du sud.

Ces partages ne sont pas toujours aussi nettement spatialisés: dans la délégation de Gap, il s'agit plus d'une opposition entre anciens et nouveaux habitants, ces derniers expliquant l'importance non négligeable des repas dansants dans la délégation, qui a pourtant la plus forte fréquence des bals publics.

Les découpages administratifs et politiques induisent aussi, à la longue, des comportements très spécifiques; outre les effets démographiques<sup>515</sup>, ils créent de véritables frontières mentales très durables. Les frontières nationales sont solides: *La République des Pyrénées* ou *L'Indépendant* n'indiquent que rarement des festivités se déroulant dans l'Espagne proche, et encore ne s'agit-il que d'événements majeurs (*San Firmin* à Pampelune ou carnaval de Gérone) qui dépassent largement le cadre local. La

<sup>515</sup> DAMETTE, F., SCHEIBLING, J. *La France. Permanences et mutations*. Hachette, coll. Carré-géographie, 1995, 254 p.



revendication d'une Catalogne unie, de part et d'autre de la frontière, reste encore assez illusoire.

Dans le Nord, si les jeunes passent la frontière pour aller dans les nombreuses discothèques belges, c'est un phénomène récent qui ne concerne pas les bals. Mieux, le développement récent des discothèques et de bars où la danse est tolérée<sup>516</sup> dans le centre de Lille ont provoqué un reflux et une stagnation de l'activité pour la cinquantaine d'établissements installés le long de la nationale (belge) 50 entre Courtrai et Tournai<sup>517</sup>.

Plus surprenant encore, on découvre que les limites départementales sont elles aussi très respectées. Dans l'édition de Pau de *La République des Pyrénées*, bien qu'on soit très proche des Hautes-Pyrénées, les bals annoncés ne la transgressent que dans deux cas sur l'ensemble de ceux représentés en carte 17; un seul en Haute-Garonne (carte 10) d'après *La Dépêche du Midi*.

Sur le terrain, on retrouve la même tendance: l'intérêt d'étudier les bals du sud de la Haute-Garonne résidait dans la proximité des limites départementales avec le Gers, les Hautes-Pyrénées et l'Ariège. Dans tous les cas, on reste surpris par le faible nombre de véhicules provenant des départements voisins. Mieux, un organisateur<sup>518</sup>, ne comprenant pas le sens de mon étonnement éprouva le besoin de justifier les rares cas, les considérant lui-même comme exceptionnels !

On voit donc le poids de découpages de l'espace dont la perception recoupe ou est amplifiée par celle héritée de l'administration, de la politique, de la composition de la population. La définition de cet espace du bal se réduit même à une quinzaine de kilomètres: encore et toujours le pays, ce petit espace de proximité immédiate.

La carte 36 permet donc d'avoir un regard plus clair sur le bal; la prudence du commentaire montre qu'elle reste cependant perfectible et surtout mouvante. Ces types de bals, ces catégories, sont ouverts, susceptibles d'être nuancés, d'évoluer. Par ailleurs expliquer cette partition en grandes régions est complexe: au-delà de l'identitaire, la densité et les types d'unités urbaines semblent jouer un rôle important. Mais la page qui précède montre, qu'avant de conclure à leur prépondérance, d'autres facteurs doivent être abordés: ils sont culturels et sociaux.

## Chapitre 2. Une géographie régionale des mentalités

Quelle définition de la région sous-tend le bal ? Pour expliquer des comportements aussi nettement caractérisés, on peut s'intéresser à certains marqueurs culturels, en débutant

<sup>516</sup> Depuis le milieu du siècle dernier, pour lutter contre la prostitution mais aussi des raisons fiscales, la danse est interdite dans les bars. Cette réglementation reste très respectée.

<sup>517</sup> La même situation m'a été signalée à Strasbourg.

<sup>518</sup> A Lodes, à 10 kilomètres de deux limites départementales. Annexe 2.

par ceux dont les liens avec le bal semblent évidents.

Mais leurs limites imposent d'élargir ensuite à l'ensemble des comportements: comment le bal s'insère-t-il dans une société spatialement très diversifiée ? On s'efforce de mettre en valeur des convergences avec des marqueurs importants. La confrontation avec d'autres tentatives plus globales de description de ces mentalités amène à s'interroger sur la notion même de région.

Mais tout d'abord, examinons les critères les plus proches du bal. Cela ne surprendra que les poètes, mais les structures spécialisées expliquent mieux le bal que l'amour ou la musique...

## 2-1 Pourquoi aller au bal ?

---

### 2-1-1 Une influence réelle mais à la marge des pratiques musicales

En matière d'influences culturelles, la plus évidente pourrait être la pratique musicale. Celle-ci est bien connue. On peut même distinguer entre les affirmations lors des enquêtes<sup>519</sup>, souvent exagérées puisqu'au contraire du bal il s'agit d'une activité assez prestigieuse, et la réalité plus concrète<sup>520</sup>. Selon les premières, qui s'intéressent à la pratique individuelle, la région parisienne et les plus grandes villes se signalent logiquement par une pratique plus importante qui décroît régulièrement avec la taille des agglomérations. Dans ce cas, il n'y aurait pas de lien avec le bal.

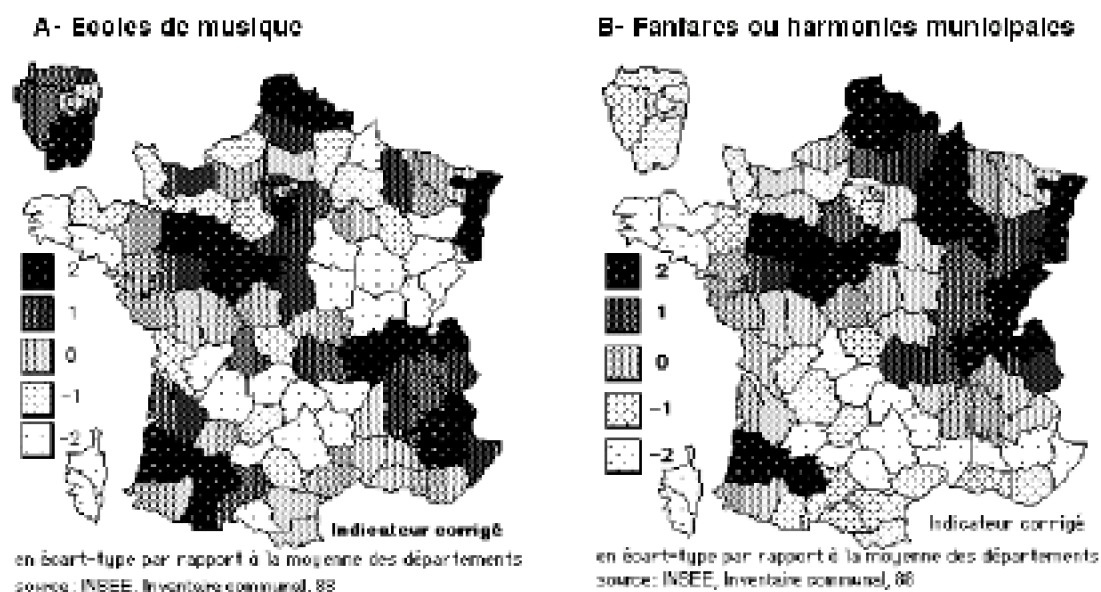
La seconde est plus nuancée. Elle ne prend en compte que l'équipement collectif mais montre que si, en général, on trouve cet équipement plutôt dans les villes importantes, les plus grandes des communes rurales sont nettement mieux équipées que supposées. Un regard attentif montre même que Paris et ses banlieues ne sont pas toujours aussi bien pourvues qu'on pourrait le croire.

Pour être plus précis, on veillera à distinguer entre une musique plus élitiste, dite classique, et une musique populaire qui nous intéresse particulièrement. La première est surtout issue des écoles de musiques (carte 38-A). Sa pratique collective a lieu dans des groupes instrumentaux. Cette musique joue un rôle, mais plus marginal, dans la formation aux musiques populaires: qu'on songe aux nombreuses écoles d'accordéon.

---

<sup>519</sup> MINISTÈRE DE LA CULTURE. Enquête 1997. Op. cit.

<sup>520</sup> COURSON, J. P. *Inventaire communal*. Enquête 1988. Equipement des départements. T2 Démographie. Société. INSEE, 1990.



Carte 38. La formation musicale en France

La seconde apparaît surtout à travers les fanfares et harmonies musicales (carte 38-B), pratique musicale de groupe, activité de spectacle qui joue aussi un rôle important en matière de formation de jeunes musiciens. Elle débouche plus souvent sur la pratique dans un orchestre de bal. Ces formations nous intéressent particulièrement car elles ont joué un rôle comparable à celui du bal public. Systématiquement associées aux célébrations publiques dès les années 40 du XIX<sup>e</sup> siècle, elles se sont beaucoup développées sous le Second Empire<sup>521</sup>.

Leur contrôle progressif par les Républicains en fait l'enjeu d'âpres batailles<sup>522</sup> qui débouchent parfois sur l'interdiction ou la fondation d'une société concurrente: "les fanfares constituent le terrain privilégié des rivalités ouvertes par la question du parrainage festif. En elles se nouent deux questions souvent disjointes: celle de la sociabilité comme forme d'acculturation politique et celle du politique comme enjeu des faits de sociabilité."<sup>523</sup> Ainsi elle permet "la descente du politique vers les masses"<sup>524</sup> Pas une fête sans *La Marseillaise*. Aujourd'hui encore, il n'est pas rare que le bal du 14-juillet commence ou se termine par elle. Tout autant que le drapeau, elle reste un symbole fort de la nation, systématique dans les compétitions sportives: on se lève et on chante à tue-tête le refrain et les rares couplets qu'on en connaît.

En même temps, le contrôle de la fanfare valorise le maire qui "ne conquiert pas seulement un élément de prestige. Il s'arroge de surcroît un pouvoir sur les conditions d'expression de la sociabilité locale."<sup>525</sup> On attend beaucoup de son rôle d'entraînement.

<sup>521</sup> GERBOD, P. L'institution orphéonique en France du XIX<sup>e</sup> siècle au XX<sup>e</sup> siècle. *Ethnologie française*, 1980, n°1, pp. 27-41.

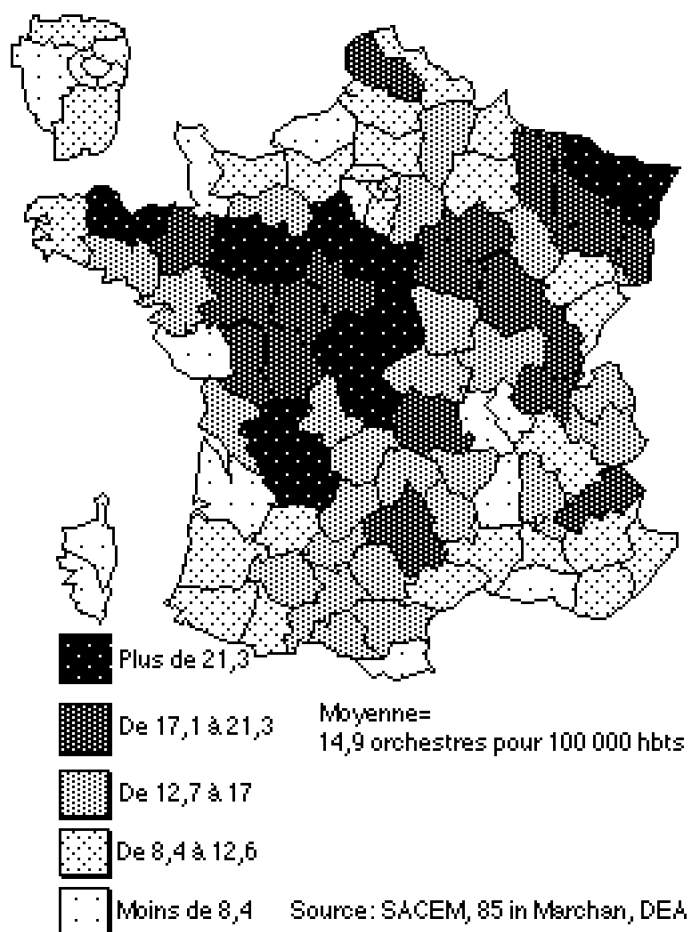
<sup>522</sup> IHL, O. Op. cit. pp. 154-161.

<sup>523</sup> Idem, p. 154

<sup>524</sup> AGULHON, M. Op. cit.

Mobilisation. Et recrutement. Car la musique introduit la fête et “en prenant part à l'organisation du bal, elle permet de conquérir un large public auprès de la jeunesse.”<sup>526</sup>

Or, ce lien politique fort entre fanfare et bal semble aujourd'hui oublié: il est symptomatique que les fanfares soient surtout présentes dans les régions de forte pratique musicale où en général le bal public est secondaire. Si elles introduisent toujours la fête, elles sont plus ludiques et souvent un peu folkloriques. Cependant, il existe encore des formations se produisant aussi bien en concert qu'en bal. C'est ainsi le cas de l'orchestre n°4 de l'enquête qui joue sous deux noms distincts (*Harmonie municipale de Saint-Chamond* ou *Quorum*) selon les situations.



Carte 39. Les orchestres de bal en France

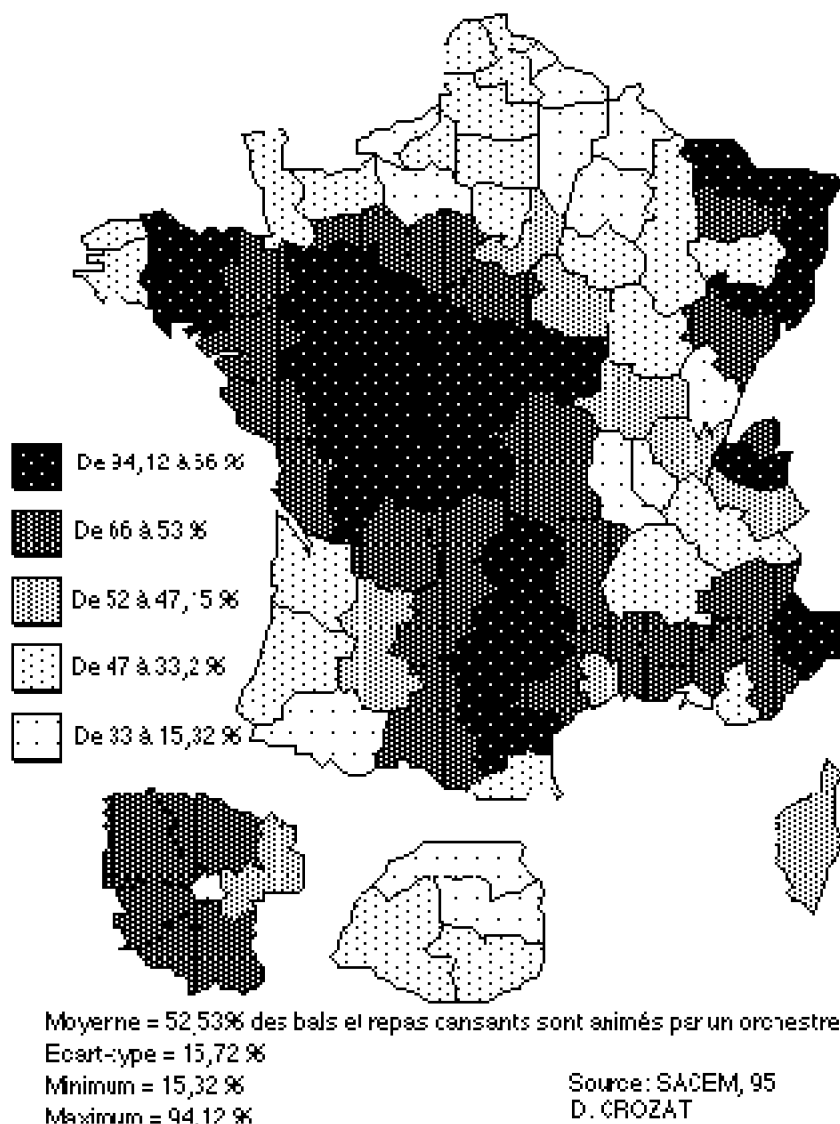
Les orchestres de bal sont connus grâce à l'énorme travail de Francis Marchan<sup>527</sup>. Il a répertorié l'ensemble des orchestres qui apparaissent dans les relevés de la SACEM au cours de l'année 1985. Le poids des deux grands pôles à l'ouest et au nord-est du pays

<sup>525</sup> HL, O. Op. cit. pp. 156.

<sup>526</sup> Idem, p. 157.

<sup>527</sup> MARCHAN, F. *Mémoire de DEA*. 1990. Op. cit.

se confirme. La carte 39 coïncide assez bien avec la carte des bals avec orchestre (carte 40) et, plus encore, avec celle de la pratique musicale qui se dégage des cartes 38. Surtout, le montant modeste des redevances dans la plupart de ces régions confirme l'hypothèse d'orchestres de petite taille qui jouent rarement<sup>528</sup>. Enfin cette spécificité de l'ouest se renforce (carte 15).



Carte 40. Un recours très inégal aux orchestres

Mais la musique et le bal ne sont plus aussi liées que par le passé: le développement des disco-mobiles et la mobilité accrue l'expliquent; ainsi le sud du pays fait appel à des formations venues du lyonnais. Surtout la musique ne véhicule plus les mêmes enjeux politiques; elle est devenue une affaire d'éducation.

### 2-1-2 Les comportements matrimoniaux jouent encore un rôle

<sup>528</sup> MARCHAN, F. *Thèse*, tableau 10, p. 150.

On vient au bal pour danser: la libération des corps, plus que l'ivresse rend le bal sulfureux: "De toutes les occasions de rencontre, les bals sont les plus importantes, non seulement parce que la danse est surtout un plaisir des jeunes mais aussi parce que comme telle elle est essentiellement sexuelle ou, pour mieux dire, érotique."<sup>529</sup> Voilà bien l'objet individuel du bal: sexuel, érotique. La constitution des couples n'est qu'une fonction tardive du bal, trop importante pour être ainsi confiée au hasard d'une rencontre, et semble d'ailleurs en recul.

Auparavant, au moins quatre bons siècles, le corps est au centre d'un débat de nature très politique: au dévouement sexuel qu'évoque Van Gennepe, on a substitué, à l'époque moderne, un contrôle des corps bien montré par Muchembled<sup>530</sup>. C'est donc une revendication des révolutionnaires puis des Républicains: l'explosion de la danse au XIX<sup>e</sup> siècle, pourtant présenté comme très prude, s'appuie sur "une volonté d'autonomiser les corps."<sup>531</sup>

En même temps, depuis Rousseau, on vise à contrôler cette émancipation. Moralement: on limite ainsi strictement l'activité des prostituées ce jour-là; on se montre très réservé à l'idée de désigner "une reine des bals"<sup>532</sup>. Politiquement surtout le conflit oppose les Républicains à l'Eglise. Ces derniers veulent que "le bal champêtre aujourd'hui si repoussant et lubrique" redevienne "si gracieux et si honnête qu'il put reprendre sans rougir ses anciens et naïfs ébats sous les yeux mêmes du pasteur."<sup>533</sup> L'objectif ? "Soumettre à l'autorité du clergé une dimension de la sociabilité villageoise demeurée farouchement indépendante."<sup>534</sup>

Les perdants ? La jeunesse de village qui, dépassée par l'enjeu, y abandonne ce qui restait de la coutume<sup>535</sup>. Le *bal des jeunes* n'est qu'une réinvention récente suscitée par la dépopulation: pour ne pas perdre sa jeunesse, on lui redonne son autonomie. On comprend qu'il paraisse difficile de considérer que les comportements matrimoniaux aient une grande importance dans le bal.

Et pourtant... Todd et Le Bras<sup>536</sup> mettent en valeur la diversité des comportements familiaux et démographique comme marqueur important des mentalités en France. On

<sup>529</sup> VAN GENNEPE, Arnold. *Manuel du folklore français*. Picard, 1943, t. I-1, p. 256.

<sup>530</sup> MUCHEMBLEDE, R. Culture. Op. cit.

<sup>531</sup> IHL, O. Op. cit. p. 163.

<sup>532</sup> Idem, p. 166.

<sup>533</sup> RIGAUD (Abbé). *La dépravation au village*. Aix, 1869, cit. in IHL, O. Op. cit.

<sup>534</sup> IHL, O. Op. cit. p. 163.

<sup>535</sup> FLANDRIN, J.L. Op. cit. p. 111

<sup>536</sup> LE BRAS, H., TODD, E. *L'invention de la France*. Hachette, coll. Pluriel, 1981, 423 p.

peut donc essayer de se demander si ceux-ci jouent un rôle dans le bal. Faudrait-il alors envisager l'étude du bal dans la perspective de l'étude anthropologique des stratégies matrimoniales de reproduction familiale ? L'idée n'est pas aussi saugrenue qu'il y paraît: la carte de la fécondité en France dessine l'exact contrepoint de celle de la fréquence des bals publics. A l'inverse, ceux-ci peuvent paraître liés aux ménages multiples fréquents<sup>537</sup>

Le plus difficile alors n'est pas de trouver des coïncidences, mais de les expliquer, de trouver un lien réel... On restera donc prudent avant de conclure à un individualisme moins fort qui favoriserait le bal public, même si d'autres indices nous amènent à le penser et si cela va dans le sens de notre thèse. Pourtant le clivage entre zone de famille élargie et zone de famille nucléaire reste encore très visible et correspond à d'autres oppositions héritées de notre histoire.

Ne négligeons pas ces facteurs pour autant. Loin de ces débats, quoiqu'en dise Robert Hérim<sup>538</sup>, malgré le vieillissement de son public, le bal joue encore un rôle dans les stratégies de recrutement du conjoint. Il affirme ainsi que "l'exode rural, les mutations socio-professionnelles, le déclin des manifestations d'autrefois, battages, fêtes villageoises...et des occasions nouvelles de rencontre, bureau, usine, soirées disco, l'automobile et le téléphone, ont modifié les stratégies matrimoniales, et contribuent à modeler selon de nouveaux repères spatiaux une carte considérablement élargie des pratiques matrimoniales et des relations familiales au sein des sociétés rurales de l'Europe occidentale."

Bozon et Héran<sup>539</sup> montrent qu'en fait, en 30 ans, cette carte a très peu changé; la tendance à l'endogamie reste forte; et où les couples se forment-ils souvent ? Au bal. Ils sont issus en général d'une petite région qui ressemble beaucoup à l'aire d'attraction du bal. Un orchestre ou une disco-mobile qui oublierait les slows se ferait assiéger par le public qui vient les solliciter avec insistance, et sévèrement rappeler à l'ordre par l'organisateur.

On le suppose assez clairement à la lecture de certaines statistiques (tableau 12) qui distinguent les individus selon leur statut matrimonial<sup>540</sup>: la pratique de la danse chute brutalement si les individus sont mariés; elle se révèle même inférieure à celle de l'ensemble de la population. On restera cependant prudent: chez les français de 35 à 60 ans seuls, la pratique de la danse est aussi très faible et inférieure à l'ensemble de la population. L'âge est-il plus important ? Les jeunes (15-19 et 20-24 ans) et les célibataires sont parmi les groupes les plus assidus au bal public, qu'on s'intéresse à la fréquentation comme à la fréquence<sup>541</sup>. A l'inverse, on observe une baisse nette, surtout pour la

---

<sup>537</sup> LE BRAS, H., TODD, E. *L'invention de la France*. Op. cit.

<sup>538</sup> FREMONT, A., CHEVALIER, J., HERIN, R. et RENARD, J. *Géographie sociale*. Masson, 1984, 387 p..

<sup>539</sup> BOZON, M., HERAN, F. L'aire de recrutement du conjoint. *Données sociales*, INSEE, 1987, pp. 338-347.

<sup>540</sup> INSEE. *Les pratiques de loisir, enquête 87-88*. Op. cit.

<sup>541</sup> Enquête Ministère de la culture 88. Op. cit.

fréquentation assidue, à partir de 25-34 ans à des niveaux qui restent ensuite stables pour toutes les catégories jusqu'à 45-55 ans.

**Tableau 12. Pratique de la danse selon le type d'individu et le statut matrimonial**

	Jamais	Rarement	5-6 fois / an	1-2 fois / mois	Presque chaque semaine
Homme moins de 35 ans seul	37,2	8,6	23,9	20,4	9,8
Femme moins de 35 ans seule	20,1	15,3	28,7	26,2	9,6
Homme de 35 à 60 ans seul	61,1	12,9	13,1	10,7	2,3
Femme de 35 à 60 ans seule	54,2	20,3	15,2	6,7	3,6
Homme en couple	48,9	28,7	17,5	4,3	0,5
Femme en couple	45,1	29,9	18,6	5,2	1,2
FRANCE	46,9	23,8	17,3	8,3	3,8

Source: INSEE-Résultats, , 1/89, Tab. 54A partiel.

Un rôle indiscutable. Il demeure que la fréquence de sortie au bal des jeunes est en recul régulier<sup>542</sup> et que, si donc les centres d'intérêts se déplacent vers d'autres sorties, c'est-là qu'on va trouver son conjoint. Il demeure qu'en 1994 "3 300 000 jeunes sont allés dans un bal public au moins une fois dans l'année"<sup>543</sup> " soit environ dix millions d'entrées. Surtout, depuis une grosse génération, les jeunes échappent au contrôle politique sur les corps: on a autonomisé son bal; radicalement, dans les fêtes les plus ségréguées (la *boom*, la *rave*), ou, plus discrètement, en gardant un lien avec le reste de la communauté dans le *bal des jeunes*.

### 2-1-3 Niveaux d'étude et comportements culturels ont une incidence limitée

Aujourd'hui le discours régionaliste se nourrit souvent d'abord d'une revendication linguistique. Le débat à ce sujet n'a pas sa place ici mais on peut remarquer qu'on retrouve quelques lignes de la carte 36 à travers celle des progrès lents du français<sup>544</sup>. Comme en matière de ménages multiples, on ne peut que se borner à signaler les coïncidences entre les régions où les bals publics sont dominants, et celles qui ont adopté le plus tardivement le français.

<sup>542</sup> Ministère de la culture. Enquête 94. Op. cit.

<sup>543</sup> Idem. Soit 29% des 12-25 ans; en réalité, il y a stabilisation voire légère hausse de la pratique du bal puisque les enquêtes de 1973, 81 et 88 étaient réalisées sur la tranche d'âge 15-25 ans et qu'il n'est pas tenu compte de l'élargissement de l'échantillon: l'accès aux bals est théoriquement interdit aux moins de 16 ans non accompagnés; l'obligation est bien respectée dans les bal payants. Les données détaillées de l'annexe montrent que les 15-19 ans sont en fait 34% à fréquenter un bal dans l'année.

<sup>544</sup> WEBER, Eugen. *La Fin des terroirs*. Fayard, 1983. Propose des cartes qui montrent bien la progression du français durant le XIX<sup>e</sup> siècle.



Mais aujourd'hui la question linguistique est dépassée; on a vu qu'un des principaux marqueurs culturels dans la composition des publics tient à leur niveau d'étude. Les pratiquants les plus assidus du bal se recrutent parmi les populations qui ont le niveau du BEPC, BEP, CAP quand les moins pratiquants ont un niveau d'étude supérieur au bac. On devrait donc retrouver les régions "instruites" parmi les moins pratiquantes et le bal jouerait un rôle important dans les régions de plus faible niveau de formation.

Or il n'en est rien<sup>545</sup>, à l'exception de la région parisienne, c'est même l'inverse: le midi, et ses nombreux bacheliers, danse beaucoup plus que le nord. Dans le nord, des contradictions sont nettement visibles entre des régions où les études techniques courtes dominent: l'Alsace ou la Lorraine pratiquent nettement plus le bal que la région nantaise. A une échelle plus précise encore tout semble opposer la région de Saint-Gaudens et celle de Pau qui pourtant se ressemblent beaucoup en matière de bals. On doit donc rejeter très nettement l'idée d'un lien spatial entre formation et intensité de la pratique du bal.

Faut-il donc rejeter tout argument culturaliste ? Non. Mais, de même qu'on a vu que le bal n'était pas vraiment un loisir ni une activité économique, on veillera à ne pas en exagérer la présentation culturelle qui n'apparaît que comme un facteur secondaire.

Il n'empêche que l'utilité identitaire du bal semble essentielle. Or, si les marqueurs hérités, patrimoniaux, semblent laisser une trace peut-être moins nette que ceux proprement culturels, dans un domaine où la représentation compte autant et parfois plus que la réalité, ils sont aujourd'hui valorisés: le cas du fest-noz, si rare et encensé, l'illustre bien. On peut aussi se demander si, à travers la carte du bal public dominant, n'apparaît pas celle d'un modèle de société plus traditionnel, hérité. Ce bal public serait donc plus traditionnel par les relations sociales qu'il sous-tend que par sa forme, assez modernisée.

En même temps, devenu plus sophistiqué, plus technique, le bal dépend aujourd'hui d'équipements et structures fixes. Ceux-ci facilitent son organisation et sont peut-être susceptibles d'accroître la fréquence des manifestations. Mais surtout, bien plus que les marqueurs culturels, ils révèlent par l'effort qu'ils demandent à la collectivité l'importance sociale du phénomène.

## 2-2 Des structures spécialisées prépondérantes

---

### 2-2-1 Les salles des fêtes révèlent l'importance du bal et de la danse

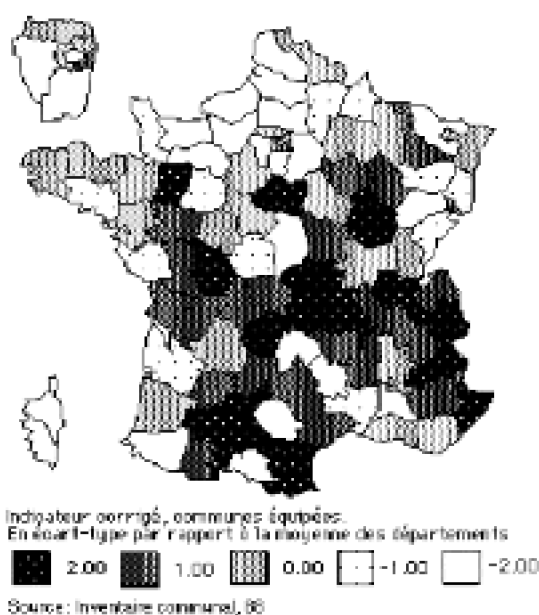
La salle des fêtes a été un des équipements majeurs, considéré comme indispensable par les petites communes dans les années 70-85. Cela a suscité un énorme mouvement de construction qui explique qu'aujourd'hui on les retrouve partout. Il s'agit d'un des équipements les plus fréquents<sup>546</sup> dans les communes, même les plus petites: un tiers

<sup>545</sup> COLLECTIF. *Atlas des zones d'emploi*. Cartes 8 à 11 (A et B). Coédition DATAR-INSEE-Ministères de l'Education Nationale, de l'Industrie, du Travail-RECLUS, 1994.

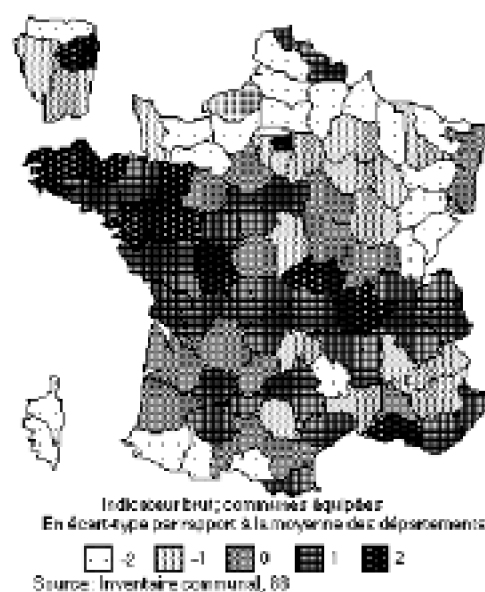
<sup>546</sup> COURSON, J.P. Op. cit.

des communes de 50 habitants, la moitié de celles de 100 habitants et 82% de celles de 500 habitants étaient équipées en 1988 et encore ce taux a-t-il continué de progresser, bien que plus lentement... On découvre parfois des équipements surprenants pour des communes très petites; ainsi la salle polyvalente de Vivès (Pyrénées-Orientales, 70 habitants).

A- Indicateur corrigé



B- Indicateur brut



Carte 41. L'équipement inégal en salles des fêtes et salles communales

Cet équipement révèle l'importance des bals et de la fête en général<sup>547</sup> en France. Si on se limite à l'indicateur brut (carte 41B), on découvre un équipement beaucoup plus important au sud et à l'ouest. Au nord, seuls l'Alsace, surtout le département du Nord, Paris et la petite couronne sont vraiment aussi bien équipés. Un sud qui danse contre un nord plus sérieux ? N'exagérons rien: les départements les mieux équipés (Bretagne et ouest, Rhône et Loire, Bouches-du-Rhône) sont souvent peu concernés par la danse, au

<sup>547</sup> Les fêtes privées représentent souvent la majorité des utilisations des salles; leur location permet souvent aux communes d'en payer l'entretien.

contraire des moins bien pourvus: Pyrénées, Sud du Massif Central et des Alpes.

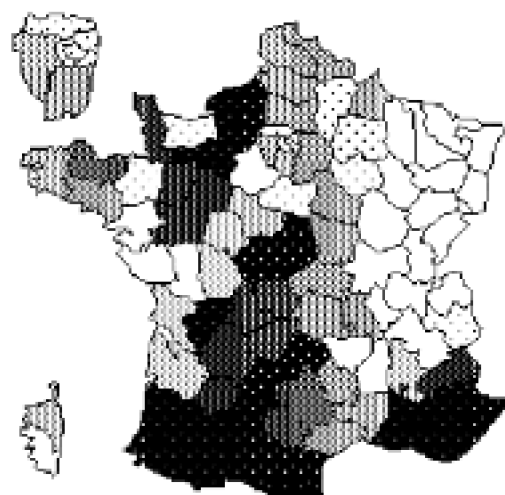
Ces décalages montrent bien qu'il faut attribuer les inégalités à d'autres facteurs, ainsi la taille de la population communale, avec un équipement un peu meilleur du midi et de l'est que révèle l'indicateur corrigé (carte 41A). Malgré des exceptions, les départements les plus pratiquants du bal sont en général mieux équipés, indépendamment d'un quelconque lien avec les conditions climatiques ou saisonnières auquel pourtant le bal est très attaché.

### 2-2-2 Les structures d'organisation jouent un rôle important

Les comités des fêtes sont presque aussi fréquents que les salles des fêtes; il s'agit donc d'une structure qui apparaît essentielle pour les français. On les crée parfois pour favoriser le tourisme, mais si l'activité devient un tant soit peu importante, une structure spécifique, le syndicat d'initiative prend le relais. Aussi leur fonction principale est à usage interne à la collectivité: il s'agit de favoriser une animation destinée avant tout à la population résidente permanente.

Les comités des fêtes sont clairement répartis à l'ouest et au sud du pays (carte 42A). Le tourisme semble bien secondaire puisque Rhône-Alpes, la Corse ou la Vendée sont très peu équipés. Souvent le comité des fêtes est très dépendant de la mairie; sinon il reste un lieu de pouvoir en opposition avec le maire. Le bal est particulièrement concerné, qu'il s'agisse des bals publics dans le sud, comme des repas dansants ruraux en Normandie et Maine.

A- Comités des fêtes

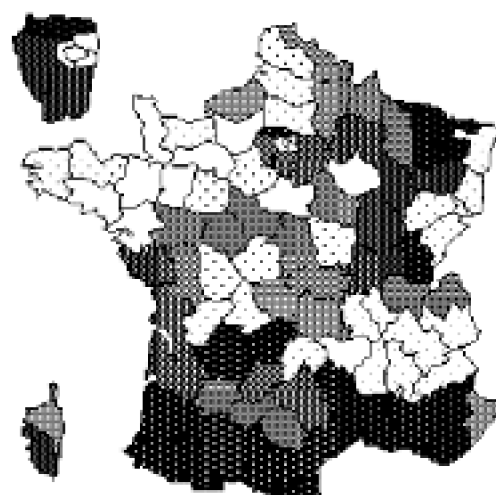


Indicateur corrigé; communes équipées  
en écart-type à la moyenne des départements

■	■	■	■	■
2.00	1.00	0.00	-1.00	-2.00

Source: Inventaire Communal, 88

B- Foyers ruraux



Indicateur corrigé; communes équipées  
En écart-type par rapport à la moyenne des départements

□	■	■	■	■	■
-2	-1	0	1	2	

Source: Inventaire communal, 88

Carte 42. Des structures d'animation très contrastées

Ce poids des structures est accru par le rôle que jouent d'autres organismes; il est difficile de les cerner, d'autant que beaucoup ont des fonctions qui priment. On peut ainsi trouver des associations de commerçants, comme à Vernoux-en-Vivarais (Ardèche), des

associations religieuses à Saint-Junien (Haute-Vienne), une radio associative à Pompadour (Haute-Vienne), sans oublier, déjà citée, une association de bienfaisance à Azille (Aude). Parmi eux, les foyers ruraux sont les plus importants, et encore les plus proches des municipalités.

Moins fréquents que les comités des fêtes (autour de 10% des communes en possèdent un), ils sont souvent à l'origine d'un ou plusieurs bals par an. Or que constate-t-on à la carte 42B ? le sud du pays est encore nettement mieux doté. Le nord-est, pauvre en comités des fêtes est également très concerné.

Liées à des structures d'organisation différentes, on met ainsi en valeur chacune des deux régions du nord qui organisent beaucoup de repas dansants ruraux. Le sud cumule les deux à des niveaux élevés. On peut y ajouter que selon les membres des orchestres c'est dans le midi que se concentrent la quasi totalité des mandats administratifs indiquant une dépendance complète de l'organisateur avec la mairie puisque c'est elle qui paie<sup>548</sup>.

Le rôle prépondérant des municipalités de certaines régions est ainsi clairement mis en valeur. Se dessine nettement une France où les fêtes, bals publics et repas dansants ruraux, jouent nécessairement un rôle dans l'organisation des relations à l'intérieur de la collectivité vu l'énergie et les dépenses qu'on leur consacre.

Ce caractère politique local reste donc une solide réalité pour une quinzaine de millions de français. Il s'agit donc d'un marqueur important. Au sud comme au nord, il met d'ailleurs en valeur les régions les plus actives en matière de bals. Il reste cependant à déterminer pourquoi ces organisateurs éprouvent le besoin d'utiliser ce vecteur plutôt qu'un autre pour revigorer leur collectivité. Auparavant, on doit s'interroger sur la notion même de région.

## 2-3 Quelle région rechercher ?

---

### 2-3-1 Deux logiques divergentes mais à rapprocher

En effet, qu'est-ce qu'une région ? Que cherchons-nous à distinguer ? Cette première question va en appeler une autre: la région est-elle une illusion ?

Les multiples définitions de la région suivent deux axes: soit on l'envisage dans sa fonctionnalité, administrative ou économique, sa structuration et ses modes d'organisation, soit on s'efforce de lui donner une consistance, une dimension nettement plus historique, culturelle, identitaire voire parfois ethnique. Dans les deux cas, cela débouche invariablement sur le politique, mais dans le premier on privilégie une action qu'on suppose visible et très concrète, quand dans le second prédomine plutôt l'idée

---

<sup>548</sup> Le paiement au moyen de mandats administratifs révélant l'implication active de la commune concerne selon les orchestres, 10 à 20% des bals municipaux. Ces bals sont toujours publics, toujours en été, toujours dans le sud. Ce mode de paiement est en recul du fait des remarques faites par les Cours des Comptes régionales qui n'apprécient pas que les deniers publics soient consacrés à l'organisation de bals (alors qu'elle tolèrent la plupart des autres loisirs et animations); cela se traduit par la création d'associations-écran: paradoxe d'un contrôle qui aboutit à une plus grande opacité. L'organisation de danses par la mairie est pourtant autorisée par la loi municipale de 1884 et fut à cette époque vivement encouragée par le Ministère de l'Intérieur.

d'une affirmation et de relations plus subtiles tout autant que le règne des héritages, quand ce n'est pas de l'immanent.

D'un côté sont proclamées la clarté de règles qu'on veut objectives, une visibilité tranchée; en face, c'est l'équilibre discret de forces mal connues mais qu'on suppose puissantes. L'analyse du premier se voudra scientifique; celle du second procédera de l'empirisme, privilégiera certains aspects plutôt que d'autres, selon une logique dominée par l'empathie. L'un et l'autre s'ignoraient traditionnellement.

Mais depuis une vingtaine d'années, l'évolution amène à repenser les relations entre les deux: la coupure semble difficile à justifier, la rationalité de l'un étant remise en cause quand on commence à démêler dans le second des structures récurrentes voire même des règles. Surtout, on (re)découvre que les deux s'interpénètrent et interagissent en permanence. Notre sujet d'étude est bien sûr à la confluence entre les deux, en tension permanente entre la réalité et une perception souvent divergente qui en fausse l'appréciation.

Dans le premier axe, on trouve évidemment la vision de ceux qui ont présidé à la création des régions de programmes, actuelles régions administratives. L'article 4 de la loi du 5 juillet 1972 affirme que "la région a pour mission (...) de contribuer au développement économique (...) de la région"<sup>549</sup>. Elle sera donc surtout destinée au développement et à l'aménagement du territoire. Yves Madiot<sup>550</sup> qui en fait la promotion dans ce sens va plus loin: il signale que dans la loi ATR (d'Administration Territoriale de la République) du 6 Février 1992, particulièrement son décret d'application du 6 juillet 92, on évoque la fusion des cadres locaux, à un niveau inférieur à la région, mais sans explorer les liaisons pouvant être établies entre les différents niveaux des collectivités locales. Il déplore que la région n'ait pas une prééminence autre que formelle sur d'autres collectivités locales. Cela prive la région d'un poids équivalent à celui d'autres collectivités.

Principale cause: il n'existe pas d'identification forte de ses habitants à leur région: "la région est encore très largement une instance de coordination"<sup>551</sup>. Mais pour aller au-delà on passe alors au second niveau, l'identitaire.

C'est d'ailleurs ce que d'autres<sup>552</sup> affirment clairement, montrant que c'est la réalisation à terme d'un autre objet, fondamentalement différent, culturel, unitaire et à vocation politique, qui sous-tend l'action de ceux qui nourrissent plus d'ambitions pour leur région<sup>553</sup>: l'émergence de nouvelles territorialités, dont il s'agit de créer la réalité,

<sup>549</sup> CHOAY, Françoise, MERLIN, Pierre (sous la direction de). *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*. 1988, Paris, PUF.

<sup>550</sup> MADIOT, Yves. *L'aménagement du territoire*. Paris, Masson, 1993, 221 p.

<sup>551</sup> idem, p. 209.

<sup>552</sup> DOUENCE, Jean-Claude. La région: collectivité à vocation générale ou spécialisée. *Revue française de droit administratif*. 1986, n° 4, p. 539.

<sup>553</sup> PAILLART, Isabelle. Quid de la communication locale? La notion de territoire. in *Communication politique contre communication publique. Cahier des sciences de l'information et de la communication*. DEA Rhône-Alpes, n°2, février 1992, p.70-73.

nécessite la mise en valeur de leur image à travers des campagnes de communication abondantes. Il s'agit d'une pratique qu'on camoufle souvent derrière une modernité de bon aloi et de fausses nécessités issues d'une prétendue massification<sup>554</sup> : les dépenses de communication des régions représentent une part non négligeable de leur "action" depuis le début de la décentralisation. La communication se justifie alors comme une action rationnelle, dans un champ de relations qui ne l'est guère. On veut créer la région, non pas en renforçant son action économique, ce qui serait beaucoup plus dans les compétences des élus concernés, mais en lui donnant du sens.

Ambiguïté: la perspective, économique au départ, a des ambitions qui passent par le symbolique pour atteindre au politique. Ce symbolique, où le trouver ? Dans l'affirmation d'une culture commune, d'abord folklore puis revendication ethnique. C'est ce qu'ont connu les pays de l'Europe de l'Est<sup>555</sup>. A l'époque communiste, la notion de région techno-économique, avec une vocation d'aménagement du territoire, sur une base naturelle et donc géographique, fut promue. Par principe, on déniait à cette entité toute autonomie politique ou existence socio-ethnique, à l'exception du folklore considéré comme un vestige. Et pour cause: comment invoquer un héritage, une vocation historique commune quand ces cadres territoriaux ne correspondaient pas à ceux qu'on recréait. Le même problème se pose en France; il suscite des surenchères; la demande de l'élargissement de la Bretagne jusqu'à Nantes, par exemple. Mais elles restent moins graves que celles qu'on constate plus à l'Est de l'Europe.

Aujourd'hui, cette région y est remplacée par un tout qui cherche à se valoriser dans sa globalité. On met en avant les critères ethniques et culturels, notamment la langue et la religion. Cette expression d'une région *anthropogène* conduit d'ailleurs à des exagérations conflictuelles pour négocier un espace de liberté plus vaste.

Ce fut également le cas des communautés autonomes espagnoles: même si aujourd'hui les principales dérives se sont calmées, les ambitions demeurent. Dans une telle situation, on assiste là à une surenchère permanente, qui souvent rappelle les excès du nationalisme qui avaient nié ces régions. Plus anodin en apparence, le slogan de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, *notre deuxième patrie*, en résume toute l'ambiguïté.

### 2-3-2 Les raisons embarrassées du géographe

Les géographes se sont efforcés de définir cet objet qui pourtant les embarrasse. La grande tradition géographique française va s'intéresser aux articulations régionales. Paul Claval<sup>556</sup> explique que la notion de région se met en place comme une juxtaposition de paysages, "mosaïque d'aires homogènes juxtaposées" mais regroupées en unités plus vastes.

<sup>554</sup> BRUNET, R., FERRAS, R. et THERY, H. *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*. Reclus, La Documentation Française. Collection Dynamiques du territoire, 1992, Paris, 470 p.

<sup>555</sup> CIECHOCINSKA, Maria. *L'évolution de la notion de région en Europe centrale et orientale*. *Espaces et sociétés*, n° 70-71, 92/3 et 4, "Identités, espaces, frontières", Paris, l'Harmattan.

<sup>556</sup> CLAVAL, Paul. *Géographie humaine et économique contemporaine*. Paris, 1984, PUF, coll. Fondamental, 442 p.

Plus tard, on y joint une définition administrative, qui nie les héritages historiques et les réalités physiques. Mais cela commence à susciter des réticences: "les régions de programme, en éliminant toute notion de cadre géographique ou historique, finissent par faire oublier les lieux dans lesquels les hommes vivent"<sup>557</sup>.

En effet, tout au long du siècle la région s'affirme de plus en plus comme un produit social, progressivement construit par les sociétés dans leur espace de vie<sup>558</sup>. Elle reste toujours espace naturel, mais aussi de plus en plus espace organisé, espace existentiel. A ce titre elle est un équilibre entre "identités culturelles et appartenance à un fragment de terre"<sup>559</sup>. "Une région se définit par les liens existants entre ses habitants. Cette expression de liens doit être entendue au maximum de la compréhension, c'est-à-dire en englobant non seulement les relations, mais aussi les caractères communs." et l'auteur<sup>560</sup> les énumère, terminant par les "structures sociales particulières définissant certains types de relations entre les habitants de telle contrée." C'est bien ce que nous allons rechercher: un espace bien réel mais dont la découpe reproduit des perceptions forts différentes de la société.

Bourdieu pointe<sup>561</sup> cependant les travers de l'emploi de ces conceptions sans un minimum de prudence. La revendication régionaliste ou nationaliste s'en est ainsi emparé. Comme cela apparaît dans les exemples qui précèdent, elle représente un travail symbolique qui permet de transformer le sens social de caractéristiques -ainsi, par exemple, celles liées à l'origine géographique- qui sont alors souvent décrites comme un destin social.

Mais cette dimension politique est très récente: le régionalisme du XIX<sup>e</sup> siècle apparaît avant tout comme une tentative de notables pour perpétuer une culture locale élitiste, donc sans véritable dimension politique nationale<sup>562</sup>. Pour les couches populaires non francophones en revanche, l'acquisition de la langue dominante a résulté plutôt des transformations sociales que de la politique scolaire. C'était une émancipation de l'emprise des notables. Aussi les forces sociales susceptibles d'animer un mouvement régionaliste étaient-elles limitées et le plus souvent prêtes à transiger avec le pouvoir central dans les domaines économique ou politique.

Les fondements d'une conscience régionale semblent donc être moins de nature

---

<sup>557</sup> ESTIENNE, Pierre. *La France*. Masson, 1992.

<sup>558</sup> FREMONT, A. *La région, espace vécu*. PUF, 1976,

<sup>559</sup> BAILLY, A., BEGUIN, H. *Introduction à la géographie humaine*. Masson, 1992, 192 p.

<sup>560</sup> KAYSER, B. *Géographie entre espace et développement*. Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1990, p.135.

<sup>561</sup> BOURDIEU, Pierre. L'identité et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région. *Actes de la recherche en sciences sociales*. N° 35, novembre 1980, pp. 63 à 72.

<sup>562</sup> CHARLE, Christophe. Régions et conscience régionale en France. Questions à propos d'un colloque (Strasbourg, 1974). *Actes de la recherche en sciences sociales*. N° 35, novembre 1980, pp. 37 à 44.

politique que sociale ou idéologique. Les trois principaux facteurs d'une prise de conscience d'un territoire qui dépasse le local sont les mouvements migratoires qui rendent perceptibles les relations de dépendance, les stéréotypes régionaux qui créent une identité collective et les activités symboliques régionales (presse, sports) qui privilégient les structures d'appréhension de l'espace proche en gommant les autres types de conflits <sup>563</sup>.

Il importe donc de se tourner vers ces représentations symboliques: sans elles, la région n'est rien. Vont donc se poser deux problèmes: celui de sa délimitation: la région est un espace moyen et donc ambigu; la référence est ainsi permanente avec l'ensemble plus vaste dont elle fait partie et -très important dans le cas du bal- les composantes de niveau inférieur.

Ce problème est compliqué par l'enchevêtrement des représentations symboliques qui s'y surajoutent et ne coïncident pas nécessairement lorsqu'on s'avise de les situer.

Par ailleurs, mais c'est lié, le fait régional est dominé par les représentations qu'on en a, qui finissent par occulter sa réalité matérielle. Comment rattacher ces deux éléments déconnectés l'un de l'autre ? En général, cela passe par l'appel à un ensemble d'autres représentations mythiques qui ainsi occultent le problème: campagne, village... dans le but de leur trouver une unité figurée. Souvent même, on fabrique cet objet si désiré. Quels processus sont alors à l'oeuvre ? Qu'est-ce qui les motive ?

### 2-3-3 Mythes et peurs

Pour Di Méo <sup>564</sup>, ces difficultés à borner un ensemble régional sont normales puisque celui-ci a une conception à dominante idéologique, qu'il s'agit en fait d'un vestige archéologique d'origine féodale, redéfini et recalibré au XX<sup>e</sup> siècle. De par ce passé et son long silence qui l'a privée de définition spatiale précise, la région peut véhiculer une idéologie susceptible de limiter les conflits; elle se révèle alors un instrument de régulation sociale grâce à ce fantôme d'une unité ancienne qui perdure, idéalisé, dans l'imaginaire collectif. Comment s'organise cette régulation ?

Par la fête: "Mise en scène de forces cosmiques qu'il faut se concilier ou dominer, mise en scène de rôles sociaux et de leurs acteurs, variation des rites et de la mémoire" <sup>565</sup> ... Voilà bien les fonctions du spectacle et de la fête. Si le cadre est généralement local, ce n'est pas systématique. D'abord par la répétition, souvent inconsciente, sur un vaste espace des mêmes pratiques avec les mêmes formes, on voit se dessiner ces régions.

L'étape suivante est moins importante pour nous car le bal est une activité peu valorisée. Mais la situation évolue et le bal prend progressivement pour une partie du public -certes encore réduite- une valeur patrimoniale. Cette mise en valeur tient dans l'affirmation, consciente, d'une authenticité destinée aussi à créer la région: dans le cas

<sup>563</sup> Idem.

<sup>564</sup> DI MEO, G. *L'Homme, la Société, l'Espace*. Op. cit. p. 235.

<sup>565</sup> LAUTMAN, F. La fête locale. Mise en scène? Mise en oeuvre? *Ethnologie française*, n°1-87, tome 17, pp. 39-44.



du Puy du Fou en Vendée <sup>566</sup>, on fait *revivre* (lire: on réinvente et, quand ce n'est pas possible, on invente) un mythe, celui du paysan vendéen. Certains attendent du bal la résurrection d'un modèle de campagne *authentique* mais tout aussi artificiel.

“Les mythes ne visent qu'un seul but: préserver l'unité et la continuité d'un groupe ancré sur un territoire” <sup>567</sup>. Le mythe est alors relais de l'idéologie, plus volatile. Qu'il s'agisse ici de réinventer (comme on pouvait au moyen-âge *inventer une relique*) le paysan vendéen *traditionnel* pour asseoir une légitimité locale ou lancer une carrière politique d'ailleurs appuyée sur *la défense des valeurs*, on retrouve les mêmes constantes: le besoin d'un individu catalyseur, un mythe qui fonde territoire et groupe, et dont le contenu varie moins que la forme avec les époques et les modes <sup>568</sup>, une idéologie, généralement passéiste, et des visées politiques: plus modernes, plus polémiques, la Ligue Lombarde ou les flamingants belges ne fonctionnent pourtant pas autrement qu'un maire qui ressuscite une fête ancienne, la rénove, pour dynamiser son village un peu endormi et/ou en mal d'identité devant l'exurbanisation <sup>569</sup>.

“Les provinces n'avaient pas de frontières, mais elles avaient une âme” <sup>570</sup>. Pourquoi un tel besoin d'affirmer des régions, de *se sentir* appartenir à une réalité bien balisée ? Pour Di Méo, cela provient d'une distorsion, d'un télescopage entre l'infrastructure, à vocation économique et cadre territorial basé sur la région, et la superstructure, politique et nationale qui concentre la référence collective. La conjonction exceptionnelle entre ces deux instances a, par exemple, permis à Venise ou Milan de devenir des métropoles dominantes. La perception qui en découle est cohérente. Di Méo estime cette situation fréquente aussi en France: il cite le rôle prépondérant d'instances économiques susceptibles “d'éveiller régionalisme et régions” comme dans le cas du Comité d'Etude et de Liaison des Intérêts Bretons dans l'après-guerre.

Faut-il généraliser? sûrement pas car c'est souvent caché derrière le rappel d'une identité socio-ethnique, d'une culture, de tout ce qui peut évoquer une région anthropogène. Il est souvent susceptible de débordements, d'utilisation à des fins moins généreuses voire simplement peureuses.

On l'oppose à la nation mais dans le cas de notre pays, les provinces furent un instrument finalement assez bien contrôlé par le pouvoir royal: “la royauté a (...) compris que l'existence de pouvoirs locaux solides était la meilleure garantie d'un pouvoir royal

---

<sup>566</sup> MARTIN, Jean-Clément et SUAUD, Charles. Le Puy du Fou. L'interminable réinvention du Paysan vendéen. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°93, juin 1992, p.21.

<sup>567</sup> DI MEO. *L'Homme, la Société, l'Espace*. Op. cit. p. 235.

<sup>568</sup> BERTHO, Catherine. Op. cit.

<sup>569</sup> Qu'on pense particulièrement aux fêtes de la batteuse, du pain, aux nombreuses fêtes et foires aux artisans, à la brocante dans les périphéries lyonnaises et en Haute-Garonne (Annexe); par exemple l'institution depuis le début de la décennie d'une fête du pain à La Terrasse-sur-Dorlay (42) répond tout à fait à cette préoccupation; son succès fut immédiat.

<sup>570</sup> BRUN, M. *Départements et régions*. 1938. cit. in Di Méo, H, S.E. Op. cit.

fort”<sup>571</sup> et d'ailleurs ce mouvement est contemporain de l'émergence de la nation française, par delà les provinces<sup>572</sup>.

Le mythe collectif “apparaît sous la Révolution et l'Empire, au moment où les provinces cessent d'être des entités politiques. Jusque là, il n'y avait pas de discours cohérent et organisé sur la province et encore moins sur la région.”<sup>573</sup> On voit alors ce mouvement à l'oeuvre à travers la réactivation de fêtes oubliées afin de se réapproprier un territoire.

Si aujourd'hui réapparaissent ces tendances, c'est parce que l'homme s'effraie d'une certaine déterritorialisation, pour laquelle la mondialisation et l'Europe fournissent un épouvantail pratique. On cherche à retrouver un espace clos et protecteur. Le cadre local relie à un passé, une continuité; il se combine avec le cadre régional qui apparaît comme assez neuf, moins marqué du sceau de la République car elle apparaît incapable d'offrir la protection demandée. Il est symptomatique qu'en Vendée, ce sont les chouans que l'on magnifie.

Cet espace du symbole, espace rêvé, espace culturel on va donc l'adapter à la réalité contemporaine, car la force du mythe c'est l'adaptation permanente à la réalité présente de l'individu<sup>574</sup>. Or, au XIX<sup>e</sup> siècle comme aujourd'hui, “une des caractéristiques majeures de la région devenue image provinciale c'est sa plasticité: les grands conflits politiques ou idéologiques s'y projettent clairement.”<sup>575</sup> On retrouvera toujours une adaptation à la réalité locale; mais qu'elle soit culturaliste, économique, sociale ou démographique, elle sera prétexte nécessaire à d'autres projets: songeons à l'utilisation de l'image de la Provence par l'extrême-droite.

“Il n'est donc pas si étonnant que, pour conjurer les menaces d'un grand large inqualifiable et les vertiges qu'elles suscitent, se réaffirme incessamment, sous des formes diverses, la lancinante nostalgie des mondes clos et des sécurité totalitaires”<sup>576</sup>. On retrouve la même logique au niveau local: le village est magnifié par ceux-là mêmes dont l'activité, éparpillée sur une aire très vaste et discontinue, contribue à son affaiblissement. Méfions-nous donc de l'appel au symbolique, à l'unité, à la culture commune; méfions-nous de conformismes qui recouvrent des évidences parfois

<sup>571</sup> DEMURGER, Alain. *Temps de crises, temps d'espairs. XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècle*. Nouvelle histoire de la France médiévale. Le Seuil, Point Histoire, 1990, 383 p. Il explique qu'on ne peut donc voir dans les multiples guerres de cette période, notamment la deuxième partie de la guerre de cent ans, un conflit entre la province, structure en déclin mais qui se défend, et l'Etat moderne qui éprouve encore des difficultés à s'imposer. Cette opinion s'est forgée chez les historiens régionalistes du XIXe siècle...

<sup>572</sup> GUENEE, Bernard. *L'occident aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècle. Les Etats*. Paris, PUF, collection Nouvelle Cléo, 4<sup>e</sup> édition, 1991. 338 p.

<sup>573</sup> BERTHO, C. Op. cit.

<sup>574</sup> ELIADE, Mircea. *Aspects du mythe*. Gallimard, Folio-Essais, Paris, 1963-1988. 251 p.

<sup>575</sup> BERTHO, C. Op. cit.

<sup>576</sup> AUGÉ, Marc. Du risque à l'angoisse: genèse d'une nostalgie. *Magazine littéraire*, n° 312, juillet-août 1993, p. 34.

fabriquées mais peuvent être utilisés à des fins pour le moins suspectes.

Ce processus fonctionne aussi, avec plus ou moins les mêmes formes au niveau local. On va voir dans la suite de cette étude qu'il y prend plus facilement appui sur le réel, ce qui le rend moins caricatural. Instrumentalisation de la région ou du local dans un processus où la préoccupation identitaire rend confuse la distinction entre espace réel et espace perçu car les deux s'interpénètrent: choisit-on le bal du village parce que c'est le plus proche, la meilleure attraction, ou parce qu'il s'agit de rappeler son appartenance à la communauté ? Aucune de ces raisons n'est exclusive des autres...

On peut donc confronter ces comportements en apparence régionalisés du bal à des permanences plus ou moins fictives mais souvent réaffirmées et ce qu'en retiennent certaines synthèses. Pour commencer envisageons la principale partition: celle qui oppose les Nord et les Sud.

### 2-4 Bals du nord et bals du sud : diversité politique?

---

Si l'opposition entre le nord et le sud est une constante, il demeure que pour chacun des types de bal, on a pu mettre en valeur une découpe légèrement différente; que retenir de ces variantes ? Coïncidence ? Comment distinguer ce qui ressort du réel et de sa perception ? Le bal mélange les deux en permanence.

#### 2-4-1 De la persistance de la ligne Saint-Malo-Genève

Commençons par la partition du territoire la plus nette, celle que dessine la répartition des bals publics (carte 19). Les zones où le bal public représente une part supérieure à la moyenne nationale se concentrent au sud d'une ligne très nette qui joint le Mont-Saint-Michel au Queyras ou, pour reprendre une ancienne délimitation sujette à maints commentaires, Saint-Malo-Genève avec un appendice de moindre intensité le long de l'axe rhodanien.

Qu'elle recoupe les divisions mises en valeur par Dupin<sup>577</sup> ou d'Angeville<sup>578</sup>, bâties essentiellement sur les écarts de niveau d'instruction de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, dont la carte est aujourd'hui très différente, ne signifie pas nécessairement la pertinence d'un tel rapprochement.

Elle ne mérite d'être rappelée que parce qu'elle coïncide, probablement fortuitement, avec ce qui fut au XIX<sup>e</sup> siècle une véritable frontière, au sens d'espace de projet, de limite à dépasser: Chartier montre ainsi que dès la fin de l'Ancien Régime, "c'est dans la conscience régionaliste et provinciale que s'arriment les projets de réforme, que s'enracinent les rébellions. Ce rapport de coexistence entre un pouvoir qui se veut centralisateur et un pays fragmenté, le jacobinisme révolutionnaire et impérial va s'efforcer de le modifier. Peu importe ici la mesure des résultats, mais il est clair qu'à partir

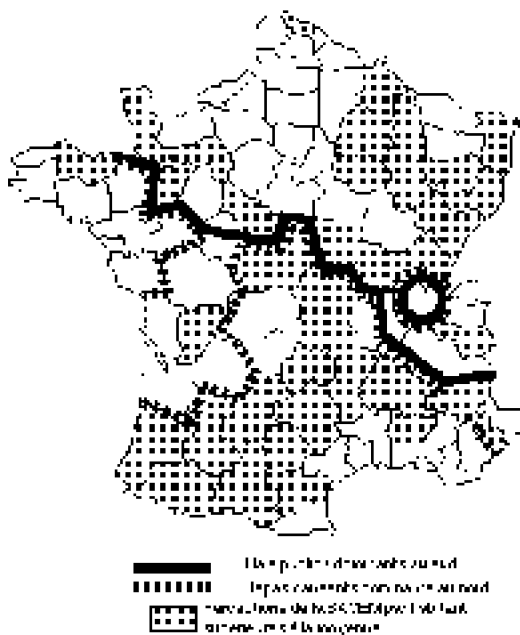
---

<sup>577</sup> CHARTIER, Roger. La ligne Saint-Malo-Genève. in *Les lieux de mémoire* (sous la dir. de Nora P.), tome 2, 1<sup>e</sup> ed.1984, rééd. 1997, Gallimard, coll. Quarto, p. 2817-2850.

<sup>578</sup> LE ROY LADURIE, Emmanuel. *Le territoire de l'historien*. Gallimard, Bibliothèque des histoires, 1973, p. 349-393.

de là est posée une articulation nouvelle entre le pouvoir politique et le terrain de son exercice. L'homogénéité de l'espace national devient à la fois désir et projet, condition et gage d'une bonne politique. Il n'est donc pas étonnant de voir sous la monarchie censitaire les notables se faire arithméticiens. La reconnaissance de disparités perpétuées, qu'elles soient économiques, culturelles ou morales, leur apparaît comme un manque et un risque, qu'il faut maîtriser en réduisant à des lois simples ces différences que l'on aurait pu croire, et que l'on avait crues, aléatoires. Tout projet pour la société exige idéalement une surface lisse où s'imposer, ou à tout le moins une identification à large échelle des inégalités. Le thème des deux France, né de la nostalgie de l'unité, se fait alors porteur d'avenirs contradictoires. Il exprime, dans ses incertitudes mêmes, une manière nouvelle de penser la relation entre la société et le pouvoir."<sup>579</sup>

On comprend mieux que dans l'optique du débat sur le régionalisme, même si ces deux lignes ne coïncident que par hasard, cela donne une visibilité à une partie du territoire où se regroupent la plupart des particularismes revendiqués aujourd'hui, Alsace exceptée. Cette séparation du pays se perpétue depuis plusieurs siècles déjà<sup>580</sup>, mais depuis deux cents ans on s'efforce d'en fonder la réalité. Dans un article toujours d'actualité<sup>581</sup>, Bourdieu s'en moque et démonte la fausse scientificité avec laquelle Montesquieu -mais c'est valable pour beaucoup d'autres après lui- fonde l'analyse de cette différence.



<sup>579</sup> CHARTIER, Roger. Op. cit. p. 2837.

<sup>580</sup> BRAUDEL, F. *L'identité de la France. Espace et histoire*. Flammarion, coll. Champs, tome 1, 1990, 410 p.

<sup>581</sup> BOURDIEU, P. Le Nord et le Midi. Contribution à une analyse de l'effet Montesquieu. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°35, novembre 1980, pp. 21-25.

### Carte 43. Les découpes nord-sud

Il demeure que ce n'est guère à travers le bal que les courants régionalistes évoquent leur différence. Mais le cas de la Bretagne montre les limites de cette partition régionaliste. A défaut de justification, la coïncidence peut apparaître comme certaine, puisque on verra aussi dans le chapitre cinq que c'est cette France du sud qui perpétue le mieux le modèle le plus républicain de la collectivité, diffusé, inculqué par ces mêmes jacobins que récusent ces mêmes régionalistes.

Dans l'attente, il demeure que cette découpe ne souffre que de rares exceptions bien délimitées: au nord, la Picardie et les Ardennes, l'Ain<sup>582</sup>, Paris. Au sud, c'est surtout l'ouest Atlantique mais aussi l'Aveyron et les zones les plus urbanisées de la Côte provençale. Le problème vient justement de ces extrémités ouest et est de la ligne où, sauf dans les délégations de Rennes et surtout de Saint-Brieuc, le bal public est rare et n'apparaît dominant que par la faiblesse plus grande encore des repas dansants.

#### 2-4-2 Un sud en retard de modernité sur les nords et les ouests

La seconde découpe, celle induite par l'étude des repas dansants (carte 27) peut donc apparaître comme plus probante pour définir le sud puisqu'elle en retranche l'ouest jusqu'à Bordeaux. A l'est, sautant la délégation de Gap, on peut prolonger la partition jusqu'à la Côte d'Azur. On exclut par contre du nord comme du sud l'ensemble de la Bretagne, homogène cette fois.

Se posent alors deux questions: comment expliquer l'homogénéité de l'espace le plus facilement délimité qui réapparaît de l'un à l'autre ? que faire de ces espaces qui ne sont pas rattachés à l'une et l'autre esquisse (carte 43) ?

A la première question, on peut proposer de considérer qu'il s'agit-là d'un sud à l'écart, où l'influence des évolutions les plus récentes est atténuée du fait d'une moindre urbanisation et d'une mutation socio-économique retardée. Les exceptions sont éloquents: sur le littoral méditerranéen, la destruction des anciens équilibres structurels, sous l'influence d'un fort afflux de population et d'un chômage important, a une traduction identitaire plus clairement politique à travers un vote de refus pour le Front National. C'est d'ailleurs là que la description des bals est la plus difficile avec des contrastes et des variations très importantes: une région sans homogénéité.

Dans le reste de ce sud, les exceptions sont ponctuelles, ce qui en atténue l'impact. Le problème identitaire peut encore se régler par un appel aux médiations plus traditionnelles. Les villes concernées sont petites et très liées à leur arrière-pays. Une enquête récente<sup>583</sup> met en valeur une attente beaucoup plus forte de l'Etat et du politique dans le sud. Mais cette région n'apparaît pas homogène: on se défie très fortement des élus locaux à l'est, quand au contraire on leur accorde une confiance maximale à l'ouest, tout comme dans le Massif Central, autre région de bals publics nombreux. On retrouve la relation entre le type de bals et le rôle des élus locaux. Cela viendrait donc renforcer

<sup>582</sup> Déjà classé au sud par d'Angeville...

<sup>583</sup> HERVIEU, B., VIARD, J. *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*. Ed. de l'Aube, coll. Essai, 1996, 159 p.

l'hypothèse formulée plus haut.

Ce retard, susceptible de limiter les tensions est, de plus, compensé dans les villes à forte croissance, particulièrement Toulouse, par une situation économique et sociale plus favorable qu'ailleurs, ce qui explique que les mutations décrites dans les régions du nord, pourtant bien réelles ici, y sont atténuées, plus progressives, s'articulent mieux avec les traditions. Par ailleurs, plus que dans d'autres régions, les liens entre Toulouse et son espace d'attraction sont restés forts: 1 habitant sur 8 est un étudiant venu de la région, et nombreux sont les autres Toulousains qui se définissent d'abord comme Gersois, Ariégeois ou Aveyronnais, marquant par là l'adhésion à des systèmes de valeurs plus traditionnels, tout en vivant déjà selon des codes importés du nord. Pour l'instant ces décalages ont pu jouer dans le sens d'une modération des contradictions.

Au nord, il importe de distinguer deux types de situations: les zones rurales isolées s'opposent nettement aux zones urbanisées. Les perceptions de la SACEM supérieures à la moyenne (carte 43) dessinent des lignes qui reproduisent assez fidèlement la carte des densités, à l'exception de l'Alsace. Dans cette région, comme au sud-ouest, un sentiment d'identité fort et une situation socio-économique plus favorable ont, jusqu'à présent, permis d'atténuer les évolutions. Les contraintes y sont cependant plus vives, ce qu'exprime un vote pour le Front National et les régionalistes assez important.

Surtout on voit se confirmer cette coupure sud-nord de la Manche à la vallée du Rhône; au nord, seules quelques zones plus rurales proches (Nevers, Chalon, Lons-le-Saunier) en modifient un peu le tracé. Il s'agit aussi de délégations qui se singularisent souvent par rapport à leurs régions (Bar-le-Duc, Amiens, Boulogne).

La fragmentation de l'ouest renforce l'idée de comportements plus influencés par les milieux de vie que de véritables caractéristiques régionales: l'importance de la population des communes semble prépondérante, avec une activité décroissante dès que celle-ci augmente.

### 2-4-3 Droite et gauche

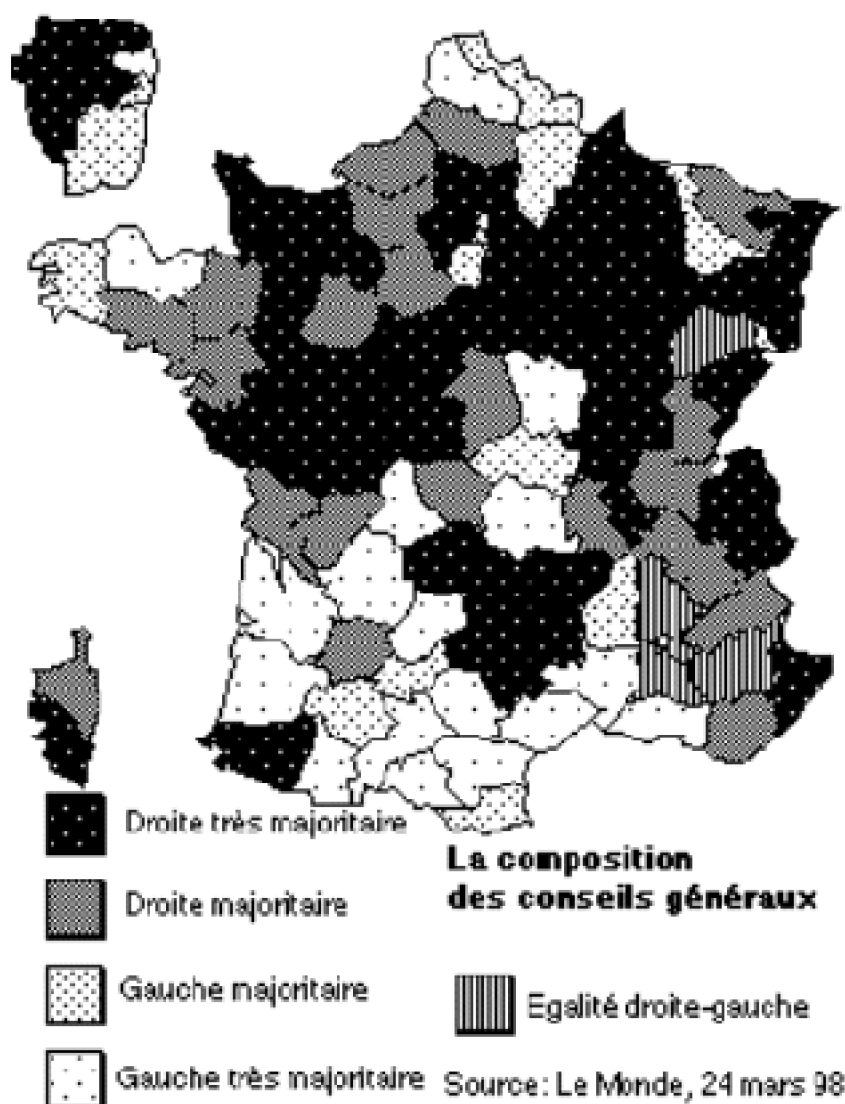
On insiste sur le caractère politique du bal. On peut donc se demander si une des partitions traditionnelles du pays, l'opposition droite-gauche ne peut donner quelques indices explicatifs supplémentaires. Bien que proclamée révolue, celle-ci persiste et resurgit lors de scrutins importants<sup>584</sup> (cartes 44). Elle permet de voir apparaître une carte qui ne recoupe pas celle de l'intensité du bal. On peut donc douter d'une corrélation nette à l'échelle nationale.

On retrouve, certes grossièrement, au premier regard les grands ensembles mis en valeur dans cette étude, mais, au delà de cette découpe proche, pas de corrélation évidente: ils sont souvent fragmentés en sous-ensembles politiquement très contrastés. Ainsi, la zone de pratique importante du bal public du Sud-Ouest et du Massif Central.

On peut seulement remarquer que les repas dansants ruraux sont nombreux dans des départements où la droite bénéficie de majorités confortables: Aveyron, Orne et bocage normand, plateaux du nord-est voire Pyrénées Atlantiques. Mais la réciproque

<sup>584</sup> ORMIERES, Jean-Louis. Op. cit.

n'est pas valable, surtout, c'est logique, dans les départements assez urbanisés. Ailleurs les exceptions ne sont pas rares (Gers et Lot-et-Garonne).



Carte 44. Droite-gauche: le maintien des traditions politiques françaises

Cependant, dans les cas du Béarn, de la Vendée ou de la Sarthe, probablement caractéristiques de beaucoup d'autres départements français, les liens entre certaines formes et dates du bal, et les options politiques majoritaires de la population sont évidents. Il est donc préférable d'envisager une réponse positive mais prudente et nuancée. Le bal est bien politique mais le débat prend des formes différentes selon les niveaux d'échelles et les lieux de vie envisagés.

Le débat droite-gauche reste pertinent dans les régions les moins urbanisées où dominent les formes "républicaines" du bal: repas dansants ruraux et bals publics. L'opposition plus ou moins vive n'intervient pas tant dans l'intensité de la pratique (la Vendée et le Béarn sont très différents) mais plutôt sur des nuances d'intérêt local: dates, choix d'une forme de bal plutôt qu'une autre que le village voisin, dans le camp politique

adverse, aura choisi. Le débat droite-gauche reste local, au plus large départemental.

En même temps, ce caractère politique semble suspendu à l'évolution du peuplement et ses formes: à l'exception de l'Alsace, les régions les plus denses ont d'autres préoccupations; elles pratiquent moins le bal. Surtout, le débat politique y prend d'autres formes: c'est le modèle "républicain" du bal, quelques soient ses nuances, droite ou gauche, qui s'oppose à un autre modèle en gestation.

Si on a vu le rôle limité des oppositions politiques traditionnelles, les pratiques religieuses, souvent liées, se révèlent moins pertinentes.

#### **2-4-4 Pas de bals laïcs face à des bals catholiques**

On a donc vu que les comportements politiques peuvent parfois donner des pistes explicatives sur les comportements. Or ceux-ci sont généralement rapprochés des comportements religieux: dans le Béarn la coïncidence est nette entre les comportements religieux et festifs dans les terres réformées autour d'Orthez comme dans le Vic-Bilh. Mais il semble plus difficile de trouver un lien à l'échelle nationale.

La pratique religieuse se caractérise par de fortes inégalités mises en lumière depuis longtemps (carte 45). Deux idées s'en dégagent. Comme déjà remarqué ailleurs, les comportements des ruraux ont une incidence sur l'ensemble des comportements des français. A moins que les contrastes n'y soient simplement accentués.

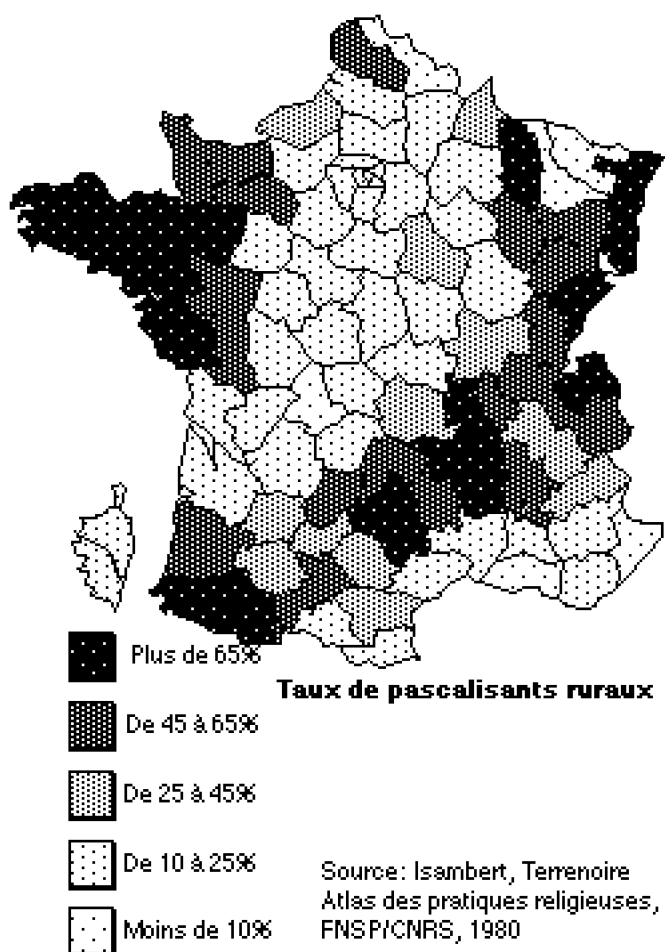
Comme en matière de comportements politiques, la pratique religieuse ne correspond que peu à celle des différentes catégories de bals. Si des affinités se dégagent, elles recoupent souvent celles mises en valeur en matière de comportements politiques<sup>585</sup> (Bretagne, Massif Central) avec lesquels les liens sont peut-être plus nets mais sans que ce soit systématique: le Bassin Parisien et le Val de Loire votent aussi en général à droite, alors que la pratique religieuse est très faible. Seules les kermesses (carte 34) peuvent faire apparaître un lien entre pratique festive et religieuse. Mais, c'est avec de fortes réserves: le lien n'est pas très net, voire inverse dans le sud-ouest, le Val de Loire et la Bourgogne.

Dans le cas du bal, les régions citées s'opposent ou se fragmentent. Tout au plus peut-on renouveler des remarques proposées plus haut: les repas dansants ruraux se retrouvent plutôt dans les régions catholiques, l'incidence des pratiques religieuses est surtout sensible sur les calendriers (inégal importance du 14-juillet et du 15 août).

---

<sup>585</sup> LANGLOIS, Claude. Catholiques et laïcs. in *Les lieux de mémoire* (sous la dir. de Nora P.), tome 2, 1<sup>e</sup> ed.1984, réed. 1997, Gallimard, coll. Quarto, p. 2327-2358.





Carte 45. Les contrastes de pratique religieuse

En matière d'intensité, à l'exception du sud de la Bretagne, on ne peut retrouver de lien: l'Eglise réprovoque et condamne longtemps la danse. Mais depuis une génération, ces interventions ont cessé. On peut d'ailleurs trouver des contre-exemples très nets (délégations de Pau, de Strasbourg ou de Rodez). En Suisse, dans un contexte beaucoup plus contrasté, Lalive d'Epinay arrive aux mêmes conclusions<sup>586</sup>: " il s'avère que l'investissement social des loisirs n'est influencé ni par l'appartenance religieuse, ni par les racines ethnolinguistiques des individus."

Certes, bon nombre de fêtes s'appuient sur le calendrier des saints patrons, certes aussi on a signalé qu'elles s'accompagnent souvent de messes dans les régions pratiquantes; mais il importe de ne pas exagérer le rôle de la religion en matière de comportements festifs; ces traditions religieuses se sont figées depuis longtemps sans qu'elles recouvrent aujourd'hui de piété particulière. Peut-on parler de folklore religieux pour autant? les résultats de certaines enquêtes<sup>587</sup> peuvent le laisser croire. Mais cette évolution est sensible dans le cas de tous les comportements culturels<sup>588</sup>. Il demeure

<sup>586</sup> LALIVE D'EPINAY, C. *Temps libre*. Op. cit.

<sup>587</sup> LAUTMAN, Françoise. La fête locale. Mise en scène, mise en oeuvre. *Ethnologie française*, n°1-85, tome 17, pp.

que dans ces fêtes, au-delà du religieux, Françoise Lautman montre que le lien entre identité locale et enjeu politique est toujours primordial<sup>589</sup>. Lorsque nous aborderons le niveau local, on verra que c'est encore plus net pour le bal.

Les rapprochements possibles entre pratique du bal et pratique religieuse tiennent donc surtout à la politisation ancienne de cette dernière, et n'en sont que le reflet.

## 2-5 L'incidence limitée des mentalités

Si on a déjà vu le rôle, spatialement circonscrit mais réel, des opinions politiques, les pratiques religieuses se révèlent moins pertinentes. Or, on insiste beaucoup depuis longtemps sur la diversité de la France et sur les facteurs susceptibles de la provoquer. Quelle est réellement la part des mentalités dans la diversité des comportements, notamment festifs ? C'est une évidence dans tout discours régionaliste, mais qui se révèle souvent beaucoup moins assurée. Le bal a-t-il un lien avec les comportements ? S'il apparaît difficile de s'entendre sur une définition commune de mentalités régionales, on conçoit qu'on puisse en douter.

Par ailleurs, il ne s'agit pas d'orienter dès maintenant vers la vision d'un bal rural; si on se limite à trois études, c'est parce qu'on doit souligner un biais qui tient chez les chercheurs eux-mêmes, aux inégales perceptions des hommes et de l'espace: lorsqu'on s'intéresse aux mentalités, c'est -Le Bras excepté- pour envisager seulement celles des populations rurales; ce qui dans un pays comme le nôtre est pour le moins restrictif.

### 2-5-1 Le Bras et Braudel

Le Bras propose<sup>590</sup> la plus connue des descriptions des cultures régionales. S'appuyant sur de nombreuses données statistiques concernant la démographie, l'expression politique, les pratiques religieuses, les activités, son regard s'intéresse aussi à l'évolution de ces comportements. Il développe l'hypothèse<sup>591</sup> que l'élément de structuration fondamental tient dans l'organisation, depuis longtemps divergente et très contrastée, des systèmes familiaux et des traditions politico-religieuses.

Il en dégage la vision d'une France des régions culturelles à deux niveaux. Le plus précis semble montrer une extrême diversité de comportements et d'opinions, interprétée comme l'héritage d'une histoire longue et complexe. C'est l'empreinte du temps long cher à Braudel, des structures, des tendances qui se succèdent et ne disparaissent jamais totalement, laissent toujours quelques traces, fragments qui participent à l'ensemble

<sup>588</sup> CHEVALLIER, D., MOREL, A. Identité culturelle et appartenance régionale. *Terrain*, n° 5, octobre 1985, p. 3.

<sup>589</sup> LAUTMAN, Françoise. Fête traditionnelle et identité locale. Rêve?... ou recherche d'équilibre politique? *Terrain*, n° 5, octobre 1985, p.29-36. LAUTMAN, Françoise. La Sainte-Estelle à Saint-Junien. Fête emblématique et enjeu politique. *Ethnologie française*, n°3-88, tome 18, p. 298

<sup>590</sup> LE BRAS, H. *Les Trois France*. Le Seuil, 1986, 351 p.

<sup>591</sup> LE BRAS, H., TODD, E. *L'invention de la France*. Op. cit.

français, composent *l'identité de la France* à partir d'une diversité foisonnante. Or, très tôt se fixent des traits dont la permanence étonne depuis longtemps.

Ils sont surtout nets au niveau régional où une relative simplification permet, selon Le Bras, de faire apparaître trois France, trois modèles de comportements autant que trois espaces définis. Le Bassin Parisien et ses marges constitue la première grande région, sous l'influence forte de Paris. C'est une France remodelée par la capitale et l'action centralisatrice de l'Etat, très fluide en matière de mentalité: la disparition des structures anciennes explique qu'on n'y trouve pas de traits forts, mais, à la place, une capacité d'évolution importante.

Au-delà, de l'ouest au Massif Central et aux grand plateaux de l'est ou à l'Alsace s'étend une couronne de régions traditionalistes solidement structurées qui contrastent avec le coeur parisien. Elles sont prolongées au sud par quelques régions isolées, plus petites mais très individualisées: Savoie, pays basque. Ce sont des régions de plus forte fécondité, catholiques, conservatrices dans les comportements politiques comme les structures familiales.

Le sud, déchristianisé depuis longtemps, est marqué par une tradition républicaine, un vote plutôt à gauche, l'importance de l'école et une faible fécondité très ancienne.

La description de Le Bras n'est pas sans intérêt puisqu'elle fait apparaître des marqueurs intéressants. Mais sa synthèse découpe la France selon un mode qui n'est pas satisfaisant dans notre contexte pour expliquer la diversité du bal; ainsi il décrit un ensemble homogène qui comprendrait tout l'ouest, le Massif Central et l'est du pays avec des comportements proches. Or, de notre côté, nous pouvons mettre en valeur trois, voire cinq attitudes différentes dans cet ensemble. Autre contradiction: nous rattachons le Massif Central avec le Sud-Ouest, qu'il oppose.

Elle présente pourtant un double intérêt: on distingue des comportements spécifiques au nord, même s'ils sont à nuancer en une gamme assez large, face à une région sud dans l'ensemble un peu plus simple malgré des réels clivages. Surtout, bien qu'elle s'appuie sur des données récentes, cette typologie ancre les comportements dans l'histoire; on peut qualifier cette conception de patrimoniale et en retirer un principe fort utile puisque cet aspect est fortement revendiqué dans le bal, au moins à travers son imaginaire spatial, souvent conçu comme rural, méridional et traditionnel.

### 2-5-2 Hervieu et Viard

Une étude plus récente <sup>592</sup> s'intéresse aussi aux mentalités mais en insistant sur les représentations qu'ont les français du rural et des régions. Cela permet de définir neuf grands ensembles (carte 46) ramenés aux limites des régions administratives. Bien qu'elle s'appuie sur des données de portée plus limitée <sup>593</sup>, cette étude présente l'intérêt de montrer d'une manière précise les mentalités et les représentations tout en tenant moins compte, sans pour autant les négliger, des facteurs historiques.

Si dans l'ensemble cela confirme certains traits déjà mis en valeur dans la

---

<sup>592</sup> Sondage CSA/CEVIPOF, juillet 94. Analysé dans Hervieu, B. et Viard, J. Op. cit.

précédente étude, cette tentative de cerner les différentes cultures régionales se révèle surtout plus proche des grands traits mis en avant dans la typologie du bal. L'analyse de Hervieu et Viard amène à souligner ainsi quatre idées :

- la force du consensus national sur beaucoup d'idées fortes (liberté par exemple). On retrouve-là des idées qu'avait bien mises en valeur le projet de Nora autour des *Lieux de mémoire*, à rebours d'un discours qui exagère peut-être un peu trop les particularismes régionaux.
- la difficulté à cerner les différences, souvent très subtiles, entre régions. Mais il existe bien des opinions publiques régionales vivantes.
- la nécessité de s'y intéresser afin d'éviter les simplifications hâtives.

sur chacune des questions abordées, on ne retrouve souvent que deux, rarement trois positions, partagées par des ensembles plus vastes qui, à la question suivante, vont se recomposer selon une autre configuration.

Plus que de régionalismes, il vaudrait donc peut-être mieux parler de tendances, de variantes régionales dans l'ensemble français, mouvantes selon le contexte.

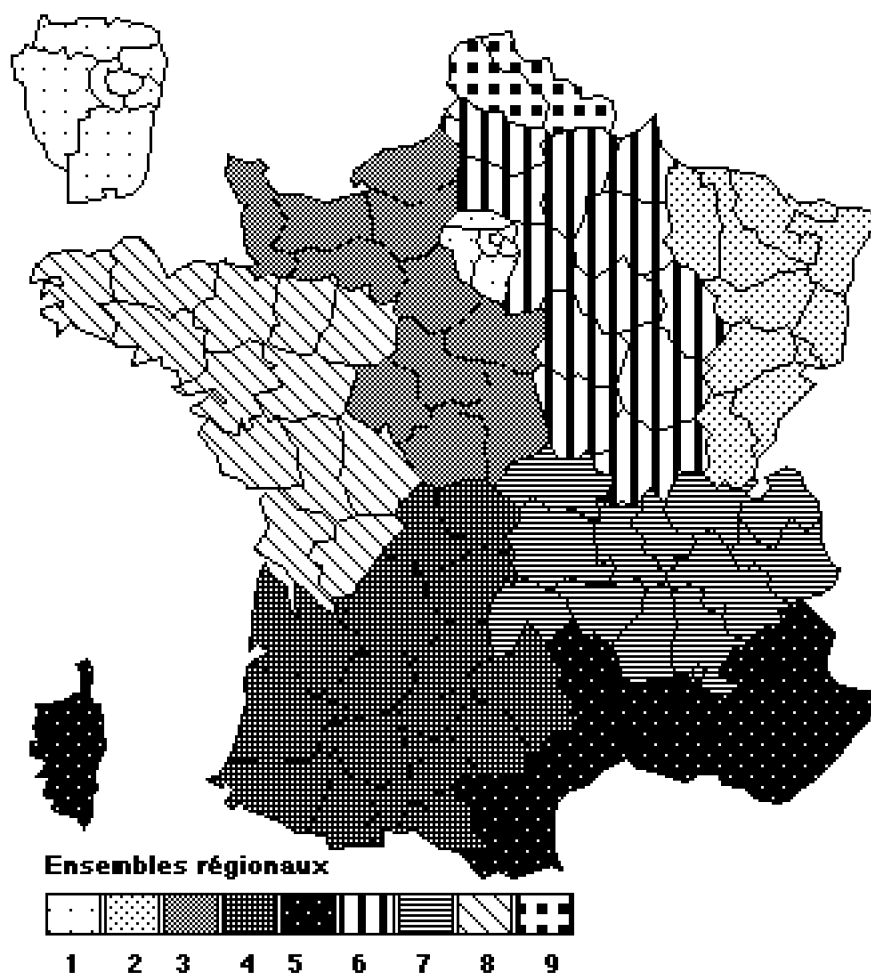
On voit néanmoins quelques lignes intéressantes s'esquisser : à travers les questions déjà évoquées relatives à la confiance dans le politique l'opposition nord-sud se confirme tout autant que la coupure entre sud-est et sud-ouest relative à la confiance dans les élus locaux. Ce rôle important qu'on attend de l'Etat, "pour faire corps" disent les auteurs, vient des populations les plus concernées par les mouvements migratoires (Paris, sud). Il est à relier avec une pratique plus importante du bal public et une intervention plus forte des élus dans leur organisation.

En matière de loisirs, ceux-ci sont envisagés à la campagne dans le sud et en ville dans le nord, y compris (mais moins fortement) au nord-ouest. L'ouest, dans son ensemble, de la Seine aux Pyrénées, se signale par une vision nettement plus positive<sup>594</sup> de la tradition, qu'on retrouve aussi dans les comportements festifs. De même, le nord-est et le nord-ouest, tout en ayant de nombreux points divergents, se singularisent par des relations au local très fortes, une confiance importante dans les associations et autres corps intermédiaires, qu'on retrouve dans nos comportements au bal.

---

<sup>593</sup> Un sondage auprès de 2 000 personnes et plutôt orienté vers la représentation des campagnes dans l'imaginaire des français. Ce côté marginal de l'enquête sur les régions explique que, dans l'ouvrage de Hervieu et Viard, des parenthèses entourent la mention des provinces sur la couverture, que les données sur cette partie ne soient que partiellement disponibles, et surtout que seulement 25 pages soient consacrés à cet aspect régional. On restera donc prudent.

<sup>594</sup> Positive à 62% dans le sud-ouest; négative à 62% dans le nord!



Source: CSA, 94 in Hervieu-Yiard

Carte 46. Les grands ensembles régionaux de mentalités.

L'intérêt d'une telle approche est donc évident. Il demeure qu'on peut regretter que cette étude ne soit que partielle, et surtout que le découpage, qui agglomère par deux ou trois les régions administratives, manque de précision. C'est à l'inverse une des principales qualités de l'étude de Chapuis, mais pas la seule.

### 2-5-3 Chapuis et Brossard

La représentation la plus intéressante des mentalités, car la plus proche de la description tentée à la carte 36, on la trouve en effet dans la typologie des mentalités rurales proposées par Chapuis et Brossard<sup>595</sup> (carte 47). Bien plus précise (elle est établie par arrondissements<sup>596</sup>), elle échappe aux simplifications qu'on s'efforçait de corriger plus haut.

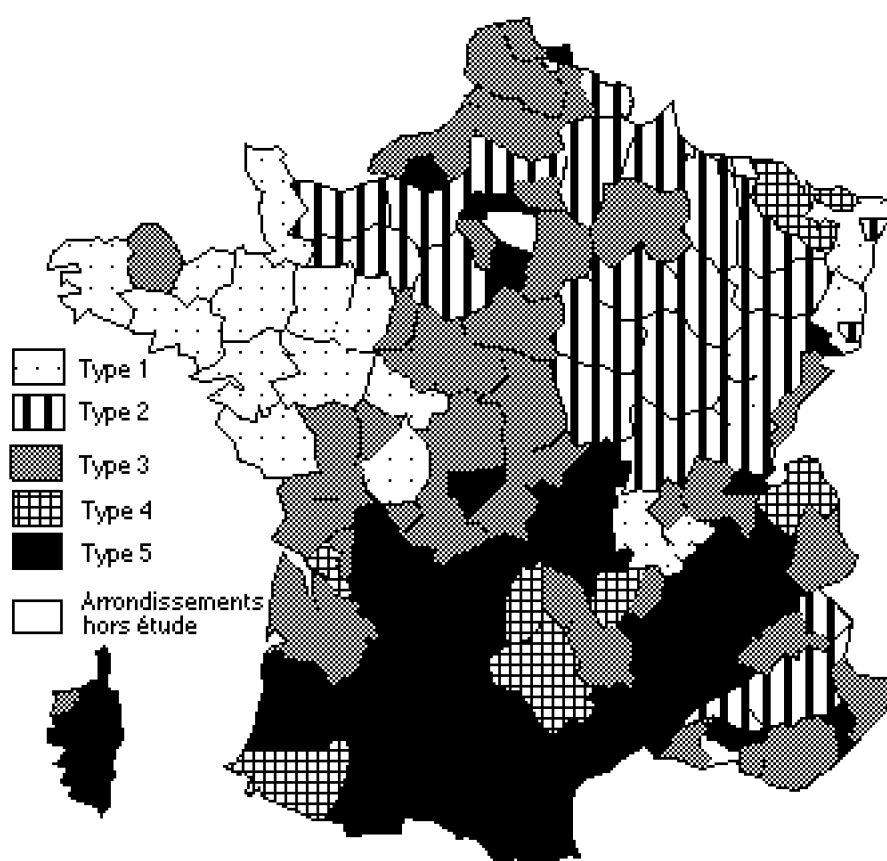
<sup>595</sup> CHAPUIS, R., BROSSARD, T. *Les ruraux français*. Masson, 1986, 225 p.

<sup>596</sup> Mais ici, sur la carte 47, on a laissé subsister, dans la mesure du possible, la trame des départements, plus connue, afin de faciliter le repérage.

Elle se révèle, aussi, bien plus rigoureuse dans sa conception puisqu'elle s'appuie sur une palette de marqueurs solides et variés qu'on retrouve aussi chez Le Bras et un travail d'analyse statistique de qualité, qui vise à construire cinq types à partir de sept descripteurs:

- Le niveau scolaire (pourcentage d'individus disposant du BEPC)
- La pratique religieuse (pourcentage de messalisants)
- Le taux de fécondité
- Les opinions politiques (le vote à droite aux élections de 1981)
- La composition des ménages (pourcentage de ménages multiples)
- Le pourcentage d'associations sportives par commune (sport 1)
- Le nombre d'habitants par association sportive (sport 2)

Les similitudes avec la carte 41 sont plus fréquentes, notamment au nord du pays; mais au sud, la grande région du *bal du midi* se révèle fragmentée en différentes aires que laissaient cependant supposer le particularisme de la délégation SACEM de Rodez et, plus à l'ouest, les observations de Jo Dona et Marchan sur le Limousin, mentionnées dans cette étude. Par ailleurs, la fragmentation du sud-est se confirme.



Carte 47. Typologie des mentalités rurales

Source: Chapuis, 86 **Type 1:** sport 1 et messalisants très > moyenne; vote à droite et fécondité > moyenne BEPC < moyenne; le reste est proche de la moyenne **Type 2:** sport 2 très > moyenne; sport 1 et fécondité > moyenne; ménages multiples < moyenne; le reste proche de la moyenne. **Type 3:** messalisants < moyenne; le reste proche de la moyenne. **Type 4:** sport 1, messalisants, vote à droite et ménages multiples très > moyenne; sport 2 et fécondité < moyenne; le reste proche de la moyenne. **Type 5:** BEPC et ménages multiples > moyenne; vote à droite < moyenne; fécondité très < moyenne; le reste proche de la moyenne.

Peut-on trouver une ligne d'ensemble susceptible de donner des éléments d'explications sur la variété des comportements festifs ? Comme dans la typologie proposée par Le Bras, les comportements politiques religieux et familiaux semblent primer. On sait qu'il ne faut cependant pas exagérer leur influence.

Mais précisons bien qu'il s'agit des mentalités rurales, non de l'ensemble de la population. Il est probable que ces traits se retrouvent, atténués, parmi les populations urbaines de la même région. La concordance avec la typologie des bals amène donc à s'interroger en priorité sur l'idée d'un bal rural. On peut se demander si les ruraux ne jouent pas un rôle majeur dans la détermination des comportements de l'ensemble d'une région où il sont moins minoritaires. A moins que, une fois encore, ce soit l'idée même de région qui soit remise en cause dans l'explication de nos comportements au bal. On doit donc trouver un autre axe d'explication; il semble évident d'essayer de s'intéresser à cette opposition entre ruraux et urbains.

## Chapitre 3. Bals des villes et bals des champs

La distinction entre régions semble donc limitée: si elle peut se révéler pertinente -dans le cas des types d'organiseurs, par exemple-, cela reste souvent partiel. Par contre, on met en valeur à plusieurs reprises le caractère rural du bal. Que révèle à l'analyse ce lien entre le bal et les différents milieux de vie ?

Mais encore faut-il connaître avec précision ce que l'on cherche à identifier: qu'entend-on par rural et urbain ? Surtout, l'étude incite à la prudence afin de bien distinguer la réalité des pratiques de leur perception. Ces premières montrent certes l'originalité du rural, mais insistent aussi sur la difficulté à mettre en valeur de grandes différences: l'uniformisation des comportements semble la règle. On a d'abord affaire à un bal rêvé.

### 3-1 La difficile distinction du rural et de l'urbain

---

#### 3-1-1 Quel rural et quel urbain?

Avant d'aborder la question, il est préférable de poser quelques idées préliminaires. Il ne s'agit pas ici de tenter une nouvelle définition du rural et de l'urbain: l'abondante

bibliographie sur la question tient autant au caractère mouvant du phénomène, qu'à la difficulté à l'appréhender, rendant insatisfaisante la plupart des définitions et fascinant les géographes autant qu'il les rend perplexes. On va donc simplement s'efforcer de préciser ce qu'on retient derrière les termes employés dans l'étude.

Le problème vient de ce que depuis longtemps on s'interroge sur les liens et les hiérarchies entre morphologie spatiale, fonctions et activités, modes de vie. En général, on parle des lieux de vie des populations mais cela implique donc une allusion aux paysages, aux modes de vie (réels ou imaginaires) liés. Le succès de cette classification entre rural et urbain vient de la richesse de ses ambiguïtés.

Brunet<sup>597</sup> trouve d'ailleurs "suspect" le terme rural; Charrier<sup>598</sup> est confronté en titre de chapitre à "la difficile délimitation du fait urbain". D'autres<sup>599</sup> évoquent la "complexité de l'espace urbain" puis énumèrent une suite de fonctions spécifiques. Beaucoup, comme Chapuis<sup>600</sup>, se gardent de donner dès l'abord une définition synthétique et se réfugient derrière la délimitation statistique de l'INSEE.

Cette dernière évolue peu à peu<sup>601</sup> du morphologique (la contiguïté spatiale) vers le fonctionnel (l'emploi) avec des transitions: les Zones de Peuplement Industriel et Urbain (ZPIU); l'association de deux termes qui ne ressortent pas des mêmes champs lexicaux montre l'embaras. La récente évolution resserre la définition spatiale de l'urbain et du rural mais a, en même temps, pour conséquence de sous-entendre une allusion à des modes de vie spécifiques, la ruralité, l'urbanité.

Kayser semble le comprendre ainsi puisque, commentant le changement<sup>602</sup>, il en vient à définir la ruralité: "Il est possible de caractériser celle-ci par trois rapports originaux qu'entretiennent les habitants avec leur environnement, leur société, leur localité. L'environnement agro-sylvo-pastoral fait aux ruraux un paysage à dominante végétale et la structure urbanistique du village les assure d'un cadre de vie à "dimension humaine". La société, les rapports sociaux sont profondément imprégnés d'interconnaissance, même si le réseau des relations personnelles de chacun déborde largement les limites communales. La localité, enfin, en tant que système local d'administration et de pouvoir, est le lieu d'une participation spontanée, expression de l'intérêt de chacun, au sein d'une petite communauté, pour la gestion publique des affaires collectives.

Les statistiques dont on dispose ne permettent pas encore de cerner de très près la personnalité globale des ruraux ainsi définis, mais elles permettent du moins d'en

<sup>597</sup> BRUNET et al. *Dictionnaire*. Op. cit. p. 442.

<sup>598</sup> CHARRIER, J.B. *Villes et campagnes*. Masson, 1988, p. 11.

<sup>599</sup> BASTIE, J. et DEZERT, B. *La ville*. Masson. 1991, p. 13.

<sup>600</sup> CHAPUIS, R. *Ruraux*. Op. cit.

<sup>601</sup> MARCONIS, R. Op. cit.

<sup>602</sup> KAYSER, B. *Agriculture*. Op. cit.



approcher quelques traits distinctifs.” Dans le cadre de notre étude, c’est pour l’instant la définition la plus intéressante car elle insiste, certes en les idéalisant, sur les relations qui structurent ce qui devient un lieu de vie.

Pour l’urbain, le problème reste entier. En fait, se cachent “plusieurs concepts derrière le mot “ville”.<sup>603</sup> Car “l’approche statistique du fait urbain s’appuie nécessairement sur des représentations de ce qu’est une ville [...] Les villes sont cependant des objets trop riches et trop divers pour qu’une seule définition, une conception unique, puisse en rendre compte. Selon que l’intérêt est porté au cadre bâti, à l’architecture, à l’habitat, aux activités et aux fonctions urbaines, au statut politique ou encore aux modes de vie des habitants, les définitions changent et les mesures aussi.”<sup>604</sup> Et d’énumérer une liste classique de critères: statut juridique, façon d’habiter, fonctions économiques, relations de travail. Surtout on insiste sur “la difficulté d’en délimiter les contours, qui sont devenus de plus en plus flous dans l’espace et dans le temps.”<sup>605</sup>

Qu’en retenir ? En reprenant les critères de Kayser, nous intéressent surtout la façon d’habiter, les modes de vie des habitants mais aussi, car cela joue un rôle essentiel dans l’attraction du public du bal, l’espace de relations, défini physiquement (les transports) et surtout par les réseaux de fréquentations qu’il sous-tend (les liens entre les participants à la manifestation).

Dans le cas de ce qu’on nomme pour simplifier ville-centre on retient donc: une forte densité, un paysage où l’agro-sylvo-pastoral est très réduit, beaucoup de liens entre habitants mais un niveau d’interrelations limité à l’intérieur de chaque sous-partie du territoire<sup>606</sup>, des déplacements importants mais dans un cadre spatial qui reste réduit et souvent très circonscrit lorsqu’on s’intéresse aux loisirs, même dans les plus grandes villes<sup>607</sup>.

Pour leurs périphéries, tout se complique. L’opposition binaire rural-urbain résiste alors qu’elle est remise en cause dès le moyen-âge: le mot faubourg apparaît au XII<sup>e</sup> siècle et désigne ce qui est *hors* (fors) du bourg. L’embarras des contemporains qui explique le glissement rapide (XIV<sup>e</sup>) vers *faux* bourg valait bien celui qu’on relève derrière l’expression ZPIU: comment définir les marges de la ville ?

C’est un espace mouvant, d’indétermination, en gestation qui donne aux organisations et structures leur fluidité. D’où la difficulté à l’appréhender. En même temps, on remarque de plus en plus souvent la marque d’un ancrage dans la durée de cette

<sup>603</sup> LE GLEAU, J.P., PUMAIN, D. et SAINT-JULIEN, T. Villes d’Europe: à chaque pays sa définition. *Economie et statistique*. INSEE, n°294-295, 1996, pp. 9-24.

<sup>604</sup> Idem, p. 10.

<sup>605</sup> Idem, p. 11.

<sup>606</sup> BENOIT-GUILBOT, O. Op. cit.

<sup>607</sup> IAURIF. Institut d’Aménagement et d’Urbanisme de la Région d’Ile de France . Culture droit de cité. *Les cahiers de l’IAURIF*, n°99, Octobre 1991.

situation théoriquement temporaire et cette étude s'efforce de montrer que des comportements spécifiques s'y développent.

C'est un espace défini comme urbain mais installé dans le rural, donc il tire des éléments des deux. On y trouve de fortes densités mais moindres que dans le centre de la ville, parfois même inférieures à celle de certains gros bourgs ruraux. Le paysage y est encore assez verdoyant, évoquant la campagne. Surtout, les déplacements y sont très importants sur un espace large et ouvert. En même temps, les relations sont incomplètes et souvent insatisfaisantes car écartelées entre l'espace de proximité immédiate, très désiré mais encore incomplet, et celui plus large de l'ensemble de l'aire urbaine, incomplet aussi du fait de distances qui commencent à devenir importantes.

A partir de ces éléments, se pose le problème de la représentation de ces différents espaces.

### 3-1-2 La définition statistique des espaces de vie

Depuis 1996, l'INSEE a adopté une nouvelle nomenclature spatiale pour la France métropolitaine: le zonage en aires urbaines (ZAU). Elle a pour but de donner une définition précise des villes et de leurs zones d'influence en proposant différentes limites de celles-ci. Sans abandonner certains critères de définition morphologiques toujours utilisés pour définir les unités urbaines, on distingue donc les espaces à dominante urbaine et rurale qui sont respectivement composés de :

**Pôles urbains** : unité urbaine offrant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.

**Aires urbaines** : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle urbain ou dans des communes attirées par celui-ci.

**Couronnes périurbaines** : (d'un pôle urbain) formées de l'ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain.

**Communes multipolarisées** : communes rurales et unités urbaines situées hors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant.

**Communes périurbaines** : communes des couronnes périurbaines et communes multipolarisées.

En 1990, l'espace à dominante urbaine représente 43 millions d'habitants dont 9 millions dans les communes périurbaines, sur à peine 30 % du territoire.

L'espace à dominante rurale représente 13 millions de personnes réparties sur quelque 21 000 communes rurales et un peu moins de 1000 unités urbaines soit plus des deux tiers du territoire. Il est défini par différentes catégories de communes:

**Les pôles ruraux** : unités urbaines ou communes rurales appartenant à l'espace à dominante rurale, offrant de 2 000 à moins de 5 000 emplois et dont le nombre d'emplois

offerts est supérieur ou égal au nombre d'actifs résidents.

**Le rural sous faible influence urbaine** : communes rurales et unités urbaines appartenant à l'espace à dominante rurale, qui ne sont pas pôle rural et dont 20 % ou plus des actifs résidents travaillent dans des aires urbaines.

**La périphérie des pôles ruraux** : communes rurales et unités urbaines de l'espace à dominante rurale, n'étant ni pôle rural, ni sous faible influence urbaine, et dont 20 % ou plus des actifs résidents travaillent dans les pôles ruraux.

**Le rural isolé** : communes rurales et unités urbaines appartenant à l'espace à dominante rurale et n'étant ni pôle rural, ni sous faible influence urbaine, ni périphérie des pôles ruraux.

Leur cartographie (cartes 48 et 49) permet de dessiner une France largement urbanisée, mais plus contrastée que celle mise en valeur selon l'ancienne représentation en unités urbaines et ZPIU: l'ensemble du rural voit sa part dans la population diminuer un peu mais celle du *rural profond*, peu dense, s'accroît de près de 50 % en devenant *rural isolé*, ce qui contribue à en élargir les aires.

## Figure non disponible

Carte 48. L'espace à dominante urbaine

## Figure non disponible

Carte 49. L'espace à dominante rurale

Dans le cadre de notre étude, ces définitions ne correspondent pas à celles que nous retenons. Mais, malgré des réserves, leur délimitation se révèle proche de ce que nous tentons d'appréhender:

- Les pôles urbains sont appelés ville-centre ou ville dense selon qu'on insiste plus sur l'aspect fonctionnel ou morphologique.
- Les espaces à dominante rurale, y compris le rural sous faible influence urbaine malgré son caractère ambigu, sous l'appellation générique de rural. On retrouve dans les pôles ruraux les bourgs ou petites villes en milieu rural.
- Les communes multipolarisées et communes périurbaines dénommées périurbain ou périphéries urbaines.

La restriction majeure concerne les pôles urbains dont une part conséquente de la population, variable selon les situations, ont un comportement qui les rattache au périurbain. Pour Toulouse ou Bordeaux cela dépasse sûrement la moitié de leurs habitants. Cette restriction est renforcée quand la taille des villes décroît: pour les plus

petites (dès 40 à 100 000 habitants selon les situations !) il est difficile de parler de comportement urbain tel qu'on le décrit dans cette étude sauf pour certains groupes sociaux très circonscrits ou seulement à l'occasion de certaines manifestations dans l'année.

Cela explique certaines contradictions: des taux de pratiques (tableau 5; graphiques 5 et 7) plus faibles que ne le laissent supposer les données de la SACEM dans des délégations où une, voire plusieurs agglomérations comptent beaucoup dans la population. Les cas de Toulouse ou Clermont-Ferrand l'illustrent bien.

Il en découle que périurbain se révèle bien plus important que figuré, notamment dans les aires urbaines les plus étendues (à l'exception de celles de Paris et - moins marqué car coupée en deux délégations - Marseille). C'est bien sûr encore plus net dans celles de taille moyenne ou petite. Cette précision permet ainsi de comprendre qu'une majorité des nombreux repas dansants soit attribuée au périurbain.

La seconde restriction incite à éviter d'avoir une vision trop tranchée: la situation a évolué depuis 1990, renforçant le périurbain à un rythme qui correspond d'ailleurs à celui du renforcement des repas dansants.

De plus, les comportements individuels ou collectifs peuvent varier. Malgré l'exemple donné pour la délégation de Saint-Etienne, le passage d'une catégorie à l'autre n'est que rarement une frontière mais le plus souvent une transition: un comportement individuel peut varier selon les manifestations; certains groupes ne vont qu'aux repas dansants quand les autres sont spécialisés sur les bals publics. La diversité est la règle.

Enfin, un problème pratique se pose il n'est pas possible de disposer d'agrégation des effectifs des différentes catégories de population par département. C'est logique puisque la vocation de cette nouvelle définition est justement de dépasser les cadres administratifs et juridiques. On peut pourtant le regretter car cela nous aurait permis des comparaisons sur une base départementale avec d'autres données concernant le bal. Aussi, on utilise également la carte 50 qui met en valeur le rural selon l'ancienne définition (rural profond et rural en ZPIU). D'autres représentations plus fines, tirées du recensement de 1982, sont également disponibles à l'annexe 5.

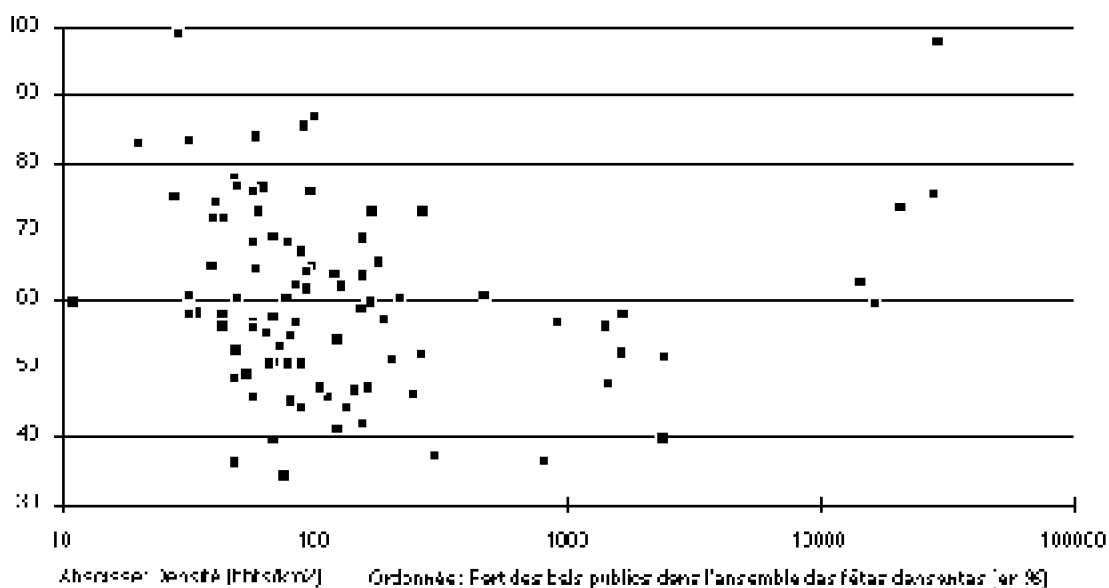
## **3-2 Milieux de vie et types de bal sont liés**

---

Pour aborder la question, on peut s'intéresser aux relations qu'entretiennent les différents types de bals et les milieux de vie. Le lien semble évident (carte 50). Il se révèle un peu décevant en matière d'intensité de la pratique. Par contre, il paraît plus adéquat pour distinguer les types de bals entre eux.

### **3-2-1 Une confrontation fructueuse**

Le graphique 4 montre bien le lien entre bal et densité. Un regard plus précis, limité au bal public permet de le compléter (graphique 17): les données de la carte 24, confrontées à la densité, insistent sur son lien avec les faibles et très fortes densités, tandis que les densités moyennes sont beaucoup plus attirées vers le repas dansant.



Graphique 17. La densité détermine le type de bal

Moyenne nationale: 60% Source: RGP, 90; SACEM, 95

La comparaison des cartes 48, 49 et 50 et de celles qui décrivent les grands comportements au bal (carte 36 surtout mais aussi 7 et 35) permet d'ébaucher les premiers rapprochements:

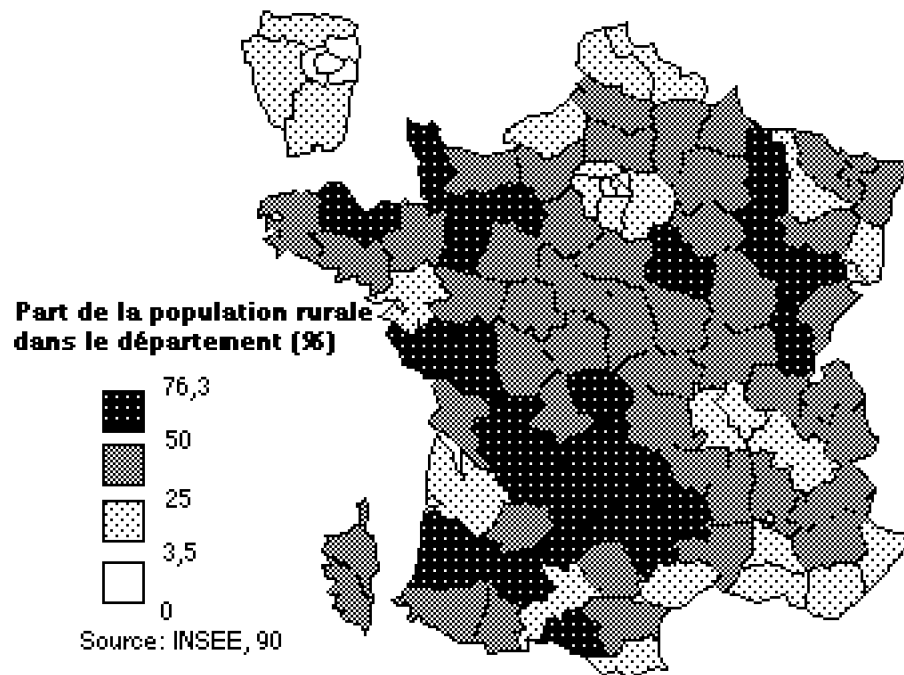
**Le bal du midi** semble attaché au rural le plus traditionnel, celui auquel font référence la plupart des fantasmes relatifs aux campagnes mais aussi au bal: le mythe du petit village isolé, généralement au sud. Les populations communales sont très fréquemment inférieures à 200<sup>608</sup> ou -ce qui correspond plus à la taille des villages qui organisent des bals- 500 habitants<sup>609</sup>.

Ces régions dessinent un ensemble homogène nettement caractérisé par des communes rurales les plus isolées, et ce souvent à l'échelle du canton entier<sup>610</sup>: c'est bien le rural dit profond, ce terme exprimant une connotation péjorative à l'origine mais aujourd'hui fortement valorisée. Le bal semble vraiment lié aux petites communes rurales; il est d'ailleurs symptomatique que dès que cette population communale moyenne augmente, les comportements changent (Aveyron).

<sup>608</sup> Annexe 5, carte A

<sup>609</sup> Annexe 5, carte B

<sup>610</sup> Annexe 5, carte E



Carte 50. Part départementale de la population rurale

Mais gardons-nous de trop généraliser: les gros villages, les bourgs et petites villes organisent un grand nombre de bals: l'armature urbaine de ces régions est peut-être affaiblie mais ils y restent plus vivants qu'on le dit souvent.

C'est ce qui explique par ailleurs qu'on peut trouver une forte activité dans un certain nombre de délégations plus urbanisées: le piémont pyrénéen l'illustre bien, particulièrement les délégations SACEM de Toulouse et Pau. On comprend mieux aussi pourquoi le sud-est méditerranéen a des comportements très contrastés: la démographie et les types d'agglomérations y sont aussi très particuliers, sans qu'il soit même nécessaire de faire appel à la forte immigration<sup>611</sup> et encore moins un quelconque particularisme provençal.

Au nord, les délégations qui présentent les mêmes bals sont d'abord très rurales, ainsi les Côtes d'Armor (carte 50). Mais souvent, cette caractéristique est atténuée (Picardie, Ardennes) alors que leur population urbaine est aussi plus importante. Ce critère n'explique donc pas tous les comportements.

**Le bal du nord-est** est celui des plus petites communes insérées dans un environnement urbain toujours relativement proche. Le bal s'y est rénové: plus influencé par les modes urbaines (disco-mobile, repas dansant), plus associatif.

**Le bal de l'ouest**, par contre, semble cantonné dans des régions qui ont gardé de liens avec leurs campagnes. Les communes deviennent grandes sans qu'on y trouve pour autant une population très importante. L'isolement des activités urbaines y est moindre que dans le sud mais en deçà de ce qu'on peut trouver plus au nord. Ce qui

<sup>611</sup> Lorsqu'on invoque une déstabilisation due à l'importante immigration (essentiellement nationale) qui y expliquerait le repli identitaire, on oublie qu'elle est forte aussi dans les délégations du sud-ouest citées ici. De même, le niveau d'urbanisation de la délégation de Toulouse est proche de ce qu'on trouve dans le sud-est avec des comportements très différents.

distingue le plus cette région de sa voisine du midi, c'est la beaucoup plus faible intensité de la pratique du bal. Peut-on voir un lien, une gradation ? En réalité ce bal de l'ouest est moins rénové que celui du sud. Malgré la télévision ou le mythe d'un village global, on s'aperçoit que les innovations urbaines ne pénètrent pas partout au même rythme. Le bal s'y maintient donc plus traditionnel: petits bals, petits orchestres, importance des municipalités.

**Le bal alsacien** reste un cas particulier, avec des bals assez fréquents et plus traditionnels, tandis que progressent les densités et surtout s'intensifient les liens avec la ville <sup>612</sup>. Nuançons: s'il correspond bien à l'Alsace, voire à la délégation de Boulogne, ailleurs les comportements sont proches mais divergent facilement. On le retrouve aussi dans les indicateurs de ruralité: progression à l'ouest (délégations du Mans et d'Angers); fort contrastes au sud (délégations de Cannes et Nice).

L'autre exception c'est le **bal littoral**: ces grandes communes peuplées mais pas très denses ne se distinguent guère de leurs voisines des régions ouest, tant en ce qui concerne les liens avec la ville -peut-être un peu plus intenses du fait de leur taille accrue- ni de leurs comportements au bal. Comme dans le bal alsacien, mais dans un sens contraire, la corrélation entre bal et rural semble bien moins nette. Ce sont les contre-exemples, déjà difficiles à classer parmi les bals.

Dans le cas des autres **bals urbains**, on peut parler d'une décroissance parallèle de l'intensité des bals et de la présence du rural: dans les cas des métropoles et des zones fortement urbanisées, la campagne joue peut-être encore un petit rôle, qui se limite à un constat de son existence dans les banlieues parisiennes. Dans la capitale elle-même, toute référence à la campagne disparaît: même la perception du bal y est beaucoup plus urbaine; c'est le seul des clichés attachés au bal qui reste urbain <sup>613</sup> ...

Cette première approche semble montrer un lien fort entre le rural et le bal. Mais il importe de bien voir que c'est de manière inégale et selon des modalités qui permettent de parler de types de bals adaptés aux formes de ruralité dominantes. Le rôle des campagnes rénovées semble essentiel dans le processus de différenciation contemporain. Il importe donc d'essayer de confirmer cette première impression.

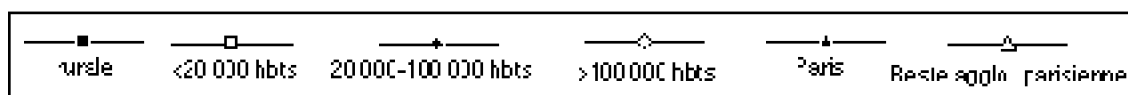
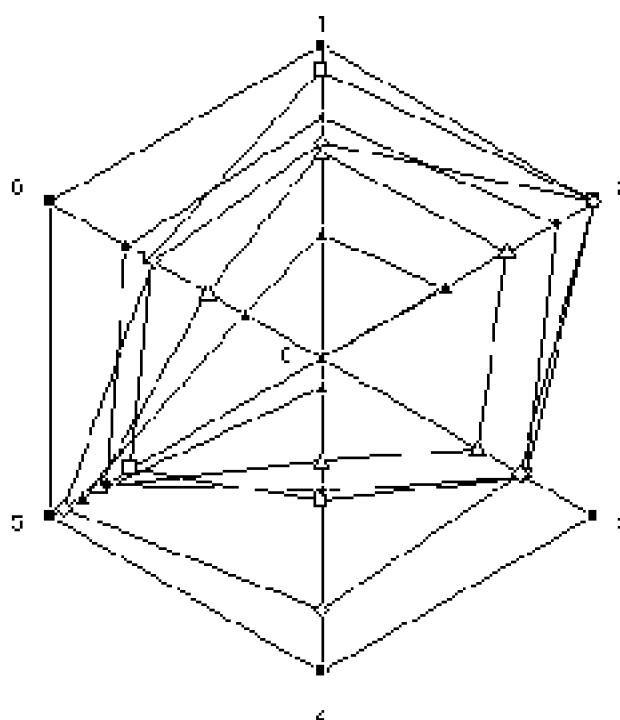
### 3-2-2 Ne pas exagérer la ruralité du bal

Le principal critère explicatif semble donc bien tenir au type d'agglomération: les ruraux dansent plus, les citadins moins. C'est peut-être un peu court: une étude attentive montre qu'il est préférable de nuancer un avis aussi tranché.

Certes si on s'intéresse à la synthèse des données disponibles -elles sont nombreuses- (graphique 18; tableau 13), on voit que les ruraux ont tendance à être ceux qui préfèrent le bal; on les retrouve au maximum de tous les indicateurs, qu'il s'agisse de la pratique simple, de la pratique fréquente (3 ou 4 fois dans l'année) comme assidue (au moins 5 fois dans l'année), des dépenses.

<sup>612</sup> Annexe 5, cartes G, H, I

<sup>613</sup> DUBOIS, Claude. *La Bastoche, bals musettes, désir et crime 1750-1939*. Editions du Félin, 1997, 413 pages.



Graphique 18. L'intensité de la pratique du bal selon le type de commune

Tableau 13. Les pratiques du bal selon les types de communes



## Géographie du bal en France

	Pratique	Pratique fréquente	Pratique assidue	Part dans public	Part dans population	Dépense	Part des sorties
Note	1	2	2		3	4	4
Légende graphique 18	1	2	3	4	Non rep.	5	6
Commune rurale	40	22	33	32,3	26,8	184	50
U.U. de moins de 20 000 hbts	35	22	25	14,7	16	129	31,5
U.U. de 20 000 à 100 000 hbts	25	19	25	13,6	13,4	146	36
U.U. plus de 100 000 hbts	25	22	24	25,9	27,8	175	31
Paris	20	10	0	3	4	163	14
Reste agglo. parisienne	23	15	19	10,5	12,1	151	21
FRANCE	30	21	26	100	100	162	31
Unités; sources	% 97	% 88	% 88	% 81	% 88	% 85	% 85
<i>Note s: 1- Pratique au moins une fois dans l'année</i>							
<i>2- Part des pratiquants</i>							
<i>3- Répartition retenue comme base de l'enquête</i>							
<i>4- Voir graphique 2</i>							

Sources: Ministère de la culture 81, 88; 97 INSEE, 85

On constate que les communes rurales et, à moindre niveau, les communes incluses dans de petites unités urbaines sont seules à disposer d'une pratique supérieure à la moyenne, qui s'accroît nettement d'ailleurs de 1981<sup>614</sup> à 1997. On a vu aussi que les agriculteurs (graphiques 5 et 9) sont également les mieux représentés dans ce public et ceux dont la fréquence est la plus importante; ils vont, comme les ouvriers et les retraités de plus en plus souvent au bal. Ces catégories sont, on le sait, surreprésentées dans les campagnes. Mais c'est chez les jeunes qu'on a les plus fortes variations<sup>615</sup> entre les ruraux dont 44% des 12-15 ans fréquentent le bal, les autres agglomérations (un peu plus de 25%) et l'agglomération parisienne (13%).

L'enquête suisse<sup>616</sup> confirme nettement cette idée: les agriculteurs ont une pratique double de la moyenne mais introduit un bémol: les citadins sont sensiblement aussi nombreux que les ruraux à fréquenter les fêtes de village.

Si le caractère rural du bal semble donc indéniable, si les régions de forte pratique correspondent grossièrement à la "diagonale du vide", des réserves doivent être émises qui vont dans le même sens.

<sup>614</sup> Ministère de la culture, Enquête 1981. Op. cit.

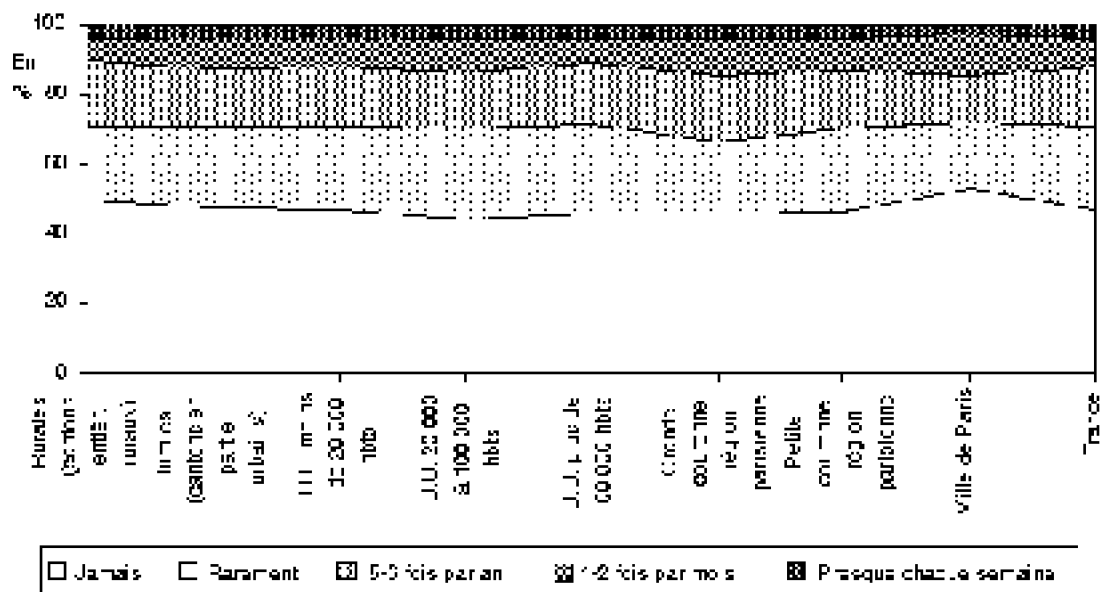
<sup>615</sup> Ministère de la culture. Enquête 94. Op. cit.

<sup>616</sup> LALIVE D'EPINAY, C. *Temps libre*. Op. cit.

En effet, dans le tableau 13, les ruraux sont le seul groupe nettement plus important dans le public des bals que dans la population française à l'époque de l'enquête. Mais c'est aussi là qu'il importe de nuancer: ils n'en représentent qu'un tiers. La faiblesse de leurs effectifs dans la population française limite logiquement leurs effectifs. Comme en Suisse, la plupart des participants aux bals sont des urbains. C'est encore plus nettement le cas en Belgique<sup>617</sup>. Cette remarque est renforcée par le fait que l'urbanisation française s'est accrue depuis 1982 et que bon nombre de village, classés alors ruraux, sont aujourd'hui considérés comme urbains, tant du fait de l'évolution globale des modes de vie que de leur appréhension statistique<sup>618</sup>.

Lorsque l'INSEE s'intéresse à la pratique de la danse, on distingue avec plus de précision l'origine du public<sup>619</sup>: on est surpris de constater que les résultats sont encore plus homogènes que ceux proposés par le Ministère de la Culture. Le graphique 19 amène à parler d'une relative homogénéité de la pratique, même à Paris et dans sa banlieue. La ruralité se révèle donc intéressante pour expliquer en partie les formes de cette pratique mais moins pertinente pour son intensité.

Pourquoi donc alors une image de ruralité si forte s'attache-t-elle au bal ? Trois types d'explications permettent d'y répondre.



Source: INSEE - Résultats, 1988, 54 0

Graphique 19. La pratique de la danse selon la commune de résidence du ménage

### 3-3 Est-il encore possible de distinguer le rural de l'urbain ?

<sup>617</sup> BOUILLIN, DARTEVELLE. Op. cit.

<sup>618</sup> MARCONIS, R. Op. cit.

<sup>619</sup> COLLECTIF. Les pratiques de loisir; enquête 1987-88. *INSEE Résultats*, n° 3, 1/89, tableaux 54A à 54F, pp. 134-135.

On a vu que les bals sont généralement plus importants en ville mais bien moins nombreux: la visibilité accrue des bals de campagne (carte 7) est renforcée par le faible nombre d'autres activités concurrentes et le caractère plus ouvert des bals ruraux, qu'il s'agisse de bals publics comme de repas dansants de villages: meilleure visibilité par contraste.

S'y ajoutent également les biais introduits par la représentation des données. Dans le graphique 4, on met en relation la densité de la population et la fréquence des bals, ce qui renforce l'impact démographique, pris en compte deux fois; la plus grande dispersion constatée dans le graphique 17 le montre bien. Les comportements apparaissent moins contrastés.

Surtout, une divergence entre observateurs et public sur la définition du rural -de *la campagne*- explique l'essentiel de la contradiction. Une part notable des bals ont lieu dans des campagnes périphériques aux modes de vie urbanisés. Ces espaces sont de plus en plus comptabilisés comme urbains par l'INSEE ou les divers enquêteurs mais, pour leurs habitants comme le public des bals, c'est encore la campagne.

Enfin, cette confusion tient aussi à la difficulté à distinguer les bals et leur public. On organise beaucoup de bals dans les campagnes où une partie du public est originaire de villes voisines, même si on verra bientôt qu'il est préférable de ne pas en exagérer l'importance. Cela permet d'affiner l'étude du Ministère de la Culture de 1981, peu claire, qui montrait que les pratiquants du bal allaient danser dans leur localité ou aux environs (le village voisin ? périurbain ?) dans 70,8% des cas<sup>620</sup> et qu'ils allaient "ailleurs" (les vacances ou les périphéries plus lointaines ?) à 44,5%.

Cette capacité d'attraction des urbains voisins est d'ailleurs, selon l'enquête de Renault, un des atouts majeurs pour réussir financièrement son bal. Parmi les 1500 bals étudiés, "dans l'ensemble, le succès du bal est plutôt assuré par une clientèle d'origine urbaine, mais dans des agglomérations peu importantes (moins de 5000 habitants), situées dans des zones d'habitat mi-urbain, mi-rural: comme par exemple à la périphérie de grandes agglomérations ou dans des bourgs insérés dans un tissu urbain assez lâche."<sup>621</sup> Et la différence est sensible: ces derniers ont un taux de réussite compris entre 80 et 94% quand les bals ruraux atteignent péniblement les 60 à 66% de réussite.

C'est justement ce qu'on voit apparaître à travers la modicité des redevances à la SACEM dans de vastes régions du pays tandis que les repas dansants semblent plus riches (cartes 22 et 28). Or le propre de l'évolution démographique de la France depuis les années 70 tient dans le renforcement de ces périphéries urbaines qui se prétendent campagnardes. On peut donc supposer que ces tendances n'ont fait que se renforcer.

S'intéressant à l'évolution des relations ville-campagne dans la région niçoise et montrant l'uniformisation des deux, dans un mode de comportements très urbain, Bessaignet<sup>622</sup> précise qu'"il est clair que les processus d'urbanisation et d'ex-urbanisation en oeuvre dans la région, ont pour effet, dans le même temps qu'ils font se rejoindre la

<sup>620</sup> Doubles réponses possibles.

<sup>621</sup> RENAULT, P. Op. cit. p.68-69.

ville et la campagne, d'éliminer l'ancienne ségrégation entre les catégories de fêtes (fêtes touristiques et fêtes rurales) et de mélanger, ou plus précisément d'intégrer, sur le plan sociologique fêtes côtières et fêtes de villages, fêtes nées de la saison touristique et fêtes traditionnelles.

En redistribuant la population urbaine dans les campagnes, l'ex-urbanisation aboutit notamment à faire entrer les fêtes de village dans le cycle de la vie urbaine, dans le fonctionnement général de la conurbation azurée; d'une part, parce qu'elle introduit dans les communes rurales une population de citoyens qui trouve avantage à reconstituer et étendre, à ses propres fins, la *sociabilité communale*, d'autre part, parce que cette population apporte, justement, avec elle le style de *sociabilité urbaine* qui est celui des villes de la Côte.

En faisant partager à tous une même culture métropolitaine, les moyens de communication de masse (la télévision en particulier) font le reste. Les fêtes rurales deviennent fêtes urbaines bien qu'elles aient toujours les villages pour cadre. Loin de disparaître, ces fêtes se restructurent; par là, elles se renouvellent et ajoutent à leurs raisons de se perpétuer." Il en vient ainsi à conclure à l'obsolescence de la partition entre rural et urbain.

Bien que moins important et surtout très circonscrit, un second type de population urbaine joue un rôle proche dans les bals ruraux: c'est dans les régions touristiques. A Laruns (Pyrénées-Atlantiques), on organise 9 bals dans les seules périodes du 14-juillet et du 15 août (carte 17), pendant qu'à Eaux-Bonnes, distant de 5 km, il y en a 6 ! Les plus grands bals à Barcarès (Pyrénées-Orientales) peuvent attirer 6000 personnes, presque toutes de passage. Mais l'enquête auprès des orchestres autant que l'observation amène à isoler ces cas, finalement rares, même dans des régions touristiques: la présence de touristes est signalée, mais souvent réduite.

La principale explication, tient donc dans la perception de cette ruralité. Mais les mêmes tendances sont à l'oeuvre dans l'image de la région comme celle du local.

### 3-4 Un bal rêvé : ruralité, tradition, régionalisme et désir du local

Si le bal apparaît comme rural, c'est surtout parce qu'on y attache une image rurale forte. La ruralité du bal tient d'abord à l'imaginaire spatial. C'est lui qui structure les comportements et s'y greffent, sans qu'on les distingue vraiment, "un imaginaire régional, national, local, voire même au bout de la rue ou du petit terroir"<sup>623</sup>.

Aujourd'hui ces dimensions de l'espace sont toutes ressenties à travers l'idée de la tradition. Or le rural est un des meilleurs véhicules de cette idée de tradition. Dans les bals autour de Nice comme partout en France les urbains vont au bal pour y retrouver de la campagne mais à l'ancienne, y chercher leur passé quand ce n'est pas leur jeunesse,

<sup>622</sup> BESSAIGNET, P. Op. cit.

<sup>623</sup> SENEAL, G. Aspects de l'imaginaire spatial: identité ou fin des territoires ? *Annales de géographie*, n° 563, janvier-février 1992, p. 28 à 42.

toujours en idéalisant. Ces urbains qui sont-ils ? Les habitants des villes bien sûr mais aussi de plus en plus l'ensemble des français: les néo-ruraux comme les habitants des campagnes qui ont adopté un mode de vie urbain.

Il semble évident pour beaucoup que le bal est forcément rural. La société rurale de l'Ancien Régime est le berceau du bal. Mais depuis deux siècles, l'innovation vient de la ville<sup>624</sup>, quand elle n'est pas même soutenue par le pouvoir central; le bal moderne est en fait récent (ses principaux éléments se mettent en place au XIX<sup>e</sup> et surtout au début de notre siècle), urbain (à l'exception du 14-juillet, Paris est à l'origine de la plupart des innovations), en perpétuelle rénovation: les lieux, les instruments utilisés et surtout les styles de musiques ne cessent d'évoluer; pour ces derniers, il s'agit presque toujours d'emprunts à l'étranger.

La ville de la Révolution industrielle danse beaucoup et, jusqu'aux années 50, en tire fierté, affirme que la danse est partie intégrante de sa culture. Sans surprise, l'évolution actuelle en est un prolongement, avec la domination croissante des rythmes anglo-saxons, jazz puis rock'n roll, et maintenant technologiques. Cela s'accompagne du recul puis la stabilisation du nombre de bals, le recul du nombre d'orchestres et surtout leur professionnalisation, l'essor des disco-mobiles, du repas dansant et l'intervention de plus en plus massive des associations: tout change mais chaque évolution apparaît en ville dix à quinze ans avant de conquérir l'ensemble du pays. Ces changements ne laissent rien subsister du bal rural tel qu'on nous le présente dans certains films<sup>625</sup>.

D'où vient cette image du bal ? Celle-ci accompagne, est suscitée par l'inversion plus générale de la représentation des campagnes. Le caractère ouvrier du bal n'est plus du tout à la mode pour l'instant ce qui renforce la coloration rurale.

Dans les années 30, le bal est urbain dans sa pratique comme les représentations qu'il se donne à lui-même. Il suffit pour s'en convaincre d'écouter une seule de ces compilations de grands succès du musette: la plupart des textes parlent de la ville industrielle. C'est logique puisqu'il s'agit de l'époque et du lieu de leur composition. Quand on y évoque la campagne, c'est celle de l'enfance (*Le dénicheur*), celle des émigrés qui regrettent le pays.

Or, si on regarde une pochette de disque récente, on constate qu'elle est le plus souvent rurale, voire même particulièrement datée: un attelage de boeufs tire un chariot de foin dans une compilation de la fin des années 80. Le changement d'image semble s'être produit dans le courant des années 60-70, précisément au moment où l'essentiel du mouvement récent d'exode rural se termine et où une certaine désillusion engendrée par la vie en ville se produit. Il n'est pour s'en convaincre que de remarquer alors la coïncidence de la production de deux autres images:

L'invention de la "Sarcellite" ou mal des grands ensembles par Olivier Guichard et Albin Chalandon et destinée à lancer la vente de pavillons à *la campagne*, c'est-à-dire en

---

<sup>624</sup> GERBOD, P. Op. cit.

<sup>625</sup> *Jour de fête* de Tati par exemple mais déjà (14-juillet 1947 à Ste-Sévère-sur-Indre) ce modèle était considéré comme dépassé d'où cette opposition permanente tout au long du film entre les campagnes arriérées et la modernité des urbains.

périphérie urbaine, pour relayer le ralentissement prévisible de la construction des grands ensembles. Là encore il s'agit de la production d'une image dont le succès ne s'est pas démenti.

En même temps, apparaît l'image d'une autre nature artificielle, celle des écologistes. Ce mouvement coïncide avec le retour et souvent la réinvention, sous l'influence d'idéologies passéistes, de traditions plus ou moins rêvée qu'il s'agisse de fêtes traditionnelles <sup>626</sup>, des fest-noz, des bals folks <sup>627</sup> mais souvent aussi l'ensemble du monde rural, villages, costumes ou paysages... Il s'agit bien d'une réhabilitation des campagnes, mais complètement rêvée, idéalisée. Au delà de la fête ne présente-t-on pas souvent les paysans comme "les conservateurs du paysage" ? Les débats sur l'aménagement du territoire sont révélateurs à cet égard...

Faut-il croire qu'il s'agit aussi d'une inversion de sa pratique ?

Paradoxalement, cette évolution a lieu au moment où, sous l'effet de ce puissant mouvement d'exode rural des années 50 et 60, le bal est en crise car disparaissent de nombreux petits bals ruraux (graphique 2) alors que le relais n'est pas encore pris par les repas dansants dans les zones urbaines et leurs périphéries, mouvement que nous décrivons dans ces pages. Que cherche-t-on alors ? En fait, il s'agit du même processus -la construction d'un système de représentations qui tient lieu de réel- que celui mis en valeur au sujet des régions. Ils sont d'ailleurs souvent associés et émanent souvent des mêmes groupes.

De tout temps, on a oublié les campagnes à leur misère pour les sortir de l'ombre et du mépris, à l'occasion, en les parant de toutes les vertus. Cela se produit généralement lorsque la situation apparaît intenable en ville: Henry Ford subventionne l'invention de la Country Music aux Etats-Unis <sup>628</sup> pour contrer le développement du syndicalisme ouvrier et de la contestation sociale puis la crise économique. C'est la défaite et le refus de la République dans le cas du Pétainisme. Dans les années 70, le refus de l'urbanisation massive et la rupture introduite par la société de consommation expliquent la rupture. La crise sociale et identitaire grave la renforce aujourd'hui. Depuis toujours, il s'agit en fait d'un discours de crise. Que reste-t-il des ruraux dans tout cela ? Une caricature.

Que montre-t-on ? Souvent la fête, pourtant si rare dans les campagnes, car on ne va pas, bien sûr, gloser sur la misère de la glèbe. Le bal rural apparaît ainsi l'otage d'un discours de citadins, à l'usage des citadins: le *Roman de la Rose* comporte une fête paysanne bien idéalisée, la Renaissance et l'époque moderne se passionnent pour ces reconstructions de la vie champêtre, toujours en fête: les comédies de Shakespeare, le *Dom Juan* de Molière, *L'Astrée* d'Urfée quand ce n'est pas la bergerie de Marie-Antoinette à Versailles ou *L'embarquement pour Cythère* de Watteau. On marginalise les représentations réalistes, trop vulgaires: Bruegel est trivial.

<sup>626</sup> VOVELLE, M. Op. cit.

<sup>627</sup> GESTIN, J.P. Main basse sur les Fest-Noz. in *La fête, cette hantise!* Autrement, n°7, 1976, p.67.

<sup>628</sup> PETERSON, R. A. La fabrication de l'authenticité: la country music. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°93, juin 1992, p.3-19.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la réflexion philosophique, Rousseau<sup>629</sup>, les Physiocrates et leurs Bergeries, s'emparent du thème pour magnifier un âge d'or qu'on oppose tour à tour aux immobilismes comme aux transitions mal vécues de l'époque<sup>630</sup>, pour construire un homme nouveau régénéré<sup>631</sup>. La polyvalence du thème est révélatrice... sa plasticité lui permet d'être adaptée à tous les contextes.

Dans nos sociétés urbaines, Raoul Girardet<sup>632</sup> montre que ce désir de l'âge d'or n'est pas nouveau et qu'il remonte en fait au siècle dernier. La ville dont la croissance est rapide apparaît dangereuse, on craint pour sa sécurité<sup>633</sup>; mais aussi sa vertu: l'Eglise invente les rosières dans les campagnes. On rêve de campagne, de fête, même si ce n'est pas plus loin que les bords de la Marne. La ville est sale, conflictuelle, elle devient le symbole des changements issus de la révolution: d'où le repli de la droite anti-révolutionnaire (Joseph De Maistre par exemple) sur les campagnes parées de toutes les vertus.

Au XIX<sup>e</sup>, cette vision de la fête rurale devient donc une idée de droite, soutenue par de nouveaux acteurs: les notables et les historiens locaux qui reconstruisent<sup>634</sup> littéralement une tradition souvent déjà bien mal en point, voire inexistante<sup>635</sup>. Sans compter que l'histoire politique récente fournit des matériaux nouveaux, qu'on va s'efforcer de présenter comme inclus dans une continuité<sup>636</sup>. La plupart de nos fêtes les plus anciennes, présentées souvent comme d'origine médiévale, ne datent en fait que du début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>637</sup>. Le romantisme, opposé à l'homme nouveau issu de la Révolution, joue un rôle important dans cette utilisation du passé. La plupart du temps on

<sup>629</sup> La fête décrite dans la *Nouvelle Héloïse* vaut d'être lue car elle correspond parfaitement au propos développé ici.

<sup>630</sup> SERVIER, Jean. *Histoire de l'utopie*. Gallimard, collection Folio-Essais, 1967-1991. 393 p.

<sup>631</sup> La *Lettre à D'Alembert de Rousseau sur les spectacles* de Rousseau est ainsi édifiante. Voir en sus l'analyse de Olivier Ihl (Op. cit. pp. 165-166) sur ses lectures au XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>632</sup> GIRARDET Raoul. *Mythes et mythologies politiques*. 1986. Ed. du Seuil, coll. Points- Histoire. Notamment pp. 119-125.

<sup>633</sup> PERROT, Michelle. La ville et ses faubourgs au 19<sup>e</sup> siècle. in *Citoyenneté et urbanité*. Collectif, 1991, Ed. Esprit, collection société, p. 65-83.

<sup>634</sup> VOVELLE Michel. L'historien et la découverte de la fête aujourd'hui. in La fête en milieu rural. *Etudes rurales*, n°86, avril-juin 1982, pp.9-17.

<sup>635</sup> BERTHO, Catherine. L'invention de la Bretagne. Genèse sociale d'un stéréotype. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 35, novembre 1980, p. 45. DOTTELONDE, Pierre. Normandie: la chasse aux ancêtres vikings... *L'Histoire*, n° 49, octobre 82, p. 100. NORA, P. (sous la dir.) *Les lieux de mémoire*. Les France. 2 Traditions. Enracinements. Gallimard, coll. Quarto, 1997, tome 3, pp. 3423-3614.

<sup>636</sup> MARTIN, J.C. et SUAUD, C. Op. cit.

<sup>637</sup> VOVELLE, Michel. *Les métamorphoses de la fête en provence de 1750 à 1820*. Aubier-Flammarion, coll. Champs, 1976, 346 p.

va donc ressusciter quelques fêtes anciennes et tombées en désuétude, en mélanger deux ou trois, pour recréer un cérémonial plus ou moins véridique.

Au tournant de notre siècle, c'est la droite la plus traditionaliste qui en monopolise le thème, préparant le corpus idéologique du pétainisme, repris aujourd'hui par les mêmes traditionalistes de droite, mais non sans difficulté car le fossé entre le réel et l'idéalisation s'est encore élargi <sup>638</sup>. De plus les mouvements régionalistes évoluent dès l'entre-deux guerre <sup>639</sup> vers une position ambiguë qui prône l'alliance de la modernité et de la tradition, qui recherche la complémentarité plus que l'opposition entre Paris et les provinces. Cette position consensuelle est rendue nécessaire car le pays est déjà en pleine mutation sociale. Mais s'il est un domaine qui reste immuable c'est bien l'idée d'une tradition centrée sur le monde rural.

Ces traditions, qu'on nous présente comme d'origine immémoriales, n'auront donc en fait connu qu'une vie fort brève: nées pour la plupart au plus tôt au XVIII<sup>e</sup> siècle, souvent même au XIX<sup>e</sup> avec l'apogée démographique et l'enrichissement dû à la croissance économique, elles commencent à péricliter dès la première guerre mondiale <sup>640</sup>.

Le bal est particulièrement concerné par ce mouvement: "Les danses rurales traditionnelles ont à peu près disparu des fêtes villageoises, relayées par des rythmes urbains. Depuis les années 30, elles ne survivent plus que dans les ébats des groupes folkloriques ou les retrouvailles régionalistes (Auvergnats ou Berrichons)." <sup>641</sup> La date est peut-être un peu exagérée dans le cas des campagnes les moins modernisées: dans les années 60, certains bals de ce type persistaient à Saint-Préjet-d'Allier (Haute-Loire) par exemple. Mais il s'agissait de survivances destinées aux émigrés en vacances au pays: aujourd'hui ces bals ont bel et bien disparu, à l'exception de quelques festivités comme les Rencontres d'accordéon de Salers (Cantal), folkloriques et touristiques.

Après 1945, la modernisation et la survie du courant régionaliste passe par la dispersion dans des courants politiques variés. A partir des années 60, des mouvements plus modérés, se réclamant souvent de l'écologie vont disposer d'un espace où s'affirmer, non sans quelques récupérations commerciales: le Fest-Noz traditionnel devient une "une machine à sous" <sup>642</sup> destinée aux touristes. C'est alors que se développe cette dimension patrimoniale du bal, évoquée en première partie: c'est "la campagne en mémoire." <sup>643</sup>

Depuis peu, alors que ce changement s'est amplifié, a gagné une grande partie de la

<sup>638</sup> MARTIN, J. C. Op. cit.

<sup>639</sup> THIESSE, Anne-Marie. Le mouvement littéraire régionaliste. *Ethnologie française*, n° 3-1988, tome 18, p. 220-232.

<sup>640</sup> MENDRAS. *La seconde révolution française. 1965-1984*. Gallimard, Bibliothèque des Sciences humaines, 1988, 329 p.  
BRAUDEL, F. *L'identité de la France. Espace et histoire*. Flammarion, coll. Champs, tome 3, 1990, 536 p.

<sup>641</sup> GERBOD, Paul. Op. cit.

<sup>642</sup> GESTIN, J.P. Op. cit..

<sup>643</sup> HERVIEU, B., VIARD, J. Op. cit.



société, commence à avoir une traduction politique et parfois institutionnelle, on voit l'extrême-droite revenir sur ce terrain. Mais, peu en prise avec le monde rural qui la rejette<sup>644</sup>, elle insiste plus sur l'aspect provincial, en Alsace ou dans le midi, redevenu alors la Provence pour débaptiser l'avenue Nelson Mandela à Vitrolles.

Dans cette mise en valeur des campagnes et particulièrement de leurs fêtes, on recherche alors les traces d'un passé sublimé où les liens communautaires forts sont -faussement<sup>645</sup> - confondus avec une unanimité idéale et peuvent efficacement s'opposer à l'isolement de la vie moderne et d'un libre arbitre mal assumé dans ces villes où, pourtant, on était venu chercher une liberté que la communauté rurale ne pouvait offrir<sup>646</sup> : dans l'enquête de 1994<sup>647</sup> sur les perceptions, la campagne évoque seule cette idée, associée à celle de solidarité.

Aujourd'hui comme hier, on exalte donc les campagnes et leurs fêtes, on s'efforce de les ressusciter à nouveau en les modifiant encore. Mais plus que jamais cette évolution se produit sous couvert de tradition. C'est une reconstruction que certains<sup>648</sup> font remonter au XIX<sup>e</sup> siècle (peinture), au début du siècle (littérature, cinéma) et qui s'est renforcée depuis peu.

En effet, il s'agit de cerner les transformations qu'a pu subir la fête; peut-on même encore parler de fête en milieu rural, voire de rural ? on a vu que la fête, comme les modes de vie ruraux, est influencée par les citadins qui la fréquentent, les néo-ruraux s'y procurent un enracinement facile<sup>649</sup>. Bourdieu<sup>650</sup> va jusqu'à parler de folklorisation, de dépossession et d'expulsion.

Mais peut-être est-ce là un langage trop radical. A l'opposé mais tout aussi excessif Kayser<sup>651</sup> peut y voir un signe de recomposition de la société villageoise; c'est

<sup>644</sup> idem.

<sup>645</sup> VOVELLE Michel. L'historien et la découverte de la fête aujourd'hui. Op. cit. Lire également dans le même numéro, l'article de J.P. Prod'homme (pp.33-42) qui montre bien les limites de l'unanimité dans un tel cas. BONNAIN, R., SAUTER, G. Société d'ici, société d'ailleurs. Rapports de force et stratégies dans un espace à économie rétrécie, les Baronnies. *Etudes rurales*, n°74, avril-juin 79, pp.23-49. KARNOUOH, C. La démocratie impossible. Parenté et politique dans un village lorrain. *Etudes rurales*, n° 52, octobre-décembre 1973, pp. 24-56.

<sup>646</sup> PERROT, Michelle. Op. cit.

<sup>647</sup> HERVIEU, B., VIARD, J. Op. cit.

<sup>648</sup> Idem.

<sup>649</sup> CHAPUIS, Robert. La mobilité socio-spatiale et ses conséquences dans une commune rurale de l'agglomération dijonnaise. *Revue de géographie de Lyon*, vol. 65, n°3, pp. 209-211.

<sup>650</sup> BOURDIEU, Pierre. *La Distinction*. Ed. de Minuit, 1979.

<sup>651</sup> KAYSER, Bernard. *La renaissance rurale*. 1990, Armand Colin, collection U-Sociologie. 316 p.

probablement à nuancer: le bal qui suit la fête de la batteuse, destinée aux citadins, est très rural par le public qui le fréquente, issu majoritairement des villages environnants, mais la musique qu'on y danse ne le différencie guère des bals urbains.

Mieux, les ruraux viennent aussi assister à ces fêtes du pain, du four ou de la batteuse. Plus encore que les citadins, émigrés de longue date, ils éprouvent le besoin de retrouver leurs *racines* perdues à l'occasion de la grande mutation des campagnes. Racines qu'ils n'ont pourtant pas connues puisqu'ils sont issus pour la plupart de la génération du Baby Boom.

La fête, et le bal en est en France la forme la plus courante, s'ancre certes dans une tradition longue, sans pour autant être "une forme figée mais un processus continu de mutations, de glissements, d'apports, de rejets..."<sup>652</sup>, il s'oppose donc au folklore. Ce sont les mentalités qui souvent évoluent moins vite, avec même la tentation de la régression, de vouloir figer des formes et des comportements... Michel Vovelle conclut au sujet du renouveau du carnaval en signalant le "risque d'instituer un nouveau conformisme aux antipodes du vrai carnaval, étant entendu que le vrai carnaval aujourd'hui, c'est la sortie du bal du samedi soir quand les Hells Angels du coin "s'éclatent sauvagement" !" L'image du bucolique bal des campagnes est largement imaginée, loin de cette réalité.

### 3-5 Un bal provincial plus que rural

Il s'agit maintenant d'essayer de récapituler. On peut affirmer que, malgré une image rurale, malgré une plus grande fréquence des manifestations organisées dans les campagnes, le bal est bien urbain dans sa forme et il semble que son public le soit resté. L'apparente contradiction tient surtout à la confusion entre la réalité et sa perception.

Si le bal apparaît comme rural c'est surtout par contraste: ces zones n'ont que peu d'activités de loisirs et encore moins de spectacles. On les verra mieux, surtout s'ils sont estivaux, puisqu'alors la population des zones rurales augmente, qu'elle est plus réceptive à ces annonces car en vacances: tel qui ne s'est jamais préoccupé de savoir si dans sa ville avaient lieu des manifestations de ce type (manque d'information mais aussi manque de temps ou d'intérêt) va être beaucoup plus sensible au bal de son lieu de villégiature, même s'il n'y va pas; le citadin contemporain est passé maître dans l'art de se sentir campagnard dès qu'il pose le pied sur un brin d'herbe. L'image traditionnelle du bal s'ajoute alors à cette meilleure réceptivité de l'information.

Pour la population résidente permanente, les vrais ruraux, cette rareté d'autres manifestations confère au bal une importance exagérée, que confirme l'importance des dépenses engagées dans cette activité parmi l'ensemble des sorties: 67% du budget sorties est consacré à la danse chez les agriculteurs, 50% dans le cas des communes rurales.

On doit prêter aussi attention à la part croissante du nouveau rural périurbain, associée là encore à l'image rurale du bal: on vit, on organise ou on va au bal de son village, alors qu'en fait on habite aux portes d'une agglomération de 200 000 habitants et qu'on est compté comme citadin par le statisticien. Qui songerait à considérer comme rural le *village* de Chevry en région parisienne ? pourtant, nous avons tous entendus ces

<sup>652</sup> VOVELLE, Michel. Op. cit.

habitants de lotissements périurbains se présenter comme vivant à *la campagne*.

Les zones périurbaines, comprises dans une très large périphérie des villes, sont celles qui se montrent les plus dynamiques. Jeunes, attractives et bénéficiant d'une clientèle potentielle importante, là encore, leur forte proportion d'ouvriers ajoute à ce succès. Elles justifient l'appellation de bal de campagne bien que les modes de vie y soient urbains. Mais celui-ci prend des formes souvent novatrices: bals clos, particulièrement repas dansants.

Le bal est donc une réalité *provinciale* autant, sinon plus, que rurale. Ce terme est à prendre au sens de *non métropolitaine*: il s'agit de Paris mais aussi de Marseille, déjà moins net à Lyon ou Lille. On n'imaginera pas, en effet, une frontière nette entre les métropoles et la province: les comportements au bal des délégations du Havre, surtout de Saint-Etienne ou Montpellier apportent une nuance, un dégradé très progressif. Certes on trouvera des différences importantes selon la taille des agglomérations, les régions mais partout c'est l'opposition majeure: ce bal provincial face à celui, rare, des très grandes agglomérations, le bal *métropolitain*; dans la carte 36, il s'agit des trois modèles urbains spécifiques qui s'opposent aux autres catégories, bals mixtes et plus spécifiquement régionaux.

L'influence croisée entre les villes et les campagnes sera donc nécessairement importante, en contradiction avec la rupture qu'on imagine: le bal traditionnel imaginé, par toute la charge symbolique qui s'y attache, est un bal bucolique. Mais il s'agit-là de perception, très différente, contradictoire avec la réalité.

Il demeure que les milieux de vie, particulièrement la taille des populations, fournissent un des indicateurs les plus pertinents pour expliquer la variété des formes du bal. Mais il n'est surtout pas exclusif, les organisateurs jouent un rôle important dans plusieurs régions. Confronter les deux peut se révéler intéressant pour expliquer certains aspects de la répartition des bals.

## Chapitre 4. Les organisateurs sont plus déterminants que les publics

Pour conclure cette approche par régions et milieux de vie, on peut essayer de distinguer entre ces multiples facteurs ceux qui jouent un rôle dans cette différenciation des comportements. Il s'agit de prendre la question à l'envers, en supposant que les comportements sont seulement déterminés par la composition sociologique des populations. En clair, existe-t-il un profil de la population qui détermine des comportements ? Le public fait-il le bal ? On découvre que celui-ci ne joue qu'un rôle secondaire. Certains groupes très précis se révèlent déterminants.

### 4-1 La recherche d'un profil du public des bals

---

Plutôt qu'une énumération de cartes et puisqu'il semble évident qu'aucun déterminant exclusif ne domine, il paraît plus intéressant d'essayer de confronter un faisceau de marqueurs<sup>653</sup> aux comportements différenciés mis en valeur. Une pratique théorique peut ainsi être calculée en fonction des taux de pratique du bal, révélés dans les enquêtes du Ministère de la Culture, et de l'importance de chaque groupe dans la population de la délégation de la SACEM. Les décalages et les concordances entre pratique théorique et pratique réelle devraient se révéler instructifs.

L'adéquation des cadres territoriaux de la SACEM et de l'INSEE pose un problème pratique et rend difficile la réalisation de ce travail sur l'ensemble du pays; aussi une seule région, dans les limites utilisées par la SACEM et même un peu au-delà<sup>654</sup>, est-elle analysée: celle de Lyon, particulièrement variée dans ses comportements puisqu'on y trouve quatre types de bal différents (carte 36).

Cette répartition des délégations découpe des ensembles socio-démographiques assez homogènes, même s'il est certain que cela ne correspond jamais vraiment à la réalité sur le terrain: les trois délégations dont les analyses révèlent une forte attraction pour le modèle voisin montrent le caractère parfois complexe de certains ensembles spatiaux aux comportements divergents; les contrastes sont importants entre zones fortement urbanisées du sud de la Loire, de la Vallée du Rhône et leurs périphéries moins denses.

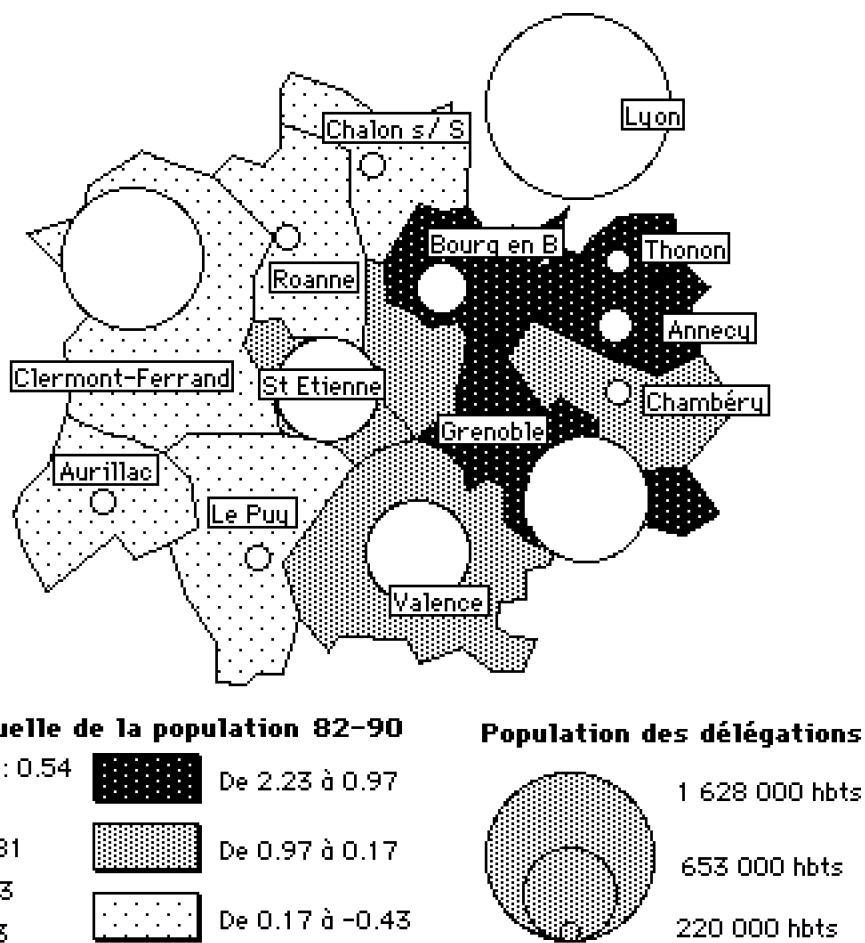
Les cas de villes comme Roanne et Valence montrent aussi que le passage à des comportements vraiment urbains se produit à un niveau de taille important: même Grenoble, dont le poids dans l'ensemble de sa délégation est moindre que celui de Saint-Etienne dans la sienne, ne modifie que partiellement ceux-ci. En sus de ces cas, cette région se distingue par la plus forte dispersion des résultats, une moindre adéquation aux modèles, notamment à Annecy et Chalon mais Bourg est aussi concerné. On peut donc vraiment parler d'une région charnière.

Une présentation de la situation démographique (carte 51) permet de dégager les premiers éléments: essor à l'est, recul à l'ouest. De même, les fortes inégalités de population ne sont pas une surprise. Par contre le rapprochement avec la carte 36 est intéressant. Le bal du midi concerne les délégations peu peuplées et en difficulté démographique. Il s'oppose à l'est, surtout la Savoie, beaucoup plus dynamique, et attiré vers le modèle du bal de l'est.

---

<sup>653</sup> Présentation détaillée de la méthode de l'étude en annexe 1.

<sup>654</sup> Afin d'améliorer la précision, on utilise, dès que possible la découpe et les données de 1991. Définition spatiale: carte 3.



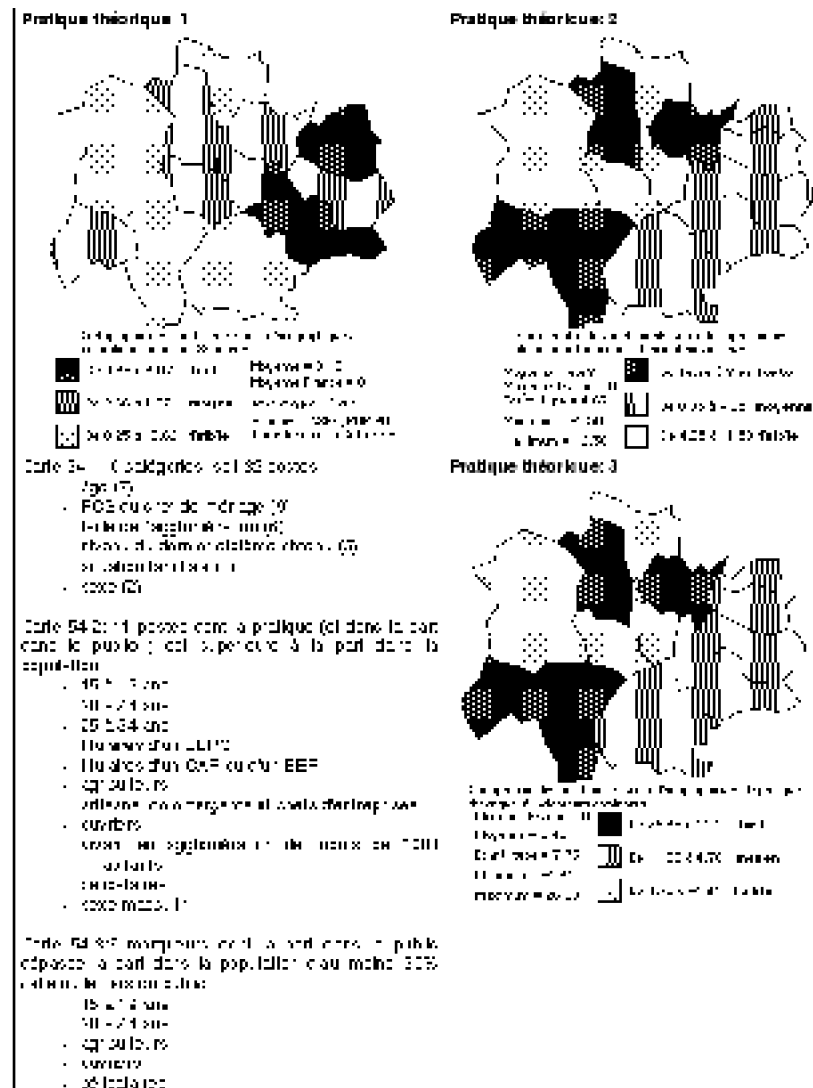
Carte 51. La situation démographique dans la région de Lyon

Source: INSEE, RGP 90

#### 4-2 Décalage entre pratique théorique et pratique réelle

Le bal joue un rôle social indiscutable dans une grande partie de la région. Mais la réalité de la pratique (cartes 7, 9, 12 et 36) et le modèle théorique ne coïncident pas. Dans ce dernier, la multiplication de variables parfois contradictoires peut lisser les résultats. Pour éviter ce risque de dilution sont donc proposés plusieurs niveaux d'étude afin d'exacerber les contrastes. Mais les résultats (cartes 52) varient peu.

Cela reste valable même si on limite la liste des marqueurs: dans l'une (carte 52-2) aux plus représentatifs, une part du public supérieure à leur part dans la population; dans l'autre (carte 52-3) aux six majeurs.



Carte 52. Pratique théorique du bal dans la région SACEM de Lyon

Dans l'est de la région une forte pratique supposée en Haute Savoie et en Isère, assez fortes dans toutes les zones très urbanisées, s'oppose à des situations de faible ou très faible pratique théorique dans le Massif Central. On a ainsi une carte des pratiques supposées pratiquement inverse de celle des pratiques réelles ! Lyon, où l'on ne danse que fort peu, présentant ainsi de meilleures dispositions théoriques que Valence, Clermont-Ferrand ou Chalon-sur-Saône !

Doit-on en conséquence considérer que la composition socio-démographique du public n'intervient pas ? Ce serait sûrement trop rapide. Plusieurs explications sont possibles: s'agit-il d'une prévalence culturelle sur les déterminismes socio-démographiques ? Cette étude montre qu'on peut en douter. La pratique du bal ne ressort que du hasard ? Il semble cependant que la forte spécificité régionale de chaque pratique amène à éliminer cette hypothèse. Le poids de certains marqueurs influents (jeunesse de la population, prépondérance des ouvriers) fausse l'étude en écrasant des groupes moins importants, mais peut-être tout aussi représentatifs. Cela impose alors un

regard au cas par cas.

Au passage, cela amène aussi à réfléchir à l'utilisation souvent exclusive des catégories socio-professionnelles dans les études de sciences humaines. Même si les données sont d'excellente qualité comme celles utilisées ici, les profils de population type pour telle ou telle activité doivent être considérés comme des représentations du réel et à ce titre susciter autant de prudence que toute autre représentation.

Ce poids limité du public dans la structuration des comportements amène à se demander si certains groupes sociaux ne jouent pas un rôle plus important que d'autres. On peut donc essayer de reprendre cette confrontation sous un autre angle en recherchant les groupes dont la répartition est proche de celle des pratiques.

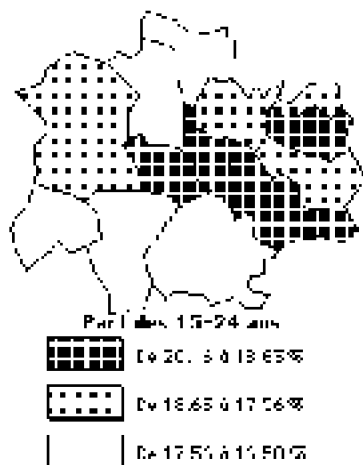
### **4-3 On retrouve dans le réel les catégories valorisées dans l'imaginaire**

---

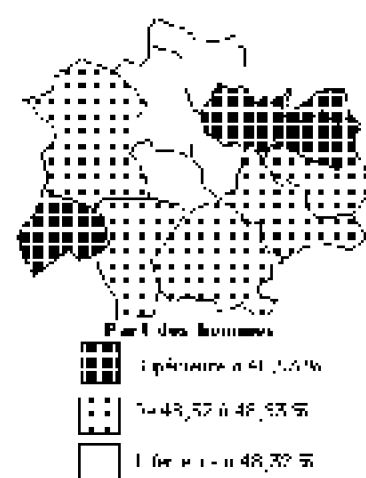
Procédons par élimination: quels groupes, numériquement importants dans le public comptent peu dans la définition de l'activité ? Les caractères liés au sexe, à l'âge, au niveau de formation et à la profession ouvrière ne semblent pas déterminants (cartes 53).

Bien que plus secondaire en effectifs, deux marqueurs confirment leur pertinence (carte 54): la ruralité, ou du moins la vie dans des agglomérations de petite taille, des villages au sens commun, et l'importance des agriculteurs. Mais cela recoupe surtout l'aire d'extension du *bal du midi*. Au nord de la région, l'observation confirme que le *bal de l'est* recrute aussi beaucoup dans les campagnes, surtout celles plus modernisées où les modes de vie ne sont pas très différents de ceux des périphéries urbaines. C'est ce qui permet d'expliquer la fréquence plus élevée de ces zones, à distinguer des délégations plus urbanisées classées dans la même catégorie.

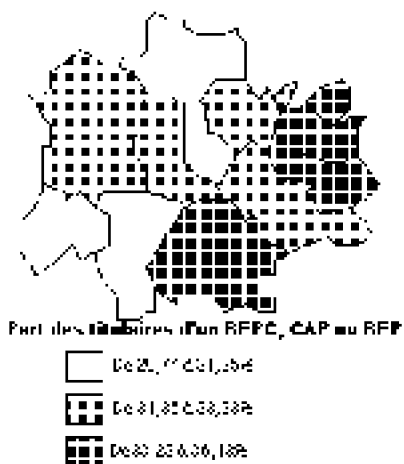
A- Les 15-24 ans



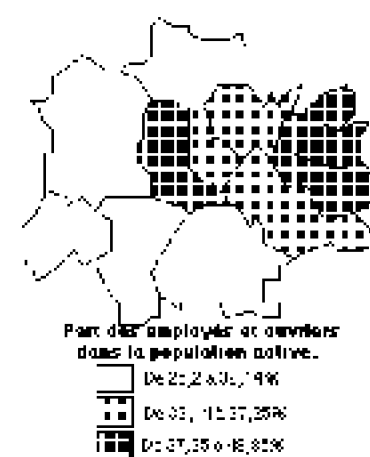
B- Les hommes



C- Les titulaires d'un BEPC, CAP ou BEP

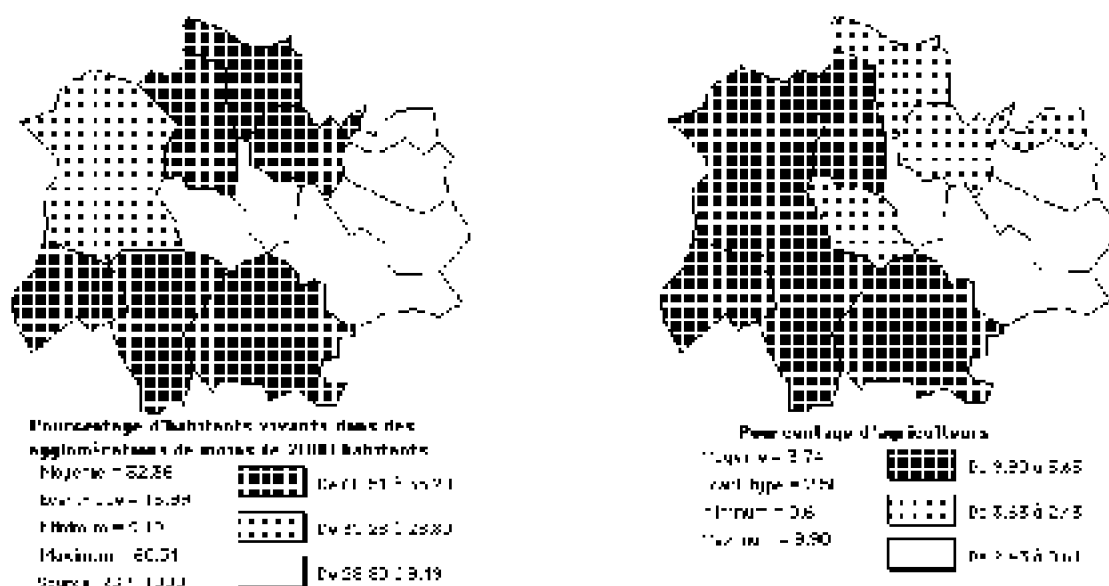


D- Les employés et ouvriers



Carte 53. Des marqueurs socio-démographiques peu ou pas déterminants dans la pratique du bal





Carte 54. Les villages et les agriculteurs aiment le bal du midi

On retrouve donc-là le même clivage mis en valeur au niveau national, qui semble faire dépendre le type de bal du type d'agglomération. Le bal du midi est ainsi bien rural dans ses manifestations, même si du fait des contrastes démographiques et du poids prépondérant des unités urbaines, cette idée n'est pas toujours très nette à la lecture de statistiques globales.

Il faut cependant rechercher quels groupes peuvent jouer aussi un rôle dans la détermination des comportements, lorsque les agriculteurs sont rares. Surtout, quels mécanismes structurent l'ensemble des situations mises en valeur à travers les différents types de bals.

#### 4-4 Le poids de minorités actives

Il apparaît ainsi que des parts minoritaires de la population, parfois même extrêmement réduites, peuvent induire ou, du moins, nettement renforcer les comportements de l'ensemble du groupe. Ce n'est pas une découverte dans le cas des catégories sociales dominantes dont les modes ont souvent essaimé dans le reste de la population: on a vu que beaucoup de danses nouvelles de ces deux derniers siècles ont ainsi été importées par la bourgeoisie.

C'est plus surprenant dans notre situation, même si, dans le cas du bal, on a vu longtemps les ouvriers urbains, surtout parisiens, se montrer novateurs. Mais ces ouvriers, s'ils adoptaient de nouvelles danses sud ou nord américaines, le faisaient souvent en imitant quelques cabarets d'avant-garde fréquentés par les élites intellectuelles. Ici, il s'agit plutôt de la définition même d'une certaine autonomie de comportement propre au rural, un mode de définition de soi-même. On ne retrouve ce type de situation que dans le cas de loisirs autrement moins importants, et plus menacés que le bal par l'irruption dans les campagnes des modes de vie urbains, tels la chasse<sup>655</sup> ou la pratique du moto-cross.

Cela suscite trois remarques complémentaires:

- cette influence se combine aux types de bals.
- elle concerne aussi la population d'agglomérations parfois déjà assez grandes, plutôt qu'une véritable coupure entre rural et urbain, au point qu'on préfère parler de bal provincial.
- elle s'exerce au moyen de l'action des organisateurs.

D'autres facteurs peuvent alors aussi intervenir à la marge: l'offre de fêtes, notamment, plus ou moins forte selon les saisons et les régions. Enfin, les équipements (salles des fêtes) semblent plus induis par les comportements que l'inverse.

Les organisateurs sont ceux qui influencent le plus la détermination des types de bals. On a déjà vu le rôle que jouent les comités des fêtes et foyers ruraux pour les bals municipaux; il semble possible de généraliser la remarque.

Certes, ces organisateurs perpétuent souvent des modes anciennes et se conforment à ce qui existe dans la région. Mais ils le font aussi en fonction des relations qui intéressent la population du lieu ou de leur association. Ce faisant, ils imposent plus facilement leur vision, imaginent les goûts de l'ensemble du public en fonction de leurs propres conceptions. Cette déformation, très humaine, amène à privilégier les minorités les plus actives.

Les deux groupes les plus concernés sont les agriculteurs et les cadres. On retrouve cette forte implication lorsqu'on s'intéresse à la participation à des associations (graphique 1), particulièrement à des fonctions de responsabilité. Ils ont donc une influence plus forte que leur poids démographique réel ne pourrait le laisser croire. Celle-ci est renforcée par un certain prestige de ces professions, même s'il vaut mieux ne pas l'exagérer.

Or qui est fortement impliqué dans les campagnes plus traditionnelles ? les agriculteurs. Ils ne sont certes pas les seuls à animer la vie sociale, mais ils y participent beaucoup. Ils vivent dans une culture professionnelle qui depuis bientôt deux générations insiste beaucoup sur l'implication collective. Et, s'ils n'interviennent pas directement, leur influence plus forte permet de faire partager ces convictions.

Cela débouche sur un modèle qui privilégie le bal public avec cependant des variantes en fonction des conditions propres à chaque région. C'est particulièrement le cas, lorsque l'évolution actuelle des modes de vie a moins touché la région (le centre et le sud-ouest du pays).

Les bals restent traditionnels parce qu'il y a un certain décalage par rapport au nord du pays: la coupure nord-sud, principale rupture mise en valeur, est ici encore, comme au XIX<sup>e</sup> siècle mais pour des raisons différentes, à relier à un retard du sud. Retard heureux, car cela lui permet de bénéficier d'une meilleure cohésion sociale grâce à des modes de régulation plus traditionnels, plus collectifs, quand dans les espaces plus urbanisés du pays ceux-ci sont en cours de redéfinition selon des logiques plus individualistes.

Là où la dépopulation et le vieillissement ont durement frappé et mis à mal la

<sup>655</sup> WEBER, F. Gens du pays, émigrés, étrangers: conflits autour d'une chasse en montagne. *Etudes rurales*, n° 87-88, 1982.

cohésion du village, malgré le maintien de ces conceptions plus traditionnelles, on voit se développer le repas dansant rural sous l'influence d'organisateur·s volontaristes. Ce sont les deux autres types de bals dits mixtes: *bal de l'est* et *bal de l'ouest*.

Ces bals justifient le mieux cet adjectif, car ils sont caractérisés aussi par la proximité des villes qui fournissent à la fois clientèle et modèles de vie modernisés, plus individualistes. Moins *dominants*, les agriculteur·s vont souvent se retrouver mêlés à d'autres groupes, ce qui va atténuer leur influence. D'autres variantes vont intervenir pour les différencier: taille des communes qui les expose plus ou moins, situation du tissu urbain régional qui fait évoluer différemment les modes de vie; Dans de rares cas, des spécificités culturelles peuvent intervenir: ainsi l'appel fréquent à des orchestres dans l'ouest.

Dans les périphéries urbaines, les plus impliqués seront cadres et, à défaut, employé·s ou technicien·s des classes moyennes s'empressent d'imiter leurs goûts. Le modèle sera cette fois celui de l'enracinement mais pas sans précaution: s'y rajoute un désir de distinction. Cela va déboucher sur un bal clos plus fréquent, souvent agrémenté d'un repas, pour se connaître et se reconnaître.

C'est aussi modulé selon un gradient de taille: les très grandes agglomérations sont les moins concernées par le bal, elles sont aussi les plus déstructurées car elles offrent à une population de cadres plus nombreuse des loisirs spécifiques. S'ils s'impliquent moins, l'offre de bals diminue. C'est bien sûr particulièrement le cas de l'agglomération parisienne. Ailleurs, cela donne des situations très contrastées: le sud-est méditerranéen surtout mais la vallée de la Seine ou le Nord sont proches. Parfois, l'évolution récente se lit à travers la partition d'une région avec une véritable frontière: la modernité à l'est de Lyon, des comportements plus traditionnels à l'ouest et au sud-ouest.

Pour récapituler, on peut donc affirmer qu'il n'existe pas un facteur déterminant mais une conjonction d'éléments qui contribuent à expliquer les tendances régionales du bal. Les régions culturelles, les provinces, qu'exaltent les discours régionalistes n'existent pas. La persistance de grands ensembles territoriaux est plutôt à relier à des différences d'évolution, et des conditions locales plus spécifiques, qu'elles soient sociales, démographiques ou économiques. Elles s'expriment à travers le poids des organisateur·s. Le rôle de ces médiateur·s est essentiel car en fonction de conditions propres à chaque ville, village ou micro-région, ils déterminent le type de bals mais aussi leur fréquence.

Le bal est donc un événement local, c'est ce qu'il convient d'analyser maintenant.

## Chapitre 5. Le territoire local

Il s'agit de montrer maintenant comment le bal est un événement local, comment il structure un espace social et identitaire: ces deux finalités en font un territoire politique majeur dont la redéfinition est en cours aujourd'hui.

Deux niveaux de local doivent être distingués: l'aire d'attraction du public et le lieu du bal. La première est la plus large; c'est aussi la plus intéressante pour voir se dessiner ce

que nous nommons la localité ou le territoire local. Le second, plus étroit et très précisément délimité, plus symbolique révèle très clairement les modes de fonctionnement du ou des groupes qui structurent la localité, les motivations différentes des organisateurs et publics; l'approche doit être parfois plus ethnographique mais cela a surtout des implications politiques, civiques.

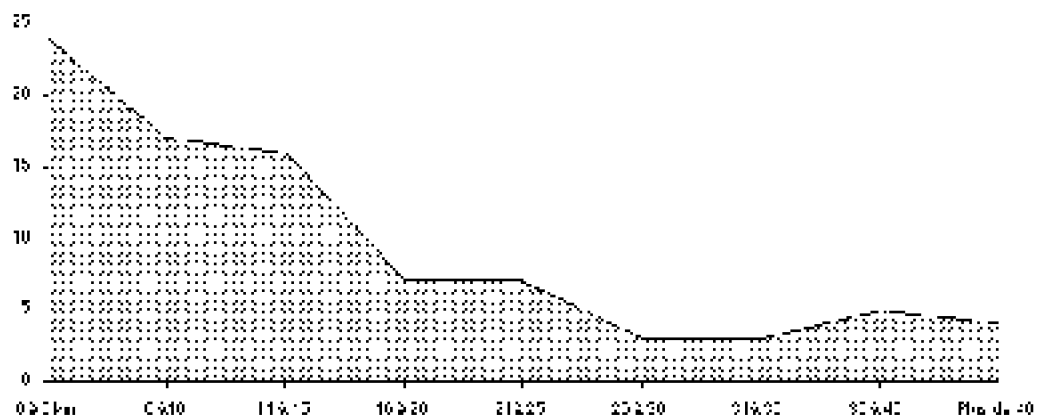
Comme dans toute l'étude, l'aire d'attraction du public est différente selon le type de bal. De fait, la structuration de ce public, comme on le verra ensuite à plus grande échelle, ressort de deux logiques, deux modèles de perception et deux modèles de société complètement divergents.

## 5-1 Le bal public hérité de la société paysanne

### 5-1-1 Le bal du village

Le bal public, c'est souvent le bal au village, même si les petites villes peuvent être concernées, surtout dans les zones où elles sont isolées (Pamiers, St-Gaudens) et particulièrement dans le midi. Ce bal au village, c'est un événement local majeur qui concerne toute la population sur un secteur assez vaste. La totalité des organisateurs comme des membres d'orchestres interrogés estiment qu'il va donc attirer l'essentiel de son public dans un rayon de 15 à 30 km .

C'est ce que confirme l'étude de Marchan <sup>656</sup> . Dans l'enquête qu'il réalise à l'occasion d'un bal à Saint-Sornin-Lavolps, au nord de la Corrèze et limitrophe de Pompadour, il met en valeur la faible dispersion du public, âgé et issu de 38 communes différentes, dont les deux tiers viennent de moins de 15 km (graphique 20).



Graphique 20. L'origine du public dans un bal de Corrèze

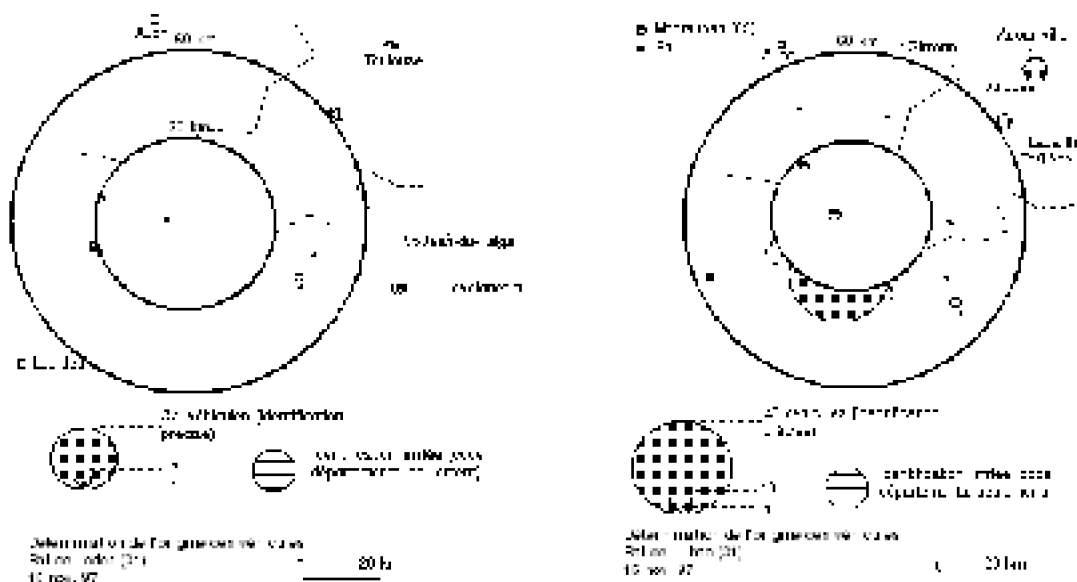
Part du public en % Source: Marchan, thèse, 1993.

Surtout, son analyse est complétée par celle d'autres bals: "La distance entre le

<sup>656</sup> MARCHAN, F. *Thèse Op. cit.* pp. 192-198. Bal de St-Sornin-Lavolps (87): données reprises et commentaire complet en annexe 3.

domicile et le lieu du bal joue un rôle prépondérant dans le choix du bal puisque la soirée a drainé un public principalement local. [...] Les soirées dansantes organisées par les associations sportives accueillent également (si ce n'est davantage encore) un public limité dans sa dispersion géographique. Cet élément apparaissait dans le discours de ces organisateurs que nous avons rencontrés lorsque nous leur demandions d'où venait le public. La plupart du temps, lorsque le bal est privé, seuls les adhérents de l'association ou leurs parents participent aux festivités. Un des principes du choix du club sportif réside à la fois dans d'éventuelles attaches envers une commune et dans la nécessaire proximité (a fortiori lorsque les joueurs sont des enfants), le lieux de résidence des membres et, partant, du public des bals, garde cette dimension géographique agglomérée autour de la commune de rattachement du club. Lorsque le bal est public, la zone de recrutement ne se trouve pas obligatoirement modifiée sauf si la manifestation a une ampleur exceptionnelle (orchestre international ou dimension attractive telle que la présence d'un chanteur ou d'un accordéoniste réputés). Nous noterons également le fait que 83,7% des sujets vivent dans des communes rurales. Les discothèques captent probablement un public urbain qui ne se reconnaît pas dans le bal d'une commune ou d'une association auxquelles il n'appartient pas." <sup>657</sup>

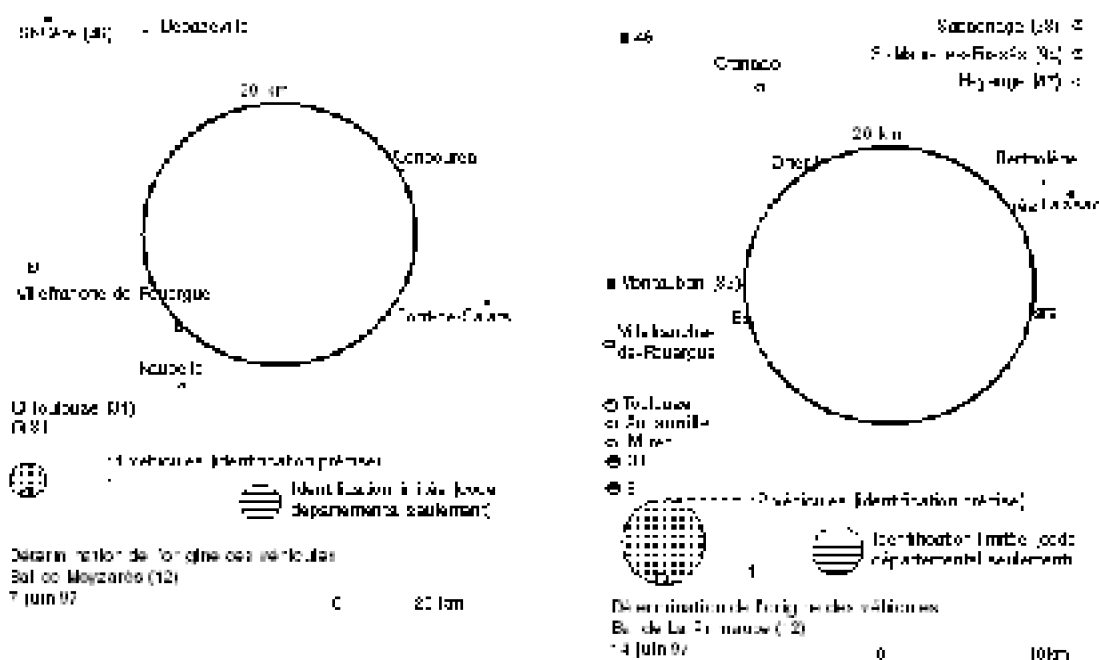
Cette estimation de la faible dispersion géographique des participants est globalement confirmée par les enquêtes réalisées sur les parkings de bals (cartes 55 à 60 <sup>658</sup> ). Malgré les imprécisions méthodologiques, qui à la fois orientent la perception des flux d'attraction vers la principale ville commerçante (St-Gaudens, Perpignan ou Rodez), mais aussi tendent à donner la vision d'une aire d'attraction du public plus large que dans la réalité, ceux-ci sont révélateurs.



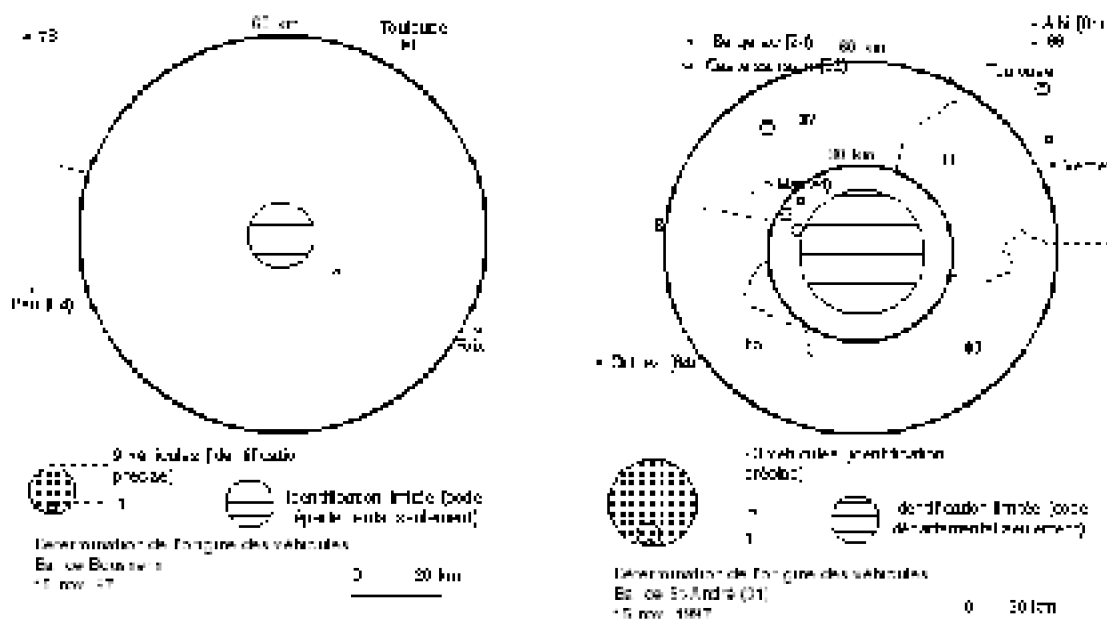
Cartes 55 et 56. Tentative de détermination de l'origine du public de deux bals musette du sud de la France: Lodes et Lilhac (Haute-Garonne)

<sup>657</sup> Idem, pp. 193-194.

<sup>658</sup> Méthode de l'enquête, données détaillées, cartes grand format et autres bals non représentés ici en annexe 3.



Cartes 57 et 58. Tentative de détermination de l'origine du public de quelques bals ruraux du sud de la France: Moyzarès et La Primaube (Aveyron)



Cartes 59 et 60. Tentative de détermination de l'origine du public de quelques bals ruraux du sud de la France: Boussens et Saint-André (Haute-Garonne)

On peut donc en tirer un schéma (fig. 6) qui fait apparaître les quatre populations très inégalement représentées dans le public. En général, leur densité est décroissante en partant du centre; plus la population du village ou de la ville grandit et plus la part de la population lointaine dans l'ensemble du public est réduite.

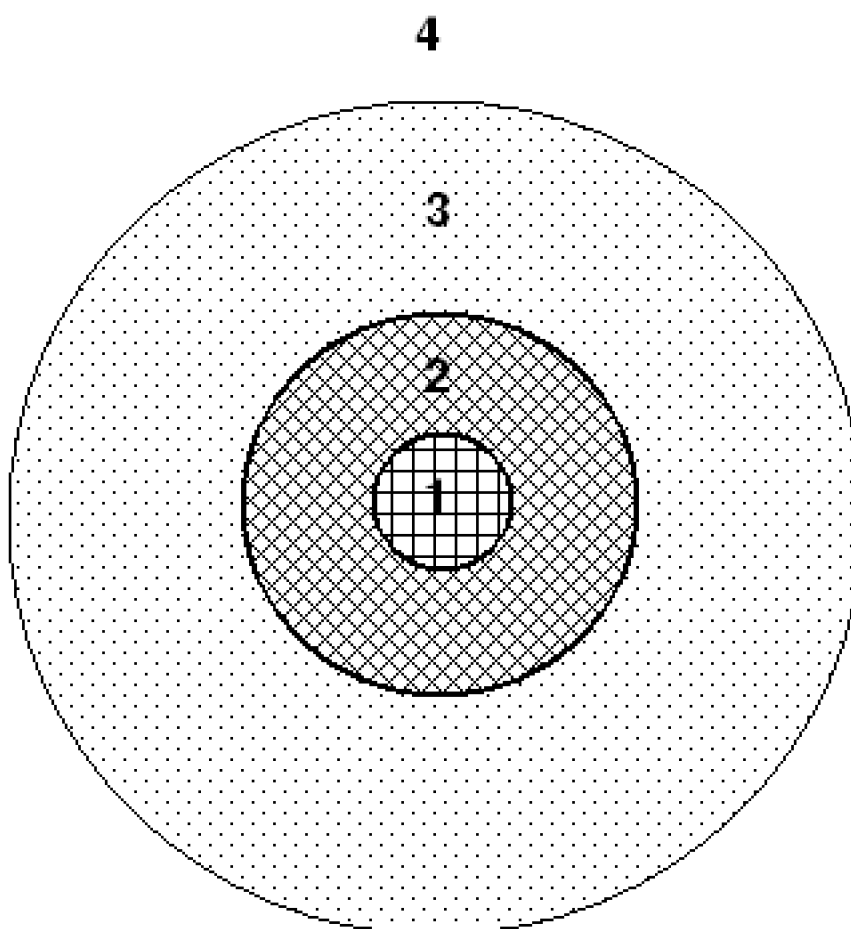


Figure 6. Les quatre publics du bal public

En ce qui concerne sa composition, on va retrouver assez logiquement dans cette description un portrait de la population rurale telle que présentée par Chapuis<sup>659</sup> ou Kayser<sup>660</sup>. Chacune de ces populations a des spécificités très précises.

### 5-1-2 Les habitants du village.

Mal identifiés par l'enquête sur les parkings, sinon par omission, mais au centre du processus, les habitants du village sont liés aux organisateurs et participent activement assez souvent. Leur part dans la population totale de la commune est forte, surtout si celle-ci est petite: à Lilhac (Haute-Garonne), au moins 60 des 90 habitants, selon l'organisatrice, alors qu'il s'agit pourtant d'un bal musette, *a priori* restrictif puisque spécialisé. A Tuchan (Corbières), même proportion<sup>661</sup>.

A partir d'un seuil de population variable selon la taille du bal, ils sont les plus

<sup>659</sup> CHAPUIS, R. et BROSSARD, T. *Les ruraux*. Op. cit.

<sup>660</sup> KAYSER, B. *La renaissance rurale*. Op. cit.

<sup>661</sup> Annexe 3

nombreux dans le public. Cela induit deux comportements très différents: dans les plus petits villages, surtout dans le sud, cette fête où les habitants sont minoritaires leur permet de rappeler leur existence aux habitants des communes voisines, mais aussi de recueillir quelque argent qui va ensuite souvent permettre d'organiser une autre fête entre eux, repas dansant ou banquet par exemple. On a donc deux fêtes du village: l'une tournée vers l'extérieur, l'autre vers la communauté villageoise. Le public de celle-ci est alors un groupe clos dont la population peut même parfois se révéler plus restreinte que celle du village. Ce cas rare, lié à l'évolution migratoire de la population du village, est cependant révélateur.

Karnououh a montré<sup>662</sup> que dans une société villageoise on distingue toujours deux catégories de personnes: les parents et les étrangers. Le terme de parents est trompeur: il désigne en effet la parentèle ordinaire mais aussi tous les villageois d'origine. Cela demande explication: les co-résidents du village, surtout si sa population est réduite, sont implicitement reconnus comme des amis, sans qu'il y ait forcément alliance, officielle ou non, et à plus forte raison consanguinité. Les repas dansants de campagnes, dans le Gers, en Aveyron ou dans l'Orne, parmi ceux évoqués dans cette étude mais c'est aussi valable pour un grand nord-est du pays ou en Picardie, sont considérés comme des repas de famille. C'est la raison pour laquelle à Maspie-Juillacq-Lalonquère chaque village de la commune réserve l'accès de son repas dansant à ses habitants et quelques rares invités triés sur le volet<sup>663</sup>.

Cette parenté fictive mais forte explique bien des difficultés -et parfois l'exclusion- des néo-ruraux à se faire reconnaître: leur activisme, leur forte implication dans l'organisation des fêtes n'est pas seulement due à une vision reconstruite de la campagne. Celle-ci est plutôt une réponse, peut-être exagérée, à la découverte d'une réalité plus difficile que prévue pour s'implanter. Leur forte implication est d'abord une tentative pour s'imposer dans le cercle d'*amis* de la communauté villageoise, ne plus être étranger. D'autres solutions proches peuvent être privilégiées: l'adhésion aux sapeurs-pompiers par exemple. Le plus souvent, comme à Saint-Jean, ils en sont réduits à fonder des associations car ils ne peuvent pénétrer ce réseau informel de sociabilité<sup>664</sup>. Autant que les habituelles divergences de représentation généralement évoquées, l'incompréhension de ce mécanisme de parenté fictive est l'origine de nombreux conflits pour l'appropriation de pouvoirs municipaux, de divergences sur les objectifs et l'avenir des communes rurales entre *autochtones* et *néos*<sup>665</sup>.

Dès que le village est plus grand, cette règle de parenté est moins forte. Le brassage de la population est plus important. La définition de l'étranger redevient seulement spatiale. Les néos ruraux sont plus rapidement intégrés.

<sup>662</sup> KARNOUOUH, C. L'étranger ou le faux inconnu. *Ethnologie française*, n°1, 1972.

<sup>663</sup> DI MEO, G. *Territoires*. p. 99.

<sup>664</sup> SEGALEN, M. De la sociabilité au réseau. Op. cit.

<sup>665</sup> KARNOUOUH, C. La démocratie impossible, Parenté et politique dans un village lorrain. *Etudes rurales*, n° 52, 1973.



Dans les bals, la population locale est dominante dans l'ensemble du public. Le bal est alors fête du village pour ses habitants, et les étrangers ne sont là qu'en appoint ou pour témoigner de l'importance de la commune. Les autres fêtes organisées dans l'année, ne seront généralement pas liées à celle-ci, elles auront souvent une fonction de complément pour tel ou tel autre groupe constitutif de la communauté mais bien reconnus par l'ensemble (vignerons, personnes âgés, jeunes de la classe...).

Même si prévalent souvent encore souvent des relations collectives proches de la *famille* évoquée à l'instant, les liens entre habitants sont moins systématiques, plus fragmentaires, surtout que les apports de populations nouvelles sont généralement plus massifs et déjà anciens. Ce fonctionnement peut apparaître comme intermédiaire entre celui plus collectif évoqué au paragraphe précédent et celui complètement éclaté et de nature différente qui prévaut dans les unités urbaines de grande taille que nous allons bientôt étudier.

Pourtant, plus encore que dans les petits villages, c'est-là que le public est le plus diversifié: ainsi les enfants et les personnes âgées qu'on peut y voir, sont-ils généralement du lieu. Cette diversification sera aussi sociale, avec comme pour les groupes d'âge des distorsions dans les effectifs des groupes sociaux: avec ceux du 14-juillet dans les grandes villes, ces bals sont les plus populaires. Ici, il s'agit généralement d'ouvriers ou d'employés, dès que les villes deviennent plus grandes. C'est aussi le cas des régions touristiques du sud. Sans surprise, c'est dans les plus petits villages que la proportion d'agriculteurs est la plus forte. Bien sûr, selon la situation locale, ces répartitions peuvent changer: autour de Lure (Haute-Saône) les ouvriers sont nombreux dans les bals de petits villages du fait de l'importance des usines de Sochaux et Montbéliard. De même dans les Vosges ou le Jura. Cette situation se retrouve probablement dans bien d'autres régions où les campagnes sont industrialisées.

Fort logiquement, le niveau d'interconnaissance est très fort parmi cette population du village, mais avec des variantes liées à sa taille. Elle reste importante mais diminue beaucoup parmi le second groupe qui compose le public: la population des villages voisins. De fait, les trois groupes qui restent sont composés d'étrangers. Mais, entre eux, de subtiles nuances distinguent sans appel plusieurs populations fondamentalement différentes.

### 5-1-3 Les *forains*

Il ne s'agit pas d'évoquer ici ceux qui exercent leur activité (manèges, loteries...) en marge de la fête, bien que l'utilisation de ce nom se révèle intéressante. Les proches voisins sont les plus connus et, en même temps, l'autre grand groupe qui compose le public. A travers la fête, le bal public en particulier, une société se montre aux autres, ces voisins venus en visiteurs. La plupart des régions possèdent un mot pour les désigner: *gabatche* en Catalogne, *Gavache*<sup>666</sup> en Aquitaine, *forins* de Lorraine<sup>667</sup>. Il se distinguera de l'étranger

<sup>666</sup> FREMONT, A. *France; Géographie d'une société*. Op. cit. p. 89. ARAMBOROU, R. La gavacherie de Monségur. in GOGUEL, F. *Nouvelles études de sociologie électorale*. Cahiers de la FNSP, n°60, Armand Colin, 1954, pp. 81-132.

<sup>667</sup> KARNOUOH, C. L'étranger ou le faux inconnu. Op. cit.

absolu, l'*étrinjeux* que décrit Karnoouh. Le forain est celui qui habite hors des limites des villages, mais dans un espace voisin, connu et surtout *reconnu*, c'est-à-dire que, bien que différent, il n'en dispose pas moins d'une existence qui se marquera par la visite chez lui lorsque son village organisera sa propre fête.

L'aire qui délimite ces deux populations permet-elle de définir l'espace vécu ? On peut le penser bien qu'il soit nécessaire d'être plus précis: aujourd'hui on vit sur un territoire assez large qui englobe la plupart des territoires d'attraction de ce deuxième groupe et même au-delà. Mais dans le même temps, le village ou la commune, souvent d'ailleurs confondus, gardent une forte légitimité, une capacité d'identification. Cependant on peut se demander si la distinction entre les deux est aussi rigide qu'il y paraît dans les études théoriques et si on n'a pas affaire à un cadre très souple, très flou dans sa description spatiale.

En effet, les études qui s'efforcent de délimiter cet espace vécu donnent souvent un espace un peu plus vaste, y incluant des espaces de moindre densité de perception où les relations aux autres comptent moins que les symboles qu'ils abritent: ainsi, dans la vallée d'Aspe<sup>668</sup>, le vallon ou la montagne. La population des villages voisins apparaît surtout pour les relations familiales (celles-là réellement consanguines) plus fréquentes qu'on y entretient: cet espace reste l'aire de recrutement du conjoint dans une majorité de cas<sup>669</sup>, et où le rencontre-t-on plus facilement qu'au bal?

On peut donc se demander si l'espace vécu n'est pas d'abord constitué d'un cœur, d'un noyau de forte identification entouré d'un espace assez vaste où il se dissout progressivement et qui lui tient lieu de *marche*, au sens ancien de territoire de transition, plutôt qu'une frontière nette. Cette zone de dissolution, serait plus ou moins la partie de l'espace de vie qui déborde de l'espace vécu, quand ce n'est pas l'inverse, la plus pratiquée par la plupart des membres de la communauté. Se serait alors une forme de reconnaissance collective de la coïncidence des expériences personnelles<sup>670</sup>. Plutôt que le terme d'espace social<sup>671</sup>, on peut désigner cet espace de territorialité majeure qui correspond assez bien par sa définition à celle de l'espace vécu, mais dont les dimensions recouvrent l'espace de vie comme espace vécu, avec le terme très descriptif d'aire de familiarité<sup>672</sup>.

Ainsi, le forain est un autre moi, un *faux inconnu*<sup>673</sup>: je le connais, le comprend, et sa

<sup>668</sup> DI MEO, G. *Territoires du quotidien*. Op. cit. p. 59.

<sup>669</sup> BOZON, M., HERAN, F. L'aire de recrutement du conjoint. Op. cit.

<sup>670</sup> Cette confusion nous permet ainsi de pouvoir tirer des informations de l'enquête sur les parkings de bal qui décrit plutôt l'espace de vie.

<sup>671</sup> FREMONT, A. et al. *Géographie sociale*. Op. cit.

<sup>672</sup> DI MEO, G. *Les territoires du quotidien*. Op. cit. p. 147-148.

<sup>673</sup> KARNOUOH, C. L'étranger ou le faux inconnu. Op. cit.

différence est d'abord utile pour me définir tout en me protégeant de l'inconnu. Cela expliquerait que, au-delà du clivage introduit selon la taille de la communauté, il y ait dans les deux cas, une présence de ces voisins, une mise spectacle à leur égard.

### 5-1-4 Les *présents-absents*

Le comportement à l'égard des *présents-absents* est proche mais ils possèdent un statut privilégié: venus de plus loin, ils entretiennent cependant des relations plus intenses avec la population du village dont ils continuent de faire partie malgré leur absence.

Si les néos-ruraux éprouvent généralement des difficultés à se faire accepter, par contre, parmi les *présents-absents*, toujours aussi nombreux mais surtout plus présents grâce aux facilités de communication, les émigrés originaires du village (étudiants, travailleurs, plus rarement retraités) bénéficieront de cette parenté fictive ou réelle mais indispensable pour *être d'ici*, se réclamer du village. Qu'on ne s'y trompe pas: on a déjà évoqué les apostrophes à l'égard du *Parigot* ou du *Toulousain* destinées à un enfant du pays émigré. Il ne s'agit pas d'une qualification péjorative: aujourd'hui les habitants des campagnes sont lucides sur les rêves à entretenir quant à l'émigration vers la ville<sup>674</sup>. Et si, par exception, on l'emploie à l'égard d'une autre personne, ce sera un *néo-rural* en voie d'être intégré.

Car dans le cas des *présents-absents*, il s'agit bien plutôt d'une formule de réintégration, au sens fort, de ces membres de la communauté. Il est rare sinon impossible qu'une telle familiarité soit de mise avec les touristes qui restent d'authentiques étrangers, spatialement et socialement. C'est la distinction majeure: les émigrés du village sont intégrés sans difficulté à la communauté quand les résidents secondaires restent marginaux, même si leur implantation est ancienne. On les voit moins dans le bal: ils se tiennent plus à l'écart, dansent peu et surtout ne restent qu'un moment. Ils se rapprochent des vrais étrangers.

Les mêmes clivages entre les mêmes groupes sont bien mis en valeur par les stratégies électorales<sup>675</sup>; cette tendance est renforcée car l'évolution des modes de vie ruraux fait qu'aujourd'hui dans les campagnes, tous les jeunes connaissent un moment de leur vie (études, souvent début de la carrière professionnelle) où ils deviennent des *présents-absents*, alors que les retours de retraités restent importants. Il est ainsi paradoxal que la campagne incarne la stabilité quand ses populations sont plus mobiles que jamais<sup>676</sup>... En même temps, on voit là le cas d'un mode de fonctionnement très ancien qui retrouve son utilité pour s'adapter à une situation totalement nouvelle.

### 5-1-5 Les étrangers

---

<sup>674</sup> KAYSER, B. *Renaissance rurale*. Op. cit. p. 163.

<sup>675</sup> BONNAIN, R., SAUTER G. Sociétés d'ici, société d'ailleurs. Rapports de forces et stratégies dans un espace à économie rétrécie, les Baronniees. *Etudes rurales*, n° 74, 1979.

<sup>676</sup> CHAPUIS, R. Op. cit.

Plus rares sont les autres, des touristes essentiellement; certes, on les voit parfois un peu plus, dans le cas des résidents secondaires. Mais ils resteront étrangers. Ceux-là on les ignore, ils n'existent pas vraiment, sinon en observateurs discrets mais incapables de comprendre le sens profond des rites qui se jouent devant eux. Ils sont les *étrinjeux*, les vrais inconnus, que Karnoouh<sup>677</sup> identifie en Lorraine. En fait, il existe dans ce groupe des nuances: la population des étrangers de ce public est surtout composée de gens qui viennent des limites de cette aire de familiarité qu'on vient d'évoquer: néo-ruraux récents, résidents secondaires, habitants de villages un petit peu plus lointains ou de la petite ville la plus proche ont déjà quelques liens que n'auront jamais les touristes itinérants. Mais ils sont insuffisants pour provoquer leur reconnaissance comme forains.

Ils sont en général rares, mais dans certains cas, lorsque le bal devient spectacle artistique, on peut trouver une population d'étrangers assez nombreuse. Les bals les plus importants drainent un public attiré par la présence d'orchestres prestigieux tels que Verchuren, voire Pellegrini ou, à un niveau plus régional, Coll ou California. A l'exception, pas systématique, de ces derniers, ces bals sont généralement payants et se rapprochent du concert. Ce type de bal se développe en évoluant: les jeunes semblent de plus en plus priser et se situer selon deux types divergents de musiques et partant de bals.

D'un côté de grandes disco-mobiles proposent des *rave parties*, même dans les petites villes plus proche du rural: ainsi le bal du club de football d'Ambérieux-en-Bugey (Ain) en février 98 dispose d'une puissance sonore et lumineuse qu'un des techniciens évalue à un niveau équivalent à celui déployé dans les concerts des Beatles, voici une génération ! Ces bals rassemblent des publics jeunes et variés qui auparavant se portaient sur les musiques *disco*, *dance* et la variété, en recul.

De l'autre, des orchestres de grande taille proposent à un autre public une musique à base de reprises de bonne qualité, beaucoup plus rock, et avec des moyens techniques eux aussi considérables. California dans le sud et le sud-ouest fut le prototype de ces orchestres (mais, c'est révélateur, on dit souvent groupes).

Dans les deux cas, surtout le second, les disc-jockeys comme les orchestres disposent d'un public fidèle qui n'hésite pas à effectuer un long trajet (jusqu'à plus de 100 km) pour les suivre: ils ont un statut de véritables artistes. Ce n'est pas le seul cas d'attraction large; la fête qui complète le bal peut avoir ce rôle: le feu d'artifice du 15 août à Grondin (Gers) est réputé et draine un public important, bien que sur un rayon plus limité. Le plus souvent les éléments attractifs sont des fêtes foraines ou des courses de taureaux comme à Mauguio (Hérault) et les fêtes des Landes ou du pays basque (Mont-de-Marsan, Bayonne). Dans le Nord, c'est le cas après certains corsos et les ducasses.

Cette partie du public va se caractériser par des spécificités démographiques très précises: plus jeune en général, mais surtout dans la tranche des 20-30 ans. Le public de Verchuren sera au contraire âgé, celui du feu d'artifice de Grondin plus familial.

Les bals où les touristes sont majoritaires sont confinés au pourtour méditerranéen et quelques cités thermales ou de montagne (le 15 août à Ax-les-Thermes et Laruns). Ils

---

<sup>677</sup> KARNOOUH, C. L'étranger ou le faux inconnu. Op. cit.

sont souvent très importants et leur public jeune. Cela évoque les nombreux bals publics urbains mais ceux-ci fonctionnent avec une aire d'attraction limitée à l'agglomération: c'est le cas des bals de 14-juillet mais aussi d'autres événements plus ponctuels: à Toulouse, l'énorme bal de soutien à la population de Nîmes après les inondations de 1988 eu lieu dans le hall principal de la foire avec une dizaine d'orchestres parmi les plus célèbres: Pellegrini, Coll, Jouvin...

### **5-1-6 Repas dansants et bals d'association à la campagne**

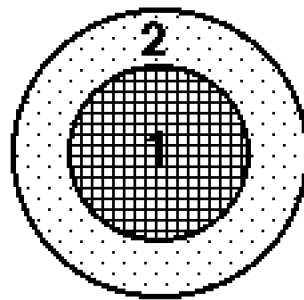
On les a déjà présentés comme proches des bals publics malgré une forme en apparence plus urbaine. A l'opposé des bals publics, ouverts à tous, ces bals sont clos, c'est-à-dire réservés à une clientèle qu'on se réserve le droit de sélectionner, même si souvent celle-ci est limitée. La sélection du public ne repose donc plus seulement sur des règles tacites et cela les rapproche des bals urbains qu'on présente dans la seconde partie de ce chapitre. Les organisateurs jouent donc un rôle actif dans la définition spatiale de la communauté qu'ils représentent. Mais la plupart du temps, ces organisateurs sont liés ou représentatifs des municipalités, ce qui les rapproche des bals publics par leur capacité à s'adresser à l'ensemble d'un village.

Les repas dansants sont beaucoup plus fréquents dans le rural isolé. Sans grand risque de se tromper, on peut voir dans leur développement une réaction à la dépopulation et au vieillissement, lorsque les risques de dissolution de la collectivité deviennent trop grands. Il s'agit bien d'une réaction de défense, probablement trop tardive et dépendante d'autres facteurs (l'emploi surtout, le maintien des commerces et services publics mais aussi l'ennui) pour qu'elle puisse éviter la dévitalisation dans ces situations. C'est donc un sursaut souvent révélateur de l'ampleur irréversible de la dégradation plus qu'une véritable renaissance rurale.

La plupart de ces bals sont très petits. On y constate une interconnaissance très forte, bien plus importante encore que dans le bal public. Aussi dans ces bals, l'arrivée est-elle généralement fort longue, le temps que les salutations soient terminées. Ils sont en général très courts, trois à quatre heures, souvent en matinée. On y danse peu: le bal est prétexte à retrouvailles, surtout pour des populations âgées, isolées et peu mobiles. On signale d'ailleurs, dans l'Orne, des municipalités qui organisent des ramassages en bus... Mais ce n'est pas toujours ainsi, par exemple les bals de la classe *entre eux*<sup>678</sup>, forme de bal des jeunes sélectif.

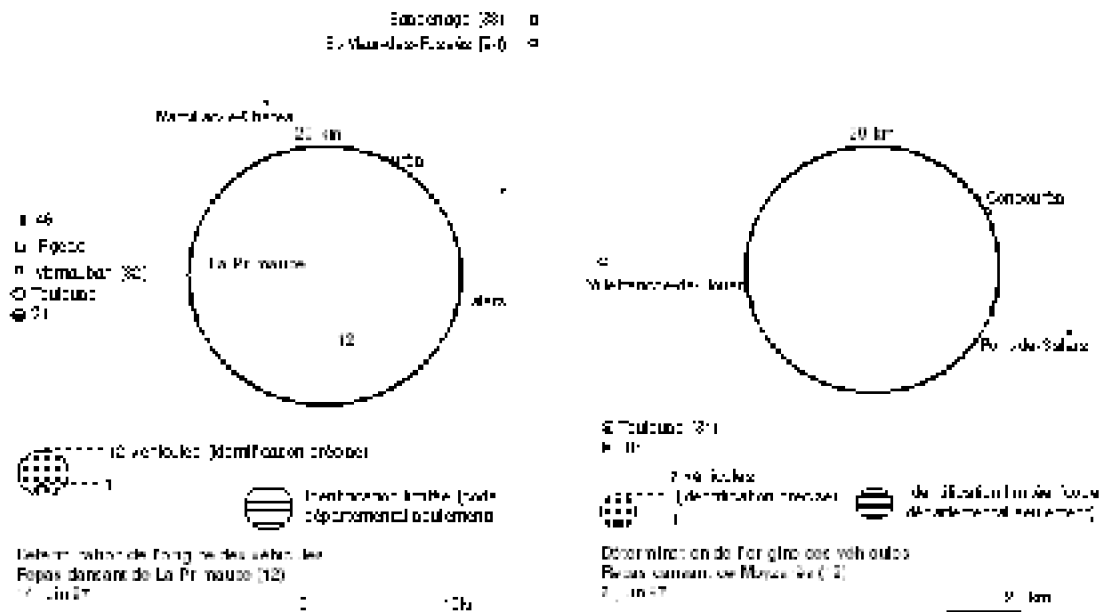
---

<sup>678</sup> Relevé en 1985 sur une affiche placée dans un café d'Arlanc (Puy-de-Dôme) indiquant le programme des festivités. Par ailleurs, celle-ci était manuscrite ce qui montre bien le caractère volontairement local des manifestations de la classe, typiques du modèle précédent.



1: La population du village  
 2: La population des villages voisins (limitée)  
 + rares étrangers et "présents-absents, très connus

Figure 7. Le public des repas dansants ruraux



Cartes 61 et 62. L'aire de recrutement du public de deux repas dansants ruraux

C'est donc dans le cas des bals de société des campagnes (fig. 7), notamment les nombreuses associations familiales rurales, que cette interconnaissance est maximale. Dans les campagnes où les modes de vie sont les moins urbanisés, on est ainsi dans une situation qui se distingue mal de celle du bal public. La différence tient à la restriction de la taille du public, pas sa composition: on reste volontairement confiné entre gens du village et une frange de la population voisine, des forains invités par certains des participants mais souvent très connus dans le village: à St-Sornin-Lavolps, la moitié du public interrogé vient de moins de 10 km, les 3/4 moins de 20 km, et pourtant il s'agit-là du cas particulier d'une radio dont la zone d'écoute s'étend sur 50 à 80 km... Pour s'en convaincre, il suffit de comparer les cartes 61 et 62 avec les cartes 57 et 58, alors qu'une heure et vingt mètres sépare les deux bals...<sup>679</sup>

### 5-1-7 La fin de la communauté villageoise traditionnelle ?

<sup>679</sup> Et encore, les deux exemples présentés ici sont-ils plutôt plus ouverts que beaucoup d'autres.

On voit se dessiner un bal public qui attire une population finalement assez locale et surtout impliquée: on ne vient pas au bal par hasard mais parce qu'on a un lien, même ténu, avec la localité. Le plus souvent, ce lien se révèle fort car il s'agit pour la population concernée de se définir. On voit ainsi se perpétuer le modèle de la communauté villageoise<sup>680</sup> alors que la civilisation paysanne à laquelle il était lié a disparu depuis un siècle<sup>681</sup>. La mise au point du bal du 14-juillet et son extension à l'ensemble des bals publics ont fourni, à la même époque, le support qui a permis à ce mode de définition des communautés de survivre. C'est probablement aussi ce qui explique l'adhésion rapide et enthousiaste de la population à cette fête. Aujourd'hui, il est menacé par trois facteurs liés entre eux:

Les mouvements de populations multiplient les populations intermédiaires: les *présents-absents* (émigrés du pays comme résidents secondaires ou retraités retirés au village une partie de l'année), les *néos-ruraux*, les touristes de passage.

L'irruption de plus en plus rapide des modes urbaines et, plus largement, l'adoption d'un fonctionnement urbain.

La dépopulation. Elle est bien réelle et très commentée dans les régions les plus 1. reculées, où le vieillissement actuel de la population laisse supposer des divisions par deux ou trois des effectifs des villages d'ici une vingtaine d'années. Plus de (très) vieux et de moins en moins de monde: qui fera la fête ? Le plus grave concerne en fait les communautés moins menacées démographiquement, avec une population qui souvent augmente à nouveau depuis 10 ou 20 ans: il s'agit de mouvements quotidiens, pendulaires, qui vident chaque matin le village de sa population. La fête était complémentaire d'une vie commune permanente dont elle avait aussi pour fonction d'atténuer les tensions. La disparition de ce pan de la vie collective lui ôte une de ses principales finalités tout en suscitant la concurrence d'autres espaces, d'autres territoires, d'autres préoccupations, et en affaiblissant considérablement l'interconnaissance.

Ce modèle de structuration spatiale multi-séculaire est donc menacé et la définition de la ruralité proposée par Kayser<sup>682</sup>, confiant dans ses capacités d'adaptation, apparaît ainsi très optimiste. On voit évoluer les bals publics vers trois directions:

les petits repas dansants ruraux: repli frileux, synonyme souvent de situation communautaire très menacée, parfois désespérée.

Les repas dansants associatifs: ce qui revient à entériner l'urbanisation des campagnes.

Les grands bals publics avec un événement festif ou artistique majeur, qui permet

---

<sup>680</sup> MUCHEMBLED, R. *Société, culture et mentalités dans la France moderne. XVI<sup>e</sup> -XVIII<sup>e</sup> siècle*. Armand Colin, coll. Coursus. 1990, ed. 94, 187 p. NEVEUX H., JACQUART, J. LE ROY LADURIE, E. *L'âge classique des paysans*. Op. cit.

<sup>681</sup> WEBER, E. Op. cit.

<sup>682</sup> KAYSER, B. *Agriculture et monde rural: quel avenir ?* Op. cit. p. 173.

d'attirer une clientèle nombreuse. Mais il convient de rappeler que ces bals sont rares; surtout l'objet du bal change alors complètement: comme certains repas dansants, ils deviennent vraiment un loisir et n'ont plus aucune vocation communautaire.

Les bals de société clos s'opposent par bien des points à ce bal traditionnel, car ils ont un public différent, avec une orientation plus septentrionale et sont plus typiques de l'hiver, découpage saisonnier pris au sens large puisqu'ici il s'agit de la période qui va de mi-septembre à mi-juin. Mais ils se distinguent aussi par le recrutement de leur public, bien que la distinction soit nuancée et progressive.

## 5-2 Le bal d'association : un public de proches avec des liens spatiaux réduits.

Dans le cas des bals d'association la description des différentes populations qui composent le public semble plus aisée: l'idée principale pour le décrire tient dans la proximité entre les membres de ce public; proximité relationnelle surtout, mais aussi proximité spatiale à rebours de certaines idées, peut-être trop simples, qui n'y verraient qu'un embryon de société en réseau. Mais ces liens spatiaux ne constituent plus le principal motif d'adhésion, aussi chaque type de bal recrute ce qui devient ici sa clientèle selon des schémas différents. Cependant les deux modèles de structuration spatiale ne s'opposent pas, il existe de multiples situations intermédiaires qui demandent de distinguer d'abord bals d'association et bals clos.

### 5-2-1 Distinguer bals d'association et bals clos

Tout d'abord éliminons le cas des associations très représentatives du village ou de la ville, par exemple les pompiers: ils proposent souvent un bal public qui est la fête du village. En matière de public, on ne trouvera pas de différence avec le modèle précédent, si ce n'est peut-être un champ d'attraction un tout petit peu plus large des associations sportives, mais c'est seulement une intuition personnelle qui est niée par Marchan<sup>683</sup>: souvent, le *bal du foot*, mais c'est plus systématique pour des sports plus sélectifs, le tennis par exemple, peut s'adresser à un public restreint, les familles à la campagne. C'est surtout le cas si la taille de la ville grandit mais aussi dans les campagnes les plus rénovées.

De fait, des paramètres différents jouent un rôle variable selon les situations, sans qu'il soit toujours possible d'en tirer des règles. On peut en distinguer trois: la différenciation sociale, la taille et la situation de la commune, le rôle de l'association. Ainsi, à rebours du cas du tennis évoqué à l'instant, des associations *a priori* fermées organisent des bals différents selon leur localisation: les trois soirées consécutives de bals de la quinzaine commerciale à Vernoux-en-Vivarais (Ardèche) sont publics. Ils rassemblent un public dont l'origine dessine bien l'aire d'influence de cette petite ville en milieu rural. Mais ce public correspond alors aussi parfaitement au modèle présenté dans la sous-partie précédente. A l'inverse, en milieu urbain, les bals des commerçants de Rive-de-Gier et

<sup>683</sup> MARCHAN, F. *Thèse*. Op. cit. p. 193-194.



St-Chamond (Loire) sont payants et très sélectifs, correspondant bien au modèle de bal clos qu'on va définir ici (Fig. 9).

De même, on peut éliminer les bals spécialisés, qu'il s'agisse des bals musette ou des bals des jeunes: organisés aussi bien par le comité des fêtes que par une association, souvent elle-même très représentative de la localité, on y voit souvent se dessiner une répartition proche de celle des bals publics.

Les populations y sont, certes, beaucoup plus strictement définies en ce qui concerne l'âge, mais on constate les mêmes processus spatiaux, avec simplement un élargissement de la zone d'attraction du public venu en voisin si le bal est important (cas de Lilhac, carte 56), s'il s'agit de jeunes (St-André, carte 60) ou les deux à la fois (Tuchan<sup>684</sup>). Comme dans le bal public demeure cependant un fort gradient de déclin de la densité avec la distance, et bien que nettement moins forte chez les jeunes, une certaine représentativité des liens communautaires.

On s'intéresse donc surtout aux associations plus sélectives, telles que celles de parents d'élèves, généralement assez petites malgré l'exemple de Cugnaux (Haute-Garonne), les associations sportives restrictives, les clubs, les associations professionnelles, de résidents dans les périphéries urbaines... Car cette situation est une de leurs caractéristiques majeures, même si ce n'est pas exclusif: les plus grands bals de ce type (Croix-Rouge, Rotary, de la Police) ont plutôt lieu dans la ville centre.

### 5-2-2 Les bals *ethniques*

Les fêtes des communautés étrangères pourraient peut-être fournir un autre type de bal très fermé justifiant ainsi l'appellation, généralement fortement péjorative, de *fêtes ethniques*. L'apparition récente de ce mot sert à dénoncer, non sans arrière-pensées<sup>685</sup>, un processus supposé de fragmentation de la communauté nationale. On va voir qu'il n'en est rien, que souvent au contraire, ces fêtes sont une médiation, assez rapide en sus, qui favorise une intégration progressive, établissent un pont entre les usages de deux sociétés différentes.

Seconde critique: ils se multiplieraient. En fait, le cas est plus rare puisque sur la frange des villes qui accueille les grands ensembles d'habitat populaire, l'activité festive collective, sous toutes ses formes, est bien moins importante qu'ailleurs; c'est même une des caractéristiques majeures de ces espaces. Mais on se gardera de systématiser: à la cité des Clochettes de St-Fons (Rhône), en prolongement des Minguettes, les différentes communautés d'origine étrangère, surtout les portugais, sont à l'origine de fêtes assez fréquentes, partiellement ouvertes à d'autres convives. Il s'agit souvent de repas dansants.

Il est en effet surprenant de voir que cette importante communauté portugaise de Lyon<sup>686</sup> se rassemble sur des bases larges, régionales, lors de grands concerts ou pour la célébration du 25 avril<sup>687</sup>. Mais elle retrouve une configuration plus territorialisée lors

<sup>684</sup> Carte en annexe 3.

<sup>685</sup> Il s'agit aussi de bêtise dans le cas de journalistes qui croient voir naître une situation à l'anglo-saxonne.

d'événements de moindre importance, en n'hésitant pas à y inclure des voisins non lusophones. Ce paradoxe explique que les annonces des organisateurs soient exclusivement en français, alors qu'elle sont bilingues, plutôt en portugais, dans les grands événements.

Les mêmes remarques peuvent être faites au sujet des fêtes des berbères marocains, bien que ce soit moins net du fait de leurs formes différentes: en effet, s'opposent alors les concerts (dansants souvent) de la salle de la Cigale de Lyon, à publicité large, et les mariages, plus territorialisés (mais moins que les repas dansants portugais) et ouverts aux voisins de toutes origines.

Dans les deux cas, s'opposent une représentation de la région d'origine <sup>688</sup> assez restrictive et une représentation de la localité de résidence beaucoup plus ouverte, mais pas totalement: à St-Fons, le 21 juin 1985, la population d'origine portugaise représentaient une grosse moitié du public. Dans les mariages maghrébins, l'importance la famille, venue souvent de toute la région, voire au-delà, atténue la part des résidents de la localité. Mais hors famille, il semble que la proportion de voisins de toutes origines est plus forte que dans l'exemple portugais.

On peut donc se demander si cette ouverture, n'est pas le début d'un processus de création d'une véritable communauté territorialisée sous l'égide des groupes les plus structurés. Ce serait une étape intermédiaire, avant l'intégration, comme dans le cas des bals antillais <sup>689</sup>. Mais cette communauté serait alors limitée à une petite partie de l'agglomération, sinon une commune ou un quartier, car on est généralement dans des métropoles vastes. On n'y habite pas toujours, mais on s'y rallie; on y vient pour faire la fête.

En effet, cela suppose aussi des densités assez importantes de populations originaires d'une même région sur un espace limité. Antoine Larcher descendant des fondateurs du Bal des familles, une institution du musette dans le quartier de la Bastille dès le début du siècle, est aujourd'hui à la tête d'un orchestre du même nom qui joue des musiques antillaises et mauriciennes. Il explique que lorsqu'il joue à Paris, le public est composé d'une bonne moitié d'originaire des îles, donnant à son bal une ambiance nettement créole. Par contre, dès qu'il tourne dans des villes où cette population est moins nombreuse, "c'est le carnaval !": la référence ethnique, déjà réduite même à Paris, s'estompe, on y vient de toute l'agglomération comme on ira, un autre jour, dans un restaurant exotique.

<sup>686</sup> Avec 100 000 personnes elle est équivalente à celle de Coïmbra, 3<sup>e</sup> agglomération du pays.

<sup>687</sup> Anniversaire de la Révolution des oeilletons le 25 avril 1974.

<sup>688</sup> Bien que ces fêtes soient ouvertes à l'ensemble des portugais, rappelons cependant que la plupart des portugais résidents en France sont originaires de la moitié nord du pays, particulièrement les régions montagneuses, soit 20 à 30 000 km<sup>2</sup>. Dans le cas des concerts berbères, même les marocains non-berbères (appelés significativement *arabes* ou même *bédouins*) comme les autres natifs du Maghreb sont rarement très nombreux.

<sup>689</sup> JACOB, E. Op. cit.

A terme, ce sera probablement le sort des musiques portugaises et arabes: le *rai*, diffusé dans des concerts où l'on danse, avec un public très ouvert, préfigure probablement le début de ce mouvement, révélateur d'une intégration culturelle avancée.

Le bal *ethnique* se révèle ainsi nettement moins communautaire qu'on pourrait le croire. Il se transforme vite en un bal spécialisé. Mais, à la différence du bal musette (du moins aujourd'hui) ou du bal des jeunes, c'est une activité de loisir plutôt urbaine et sans identification spatiale précise. On la trouve déjà, dans les grandes agglomérations, dans des bals fixes et spécialisés qui proposent des musiques jadis ethniques sans lien véritable avec une population spécifique, brésilien, flamenco et même auvergnat: le *Balajo*, haut-lieu du musette parisien pendant près d'un siècle, fait aujourd'hui alterner, selon les jours de la semaine, musette et musique africaine, pour une clientèle de jeunes cadres...

### 5-2-3 Les grands bals urbains

Les bals de société, urbains ou périurbains, sont nettement plus fermés. Une première remarque s'impose: l'interconnaissance entre participants est moindre. Mais selon la taille du bal et l'organisateur, deux situations se présentent. Tout d'abord dans les bals importants, plus urbains, on ne trouvera pas à l'intérieur du public de noyau très net mais plutôt des groupes qui dans les repas dansants se retrouvent souvent autour des mêmes tables (fig. 8). On connaît très bien les membres de ce groupe mais assez peu ceux des autres groupes.

Très souvent, mais pas systématiquement, l'isotropie théorique d'origine du public est contrebalancée par la spatialisation de certains groupes qui amène pour d'autres raisons (différenciation sociale dans la ville, réseaux de relations personnelles de proximité plus dense) certains quartiers à être surreprésentés quand d'autres sont pratiquement absents (en général quartiers populaires d'habitat collectif). Ces groupes n'ont que peu de liens entre eux, sinon parfois un sentiment commun d'appartenir à une élite locale. Il ne s'agit donc pas d'une véritable réseau, sauf pour les participants proches des organisateurs, très minoritaires dans l'ensemble.

Ces caractéristiques sont particulièrement celles des grandes associations à vocation générale, surtout si elles sont marquées socialement: Croix Rouge ou Rotary un peu partout, mais, plus fréquent, ces différences apparaissent comme subtiles, par exemple la très nette différenciation à Toulouse entre les clubs de supporters du football et ceux du rugby, voire, pour une même équipe, entre différents clubs de supporters<sup>690</sup>.

---

<sup>690</sup> BROMBERGER, Christian. Op. cit.

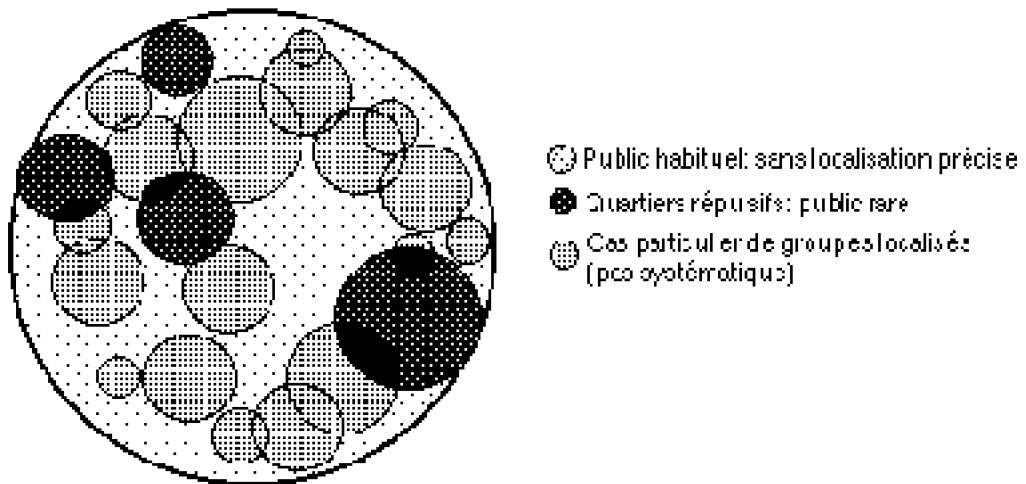


Figure 8. L'aire de recrutement du public dans les bals d'association urbains de grande taille

On retrouve les mêmes caractéristiques dans les bals professionnels. Elles sont même renforcées: ainsi le bal de la police à Toul ou Rive-de-Gier. Le public vient d'une aire beaucoup plus vaste qui déborde assez largement de l'agglomération et paradoxalement se connaît moins qu'on pourrait le croire: on est venu attiré par la publicité et parce que c'est un bal prestigieux dans la région. Seule différence: le noyau qui entoure les organisateurs est plus étoffé. Mais, dans le cas spécifique qui nous intéresse, celui-ci n'a pas grande attache spatiale en général: leur implantation ne correspond qu'à celle de la police dans la région et n'est pas représentative d'un enracinement, si ce n'est la présence de quelques élus locaux.

A l'exception des bals de 14-juillet, ces bals manquent donc de structuration spatiale. S'ils se définissent, c'est par rapport à une agglomération voire une petite région urbaine mais c'est rarement identitaire, sauf pour rivaliser avec Paris dans les plus prestigieux. Un grand événement sportif sera beaucoup plus l'occasion de se situer dans la ville. C'est d'ailleurs l'exemple, cité en introduction, de ceux liés à la Coupe du Monde de football, qui permet de distinguer un peu les villes du midi où ces bals fortement symboliques sont moins rares: à Toulouse, cinq à six bals de ce type sont chaque année organisés Place du Capitole. A Istres ou Fos-sur-Mer, on constate aussi leur maintien. Mais il s'agit de bals publics, plus de bals d'association...

#### 5-2-4 Les petits bals périurbains

Lorsque le bal est petit, par contre, le groupe central, l'ensemble des membres de l'association organisatrice, est nettement majoritaire. Ce groupe est parfois assez nettement territorialisé, si l'association a une telle base sur une commune en général: à Cugnaux, le repas dansant d'une association de parents d'élèves attire logiquement une clientèle<sup>691</sup> très locale (carte 63).

"Tout le monde se connaît" explique un organisateur d'une association d'animation de

<sup>691</sup> Annexe 3

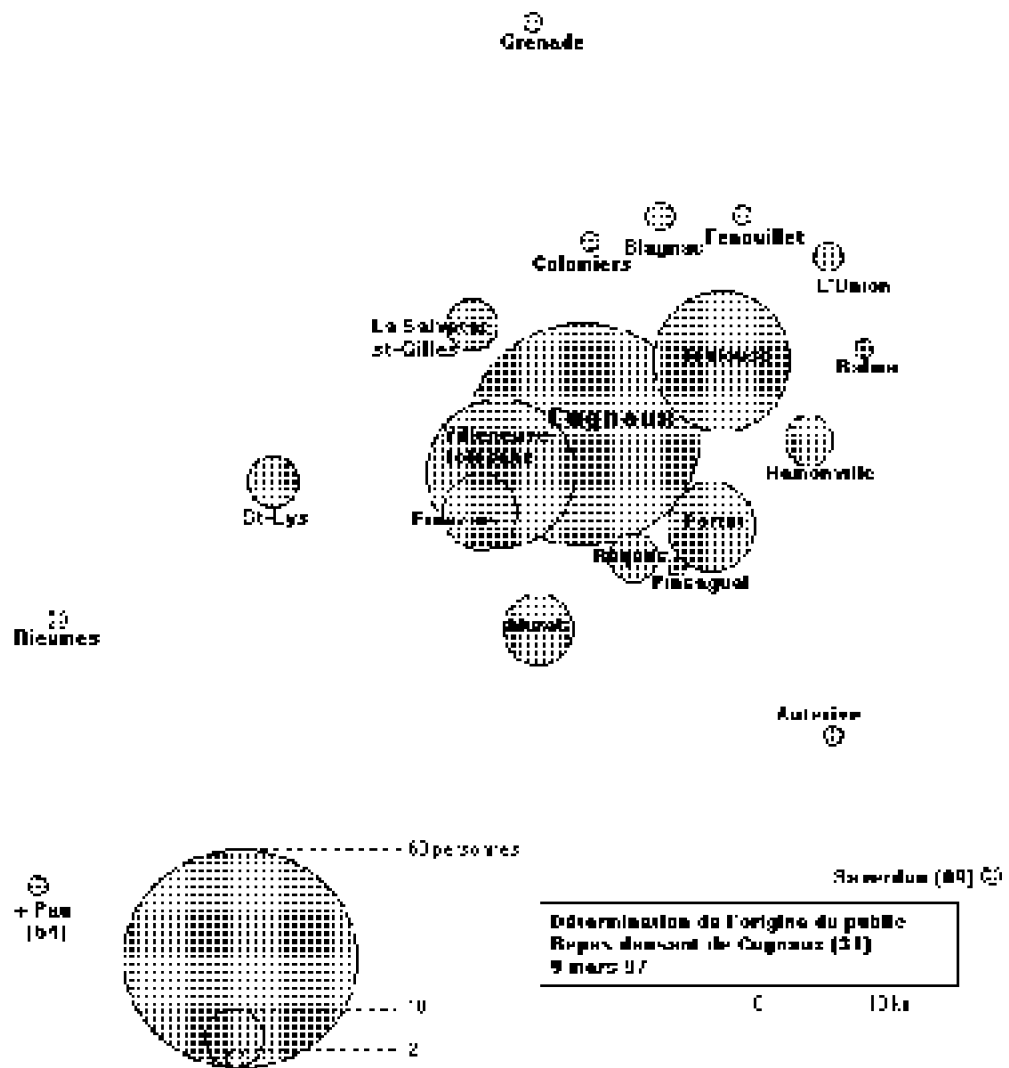
loisirs à L'Horme (Loire). En réalité, il n'évoque que ce noyau central. Les autres participants, par contre, ne connaissent souvent que quelques personnes dans l'assistance, celles par qui ils ont été invités; une des principales fonction du bal est d'ailleurs de leur permettre de lier connaissance avec d'autres personnes.

Le modèle se dessine (fig. 9) de la même manière que celui du bal d'association des campagnes: binaire. Mais son organisation, voire sa logique profonde, est très différente par la relation aux invités et une représentation moins fidèle des différents groupes sociaux de la localité<sup>692</sup>. Surtout, si, comme à Cugnaux, une logique spatiale intervient, elle n'est qu'incidente; rassembler la population d'une aire délimitée n'est plus l'objectif premier.

Les causes en sont peut-être d'abord structurelles: la société rurale est, du fait de ses faibles effectifs, relativement simplifiée. Par ailleurs sa relative stabilité permet d'en connaître assez bien les articulations.

---

<sup>692</sup> idem. Annexe 3



Carte 63. L'aire de recrutement du public dans un repas dansant de la périphérie toulousaine

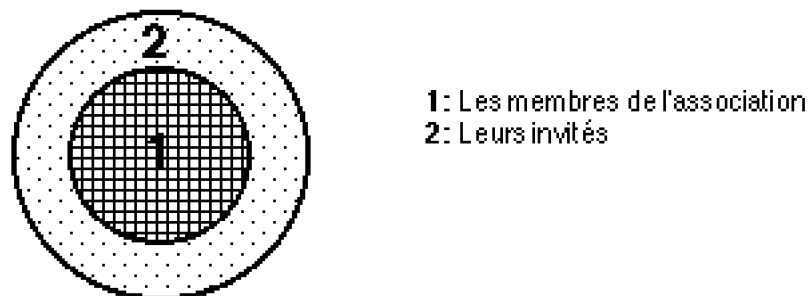


Figure 9. Le recrutement du public dans les bals clos périurbain

Dans un fonctionnement plus urbain, le cas de villages de la périphérie, devenus des villes de banlieue en doublant ou triplant leur population en moins de vingt ans, ces

repères disparaissent. Les différences se creusent surtout du fait des différences de modes de vie, qui génèrent des perceptions et valorisations très contrastées; on a donc tendance à se rapprocher de gens dont le mode de pensée, de vie n'est pas trop différent; on tente de se construire une identité collective sur ces affinités, sur des bases plus sociales que spatiales.

### 5-2-5 Nouvelle territorialité ou réorganisation spatiale ?

Cependant, il serait peut-être imprudent de se limiter à cette vision des relations à l'intérieur de la grande ville, voire au-delà, dans tout l'espace qui est considéré comme entièrement urbanisé par ses comportements. Elles seraient seulement structurées selon une logique de réseau<sup>693</sup>. Ce n'est pas faux pour le dernier exemple mais il convient de nuancer.

On n'a pas, dans les grands bals comme dans les fêtes *ethniques*, une véritable spatialisation, une adéquation du public à son espace fortement vécu. Mais on constate cependant, pour d'autres raisons, la constitution d'une territorialité qu'on pourrait qualifier de floue car de faible intensité, fragmentaire, sans véritable discours fondateur, souvent involontaire, mais pourtant réelle.

Dans les bals plus petits comme l'exemple de Cugnax le montre, le repas dansant attire logiquement un public très local, la ville surtout et, sinon, nettement centrée sur l'ouest de l'agglomération (carte 63). Deux logiques coexistent: celle du réseau (surtout familial ici) et celle de l'ancrage territorial. Une bonne partie du public est concernée par l'une et l'autre.

Par ailleurs, cette population irrigue les bals publics ruraux des environs. Ainsi, la clientèle du bal de La Terrasse-sur-Dorlay (Loire) peut se diviser en trois groupes: pour une grosse moitié, la population locale, les voisins des campagnes venus du Pilat et ceux venus de la vallée du Gier, un petit quart chacun. On a là un point de rencontre, fréquent dans tout le pays, entre le rural et l'urbain<sup>694</sup>, entre logiques plus territoriales et logiques plus ségrégatives qui permet d'adoucir les contrastes en matière de comportements.

Comme dans le cas des bals *ethniques*, on peut donc s'interroger afin de savoir s'il s'agit d'une nouvelle territorialité, "fondée sur la notion de proximité, des proximités multiples et changeantes dans un espace vaste et indifférencié qui se substituerait à la forte identification au lieu"<sup>695</sup>. C'est valable pour les grands bals: on n'y parle plus de public mais de clientèle.

On peut aussi proposer, plus simplement, l'hypothèse d'une situation transitoire due aux multiples et rapides mutations qu'ont connues les villes (extension, remodelation, brassage de population...) avant une stabilisation sur des territoires à nouveau constitués

---

<sup>693</sup> PIOLLE, X. Proximité géographique et lien social, de nouvelles formes de territorialité? *L'espace géographique*. 1990-1991, n°4, pp.349-358.

<sup>694</sup> D'ailleurs ne parle-t-on pas de *rurbain*?

<sup>695</sup> BUNGE, W. *Théoretical geography*. Cit. in CLAVAL, P. *Géographie humaine et économique contemporaine*. Op. cit.

par identification forte, et agrégation de l'ensemble de la population ? Dans les repas dansants dont le public est originaire d'un espace relativement restreint, on se revendique très fort de Cugnax ou de L'Herme. A défaut d'avoir une réalité territoriale, on peut au moins en constater le désir puissant; or, ce désir, c'est ce qui fonde le territoire, ce qui dessine une espace vécu. Il reste cependant à voir si les modes de vie permettent l'installation, dans la durée, de cette réalité: le fonctionnement de ces bals laisse planer quelques doutes.

Car un tel processus est lent: deux générations au moins; cela suppose que ces populations se stabilisent dans ces lieux. Or, il semble que se dessinent des circuits de localisation en fonction des âges (*les cycles de vie*). On vient s'installer dans ces périphéries à trente ans pour les quitter à la retraite, après le départ des enfants qui eux-mêmes prolongeront le cycle à trente ans, mais pas nécessairement dans la même périphérie...

“ Cette évolution de la famille accentue la mobilité et individualise les rapports sociaux. Elle rend éphémère, sur quelques années, ce qui était permanent, sur toute une vie. On ne saurait sous-estimer les conséquences sociales et géographiques d'une telle évolution. Car les choses de la vie, ainsi que le dirait Claude Sautet, mariages, divorces, amours et haines, comptent dans le choix des localisations tout autant que le travail, l'école ou les loisirs. Le nouveau village ou le nouveau quartier apparaissent ainsi comme des lieux de mobilité autant que de permanence. Le terme d'enracinement ne convient plus, si ce n'est comme une illusion perdue. Le village et le quartier doivent plutôt être appréciés maintenant comme une adaptation, plus ou moins temporaire, plus ou moins précaire, à la mobilité des hommes, des hommes entre eux, des hommes aux lieux. ”<sup>696</sup>

On ne rassure ainsi peut-être pas ce chef d'orchestre<sup>697</sup> qui, parlant des bals d'association un peu importants, disait: “ ces bals n'ont pas d'âme. ” L'*âme*, c'est peut-être bien ce que nous recherchons avec une terminologie plus scientifique. On va donc essayer d'expliquer à quoi elle tient, à une échelle plus précise.

## Chapitre 6. Les microcosmes contradictoires

L'ultime niveau d'échelle, toujours plus précis, nous amène au plan. Il s'agit cette fois du lieu où l'on danse, appelé familièrement le bal: place de village ou salle des fêtes, c'est l'espace central de la fête. Espace central car très chargé de sens, mais différent selon les modèles présentés à l'instant. Espace central aussi car elle peut déborder, ce qui reste spécifique du bal public. Surtout, cette fête a la particularité de définir un modèle, un microcosme. Dans le fouillis d'un monde jugé trop complexe, elle propose une épure jouée et figurée de la société, celle dont on rêve ou celle plus réelle - réaliste ?- à laquelle on adhère.

<sup>696</sup> FREMONT, A. *France, géographie d'une société*. Op. cit. p. 340.

<sup>697</sup> Orchestre n°1, pourtant particulièrement impliqué dans ces bals.



Cette mise en scène, nécessaire dans toute société, ce processus essentiel à la consolidation, l'institution de la société locale, à la perpétuation des organisations socio-spatiales précise les rôles et positions de chacun. Mais il annonce en même temps des mutations inquiétantes, mutations assez avancées pour qu'elles soient déjà l'objet d'un rituel symbolique - mais dans leur cas, le terme est à nuancer- fort répandu.

Or, ces deux conceptions du monde, dont on fait ainsi l'apprentissage et la (re)fondation, sont inconciliables car elles s'appuient sur deux modèles de société, deux utilisations de l'espace divergentes et exclusives. C'est à ce niveau d'échelle que les deux grands types de bals se révèlent les plus opposés, expliquant par là même d'autres oppositions déjà rencontrées. Le premier s'affirme comme un espace ouvert, au public varié et reproduit la société locale, bien réelle; le second, espace clos à public choisi, est plutôt celui d'une société imaginée, reconstruite et utopique.

Dans les deux cas, c'est l'espace élémentaire du politique qu'on donne à voir: celui de la structuration d'une société sans cesse à reconstruire ou construire selon le type de bal; l'espace de relations élémentaires de sociabilité qui n'en sont pas moins complexes pour autant.

## 6-1 La place du village

---

### 6-1-1 Le bal d'Ispagnac

Bal du 14 Juillet 1992 à Ispagnac (Lozère). A peine 1500 habitants, mais des allures de petit bourg malgré la proximité de Florac. Cette année on innove: le feu d'artifice est à thèmes. Il débute par une évocation de la vie locale au milieu du siècle, puis se termine avec une parade inspirée des Fallas valenciennes (*Toro de fuego*); depuis le camping, la procession traverse le village, au rythme de la troupe de saltimbanques qui allume feux et pétards disposés en chemin, ou fonce sur la foule dans un embrasement coloré. Arrivés sur la place, on nous offre le bouquet final puis nous passons à la deuxième partie de la soirée, la plus importante: le bal.

Lui, n'a pas changé: une estrade illuminée dressée face à la fontaine et cernée par les terrasses des cafés; c'est un espace clos, clairement défini, dont la description pourrait ce soir s'appliquer à des milliers d'autres à travers le pays.

Venus de l'Aveyron voisin et habillés de noir, les musiciens de l'orchestre Providence ouvrent la soirée: un morceau de Michel Jonasz qui ne se danse pas puis quelques mots du chanteur annonçant qu'on débute le *spectacle*. Le public répond à son salut par une ovation. Le morceau suivant est plus laborieux, un problème de sonorisation gêne les musiciens. Cela débouche sur une altercation où l'on n'hésite pas à prendre le public pour témoin. Tout finit pourtant par s'arranger et les morceaux s'enchaînent alors pour la soirée. Un des chanteurs "chauffe" le public: "Vous pouvez reprendre en chœur, on n'est pas à Toulouse, faut pas avoir honte..." Le public reprend les refrains avec ardeur. A la fin de chaque morceau la même ovation suivie de la même remarque du chanteur: "ça brasse à Ispagnac!"

En effet, la place est pleine de danseurs, jeunes pour la plupart. Une bonne moitié du

public est composée de gens des environs, plus ou moins endimanchés. Les autres sont des touristes, souvent encore plus jeunes, issus des camps d'adolescents qui descendent le Tarn en canoë, et bien reconnaissables à leur tenues fluorescentes.

Comme leur nombre grossi sans cesse, les danseurs finissent par repousser les badauds jusqu'aux extrémités de la place. Ceux-ci constituent un véritable cercle qui délimite nettement la frontière entre l'espace des danseurs et celui des spectateurs, ne laissant aux premiers que deux couloirs latéraux pour entrer et sortir.

Les jeunes sont sur la piste pendant que les adultes (généralement les plus de 40 ans), souvent en famille finissent par se joindre au flot tourbillonnant à la première valse mais sans dédaigner certains succès plus modernes et très populaires: la partie du répertoire dite justement "tous publics" qui ne cesse de s'élargir à des musiques très à la mode dix ou vingt avant: "c'est pas trop tôt, j'ai cru qu'ils allaient passer leur musique yé-yé toute la soirée...".

Beaucoup sont attablés aux terrasses des cafés: ici pas de bar dressés par les organisateurs. C'est souvent ainsi lorsque le bal a lieu sur la place d'un village ou d'une petite ville. On y trouve quelques familles, mais surtout beaucoup d'hommes. On serre des mains, on plaisante, on s'interpelle, on se lève pour changer de table...

A proximité mais sans être vraiment à l'écart, un groupe ne danse pas. Son noyau, 5 personnes dont les tenues tranchent discrètement -tons pastels et tissus de qualité, d'une mode plus urbaine qui veut se distinguer sans éclat, vêtements de prix mais décontractés achetés probablement dans les boutiques de Montpellier-, attire un flux régulier, une rotation informelle de gens du bar ou du cercle qui entoure la piste. Salutations répétées: on serre beaucoup de mains dans les bals publics. Ce sont les notables, le conseiller général, le maire et un adjoint, -*d'opposition*- nous précise un voisin interrogé, ainsi que deux épouses, au même diapason vestimentaire et très actives elles-aussi.

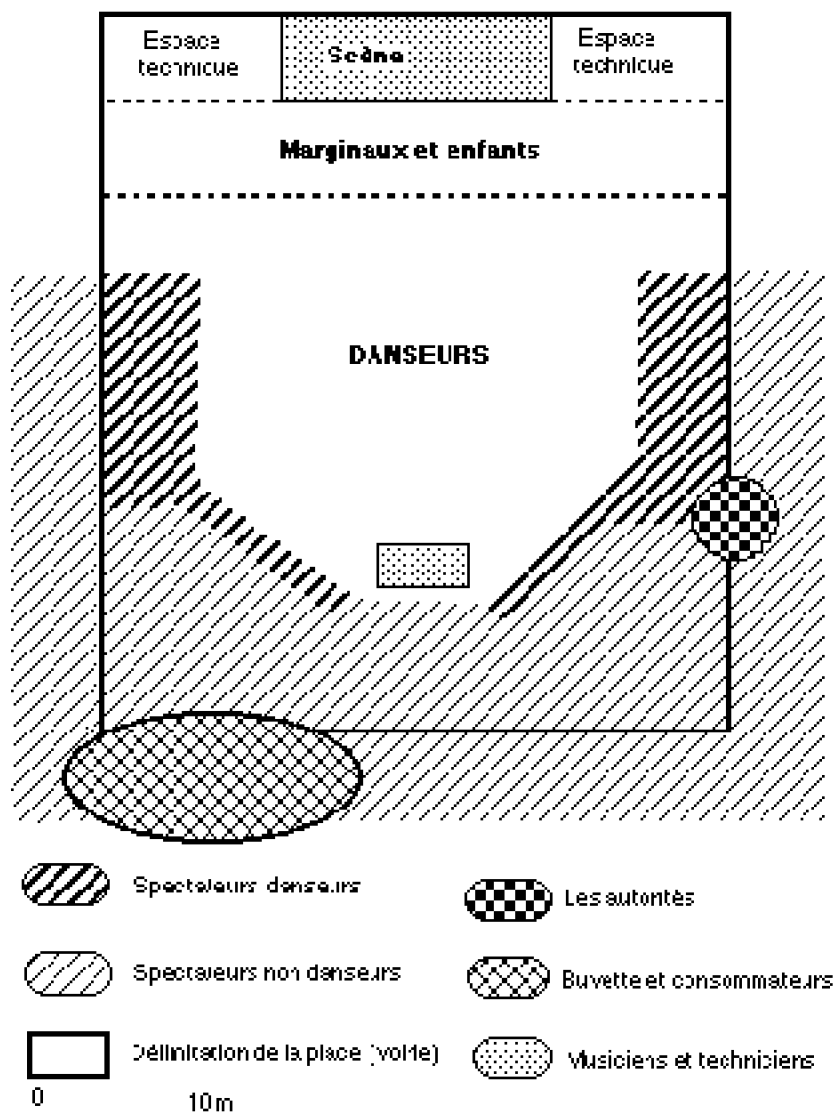
Si l'on ne fréquente pas toujours le bar, on amène fréquemment sa chaise pliante: c'est surtout le cas des femmes âgées. On regarde, on rit, on plaisante, on se plaint de la sonorisation jugée trop forte, mais on reste. On admet que "la petite Untel est devenue un beau brin de fille...", "que le gars du Marcel est maintenant plus costaud que lui", "elle devrait pas s'afficher comme ça...", "alors je lui ai dit comme ça...", on emmagasine quelques ragots...

Brutalement, la musique s'interrompt: le chanteur annonce qu'une voiture brûle dans une rue adjacente; cela génère un mouvement de foule, des garçons surtout, qui se reproduira chaque fois que l'on annoncera qu'un véhicule gêne sur le parking. La musique reprend et la soirée continue. Encore casqués, deux pompiers reviennent. On les entoure: rien de grave, un problème électrique. On s'apitoie d'un hochement de tête: les jeunes roulent avec de telles épaves !

Les jeunes sont au centre de l'espace du bal et au centre des regards, des conversations: si les moeurs ont changées, le bal demeure un endroit où se forment les couples, mais plus tard, quand peu à peu touristes et personnes âgées se font rares. Certains sont déjà venus réclamer les séries de slows, pour eux, pour leurs copains<sup>698</sup>. Les esseulés gagnent les bars. Le cercle se resserre lentement autour de la piste, les recoins de la place se peuplent d'ombres enlacées.

### 6-1-2 Un espace soigneusement balisé

Ce soir, il y a 10 000 bals peu ou prou comme celui-ci à travers le pays, des bals qui font rêver les nostalgiques: "comme au bon vieux temps". Sans même retourner au XVIII<sup>e</sup> siècle comme y invite la citation de Flandrin, cette description on peut la retrouver, très proche, dans la Bourgogne des années 60-70<sup>699</sup>. Chacun peut la faire si on lui demande une description du bal; c'est un cliché<sup>700</sup> mais, somme toutes un cliché assez valide malgré les évolutions. Le plus important c'est de l'analyser.



<sup>698</sup> FLANDRIN, J.L. Op. cit. , p. 111 "Pour passer du compagnonnage avec les membres du groupe sexuel à une relation avec un individu du sexe opposé, il fallait du temps, l'exemple et le soutien des copains, et le secours des rites."

<sup>699</sup> DIBIE, P. Op. cit.

<sup>700</sup> LAGRAVE, Rose-Marie. *Le village romanesque*. Acte Sud, 1980, 187 p.

*Figure 10. Le bal au village: un espace ouvert mais soigneusement balisé.*

A Ispagnac l'espace de la fête est organisé et balisé selon des rites assez proches de ceux qu'on retrouve dans toute la France. Le schéma 10, ébauché à Salses (Pyrénées-Orientales) lors du bal du 5 août 90 et validé dans les bals visités depuis, met en valeur la dévolution d'espaces nettement délimités à chaque groupe. Cela n'empêche pas certains mouvements pendant le bal. D'un bal à l'autre, on le voit évoluer, mais à la marge en fonction du lieu: ainsi à Ispagnac la scène est installée en travers d'une place rectangulaire, aussi les danseurs sont-ils immédiatement en contact avec elle rejetant enfants et marginaux sur les périphéries latérales.

Il en est de même de la composition du public, particulièrement au début du bal, le moment le plus intéressant: la population est la plus mélangée, surtout si on s'intéresse à la périphérie de la piste de danse. Il reste très convivial puisqu'on y va seul dans seulement 2% des cas, mais généralement avec des amis (65%) et/ou des parents (55%)<sup>701</sup>. Paradoxalement, durant les deux premières heures, les enfants comme ceux que j'appelle les marginaux sont nombreux, les couples sont fortement minoritaires face aux familles et aux bandes de jeunes. Si toute la population n'est pas là, c'est du moins un échantillon très représentatif.

Les marginaux ? Ce sont ceux qui ne sont pas là pour les mêmes raisons que les autres ou qui n'en privilégient qu'une: ivrognes, adolescents qui ne veulent pas danser mais sont fascinés par le matériel de sonorisation, d'éclairage, les musiciens voire les danseuses de l'orchestre. Parfois, en Languedoc-Roussillon notamment, on trouve aussi d'authentiques marginaux, souvent un peu provocateurs mais sans que cela soit jamais bien méchant.

C'est la mise en spectacle d'une société au complet. Tout au plus peut-on logiquement signaler une légère sous-représentation des personnes âgées et des nourrissons, et, à partir de la moitié de la soirée, une surreprésentation des adolescents et des jeunes adultes. Mais cette société reste complète dans l'expression de sa diversité.

Chaque groupe joue son rôle, se rappelle activement les hiérarchies, les relations qui l'intègre et le situe par rapport aux autres. Chaque individu joue son rôle dans le groupe et dans la société. Ce n'est pas inconscient. C'est une société qui se réinvente en se montrant d'abord à elle-même: on se compte, y compris en apostrophant d'un bruyant " eh, le Parigot !" ceux qui vivent loin venus pour l'événement.

Une société aussi qui se montre aux autres, les forains, les voisins venus en visiteurs. Plus rares sont les autres, des touristes essentiellement, un peu plus nombreux à Ispagnac ou à Salses. Ceux-là on les ignore, ils n'existent pas vraiment, sinon en observateurs discrets. D'ailleurs avant minuit, tous sont partis.

On se montre, on se compte: la mise en spectacle sert à rappeler à chacun que cette communauté villageoise existe encore, est bien vivante, et qu'il y est intégré.

### **6-1-3 Un espace mythique**

<sup>701</sup> Enquête Ministère de la culture 82. Op. cit.

La place du village apparaît donc comme un espace mythique: pour l'ethnologue la principale fonction du mythe consiste à "assurer la cohésion d'une société et de fournir une réponse aux questions non seulement de son origine, mais de son existence et de sa destinée"<sup>702</sup>. Et la concordance ne s'arrête pas là: la scansion calendaire régulière de l'événement sert à renforcer, à donner à ce mythe sa valeur intrinsèque car ainsi l'événement, rattaché à une longue permanence "forme une structure permanente qui se rapporte simultanément au passé, au présent, au futur"<sup>703</sup>.

C'est ce rapport à l'espace qui est essentiel: "tout microcosme, toute région habitée, a ce qu'on pourrait appeler un centre, c'est-à-dire un lieu sacré par excellence."<sup>704</sup> Et dans notre monde villageois, ce centre, c'est la place, souvent la place de la mairie après un siècle de lutte avec l'église pour s'approprier cette signification essentielle<sup>705</sup>. On va voir que cette centralité n'est pas seulement spatiale mais aussi symbolique. "Les hauts lieux, généralement, ne se trouvent pas "en haut": ils se trouvent au centre, au coeur des choses."<sup>706</sup>

Un haut lieu ? " Le haut lieu est le résultat d'un processus de focalisation. Un lieu de rassemblement des hommes."<sup>707</sup>. Ce terme est plutôt lié à celui des croyances religieuses mais on peut l'étendre à des constructions territoriales plus profanes. " Il est qualitativement différent du milieu cosmique environnant, une zone qui se singularise et se détache à l'intérieur de l'espace profane. [...] en assumant la responsabilité de "créer" le Monde qu'il a choisi d'habiter, non seulement il "cosmise" le Chaos, mais aussi il sanctifie son petit Univers, en le rendant semblable au monde des dieux."<sup>708</sup> La place du village condense, exalte ainsi le territoire collectif.

Mais justement il est peut-être plus simple de se contenter de parler de lieu de condensation, avec un sens qui décrit la fonction de rendre visible: " il est des lieux tout à fait spécifiques, construits et identifiés par une société qui se donne à voir à travers eux, qui les utilise pour se parler d'elle-même, se raconter son histoire et ancrer ses valeurs: des lieux dont l'efficacité symbolique ne s'épuise pas dans la seule mise en image. Car ces lieux sont aussi les cadres d'expériences individuelles et collectives, qui ravivent leur référence au groupement social et au territoire de ce dernier. [...] des lieux de condensation sociale et territoriale. Ce sont des formes d'expression du système de

<sup>702</sup> MORFAUX, L.M. *Vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines*. Armand-Colin, 1980.

<sup>703</sup> LEVI-STRAUSS, C. in MORFAUX, L.M. *Vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines*. Armand-Colin, 1980.

<sup>704</sup> ELIADE, M. *Images et symboles. Essais sur le symbolisme magico-religieux*. Gallimard, coll. Tel, 1979, 238 p.

<sup>705</sup> AGULHON, M. La mairie. in NORA, P. (sous la dir.) *Les lieux de mémoires*, Gallimard, coll. Quarto, 1<sup>e</sup> ed 1984, ed. de 1997, tome 1, pp. 383- 423.

<sup>706</sup> GENTELLE, P. Haut lieu. *L'Espace géographique*, n° 2, 1995, pp. 135-138.

<sup>707</sup> GENTELLE, P. Op. cit. p.137.

<sup>708</sup> ELIADE, M. *Le sacré et le profane*. Gallimard, coll. Idées. 1965, p. 59.

valeurs que se donne une société par le biais de son territoire; ce sont aussi les cadres d'expériences individuelles qui procurent au sujet le sentiment d'agir sur la forme et de participer activement à sa symbolisation. Autrement dit, la synecdoque porte ici simultanément sur le spatial (le territoire s'impose dans le lieu) et sur le social (la collectivité s'impose à l'individu). Le lieu de condensation n'est tel qu'à condition qu'un individu y éprouve le sentiment d'une commune appartenance avec le groupe qui établit ou entretient la signification symbolique de ce lieu.<sup>709</sup> „

La place du village: espace mythique et espace central. Espace central car généralement située au centre symbolique de la ville ou du village: on préfère utiliser la place principale, même malcommode plutôt que risquer de déroger à cette ardente obligation de centrer la fête au coeur de la communauté: ainsi d'aucuns parmi les techniciens des orchestres auraient aimé que je racontasse ici la guerre épique qu'ils livrent sans succès avec leurs énormes camions, leurs gigantesques ponts<sup>710</sup> à l'architecture compliquée contre les organisateurs, particulièrement les maires s'ils sont directement impliqués, et les rues étroites et tortueuses des villages du midi, les platanes des places aux branches si indisciplinées.

De fait, on préfère installer le bal dans l'espace le plus symbolique. Seuls les bals de pompiers ont logiquement lieu devant la caserne, même si cela oblige à sortir préventivement les camions en cas d'incendie. Mais hormis ce cas très particulier, la place centrale, la plus chargée de sens collectif, est la règle.

Parmi les nombreux bals visités, rares sont ceux qui font exception: ainsi à Pamiers et St-Jean-du-Falga (Ariège). Et encore dans le premier cas, plutôt que la Place de la République, se rabat-on sur le kiosque à musique de la Promenade du Castella, l'ancien château, l'ancien centre, à proximité du Jardin Public, autre espace bien situé depuis longtemps dans la hiérarchie des lieux collectifs, surtout dans les villes. C'est la stratégie choisie à Grondin (Gers), à Lunel (Hérault).

Souvent, comme à Ispagnac, on n'hésite pas à négliger le nouvel espace largement dégagé qui vient d'être aménagé pour lui préférer l'ancienne place étroite. Quand on abandonne celle-ci à Salies-de-Béarn, après vingt ans d'âpres débats, il se trouve quelqu'un pour dire qu'il s'agit-là d'un différent entre le maire et les patrons de cafés. Le plus intéressant c'est que, si on choisit alors un espace spacieux en bordure du centre, c'est pour tasser le bal le plus près possible du noyau villageois, avec la scène et la piste de danse qui empiètent largement sur la rue qui y pénètre alors que plus de 100 mètres sont inutilisés !

Espace central aussi par l'importance qu'on lui accorde. Les bals en plein air ne sont possibles que lorsque les conditions météorologiques s'y prêtent. Aussi, un grand mouvement de construction de salles des fêtes touche-t-il la France depuis une génération. Au détriment d'autres investissements parfois plus logiques et qui correspondaient mieux à leur principe, les Contrats de Pays des années 75-85 ont permis

<sup>709</sup> DEBARBIEUX, B. Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique. *L'Espace géographique*, n° 2, 1995, pp. 97-112.

<sup>710</sup> Echafaudages sur lesquels on suspend les éclairages; ces structures sont souvent devenues gigantesques (4 à 6 mètres de haut) se rapprochant de celles qu'on peut trouver dans les concerts de rock.

la diffusion généralisée, quoiqu'avec de fortes inégalités (carte 41) de cet équipement qui apparaît essentiel, comme le furent l'Eglise au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et surtout, cinquante ans après, la mairie-école<sup>711</sup>, puis le monument aux morts dans les années 20<sup>712</sup>. On constate que celles-ci sont particulièrement nombreuses dans les régions où le bal joue un rôle majeur dans la structuration des relations sociales et politiques locales.

Dans la mesure du possible on l'a installée au centre: l'ancienne halle des bastides du Sud-Ouest, à Rieumes ou Nailloux (Haute-Garonne) par exemple, s'y prête particulièrement bien. Ailleurs, on réutilise une ancienne grange (Amplepuis, Rhône) ou tout autre bâtiment un peu vaste, pourvu qu'il soit au coeur du village. Si ce n'est le cas, son installation périphérique est corrigée par une abondante signalisation qui, par le nombre de mentions, la place au rang de la mairie, voire avant (St-Paul-de-Fenouillèdes, Pyrénées orientales; La Besse-Alinhac, Haute-Loire).

Surtout, même si, comme souvent, la salle des fêtes est sous-utilisée, bien rares sont les communes qui se sont associées à d'autres pour s'équiper. La salle est alors située dans la plus grande ou la plus centrale des communes (Trèves et Longes, sud du Rhône). C'est qu'il est difficile d'imaginer partager un tel lieu symbolique dont la portée dépasse largement celle, fonctionnelle, d'un banal équipement: c'est un point de convergence de l'ensemble du corps social, un lieu refondateur collectif qui remplace de plus en plus l'église désertée et le monument aux morts dont le souvenir s'efface lentement. Mais cette salle catalyse aussi d'autres fonctionnements collectifs qui sont partiellement contradictoires. Dans l'ensemble, les salles des fêtes sont trop récentes pour être investies de la même charge symbolique que les places centrales. Aussi, dans la mesure du possible, c'est là qu'on installe donc le bal, surtout s'il s'agit du principal bal de l'année.

C'est aussi en effet un espace central, car y converge l'ensemble du village ou de la ville, surtout lorsque d'autres manifestations ont lieu en même temps: une fête foraine (la *vogue* dans l'est du pays). Avec toujours la même pratique de la proximité, souvent même trop proche d'où des conflits entre orchestre et forains qui se règlent à coup de décibels<sup>713</sup>. C'est aussi un corso, surtout dans le nord (carte 64): on peut ainsi bien mieux baliser le territoire de la cité grâce à sa procession. A Toulouse, la retraite aux flambeaux (fig. 3) joue le même rôle.

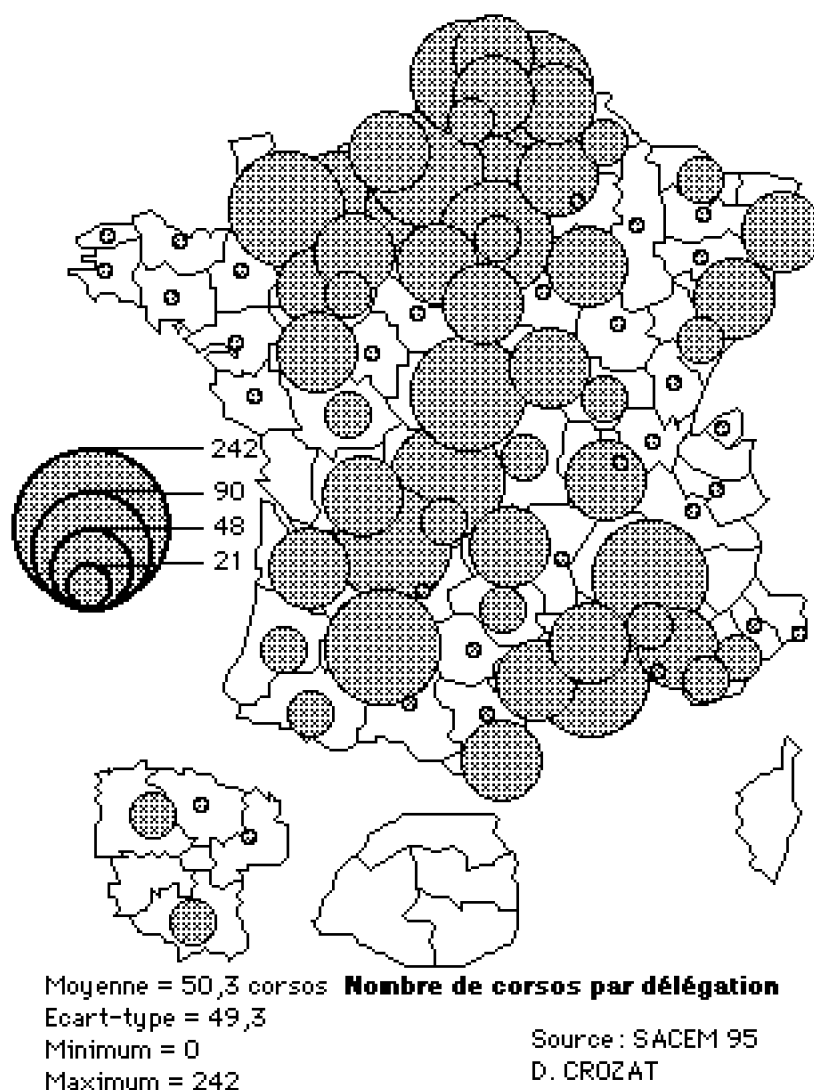
Mais les situations peuvent se révéler très particulières; toute autre forme d'exposition de la cité est privilégiée: à Barraqueville (Aveyron) le bal clôt une foire aux tracteurs d'occasion renommée. Alors la fête s'étire sur un espace le plus long possible, donc généralement les rues, pour la présenter sous son meilleur jour, pavoisée et décorée. Mais invariablement l'événement se termine sur la place...

---

<sup>711</sup> AGULHON, M. La mairie. Op. cit.

<sup>712</sup> LUIRARD, Monique. *La France et ses morts*. Mémoires de l'Université de Saint-Etienne, 1977.

<sup>713</sup> A Blagnac (Haute-Garonne) en 1988, une violente altercation éclate entre forains et techniciens de l'orchestre car la course aux décibels s'est terminée par la panne définitive du matériel de sonorisation de l'un des premiers.



Carte 64. Une fête très régionalisée: les corsos

#### 6-1-4 Un espace politique

Dans le cas des bals de clubs sportifs, il n'est pas rare que le bal soit l'apothéose d'une journée occupée par un tournoi. L'extension sera alors au terrain de sport, souvent proche des nouvelles salles des fêtes. Mais le lien avec l'ensemble de la communauté n'est pas coupé, bien au contraire: comme dans le cas des fêtes des pompiers, c'est l'occasion d'ouvrir l'activité, de la relier au fonctionnement global de la cité. A Amplepuis (Rhône), la Maison des Jeunes est ainsi maître d'oeuvre du bal qui suit le tournoi de rugby organisé par d'autres. Cependant, ces bals restent un peu particuliers car, bien que largement ouverts à d'autres publics, les joueurs des différentes équipes engagées et les dirigeants du club y sont néanmoins nettement dominants.

Ces distorsions sont assez rares: la plupart du temps, le bal public est assez fidèlement représentatif de la société locale: la convergence spatiale se double d'une convergence de l'ensemble de sa population. Le village, la petite ville se représentent, se



mettent en scène: pour les autres, le public venu des environs, mais d'abord, surtout, pour la société locale. D'où son caractère plus ouvert: il fonctionne sur l'adhésion du plus grand nombre, au même titre que la nation.

On a vu que c'est ce qu'ont souvent bien compris les néo-ruraux qui s'efforcent de s'investir fortement dans l'organisation des bals publics, mais souvent avec difficulté, ce qui les oblige à se rabattre sur des associations qu'ils créent: " Ne sont-ce pas les exclus de la sociabilité informelle (c'est-à-dire les nouveaux venus) qui occupent les associations qui leur fourniraient le seul canal pour les intégrer au village ?" <sup>714</sup> . Mais ce moyen se révèle souvent insuffisant.

Cette mise en cohérence, cette sacralisation, garantit le bon fonctionnement du groupe sur son territoire et c'est à ce titre que le bal public est essentiellement un bal politique: Mona Ozouf l'a montré pour la Révolution <sup>715</sup> , on l'a vu pour le 14-juillet au niveau national, mais c'est encore plus vrai au niveau local. D'ailleurs, Bonaparte ne s'y est pas trompé qui, dès son arrivée au pouvoir, met en place une structure de contrôle des nombreux <sup>716</sup> bals de la capitale qui vaudra à son organisateur, Piis, un des principaux compositeurs de l'époque, de devenir commissaire puis secrétaire général de la Préfecture de police <sup>717</sup> ...

Dans un tel contexte, la présence du maire n'est pas incidente, elle est nécessaire. Il est en effet indispensable que le maire, ou un comité des fêtes agissant au nom de la collectivité, organise des bals: il ne le fait pas pour faire plaisir, pour donner des loisirs à ses administrés, il le fait car c'est son rôle, car il est garant de la pérennité et de la cohésion de la commune.

Or, que constate-t-on ? Pour le centre et le sud du pays, particulièrement le Sud-Ouest et le Massif Central, l'aire de forte présence des comités des fêtes (carte 42-A) coïncide assez bien avec celle de l'implantation majoritaire des bals publics (carte 19)... En même temps, on remarque que les régions de l'est, moins concernées par les bals publics, les corsos ou les comités des fêtes sont au contraire de fortes pratiquantes des repas dansants et bals d'association. Il s'agit là d'un autre mode de structuration sociale, fondamentalement différent, un autre microcosme.

Dans les bals publics, l'engagement du conseil municipal est important: il prévoit souvent une subvention conséquente dans l'ensemble du budget municipal car il en va de l'image de la commune: à Portet-sur-Garonne, la municipalité est riche de l'importante

<sup>714</sup> SEGALEN, M. *De la sociabilité au réseau, ou le changement dans la continuité à Saint-Jean Trolimon*. Cahiers de l'OCS. cit. in KAYSER, B. *Le village recomposé. L'esprit des lieux*. Ed. du CNRS, 1986, p. 59.

<sup>715</sup> OZOUF, M. Op. cit.

<sup>716</sup> La période se caractérise par une folie de la danse: sous la Terreur d'abord, Paris atteint le chiffre surprenant de 640 bals permanents; vers 1802, ce sont 1800 bals selon un journal de l'époque.

<sup>717</sup> DECITRE, M. *Musiciens et Maîtres à danser des bals de société et des bals populaires au service et à la gloire du Consulat et de l'Empire*. in CORBIN, A., GEROME, N. et TARTAKOWSKY, D. *Les usages politiques des fêtes aux XIX<sup>e</sup> -XX<sup>e</sup> siècles*. Actes du colloque organisé les 22 et 23 novembre 1990 à Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, pp. 63- 75.

zone commerciale qui sert d'entrée sud à Toulouse; aussi peut-elle consacrer sur la période 1989-91 un budget annuel de plus de 100 000 francs, en partie remboursé il est vrai par les bénéfices de la buvette ou la participation des bars, pour organiser cinq jours de bals consécutifs avec des orchestres assez importants ! Dans une commune en quête d'identité du fait de la croissance rapide de la population et la multiplication des implantations de surfaces commerciales, c'est un acte identitaire important. Un débours aussi conséquent est relativement rare mais il est courant que trois bals soient organisés (vendredi, samedi, dimanche) chacun des soirs du week-end de la fête du village.

De la même manière, le maintien, avec aide active de la municipalité, des bals de la classe à Monistrol-sur-Loire (Haute-Loire) tient-il à la nécessité de maintenir la cohésion d'une commune qui marque aujourd'hui l'extrême limite de l'aire d'attraction stéphanoise, et dont la population est passée en une vingtaine d'années de 3500 à 7500 habitants... Saint-Paul-en-Jarez (Loire) agit de même.

Contre toute attente ces festivités, jadis appelées bals des conscrits ou du conseil de révision, se maintiennent bien. Les communes rurales les plus affectées par la dépopulation y voient ainsi l'occasion de réaffirmer, avec le soutien souvent très actif de la mairie et des classes plus âgées, la pérennité du village. Pour les jeunes, souvent déjà éloignés du village c'est l'occasion d'affirmer à la fois une maturité que ne reconnaît plus pour longtemps le service militaire et de réaffirmer leur volonté de revenir au pays, dans un contexte de succès croissant des traditions anciennes mais aussi de difficultés des jeunes à se rapprocher de leur région d'origine.

Dans les communes périurbaines à croissance rapide, le repas des conscrits est plus rare. Sa présence ressort souvent alors d'une volonté d'ancrer une population volatile et d'unifier groupes de résidents anciens et nouveaux. Mais, cela reste difficile à réaliser, surtout si la croissance de la population est récente. A l'inverse, c'est là que se développe aujourd'hui très vite, pour les mêmes raisons, le repas dansant plus "classique".

Il demeure que, depuis quelques années, les progrès et la plus grande rigueur en matière de contrôle des comptabilités municipales rendent souvent plus difficile la justification de sommes importantes consacrées à des activités ludiques, alors même que les demandes dans d'autres domaines sont conséquentes. Aussi les associations para-municipales fleurissent aussi dans le Sud-Ouest. Partout en progrès dans le pays, elles présentent l'intérêt majeur d'échapper à la curiosité des Cours de Comptes régionales.

### 6-1-5 Un village idéalisé

Il ne s'agit pas à travers les pages qui précèdent de donner l'illusion d'un paradis champêtre. La vie au village ne garantit pas la constitution d'une société idéale: Rose-Marie Lagrave<sup>718</sup>, Hérin<sup>719</sup>, Renard<sup>720</sup>, Dibie<sup>721</sup>, Karnouh<sup>722</sup> ou Prod'homme

<sup>718</sup> LAGRAVE, R.-M. Op. cit.

<sup>719</sup> HERIN, R. et al. Le Domfrontais. in *Cahiers de l'Observation du changement social*, tome IV, ed. du CNRS, p. 93-163, 1982.

<sup>721</sup> DIBIE, P. Op. cit.

<sup>723</sup> ont montré les limites de ces relations: "En milieu rural, la dureté des rapports de classe s'atténue ou se dilue dans les solidarités et les ambiguïtés des systèmes villageois." <sup>724</sup> *Ambiguïtés*. Voilà bien probablement le mot le plus pertinent.

Dans une communauté à base territoriale localisée comme le village, les conflits ne disparaissent pas, mais leur régulation selon des règles anciennes, discrètes et éprouvées est assez bien maîtrisée pour être plus discrète. Cette discrétion est renforcée par l'éloignement, physique comme sociologique, d'une grande part de la population française qui n'en comprend plus toutes les subtilités et s'attache surtout aux résultats apparents, confortant par-là le mythe attaché par les urbains au modèle du village.

Il est d'ailleurs révélateur de voir qu'on porte généralement un regard plus lucide sur l'autre cadre à base territoriale et idéologique proche, le quartier urbain: sans support politique, il n'a pas non plus la même fluidité de régulation <sup>725</sup> et est bien moins mythifié. Dans le langage commun, *les quartiers*, au pluriel mais sans qualificatif, ont un sens assez péjoratif: on entend généralement par là des quartiers populaires d'habitat collectif où les relations sociales sont plutôt dégradées. D'ailleurs les nouveaux quartiers, pavillonnaires ceux-là, qui se sont créés dans les communes périphériques préfèrent insister sur l'image du village et de la campagne pour se définir.

Il demeure que les études sur le village insistent toutes sur son évolution depuis déjà une génération. Dans sa synthèse des études du programme d'observation du changement social, Kayser <sup>726</sup> parle de "normalisation" économique, sociale mais aussi culturelle et politique. avec des comportements qui deviennent de plus en plus urbains. Il relève que c'est souvent décrit sur le mode de la "dramatisation": l'espace se dissocie, éclate, la commune est de moins en moins le cadre de l'existence; "l'ouverture -lorsqu'il s'agit des autres - est perçue négativement. <sup>727</sup> " En fait, la cohésion traditionnelle du village est, soit rêvée par des gens qui n'en profitent pas assez (migrants quotidiens, présents-absents, résidents secondaires), soit maintenue par des liens bâtis sur des solidarités infra-communales comme ceux que met en valeur Martine Segalen <sup>728</sup>, liens

---

<sup>720</sup> RENARD, J. Saint-Fulgent, tout bouge et rien ne change. in *Cahiers de l'Observation du changement social*, tome IV, ed. du CNRS, p. 167-261, 1982.

<sup>722</sup> KARNOUOH, C. *Impossible démocratie*. Op. cit.

<sup>723</sup> PROD'HOMME, J.P. Fête et animation culturelle en campagne. L'expérience d'une village champenois. *Etudes rurales*, n°86, avril-juin 1982.

<sup>724</sup> FREMONT, A. France. Géographie d'une société. Op. cit. p. 162.

<sup>725</sup> BENOIT-GUILBOT, Odile. Op. cit.

<sup>726</sup> KAYSER, B. Le village recomposé. Op. cit. p. 63.

<sup>727</sup> Idem, p. 62.

<sup>728</sup> SEGALLEN, M. *De la sociabilité au réseau*. Op. cit.

d'amitié selon la définition de Karnoouh, confrontés aux réseaux associatifs des néo-ruraux.

Aujourd'hui, dans une grande partie du pays, les villages ont une population aux comportements urbains. On peut donc se demander si " la structure symbolique et géographique dessinée ici ne serait-elle pas déjà caduque. [...] L'investissement symbolique des lieux serait vidé de son contenu.<sup>729</sup> " C'est ce que montre bien la relative uniformité de la répartition des repas dansants (carte 26 et tableau 10).

Seules quelques régions, parce qu'elles sont plus à l'écart et ne peuvent accueillir une importante population aux modes de vie urbains, ce qui les fragilise et à terme les menace, conservent un fonctionnement très traditionnel que révèlent les bals publics nombreux. Restent enfin les communes les plus *moribondes* (Kayser) qui s'efforcent de perdurer à travers les repas dansants ruraux.

## 6-2 Les bals clos

---

Pourquoi choisir d'organiser un bal fermé ?

Cette image très positive du village suscite l'attrait des urbains des périphéries urbaines, qui s'efforcent de croire qu'ils vont vivre ce rêve dans leur commune d'installation. Pourtant les modes de régulation y sont foncièrement différents de ceux des villages et petites villes plus authentiquement ruraux.

Avec ou sans repas, les organisateurs issus cette fois en totalité du milieu associatif, ont deux stratégies possibles: ouvrir la fête à une clientèle plus ou moins large mais très clairement identifiée (invitations, bouche à oreille). Particulièrement nombreux, ces bals sont très discrets car on refuse toute publicité, par définition contradictoire puisqu'elle appellerait alors un public "tout-venant". Cela permet un tri de la clientèle, laquelle aura un lien, même ténue, avec les organisateurs. En agissant ainsi, ils s'empêchent de réaliser le bal public auxquels ils disent rêver: c'est qu'ils vivent dans une autre société, complètement différente.

D'autres associations préféreront restreindre plus encore le recrutement du public, exclusivement composé de leurs membres ou d'élus choisis par les organisateurs. Ces associations fermées sélectionnent ouvertement la clientèle, l'entrée se fait sur invitation. La plupart sont des associations prestigieuses (Croix-Rouge, Rotary), certaines de l'attraction que suscite leur nom. Elles peuvent s'appuyer sur un public aisé à qui elles proposent une prestation de qualité. Mais ces bals sont rares; même les bals de Grandes Ecoles -les plus prestigieuses exceptées- sont généralement plus ouverts.

Partout, les processus de recrutement sont proches, ces bals obéissent aux logiques que nous allons présenter.

### 6-2-1 Un public sélectionné

Ces logiques sont celles de l'agrégation d'une clientèle issue de catégories sociales

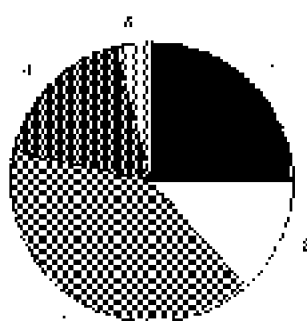
---

<sup>729</sup> DEBARBIEUX, B. Op. cit. p. 110.

proches quand, dans les bals publics, la proximité spatiale primait. Dans notre cas, l'un n'empêche pas toujours l'autre (carte 63). Parfois, cette attraction est plus professionnelle mais plus forte encore: ainsi les bals de la police<sup>730</sup>. Pourtant, c'est une fausse proximité.

Nous intéressent surtout la composition sociologique du public qui différencie nettement ces bals des bals publics. Dans le cas des bals professionnels, on trouve logiquement une dominante parfois presque exclusive autour du même groupe. Le repas dansant qui s'est tenu à Colomiers (Haute-Garonne) en marge du congrès d'un syndicat enseignant, la FSU, en décembre 1997 comprenait sans surprise une quasi totalité d'enseignants, pourtant, en général, peu concernés par la danse. Mais ces rassemblements corporatifs ne sont pas nouveaux: le bal des limonadiers à Paris le 25 mai 1890 rassemblait un millier de personnes et n'était pas plus diversifié<sup>731</sup>.

À Cugnaux prédominent les parents d'élèves, la famille et leurs amis (graphique 21). Or, que constate-t-on ? En apparence, la répartition socio-professionnelle (graphique 22) est révélatrice de la composition de cette commune de périphérie urbaine. Cependant apparaît une surreprésentation des cadres, enseignants, membres des professions libérales, sans compter ceux d'entre les retraités qui appartiennent à ces groupes. À l'opposé, les ouvriers sont loin d'être proportionnellement aussi nombreux que leur part dans la population communale et, même si l'école compte une vingtaine d'enfants issus de l'immigration maghrébine, aucun de leurs parents n'est présent...



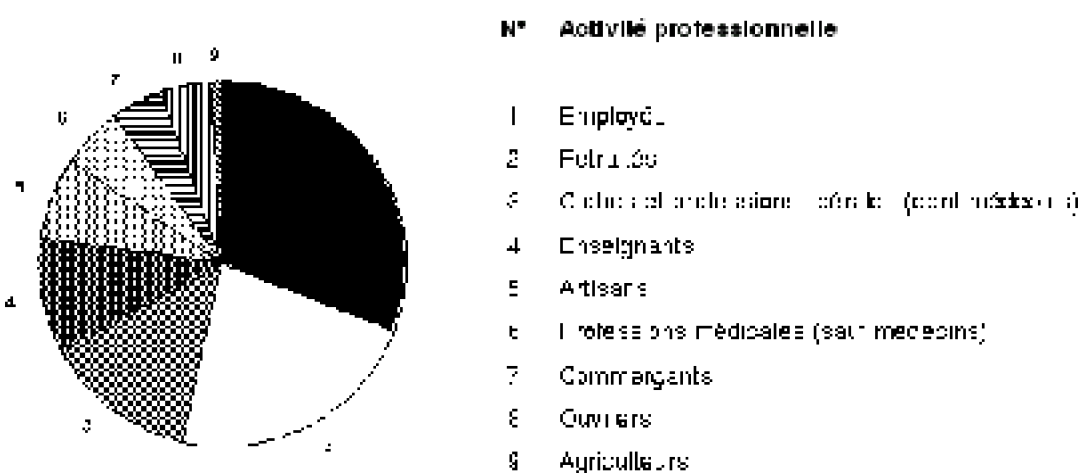
N°	Motivations
1	Parents d'élèves (dont 20 enseignants)
2	Habitants de Cugnaux (sans parents et familles)
3	Territeo-pennains, territeo-s
4	Amis (hors Cugnaux)
5	Autres (représentants de la mairie, certains instituteurs)

Enquête personnelle, 1997, détails en annexe C

Graphique 21. Public du repas dansant de Cugnaux selon ses motivations

<sup>730</sup> Orchestre n°1 (Toul, Calais, Le Mans), n°4 (Rive-de-Gier, années 80, non répertorié ici), n°5 (Montargis, Auxerre)

<sup>731</sup> *Journal des Limonadiers*; 12 et 28 mai 1890.



Enquête professionnelle, 1997, détails en annexe 3

Graphique 22. Public du repas dansant de Cugnaux selon sa situation socio-professionnelle

L'association de parents d'élèves de Cugnaux est finalement très sélective; il s'agit de gens socialement proches, d'une réunion entre égaux. Mais elle n'est pas seule, et même plus ouverte que beaucoup d'autres. Sous couvert le plus souvent d'associations de résidents d'un même quartier, d'un lotissement, de participants à un même *hobby*, ces rassemblements se multiplient depuis quelques années; ils sont à l'origine des progrès sensibles des repas dansants. On les trouve généralement localisés dans ces périphéries urbaines où réside une part croissante de la population, socialement et spatialement différenciée<sup>732</sup>. De même, on sait depuis longtemps, et les enquêtes le confirment<sup>733</sup>, que les pratiques de loisirs sont socialement très marquées.

### 6-2-2 Une autre logique spatiale

Si on ne peut employer le terme de communitarisme, réservé généralement à des groupes ethniquement distingués, il demeure cependant que le fonctionnement de ces associations, théoriquement ouvertes à tous mais en fait soigneusement balisées pour éviter ou limiter les intrus, s'y apparente fortement. Par la constitution d'un réseau de différentes associations auxquelles on participe, on adhère alors à un groupe social beaucoup plus sélectif que celui défini par le bal public.

Ce bal clos est certes spatialisé (carte 63), mais son rayon d'attraction est souvent plus large, moins prégnant, il comporte des *trous*, des espaces niés, inexistantes. Ainsi, toujours à Cugnaux, parmi les personnes qui viennent de Toulouse, seuls deux couples habitent la partie sud du Mirail, la plus proche pourtant, mais surtout constituée de grands ensembles. Parmi eux, une dame précise bien qu'il s'agit des Muriers, un ensemble de

<sup>732</sup> BERGER, M., RHEIN, C. *Parc de logements, structures des ménages et division sociale de l'espace en région d'Ile-de-France*. Strates CNRS, 1988, pages 85-130.

<sup>733</sup> Enquête Ministère de la culture 88. Op. cit.

maisonnettes dont la population se distingue nettement de celle, défavorisée et plus marquée par l'immigration, du quartier d'habitat collectif de Bellefontaine qu'il côtoie. Il y a bien territorialité mais en réseau, qui renforce la sélectivité et selon des considérations où le désir de se situer socialement prime.

On ne tente pas d'agréger la totalité des membres du territoire, on les sélectionne et, ce faisant exclut ceux qui ne font pas partie du champ social qu'on s'est défini. Il ne s'agit plus de refonder, d'entretenir une communauté mais d'en créer une, idéale car débarrassée des importuns, de ceux qu'on ne veut pas côtoyer: il n'y a jamais de marginaux dans ces bals (schéma 11): certains évoquent un "néo-communitarisme doublé d'un utilitarisme cynique"<sup>734</sup>. En apparence plus modéré, moins définitif, Debarbieux n'en est pas moins sceptique: " Ici ou là, on diagnostique, parfois sur le ton de la prophétie, des changements sociaux majeurs remettant en cause nos modes d'identification et notre inscription dans les multiples champs sociaux qui s'offrent à nous. On trouve chez de nombreux sociologues et quelques géographes, l'idée qu'une recomposition sociale serait à l'œuvre aujourd'hui, au bénéfice de groupes de petite taille et à forte identité. Et au sein de ces groupes, on assisterait à une réinvention du lieu comme prétexte et contexte à l'expérience collective. Ce lieu fortement investi de sens par le groupe émergerait au sein d'espaces plus indifférenciés, pratiqués certes mais de façon superficielle et purement fonctionnelle. Ces analyses ne sont probablement pas sans fondement; des indicateurs témoignent en leur faveur. Elles pourraient suggérer qu'il existe de nouveaux usages sociaux du lieu comme symbole. En les prolongeant. on pourrait raisonnablement envisager que, dans certains contextes, le lieu devienne un objet symbolique comme un autre, manipulé, affiché comme un emblème, indépendamment de son inscription spatiale et de son attache territoriale: lieux sans territoire, symbole sans spatialité. Mais les évolutions signalées ne sont pas encore suffisamment sensibles, ni suffisamment avérées, pour imposer que toutes les analyses existantes des systèmes symboliques soient amendées."<sup>735</sup>

<sup>734</sup> JAURÉGUIBERRY, Francis. Op. cit. p. 131.

<sup>735</sup> DEBARBIEUX, B. Op. cit. pp. 110-111.

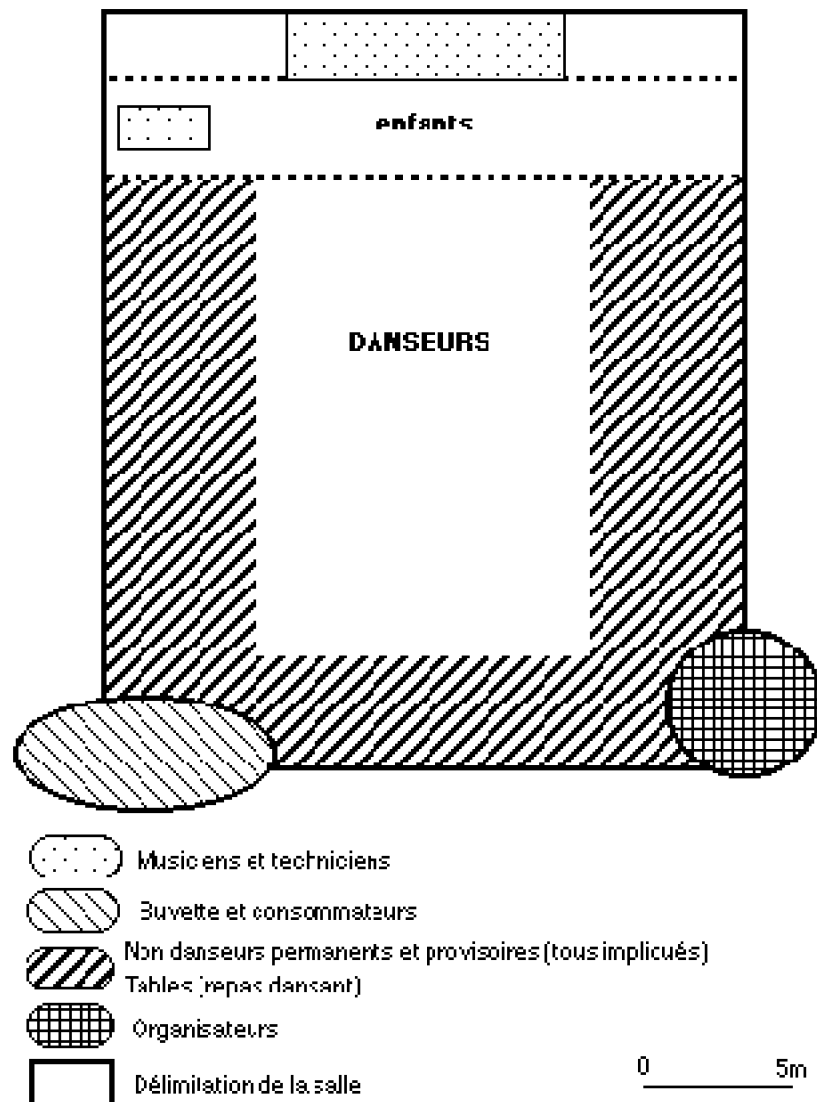


Figure 11. Le bal de société

C'est bien la dualité, le glissement de l'un à l'autre, que montre le bal et son évolution. C'est par cet aspect que le bal public est fondamentalement différent du repas dansant périurbain. Par rapport à la communauté que symbolise le bal public, bien réelle, celle-ci est au contraire une communauté rêvée et utopique. On peut reprendre les caractéristiques évoquées dans cette citation et les confronter à la définition d'une communauté utopique, la concordance est édifiante.

### 6-2-3 Une communauté utopique

"Country music often portrays a nostalgia for paradise, symbolized by a yearning for a simpler way of life, a looking back to an uncomplicated place and time. This is because the search for a paradise in the future (often characterized as urban living) has almost invariably ended in disenchantment. As a consequence, the rural landscape and agrarian lifestyle of the past are idealized, often among uprooted migrants. There is a



homesickness and bittersweet nostalgia for a way of life that appears to have been irretrievably lost and the [...] mistshrouded past [...] under[goes] re-evaluation into a sacred place. Woods and Gritzner suggest that this role of country music as a symbolic reminder and expression of desire for a past time and a distant place is in fact a reflection of the need to create [...] a secularized form of sacred time and place, a need that is tied to a nostalgia for the lost innocence of childhood or youth; and a desire to project [...] individual and collective dreams, fantasies, and aspirations. What is useful about such an analysis is that it explores the symbolic meanings embedded in a genre of music and engages at the same time the inextricable links among culture, time and place.<sup>736</sup> ” Le bal clos des périphéries urbaines est-il, comme le concert de country music une expression de l’attirance vers un paradis rural, un espace paradisiaque de l’utopie ? Un espace “ prétexte ” comme on vient de l’évoquer ?

Si la première partie de la question a déjà trouvé plus haut une réponse positive, la dernière qualification, sans prétendre “adopter le ton de la prophétie<sup>737</sup>”, trouve sa justification dans un certain nombre de traits: cette communauté *doit* être imaginée. “Comme les rêves, les utopies suivent des lignes thématiques peu variables: description d’une cité jugée parfaite où se trouvent investis du pouvoir ceux qui en sont jugés dignes, en rupture avec l’ordre social ancien.”<sup>738</sup> C’est peut-être en effet bien plus encore dans cette volonté de perfection politique que réside l’utopie de ces bals associatifs; cette purification sociale des éléments gênants, “niant les misères du présent”<sup>739</sup>. Cette rupture avec l’ordre ancien passe par une simplification de la représentation de la communauté, comme le montre la comparaison des schémas 10 et 11.

De plus, mais c’est lié à cette dernière idée, “elle [l’utopie] accepte l’égalité des hommes, la pousse même jusqu’à l’absurde, tout en ménageant le règne des bourgeois qu’elle revêt alors de la robe des philosophes.”<sup>740</sup> Cette égalité est surtout refus de la différence sociale, surtout dans les époques où s’affûte la compétition<sup>741</sup> et pour cela elle recherche une moyenne, celle justement aujourd’hui de nos populations périurbaines<sup>742</sup> et de nos repas dansants.

Des “ groupes de petite taille et à forte identité ” ? L’utopie est ensuite “l’image d’une

<sup>736</sup> WOODS, L.A. and GRITZNER, C.F. “A million miles to the city”: country music’s sacred and profane image of place. in Zonn, L. ed., *Place images in media: portrayal, experience, and meaning*. Maryland, MD: Rowman & Littlefield, 231-254. cit. in Kong, L. Op. cit. p. 187.

<sup>737</sup> DEBARBIEUX, B. Op. cit. pp. 110-111.

<sup>738</sup> SERVIER, Jean. *Histoire de l’utopie*. Gallimard, 1971, ed. augmentée Folio Essai, 1991, p. 325.

<sup>739</sup> idem.

<sup>740</sup> idem

<sup>741</sup> idem. p. 323.

<sup>742</sup> DEZERT, B., METTON, A., STEINBERG, J. *La périurbanisation en France*. SEDES, 1991, p. 168.

société contraignante, proche dans ses structures des cités traditionnelles qu'elle rejoint dans une même conception de l'homme et de la société ainsi que leur rapports mutuels.”<sup>743</sup> De fait, les relations dans ce type de bal, beaucoup plus encore que dans les bals publics, sont extrêmement contraintes, très codifiées, reproduisant une urbanité aux standards précis mais sans surprise, dont on se garde de déchoir. On ne recherche pas le bonheur, ce serait l'*eu-topia*, mais au contraire une contrainte volontairement plus forte pour se démarquer d'une société trop délétère dont on s'isole car on la méprise un peu<sup>744</sup>. Le spectateur, l'observateur, l'étranger à ces bals s'ennuie souvent<sup>745</sup> de ce manque d'originalité.

Outre leur faible prix, c'est ce qui a fait le succès des disco-mobiles capables de proposer un produit lui-même très standardisé. Ici, pas de transgressions même ritualisées, comme dans les bals publics. C'est une des explications de la quasi inexistence de la violence dans ces bals.

Si l'ivresse et la sexualité sont fréquentes et co-substantielles au bal public, ici ce n'est pas le cas. On tolère une ivresse *raisonnable* mais avec un public plus âgé, très familial, la danse n'est pas conçue pour évoquer plus qu'un aimable exercice fort civil car "les lois contraignants des cités radieuses, se substituant à la conscience, ont protégé l'individu de l'aiguillon de la chair."<sup>746</sup> Souvent accompagné d'un repas arrosé, le bal clos en limite les excès mais privilégie plutôt "bavardages et commérages [...] Ainsi se concrétise un aspect convivial encore important dans la vie de relations d'aujourd'hui."<sup>747</sup> *Convivial* : on est bien loin du projet civique qui sous-tend le bal public...

En même temps, par son étymologie, l'*u-topia* (en aucun lieu) recherche l'anonymat par sa décoration réduite: quelques guirlandes, toujours les mêmes d'une association à l'autre et surtout rien qui puisse rappeler une identité: pas de drapeau, ni de lampions, bien sûr, pas d'évocation d'une mythique tradition, même pas religieuse: "...la tolérance religieuse de l'utopie, son indifférence apaisante négatrice de toute angoisse."<sup>748</sup>

Car la re-fondation symbolique d'un territoire passe par le drame, une rupture souvent toute aussi symbolique, qui repose sur une angoisse, celle de se perdre<sup>749</sup>. Le succès du 14-juillet tient dans l'évocation de la Bastille. Il s'imposa face, entre autres, aux 20-21 septembre<sup>750</sup>, où le souvenir de Valmy jouait le même rôle. Or dans le bal clos,

<sup>743</sup> SERVIER, J. Op. cit. p. 326.

<sup>744</sup> idem, p. I (Introduction)

<sup>745</sup> Rappel: "Ils n'ont pas d'âme." nous disait un chef d'orchestre.

<sup>746</sup> idem. p. 338

<sup>747</sup> GERBOD, Paul. Op. cit.

<sup>748</sup> idem. p. 327

<sup>749</sup> CLAVAL, P. *Géographie culturelle*. Op. cit.

c'est ce qu'on refuse: on peut donc vraiment parler de " réinvention du lieu comme prétexte et contexte à expérience collective. " On en veut l'apparence mais surtout pas le risque, la charge émotionnelle, le conflit fondateur. C'est un espace consensuel.

On se réfugie dans des salles des fêtes, dont la récente construction selon des conceptions proches garantit souvent l'uniformité et la fonctionnalité, anonymes. "Cette quête de l'immuable fait de l'utopie une île, souvent protégée par des bras de mer concentriques, une cité close entourée de champs réguliers. L'inquiétante nature en friche, la forêt y sont inconnues comme aussi les bois et les halliers." <sup>751</sup> Quant ces salles des fêtes sont différentes (reprises d'un vieux monument, installation au centre...) ce n'est pas de leur chef mais celui des autorités municipales dont le projet est extrêmement différent, sinon opposé. Cette volonté de discrétion, de conformisme propre et neuf, on la retrouve dans le cadre municipal de ces périphéries récentes et elles-mêmes très standardisées.

Enfin, si le bal public se conçoit par rapport à un centre, réel et figuré, refondateur de toute une communauté, ces bals sont plutôt envisagés comme périphériques: par leur situation hors de l'agglomération, dans un banlieue plus ou moins lointaine et faussement rurale; par leur installation dans une salle des fêtes fréquemment construite en périphérie, même si la règle est loin d'être absolue; par leur confinement à l'intérieur quand, dans la mesure du possible, le bal public s'efforce de s'installer dehors: "Ailleurs, l'utopie ignore le reste du monde..." <sup>752</sup> , "la topographie de l'utopie qui souligne son isolement ou son retranchement derrière de hautes murailles, parfois plusieurs murailles concentriques." <sup>753</sup> Ici, il s'agira d'un groupe de gardes à l'entrée, logiquement plus rares dans les bals publics puisque ouverts à tous et plus souvent gratuits. La sécurité est, dans ces bals, une obsession des organisateurs.

Mais cet isolement est aussi temporel: les bals publics sont inclus dans un ensemble d'événements qui rythment la fête, ils ne sont qu'un temps fort, généralement une apothéose, après d'autres animations dans la journée en même temps, parfois interrompus, par le feu d'artifice.

Plus profondément, ils sont commémoration, anniversaire, révolution, retour d'un " temps primordial [qui] introduit une coupure majeure dans la durée. Il rachète les fautes et dissout les impuretés. Il offre à la société rénovée la chance d'un nouveau départ. <sup>754</sup> " De là ce besoin de disposer de trois, quatre ou cinq bals publics en un week-end. Il faut "*marquer le coup*".

---

<sup>750</sup> AMALVI, C. Le 14-juillet. Du *Dies Irae* à *Jour de fête*. Op. cit. p. 386. Y figuraient aussi, mais vite évacués, des doublets significatifs: Trois Glorieuses ou les 2 et 4 septembre 1870.

<sup>751</sup> idem. p. 333. Citation raccourcie pour ne pas alourdir mais la lecture de la suite de la page est édifiante.

<sup>752</sup> idem. p. 331

<sup>753</sup> idem p. 327

<sup>754</sup> CLAVAL, P. *Géographie culturelle*. Op. cit. p. 126.

Dans les bals clos, rien de cela: “le temps devient lui-même une dimension aussi incertaine que l'espace”<sup>755</sup> “toutes les utopies sont des uchronies. [...] L'utopie se présente à nous telle que la décrivent voyageurs ou rêveurs: figée dans un éternel présent.”<sup>756</sup> De fait, le bal est alors presque toujours le seul élément de la fête, qui pourtant est fort longue. Si les bals publics commencent plus tard (vers 22, 23 heures dans le midi) et se terminent généralement vers une ou deux heures du matin, tel n'est pas le cas des bals d'association, particulièrement s'ils sont importants, dont la fin coïncide souvent avec celle de la nuit.

Les musiciens s'en plaignent souvent; généralement des clauses sont prévues dans les contrats prévoyant un supplément au cachet après six ou huit heures de musique. Cet aspect distingue d'ailleurs nettement les organisateurs de repas dansants selon qu'ils sont liés aux municipalités ou associatifs: les premiers sont précoces, très courts, suivis souvent d'un second bal comme à Moyzarès et La Primaube (Aveyron).

#### 6-2-4 Un refus politique du bal politique

On pourrait ainsi poursuivre en multipliant les points de convergence avec la trentaine de récits utopiques dont Jean Servier propose une synthèse: le repas pris en commun, le rôle différent de la musique et son influence sur les répertoires, l'abolition des échanges monétaires dans bon nombre de repas dansants puisque tout est pris en charge dans le prix d'entrée, voire même l'uniformité vestimentaire... On ne gardera pour finir que l'aspect politique car il est essentiel à notre propos.

On vient d'insister sur certains aspects qui sont déjà politiques. Le plus important est ce refus par le bal clos du drame fondateur, à l'origine de “l'élaboration d'un récit territorial de type mythique”<sup>757</sup>, initiateur d'une “spatialité symbolique”<sup>758</sup>. Mais au-delà de cette dimension, même les aspects plus concrets du politique reflètent un autre projet. En effet, derrière le désintéret affiché, le “moi, je ne fais pas de politique”, il y a bien une ambition fondatrice d'un monde parcellisé en cellules autosuffisantes et fusionnelles, unanimistes.

Maffessoli<sup>759</sup> fait reposer ce processus sur un déclin de l'individualisme, chacun se référant à un groupe *générique* susceptible de le définir et lui permettre de s'agréger facilement à d'autres semblables plus faciles à repérer, “on adhère à des “nous” fusionnels, confusionnels”<sup>760</sup>, on recherche l'unicité. Qu'on se rappelle ce manifeste des jeunes qui participent aux *raves*: “ la communication à travers la communion [...] on communique par des signes, des sourires [...] ça court-circuite l'intellect pour passer direct

<sup>755</sup> idem. p. 331

<sup>756</sup> idem. p. 332

<sup>757</sup> DEBARBIEUX, B. Op. cit. p. 110.

<sup>758</sup> Idem, p. 109.

<sup>759</sup> MAFFESSOLI, Michel. Le temps des tribus. le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse. Méridiens Klincksieck, 1988, réed. Le Livre de Poche, coll. Essais, 1991, 284 p.

dans le corps.<sup>761</sup> ” ...

Même si on s'intéresse au fonctionnement plus concret des groupes, on est surpris. “Le pouvoir politique est, dans les utopies aussi mal défini que l'autorité religieuse.”<sup>762</sup> Si le bal public installe les notables à un point carrefour où ils seront très sollicités, rien de cela dans le bal d'association. Quand celle-ci joue un rôle dans la vie de la cité, le maire ou un adjoint va passer, généralement à l'apéritif dans les repas dansants. Il ne restera que s'il est convive, à titre privé. Quant aux dirigeants de l'association, ils sont un groupe, étoffé de surcroît par tous les autres membres qui ont participé à l'organisation. Proches des autres convives, ils se fondent dans l'ensemble du groupe: “ ils sont liés aux autres classes de guerriers et de producteurs par les liens d'une interdépendance physiologique à l'intérieur de la cité ”<sup>763</sup> ; c'est que ces magistrats utopiens existent à peine comme individus. Ils ne sont que des transparents à peine visibles, au travers desquels brille l'Idée”<sup>764</sup> .

Surtout, cela relève d'un renversement complet de la conception même de la cité: Sennett montre bien que depuis déjà un siècle est à l'oeuvre un processus de rupture majeure de notre sens de l'urbanité: d'une mise en scène du destin collectif, d'un mélange entre espace public et politique on est passé progressivement à une cité aveugle et anonyme qui, loin d'unir ses habitants, les isole, chacun chez soi, ce sont les *tyrannies de l'intimité*, chacun se protégeant de l'extérieur; “ce qui l'emporte à présent, c'est la peur de se montrer.”<sup>765</sup>

C'est bien ce qu'exprime ce mouvement d'enfermement, tandis qu'à la centralité ancienne de la place, de l'*agora* succède la nouvelle centralité des salles des fêtes, spatialement mais aussi psychologiquement et politiquement excentrée; parfois il peut même s'agir d'une salle privée. D'où aussi la proximité formelle de ces bals avec les bals privés, les fêtes de famille: un petit repas dansant ressemble beaucoup à un mariage, à un réveillon. Et encore, dans ce dernier, le niveau d'interconnaissance est-il moindre, ce qui laisse une possibilité d'ouverture, de hasard, intolérable dans le bal clos parfait.

On le voit, le projet politique est complètement différent: il ne s'agit plus de re-fonder une communauté territorialisée existante par l'adhésion de tous en lui donnant à voir ses origines, sa diversité, sa vivacité, et en légitimant au passage ses dirigeants. Non, on est ici dans le refus de la communauté territoriale, pour lui substituer un groupe à géométrie

---

<sup>760</sup> MAFFESSOLI, Michel. *La transfiguration du politique. La tribalisation du monde*. Grasset, 1992, rééd. Le livre de poche, coll. Essais, 1994, p. 206-207.

<sup>761</sup> *Le Nouvel Observateur*, 23-29 juillet 98, p. 7. Citation complète p. 27.

<sup>762</sup> idem. p. 350

<sup>763</sup> idem. p. 350. A propos de la *République* de Platon.

<sup>764</sup> RUYER, R. *L'Utopie et les utopies*. PUF, coll. Que Sais-je? 1950, p. 67.

<sup>765</sup> SENNET, Richard. *La ville à vue d'oeil*. Plon, 1990, 314 p.

variable, très flou malgré la sélection du public, pour créer un projet irréel, fugace, intemporel, caché et protégé des autres.

Cette idée de refus, de repli protecteur à l'abri de murs est essentielle pour opposer les deux projets qui sous-tendent chacun de ces types de bals. On peut en effet distinguer deux types de comportements nettement différenciés. Le premier utilise le bal pour renforcer la cohésion d'une communauté territorialement bien identifiée. Le second apparaît beaucoup moins civique: il s'attache à la mise en valeur de liens plus sociaux-socio-économiques, socio-éducatifs, c'est à voir plus en détail par la suite- mais moins bien attachés à un territoire.

Des bals communitaristes ? On peut reposer la question pour essayer de confronter le fonctionnement de ces bals clos à celui des bals ethniques, ou identifiés sous ce terme. Car, à rebours d'une croyance bien ancrée, ils existent en France et depuis longtemps. Les communautés urbaines issues des migrations sont concernées. Mais on a vu que c'est transitoire. Ils tendent à s'ouvrir progressivement à un public plus large. Qu'en est-il des comportements, surtout dans les plus fermés?

La première différence vient justement de la composition de ce public, beaucoup plus populaire. On peut remarquer au passage que les bals populaires urbains sont devenus rares depuis le recul du Parti Communiste, sous l'influence des changements de société qui ont vu la classe ouvrière se scinder en deux groupes très distincts: les uns, techniciens, sont installés en périphérie pavillonnaire et participent aux bals clos; les autres, appauvris, fragilisés par le chômage, restent dans les grands ensembles et leur groupe a perdu toute cohésion. Parmi les exceptions, on trouve les bals ethniques: ainsi dans les bals polonais à La Ricamarie et Roche la Molière (Loire) en avril 97, avec un orchestre venu de Pologne. Mais la même situation s'observe dans les fêtes portugaises des banlieues sud de Lyon.

Dans les concerts berbères marocains de la Cigale à Lyon, mais aussi une fête dans un restaurant portugais des Minimes à Toulouse<sup>766</sup> on constate une certaine mixité sociale: se cotoient ceux qui ont réussi et les moins chanceux. Dans l'ensemble des bals urbains et périurbains, c'est assez rare aujourd'hui pour qu'on le signale.

Discrets mais relativement nombreux, toujours urbains, ils ont les mêmes caractéristiques que les bals d'association, renforcées car ils sont placés sous la contrainte d'un double rite, celui, fossilisé, du pays d'origine, et celui, caricaturé, du pays d'accueil. Ils ne laissent donc plus guère d'espace à l'expression d'une quelconque fantaisie, les transgressions seront encore plus sévèrement interdites.

Pourtant, dès qu'une génération a été éduquée en France, l'évolution est perceptible: les musiques anciennes et le hit parade alternent, filles et garçons se mêlent sur la piste de danse, les tenues traditionnelles deviennent rares. Du fait de l'arrêt de l'immigration, les fêtes sans emprunts au modèle français sont devenues exceptionnelles: à La Ricamarie, le groupe polonais intercale dans son répertoire une dizaine de chansons françaises en deux séries. Il s'agit donc de bals populaires mais pas folkloriques, plutôt syncrétiques, comme l'étaient déjà les bals italiens et auvergnats du XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>766</sup> Novembre 96.

On voit que là encore, les comportements sont ouverts et évoluent, contrairement aux clichés hostiles. S'il y a un comportement qui se rapproche un peu plus du communitarisme, sans d'ailleurs justifier vraiment ce terme car il lui manque l'autonomie politique, c'est donc plutôt celui de certaines associations de résidents, de clubs de tennis ou d'équitation (à Lentilly, Rhône) des banlieues chic de nos villes.

### 6-3 Ne pas tout ramener à une opposition bals publics-bals clos

---

Ces deux modes d'organisation socio-spatiale, ces deux façons d'envisager la constitution des territoires s'opposent donc en tous points. Il serait cependant malhonnête de ne pas nuancer le propos, de remettre un peu en cause ce schéma binaire. Ainsi s'il se justifie quand on étudie la violence, il est compliqué par un troisième élément: les facteurs sociaux.

Ailleurs, on combine des mélanges, des emprunts à l'un et l'autre modèle. C'est peut-être en même temps ce qui explique le caractère insidieux de cette destructuration.

#### 6-3-1 La bagarre : qui aime bien châtie bien ?

Le bal est associé à la violence. On peut même se demander si celle-ci n'est pas constitutive d'une certaine idée qu'on se fait de la fête. Il importe d'évaluer sa réalité et, en même temps d'essayer d'expliquer sa spécificité, fort différente selon le type de bal qu'on étudie.

"...ces dernières années, les bals connaissent une certaine défaveur de la part du grand public. Cela serait dû à un certain nombre de raisons qu'il serait trop long d'analyser dans ce chapitre: évolution des goûts de la clientèle vers d'autres formes de loisirs, problème de la violence et des bagarres, problème de l'alcoolisme..."<sup>767</sup> " Hélas de tels incidents graves sont de plus en plus fréquents!"<sup>768</sup> . Le discours est coutumier, c'est souvent la justification des organisateurs pour expliquer un échec ou un abandon. Il faut en effet rappeler qu'ils sont civilement responsables de la sécurité des manifestations qu'ils organisent. Si les mairies, habituées à supporter le risque dans la plupart de leurs activités (écoles, voiries, assainissement...) l'assument avec plus de flegme, c'est l'obsession des organisateurs associatifs, qui de surcroît ne disposent pas des pouvoirs de police du maire. Il reste à justifier le sentiment de progrès de la violence.

"La violence a toujours existé [...] De tous temps, la piste de danse et la buvette du samedi soir ont été le lieu de brèves échauffourées, "pour une fille, une insulte, à cause d'un verre de trop". Ces incidents mineurs, expression de conflits humains habituels, surtout dans l'enceinte d'un bal, sont rarement dangereux. Mais depuis quelques temps -depuis 1968 dit-on volontiers- une autre forme de violence est apparue: de caractère gratuit, schématique, elle échappe aux schémas d'analyse traditionnels. C'est bien sûr cette dernière qui préoccupe organisateurs, chefs d'orchestres et forces de l'ordre, bien

<sup>767</sup> JOHO, J. Op. cit.

<sup>768</sup> idem

que de l'avis général, elle semble en régression. Déjà à la fin de 1975 une grande majorité des préfets [...] indiquaient que le nombre d'incidents graves avait sensiblement diminué.”<sup>769</sup> Les conclusions de l'enquête réalisée en 1976 par la SACEM amènent à relativiser ce sentiment :

- 80% des bals se déroulent sans le moindre incident.
- 18% des séances connaissent des accrochages mineurs vite maîtrisés.
- Moins de 2% connaissent des incidents plus graves.<sup>770</sup>

Cette enquête est confirmée par l'observation, bien que moins précise dans la qualification des formes de violence: 6 rixes ou altercations violentes pour une centaine de bals observés. Les orchestres<sup>771</sup> l'évaluent à un niveau plus faible. Ce que confirme les remarques d'un sous-officier de la brigade de gendarmerie de St-Gaudens en patrouille au bal d'Arbas (Haute-Garonne) durant l'été 97: une dizaine de bagarres<sup>772</sup> sur près de 400 bals visités depuis son affectation et seules deux d'entre elles, plus graves, ont justifié des poursuites.

Les causes de ces violences sont recensées par Renault: abus d'alcool, rivalités sentimentales, fermeture exagérément tardive et, plus cocasse mais c'est en 1976, *les films érotiques ou violents, la sonorisation trop forte, la musique trop rythmée...* Surtout, Renault retient comme essentiel parmi ce qu'il appelle *les causes réalistes*: “le marginalisme du casseur au sein du public du bal. [...] il se comporte négativement par rapport à la clientèle du bal. Il ne veut pas y appartenir, il refuse sa logique mais il a besoin d'elle pour exister et il l'agresse. [...] S'il choisit le bal pour être violent, il s'attaque avant tout au public, rarement aux organisateurs et pratiquement jamais à l'orchestre.”<sup>773</sup>

C'est extrêmement intéressant car cette violence se limite généralement aux bals publics et concerne le plus souvent les relations de voisinage avec les étrangers proches, les *forins* rarement les *étrinjeux* de Karnoouh<sup>774</sup>. Renault parle de querelles de village, les 6 bagarres ou altercations violentes constatés de visu sont toutes de voisinage, entre membres du village, de la ville ou voisins.

<sup>769</sup> Cette concentration des événements violents est logique: une image ambiguë est RENAULT, P. Op. cit.

<sup>770</sup> RENAULT, P. Op. cit. p. 79

<sup>771</sup> N° 1, 3, 5, 6 et 8 donnent des informations à ce sujet. Mais on peut signaler que dans les bals clos, les incidents ayant lieu à l'entrée du bal, ils n'en sont pas nécessairement informés: cas particulièrement valable pour l'orchestre n°3 et les bals d'hiver pour les autres.

<sup>772</sup> Mais il ne mentionne pas d'éventuelles altercations moins graves, réglées par les organisateurs sans son intervention, ni les problèmes, il est vrai exceptionnels, rencontrés dans les bals clos d'association où la gendarmerie n'intervient généralement que sur appel des organisateurs.

<sup>773</sup> RENAULT, P. Op. cit. p. 52, le passage en italique est souligné par l'auteur.

<sup>774</sup> KARNOOUIH, C. *L'étranger*. Op. cit.



nécessaire à son succès. Le bal public est la fête. A ce titre il procède de deux logiques contradictoires: pour magnifier la continuité du temps social, la cohésion du corps social, c'est un événement qui scande un rythme, au moyen de rites. Mais il induit aussi une rupture proprement dionysiaque dans cette continuité: l'excès, la déraison, l'ivresse, la violence... cette ouverture et ce renouvellement sont indispensables à l'adaptation et à la survie du corps social. Pour l'individu qui y participe, il s'agit de se dépouiller de sa vie quotidienne. De là, vient la réalité autant que nécessairement l'accusation exagérée d'être un lieu de violence et de tapage nocturne: à bien des égards, c'est une forme de valorisation du rôle essentiel du bal public.

Cette violence est rarement d'origine sociale: en 1621, Tristan l'Hermite raconte <sup>775</sup> ainsi une rixe qui s'achève par la mort d'un intrus lorsque un groupe d'étudiants prétend s'immiscer dans un bal paysan d'Aquitaine: ici s'expriment autant une haine sociale que la volonté de défendre l'intimité du groupe villageois. On retrouve la même conjonction, mais inversée, dans les bagarres les plus graves signalées par les divers observateurs, qu'il s'agisse de l'ouest montpelliérain quand les bandes venues de la Paillade arrivent aux bals de St-Jean-de-Védas et surtout de Fabrègues ou à Chateaurenard (Bouches-du-Rhône). En même temps, on peut aussi y voir l'intrusion de voisins proches... Il demeure que les principaux antagonismes sociaux étant urbains, ce sont surtout les discothèques, plus prestigieuses aussi, qui sont confrontées à ces problèmes.

S'ils sont nettement moins fréquents dans les bals clos, c'est pour les mêmes raisons: rejetés à cette frontière qui marque l'extérieur du bal, ils concernent surtout des problèmes de relation entre groupes sociaux différents. Renault signale que ces situations étaient alors très rares, mais les bals à public sélectionnés selon des critères plus sociaux étaient alors bien moins nombreux qu'aujourd'hui. A l'intérieur, par contre, pas de problèmes en général <sup>776</sup>: pourquoi s'affronter entre égaux? Entre élus? De plus, les conséquences seraient extrêmement graves pour les intéressés: les goujats qui s'y risqueraient susciteraient la réprobation et l'exclusion du groupe. Refuser de voir les incidents n'implique pas leur absence. Mais tant ce refus que celui de la diversité sociale sont révélateurs d'un glissement d'une violence symbolique vers l'affrontement communautaire.

Dans les bals publics, c'est différent: il s'agit d'une reproduction de l'ensemble de la société; ses tensions, favorisées par une expression plus forte des émotions, des passions, s'y retrouvent. Il est certain que la violence s'accroît aux périodes de tensions sociales: ainsi dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle <sup>777</sup>, même si certains <sup>778</sup> conseillent de ne pas exagérer un phénomène amplifié par la vision sociale inquiète de la

---

<sup>775</sup> cit. in CARMONA, M. *La France de Richelieu*. 1<sup>ère</sup> ed. 1984, Fayard, ed. 1985 Editions Complexe, p. 61.

<sup>776</sup> Un seul incident, d'ailleurs sans gravité, constaté de visu (Amplepuis, Rhône, en 1984) mais c'était un bal clos entre équipes de rugby, donc fortement territorialisées, qui venaient de s'affronter dans un tournoi.

<sup>777</sup> GERBOD, Paul. Op. cit.

<sup>778</sup> DUBOIS, C. Op. cit.

presse de l'époque <sup>779</sup>. C'est le cas aussi des années 70: malgré la rareté du phénomène, cela débouche sur un arsenal législatif important dont la loi du 31 décembre 1974.

Il reste à aborder un problème: la plupart des bals avec violence, recensés dans l'enquête auprès des orchestres, sont localisés très précisément: dans les bourgs et villes de 5 à 10 000 habitants du Languedoc, essentiellement l'Hérault et le Gard, de Fabrègues à Nîmes, lors de bals publics estivaux. Ces incidents, parfois très violents (mort d'homme à Chateaurenard, Bouches-du-Rhône) se concentrent donc dans un espace qui connaît des problèmes de cohésion, d'identité, doublés d'antagonismes sociaux marqués.

Par contre, les membres des orchestres n'ont pas pu expliquer pourquoi ces incidents sont moins nombreux dès qu'on va à l'est: la violence se fait plus rare dans les Bouches-du-Rhône et n'est pas plus fréquente qu'ailleurs dans le Var. Pourtant les problèmes identitaires y sont très importants. L'expression politique de ce malaise à travers le vote Front National le montre. Existe-t-il d'autres médiations ? Il apparaît difficile d'y répondre.

Il est donc difficile de distinguer entre deux violences fondamentalement différentes, mais au demeurant liées: la violence d'origine sociale, n'est-elle pas aussi à relier à la déstructuration des relations dans les agglomérations ? Expliquant la désaffection du public et le refus des fêtes foraines par les municipalités, un adjoint au maire de Paris explique <sup>780</sup> que "les maires se "dégonflent" parce que l'arrivée des forains, ce n'est plus la fête comme avant, mais les ennuis. Pour ceux qui n'ont pas les moyens de dépenser beaucoup, il y a là comme une provocation, d'où les réactions de violence." Il complète ensuite son propos: "Dans notre société qui se compartimente, les lieux de mixité posent problème. Les fêtes foraines jouaient ce rôle fantastique de brassage social. Mais depuis quatre ou cinq ans, elles sont rattrapées par les phénomènes de banlieues."

### 6-3-2 Se méfier de la rigidité des modèles

L'analyse qui précède est valable pour la plupart des bals d'association clos, c'est à dire un bon tiers des 160 000 bals. Ce sont ceux qui, notamment par l'intermédiaire des repas dansants périurbains, se développent actuellement. Pour autant, il serait caricatural de ne pas la nuancer et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, ces bals ont un caractère plus ou moins clos. Une publicité limitée, sur un territoire restreint, permet souvent d'introduire un public plus diversifié avec des pratiques moins rigides. A Cugnaux, c'est le cas pour une dizaine d'habitants de la commune qui n'ont pas de liens avec les organisateurs ou l'école en général si ce n'est qu'elle est sur la commune: un retraité explique ainsi que "nos enfants sont grands depuis longtemps, mais on continue de venir tous les ans."

Car la seconde et peut-être la plus importante variable tient dans le degré d'utilité collective de l'association: les parents d'élèves ont une fonction communautaire plus

<sup>779</sup> PERROT, Michelle. La ville et ses faubourgs au XIX<sup>e</sup> siècle. in *Citoyenneté et urbanité*. Esprit, coll. Société, 1991, pp. 65-83.

<sup>780</sup> M. Pierre-Bloch .*Le Monde*, 21 juin 1998. p. 9.

importante qu'un club de tennis, leur ouverture est donc généralement plus forte. A l'observation, les bals d'associations les plus fermés sont ceux de groupes professionnels très identifiés (bals de la police, le repas dansant des syndicalistes de l'Education Nationale par exemple) ou les associations de résidents, malgré leur définition spatiale *a priori* plus forte.

Mais ce n'est pas toujours le cas: contrairement aux exemples cités plus haut, dans le nord du pays, les bals de la police en Rhône-Alpes font souvent l'objet d'une abondante publicité, d'une ouverture bien plus nette, et tentent de se rapprocher, sans toutefois susciter la même adhésion collective, des bals de pompiers. La sélection y est seulement introduite par le prix élevé de l'entrée.

De plus, le caractère fortement sélectif d'un bal ne résulte pas toujours d'un choix: dans le cas du bal de l'association d'hémo-oncologie des enfants de l'hôpital de Purpan à Toulouse en avril 98, il est évident que, malgré une assez large publicité, la plupart des participants sont certes très strictement définis par leur lien avec un enfant malade mais sans l'avoir voulu.

En fait, la troisième variable tient au mélange des deux types de manifestations sur un même territoire, ainsi à Portet ou Blagnac (Haute-Garonne). Parfois, il s'agit de la même association organisatrice: les bénéfices d'un grand bal public, souvent en été permet de subventionner les activités plus restreintes de l'hiver. Dans les communes touristiques, c'est une stratégie adoptée depuis longtemps par les associations. On a déjà évoqué la *Commission des fêtes de bienfaisance* d'Azille dans l'Aude qui joue en été le rôle de comité des fêtes et en hiver utilise l'argent gagné à cette occasion pour les activités du troisième âge. En ville, c'est la motivation originelle des bals de prestige organisés par la Croix-Rouge. Mais à Cugnaux, les bénéfices du repas dansant permettent aussi de payer une partie du voyage des écoles en fin d'année.

D'autres facteurs sont aussi susceptibles de surdéterminer des différences d'attitude: différences régionales d'abord avec un net décalage nord-sud, toujours selon la même ligne Le Havre-Grenoble. Les régions les plus méridionales, probablement sous l'influence des très nombreux bals publics, connaissent un moindre développement des pratiques restrictives. Il demeure que, me présentant à un repas dansant à Castanet-Tolosan, une banlieue huppée de Toulouse, on m'a refusé l'entrée...

La taille de l'unité urbaine et sa situation jouent aussi un rôle majeur. Ces comportements sont surtout le fait des périphéries des grandes villes marquées par la "dilution métropolitaine". "L'extension des métropoles entraîne leur fragmentation: multiplication des pôles à vocation centrale au dépens de la centralité elle-même, cloisonnement des quartiers, qui atteint parfois la mise en ghetto, pulvérisation de la vie sociale par les pavillons familiaux; les aires métropolitaines, sans mesure ni centre ni repère, deviennent incontrôlables."<sup>781</sup>

A l'inverse, on a vu que dans les petites villes, notamment celles isolées ou du sud du pays, les bals publics jouent un rôle important jusqu'à une taille assez importante, supérieure parfois à 10 000 habitants: ainsi à Pamiers (Ariège). Plus généralement, les

---

<sup>781</sup> PINET, Jean-Marc. Op. cit.

tendances mises en valeur à l'intérieur du pays ne sont surtout pas rigides et absolues: le bal de Cugnax est au sud, à l'inverse on organise un loto à Chevrières dans l'Oise pour subventionner le club de foot-ball.

Il demeure que le faible impact d'autres facteurs surdéterminants évoqués dans les chapitres précédents (économie, cultures régionales, cultures spécialisées, religion, situation sociale du public...) explique que ces deux types d'attitudes socio-spatiales restent dominants. Elles influencent fortement les comportements, même s'il serait hasardeux de conclure à leur prévalence systématique, du fait de la fluidité des modes d'organisation qui laissent beaucoup de nuances subsister.



---

# Conclusion

## 1- Un outil original et pertinent

Le bal se révèle donc intéressant afin d'appréhender les comportements des français. Il permet un regard en profondeur, pénètre dans l'intimité de conceptions peu et mal formulées, discrètes aussi car partiellement inconscientes .

Son importance et sa diversité amènent à réfuter l'idée d'un repli généralisé des pratiques collectives: il s'agit plutôt d'une mutation des formes de relations socio-spatiales que l'observateur perçoit mal . Le bal révèle, le bal est outil du chercheur .

En même temps, le bal est un outil actif : c'est un des lieux de transformation de ces relations ; son inégale fréquence, sa répartition selon un type ou un autre contribue à la définition plus ou moins rapide d'une nouvelle spatialité, d'une façon différente d'envisager les territoires, d'instituer ces territoires en leur donnant consistance: "l'imaginaire demeure ce fil invisible qui relie les individus à un espace: les identités ne sont plus obligées, encadrées dans des limites spatiales subies, mais s'affirment par l'adhésion des sujets à un groupe, à l'intérieur d'un espace, même si chacun peut personnellement vivre autre chose <sup>782</sup> ."

Pour évaluer la pertinence de l'outil, on peut donc reprendre les cinq points mis en valeur par Kong <sup>783</sup> et voir si les cinq champs d'analyse proches qu'ils déterminaient ont

pu être explorés .

L'analyse des significations symboliques et des valeurs : grâce au bal, les liens inextricables entre culture, temps et lieu apparaissent clairement. La distinction entre types de bals permet d'explorer les significations symboliques liées à deux modes de vie différents, la ruralité et ce qui ne s'appelle pas encore la "périurbanité".

L'étude de la musique populaire comme communication culturelle, moins centrale ici 1. dans le cas des musiciens : c'est le projet à l'origine de la thèse de Marchan . Mais nous y avons puisé les éléments qui permettent d'affirmer que la consommation comme la production culturelle permettent de se situer dans la société . Surtout, on a pu voir apparaître le rôle essentiel d'une autre catégorie d'intermédiaires : les organisateurs dont l'action détermine les formes du bal et, partant, les formes symboliques d'institution des territoires .

L'étude des liens entre pouvoir politique et musique populaire . Ainsi on voit bien comment une part importante de la légitimité de la commune et surtout du maire vient de l'institution du bal du 14-juillet . Surtout, ces liens perdurent et s'en esquissent d'autres, d'un nouveau type, autour de l'association et son président .

La mise en lumière des économies de la musique : on a pu dégager des logiques de 1. comportements au bal en apparence aberrants, même si celles-ci ne s'appuient pas sur une vision classique du marché .

Montrer comment s'effectue la construction sociale des identités : c'est un des points 2. essentiels, le rôle majeur du bal . On a ainsi pu distinguer deux modèles de sociétés divergents sur des bases spatiales différentes dont l'évolution amène à penser que la mutation en cours est extrêmement importante .

L'intérêt de la démarche semble ainsi évident .

Au-delà de ces éléments, les aspects plus méthodologiques ont été une préoccupation permanente en privilégiant une approche à la fois qualitative et quantitative . Cela passait aussi par une diversification des sources en n'hésitant pas, si nécessaire, à transgresser les barrières entre disciplines universitaires .

Que retenir ? l'importance du bal, sa surprenante diversité et l'importance de la mutation socio-spatiale qu'il accompagne et favorise .

## 2- Le portrait d'une France avec bals

160 000 bals par an qui drainent un public équivalent à la population française, ce n'est

<sup>782</sup> SENECAI, G. Aspects de l'imaginaire spatial: identité ou fin des territoires ? *Annales de géographie*, n° 563, janvier-février 1992, p. 28 à 42.

<sup>783</sup> KONG, Lily. Op. cit. Voir p. 13.

pas rien; cela en fait un loisir majeur du pays . En moyenne, chaque semaine une commune sur dix est concernée . Mais ce chiffre ne veut rien dire puisque malgré l'homogénéisation progressive des comportements, on constate l'extrême diversité des situations, dans l'année, dans l'espace, dans les modalités d'organisation, dans les attentes .

Homogénéité et diversité. On en effet surpris de voir qu'une activité aussi connotée : vieillesse, rurale, populaire et jeune, concerne en fait la plupart des groupes sociaux et progresse chez les moins pratiquants . Le changement est particulièrement net si on considère le public du bal sous l'angle de sa répartition par âge et par lieu de vie et les évolutions récentes . L'homogénéisation des comportements révèle une image du bal qui change. Pas partout encore: tant du côté des professionnels de la culture que du côté de certaines catégories sociales influentes on reste méprisant : c'est ce qui explique sa discrétion . D'autres, souvent les mêmes, le redécouvrent parfois bruyamment et l'enferment dans un folklorisme tout aussi stérile car caricatural .

La diversité du bal est importante. Deux facteurs l'expliquent : l'intensité de la pratique, la variété des pratiques . Car, et cela les renforce, les remarques sur l'importance du bal ne sont valables que pour les trois quart du territoire et les deux tiers de sa population . Surtout, ces manifestations vont y prendre des formes adaptées à la diversité des situations . C'est le principal intérêt de l'outil pour le chercheur . Il souligne l'adaptation des modes de vie aux changements survenus depuis une génération dans la localisation des hommes et des activités . A ce titre, la carte 25 est la plus intéressante : elle montre la pérennisation progressive de situations auparavant considérées comme transitoires, la tentative d'adapter l'espace vécu à un espace de vie fondamentalement différent car il ne repose plus sur la même conception du territoire .

Bien que cette évolution dessine de grands ensembles qu'on peut retrouver par ailleurs, on ne doit cependant pas se laisser abuser : il ne s'agit pas du renforcement de supposées spécificités culturelles régionales mais plutôt de la poursuite de la progression lente des comportements urbains en direction des campagnes de tout le pays .

Bien que rarement exclusifs, on voit ainsi quatre grands types de bals dominer nettement selon les situations :

- le repas dansant rural se renforce dans le rural le plus isolé, le plus en difficulté, pour lequel le terme de désertification est parfois employé . Fragilisation serait préférable : c'est d'ailleurs à celle-ci qu'on tente de trouver un remède pour pallier la déstructuration des relations sociales qui l'accompagne .
- le bal public se maintient bien là où la pénétration de l'urbain est encore insuffisante pour ébranler complètement les anciens modes de relation au territoire et à la communauté . Menacé mais toujours dominant, son recul est significatif car il concerne deux situations différentes : des régions où les modes de vie urbains ont investi la quasi totalité de l'espace rural, la délégation de Grenoble par exemple . A l'opposé, c'est aussi le cas des régions où le vieillissement induit par la dépopulation devient très préoccupant : ainsi à l'ouest du Massif Central, Limousin ou délégation de Périgieux .



- le repas dansant périurbain progresse presque partout : il concerne des auréoles larges et croissante autour des grandes agglomérations au point de dominer dans les régions plus denses où les populations rurales ont dans leur ensemble adopté les comportements des villes voisines . Le repas dansant, sous ses deux formes, apparaît ainsi comme l'instrument d'une tentative d'adaptation aux changements .
- les bals urbains correspondent à une définition restrictive de la ville . Ils sont d'abord rares et n'ont pas de logique territoriale bien affirmée sauf exceptions calendaires (14-juillet) ou locale (le sud, par exemple Toulouse) . Si, dans l'ensemble, les repas dansants n'y dominent pas, c'est parce que les bals y sont généralement très sélectifs, ce qui les distingue aussi des bals publics .

Ces derniers et les repas dansants périurbains représentent la plupart des bals en France . Les repas dansants ruraux, difficiles à évaluer, ne représentent guère plus de 10% de l'ensemble . Les bals urbains restent bien plus minoritaires encore, assez stables, semble-t-il .

Pendant une vingtaine d'année, les repas dansants périurbains ont progressé à un rythme de 1 à 2 % par an . Depuis le début de la décennie, on constate une accélération (3-4%) . L'évolution à court terme laisse supposer la poursuite de l'effritement du nombre de bals publics; au mieux, si le dynamisme de ces dernières années se confirme, une stabilisation . Comme les progrès profitent surtout au repas dansant, il devrait donc pouvoir, d'ici une décennie, représenter la moitié des bals .

Mais, il ne s'agit pas d'envisager une simple substitution . Les repas dansants périurbains ne concurrencent pas directement les bals publics : ils s'installent en sus ou, le plus souvent, dans des communes qui avaient peu ou pas de bals . L'évolution laisse supposer une stabilité des repas dansants ruraux après une implantation rapide . Leur disparition régulière et progressive dans certains villages est compensée par la transformation continue de bals publics dans d'autres, souvent après une phase de coexistence des deux manifestations comme on l'a constatée en Aveyron .

### 3- Deux modèles socio-spatiaux divergents

Cette distinction majeure entre types de bals n'est pas seulement une question de répartition . La rupture est profonde et recouvre la distinction entre deux modèles de sociétés complètement divergents : celui d'une communauté qui se construit sur la diversité et qui n'évite pas les problèmes que cela pose, voire même qui n'hésite pas, à travers un processus proprement cathartique (mise en évidence des clivages, danse, ivresse, violence liée) à provoquer les tensions pour tenter de les désamorcer . C'est le modèle d'une société ouverte, même s'il est prudent de se garder de l'idéaliser. Le processus de reconnaissance de l'individu suppose son intégration au groupe . En ce sens le projet des pères fondateurs de la III<sup>e</sup> République: autonomiser, émanciper l'esprit comme les corps des citoyens, a parfaitement réussi . Tout est politique, jusqu'à l'adoption, dénoncée par l'Eglise, de nouvelles danses qui telles le quadrille ou la polka

“individualisent les mouvements traditionnels de la ronde <sup>784</sup> ” . Car l’enjeu du bal c’est de faire “de ces moments de joie une expérience positive, un mouvements par lequel la conscience manifeste sa liberté et son autonomie <sup>785</sup> .” Leur construction, le bal du 14-juillet, est devenue la référence en matière de citoyenneté locale et la norme de l’ensemble des bals publics . Pour ces raisons historiques liées à sa définition, on peut donc bien l’appeler le bal républicain .

A l’inverse, dans l’autre modèle, on recherche pour un temps (bien que s’y exprime le désir profond de l’ancrer dans la permanence, au-delà de la fête) une société idéale . Aussi les tensions sont niées, gommées: la purification est préalable et formelle; on ne peut plus parler de *catharsis* . Ce groupe se ferme par refus de la diversité mal acceptée du monde . Le développement de ce processus est inquiétant car il ouvre sur la perspective d’une société strictement cloisonnée, même si cette étude refuse le terme de communitarisme comme excessif . Ce modèle porte en lui la négation de cet individu patiemment émancipé; il n’est qu’un élément du groupe avec lequel il s’efforce de fusionner : c’est “le déclin de l’individu dans les sociétés de masse <sup>786</sup> .” On appartient à une groupe très précis sur des territoires partiels et bien balisés <sup>787</sup> .

Il n’est pas indifférent que la répartition spatiale de ces deux modèles recoupe celle d’une évolution historique majeure de nos sociétés : le bal public ouvert de la collectivité locale territorialisée ramène à cette société rurale qui caractérise la France jusqu’aux années 50-60 et qui, bien qu’en recul continu dans une partie du pays, reste encore présent, au centre et sud surtout, dans un rural parfois qualifié de *profond* ou dans les petites villes isolées qui le structurent, une France souvent en difficulté démographique mais pas systématiquement . Dans ces bals, on met en représentation la totalité du territoire de la communauté .

A l’inverse, le second modèle est à rattacher à l’extension des périphéries des villes de grande taille, en progression rapide, tout comme ce type de bals . Elle sont caractérisées par l’éclatement de l’urbain, la parcellisation et le refus de s’intéresser au destin collectif de la cité . Cette parcellisation dépasse même l’individu, lui-même fragmenté : “en vertu de ses intérêts différents, issus de différents aspects de la vie sociale, l’individu appartenait à des groupes très différents, chacune de ces appartenances ne fonctionnant qu’en référence à une fraction de sa personnalité <sup>788</sup> .” Le développement des associations et l’élargissement du public des bals repose sur cette capacité des individus à se projeter dans des groupes divers, même s’ils se ressemblent beaucoup .

<sup>784</sup> IHL, O. Op. cit. p. 163.

<sup>785</sup> Idem, p. 164.

<sup>786</sup> MAFFESSOLI, M. *Le temps des tribus*. Op. cit.

<sup>787</sup> Idem. p. 151-154.

<sup>788</sup> WIRTH, E. *Urbanism as a way of life*. cit. in SENNETT, Op. cit. p.160.

Il s'agit-là d'une communauté fictive, l'adhésion y est consciente ou inconsciente, mais souvent plus ambiguë encore . Cette communauté partiellement imaginée est en même temps réelle par la satisfaction qu'elle procure . Elle permet de se situer par rapport à un lieu et ainsi modifie l'influence d'un lieu sur notre vie . Mais c'est une territorialisation floue et faible intensité symbolique .

Cette spatialité mouvante est-elle transitoire, reflétant ainsi une situation intermédiaire dans le processus de recomposition de la ville et exprimant les peurs et les replis que suscite toute évolution majeure ? Plus probablement, on considère qu'il s'agit de l'apparition d'un nouveau mode de vie comme le suggère Sennett .

L'enjeu est bien là : on peut reprocher au mouvement d'ex-urbanisation ce processus d'éclatement . Mais en est-il seulement à l'origine ? Ne s'agit-il pas plutôt d'une adaptation spatiale à ces comportements spécifiquement urbains que pointait déjà Simmel au début du siècle, bien avant les *maisons de village*?

Voici quinze ans, Cabanes montrait le changement de mode d'organisation des processus d'identité locale : on passait d'un modèle très classiste, lutte des classes, à une logique associative . Il estimait que les deux pouvaient être complémentaires mais aujourd'hui cela se révèle faux : le second modèle s'est substitué au premier . C'est la privatisation du collectif, le triomphe de l'association comme regroupement d'intérêts personnels .

En même temps, c'est un processus d'exclusion : le bal c'est la relation à l'autre pour se définir, se situer soi-même . Cela impose au géographe la nécessité d'identifier et localiser cet autre, ces autres en réalité : il s'agit du semblable mais aussi du forain . Dans le cadre spatial simple du bal public, on distingue bien l'un de l'autre, leur situation comme leur fonction sociale. Ils s'opposent à l'étranger, lointain.

La nouveauté vient des périphéries urbaines où je ne me définis plus en priorité par une référence spatiale : très mobile, j'ai un champ de relations étendues et le semblable tend à se fondre dans le forain ; on ne les distingue plus . Par contre, l'étranger peut être mon plus proche voisin, semblable auparavant . Avec une telle proximité, il me devient alors intolérable . L'inquiétude face à l'étranger devient racisme . Il faut que l'un des deux parte pour recréer une distance . L'idée du ghetto n'est plus loin . En attendant, je me protège, je soigne mon environnement, au sens étymologiques du terme: je m'enferme .

On peut alors porter un regard moins pessimiste sur ces bals clos, voir dans cette réaction une tentative de recomposition socio-spatiale ; on s'étonnera alors de la capacité, du corps social à s'adapter, on parlera de sa plasticité . On a compris que cette opinion apparaît naïve : au delà de la désarticulation spatiale et sociale, c'est bien l'avenir des principes mêmes de la démocratie qui est menacé, miné par ce mode de fonctionnement .

## 4- Quelles perspectives ?

Le bal révèle et en même temps participe à la diffusion de certains phénomènes qu'on peut brièvement souligner .

Le premier c'est l'importance des modes de vie urbains : ils concernent des espaces bien plus importants que ceux signalés comme tels à la carte 48, même si on y adjoint les espaces ruraux à faible influence urbaine voire les pôles ruraux . Aujourd'hui l'urbain est partout et imprègne nos vies : dans les Corbières, Tuchan fait partie du rural isolé et pourtant les immatriculations des véhicules du bal dessinent un espace de vie largement influencé par les agglomérations voisines .

Il n'est donc guère surprenant que l'espace vécu s'adapte progressivement à cette nouvelle dimension même si c'est avec retard . On peut en conséquence être assez surpris que des comportements plus ruraux soient encore si présents sur de larges parties du territoire . Les représentations qui les sous-tendent connaissent une évolution lente qu'il est cependant difficile d'évaluer . La question n'est pas sans intérêt car elle permettrait d'expliquer avec précision ce décalage chronologique qui caractérise le bal du midi et le bal de l'ouest .

Mais est-ce bien mesurable ? Le rythme d'évolution semble très différent d'une région à l'autre, plus rapide ici (délégations de Grenoble ou Mulhouse), plus lent ailleurs (littoral languedocien ou le long de la ligne Manche-Léman), parfois même entrecoupé de pauses ou de retour à une situation antérieure (Perpignan) . Il apparaît difficile d'expliquer ces décalages . Deux hypothèses plausibles, non exclusives l'une de l'autre, peuvent être suggérées : le niveau d'urbanisation, plus ou moins dense et l'action des *brokers*, les passeurs, ces intermédiaires que sont les organisateurs dont le renouvellement lent atténue les évolutions . Il demeure que partout le mouvement semble inexorable .

Le second point qu'il importe de mettre en valeur, c'est que ces modes de vie urbains ne sont plus aussi simples à définir qu'auparavant : les espaces intermédiaires périphériques semblent développer des modes de vie propres . Le modèle mis en valeur se distingue trop de celui qu'on observe dans les villes-centre pour qu'il s'agisse seulement d'une situation transitoire . Contrairement à l'avis de certains <sup>789</sup>, le processus d'individuation paraît indiscutable : comme les ruraux, les populations périurbaines adaptent avec retard leur espace vécu à leur espace de vie, adoptent des comportements spécifiques . Mais l'existence de vastes régions qui se distinguent déjà autant de l'urbain que du rural en matière d'imaginaire spatial, d'espace vécu, leur donne une unité profonde qui, au-delà des divergences internes, les caractérise .

Peu à peu, ces espaces se sont constitués en véritable géotype . Il serait temps qu'un concept englobant soit institué par la communauté géographique pour les décrire en les distinguant plus nettement de l'urbain que ceux déjà existants, périurbain, espaces périphériques, sans parler de l'éphémère *suburbia*, du trop restreint rurbain, tous insatisfaisants .

Le troisième point tient à la concordance entre cet élargissement constaté des aires de recrutement du public et l'évolution de la conception du territoire dont l'appréhension est en train de changer . Dans d'autres situations, d'autres contextes, parfois fort éloignés du bal, mais toujours importants par leur rôle dans la définition symbolique des espaces vécus, on ébauche des redéfinitions des cadres spatiaux utilisés . De nouveaux maillages

<sup>789</sup> JEAN, Y., et CALENGE, C. Op. cit.

du territoire sont proposés qui montrent qu'on envisage de plus en plus un échelon de base du local plus vaste, mais selon une structuration complexe .

Le débat est vaste et ancien . On connaît les efforts de nombreux gouvernements depuis une trentaine d'années pour favoriser la fusion de communes afin de constituer des entités vastes et viables . Dans le même temps, les régions sont devenues une réalité ; elles aussi pour dépasser un département jugé trop étiqué . C'est celui que la Communauté européenne prend comme relais, échelon moyen majeur . C'est aussi celui qui a le plus progressé dans les années 70-80 .

Il semble que depuis le début de la décennie le mouvement s'accélère : tant au niveau de l'Etat (loi Bianco de 1992 ; consultation nationale sur l'aménagement du territoire de 1994) que celui d'autres organismes . L'Eglise <sup>790</sup> , en avance sur l'Etat, dessine actuellement un nouveau maillage du territoire qui correspond mieux à celui vécu par ses habitants : l'ancien village, la paroisse et son clocher, si chargé de sens dans notre imaginaire, devient *communauté de base* pour l'Eglise, simple *relais*, animé par des membres qui quadrillent le terrain, lui donnent sa consistance . Elle s'insère dans un échelon devenu majeur, groupement, variable selon les régions, parfois jusqu'à la dimension d'un pays, de villages proches; le plus souvent c'est celui d'un bassin de vie qui s'inclut dans un pays . C'est celui de la coordination d'une population plus nombreuse que nous retrouvons dans notre aire de recrutement du public . C'est aussi l'espace de projet collectif qui se développe aujourd'hui, qu'on pense aux SIVOM et autres districts . Au-delà, c'est l'espace régional, qui sur une surface généralement plus vaste que nos régions administratives rassemble un ensemble de population au destin commun .

L'évolution de ces maillages territoriaux, exceptionnellement stables en général dans le cas de l'Eglise nous amène à évoquer - ce sera notre quatrième point- la commune et leur maire. Fragilisée par l'évolution dans d'autres domaines plus concrets qui demandent un élargissement vers la coopération inter-communale, la commune semble pourtant bénéficier d'une légitimité intacte dans l'esprit des français comme cadre territorial de base: régulièrement des sondages viennent confirmer qu'ils considèrent que c'est celui auquel ils tiennent le plus, privilégiant en général la proximité; le département bénéficie aussi du même succès .

On peut cependant se demander si, comme dans d'autres situations, l'image de la campagne ou celle du village en particulier, cette affection renouvelée ne recouvre pas un recul . Cette nouvelle territorialité qui se met en place ne tient aucun compte du cadre communal . Celle qui régresse, c'est celle qui s'appuie dessus . Le bal communal se maintient surtout dans les petites communes .

Pourtant, elles lui doivent beaucoup : "L'avènement de la III<sup>e</sup> République est le moment où la paroisse cède définitivement le pas à la commune, l'invocation divine à la sacralisation du Législateur, la communauté de fidèles à l'interdépendance citoyenne . En définitive, le moment où le politique achève de s'affranchir du domaine religieux pour se constituer en territoire autonome . Les ressemblances dont sont marquées tant de discours et pratiques de la fête, loin d'être pures coïncidences, émergent donc à un code

---

<sup>790</sup> TERNISIEN, Xavier. L'Eglise ajuste ses paroisses à la nouvelle organisation du territoire. *Le Monde*, 12 juin 1998, p. 11.

spécifique : celui que postulent et l'appartenance à une communauté de citoyens et la professionnalisation croissante du mandat municipal <sup>791</sup> .” On ne saurait être plus explicite

Or, des trois éléments consacrés par la fête, on a vu plus haut que l'autonomie du citoyen est menacée par des formes de sociabilité fusionnelles nouvelles . Dans le même temps, le cadre communal -et le projet symbolique qui l'accompagnait dans le bal public-régresse . Reste le maire . Ihl montre bien qu'il est le principal bénéficiaire du 14-juillet qui lui permet d'asseoir une légitimité qu'il n'avait pas auparavant . Il est probable que, conscients de l'intérêt de telles fêtes, ils ont beaucoup contribué à généraliser à l'ensemble des bals publics le modèle efficace qui venait d'être ainsi défini .

Aujourd'hui encore leur rôle, direct ou indirect, est essentiel et même réaffirmé : la très récente redécouverte de son intérêt fédérateur, en amène plus d'un à réorienter aussi vers la fête une action trop exclusivement consacrée au social et à l'économique <sup>792</sup> . Or, dans ce domaine, un autre pouvoir le menace, celui des présidents d'association . Le retard à développer des comportements spécifiques dans les périphéries urbaines peut s'expliquer par le temps que s'installent des structures d'intermédiation . Mais aujourd'hui elles existent et sont très présentes dans des communes mal identifiées car souvent trop vite grandies, sur un territoire en mal d'institution symbolique . Les populations concernées ont donc la tentation de se tourner vers d'autres passeurs, plus proches, qui, surtout, vont fonctionner selon les mêmes schémas spatiaux . Si on ajoute qu'il s'agit-là des zones où l'intercommunalité est souvent la plus développée <sup>793</sup> , on a donc un maire dont le statut symbolique autant que les pouvoirs sont fragilisés . Contrairement à ce qu'affirment certains <sup>794</sup> , il est vrai au sujet des maires de grandes villes, leur relative émancipation face à un Etat lui aussi affaibli, serait une victoire à la Pyrrhus .

Plus largement, le cinquième point amène à se demander si cette mutation des bals ne traduit un changement majeur dans les rapports qu'entretiennent le pouvoir et la culture . Muchembled a bien montré comment ce pouvoir en prend le contrôle à l'époque moderne . Depuis, la République a perpétué et même développé cette forme d'action essentielle pour favoriser son enracinement . Assiste-t-on à un basculement susceptible de privatiser les fêtes ? Le récent développement des *raves parties* clandestines a montré les difficultés à les contrôler .

Des remarques qui précèdent et de l'évolution rapide des relations socio-spatiales, on peut tirer une interrogation : cette mutation signifie-t-elle la fin de la communauté ancienne sur le modèle de la *civitas* <sup>795</sup> ? On assiste à un processus d'autonomisation croissant et

<sup>791</sup> IHL, O. Op. cit. p. 178.

<sup>792</sup> Voir page 27

<sup>793</sup> LERICHE, F. Acteurs publics, localisation des activités, polynucléarisation des espaces urbains: l'exemple de Toulouse. *Sud-Ouest Européen*, n° 2, p.7-17. Particulièrement la carte de la page 11.

<sup>794</sup> WACHTER, S. *La ville contre l'Etat ?* Reclus, coll. Géographiques, 1995, 95p.

<sup>795</sup> BAUDRILLARD, J. Op. cit.

divergent des groupes qui constituent la communauté. Si un tel mouvement devait se poursuivre, le cadre politique ne servirait plus qu'à agréger ces groupes médium quand aujourd'hui il est bâti sur l'adhésion personnelle de ses membres. De plus, ce processus serait mouvant : auparavant l'adhésion était, sauf accident grave, à vie, voir pour toute une lignée. C'est dans la durée que se constituaient les solidarités les plus solides qui restent une réalité dans les campagnes<sup>796</sup>. Aujourd'hui, l'adhésion à ces groupes intermédiaires est sans cesse renouvelée, et la définition, malgré un noyau fixe, des groupes est fluctuante : dans une association, on renouvelle sa cotisation tous les ans ; c'est un lien moins fort que le bal d'Ispagnac. En même temps, on se méfierait de l'emphase de telles affirmations : cette disparition de la *civitas*, on l'annonce à chaque mutation depuis 1500 ans...

Enfin, se pose le problème de la légitimité de ces groupes auto-institués : dans la fête, le maire conforte symboliquement la sienne qu'il a acquise auparavant par le vote. Ce faisant, il incarne aussi la totalité de la communauté qui l'a désigné pour le représenter. Ce n'est pas le cas des associations d'habitants d'un quartier<sup>797</sup>.

On a vu qu'il fallait se méfier des concepts utilisés pour décrire cette nouvelle forme d'organisation socio-spatiale qui émerge : sociabilité en réseau ou communitarisme se révèlent excessifs et partiellement inexacts. Faut-il retenir l'idée d'une tribalisation<sup>798</sup> ? Le terme de tribu est séduisant, la publicité et la presse l'utilisent beaucoup. Mais lui-aussi doit être manié avec prudence. En effet, pour les ethnologues, la tribu est un "groupe homogène et autonome du point de vue politique et social et occupant un territoire propre, lui-même composé de groupes réduits, tels que hordes, clans, qui s'associent temporairement ou en permanence à d'autres tribus à des fins militaires ou religieuses pour former une confédération"<sup>799</sup>.

La description semble cohérente, mais la tribu serait donc un rassemblement de ces groupes, pas les groupes eux-mêmes. Or, ce rassemblement circonscrit précisément l'ensemble des sous-groupes et leurs territoires. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Enfin, il lui manque quelques éléments majeurs : cette autonomie politique et sociale, par exemple n'est qu'une fiction, à moins de considérer qu'il s'agit-là de la structure antinomique, communauté urbaine ou district, qui chapeaute l'ensemble de l'agglomération. Au-delà, la notion de confédération devient difficile à imaginer : faudrait-il y voir l'ensemble des classes moyennes sur tout le territoire national, l'Europe occidentale ?

Dans la situation actuelle, le terme de tribu est donc encore moins satisfaisant que d'autres que nous avons déjà écartés. Mais peut-être est-il encore trop tôt pour tenter de décrire cette nouvelle sociabilité ramifiée dans l'espace.

L'étude du bal pose autant de problème qu'elle permet d'en résoudre. Placé au

---

<sup>796</sup> SEGALEN, M. Saint-Jean. Op. cit.

<sup>797</sup> BENOIT-GUILBOT, O. Op. cit.

<sup>798</sup> MAFFESSOLI, M. *La tribalisation du monde*. Op. cit.

<sup>799</sup> MORFAUX, L.M. *Dictionnaire de la philosophie et des sciences humaines*. Op. cit.

coeur de la société, il ouvre des débats qui le dépasse largement. Le principal concerne le rôle central des associations, bien au-delà de leur rôle festif . Elles demeurent mal connues. Parmi les rares études existantes, on note d'ailleurs souvent des divergences<sup>800</sup> . Aujourd'hui, dominant deux approches: économiques ou urbanistiques . Il importe donc de s'efforcer de poursuivre ce travail, s'intéresser à elles en développant une approche plus spatiale, plus globale . Leur répartition, leur constitution, leur structuration, leur rôle, concret ou plus symbolique, leur action sur le territoire demandent des approfondissements et une étude ambitieuse. Un regard géographique est donc essentiel pour envisager un acteur majeur des mutations qui façonnent aujourd'hui une France nouvelle .

Lisbonne-Toulouse-Lille Printemps 1995- Automne 1998

---

<sup>800</sup> INSEE. *Répertoire SIRENE*, 1994 MARCHAL, Emmanuelle. Op. cit.





---

## Bibliographie

- AGULHON, M. La mairie. in NORA, P. (sous la dir.) *Les lieux de mémoires*, Gallimard, coll. Quarto, 1<sup>e</sup> ed 1984, ed. de 1997, tome 1, pp. 383- 423.
- AGULHON, M. *La République au village*. Le Seuil, coll. L'Univers historique. 1970, 275p.
- ALLAIN, J.M., GARNAUD, D. *Les kiosques à musique. Patrimoine ethnologique, espace musical et symbolique urbaine*. Compte-rendu d'une recherche d'ethno-architecture. Projet n° 84NPC.24 réalisée pour la Mission du Patrimoine. Agence d'urbanisme du bassin de la Sambre. Ministère de la Culture. 1984, 267 p.
- AMALVI, C. Le 14-juillet. Du *Dies Irae* à *Jour de fête*. in NORA, P. (sous la dir.) *Les lieux de mémoires*, Gallimard, coll. Quarto, 1<sup>e</sup> ed 1984, ed. de 1997, tome 1, pp. 383-423.
- ARAMBOROU, R. La gavacherie de Monségur. in GOGUEL, F. *Nouvelles études de sociologie électorale*. Cahiers de la FNSP, n°60, Armand Colin, 1954, pp. 81-132.
- ATTALI, Jacques. *Bruits, essai sur l'économie politique de la musique*. PUF, 1976.
- AUGE, Marc. Du risque à l'angoisse: genèse d'une nostalgie. *Magazine littéraire*, n° 312, juillet-août 1993, p. 34.
- BAILLY, A., BEGUIN, H. *Introduction à la géographie humaine*. Masson, 1992, 192 p.
- BAKIS, Henry. *Les réseaux et leurs enjeux sociaux*. PUF, coll. Que sais-je?, 1993.
- BALIBAR, Etienne, WALLERSTEIN, Immanuel. *Race, nation, classe. Les Identités*

- ambiguës*. La Découverte/Poche, 1997, 310p.
- BALLANT, R. Les goguettes rurales autour de Paris au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. *Ethnologie française*, vol. XII, n°3-1982, pp. 247-260.
- Baril, *L'histoire de la danse en Occident*. Paris, Le Seuil, 1964, 382p.
- BASTIE, J. et DEZERT, B. *La ville*. Masson. 1991, p. 13.
- BATAILLE, Georges. *La Notion de dépense*. La Critique sociale, n° 7, janvier 1933. rééd. en introduction à *La part maudite*. coll. Points-Civilisation, 1971, 250 pages.
- BATAILLE, Georges. *La part maudite*. Les Editions de Minuit.1967. Rééd. coll. Points-Civilisation, 1971, 250 pages.
- BAUDRILLARD, J. L'Amérique ou la pensée de l'espace. in *Citoyenneté et urbanité*. Esprit, coll. Société, 1991, pp. 155-164.
- BAUER, G., ROUX, J.M. *La rurbanisation, ou la ville éparpillée*. Seuil, 1976, 190p.
- BEAUVOIS, Jean-Léon. Sommes-nous vraiment libres? *Sciences Humaines*, n° 48, mars 95, pp. 10-13.
- BENOIT-GUILBOT, O. Quartiers dortoirs, quartiers villages: constitutions d'images et enjeux de stratégies localisées. in *L'esprit des lieux. Localité et changement social*. Ed. du CNRS, 1986, pp. 127-156.
- BERGER, M., RHEIN, C. *Parc de logements, structures des ménages et division sociale de l'espace en région d'Île-de-France*. Strates CNRS, 1988, pages 85-130.
- BERTHO, Catherine. L'invention de la Bretagne. Genèse sociale d'un stéréotype. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 35, novembre 1980, p. 45.
- BESSAIGNET, P. Les citadins et les symboles de la vie rustique. in *La fête, cette hantise!* Autrement, 1976, p. 72-79.
- BLOCH, Marc. *La société féodale*. Albin Michel, Coll. Evolution de l'humanité, ed. de 1968, 702p.
- BOIS, Paul. *Paysans de l'Ouest*. Flammarion, coll. Champs, 1971, 405 p.
- BONNAIN, R., SAUTER G. Sociétés d'ici, société d'ailleurs. Rapports de forces et stratégies dans un espace à économie rétrécie, les Baronnie. *Etudes rurales*, n° 74, 1979.
- BONNAIN, R., SAUTER, G. Société d'ici, société d'ailleurs. Rapports de force et stratégies dans un espace à économie rétrécie, les Baronnie. *Etudes rurales*, n°74, avril-juin 79, pp.23-49.
- BONNEMAISON, J. Voyage autour du territoire. *L'Espace géographique*, n° 10, 1981, vol. 10, pp. 249-262.
- BONNEMAISON, Joël et CAMBREZY, Luc. Le lien territorial. Entre frontières et identités. *Géographie et cultures*, n°20, hiver 96, pp.7-18.
- BOUILLIN-DARTEVELLE, Roselyne, THOVERON, Gabriel, NOEL, Françoise. *Temps libre et pratiques culturelles*. Liège, 1991, Mardaga, coll. Création et communication, 277 p.
- BOURDIEU, Pierre. *La Distinction*. Ed. de Minuit, 1979.
- BOURDIEU, P. Le Nord et le Midi. Contribution à une analyse de l'effet Montesquieu. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°35, novembre 1980, pp. 21-25.

- BOURDIEU, Pierre. L'identité et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région. *Actes de la recherche en sciences sociales*. N° 35, novembre 1980, pp. 63 à 72.
- BOURDIEU, Pierre. *Les règles de l'art*. Editions du Seuil, coll. Libre examen, 1992.
- BOURDIEU, P. *Ce que parler veut dire*. Fayard, 1982, 304p.
- BOURDIEU, P. Espace social et genèse des classes. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°52-53, 84.
- BOZON, M., HERAN, F. L'aire de recrutement du conjoint. *Données sociales*, INSEE, 1987, pp. 338-347.
- BRAUDEL, F. *L'identité de la France. Espace et histoire*. Flammarion, coll. Champs, tome 1, 1990, 410p.
- BRAUDEL, F. *L'identité de la France. Espace et histoire*. Flammarion, coll. Champs, tome 3, 1990, 536p.
- BROMBERGER, Christian. Le stade de football: une carte de la ville en réduction. *Mappemonde*, n° 2, 1989, pp. 37-40.
- BROWAEYS, X., CHATELAIN, P. La France des 36 000 communes. Méthode et documents pour une étude locale du territoire. Masson, 1991, 345 p.
- BRUNET, R., FERRAS, R. et THERY, H. *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*. Reclus, La Documentation Française. Collection Dynamiques du territoire, 1992, Paris, 470 p..
- CABANES, R. Les associations créatrices de localité. in *L'esprit des lieux. Localité et changement social en France*. Ed. du CNRS, 1986, p. 209-231.
- CARMONA, M. *La France de Richelieu*. 1984 (Fayard), ed. 1985, Editions Complexe, 463p..
- CHAPUIS, R., BROSSARD, T. *Les ruraux français*. Masson, 1986, 225 p.
- CHAPUIS, Robert. La mobilité socio-spatiale et ses conséquences dans une commune rurale de l'agglomération dijonnaise. *Revue de géographie de Lyon*, vol. 65, n°3, pp. 209-211.
- CHARLE, Christophe. Régions et conscience régionale en France. Questions à propos d'un colloque (Strasbourg, 1974). *Actes de la recherche en sciences sociales*. N° 35, novembre 1980, pp. 37 à 44.
- CHARRIER, J.B. *Villes et campagnes*. Masson, 1988, p. 11.
- CHARTIER, Roger. La ligne Saint-Malo-Genève. in *Les lieux de mémoire* (sous la dir. de Nora P.), tome 2, 1<sup>er</sup> ed.1984, réed. 1997, Gallimard, coll. Quarto, p. 2817-2850.
- CHASTEL, André. La notion de patrimoine. in NORA, P. (sous la dir.) *Les lieux de mémoire*. Tome 1, Gallimard, coll. Quarto, 1997, pp. 1433-1469.
- CHEVALLIER, D., MOREL, A. Identité culturelle et appartenance régionale. *Terrain*, n° 5, octobre 1985, p. 3.
- CHOAY, Françoise, MERLIN, Pierre (sous la direction de). *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*. 1988, Paris, PUF.
- CIECHOCINSKA, Maria. *L'évolution de la notion de région en Europe centrale et orientale*. *Espaces et sociétés*, n° 70-71, 92/3 et 4, "Identités, espaces, frontières",

Paris, l'Harmattan.

CLAVAL, Paul. *Géographie humaine et économique contemporaine*. Paris, 1984, PUF, coll. Fondamental, 442 p..

CLAVAL, Paul. *La géographie culturelle*. Nathan, coll. Fac-géographie, 1995, 384p.

CLAVAL, Paul. Les géographes et les réalités culturelles. *L'Espace géographique*, n° 10, 1981, vol. 10, pp. 242-248.

COLLECTIF. *Atlas des zones d'emploi*. Cartes 8 à 11 (A et B). Coédition DATAR-INSEE-Ministères de l'Education Nationale, de l'Industrie, du Travail-RECLUS, 1994.

COLLECTIF. Culture droit de cité. *Les cahiers de l'IAURIF* (Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Ile de France), n°99, Octobre 1991.

COLLECTIF. Danse, éducation, société. *POUR*, n°145, L'Harmattan, 1995.

Collectif. *Enquête sur les pratiques culturelles des français*. Ministère de la Culture et de la Communication, Direction de l'Administration Générale et de l'Environnement Culturel, Département des études et de la prospective. La Documentation française, 1989.

COLLECTIF. *Inventaire topographique: Vic-Bilh, Morlaàs et Montanerès*. Ministère de la Culture, Direction du Patrimoine, 1989.

COLLECTIF. Le pouvoir d'achat du franc (1901-1992). *Bulletin mensuel de statistique*. INSEE/Banque de France, n° 2/94 et 6/98.

COLLECTIF. *Les pratiques de loisir. Enquête 1987-88*. INSEE Résultats, n°3, 1989.

Collectif. *Pratiques culturelles des français. Description socio-démographique. Evolution 1973-81*. Ministère de la Culture et de la Communication, Direction du développement culturel, Service des études et recherches. La Documentation française, 1982.

COLLECTIF. *Répertoire SIRENE*, 1994. INSEE.

COLLECTIF. *Tableaux de l'économie française*. INSEE. Ed.94-95, p. 46

COLLECTIF. *Les publics de la danse*. Ministère de la Culture-La documentation Française, 94

CORBEAU, Jean-Pierre. Le défouloir du samedi soir. *Autrement*, n°7, La fête, cette hantise !, nov.1976, p. 46-49.

CORBIN, Alain et al. *L'Avènement des loisirs (1850-1960)*. Paris, Aubier, 1995, 472p.

CORBIN, Alain, GERÔME, Noëlle et TARTAKOWSKY, Danielle (sous la dir.). *Les usages politiques des fêtes aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*. Actes du colloque organisé les 22 et 23 novembre 1990 à Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, 440 p.

CORBIN, Alain. *Le territoire du vide. L'occident et le désir du rivage (1750-1840)*. Paris, Flammarion, coll. Champs, 1990, p. 284.

COURSON, J. P. *Inventaire communal*. Enquête 1988. Equipement des départements. T2 Démographie. Société. INSEE, 1990.

DAMETTE, F., SCHEIBLING, J. *La France. Permanences et mutations*. Hachette, coll. Carré-géographie, 1995, 254 p.

DE SINGLY, F. *L'enquête et ses méthodes: le questionnaire*. Nathan-Université coll.

128, 1992, p. 17-18

- DEBARBIEUX, B. Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique. *L'Espace géographique*, n° 2, 1995, pp. 97-112.
- DECITRE, Monique. Musiciens et maîtres à danser des bals de société et bals populaires au service et à la gloire du Consulat et de l'Empire. in CORBIN, A., GERÔME, N., TARTAKOWSKY, D. *Les usages politiques des fêtes aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*. Actes du colloque de Paris (Nov. 1990), Publications de la Sorbonne, 1994, pp. 63-76.
- DEFRASNE, Jean. *La Vie associative en France*. PUF, coll. Que sais-je?, n°2921, 1994, 128 p.
- DEMEULENAERE, Pierre. *Homo oeconomicus. Enquête sur la constitution d'un paradigme*. PUF, coll. Sociologies, Paris, 1996, 288 p.
- DEMURGER, Alain. *Temps de crises, temps d'espairs. XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècle*. Nouvelle histoire de la France médiévale. Le Seuil, Point Histoire, 1990, 383 p.
- DEZERT, B., METTON A. et STEINBERG, J. *La périurbanisation en France*. SEDES, 1991, 226p.
- DI MEO, G. (sous la dir.) *Les Territoires du quotidien*. L'Harmattan, 1996, 207p.
- DI MEO, G. *L'Homme, la Société, l'Espace*. Anthropos, 1991, p. 319
- DI MEO, G. La genèse du territoire local: complexité dialectique et espace-temps. *Annales de Géographie*, n°559, 1991, pp.273-294.
- DI MEO, G. Les territoires de la localité, origine et actualité. *L'Espace géographique*, n°4-93, pp. 306-307.
- DI MEO, G., GARAT, I. Le quartier dans la ville, idéologie territoriale ou espace vécu? *Villes et Territoires*, Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 1993.
- DI MEO, G., PRADET, J. Territoire vécu et contradictions sociales: le cas de la vallée d'Aspe. in *Les Territoires du quotidien*, Op. cit., pp. 51-86.
- DIBIE, Pascal. *Le village retrouvé*. Ed. de l'Aube, coll. Poche, 2<sup>e</sup> ed., 1995, 257p.
- DIENOT, J. L'approche géographique du loisir quotidien. Réflexions théoriques. *Noréis*, n° 120, octobre 1983, pp. 491-496.
- DOCKES, P. et ROZIER, B. *L'histoire ambiguë. Croissance et développement en question*. PUF, coll. Economie en liberté, 1998, p. 84-88.
- DOMINGUES, Alvaro. (Sub)úrbios e (sub)urbanos. O mal estar da periferia ou a mistificação dos conceitos? *Geografia*, Porto, 1995, vol. X/XI, pp. 5-18.
- DONNAT, O. (sous la dir.). *Les pratiques culturelles des Français. Enquête 97*. Ministère de la Culture et de la Communication, Direction de l'Administration Générale et de l'Environnement Culturel, Département des études et de la prospective. La Documentation française, 1997.
- DONNAT, Olivier et COGNEAU, Denis. *Les pratiques culturelles des Français (1973-1989)*. Département des Etudes et de la Prospective. Ministère de la Culture et de la Communication. La Découverte/La Documentation française. 1990.
- DONNAT, Olivier. *Les dépenses culturelles des ménages*. Ministère de la Culture et de la Communication, Direction de l'Administration Générale et de l'Environnement

- Culturel, Département des études et de la prospective. La Documentation française, 1989.
- DOSSE, François. *L'être-ensemble*. Espace-Temps, n°64-65, 2e trimestre 97, p. 36-37.
- DOTTELONDE, Pierre. Normandie: la chasse aux ancêtres vikings... *L'Histoire*, n° 49, octobre 82, p. 100.
- DOUENCE, Jean-Claude. La région: collectivité à vocation générale ou spécialisée. *Revue française de droit administratif*. 1986, n° 4, p. 539.
- DUBOIS, Claude. Apaches, voyous et gonzes poilus, le milieu parisien du début du siècle aux années 60, Paris, Pangramme, 1989, 140 p.
- DUBOIS, Claude. *La Bastoche, bals musettes, désir et crime (1750-1939)*. Editions du Félin, 1997, 413 p.
- DUJARDIN, P. D'une commémoration l'autre: un rituel décrié ou la fête profanatrice, in CORBIN, A., GEROME, N. et TARTAKOWSKY, D. *Les usages politiques des fêtes aux XIX<sup>e</sup> -XX<sup>e</sup> siècles*. Actes du colloque organisé les 22 et 23 novembre 1990 à Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, pp. 399- 414.
- DUMONT, G.F. *La France ridée. Les conditions du renouveau*. Hachette, Coll. Pluriel, 1986, 371p.
- DUTILH, Alex (sous la dir.) *Rapport de la Commission nationale des musiques actuelles*. 1998, en cours de publication. Disponible sur le site internet du Ministère de la Culture: [www.culture.fr](http://www.culture.fr).
- DUVIGNAUD, Jean. *Fêtes et civilisations*. Weber, 1973, 247 p.
- ECO, Umberto. *La Guerre du faux*. Grasset, Le Livre de Poche-biblio, coll. Essais, 1985, 382 p.
- ELIADE, M. *Images et symboles. Essais sur le symbolisme magico-religieux*. Gallimard, coll. Tel, 1979, 238 p.
- ELIADE, M. *Le sacré et le profane*. Gallimard, coll. Idées. 1965, 187p.
- ELIADE, Mircea. *Aspects du mythe*. Gallimard, Folio-Essais, Paris, 1963-1988. 251 p.
- ELLEINSTEIN, J. (sous la dir.) *Histoire de la France contemporaine*. Tome 3 (1835-1871), Editions sociales, 1979.
- ENEAU, D., HOURRIEZ, J.M. ET MOUTARDIER, M. Radioscopie du budget des ménages. Tome 3. *INSEE-RESULTATS*, n° 50-51, 1993, 250p.
- ERASME. *Eloge de la folie*. Robert Laffont, Coll. Bouquins, 1987, 860p. Ed. établie par C. Blum
- ESTIENNE, Pierre. *La France*. Masson, 1992, 330p..
- FARGE, A. et FOUCAULT, M. *Le désordre des familles*. Gallimard, coll. Archives, 1980, 243p.
- FLANDRIN, J. L. *Les amours paysannes (XVI<sup>e</sup> -XIX<sup>e</sup> siècle)*. Gallimard-Julliard, coll. Archives, 1975, 256 p.
- FREMONT, A. *France, Géographie d'une société*. Flammarion, coll. Champs, 1988, ed. 1997, 354p.
- FREMONT, A. *La région, espace vécu*. PUF, 1976, 272p.

- 
- FREMONT, A., CHEVALIER, J., HERIN, R. et RENARD, J. *Géographie sociale*. Masson, 1984, 387 p..
- GASNAULT, François. *Guinguettes et lorettes. bals publics à Paris au XIX<sup>e</sup> siècle*. Aubier, coll. historique, 1986, 344 p.
- GENTELLE, P. Haut lieu. *L'Espace géographique*, n° 2, 1995, pp. 135-138.
- GERBOD, P. L'institution orphéonique en France du XIX<sup>e</sup> siècle au XX<sup>e</sup> siècle. *Ethnologie française*, 1980, n°1, pp. 27-41.
- GERBOD, P. Un espace de sociabilité. Le bal en France au XXe siècle (1910-1970). *Ethnologie française*, 1989, n°4, pp.362-370.
- GESTIN, J.P. Main basse sur les Fest-Noz. in *La fête, cette hantise!* Autrement, n°7, 1976, p.67.
- GIRARDET Raoul. *Mythes et mythologies politiques*. 1986. Ed. du Seuil, coll. Points-Histoire. 216p.
- GODBOUT, Jacques. *L'Esprit du don*. La Découverte, 1989, réed.1992.
- GUENEE, Bernard. *L'occident aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Les Etats*. Paris, PUF, collection Nouvelle Clio, 4<sup>e</sup> édition, 1991. 338 p.
- Guy, Jean-Michel. (sous la direction de ). *Les jeunes et les sorties culturelles. Fréquentation et image des lieux de spectacles et de patrimoine dans la population française âgée de 12 à 15 ans*. Ministère de la culture. Direction de l'administration générale. département des études et de la prospective. La Documentation française. 1995. 192 p.
- GUY, Jean-Michel.(sous la direction de) *Les publics de la danse*. Ministère de la culture et de la communication. Direction de l'administration générale. département des études et de la prospective. La Documentation française. 1992, 480 p.
- HELIAS, Pierre Jakez. *Le cheval d'orgueil*. Plon, coll. Terre humaine, 1975, 625p.
- HERAN, F. Les relations de voisinage. *Données sociales*, INSEE, 1987, pp. 326-336.
- HERAN, François. Un monde sélectif: les associations. *Economie et statistiques*. N°208, mars 1988.
- HERIN, R. et al. Le Domfrontais. in *Cahiers de l'Observation du changement social*, tome IV, ed. du CNRS, p. 93-163, 1982.
- HERVIEU, B., VIARD, J. *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*. Ed. de l'Aube, coll. Essai, 1996, 159 p.
- HESS, R. *La Valse, la révolution du couple en Europe*. Métailié, 1989, 206p.
- IAURIF. Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Ile de France . Culture droit de cité. *Les cahiers de l'IAURIF*, n°99, Octobre 1991.
- IHL, Olivier. *La fête républicaine*. Gallimard, coll. Bibliothèque des Histoires, 1996, 402 p.
- ISAMBERT, J.A., TERRENOIRE, J.P. *Atlas de la pratique culturelle des catholiques en France*. Presses de la FNSP et Editions du CNRS, 1980.
- JACOB, Etienne. *Les bals populaires des antillais en région parisienne*. Thèse de Doctorat de 3<sup>e</sup> cycle de sociologie, Université Paris VIII, 1986, 247 p.



- JAUMAIN, Michel et VANDENBULCKE, Guy. L'exploitation cinématographique en Belgique: audience et mutation de l'offre. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, Bruxelles, octobre 86, n° 1129-1130.
- JAUROGIBERRY, Francis. De l'appel au local comme effet inattendu de l'ubiquité médiatique. *Espaces et sociétés*, n°74-75, Les nouveaux territoires de la prospective, 1994, Ed. L'Harmattan, p. 117-133.
- JEAN, Y., et CALENGE, C. Espaces périurbains: au-delà de la ville et de la campagne? *Annales de géographie*, n° 596, juillet 1997, pp. 389-413.
- JOHO, J. *Guide pratique des associations (loi du 1er juillet 1901)*. Colmar, ed. J. Joho, 15<sup>e</sup> édition, 1997, 506 p.
- JOLIVEAU, Thierry. *Associations d'habitants et urbanisation. L'exemple lyonnais (1880-1983)*. Editions du CNRS, Paris, 1987.
- JULLIARD, J. Le peuple. in NORA, P. (sous la dir.) *Les lieux de mémoires*, Gallimard, coll. Quarto, 1<sup>e</sup> ed 1984, ed. de 1997, tome 2, pp. 2359-2393.
- KARNOUOH, C. L'étranger ou le faux inconnu. *Ethnologie française*, n°1, 1972,
- KARNOUOH, C. La démocratie impossible. Parenté et politique dans un village lorrain. *Etudes rurales*, n° 52, octobre-décembre 1973, pp. 24-56.
- KAYSER, B. Agriculture et monde rural en France: quel avenir? *Historiens & Géographes*, n°356, pp. 171-179.
- KAYSER, B. *Géographie entre espace et développement*. Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1990, p.135.
- KAYSER, B. *La renaissance rurale*. Armand Colin, coll. U, 1990, 316 p.
- KAYSER, B., et SCHEKTMAN-LABRY, G. La troisième couronne périurbaine: une tentative d'identification. *Revue Géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, n° , 1982, pp. 27-34.
- KONG, Lily. Popular music in geographical analyses. *Progress in human geography*, Arnold E. ed., Manchester, vol. 19, n°2, june 1995, pp.183-198.
- LAGRAVE, Rose-Marie. *Le village romanesque*. Acte Sud, 1980, 187 p.
- LALIVE D'EPINAY, Christian, BASSAND, Michel, CHRISTE, Etienne, GROS, Dominique. *Temps libre; culture de masse et cultures de classes aujourd'hui*. Pierre-Marcel Favre ed., coll. Regards sociologiques, Lausanne, 1982.
- LANGLOIS, Claude. Catholiques et laïcs. in *Les lieux de mémoire* (sous la dir. de Nora P.), tome 2, 1<sup>e</sup> ed.1984, réed. 1997, Gallimard, coll. Quarto, p. 2327-2358.
- LAUTMAN, F. La fête locale. Mise en scène? Mise en oeuvre? *Ethnologie française*, n°1-87, tome 17, pp. 39-44.
- LAUTMAN, Françoise. Fête traditionnelle et identité locale. Rêve?... ou recherche d'équilibre politique? *Terrain*, n° 5, octobre 1985, p.29-36.
- LAUTMAN, Françoise. La Sainte-Estelle à Saint-Junien. Fête emblématique et enjeu politique. *Ethnologie française*, n°3-88, tome 18, p. 298
- LE BRAS, H. *Les Trois France*. Le Seuil, 1986, 351 p.
- LE BRAS, H., TODD, E. *L'invention de la France*. Hachette, coll. Pluriel, 1981, 423 p.

- LE GLEAU, J.P., PUMAIN, D. et SAINT-JULIEN, T. Villes d'Europe: à chaque pays sa définition. *Economie et statistique*. INSEE, n°294-295, 1996, pp. 9-24.
- LE ROY LADURIE, Emmanuel. Du social au mental: une analyse ethnographique. In *Histoire de la France rurale*. Tome 2: L'Age classique des paysans de 1340 à 1789. Paris: Seuil, coll. Point Histoire, 1992. Troisième partie, p. 431-497.
- LE ROY LADURIE, Emmanuel. *Le territoire de l'historien*. Gallimard, Bibliothèque des histoires, 1973, p. 349-393.
- LEGER, Jacqueline. *Les dépenses pour les loisirs depuis 1960*. INSEE Première, n° 306, mars 94, 4 pages.
- LEONARD, Emile. *Histoire du protestantisme*. PUF, Paris, 1980, 438 p.
- LEPHAY-MERLIN, C. *Les dépenses culturelles des communes. Analyse et évolution, 1978-1987*. Ministère de la culture et de la communication. Direction de l'administration générale. département des études et de la prospective. Collection "Annuaire statistique de la culture". La Documentation française. 1989. 256p.
- LERICHE, F. Acteurs publics, localisation des activités, polynucléarisation des espaces urbains: l'exemple de Toulouse. *Sud-Ouest Européen*, n° 2, p.7-17.
- LOUREIROS DE MATOS, Fatima. Habitação cooperativa no Grande Porto. *Geografia*, Porto, 1994/95, vol. X/XI, pp. 19-38.
- LUIRARD, Monique. *La France et ses morts*. Mémoires de l'Université de Saint-Etienne, 1977.
- MADIOT, Yves. *L'aménagement du territoire*. Paris, Masson, 1993, 221 p.
- MAFFESSOLI, Michel. *La transfiguration du politique. La tribalisation du monde*. Grasset, 1992, réed. Le livre de poche, coll. Essais, 1994, p. 206-207.
- MAFFESSOLI, Michel. *Le temps des tribus. le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*. Méridiens Klincksieck, 1988, réed. Le Livre de Poche, coll. Essais, 1991, 284 p.
- MARCHAL, Emmanuelle. Le développement de l'emploi dans les associations et le phénomène de professionnalisation des activités associatives. *Problèmes économiques*, n° 2047, novembre 1987, p. 21.
- MARCHAN, F. *Les orchestres de bal: sociographie d'une population*. Mémoire pour le DEA de Sociologie, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, septembre 1986, 83p.
- MARCHAN, F. *Musiciens et orchestres de bal en Limousin*. Mémoire de thèse de doctorat nouveau régime, sociologie, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, mai 93, 299p.
- MARCONIS, R. Villes et campagnes: l'évolution des zonages statistiques en France. *Historiens et Géographes*, n° 356, février-mars 1997, pp. 181-189.
- MARTIN, Jean-Clément et SUAUD, Charles. Le Puy du Fou. L'interminable réinvention du Paysan vendéen. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°93, juin 1992, p.21.
- MARTIN-FUGIER, Anne. *La vie élégante ou la formation du Tout-Paris. 1815-1848*. Paris, Fayard, 1990, 265 p.

- MENDRAS. *La seconde révolution française. 1965-1984*. Gallimard, Bibliothèque des Sciences humaines, 1988, 329 p.
- MERLIN, Pierre. *Géographie humaine*. PUF, coll. Fondamental, 1997, 576 p.
- MOATI, P. Economie appliquée. in *Manuel de Sciences économiques et sociales*, classe de 1<sup>e</sup> ES, Belin, coll. A. Gédéon, avril 1992.
- MOLINARI, J. P. Les moissons de la fête. in CORBIN, A., GEROME, N. et TARTAKOWSKY, D. (sous la dir.) *Les usages politiques des fêtes aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*. Actes du colloque organisé à Paris les 22 et 23 novembre 1990. Publications de la Sorbonne, 1994, p.336-347.
- MONTAIGNE, Michel de. *Journal de voyage en Italie par la Suisse et l'Allemagne*. Paris, Le livre de poche, 1974, 215p.
- MONTAIGNE, Michel de. *Les Essais, III, 9; De la vanité*. Paris, Gallimard, coll. Folio, n° 291, 445p.
- MORFAUX, L.M. Vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines. Armand-Colin, 1980, 217p.
- MORIN, Edgar. *Commune en France. La métamorphose de Plodemet*. Fayard, 1967.
- MUCHEMBLED, R. *Société, culture et mentalités dans la France moderne. XVI<sup>e</sup> -XVIII<sup>e</sup> e siècle*. Armand Colin, coll. Cursus. 1990, ed. 94, 187 p.
- MUCHEMBLED, R. *Culture populaire et culture des élites dans la France moderne (XV<sup>e</sup> e -XVIII<sup>e</sup> e siècle)*. Flammarion, 1<sup>e</sup> ed. 1978, ed. 1991, coll. Champs, 398 p.
- NORA, P. (sous la dir.) *Les lieux de mémoire*. Les France.2 Traditions. Enracinements. Gallimard, coll. Quarto, 1997, tome 3, pp. 3423-3614.
- OLIVIER, Richard. Nous n'irons plus au cinéma. *Revue de l'Institut de Sociologie*, Bruxelles, 1985, n° 3-4, p. 388.
- OPITZ, Claudia. Contraintes et libertés (1250-1500) in *Histoire des femmes en Occident*. Tome 2: le Moyen-Age, chapitre 9, p. 277-235. Paris, Plon, 1991.
- ORY, Pascal. Théorie et pratique de "l'art des fêtes" sous le Front Populaire. in CORBIN, A., GEROME, N. et TARTAKOWSKY, D. (sous la dir.) *Les usages politiques des fêtes aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*. Actes du colloque organisé à Paris les 22 et 23 novembre 1990. Publications de la Sorbonne, 1994, p.284-85.
- OZOUF, Jacques. *Nous, les maîtres d'écoles*. Julliard, coll. Archives, 1966. cité in ORMIERES, Jean-Louis. Les rouges et les blancs. in *Les lieux de mémoire* (sous la dir. de Nora P.), tome 2, 1<sup>e</sup> ed.1984, réed. 1997, Gallimard, coll. Quarto, p. 2395-2432.
- OZOUF, Mona. *La Fête révolutionnaire 1789-1799*. Gallimard, Bibliothèque des histoires,1976, 340 p.
- PAILLART, Isabelle. Quid de la communication locale? La notion de territoire. in Communication politique contre communication publique. *Cahier des sciences de l'information et de la communication*. DEA Rhône-Alpes, n°2, février 1992, p.70-73.
- PATUREAU, Frédérique. *Les pratiques culturelles des jeunes*. Ministère de la culture et de la communication. Direction de l'administration générale. Département des études et de la prospective. La Documentation française. 1992.

- 
- PERROT, Michelle. La ville et ses faubourgs au XIX<sup>e</sup> siècle. in *Citoyenneté et urbanité*. Collectif, 1991, Ed. Esprit, collection société, p. 65-83.
- PETERSON, R. A. La fabrication de l'authenticité: la country music. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°93, juin 1992, p.3-19.
- PIATIER, A. et al. *Radioscopie des communes de France. Ruralité et relations villes-Campagnes*. Economica, 1979, 541 p.
- PINET, J.M. La métropolisation du territoire français. *Historiens et géographes*, n° 356, février 97, pp. 195-208.
- PIOLLE, X. Mobilité, identités, territoires. *Revue géographique de Lyon*, 1990, n° 3, pp. 149-154.
- PIOLLE, X. Proximité géographique et lien social, de nouvelles formes de territorialité? *L'espace géographique*. 1990-1991, n°4, pp.349-358.
- PIVETEAU, J.L. Le territoire est-il un lieu de mémoire? *L'Espace géographique*, n°2-1995, pp. 113-123.
- POIRIER, M. *La fête*. CNED Toulouse, préparation au CAPES de philosophie, 1986. 16p.
- POLANYI, Karl. *La Grande Transformation*. 1954, réed. Gallimard, Folio, coll. Essais, 1991, 278p.
- PORTEUS, J.D. Smellscape. *Progress in human geography*. Manchester, Arnold E. ed., n°9-85, pp.356-378.
- PORTEUS, J.D. *Landscapes of the mind: worlds of sense and metaphor*. Toronto, Toronto University Press. 1991, 285p.
- PRAT, G. *L'Action Catholique Rurale: de la JAC au MRJC*. Centre d'Histoire Contemporaine du Languedoc-Roussillon, Montpellier, 1977, 306 p.
- PROD'HOMME, J.P. Fête et animation culturelle en campagne. L'expérience d'une village champenois. *Etudes rurales*, n°86, avril-juin 1982.
- RENARD, J. Saint-Fulgent, tout bouge et rien ne change. in *Cahiers de l'Observation du changement social*, tome IV, ed. du CNRS, p. 167-261, 1982.
- RENAULT, Patrick. *Les bals en France*. SACEM / Musique et Promotion, coll. Musique vivante, Paris, 1978, 94 p.
- RICHARD, P., COTTEN, M. *Les communes françaises aujourd'hui*. PUF, coll. Que sais-je?, 1983, 127 p.
- RODAWAY, P. *Sensuous geographies*. London, Routledge, 1994, 198p.
- ROSANVALLON, P. *L'Etat en France de 1789 à nos jours*. Le Seuil, coll. l'Univers Historique, 1990, 378 p.
- ROUSSEAU, J.J. *Lettre à D'Alembert de Rousseau sur les spectacles. Correspondances*. Robert Laffont, Coll. Bouquins, 1987, 860p.
- ROUSSEAU, J.J. *La Nouvelle Héloïse*. J.J. Pauvert, coll. Libertés, ed. 1965, 335 p.
- ROUX, J. M. *Enquête sur 23 millions de rurbains*. Paris, Nathan, 1990, 228p.
- RUYER, R. *L'Utopie et les utopies*. PUF, coll. Que Sais-je? 1950, p. 135p.
- SANSON, Rosemonde. *Le 14-juillet: fête et conscience nationale, 1789-1975*.

- Flammarion, 1976, 221 p.
- SANSON, Rosemonde. Le 15 août: fête nationale du Second Empire. in CORBIN, A., GEROME, N. et TARTAKOWSKY, D. *Les usages politiques des fêtes aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*. Actes du colloque organisé les 22 et 23 novembre 1990 à Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, pp. 117-136.
- SANSOT, Pierre. *Jardins publics*. Payot, 1993, 272p.
- SANSOT, Pierre. *La France sensible*. Payot, 1995, 255p.
- SANTOS, Milton. *La nature de l'espace. Technique et temps, raison et émotion*. L'Harmattan, 1997, 275p.
- SEGALEN, M. *De la sociabilité au réseau, ou le changement dans la continuité à Saint-Jean Trolimon*. Cahiers de l'OCS. cit. in KAYSER, B. Le village recomposé. *L'esprit des lieux*. Ed. du CNRS, 1986, p. 59.
- SEGALEN, Martine. Robe blanche et photo de noce. in *Autrement*, n° 7, La fête, cette hantise!, nov. 1976, pp. 10-21.
- SENECAL, G. Aspects de l'imaginaire spatial: identité ou fin des territoires? *Annales de géographie*, n° 563, janvier-février 1992, p. 28 à 42.
- SENNETT, R. *La ville à vue d'oeil*. Plon, 1992, 314p.
- SENNETT, R. Les tyrannies de l'intimité. Le Seuil, 1979, 378 p.
- SERVET, J.M. *Du troc au réseau, les marchés dans l'Histoire*. Sciences humaines, n°3, nov-déc. 93, *Le marché, loi du monde moderne ?*
- SERVIER, Jean. *Histoire de l'utopie*. Gallimard, 1971, ed. augmentée Folio Essai, 1991, 393 p.
- SIEGFRIED, A. *Tableau politique de la France de l'Ouest*, 1<sup>e</sup> ed A. Colin, 1913, ed. de 1964.
- SILEM, A. *Encyclopédie de l'économie et de la gestion: la réciprocité en anthropologie économique*. Hachette éducation, 1991.
- TARTAKOWSKY, D. De la banlieue verte à la banlieue rouge, les fêtes ouvrières et leur espace. in GEROME, N., TARTAKOWSKY, D. , WILLARD, C. *La banlieue en fête*. PUV, 1988, pp. 173-185.
- TARTAKOWSKY, D. Les fêtes de la droite populaire. in CORBIN, A., GEROME, N. et TARTAKOWSKY, D. (sous la dir.) *Les usages politiques des fêtes aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*. Actes du colloque organisé à Paris les 22 et 23 novembre 1990. Publications de la Sorbonne, 1994, pp. 304-316.
- THIESSE, Anne-Marie. Le mouvement littéraire régionaliste. *Ethnologie française*, n° 3-1988, tome 18, p. 220-232.
- TOFFLER, Alvin. *Les nouveaux pouvoirs (Powershift). Savoir, richesse et violence à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle*. Fayard, 1991, 658p.
- VAN GENNEP, Arnold. *Manuel du folklore français*. Picard, 1943, t. I-1, p. 256.
- VIRILIO, Paul. Fin de l'histoire ou fin de la géographie? Un monde surexposé. *Le Monde Diplomatique*, Août 1997, p. 17.
- VOVELLE Michel. L'historien et la découverte de la fête aujourd'hui. in La fête en milieu rural. *Etudes rurales*, n°86, avril-juin 1982, pp.9-17.

- VOVELLE, Michel. *Les métamorphoses de la fête en provence de 1750 à 1820*. Aubier-Flammarion, coll. Champs, 1976, 346p.
- WACHTER, S. *La ville contre l'Etat ?* Reclus, coll. Géographiques, 1995, 95p.
- WEBER, Eugen. *La Fin des terroirs*. Fayard, 1983.
- WEBER, F. Gens du pays, émigrés, étrangers: conflits autour d'une chasse en montagne. *Etudes rurales*, n° 87-88, 1982.
- WEBER, Peter. Le comportement des jeunes dans leur temps libre. *Norois*, vol.30, n°120, octobre-décembre 1983.
- WOODS, L.A. and GRITZNER, C.F. "A million miles to the city": country music's sacred and profane image of place. in Zonn, L. ed., *Place images in media: portrayal, experience, and meaning*. Maryland, MD: Rowman & Liilefield, 231-254.
- ZONABEND, F. Les morts et les vivants. Le cimetière de Minot en Châtillonnais. *Etudes rurales*, n°74, avril-juin 1979, p. 51.

## Autres documents cités

- Internet

DUTILH, Alex (sous la dir.) *Rapport de la Commission nationale des musiques actuelles*. 1998, site internet du Ministère de la Culture: [www.culture.fr](http://www.culture.fr).

- Minitel

CNAM. Serveur minitel 36-15 code Musique.

- Le Monde

mardi 9 mai 1995, cahier spécial élections.

13 décembre 95, p. 27.

16 décembre 1994. Laurent Garnier au Rex. Le virtuose des platines. (Stéphane Davet).

mardi 17 février 1998, p. 8.

Ternisien, Xavier. L'Eglise ajuste ses paroisses à la nouvelle organisation du territoire. *Le Monde*, 12 juin 1998, p. 11.

Piot, Olivier. L'enjeu est au-delà de la question sociale. Interview de Jean-Pierre Vincent, directeur du Théâtre des Amandiers, 18 décembre 1996.

Interview de M. Pierre-Bloch. *Le Monde*, 21 juin 1998. p. 9.

Interview de Xavier de Séguins, directeur de Radio Latina (Paris), interrogé dans *Le*

*Monde*, dimanche 30 août 98, p. 29.

Baudet, Marie-Béatrice. La spécificité du régime en question. mercredi 18 décembre 1996.

- *Journal des Limonadiers* : 12 et 28 mai 1890.
- **GEO** : Auvergne. N°162, Août 1992.
- *Le Nouvel Observateur* 23-29 juillet 1998
- *Libération*. 15 juillet 1992.
- Sono magazine

Mallek, Alain. Le rapport annuel 1994 d'activité de la SACEM. novembre 1995, p. 229.  
SEMA-GROUP. Evaluation et perspectives des discothèques en France. Suppléments Night Business Infos. juin-septembre 1990.

- *La République des Pyrénées* Edition de Pau
- *La Dépêche du Midi* . Editions de Toulouse et Auch
- *Sud-Ouest* Edition de Pau
- *Ouest-France* Editions de Rennes, Le Mans et La Roche-sur-Yon
- *L'Indépendant* Edition de Perpignan
- *Le Galibot* Edition de Lille
- France-Inter

Journal du matin, juin 94 ( Mr. Paoli )

Emission *Le téléphone sonne*, 13 juillet 1994.

Emission *Inter-danse*

- A2

Emission *La chance aux chansons*, 2<sup>e</sup> chaîne, chaque jour vers 15 heures.

- France 3

Emission *Les Dossiers de l'histoire*, juillet 98 *France, années zéro: le grand chantier*, documentaire sur la reconstruction en 45-47.

**TATI, Jacques.** *Jour de fête* , 1949, film.

**REVAUX J., SARDOU M. ET BUGGY, V.** *Les bals populaires*. Disque Philips, M 6009 008, 1969. Paroles en annexe 5.

**CLERC, Monique.** *Fêtes et divertissements à la fin du Moyen-Age*. Dossier 16

diapositives, cassette et livret. Radio Vision. Centre National de Documentation Pédagogique, RV 196, 1976.

Les documents en couleurs sont tirés de:

**IHL, O.** Op. cit. cliché Giraudon. (*Bal du 14 juillet* par Steinlein).

**SCHMITT, B. et PERRIER-CORNET, P.** (sous la direction de) *Les campagnes et leurs villes*. INSEE-INRA, coll. Contours et caractères, 1998, 203 p. (cartes 48 et 49).